



**HAL**  
open science

**Penser la production artistico-culturelle en  
anarcho-syndicaliste. Essai d'histoire sociale des écrits  
sous la Troisième République (1892-1939)**

Thibault Lozinguez

► **To cite this version:**

Thibault Lozinguez. Penser la production artistico-culturelle en anarcho-syndicaliste. Essai d'histoire sociale des écrits sous la Troisième République (1892-1939). Histoire. 2022. dumas-03836630

**HAL Id: dumas-03836630**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03836630>**

Submitted on 2 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Année 2021/2022

Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne



École d'histoire de la Sorbonne

Centre d'histoire sociale des mondes contemporains

Lozinguez Thibault

Penser la production artistico-culturelle en anarcho-syndicaliste. Essai d'histoire sociale des écrits sous la Troisième République (1892-1939)

Mémoire de Master 2 préparé sous la direction de Paul Boulland

Octobre 2022







Année 2021/2022

Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne



École d'histoire de la Sorbonne

Centre d'histoire sociale des mondes contemporains

Lozinguez Thibault

Penser la production artistico-culturelle en anarcho-syndicaliste. Essai d'histoire sociale des écrits sous la Troisième République (1892-1939)

Mémoire de Master 2 préparé sous la direction de Paul Boulland

Octobre 2022



## Table des matières

I Introduction.....	9
<i>Présentation du sujet.....</i>	9
<i>Présentation critique de l'historiographie.....</i>	16
<i>Présentation critique des sources et méthodologie.....</i>	19
<i>Enjeux de la recherche et problématiques.....</i>	22
II La représentation autoritaire de la production culturelle.....	25
1 Combattre l'autorité politique : les expressions symboliques du pouvoir.....	25
1.1 Matérialisation de l'État : les espaces, les hommes, les symboles.....	25
1.1.1 Le cadre architectural du pouvoir politique.....	26
1.1.2 De l'usage de productions d'états : hommes et symboles.....	28
1.2 Construction nationale et militarisme.....	34
1.2.1 Des pratiques culturelles de constitution des États.....	35
1.2.2 Bâtiments de la répression militaire : casernes, forts et prisons.....	43
1.2.3 Dés-individualisation et déclassement.....	47
2 Dénoncer l' <i>habitus</i> culturel de la bourgeoisie.....	53
2.1 Les logiques de distinction symbolique.....	53
2.1.1 Propriétés et bâti : dimension spatiale, économique et esthétique.....	53
2.1.2 Entre-soi bourgeois et pratiques artistico-culturelles.....	60
2.1.3 Le vêtement bourgeois.....	65
2.2 L'envers des productions culturelles : domination du prolétaire.....	73
2.2.1 Habitations et domination.....	73
2.2.2 Les conditions des travailleurs artistico-culturels.....	75
2.2.3 Usages et représentations de l'habillement ouvrier et populaire.....	100
3 Combattre l'autorité intellectuelle et morale.....	102
3.1 Des moyens culturels du contrôle intellectuel.....	102
3.1.1 De la presse capitaliste et partisane.....	102
3.1.2 Aspects « bourgeois » des productions culturelles.....	110
3.1.3 Morale des productions culturelles : domination, philanthropie et charité....	123
3.2 Critiques des contenus et des savoirs : État et Église.....	128
3.2.1 Emprises sur les savoirs : cadres éducatifs et contrôles intellectuels.....	128



3.2.2	Des répressions étatiques et religieuses : productions et acteurs.....	139
III	La vision émancipatrice : combinaison du populaire, du producteur et du prolétaire.....	155
1	Des espaces propres au monde ouvrier : production, consommation et socialisation. .	155
1.1	Une approche géographique du monde populaire et ouvrier.....	155
1.1.1	Réalités et représentations.....	155
1.1.2	Sur la conception de l’habitat ouvrier : échelle individuelle.....	164
1.2	Espaces de consommation et de socialisation.....	167
1.2.1	Des espaces de regroupements organisés.....	167
1.2.2	Espaces de socialisation populaires.....	170
2	Les pratiques culturelles populaires : constats, représentations et constructions.....	178
2.1	Témoigner sur le populaire : populisme et misérabilisme.....	178
2.1.1	Le cadre productif du syndicalisme.....	178
2.1.2	L’en-dehors du cadre productif.....	197
2.2	Moyens culturels au service de l’émancipation.....	205
2.2.1	Construction d’une « conscience de classe ».....	205
2.2.2	Du côté des producteurs : journalistes et littérateurs.....	215
2.2.3	Des pratiques culturelles en fonction des publics.....	221
3	Du contenu intellectuel de la production écrite.....	239
3.1	Sur la place de l’écrit et moyens mémoriels.....	239
3.1.1	De l’importance de l’écrit : presse et livres.....	239
3.1.2	Productions culturelles de l’histoire et de la mémoire ouvrière.....	255
3.2	Visions du capital culturel : autonomie, émancipation et transmission.....	263
3.2.1	Cadres théoriques du savoir et de la culture.....	263
3.2.2	Pensées directes de la production artistico-culturelle.....	286
IV	Conclusion.....	302
V	Sources.....	307
	<i>Sources imprimées</i> .....	307
	<i>Presse</i> .....	313
VI	Bibliographie.....	314

Liste des abréviations :

**Organisations :**

CGT : Confédération Générale du Travail

CGT-SR : Confédération Générale du Travail – Syndicaliste Révolutionnaire

CGTU : Confédération Générale du Travail – Unitaire

FNBT : Fédération Nationale des Bourses du Travail

FSI : Fédération Syndicale Internationale

ISR : Internationale Syndicale Rouge

PCF : Parti Communiste Français

**Sources :**

Villes :

Am : Amsterdam

La : Lausanne

Ma : Marseille

Pa : Paris

Sites d'archives :

AR ; Bibliothèque Nationale de France - Arsenal

BDIC : Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine

BN : Bibliothèque Nationale de France – Site François Mitterrand

CHS : Centre d'Histoire Sociale

CIRA : Centre International de Recherche sur l'Anarchisme

IFHS : Institut Français d'Histoire Sociale

Note : Nous indiquerons les lieux de conservation quand nous les avons trouvés pour les sources imprimées.



# I Introduction

## *Présentation du sujet*

« Tout ce qui existe : le sol tel qu'il est cultivé, avec les richesses qui sont enfouies dans ses entrailles, les maisons qui nous abritent, les vêtements, les chaussures que nous portons, les livres dans lesquels s'est entassé, dans les bibliothèques, le savoir humain depuis des siècles, les Musées, dans lesquels sont accumulés tous les trésors de l'Humanité, les machines, avec leur puissance formidable de production, les machines qui, tantôt avec une vigueur extraordinaire, tantôt avec une délicatesse infinie, s'emparent ou du tissu le plus résistant pour l'assouplir et l'adapter aux fins de l'industrie, toutes ces richesses ne sont pas l'œuvre de quelques-uns ; elles ne sont pas l'œuvre d'une génération seulement ; tout cela, c'est le résultat de l'effort opiniâtre, du travail archiséculaire de toutes les générations qui nous ont précédés. Tout cela devrait, par conséquent, raisonnablement, et équitablement, en toute justice, être le patrimoine de l'Humanité toute entière. »<sup>1</sup>

Dans cette reproduction d'un discours devant des militants syndicalistes dans les années 1930, Sébastien Faure entérine la vision syndicaliste et ouvrière du mouvement anarchiste construit durant la Troisième République, voire de manière antérieure durant le XIXe siècle. Dans cette description, la dimension culturelle apparaît comme le fruit d'une production laborieuse d'une classe à travers les générations. La représentation de la « culture » de ce militant est déterminée par sa trajectoire personnelle et idéologique : cette représentation est le fruit d'une construction historique de points de vues de militants socialistes. Adoptant un point de vue classiste, les anarchistes-syndicalistes révolutionnaires perçoivent la « culture » d'une manière particulière mêlant pratiques populaires et ouvrière, économique, organisationnelle et émancipatrice. Cette recherche porte sur ces discours écrits sur la production artistique et les pratiques culturelles dans les milieux anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires sous la Troisième République ; plus spécifiquement à partir de l'année 1892 jusqu'au début de la Seconde guerre mondiale. Les bornes chronologiques évoquées correspondent d'abord à la date de la création théorique de la Fédération Nationale des Bourses du Travail en 1892. Cette organisation fédéraliste à échelle locale, via les Bourses du Travail, est progressivement mise à la marge avec l'apparition de la Confédération Générale du Travail. La Confédération Générale du Travail naît théoriquement au Congrès National Corporatif tenu du 23 au 28 septembre 1895 avec la création de statuts propres à cette confédération. Même s'il faut reconnaître le peu d'influence de cette nouvelle

---

1 Sébastien Faure, « Sébastien Faure et le Syndicalisme », *La Révolution prolétarienne*, n° 127, 10 mai 1932, p. 10

confédération sur les événements après ce congrès par rapport à la Fédération des Bourses du Travail déjà en place<sup>2</sup>. Avec le déclin de la FNBT au profit de la C.G.T., la dimension locale est progressivement complétée par les approches corporatives et de fédérations de métiers au début du siècle. Durant cette période, les débats au sein du mouvement anarchiste s'interrogent sur l'intérêt de s'investir dans le milieu syndical. Certains anarchistes décident de rentrer dans le mouvement syndical et engagent le débat avec d'autres membres du mouvement anarchiste sans nécessairement perdre leur idéal libertaire. Par cette entrée dans les syndicats, ils estiment conférer une dimension pratique à l'anarchisme face à d'autres acteurs comme certains anarchistes individualistes ou insurrectionnistes. En effet, les anarchistes-syndicalistes souhaitent faire évoluer les pratiques du mouvement : la classe ouvrière et productive doit être le moteur du changement de la société en dehors du cadre bourgeois et politique<sup>3</sup>. C'est le cas de Pelloutier qui participe de la création des Bourses du Travail ainsi que certaines de ses connaissances comme Delesalle et Pouget avec qui les liens sont attestés, au moins, à partir du « Congrès international socialiste des travailleurs et chambres syndicales ouvrières » tenus à Londres en 1896<sup>4</sup>. Les exilés révolutionnaires appréhendent aussi les conceptions anglaises du trade-unionisme dans ce cadre<sup>5</sup>. Ces trois auteurs participent à développer la conception anarcho-syndicaliste à travers la publication de plusieurs brochures qui lui donnent ses bases idéologiques. Par exemple, on y trouve la valorisation de la grève générale, du sabotage et du boycott aussi bien qu'une volonté d'éducation ouvrière. Cette importance des anarchistes dans le syndicalisme est marquée symboliquement par le point d'orgue de la « Charte d'Amiens » en 1906 valorisant l'autonomie syndicale vis-à-vis des courants politiques<sup>6</sup>. L'influence des anarchistes dans les syndicats diminue à partir de 1909 avec l'appropriation des postes de direction par des acteurs « réformistes », après une dizaine d'années et la participation à l'édification de la Confédération Générale du Travail. Une seconde génération, après la Première Guerre Mondiale, continue à défendre des valeurs proches de l'anarchisme-syndicalisme, malgré un

---

2 Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT : cent ans de syndicalisme en France*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 37.

3 Gaetano Manfredonia, *Anarchisme et changement social*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2007, pp. 51- 76.

4 Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. I, des origines à 1914*, Paris, Gallimard, 1992, 485 p.

5 Constance Bantman, *The French anarchists in London, 1880-1914*, Liverpool, Liverpool University Press, 2013, 219 p.

6 Pour une approche des organisations et dispositions légales, nous référons à l'ouvrage : Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1967, 364 p. ; Pour une approche sociale et des acteurs, nous référons à l'ouvrage : Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *Histoire des syndicats, 1906-2006*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, 376 p.

schisme entre les « autonomistes » comme Besnard et les syndicalistes révolutionnaires comme Monatte. Son origine repose plus sur un problème de rapport avec la construction du mouvement ouvrier que d'une conception de fond. Face à la création du Parti Communiste Français et à l'influence que s'efforce d'exercer la Troisième Internationale au sein des syndicats, via l'Internationale Syndicale Rouge, les autonomistes souhaitent préserver leur autonomie et quittent ainsi la Confédération Générale du Travail - Unitaire, créée initialement pour se distinguer de la CGT à tendance réformiste en 1922, tandis que les syndicalistes révolutionnaires estiment pouvoir lutter en son sein pour éviter un émiettement du mouvement ouvrier français. Certains autonomistes donnent naissance à la C.G.T. - Syndicaliste Révolutionnaire dont l'influence fut moindre dans une approche nationale avec quatre milles membres actifs<sup>7</sup>. Alors que les syndicalistes révolutionnaires retournent à la CGT après leur exclusion du PCF et de l'ingérence bolchevique dans la CGTU dans le courant des années 1920. En 1939, la Seconde Guerre Mondiale marque un arrêt du mouvement anarchiste organisé avec une disparition importante des titres de presse et de la publication d'ouvrages et plus généralement du mouvement syndicaliste français.

Durant la période considérée, s'opèrent des changements culturels importants dont les natures varient et s'entrecroisent redéfinissant les paradigmes culturels<sup>8</sup> : des logiques politiques comme l'entérinement de l'alphabétisation par Jules Ferry<sup>9</sup>, les politiques étatiques en matière d'accès aux livres<sup>10</sup> ou l'abandon du monopole d'État sur la production artistique<sup>11</sup> ; des logiques techniques comme l'extension des tirages de la presse quotidienne avec des moyens de diffusion plus importants<sup>12</sup> ou les travaux d'urbanisme avec l'usage de nouveaux matériaux, l'apparition de nouveaux médiums comme la photographie<sup>13</sup>, le cinéma<sup>14</sup>

7 Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. 2. De 1914 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1992, p. 72. ; David Berry, *Le Mouvement anarchiste en France : 1917-1945*, Saint-Georges d'Oléron, Éditions Libertaires, 2014, 452 p.

8 Régine Robin (dir.), *Masses et culture de masse dans les années trente*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1991, 234 p. ; Christophe Prochasson, *Paris 1900 : essai d'histoire culturelle*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, 348 p. ; Dominique Kalifa, *La culture de masse en France*, Paris, Éditions La Découverte, 2001, 122 p. ; Pascale Goetschel, Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle de la France*, Malakoff, Armand Colin, 2018, 285 p.

9 Françoise Mayeur, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation : l'École républicaine, 1789-1930*, Paris, Perrin, 2004, 777 p.

10 Martine Poulain, *Histoire des bibliothèques française : 1914-1990*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2009, 1187 p. ; Dominique Varry, *Histoire des bibliothèques françaises : 1789-1914*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2009, 922 p.

11 Harrison C. White, Cynthia A. White, *La carrière des peintres au XIXe siècle : du système académique au marché des impressionnistes*, Paris, Flammarion, 1991, 166 p.

12 Claude Bellanger, Jacques Godechot, Guiral Pierre, *Histoire générale de la presse française, tome 3*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, 687 p.

13 Pierre-Jean Amar, *Histoire de la photographie*, Paris, Presses universitaires de France, 2020, 125 p.

14 Jean-Pierre Jeancolas, *Histoire du cinéma français*, Paris, Armand Colin, 2011, 127 p.

et la T.S.F. ou d'expressions culturelles spécifiques comme la publicité ; des logiques économiques avec la financiarisation des milieux de l'édition<sup>15</sup>, de la presse et des milieux artistiques ; des logiques sociales avec la professionnalisation de certains métiers à valeur culturelle (journalistes, musiciens, etc.) ou des pratiques culturelles spécifiques (Expositions Universelles et plus généralement les « loisirs ») répondant à des stratégies sociales des différents groupes, tant du point de vue des producteurs que des consommateurs<sup>16</sup>, se définissant en esthétiques propres à différentes productions artistiques<sup>17</sup>.

Pour rendre compte des discours sur les productions artistiques et les pratiques culturelles, il faut nécessairement passer par les acteurs qui les produisent tant dans les ouvrages que dans la presse. Tirés d'une série de militants, ces différents types de publications permettent d'incarner différentes phases et différentes tendances du mouvement anarchiste entre la fin du dix-neuvième siècle et la Seconde Guerre mondiale. Cette recherche porte sur six acteurs afin de fournir un échantillon et quelques approches différentes sur notre sujet. Dans leurs publications et les titres de presses auxquels ils fournissent des articles, ces acteurs expriment leurs points de vue et une représentation de la production artistique et des pratiques culturelles. Ces interventions prennent plusieurs formes : elles peuvent être une réflexion de quelques phrases dans un autre contexte aussi bien que des passages entiers voire des ouvrages spécifiques. Toutefois, on remarque que les interventions ponctuelles inscrites dans d'autres développements théoriques sont majoritaires. De notre perspective, la production artistique sera envisagée à partir du système culturel classique occidental des Beaux-Arts mais aussi étendu à d'autres formes expressions d'une « culture populaire » pour élargir cette conception cloisonnée. De plus, l'extension définitionnelle permet de se départir d'une vision centrée sur la pure dimension esthétique et une approche strictement internaliste des œuvres pour socialiser la perception de la « culture ». Même si la vision internaliste est présente dans certains textes et chez certains auteurs, la production d'un discours sur le contenu d'une

---

15 Jean-Yves Mollier, *L'argent et les lettres : histoire du capitalisme d'édition*, Paris, Fayard, 1988, 549 p.

16 Christophe Charle, *La crise littéraire à l'époque du naturalisme*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1979, 207 p. ; Anne-Marie Thiesse, *Le roman du quotidien : lecteurs et lectures populaires à la Belle-Époque*, Paris, Le Chemin Vert, 1984, 270 ; Harrison C. White, Cynthia A. White, *La carrière des peintres au XIXe siècle, op. cit.* ; Myriam Chimènes, *Mécènes et musiciens : du salon au concert à Paris sous la Troisième République*, Paris, Fayard, 2004, 776 p. ; Christophe Charle, *Théâtres en capitales : naissance de la société du spectacle à Paris, 1860-1914*, Paris, Albin Michel, 2008, 572 p. ; Béatrice Joyeux-Prunel, *Les avant-gardes artistiques, 1918-1945 : une histoire transnationale*, Paris, Gallimard, 2017, 1186 p.

17 Pour ne pas surcharger cette note, nous ne fournirons pas d'exemples bibliographiques sur les histoires internalistes des contenus esthétiques mais les mobiliserons quand ils seront nécessaires dans la démonstration.

œuvre exprime déjà une position sociale. Cette extension de la définition s'appuie sur l'idée que cette conception elle-même varie durant cette période avec un accès facilité à des formes d'expressions « artistiques ». Ainsi, les discours étudiés traiteront à la fois de la peinture, du dessin, de la sculpture, de l'architecture, de la musique et de la littérature auxquelles s'ajouteront la presse, les arts scéniques pour englober les débuts du cinéma et de la photographie ou encore l'habillement. Toutes ces informations seront analysées dans le contexte de l'écrit lui-même et de la manière des différents auteurs de le traiter.

Les réflexions de nos six acteurs permettent de penser à la fois les formes d'appropriation d'une culture légitime mais aussi de mettre en lumière des expressions non-légitimes. Les discours produits par les anarchistes participent de cette évolution des représentations de la production artistique en réfléchissant aux diverses expressions culturelles. Concernant les pratiques culturelles et les productions artistiques, les discours englobent un large panel de positionnements d'ordre esthétique ou culturel qu'il s'agit de penser. Les acteurs, à travers leurs centres d'intérêt et leurs positionnements esthétiques, ne sont que le fruit d'une évolution dans une situation socio-historique déterminée dont découle leurs productions de discours écrits. C'est pourquoi, il nous semble aussi pertinent de s'attacher à des acteurs particuliers pour faire émerger des positionnements spécifiques. Toutefois, en ce qui concerne des approches de phénomènes sociaux aussi globaux, mettre en avant une seule pensée individuelle est une négation des autres types de discours dont la production répond à des questionnements et des positions divergentes. On ne peut penser les représentations qu'à travers les autres représentations de la même période et des rapports qu'elles entretiennent entre elles.

Dans la génération d'avant-guerre, trois figures ont été marquantes dans le développement des liens entre les anarchistes et les syndicats notamment par leurs écrits ; il s'agit de Paul Delesalle, Fernand Pelloutier et Émile Pouget. En effet, ces derniers ont publié un nombre conséquent de brochures. Né en 1870, Paul Delesalle est un mécanicien en instrument de précision dont la profession le fait entrer très rapidement dans le syndicat de métier. Il incarne la tendance ouvriériste et syndicaliste aux *Temps Nouveaux* de Jean Grave à partir de 1895. Il participe, en juillet 1896, au Congrès Socialiste International avec Pouget et Pelloutier contre le socialisme-démocrate et atteste d'une rencontre avec ces deux derniers. À partir de 1897, il devient secrétaire adjoint de la Fédération Nationale des Bourses du Travail et défend l'entrée des anarchistes dans le syndicalisme au-delà des dimensions partisans



socialistes. Il participe à la conception de la « Charte d'Amiens » en 1906 mais quitte la CGT en 1908 pour devenir libraire. Sa librairie resta un espace de valorisation du syndicalisme révolutionnaire en publiant des brochures en lien avec cette pratique et un foyer de réflexion socialiste<sup>18</sup>.

Né en 1867, Pelloutier commence sa carrière journalistique dans *La Démocratie de l'Ouest* à partir de 1892. En montant à Paris en 1893, il rencontre d'autres anarchistes, dont Émile Pouget, et écrit dans de nombreux titres de presse de diverses tendances socialistes. À partir de 1894, il participe activement au développement de la Fédération des Bourses du Travail dont il devient le secrétaire général jusqu'à son décès en 1901. Sa collaboration en faveur de l'implication anarchiste dans les syndicats se retrouve aussi dans *Les Temps Nouveaux* dès 1895. Cependant, en 1897, il met en place *L'Ouvrier des deux mondes* qui devient l'organe de la FNBT changeant de nom en 1899 pour *Le Monde ouvrier* et dont il assure essentiellement la rédaction. Il valorise le projet de grève générale et défend la FNBT contre l'influence grandissante de la CGT dont la fusion ne fût possible qu'en 1902 après son décès. Il doutait de la capacité de la CGT à remplir le même rôle social qu'il accordait à la FNBT déjà installée<sup>19</sup>.

Né en 1860, Émile Pouget quant à lui rentre dans le mouvement anarchiste en côtoyant des figures comme Louise Michel. En 1889, il commence un projet personnel de propagande à travers le journal *Le Père Peinard* dont il fut le principal rédacteur. Sa volonté journalistique s'incarne bien dans ce titre car il le continue même en exil en Angleterre après les attentats anarchistes des années 1892-1894. En Angleterre, il découvre véritablement le trade-unionisme anglais qui le fait adhérer à l'idée du syndicalisme. Après son retour en France en 1895, il reprend sa publication pour une troisième série. Au sein des syndicats, il développe les techniques de lutte comme le sabotage et le « boycottage » valorisant l'idée du syndicalisme sans renier ses idéaux anarchistes. En 1900, il met sur pied avec une commission l'organe de presse de la CGT, *La Voix du Peuple*. En 1906, il participe, lui aussi, à la rédaction de la « Charte d'Amiens » mais il abandonne le mouvement syndical à partir de 1914 en raison de la perte d'influence des idées du syndicalisme révolutionnaire au sein de la CGT avant de devenir éditeur indépendant après-guerre<sup>20</sup>. Ces trois acteurs montrent les liens

---

18 Marianne Enckell (dir.), *Les anarchistes : dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2014, pp. 252-255.

19 *Ibid*, pp. 620-624.

20 *Ibid*, pp. 649-653.

qui se sont constitués entre les anarchistes et les syndicats au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle avec la mise en place de certaines pratiques et conceptions idéologiques.

Une seconde génération de militants poursuit cet intérêt des anarchistes pour le syndicalisme révolutionnaire après la guerre. Cette terminologie de « syndicalisme révolutionnaire » coïncide avec l'adoption de la « Charte d'Amiens » pour définir l'autonomie syndicaliste par rapport à des approches « réformistes », les partis et les « sectes socialistes ». C'est le cas de Pierre Monatte qui valorise en France cette conception. Né en 1881, il rencontre Pouget et Delesalle en 1900 après ces études. Devenu correcteur d'imprimerie en 1904 et adhérent à son syndicat, il collabore aux *Temps nouveaux* et au *Libertaire* de Sébastien Faure. C'est lui qui défend le syndicalisme révolutionnaire au Congrès anarchiste international à Amsterdam en 1907 notamment dans une controverse avec Malatesta, militant anarchiste italien. En 1909, il fonde *La Vie ouvrière*, organe des syndicalistes révolutionnaires au sein de la CGT. Avec la guerre, il s'éloigne de l'anarchisme organisé français sans pour autant renier ses idéaux libertaires. Sa revue *La Révolution prolétarienne*, dont le premier numéro est tiré le 1<sup>er</sup> janvier 1925, reprend cette ligne en mêlant syndicalisme révolutionnaire et ouvriérisme face aux menées bolcheviques au sein de la CGTU et participant à son exclusion du PCF<sup>21</sup>.

Né en 1886, Pierre Besnard devient cheminot à partir de 1919. En 1922, il soutient la « Charte d'Amiens » face à l'ISR lors du premier Congrès de la CGTU. En effet, il accuse le bolchevisme de tuer le caractère ouvrier de la Révolution russe. C'est pourquoi, il fonde la CGT-SR en 1926 ayant pour titre le journal *Le Combat syndicaliste*. Cette dernière adhère à l'Association Internationale des Travailleurs constituée de syndicats de tendance anarcho-syndicaliste en 1922 à Berlin et dont le but avoué est, encore, la volonté internationaliste et ouvriériste de la Première Internationale. Besnard en fut le secrétaire général entre 1935 et 1937<sup>22</sup>.

---

21 *Ibid*, pp. 581-584.

22 *Ibid*, pp. 119-122.

## Présentation critique de l'historiographie

Le champ le plus important est celui de l'histoire sociale des idées et de la culture se nourrissant des domaines suivants. Elle permet de ne pas étudier les textes pour eux-mêmes mais de les comprendre à travers les acteurs, leurs positions et leurs interactions sociales. Cette recherche se situe au croisement de plusieurs champs de l'histoire sociale. Elle s'inscrit en premier lieu dans l'histoire du mouvement anarchiste en France et plus généralement d'une approche de l'anarchisme francophone dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>23</sup>. Cette dernière donne des jalons concernant le mouvement anarchiste et permet d'appréhender les problématiques qui traversent ce mouvement déterminant des enjeux en lien avec la production artistiques et les pratiques culturelles. On y peut ajouter, également, des éléments de l'histoire du mouvement ouvrier et plus généralement de l'histoire du socialisme français à travers des approches tant institutionnelles que prosopographiques<sup>24</sup>. L'histoire et la sociologie des pratiques culturelles permettent de fournir des éléments contextuels afin de saisir les prises de positions sur les productions artistiques et les pratiques culturelles<sup>25</sup>. Cette recherche emprunte quelques éléments à l'histoire de la presse pour comprendre les mécanismes sociaux et enjeux propres à ce mode de diffusion ainsi qu'une histoire sociale plus large du XIXe siècle.

L'historiographie sur le sujet des discours anarchistes sur les productions artistiques et pratiques culturelles semble encline à s'intégrer que dans des dimensions sectorielles. Ces derniers s'inscrivent dans une historiographie plus large de l'émancipation ouvrière<sup>26</sup> et du

---

23 Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, 2 tomes, *op. cit.* ; Gaetano Manfredonia, *Anarchisme et changement social*, *op. cit.* ; Gaetano Manfredonia, *Histoire mondiale de l'anarchie*, Issy-les-Moulineaux, Arte Éditions, 2014 287 p. ; David Berry, *Le mouvement anarchiste en France : 1917-1945*, *op. cit.* ; Marianne Enckell (dir.), *Les anarchistes : dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, *op. cit.* ; Max Nettlau, *Histoire de l'anarchie*, Paris, Artefact, 1986, 301 p. ; Il faut ajouter la version internet des fiches du Maitron qui complète grandement la version papier : <https://maitron.fr/spip.php?mot28>

24 La bibliographie d'un tel sujet est évidemment bien fournie. Nous nous bornerons aux ouvrages lus et abordés lors de l'écriture de cet essai : Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, *op. cit.* ; Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT*, *op. cit.* ; Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève : France 1871-1890*, Paris, Mouton, 1973, 900 p. Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française : XIXe-XXe siècle*, Paris, Éditions Points, 2002, 321 p. ; Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *Histoire des syndicats, 1906-2006*, Paris, Éditions du Seuil, 376 p. ; Peter SCHÖTTLER, *Naissance des bourses du travail : un appareil idéologique d'État à la fin du XIXe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, 294 p. Il faut ajouter les versions papier et numérique du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français et les autobiographies de militants cités en bibliographie de cet essai.

25 Nous nous référons à l'ensemble des ouvrages cités précédemment lors l'explication des différents aspects de l'histoire culturelle de la France jusqu'à la Seconde guerre mondiale.

26 Jacques Rancière, *La nuit des prolétaires : archives du rêve ouvrier*, Paris, Pluriel, 2012, 451 p.

rapport qu'entretient cette classe avec la « culture », d'un point de vue strictement social<sup>27</sup>. En effet, ce sujet a été traité sans s'intéresser au discours anarchiste en lui-même. Concernant le mouvement anarchiste et ses productions écrites, les travaux des historiens de l'art ne s'intéressent pas à leurs questionnements sur l'art et la culture. Ils ne l'envisagent qu'à travers les liens, qui ont existé, entre lui et des artistes reconnus par cette histoire. C'est ainsi que l'historiographie ne fait jamais apparaître les expressions propres de ce mouvement politique en matière de questionnements sur l'art. On évoque le plus souvent des figures d'artistes se rapprochant des cercles anarchistes mais sans évoquer sa production réelle, soulignant son apport mais jamais ce qu'il propose réellement. Les conceptions de la production artistique et des pratiques culturelles ne sont évoquées que par le biais de figures historiques connues. De plus, la part la plus importante de l'historiographie qui traite de cette question se focalise essentiellement autour des liens qui se développent entre le milieu littéraire et certains idéaux anarchistes de tendance individualiste à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. En effet, il existe une historiographie sur les liens importants qui existent entre les ouvriers et l'écrit, dans laquelle les auteurs anarchistes-sindicalistes s'inscrivent. Ainsi, des écrivains anarchisants ont une production littéraire mais il s'agit peu de figures du mouvement anarchiste organisé lui-même. La vision internaliste des œuvres s'accompagne d'une analyse centrée sur les critères esthétiques.

On trouve des pistes de réflexion dans l'historiographie française et anglophone. Ainsi, Egbert Donald Drew évoque les réflexions menées par les anarchistes mais les incorpore à d'autres mouvements ôtant la dimension spécifique aux milieux anarchistes dans une réflexion générale<sup>28</sup>. André Reszler propose une réflexion anarchiste sur l'art mais la dimension proprement « esthétique » qu'il développe ne lui fait envisager l'art que du point de vue de certaines figures de l'anarchisme ou du discours des individualistes sur l'art, le tout de manière succincte<sup>29</sup>. Toutefois, l'auteur a le mérite de s'intéresser spécifiquement à l'anarchisme. Dans son ouvrage, Theda Shapiro propose, elle aussi, une histoire des avant-

---

27 L'approche sociologique a permis de penser, méthodologiquement, les discours sur les pratiques et productions en terme d'usages sociaux, aidant à s'éloigner des approches strictement internes : Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, 670 p. De plus, nous pensons aux ouvrages d'Hoggart qui ont largement guidé l'élaboration de cet essai. Richard Hoggart, *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1970, 420 p. ; Richard Hoggart, *33 Newport Street : autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Paris, Éditions Points, 2013, 380 p.

28 Donald Drew Egbert, *Social radicalism and the arts : Western Europe*, Londres, Gerald Duckworth & Co, 1970, 821 p.

29 André Reszler, *L'esthétique anarchiste*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, 113 p.

gardes dans laquelle elle rapproche certaines figures d'artistes des milieux anarchistes mais sans le traiter de manière spécifique<sup>30</sup>. Comme directrice de publication, Aline Dardel a étudié l'histoire du journal de Jean Grave et de son intérêt pour l'« art » à travers les figures de l'impressionnisme qui ont collaboré à la publication comme Camille Pissaro ou Maximilien Luce<sup>31</sup>. Elle traite ainsi le lien entre anarchisme et impressionnistes mais d'un point de vue iconographique en explicitant les figures symboliques et les thèmes représentés le plus souvent dans le journal. Dans sa propre traduction française de l'ouvrage biographique publié quelques années auparavant, Joan Ungersma Halperin s'est intéressée au cas de Félix Fénéon à la fois en tant que critique d'art dans sa défense des productions impressionnistes mais aussi sur le volet plus politique de son engagement auprès des milieux anarchistes jusqu'à son implication dans le « Procès des Trente »<sup>32</sup>. Plus récemment et dans une approche culturelle, John Gary Hutton tisse des liens entre le mouvement anarchiste et les impressionnistes. Il cherche à montrer comment les productions de paysage incorporent des éléments des discours anarchistes sur la société future. Il évoque ainsi certains discours sur l'art qui auraient pu être source de réflexions pour les peintres mais n'en fait pas un point essentiel de son analyse qui possède une dimension iconographique importante<sup>33</sup>. L'historien du mouvement anarchiste Gaetano Manfredonia propose, quant à lui, un ouvrage sur la chanson anarchiste en abordant sa dimension historique en tant que pratique culturelle à travers certains acteurs et des approches thématiques sur le contenu des chants. Cependant, il n'explore nullement des contenus théoriques sur la chanson et la musique hormis quelques citations<sup>34</sup>. Récemment, on remarque une historiographie plus importante qui explore les liens entre les anarchistes et la création littéraire. Elle s'inscrit dans une historiographie plus large du rapport entre les milieux ouvriers et le livre. Caroline Granier propose un même type d'analyse à partir des textes littéraires du XIX<sup>ème</sup> siècle. Là encore, l'approche est essentiellement thématique mais elle met en lumière, notamment dans son premier chapitre, des positions esthétiques et des volontés à propos de productions et de pratiques littéraires<sup>35</sup>. Chez Jean-Pierre Lecercle, cette approche est quasiment identique en explorant les liens entre anarchistes et thématiques

30 Theda Shapiro, *Painters and politics : the European Avant-Garde and society, 1900-1925*, New York, 1976, 341 p.

31 Aline Dardel, " *Les Temps nouveaux* " : 1895-1914, Paris, Éd. de la Réunion des musées nationaux, 1987, 64 p.

32 Joan Ungersma Halperin, *Félix Fénéon : art et anarchie dans le Paris fin de siècle*, Paris, Gallimard, 1991, 439 p.

33 John Gary Hutton, *Neo-impressionism and the search for solid ground : art, science, and anarchism in fin-de-siècle France*, Baton Rougey, Louisiana State University Press, 1994, 276 p.

34 Gaetano Manfredonia, *La chanson anarchiste en France des origines à 1914 : 'Dansons la Ravachole !'*, Paris, L'Harmattan, 1997, 445 p.

littéraires<sup>36</sup>. Les derniers ouvrages sur cette question sont ceux Vittorio Frigerio qui explorent les visions littéraires de l'anarchiste par la mobilisation de certains auteurs : externes, sympathisants et internes. Lui aussi propose des approches thématiques à la production littéraire anarchiste<sup>37</sup>.

### *Présentation critique des sources et méthodologie*

Les sources et le corpus étudiés se composent de cinquante-quatre brochures ou ouvrages pour les six acteurs sélectionnés. Cette sélection prend en compte toutes les publications contemporaines des acteurs : ce recensement corrobore l'idée la volonté de diffusion à un public. En effet, le but est de mettre en lien les publications avec le contexte historique de production. Ainsi, il donne un aperçu des publications faites par les anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires sur une grande période historique. Le nombre de brochures est une sélection dans un corpus plus large mais il permet de faire émerger un point de vue d'au moins six acteurs anarcho-syndicalistes. L'intérêt d'un tel corpus est de constituer un nombre conséquent de publications pour éviter les écueils de la focalisation sur un ouvrage ou une pensée unique. Ce nombre permet d'identifier des problématiques propres à ces acteurs importants dans la mise en relation des anarchistes avec le mouvement syndicaliste. Cependant, dans ce corpus, toutes les publications ne traitent pas forcément de la question artistique ou des pratiques culturelles de manière explicite. C'est pourquoi, il faut lire les ouvrages du corpus pour en sélectionner les passages se rapportant à notre problématique pour les ouvrages non numérisés. À ce corpus d'ouvrages et de brochures, il faut ajouter la presse afin d'élargir l'échantillon des différents textes et des évocations des questions artistiques et culturelles. En effet, la presse permet de fournir un caractère culturel à la recherche puisqu'elle fournit des éléments plus proches de la réalité sociale, notamment via les pratiques, comme des avis sur des pièces de théâtre, des musiques ou des informations sur des conférences. Nous avons sélectionné six grands titres de presse du mouvement anarchiste

---

35 Caroline Granier, *Les briseurs de formules : les écrivains anarchistes en France à la fin du XIXe siècle*, Œuvres, Ressouvenances, 2008, 469 p.

36 Jean-Pierre Lecercle, *Littérature, anarchies : essai sur le fait littéraire et l'anarchie, fin XIXe siècle*, Paris, Éditions Place d'armes, 2007, 184 p.

37 Vittorio Frigerio, *Nouvelles anarchistes : la création littéraire dans la presse militante (1890-1946)*. Grenoble, ELLUG, 2012, 267 p ; Vittorio Frigerio, *La littérature de l'anarchisme : anarchistes de lettres et lettrés face à l'anarchisme*. Grenoble, ELLUG, 2014, 390 p.

liés aux six acteurs : ils sont souvent l'expression d'un des acteurs incarnant ainsi des positionnements avec un groupe de rédaction potentiel. Cela permet d'approfondir les réflexions sur la production artistique et les pratiques culturelles sans les abstraire du contexte social.

Le premier titre se nomme *L'Ouvrier des deux mondes. Revue mensuelle d'économie sociale* [puis] *Organe officiel de la Fédération des Bourses du Travail de France et des colonies* et a été publié entre le 1<sup>er</sup> février 1897 et le 1<sup>er</sup> décembre 1898 pour vingt-trois numéros. Il a été rédigé en grande partie par Fernand Pelloutier à la fois éditeur, imprimeur et gérant<sup>38</sup>. Le nom devient *Le Monde ouvrier* en 1899 pour six numéros<sup>39</sup>. Le second titre se nomme *Le Père Peinard. Réflex d'un gniaff* (à partir du n° 21, 14 juillet 1889) [puis] *Réflex hebdomadaires d'un gniaff* (à partir du n° 62, 25 mai 1890) et se décompose en trois séries : la première avec deux cents cinquante-trois numéros entre le 24 février 1899 et le 21 janvier 1894, la deuxième avec huit numéros en Angleterre entre la deuxième quinzaine de septembre 1894 et deuxième quinzaine de janvier 1895 et la troisième entre le 14-20 janvier 1900 et le 15-21 avril 1900 pour un total de quinze numéros<sup>40</sup>. Le troisième titre se nomme *La Voix du Peuple. Journal syndicaliste paraissant le dimanche. Organe de la Confédération Générale du Travail* entre le 1<sup>er</sup> décembre 1900 et le 3 août 1914 pour un total de sept cent vingt-trois numéros. Ses rédacteurs en chef sont Émile Pouget entre 1900 et 1908, Georges Yvetot entre 1909 et 1912 puis Dumoulin entre 1912 et 1918<sup>41</sup>. Dumoulin incarne la prise de position réformiste de la CGT et propose une nouvelle série après-guerre dans une veine beaucoup moins anarchisante. Le quatrième titre marque la distinction syndicaliste révolutionnaire au sein de la CGT et se nomme *La Vie Ouvrière. Revue bi-mensuelle* [puis] *Hebdomadaire officiel de la C.G.T.* Il dura du 5 octobre 1909 au 20 juillet 1914 pour un total de cent seize numéros<sup>42</sup>. Le cinquième titre se nomme *Le Combat Syndicaliste. Organe officiel de la Confédération Générale du Travail – Syndicaliste Révolutionnaire. A.I.T.* : il a été mensuel de décembre 1926 au 25 avril 1933 pour un total de soixante-deux numéros avant de devenir

---

38 Les adresses URL correspondent aux fiches de la thèse non publiée de René Bianco qui ont été mises en ligne : <https://bianco.ficedl.info/article1579.html> [Consulté de 21/06/2021]

39 Pour ces renseignements supplémentaires sur ce titre, nous référons à la fiche Bianco : <https://bianco.ficedl.info/article1480.html> [Consulté de 21/06/2021]

40 Pour ces renseignements supplémentaires sur ce titre, nous référons à la fiche Bianco : <https://bianco.ficedl.info/article1627.html> [Consulté de 21/06/2021]

41 Pour ces renseignements supplémentaires sur ce titre, nous référons à la fiche Bianco : <https://bianco.ficedl.info/article2189.html> [Consulté de 21/06/2021]

42 Pour ces renseignements supplémentaires sur ce titre, nous référons à la fiche Bianco : <https://bianco.ficedl.info/article2172.html> [Consulté de 21/06/2021]

hebdomadaire du 12 mai 1933 au 11 août 1939 pour un total théorique de trois cent quatorze numéros. Son rédacteur en chef a été Pierre Besnard et son administrateur Andrieux<sup>43</sup>. Finalement, le sixième titre se nomme *La Révolution Proletarienne. Revue (bi-mensuelle, mensuelle) syndicaliste révolutionnaire* fondée par Pierre Monatte et qui publia trois cents numéros entre janvier 1925 et le 10 août 1939<sup>44</sup>.

D'une manière générale, la méthodologie souhaite partir des individus pour analyser les discours présents dans leurs productions. Elle permet de développer une analyse de la nature des discours sur le contenu et dans une perspective qualitative. La mobilisation d'un large permet une approche que l'on pourrait qualifier de quantitative. La méthode de recherche commence par un recensement des publications des acteurs sélectionnés à travers des ouvrages de références, des catalogues de recensements ou des bibliographies. Cette liste apparaît comme exhaustive mais il peut toujours exister certains doutes sur quelques publications. Le but de notre démarche serait de mettre en lumière les contextes d'écriture, et donc les pratiques sociales de l'écrit, de ces sujets dans les sources pour donner à voir la représentation que les auteurs se font de la « culture ». La seconde étape est une lecture active des publications de tous les auteurs pour en extraire des citations et des fragments de textes. La sélection de ces extraits se base sur l'utilisation des termes en lien avec les productions artistiques classiques comme la musique, la peinture, la sculpture ou l'architecture tant sur le contenu des productions que sur leurs pratiques et usages. Notre choix d'utiliser de longs extraits tient aussi de la volonté de limiter au mieux les interprétations abusives des textes et de les fournir au lecteur, contribuant à l'analyse des liens avec le contexte socio-historique. La volonté première est une approche d'accumulation et du plus d'exhaustivité possible du corpus mais il est évident qu'elle rencontre forcément une limite. L'exhaustivité est importante car elle est aussi, en soi, une information exploitable à intégrer puisqu'elle peut évaluer l'importance relative des questions culturelles dans la production de chaque auteur, reflet d'intérêts et de trajectoires sociales. De plus, elle peut saisir des enjeux des discours en explicitant des points de convergence ou de divergences. Cette approche des publications permet d'identifier des thématiques abordées et de définir une approche lexicale, applicable ensuite à la presse. Concernant la presse, tant que l'approche est limitée à quelques périodiques, l'extraction peut s'effectuer par une lecture. Nous avons, cependant, connu des

43 Pour ces renseignements supplémentaires sur ce titre, nous référons à la fiche Bianco : <https://bianco.ficedl.info/article557.html> [Consulté de 21/06/2021]

44 Pour ces renseignements supplémentaires sur ce titre, nous référons à la fiche Bianco : <https://bianco.ficedl.info/article1885.html> [Consulté de 21/06/2021]



limites avec ce corpus. Cette méthodologie doit établir et prolonger l'approche entamée avec les brochures et ouvrages. Pour la presse numérisée, on peut ainsi augmenter l'approche quantitative des extraits avec des moteurs de recherche de termes spécifiques notamment ceux mis en place par le site Gallica de la Bibliothèque Nationale de France. Cette quantification assistée par l'outil informatique permet de contextualiser la production des textes avec de nouvelles analyses après une mise en forme des articles traitant de ces questionnements.

### *Enjeux de la recherche et problématiques*

La démarche de notre recherche est de mettre en avant la production « théorique » écrite sur la production artistique et les pratiques culturelles par les acteurs du mouvement anarchiste et plus particulièrement des individus proches des syndicats vis-à-vis des autres tendances. Il faut, pour se faire, connaître les réflexions théoriques mais en les intégrant dans le contexte social dans lequel elles émergent. Cette approche permet d'éviter de tomber dans l'hyper-spécificité des théories en matière d'art abordées, notamment, par la philosophie. Sous la forme de l'écrit diffusé, l'aspect théorique de la création artistique est pris comme un objet social imprégné des représentations du monde en saisissant des caractères propres et en évitant tout rapport de causalité sur-interprété. Cela permettra de mettre en avant que la production du « théorique » s'imprègne d'événements de l'histoire culturelle supposant ainsi que ce dernier est influencé par les conditions d'existence des producteurs. Ces théories sont donc le résultat d'apports de l'environnement social qui nourrissent une réflexion partagée ou non par un ensemble d'individus. Ainsi, les théories des anarchistes-syndicalistes en matière d'art seront, tout à la fois, le fruit d'une réflexion idéologique et politique ainsi que des positions esthétiques suivant des connaissances propres à ses acteurs. Plus largement, cette démarche permet de repenser le « théorique » qui est lui-même le produit d'un contexte socio-historique déterminé et qui possède des enjeux sociaux spécifiques. En effet, penser la production artistique et les pratiques culturelles est aussi signifiant du point de vue de son auteur vis-à-vis du contexte socio-historique. La « théorie » remplit des rôles sociaux dans un champ spécifique d'acteurs.

Un tel sujet est le fruit d'un questionnement multiple. Plusieurs problématiques émergent autour de ce sujet et tentent de mettre en lumière ces enjeux. Comme points de

départ, les premiers questionnements, qui ont guidés notre réflexion, sont des réflexions sur la nature proprement interne des diverses productions artistico-culturelles : quels sont les différents discours sur les pratiques culturelles et les productions artistiques dans les milieux syndicalistes en fonction des médiums ? Lesquels sont-ils et quelles sont leurs particularités conceptuelles ? Ces questionnements sont le reflet d'une histoire des idées. À ceci, se sont ajoutées des questions sur l'emploi et l'usage de ces discours. En effet, les discours sur les productions culturelles s'inscrivent dans un contexte socio-historique déterminé, à travers des trajectoires individuelles et collectives. L'emploi de ces formulations s'inscrivent dans un moment particulier de l'écriture des différents acteurs. De là, les interrogations dépassent une approche internaliste vers des approches d'usage sociaux des discours : dans quelle mesure incarnent-ils des réflexions à partir d'une période historique, tant du point de vue du contexte socio-politique que de l'histoire du mouvement anarchiste lui-même ? Dans quelle mesure sont-ils des expressions de groupes sociaux ou de générations ? Comment les médiums culturels sont-ils perçus au prisme de l'idéologie syndicaliste ? Ces deux ensembles ont, ensuite, nourris des questionnements, qui en ont élargi la nature, sur les représentations sociales et historiques de la la notion de « culture ». En effet, les discours sur les médiums culturels définissent des réflexions plus large de l'idéologie syndicaliste : comment se construit socialement la perception culturelle et la « connaissance culturelle » qui déterminent les militants ? Quels sont les moyens de la transmettre aux éléments syndicalistes et ouvriers ? Quels en sont les contenus valorisés ? Comment les discours et leurs usages participent-ils de la définition syndicaliste révolutionnaire de la « culture » ?

Notre réflexion s'organise autour de deux grandes partie : une partie sur la vision de domination de classe perçue dans les différents médiums culturels et plus largement de la « culture » et une seconde partie sur la vision émancipatrice à l'encontre de cette domination. Dans un premier temps, les médiums culturels sont restitués dans les contextes d'écriture des textes en lien avec avec l'idéologie anarchiste-syndicaliste : les matérialisations de l'État sous différentes expressions, la critique des pratiques culturelles bourgeoises et capitalistes, les logiques de domination des prolétaires au sein même de la production culturelle et les emprises morales et intellectuelles perçues dans l'idéologie bourgeoise de la « culture ». Dans un second temps, comme à revers de la perception et de cette représentation, les productions culturelles acquièrent des significations sociales de reconnaissance, d'émancipation et des moyens de transmission culturelle. Elles ont une expression propre, des contenus propres,

nourrissent des moyens de production de la « culture » : les représentations du « populaire » et de l'« ouvrier » nourrissent la perception des espaces urbains, l'écriture sociale et littéraire, les pratiques culturelles et l'éducation.

## II La représentation autoritaire de la production culturelle

### 1 Combattre l'autorité politique : les expressions symboliques du pouvoir

#### 1.1 Matérialisation de l'État : les espaces, les hommes, les symboles

La critique de l'état est un point central de la philosophie libertaire comme une critique de l'autoritarisme politique. Cependant, cette critique ne peut être comprise que comme le produit d'un contexte socio-historique déterminé : celui de la constitution de ce que l'on appelle les « États-Nations ». Pour les anarchistes français de la fin du XIX siècle, la critique de l'État passe par la critique du régime républicain et plus spécifiquement de la Troisième République. Elle s'attarde à dénoncer le gouvernement qui apparaît comme l'iniquité de la société économique sur le plan politique et se traduit dans les lois ou le suffrage universel<sup>45</sup>. Cette critique théorique de l'État se retrouve aussi dans les textes sur les productions matérielles qui mettent en valeur ce régime politique. Ainsi, les bâtiments comme l'Assemblée, le Palais-Bourbon, les ministères ou les mairies ainsi que les sculptures ou les monuments sont, à leurs yeux, des supports symboliques qui matérialisent un donné permanent. Ces bâtiments sont l'expression matérielle de l'État au-delà des individus qui le constitue. Cette attention particulière peut se comprendre dans une perspective insurrectionnaliste en tant qu'endroits de l'expression du pouvoir politique. Abattre l'État, c'est abattre les symboles et les individus derrière l'abstraction du mot. Cette critique est beaucoup plus présente dans les écrits anarchisants de Pouget dans les années 1890 sous une forme plus littéraire. Cependant, il est possible de la trouver dans les articles d'avant 1914 traitant d'autres régimes étatiques nationaux par exemple en Espagne, en Amérique du Sud ou en Russie en fonction de divers événements traités par les journaux. Cette critique n'est donc pas spécifique au cadre français mais apparaît comme une représentation partagée par les anarchistes.

---

45 Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. II, De 1914 à nos jours, op. cit.*, pp. 142-149.

### 1.1.1 Le cadre architectural du pouvoir politique

L'histoire de l'État républicain se traduit aussi dans une histoire des bâtiments symboliques qui lui sont liés et de leurs usages. En effet, plusieurs bâtiments emblématiques de la Troisième République l'ont déjà été des lieux symboliques des précédents régimes politiques au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Par exemple, le palais de l'Élysée est devenu le lieu de résidence du président de la République depuis la loi du 22 janvier 1879 sous Mac-Mahon. Cet usage du palais de l'Élysée s'inscrit dans une doctrine de la Troisième République sur les constructions de l'espace urbain et de la symbolique républicaine. En effet, l'État se dégage de la production des œuvres picturales mais se concentre sur les questions patrimoniales et de l'« enseignement artistique », à comprendre dans un sens plus large que celui des Beaux-Arts et de l'Académie : « L'État prend en charge ce qui est nécessaire aux usagers du service public, des établissements d'enseignement, des institutions du patrimoine, et aux usagers des édifices et des espaces publics »<sup>46</sup>. Le Palais de l'Élysée incarne donc un lieu emblématique du nouveau régime républicain. Cependant, la construction, achevée en 1722, le relie aussi aux régimes politiques antérieurs. Aux yeux des anarchistes, la continuité historique entre l'aristocratie et la bourgeoisie doit apparaître dans l'occupation du même lieu malgré les distinctions qui existent entre les deux classes sociales. Son usage n'est donc que la continuité politique d'un état fondé sur des inégalités du système économique à travers le XIX<sup>e</sup> siècle. Dans son texte utopiste sur la révolution publié en 1909, Pouget met en lumière des bâtiments auxquels il faudrait porter atteinte : ceux des forces de maintien de l'ordre à travers les préfectures de police, ceux qui incarnent des fonctions politiques à différents degrés comme les Hôtels de Ville, les ministères et même la plus importante avec le palais de l'Élysée :

« Cette préoccupation formelle de désorganiser l'État, de le démanteler et de le désemparer radicalement, - afin de rendre impossible au gouvernement de se ressaisir et de se rallier sur un point quelconque, - était fortement sentie par tous. Elle répondait si exactement aux nécessités, que les diverses bandes de révolutionnaires, après avoir donné l'assaut à la préfecture de police, aux ministères, à l'Élysée, etc., avaient eu la même précaution d'y laisser des postes de grève-généralistes. L'Hôtel de Ville ne fut pas négligé. Il fut occupé d'autant plus sérieusement que, par tradition, on avait tendance à le considérer comme le centre de

---

46 Gérard Monnier, *L'art et ses institutions en France : de la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1995, p. 217.

l'activité révolutionnaire. Que de fois, de son balcon, lorsque le peuple avait jeté bas ses gouvernements, les hommes qui prirent la succession du pouvoir vinrent y recevoir l'investiture révolutionnaire. Cela, c'était le passé ! »<sup>47</sup>

Ces bâtiments sont donc bien à ses yeux les incarnations par excellence du régime républicain. Le fait qu'ils soient des cibles prioritaires à démanteler montre l'importance symbolique accordée à ces bâtiments et donc du républicanisme contre lequel il faut lutter comme expression de l'État. Prendre le contrôle de ces bâtiments, c'est s'assurer un succès révolutionnaire et insurrectionnaliste.

En plus de la place centrale du président de la Troisième République, les anarchistes s'attachent à la critique du parlementarisme et des parlementaires. Ils sont, aux yeux des anarchistes, des bourgeois qui servent uniquement leurs propres intérêts et donc ceux de leur classe. En effet, le parlementarisme est perçu comme un instrument de négation des individus à travers une illusion de la représentativité et dont le symbole spécifique est l'Assemblée Nationale. Pour les anarchistes, les parlementaires ne peuvent pas représenter d'autres personnes qu'eux-mêmes et ils ont très peu de comptes à rendre à leurs électeurs. La description qu'en propose Pouget fonctionne comme un espace sombre, mortifère et représentant le passé :

« Le populaire, qui débordait des boulevards, où il était venu par sympathie, ou simple curiosité, pour voir le théâtre du massacre, était entraîné vers la Madeleine et la place de la Concorde. Il venait là, poussé et non attiré ! Autour de l'Obélisque et des fontaines qui lui font ceinture, la foule refluit donc, un moment retenue par la magie du spectacle qui s'offrait à elle le soleil plongeant derrière l'Arc-de-Triomphe, illuminant l'avenue, incendiant les rameaux encore noirâtres des arbres. Et les regards, charmés, n'étaient pas détournés par le palais législatif, dont la masse écrasée, engluée d'ombre, avait des aspects de monument funéraire, donnait l'impression d'entrer dans la nuit, d'être une chose morte, d'être déjà le passé. »<sup>48</sup>

De plus, Pouget dans son journal *Le Père Peinard*, élargit sa critique de la langue française de la classe bourgeoise par l'usage d'un argot à l'écrit. Le parler argotique devient un média qui transmet une dimension politique<sup>49</sup>. Il revendique cette prise de position en associant le parler de la bourgeoisie à l'Académie Française fondée par la royauté au XVII<sup>ème</sup> siècle. Le bâtiment en lui-même est comparé comme un « bocal de cornichons » dont le but est l'imposition d'un parler jugé légitime car dominant face à un parler populaire. L'écrit

---

47 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution* [1909], Paris, Éditions Syllepse, 1995, p. 102.

48 *Ibid*, p. 16.

49 Richard David Sonn, *Anarchism and cultural politics in 'fin de siècle' France*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1989, 365 p.

justifie donc l'emploi d'un langage plus populaire en opposition à l'idée de fautes d'usage théoriques d'un autre langage social :

« Naturellement, en ma qualité de gniaff, je ne suis pas tenu à écrire comme les niguedouilles de l'Académie : vous savez, ces quarantes cornichons immortels, qui sont en conserve dans un grand bocal, de l'autre côté de la Seine. Ah, non alors, que j'écrirai pas comme eux ! Primo, parce que j'en suis pas foutu – et surtout parce que c'est rasant, je vous dis que ça... [...] Il est permis à un zigie d'attaque de le trempe de bibi, de faire en jabottant ce que les gourdes de l'Académie, appellent des *cuirs*. Et j'en fais mille tonnerres, je ne suis pas bouffi pour des prunes. »<sup>50</sup>

La dimension économique de la colonisation s'incarne aussi dans des échanges diplomatiques que l'architecture soutient en proposant des lieux de prestige à des dirigeants étrangers :

« Ce qui tarabuste nos légumeux c'est de trouver un logement potable à ce shah-tigre. Ces sacrés bougres de communards avec leurs incendies aux Tuileries ont rendu les réceptions pas commodes. Sadi Crétin ne peut pas déménager de l'Élysée pour aller percher en garni ; ça serait pas galbeux. Le Palais Royal est occupé par les moules du Conseil d'État ; toujours à cause de ces noms de dieu de communeux qui ont foutu le feu à la Cour des Comptes. On avait songé de coller mon shah à Versailles, mais voilà, c'est loin et d'un triste, il s'y embêterait comme un rat mort. Va falloir le recevoir comme un simple rastaquouère ; on va lui louer pour la saison une belle turne aux Champs Élysée. Et on la remplira de toutes les belles machines de grand luxe qu'on a fait suer aux turbineurs et qui sont empilées dans les musées. »<sup>51</sup>

Outre l'ironie envers les conditions de vie de la classe dominante qui ne peut se contenter de peu, la référence à la Commune de Paris et aux incendies de bâtiments patrimoniaux, permet de rappeler la dimension symbolique accordée à ces destructions. Plus que le fruit d'une barbarie insensée, cette destruction possède à un certain degré une dimension politique : en attaquant ces bâtiments, les membres de la Commune ont voulu entraver le développement des différentes formes de pouvoir de la bourgeoisie en construction.

### 1.1.2 De l'usage de productions d'états : hommes et symboles

#### *La statuaire, vecteur de l'idéologie républicaine*

Outre la critique des bâtiments, celle de la statuaire est présente dans la mesure où elles sont en capacité de valoriser des personnes en les statufiant et donc, les valorisant d'un point de vue social. Chez Pouget, cette critique s'adresse à des personnalités spécifiques en

50 Émile Pouget, « Comme quoi le père peinard se fout journaliste », *Le Père Peinard*, n° 1, 24 février 1889, pp. 3-4.

51 Émile Pouget, « Le shah de perse à Paris », *Le Père Peinard*, n° 9, 21 avril 1889, p. 14.

lien avec l'État mais, chez certains anarchistes, le refus d'une valorisation par la statuaire est au centre d'une réflexion sur la place des individus dans la société. C'est pourquoi, Pouget attaque le projet d'édifier une statue en l'honneur d'Adolphe Thiers, représentant d'une haute fonction hiérarchique et étatique. Alors que la bourgeoisie le perçoit comme un sauveur, la statue est perçue par le militant comme une insulte aux membres de la Commune. Le rôle attribué par la bourgeoisie à cette statue est d'honorer le rôle de Thiers dans la défense de Paris alors qu'il apparaît comme un assassin aux yeux des acteurs de la Commune :

« Ils ont tous les aplombs, ces cochons de bourgeois. Voici que pour mieux prouver combien ils se foutent des parisiens, ils veulent coller sur une de nos places la statue de Foutriquet [Thiers]. Ce n'est donc pas assez, nom de dieu, de nous exploiter à gogo, de nous faire turbiner comme des nègres à leur profit ; voici qu'en plus, ils veulent nous narguer. Les salops, à la misère que nous endurons bêtement, ils veulent ajouter l'insulte. C'est se foutre l'âne jusqu'à la bride, mille bombes ! Ils ont tort les Jean-Foutres, car il y a une limite à tout même à la patience du populo. Il pourrait bien lui en cuire d'avoir voulu nous faire subir cette honte. Je ne pense pas, nom d'un tonnerre, qu'on leur laisse élever leur ordure, ailleurs que sur les dépotoirs de la Compagnie Richer. Eh quoi ! Ce sale petit bonhomme serait statufié à Paris ? C'est de l'audace, nom de dieu, d'avoir cru ça possible ! Dans ce Paris qu'il a saigné ; dans cette ville où les ruisseaux coulaient rouges ; où ses victimes sont tombées par milliers et milliers, en telle quantité qu'on redoutait la peste ; il faut être fou, ou bien s'appeler Jules Simon, pour parler de la glorification de ce bandit ! Du haut de son socle, sa gueule de fouine dirait aux vaincus de 71 : « Hein, vous êtes battus pour de vrai, vaincus pour toujours ce coup-ci. Les morts pourrissent dans les charniers, les vivants se taisent, et moi je me fous de vous : en comptant mon piédestal j'ai trois mètres vingt-cinq de haut. Certes, ils ont bougrement raison à leur point de vue, les bourgeois de vouloir élever une statue à ce petit monstre. On peut même s'étonner qu'ils aient la reconnaissance si longue. Nom de dieu, ils n'auraient pas dû attendre sa crevaision, pour le couler en bronze, en marbre, en toute espèces de choses. Car enfin il les a sauvés d'une sacrée situation. [...] Mais le populo n'a aucune raison des bourgeois ; pour lui Foutriquet n'est qu'un assassin, un de ces monstres comme il ne peut exister qu'un par siècle. »<sup>52</sup>

L'usage des statues, pour valoriser l'État et le régime républicain, peut trouver un écho dans des symboles valorisant les idéaux et conceptions de la Troisième République. Un député voulait proposer des statues, symboles du parlementarisme républicain dans les départements. Les statues apparaissent comme des symboles et des allégories qui participent de l'ancrage de la République imposé aux classes populaires :

« Samedi, c'était Félix Pyat qui y allait de sa bourde, chacun son tour, parbleu ! Je crois bien que sa proposition est encore la plus épatante de toutes. C'est à n'y croire ! Il demande qu'on garnisse la place de la Concorde de 87 statues, une pour chaque département. Cette ribambelle de statues seraient inaugurées pendant l'exposition – par Félix Pyat lui-même ? On inviterait pour la circonstance les 19 corps d'armée, les maires de toutes les communes, avec leurs familles, les pompiers et une trifouillée de délégations qu'on logerait au Bois de Boulogne, ou dans la plaine Saint-Denis. Félix Pyat appelle cela la trêve de France, pour faire concurrence

---

52 Émile Pouget, « La statue de Foutriquet », *Le Père Peinard*, n° 15, 2 juin 1889, pp. 4-5.



à une trêve de dieu, qu'il y a dans les temps anciens. Faut lui pardonner, il est un peu gaga le vieux birde ! Et dire que depuis qu'il est bouffe-galette, c'est le seul remède qu'il ait dégotté pour venir en aide au populo. Et qu'on vienne raconter maintenant qu'un député socialiste ne fout rien à l' Aquarium ! Si nous ne sommes pas contents, c'est que nous sommes difficiles : des statues plein la place de la Concorde – c'est ça qui va remplir le ventre des bons bougres ! S'il l'avait complété sa proposition, peut-être qu'elle serait potable. J'y vais faire un « amendement » comme ils disent dans leur turne. « Je demande que ces statues soient désormais considérées comme la vraie et unique représentation nationale, et soient seules chargées de boucler les lois. » A ce compte-là nous y avons du benef ! Plus de vingt-cinq balles à payer, plus de tripoteurs, et surtout moins d'emmerdement. »<sup>53</sup>

De plus, à travers l'exemple de l'édification des statues de Pyat, Pouget estime qu'elle ne répond pas aux problématiques sociales ouvrières puisque « foutre une kyrielle de statues, représentant les départements, tout autour de la place de la Concorde. Comme solution de la question sociale, c'était maigre »<sup>54</sup>. En effet, la statuaire sous la Troisième République joue un rôle importante car le régime a produit de nombreuses oeuvres dont le but était la valorisation symbolique de ce régime en train de se construire<sup>55</sup>. Par exemple, on apprend que Pouget a participé ou a eu connaissance de l'inauguration de la statue de Jules Dalou intitulé *Le Triomphe de la République* en 1899. Il estime que l'érection des statues est un moyen par lequel « les gouvernants jettent de la poudre aux yeux des imbéciles ». De plus, Pouget rappelle que de nombreux ouvriers et penseurs ont été déçus par la forme que la République a prise appelant de leurs vœux une « République sociale » et non plus une République bourgeoise. Les statues rappellent une trahison politique. Toutefois, la description esthétique qu'il fait de la statue est plutôt méliorative car elle est le symbole, à ces yeux d'une République des « turbineurs foutant en l'air les capitalistes et réglant par eux-mêmes leurs petites affaires » :

« Maintenant, je ne veux pas dire que le monument fabriqué par Dalou manque de chic. Il est beaucoup moins toc que la grosse gonzesse coulée en bronze par Garnier et juchée devant la caserne du Château-d'Eau. Les personnages ont de la vie, les figures de l'expression : on dirait que tout ça va marcher. L'artiste qui a fait ça, il y a déjà pas mal d'années, croyait à la République. Il l'entrevoyait, sans doute, autrement qu'à travers les jean-foutrieres des gouvernants. Eh, nom de dieu ! La République telle que le populo l'a toujours aimée d'intuition, ce n'est pas la domination d'un président ou d'une assemblée, c'est l'association de tous les turbineurs foutant en l'air les capitalistes et réglant par eux-mêmes leurs petites affaires. C'est peut-être aussi comme ça que l'entendait Dalou qui a été proscrit en 71 et qui a sculpté d'une chouette façon ce pauvre bougre de Blanqui étendu mort avec une couronne d'épines aux pieds. »<sup>56</sup>

53 Émile Pouget, « Succursale de Charenton », *Le Père Peinard*, n° 3, 10 mars 1889, pp. 12-13.

54 Émile Pouget, « Félix Pyat est mort », *Le Père Peinard*, n° 25, 11 août 1889, p. 9.

55 Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 2001, 447 p.

56 Émile Pouget, « À propos d'art », *Le Père Peinard*, n° 32, 29 septembre 1889, p. 10.

Dans son ouvrage littéraire publié une vingtaine d'année plus tard, Pouget réemploie cette statue dans le cadre de la chute du régime républicain et d'une revanche de la Commune de Paris : « Ce monument, - ironie des choses ! - baptisé « Triomphe de la République », allait donc être le témoin de la débâcle de la république bourgeoise !... Quelle joie eut éprouvé le grand artiste, combien il eut été radieux, si – lorsqu'il pétrissait la glaise de ses lions, – il avait pu évoquer le spectacle qui allait se dérouler à leurs pieds : la revanche de 1871 ! »<sup>57</sup>

Pourtant, la vision de Pouget est une vision plutôt méliorative de l'œuvre de Dalou. En effet, certains anarchistes et syndicalistes perçoivent cette statuaire d'une autre manière, plus négative. En effet, dans les années 1930, Jean de Groot<sup>58</sup> estime que plusieurs statues autour de l'« Ancien Faubourg » dans l'est parisien rappellent les répressions des mouvements ouvriers et populaires par les différents régimes politiques. Trois statues font échos aux répressions des mouvements révolutionnaires de 1789, 1830 et 1848. Elles structurent, symboliquement, l'espace urbain parisien au prisme de la devise républicaine :

« Trois bronzes symboliques jalonnent dans le temps et dans l'espace, cette épopée. Solidement plantée sur les constrescapes de la Bastille, et paraît-il, sur un socle de tibias et de crânes, la colonne de Juillet atteste qu'en ce carrefour on a sacrifié à la déesse : LIBERTÉ ! A quelques centaines de mètres, Baudin, qui voulut répondre sans doute à la gouaille de quelque anarcho-syndicaliste, atteste que la balle du tyran ne se détourne pas plus d'une écharpe de député que d'une blouse de faubourien : ÉGALITÉ ! En haut du faubourg, le « Triomphe » de Dalou atteste de la concorde entre les citoyens : FRATERNITÉ ! »<sup>59</sup>

De cette manière, la statuaire devient un symbole de la République tout en occultant les mouvements répressifs dont elle n'est finalement que le prolongement politique puisqu'elle n'a pas modifié les rapports économiques entre les individus. On remarque que la perception des symboles républicains varient selon les acteurs.

Plus généralement et de manière à approfondir, la critique de la statuaire peut s'insérer dans d'autres contextes. Dans les années 1930, il s'agit surtout de faire voir la dimension symbolique qui tend à faire disparaître les divergences de classes dans une société capitaliste. Par exemple, la statue de la Liberté états-unienne est perçue comme un masque de la « dictature capitaliste » : « On peut dire, sans exagération, que, malgré le caractère pseudo-démocratique de la Constitution américaine et la présence de la statue de la Liberté à l'entrée

57 Émile Pouget, Pataud Émile, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 91-92.

58 La notice du Maitron de ce militant est extrêmement courte : <https://maitron.fr/spip.php?article222570>, notice DE GROOTE Jean, version mise en ligne le 5 février 2020, dernière modification le 5 février 2020. [Consulté le 02/06/2022]

59 Jean de Groot, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, n° 141, 10 décembre 1932, p. 6.

du port de New-York, les États-Unis représentent, aujourd'hui, dans le monde le type le plus parfait de Dictature capitaliste. »<sup>60</sup>

### *La persistance face à la Russie bolchevique*

Cependant, pour les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, cette critique des personnels politiques n'épargne pas d'autres régimes politiques. C'est le cas pour les témoignages rapportés de Russie bolchevique lors des années de l'entre-deux-guerres. Le régime républicain emploie les mêmes techniques de valorisation par les symboles et les figures tutélaires pour la période de l'entre-deux-guerres avec une modification des images, comme celle de la Marianne<sup>61</sup>. De nouveaux médiums, comme la photographie, peuvent servir à valoriser les régimes politiques pendant l'entre-deux-guerres. Cependant, nous n'avons pas trouvé de traces de la critique photographique pour le régime républicain : il y a sans doute un effet nationalisant le régime républicain après la Première guerre mondiale. L'implantation de l'imaginaire républicain pousse les syndicalistes à une plus forte acceptation du régime politique. Peut-être, s'ajoute un usage moins important du médium photographique dans les espaces symbolique comme les mairies ou les écoles<sup>62</sup>. Dans le régime stalinien, la production statuaire et photographique participe de la volonté de définir une nouvelle esthétique : le réalisme socialiste et plus généralement du « stalinisme culturel » à partir des années 1920, de la *révolution culturelle* du premier plan quinquennal (1928-1931)<sup>63</sup>. La question de la statuaire est toujours présente : la statue s'inscrit généralement dans une logique urbaine suivant son caractère monumental et la difficulté de la reproduction pour les matériaux rocheux. Paul Rassinier<sup>64</sup> estime ainsi que le régime soviétique se détourne de sa fonction révolutionnaire et

---

60 André Philip [« Professeur à la Faculté de Droit de Lyon. Enquêteur du « Musée Social »], *La Révolution prolétarienne*, n° 57, 1<sup>er</sup> mai 1928, p. 2.

61 Maurice Agulhon, *Les métamorphoses de Marianne : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1914 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2001, 320 p.

62 Il y a sans doute un biais à combler car, pour la *Révolution prolétarienne*, notre recherche par mot-clé nous a sans doute orienté vers certains résultats : des témoignages sur l'U.R.S.S plutôt que la situation des ouvriers français dans le régime républicain. L'usage du terme « photographie » s'applique généralement aux dirigeants bolcheviques mais peut-être la critique des individualités françaises passe-t-elle par des noms propres des politiciens et industriels.

63 Régine Robin, *Le réalisme socialiste : une esthétique impossible*, Paris, Payot, 1986, p. 20.

64 Pour un aperçu de la biographie de ce militant et sa trajectoire mouvante dans différentes organisations socialistes : <https://maitron.fr/spip.php?article154213>, notice RASSINIER Paul [Dictionnaire des anarchistes] par Nadine Fresco, Guillaume Davranche, version mise en ligne le 18 mars 2014, dernière modification le 30 août 2020. [Consulté le 04/07/2022]

prolétarienne pour vouer un véritable culte à un diplomate « représenté comme chef de la Révolution mondiale » et un « organisateur de la propagande du nationalisme russe ». C'est dans ce cadre qu'il « ne serai[t] pas surpris si, dans une cinquantaine d'années, on lui élevait, à ce titre, une statue sur la Place rouge à Moscou »<sup>65</sup>. Or, cette remarque est déjà une réalité puisque la statuaire participe aussi de la construction des nationalismes à travers la continuité des figures guerrières. Staline est comparé ici à la figure de Napoléon :

« Avisant, au Kremlin, une statue de Staline semblable à celle du Pavillon des Soviets à l'Exposition, où l'on peut voir le « chef des peuples » la main dans le gilet, dans la posture célèbre du « Petit Caporal », un membre de cette même délégation des T.C.R.P. – communiste à cent pour cent – déclara tout de go à l'interprète : - Quand vous verrez Staline, dites-lui donc qu'il a eu tort de permettre qu'on fasse une telle statue. En France, nous n'aimons pas les poses napoléoniennes. L'interprète n'en est pas encore revenue. Elle s'est, d'ailleurs, bien gardée de faire la commission. »<sup>66</sup>

On peut émettre l'hypothèse que la perception des figures de chefs de guerre s'inscrivent dans un imaginaire et une représentation des pratiques guerrières au-delà des nationalités, que dénonce les syndicalistes. Rassiner remarque le détournement de la révolution russe au profit de certains individus. Cependant, malgré cette présence de la statuaire, il faut ajouter l'usage d'un nouveau médium à une plus grande échelle : la photographie. Il semble que l'usage de la photographie apporte une dimension plus pénétrante que la statuaire, même si les deux semblent toujours combinés. Avec sa reproductibilité technique, la photographie est diffusée à une plus large échelle et dans d'autres formes d'espaces<sup>67</sup>. Elle prolonge l'emprise du régime stalinien au sein même des différents espaces et des événements culturels qui ont lieu en Russie bolchevique. Ainsi, Paul Dhermy<sup>68</sup>, militant anarchiste à Saint-Denis, rapporte, lors de son voyage comme délégué ouvrier français en Russie, souvent la présence des portraits de Marx, Lénine et militants bolcheviques. De cette manière, à Moscou, il estime que dans les rues, il est « impossible d'avoir une idée exacte de ce qu'ont peut vendre dans toutes les boutiques, tellement elles sont recouvertes d'effigies de grandes dimensions de Staline (les plus nombreuses), de Lénine, de Karl Marx et de bolcheviks notoires »<sup>69</sup>. Même remarque pour l'école, où il estime que « la seule chose digne d'être remarquée est le remplacement du

65 Paul Rassiner, « La Fédération Communiste Indépendante de l'Est », *La Révolution prolétarienne*, n° 192, 10 février 1935, p. 6.

66 Anonyme, « Staline-Napoléon », *La Révolution prolétarienne*, n° 254, 10 septembre 1937, p. 15

67 Pour une histoire des techniques et des esthétiques photographiques, nous reportons à l'ouvrage : Pierre-Jean Amar, *Histoire de la photographie*, Paris, Presses universitaires de France, 2020, 125 p.

68 Pour des renseignements biographiques sur ce militant, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article155870>, notice DHERMY Paul, Emile [Dictionnaire des anarchistes] par Rolf Dupuy, version mise en ligne le 28 mars 2014, dernière modification le 19 juin 2020. [Consulté le 16/09/2022]

crucifix ou de l'icône de jadis par l'effigie de Lénine. [...] Même remarque que pour la classe précédente : bustes et gravures représentant des bolcheviks notoires, principalement Lénine et Staline »<sup>70</sup>. On remarque la dimension culturelle qui nourrit les réflexions de Dhermy. Il assiste aussi à une soirée artistique organisée par les « ourdaniks », ouvriers productifs « d'élite » du régime, où, sur la scène, est posé « dans le fond, [un] buste de Lénine, encadré de bannières rouges, de fleurs et de plantes vertes »<sup>71</sup>. De plus, lors de leur séjour dans un hôtel de Moscou, il visite un « coin rouge » de l'hôtel : spécialement agencé pour les besoins « culturels » des délégations de toutes les langues : « On sent que l'hôtel est spécialisé dans ce genre. Sur les murs, nombreuses photographies des leaders bolchevistes, statues de Lénine, banderoles en plusieurs langues souhaitent la bienvenue aux délégués »<sup>72</sup>.

## 1.2 Construction nationale et militarisme

Les éléments, qui seront évoqués, font échos au culte du chef guerrier et militaire de la statuaire et de la photographie. D'un point de vue artistico-culturel, la critique du militarisme passe par celle de son incarnation matérielle : à savoir par le fonctionnement de l'armée. La critique morale de l'autorité et des chefs imposés ainsi que la perte de l'individualité se traduit en terme de critiques esthétiques des uniformes, des constructions ainsi que de la musique. Ces productions esthétiques sont présentées comme des moyens d'asservir les individus et de les maintenir dans cette perte de la liberté individuelle. Les casernes sont décrites comme des lieux de prison bridant les possibilités de l'individu, la musique comme moyen de transmissions des valeurs des cultes patriotiques et l'uniforme comme disparition de l'individu dans la masse. Par exemple, lors de notes sur l'U.R.S.S. en 1930, M. Yvon<sup>73</sup>, menuisier en U.R.S.S. jusqu'en 1933 et typographe à son retour en France, en résume de

---

69 Paul Dhermy, « Témoignage prolétarien sur l'U.R.S.S. Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, n° 165, 25 décembre 1933, p. 8.

70 Paul Dhermy, « Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, n° 170, 10 mars 1934, p. 11.

71 Paul Dhermy, « Témoignage prolétarien sur l'U.R.S.S. Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *art. cit.*, p. 7.

72 *Ibid.*

73 Pour des renseignements biographiques sur ce militant, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article135473>, notice YVON M. [GUIHENEUF Robert dit] par Jean-Louis Panné, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 22 avril 2020. [Consulté le 16/09/2022]

manière synthétique les éléments qui constitue les éléments culturels d'un régime militaire et nationaliste :

« Le lendemain de la grande revue militaire du 1<sup>er</sup> Mai, le gouvernement a réuni en banquet plus de mille sept cents officiers et « oudarniks » militaires représentant toutes les armes et toutes les régions. C'est devant cette crème de jeunes guerriers que Staline a porté un toast aux « héros », aux « braves », aux « faucons » de l'Armée Rouge. On s'imagine le spectacle, les hourras, les uniformes, les décorations, dans ces salles du grand palais du Kremlin qui en ont vu de ces genres de fêtes au cours des siècles. »<sup>74</sup>

### 1.2.1 Des pratiques culturelles de constitution des États

#### *Fêtes nationales*

Le XIXe siècle marque le temps de la constitution des « États-Nations ». Il s'agit d'un recouplement dans des espaces géographiques délimités symboliquement par des frontières, une centralisation des pouvoirs décisionnaires ainsi que des valeurs idéologiques et culturelles associées. Cependant, cette constitution est une construction socio-historique à l'aune d'événements sociaux et culturels sélectionnés. Il existe plusieurs moyens qui participent de la transmission de ses valeurs et de ses symboles : par exemple, l'éducation et le système éducatif ou encore les fêtes nationales. En France, c'est la Troisième République qui décide de la mise en place de la fête nationale le 14 juillet promulguée le 6 juillet 1880. Elle s'inscrit dans une tradition des fêtes nationales du territoire français<sup>75</sup>. Cette idée ressort souvent associée à des expressions culturelles particulières comme la musique ou les défilés.

Certains anarchistes-sindicalistes s'inscrivent dans une volonté de poursuivre la perspective internationaliste lancée par l'A.I.T. Cela suppose des positions idéologiques et des représentations différentes d'événements comme les fêtes nationales. Pour eux, dans une perspective internationaliste, l'exemple de la fête nationale est souvent perçue comme une valorisation de la société bourgeoise nationale en utilisant des moyens symboliques et mémoriels. En France, en 1889, Pouget estime que « vainement les tyrans célébrèrent-ils par une Exposition universelle et des fêtes splendides le centenaire de la révolution qui, un siècle

---

74 Robert Guiheneuf [sous le pseudonyme de M. Yvon], « Notes sur l'U.R.S.S. Deux discours », *La Révolution prolétarienne*, n° 201, 25 juin 1935, p. 11.

75 Rémi Dalisson, *Célébrer la nation : les fêtes nationales en France de 1789 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009, 543 p.

auparavant, leur avait donné le pouvoir, la masse souffrante commençait à se détacher d'eux »<sup>76</sup>. De plus, elle agit comme un mouvement de dissimulation des pratiques économiques de la bourgeoisie et de l'expansion colonisatrice. La tenue des fêtes du centenaire de 1789 s'est déroulée en même temps qu'une répression dans le Tonkin :

« Vous avez organisé bougrement de fêtes pour le centenaire de 89 – la plus chouette, celle qui caractérise le mieux votre crapulerie, c'est l'exécution du Doi Van. C'est pas sur un piquet, au fin fond de l'Asie, dans un village Tonkinois, qu'elle aurait dû être plantée cette tête. Foutre non ! Mais bien au bout de la tour Eiffel, afin que dominant vos crimes de 300 mètres, elle dise cette caboche, au monde entier, que sous votre républicanisme, il n'y a que de la barbarie salement badigeonnée. »<sup>77</sup>

Pouget aurait souhaité une prise de conscience des prolétaires français au-delà des effets et des pratiques culturelles de ces célébrations. Cette pratique de contestation des fêtes nationales n'est pas propre aux prolétaires français. Dans les années 1910, lors de la fête nationale du régime républicain argentin, les ouvriers, par le biais de la confédération argentine, décident d'opposer à la fête la grève générale. Elle fonctionne comme une pratique ouvrière s'opposant à la pratique du régime politique. Cette dimension ressort dans les rapporteurs des événements en France :

« C'est le centenaire de ce coup d'État militaire, baptisé Centenaire de l'Indépendance, que le Gouvernement de la République Argentine voulut fêter cette année, avec toute la pompe et toute la solennité dont il pouvait être capable, afin de montrer au monde que l'Argentine enfin constituée et pacifiée était devenue un pays véritablement civilisé digne d'attirer les capitaux de la vieille Europe qu'elle sollicitait, en France notamment, plus que jamais. Mais les travailleurs argentins savent qu'indépendance nationale signifie seulement indépendance de la bourgeoisie. En face de la bourgeoisie fêtant sous le nom de Centenaire de l'Indépendance, le centenaire de sa propre émancipation, en face d'une bourgeoisie résolue à étaler à la face du monde sa richesse et sa puissance qu'elle croit définitivement assises, les travailleurs de la République Argentine résolurent de montrer eux aussi au monde que s'ils étaient aussi dépourvus de biens et de droits que leurs frères d'Europe, ils étaient aussi prêts qu'eux à revendiquer ces droits et ces biens. Ils résolurent de répondre aux fêtes officielles par la grève générale. La Confédération Régionale Ouvrière d'Argentine décidait la grève générale pour toute la durée des fêtes du Centenaire, et le dimanche 8 mai cette décision était ratifiée par une foule enthousiaste dans un grand meeting en plein air tenu sur la place Colon, la grande place de Buenos-Aires. »<sup>78</sup>

De plus, lors des mêmes événements, un auteur anonyme estime lors d'un article que la valorisation des nationalismes passe aussi par les journalistes des autres nations bourgeoises. Ainsi, la connaissance de la répression dans les revues ouvrières permet de nuancer les propos

---

76 Émile Pouget, « Le musée des Horreurs (N° 10) », *Le Père Peinard*, n° 33, 6 octobre 1889, p.16.

77 Émile Pouget, « Barbarie française », *Le Père Peinard*, n° 45, 12 janvier 1890, pp. 3-4.

78 X.X.X., « Les Événements de Buenos-Aires », *La Vie ouvrière*, n° 22, 20 août 1910, pp. 223-224.

des journalistes bourgeois venus encenser, à leurs yeux, le régime politique républicain argentin. La distinction entre les étiquettes politiciennes ne change pas la représentation qu'il se font de l'événement suivant leur propre logique classiste : « Cela nous change des journalistes français, qu'ils soient socialistes comme H. Turot, du *Journal* et de la *Petite République*, ou libéraux comme Henri Lorin, des *Débats*, partis en Argentine à l'occasion des fêtes du centenaire »<sup>79</sup>.

De plus, cette critique est aussi présente pour des fêtes qui pourraient se rapprocher d'événements propres au mouvement ouvrier et socialiste. La fête, organisée par l'État, est toujours suspecte de détournement. La militarisation du régime bolchevique se traduit même dans les fêtes qui devraient célébrer les ouvriers et les producteurs. Il faut se rappeler que la professionnalisation de l'armée à partir du début du vingtième siècle l'éloigne des intérêts du peuple. Ainsi, les fêtes célébrant les dix ans de la Révolution russe sont mal perçus dans les rangs des anarcho-syndicalistes. Un auteur anonyme estime que le caractère fastueux des fêtes dissimule tout un appareil répressif étatique caché aux yeux des délégations ouvrières : « Les fêtes du dixième anniversaire de la Révolution Russe se sont déroulées sous les yeux émerveillés des délégations ouvrières de tous les pays d'Europe. Tout est pour le mieux là-bas : peuple en liesse, casernes propres et confortables, officiers paternels, hôpitaux superbes, prisons enchantées »<sup>80</sup>. De plus, cette dimension répressive est soutenue par des cadres de l'armée et de fidèles au régime face à la population ouvrière.

### *Transmission idéologique de la « nation »*

Sous la Troisième République, l'approche culturelle et plus particulièrement la musique a été pensée comme un moyen de « contribuer à la formation des citoyens, à la santé de la démocratie et à l'unité du peuple français »<sup>81</sup>. Selon les républicains, la musique possède à la fois un caractère mémoriel et d'aspiration à la nation<sup>82</sup>. Dans leur opposition au régime républicain, les anarchistes-syndicalistes ont sans doute perçu cette volonté politique. C'est pourquoi, la conception de la musique républicaine leur apparaît comme un outil de

79 Il s'agit d'un commentaire du traducteur de l'article : Eduardo G. Gilimon [Directeur de « La Protesta »], « Au secours de l'Argentine ! », *La Vie ouvrière*, n° 23, 5 septembre 1910, p. 331.

80 L'Œil de Léningrad, « La Grande Parade », *Le Combat syndicaliste*, n° 7, 1<sup>er</sup> mars 1928, p. 3.

81 Jann Pasler, *La République, la musique et le citoyen, 1871-1914*, Paris, Gallimard, 2015, p. 12.

82 *Ibid*, p. 15.



domination du le régime politique. Dans les écrits, la critique de la musique du régime républicain est généralement corrélée à la musique militaire. En effet, cette musique était transmise lors d'événements particuliers liés au régime politique comme la fête nationale ou le service militaire : « Un jour, l'illustre commandant Racine, à l'occase du 14 juillet, ordonne que les hommes auront un repas copieux. En fait de « repas copieux » on leur joua la Marseillaise et l'Hymne russe [tasriste] »<sup>83</sup>. La musique empêche les prolétaires de prendre conscience de leurs conditions d'existence : « Pendant que les gourdeaux, grisés par le bruit, la musique, les couleurs et tout le grand tra la la, applaudissent un tas de légumeux plus fripouillards les uns que les autres, ils oublient qu'ils ont le ventre creux »<sup>84</sup>. Pouget relie ici les politiciens avec les militaires. Plus précisément, la musique militaire et les chants patriotiques permettent ainsi de maintenir le concept de la « nationalité » et de « patrie » poussant les individus à défendre un pays dans lequel ils subissent une domination de classe. De cette manière, la bourgeoisie maintient malléable une masse nombreuse par des chants guerriers et « patriotiques ». La conception intellectuelle de cette musique empêche de repenser le « patriotisme » à une autre échelle :

« Dans la direction civique, la Bourgeoisie exalta la sentimentalité patriotique. Les liens idéologiques qui relient les hommes nés, grâce au hasard, entre les frontières variables d'un territoire déterminé, furent prôné comme les plus sacrés. On enseigna, sans rire, que le plus beau jour de la vie d'un patriote est celui où il a le plaisir de se faire égorgé pour la patrie. Ces hâbleries étaient pour illusionner le peuple et l'empêcher de réfléchir sur la valeur philosophique du virus moral qu'on lui inoculait. *Grâce au bruit des trompettes, des tambours, des chants guerriers et des rotomontades chauvinardes*, on le dressa à défendre ce qu'il n'a pas : le patrimoine. Le patriotisme ne s'explique qu'avec, pour tous les patriotes indistinctement, une part d'avoir social et rien n'est plus absurde qu'un patriote sans patrimoine. »<sup>85</sup>

Le patrimoine est relié à une dimension matérielle importante comme les habitations ou les magasins : « pour comble du bonheur, on vous envoie vous faire casser la gueule pour défendre les propriétés des richards, les rentes des gros barbotteurs, la boutique de Jaluzot et de Potin »<sup>86</sup>. À la dimension symbolique peut s'ajouter la dimension d'usage sur le champ de bataille comme une expérience galvanisante qui détruit l'individualité dans les deux camps. Cette vision est à mettre en relation avec les pratiques militaires sonores de manœuvres sur les champs de bataille liés aux usages d'instruments de musique comme le tambour ou les

---

83 Émile Pouget [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896 - an 104*, Paris, aux bureaux de « La Sociale », s.d. [1895], p. 60.

84 Émile Pouget, « A propos d'art », *Le Père Peinard*, art. cit., p. 9.

85 Émile Pouget, *Les Bases du syndicalisme*, Paris, Éditions de La Guerre sociale, s.d., 1910, p. 15.

86 Émile Pouget, « Quelles bonnes balles », *Le Père Peinard*, n° 31, 22 septembre 1889 p. 10.

instruments à vent. Même si, son usage sur le champ de bataille est sans doute absent lors de la dimension « moderne » de la Première guerre mondiale.

Cette transmission de la « nation » passe aussi par la dimension écrite notamment via de nombreux textes ainsi que la presse. Ce rapport à l'écrit se retrouve généralement lié à l'éducation. En France, l'école participe de cette valorisation nationale notamment sous la Troisième République avec l'importance donnée aux professeurs. Pouget dénonce l'usage de la poésie dans la transmission des valeurs de « la religion de la Patrie, [car] c'est le nouveau culte ! Les prêtres ? Oh, il n'en manque pas ; la ribambelle de maîtres d'écoles qui dans les plus petits patelins font réciter aux loupis les poésies idiotes du trou du cul de Déroulède sont là pour ça »<sup>87</sup>. En effet, Déroulède a publié des recueils de poèmes et est considéré comme un des précurseurs d'un penchant français pour le fascisme<sup>88</sup>. Pour les adultes, certains journaux participent à la construction de la nation et du militarisme comme *Le Matin*<sup>89</sup>, journal à grand tirage. Ce principe de construction nationale n'est pas uniquement déploré en France. Lors des années 1910, Robert Louzon<sup>90</sup> constate que certains titres anglais prônent le nationalisme à travers des titres musicaux particuliers :

« C'est ainsi que l'organe officiel de la Ligue industrielle, *The Industrialist*, publiait dans son numéro de mai dernier un article de tête dont voici les principaux : « Le 24 mai est le jour de la Fête Nationale. Ce jour-là on attend que vous célébriez la Patrie – votre patrie – en chantant *Rule Britannia, God Save the King*, et en remerciant Dieu de vivre dans une civilisation supérieure à toutes les autres, en remerciant Dieu d'appartenir à un pays comme jamais le monde n'en a vu. [...] Tel est le tableau que dérouleront sous vos yeux tous les chauvins et tous les patriotes dont le pays regorge. »<sup>91</sup>

Dans ce cas particulier, la presse qui prône ces valeurs nationalistes est aussi le titre d'un regroupement patronal. À travers cet exemple, Louzon associe directement les principes nationalistes avec des principes capitalistes et impérialistes, voir religieux. Dans un autre article, selon Alfred Griot<sup>92</sup>, les journaux réactionnaires, comme le *Morning Post*, participent

---

87 Émile Pouget, « Sous-Offs », *Le Père Peinard*, n° 46, 19 février 1890, p. 5.

88 Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Fayard, 2000, n.p.

89 Alfred Griot, « Impérialisme et militarisme », *La Vie ouvrière*, n° 25, 5 octobre 1910, p. 417.

90 Pour des renseignements sur ce collaborateur des deux revues de Monatte, nous référons à la notice dans le Maitron: <https://maitron.fr/spip.php?article24774>, notice LOUZON Robert, Adolphe, Alphonse par Colette Chambelland, version mise en ligne le 1er mars 2009, dernière modification le 4 juillet 2022. [Consulté le 16/09/2022]

91 R[obert]. L[ouzon]., « L'antipatriotisme en Angleterre », *La Vie ouvrière*, n° 22, 20 août 1910, p. 241.

92 Sur ce proche de Monatte participant aux deux revues que l'on étudie : <https://maitron.fr/spip.php?article75205>, notice ROSMER Alfred [GRIOT, André, Alfred dit]. Autre pseudonyme : ALFRED André par Colette Chambelland, Christian Gras, version mise en ligne le 28 novembre 2009, dernière modification le 4 juillet 2022. [Consulté le 11/07/2022]

d'un bellicisme envers l'Allemagne en étant partisan de la conscription et de l'augmentation des budgets de l'armée. Ils vont même jusqu'au discours de défense des révolutionnaires exilés sur leur territoire<sup>93</sup>. Cependant, les critiques ne s'appliquent pas uniquement aux journaux nationalistes. Il explique ainsi qu'il a retrouvé ce discours dans des journaux socialistes comme *The Clarion* et *Daily Mail* avec la figure de Robert Blatchford, socialiste anglais aux positions bellicistes<sup>94</sup>. Ces discours sont ainsi rabâchés par les journaux à travers la figure de l'expert militaire et une approche scientifique. Ils participent de la mutation de la société dans une dimension militariste et nationaliste : « les journaux sont pleins de statistiques établies par des *experts* sur les forces comparées des marines anglaise et allemande : la conscription, dont personne n'eût osé parler en Angleterre il y a vingt ans, est aujourd'hui proposée par de hauts personnages et prônée chaque jour par les journaux à grand tirage. Dans les rues de Londres, on voit maintenant les jeunes anglais, qui se contentaient jusqu'alors du football et du cricket, jouer aux soldats »<sup>95</sup>. « Jouer aux soldats » peut ici signifier porter l'uniforme. Dans les années de l'entre-deux-guerres, la question des nationalismes est liée aux questions des régimes autoritaires comme, par exemple, l'Italie fasciste. On apprend ainsi que le régime mussolinien fait circuler au Maroc des journaux et brochures écrits en arabe pour valoriser son régime politique :

« Lorsque Mussolini inonde le Maroc de journaux, de brochures et d'albums écrits en arabe, qui chantent les louanges du régime colonial fasciste, – si le terrain que cette presse trouve est propice, c'est que M. Noguès a eu soin d'en proscrire l'antidote. En effet, tandis que la littérature fasciste en langue arabe peut circuler librement dans tout le Maroc, sous l'œil vigilant et protecteur de la police, M. Noguès a interdit l'entrée et la circulation au Maroc de la littérature arabe antifasciste, notamment de la brochure intitulée *Les atrocités de l'Italie en Libye*, qui relate les atrocités commises contre les tribus de Tripolitaine et de Cyrénaïque. »<sup>96</sup>

Cette problématique touche ainsi la question de la colonisation et de la valorisation des régimes colonisateurs. Il semble que cette prise de conscience des espaces colonisés est véritablement présente dans les titres de presse à partir des années de l'entre-deux-guerres.

Mais, il apparaît que, malgré tous les éléments culturels qui participent de la construction symbolique de l'armée, un moyen de le remettre en question, est son expérience même par les prolétaires non habitués à ces conditions : « Combien de jeunes emballés qui, à l'époque du tirage au sort, s'enrubannent sur toutes les coutures, se cuisent abominablement,

93 Alfred Griot, « Impérialisme et militarisme », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 418.

94 *Ibid*, p. 417.

95 *Ibid*, p. 415.

96 Robert Louzon, « Le Maroc fasciste. « Un terrain propice » », *La Révolution prolétarienne*, 10 décembre 1937, p. 3.

braillent à pleins poumons des rengaines patriotiques, et qui, une fois arrivés au régiment, y trouvent un sacré cheveu ! C'était pas ça qu'ils avaient rêvé : pour lors, ils déchantent vivement »<sup>97</sup>.

De plus, cette critique de la Troisième République comme expérience de l'État dans les années 1890 change de visage dans les années de l'entre-deux-guerres. En effet, les anarchistes-syndicalistes de la première génération dénoncent l'attitude l'État comme expression de la bourgeoisie européenne avec son ensemble de valeurs morales et économiques. Leur crainte de la réappropriation d'éléments symboliques et culturels à un usage politicien et étatique s'applique pour les militants du PCF : c'est le cas de l'*Internationale*, alors même que, on le verra, ce chant reste aussi important dans les milieux anarchistes-syndicalistes. De leur point de vue, le simple fait de chanter des chants révolutionnaires ne fait pas de vous un militant ouvrier. Dans les textes, ce chant peut être accompagné de formules négatives : « Dans la salle voisine, les communistes braillaient l'Internationale et hurlaient : « Vivent les Soviets » dans l'espérance de rendre impossible la tenue de notre réunion »<sup>98</sup>. En France, au Congrès de Villeurbanne en 1936, la C.G.T.S.R. estime que le PCF adopte des positions nationalistes en valorisant la France tout en les mêlant avec des éléments symboliques culturels du prolétariat. Un chant comme *L'Internationale* peut perdre de son sens s'il ne s'accompagne pas de toute une culture ouvrière et socialiste du militant, à laquelle s'ajoute la méconnaissance de la situation ouvrière en Russie bolchevique :

« Tout a été unanime : les applaudissements, les décisions, et les chants de l'*Internationale*. Pas une voix discordante sur les huit cents délégués. Pas une seule. Et quand ce n'est pas l'*Internationale* qui devait être chantée, mais la *La Jeune Garde*, c'est par une intuition vraiment admirable dans son unanimité, que tous les 800 délégués ressentaient le besoin de s'en prendre à la Jeune Garde. Nous cherchons en vain, dans les comptes rendus enthousiastes et délirants de l'*Humanité* le côté sérieux du Congrès. Outre une description détaillée des richesses de la France – notre – patrie, donnée par Thorez – description que l'on trouve, bien entendu, dans le grand Larousse ou dans tout ouvrage de statistique – tous les discours ne furent que des appels aux applaudissements et à l'ovation. C'était d'ailleurs le clou du Congrès : « notre vénéré Cachin » - applaudissements frénétiques, tout le monde chante l'*Internationale*, « notre grand et vénéré Staline » - idem. Chaque « cher », « grand ou « vénéré » recueillait son ovation et son chant approprié. Pour ce Congrès, alors ? Nous pouvons à peine croire qu'il n'ait été convoqué que pour enseigner les chants révolutionnaires aux Jeunesses Communistes. »<sup>99</sup>

97 Émile Pouget [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896 – an 104* [« Farci de chouettes histoires, de galbeuses illustrations et d'une consultation sur l'avenir, dégoisée par une somnambule de la force de 36 chevaux de fiacre »], Paris, Aux bureaux de « La Sociale », s.d. [1895], p. 39.

98 Haro, « La propagande de la CGTSR. Grenoble », *Le Combat syndicaliste*, n° 2, janvier 1927, p. 2.

99 La C.G.T.S.R., « Unir pour briser », *Le Combat syndicaliste*, n° 142, 31 janvier 1936, p. 1.

La situation de l'État russe bolchevique met en lumière les mêmes critiques dont l'usage des éléments symboliques culturels de prolétariat. Finalement, ce qui ressort des critiques, c'est que des éléments symboliques, même forgés au nom du prolétariat, peuvent être récupérés sous le joug des politiciens de « l'État prolétarien » et de son caractère militariste. Outre la dimension véritablement anti-étatiste du *Combat syndicaliste* sur une ligne anarcho-syndicaliste, la même idée se retrouvent chez certains syndicalistes révolutionnaires de *La Révolution prolétarienne*. Paul Dhermy estime ainsi que l'*Internationale* est répétée à satiété par les délégués européens mais moins par les ouvriers russes présents, le tout dans un décor orné de drapeaux rouges. :

« Dehors, la musique nous attend avec des drapeaux rouges ; nous voilà en rangs par quatre ou cinq et le cortège s'ébranle dans la nuit. Pas cadencé, chants, tout le saint-frusquin habituel et nous arrivons à la gare ; là, discours en russe, traduction et réponse en français, en allemand, en espagnol, en flamand et naturellement traduction en russe à chaque fois ; cela dure plus d'une heure. Enfin, nous reprenons possession de notre wagon ; des fanatiques parmi nous continuent à chanter la *Carmagnole* jusqu'au départ du train, qui a lieu vers 19 h. 30. Auparavant, sur le quai, il avait fallu ingurgiter nombre d'*Internationale*, que tout le monde écoute, la tête nue, malgré le froid, mais que la plupart des Russes n'accompagnent pas en chantant. »<sup>100</sup>

L'aspect purement propagandiste de chants révolutionnaires n'est pas sans risque dans les problématiques de l'enseignement libertaire. Pour Léon Clément, pseudonyme du militant anarchiste et instituteur Victor Camus<sup>101</sup>, cet enseignement doit mettre en avant des « hommes » et des « producteurs » et non pas des chanteurs révolutionnaires :

« Les enfants sont réunis pour se réjouir, s'amuser, ou leur apprendre des chansons, les chansons dites « révolutionnaires », parce qu'elles expriment ce que nous pensons. Mais ces chansons, les termes en sont-ils compréhensibles pour les gosses ? Ceux-ci chantent avec l'apparence d'une conviction qu'on sait leur donner. Certes, ils clament ces refrains avec une ardeur qui provoque les applaudissements des auditeurs. Mais notre but est-il atteint ? Ce succès répété me paraît dangereux et néfaste même. L'enfant, plus que l'adulte encore, a des tendances à devenir rapidement un cabotin. Se sachant regardé, applaudi, on lui se crée un état d'esprit absolument contraire à ce que nous nous proposons d'atteindre. »<sup>102</sup>

En effet, c'est dans la pratique et l'éducation syndicale que les futurs militants doivent acquérir la conviction de leur position sociale dans la société capitaliste.

---

100 Paul Dhermy, « Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, n° 170, 10 mars 1934, p. 15.

101 Pour des renseignements biographiques sur ce militant, nous référons à la notice dans le Maitron: <https://maitron.fr/spip.php?article157332>, notice CLÉMENT Léon [CAMUS Victor, dit] [Dictionnaire des anarchistes] par Jean Maitron, notice revue par Guillaume Davranche, version mise en ligne le 9 mars 2014, dernière modification le 10 février 2022. [Consulté le 06/09./2022]

102 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, n° 2, 20 octobre 1909, p. 91.

## 1.2.2 Bâtiments de la répression militaire : casernes, forts et prisons

Deux bâtiments matérialisent des espaces de répression étatique et militaire pour les anarchistes : la caserne et la prison. Même s'ils recourent à une même idée répressive, ces moyens mis en œuvre ne remplissent pas des répressions de mêmes natures. Dans le contexte du XIXe siècle avec l'élargissement et l'autorisation encadrée des publications du régime libéral républicain, la publication de textes sur de tels lieux est envisageable. Même si la dimension répressive à l'encontre des auteurs de ces textes n'est pas inexistante concernant le rapport à l'armée. Cette littérature nourrit ensuite la manière dont les lieux sont perçus par les mouvements anarchistes et plus généralement révolutionnaires.

### *Lieux répressifs du populaire*

La critique de l'État évoquée précédemment suppose que les anarchistes et révolutionnaires doivent s'attaquer aux matérialisations culturelles et symboliques de cette oppression. Les bâtiments militaires comme la caserne et le fort apparaissent comme le moyen de répression à une échelle de classe. En effet, c'est grâce au soutien de l'armée que la bourgeoisie peut maintenir son hégémonie malgré le fait qu'elle soit composée essentiellement de prolétaires pour les moins gradés. Aux yeux des anarchistes, la caserne est le lieu de l'endormissement et de la nationalisation qui touchent toutes les classes populaires françaises. Cette critique est souvent mise en parallèle avec la prostitution féminine. En effet, tous les jeunes hommes doivent effectuer en caserne leur service militaire obligatoire d'une durée de deux années depuis la loi Bertaux du 21 mars 1905<sup>103</sup>. Avant cette date, un tirage au sort était effectué dans la population ; l'exemption était possible en échangeant son service avec un autre homme, généralement issu des classes populaires, contre rémunérations. Le discours critique ressort généralement d'œuvres littéraires avec un retour de l'expérience. Pouget cite, comme exemple l'ouvrage *Sous-Offs* de Lucien Descaves publié en 1899, décrivant de manière littéraire son vécu en caserne :

---

103 Le projet de loi est publié au *Journal Officiel* le 23 mars 1905.

« Mais nom de dieu, j'en reviens à *Sous-Offs*. Donc y a des jeunes bourgeois dans l'armée, des types instructionnés. Turellement, la plupart gardent leurs préjugés : bourgeois il entrent, bourgeois ils sortent. Par ci, par là, y a quelques bougres à qui les pions et les professeurs de lycée n'ont pu changer en jus de boudin tout le sang de leurs veines. Ceux-là se rebiffent, et quand ils quittent leurs sales métiers de griffeton, ils se foutent à la besogne et accouchent d'un bouquin ou ils disent bougrement de vérités. Pour un coup je passe le crachoir à Lucien Descaves ; quatre lignes seulement qui sont comme la moralité du bouquin : « ... Et la vie militaire, enfermée entre le 44 et la caserne, trahit un nouvel aspect. Deux prostitutions se partageaient le soldat, régulièrement, sans relâche. La Maison se couchait quand s'éveillait le Quartier... reliés par un pont de corvées communes, de végétation fraternelle, d'imbécilité harmonique. Le même clairon chantait pour tous ; seulement l'extinction des feux signifiait au 44 : réveil, la diane y marquait le crépuscule du trimage... » Hein, c'est y touché juste ? Oh oui, il a raison nom de dieu. La caserne est un immense boxon, et l'avilissement sous les chefs est une putasserie plus grande que celle des pauvres filles de maison. »<sup>104</sup>

Descaves appartient à la seconde génération des naturalistes moins favorisée socialement<sup>105</sup>, recevant généralement une bonne réception dans les milieux libertaires de la Belle-Époque. La caserne est, aussi, un lieu de socialisation spécifique qui participe de la constitution de l'État-nation à l'échelle des individus. En effet, elle est le lieu d'apprentissage de valeurs et de symboles transmis entre les individus à travers diverses pratiques sociales et culturelles comme la musique :

« Quand les conscrits tirent au sort, ils ont pour habitude de faire une rigolade de tous les diables. Voilà une vieille manie, nom de dieu ! Sûrement ce n'est pas parce qu'ils sont en joie qu'ils braillent comme des ânes, non : c'est par habitude : ceux de la classe d'avant ont chanté – eux font parnil. Je n'ai jamais vu chanter les moutons qu'on mène à l'abattoir, – les jeunes gens le font, ça veut-il dire qu'ils ont moins de cervelle que les moutons ? Non, foutre ? S'ils rigolent ferme et boivent secs, c'est pour noyer leur chagrin et oublier leurs peines, car tous en ont des peines ! Et ils sont bougrement rares ceux qui vont à la caserne avec plaisir. »<sup>106</sup>

Outre cette répression que l'on pourrait qualifier de « sociale », la caserne est aussi un lieu de la répression active contre les classes populaires. En occupant des places stratégiques dans l'espace social, elles permettent l'intervention rapide des militaires contre les événements populaires. Par exemple, la caserne du Prince Eugène située à Paris sur la Place de la République, est perçue comme un outil au service de l'État pour intervenir rapidement dans l'Est parisien. Même constat pour les forts autour de Paris, sous la Commune, par exemple, ils avaient joué un rôle dans le mouvement contre-révolutionnaire en fournissant des lieux de protection et de défense. En effet, seize avaient été édifiés sous la Monarchie de Juillet et utilisés encore sous la Troisième République. L'avènement d'une société libertaire

---

104 Émile Pouget, « Sous-Offs » *Le Père Peinard*, art. cit., pp. 5-6.

105 Christophe Charle, *La crise littéraire à l'époque du naturalisme : roman, théâtre et politique, essai d'histoire sociale des groupes et des genres littéraires*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1979, pp. 91-112

106 Émile Pouget, « Histoires de troubades », *Le Père Peinard*, n° 42, 15 décembre 1889, pp. 6-7.

après le processus révolutionnaire devrait détruire ces lieux répressif. Pour Pouget, cette démolition est envisagée comme un événement social positif notamment pour les forts de guerre autour des villes. Elle n'est pas envisagée comme un événement violent mais comme une « fête champêtre ». Ce point spécifique sur les forts montre l'importance qu'ils avaient alors dans son rôle de répression du processus révolutionnaire :

« La démolition des forts eut davantage le caractère des fêtes champêtres que d'expéditions révolutionnaires. On alla à leur démantèlement en bandes joyeuses ; on festoyait gaîment sur les glacis, chantant, farandolant et trinquant avec bonne humeur. On préluda par l'allégresse au nivellement des fossés, au défoncement des casemates, à l'enclouage des canons, à la destruction des munitions. »<sup>107</sup>

### *Lieux répressifs des contestataires*

Malgré les différents contextes, le lieu de la répression révolutionnaire sur le sol européen est la prison Son pendant extra-européen est plutôt celui du bagne. La répression qui touche les militants anarchistes peut s'accompagner généralement de peines de prisons, voir l'exil pour certains d'entre eux. Il n'est pas rare que les anarchistes français lors des années 1890 aient effectué un séjour en prison dans le contexte des « lois scélérates » tandis que la période de l'entre-deux-guerres, il semble que cela concerne d'autres cas comme les prisons du régime bolchevique russe ou les États-Unis avec l'affaire Sacco-Vanzetti, anarchistes emprisonnés et exécutés dans la nuit du 22 au 23 août 1927. En France dans les années 1890, il existe plusieurs prisons parisiennes actives comme Saint-Pélagie, où plusieurs révolutionnaires séjournent. Certains anarchistes vont écrire pour rendre compte de cette expérience<sup>108</sup>. Cependant, il ne faut pas en faire un régime d'exception pour les anarchistes car d'autres révolutionnaires ont fait l'expérience de la prison et de la répression. La prison est le lieu de l'enfermement pour des causes que les anarchistes jugent légitimes. En effet, selon Jean Picton<sup>109</sup> : « c'est [la raison d'État] qui pourvoit de condamnés pour délits d'opinion, de parole ou de presse les prisons républicaines et socialistes »<sup>110</sup>. C'est généralement

107 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, p. 182.

108 Nous pensons, par exemple, à l'ouvrage d'Ernest Gegout et de Charles Malato, *Prison fin-de-siècle* [Paris, G. Charpentier et E. Fasquelle, 1891, 352 p.] sur Saint-Pélagie, les passages autobiographiques sur les différentes expériences carcérales tsaristes et républicaines dans *Autour d'une vie* [Paris, P.-V. Stock, 1898, 545 p.] de Pierre Kropotkine ou bolcheviques dans *Les hommes dans la prison* [Paris, Rieder, 1930, 308 p.] de Victor Serge.

109 Le Maitron ne possède pas de fiche correspondante à ce nom de militant. Nous ne savons pas s'il s'agit d'un pseudonyme.

110 Jean Picton, « Le monopole de l'Enseignement », *La Vie ouvrière*, n° 13, 5 avril 1910, p. 395.



l'expérience sociale du bâtiment qui incarne cette remise en question de la pratique répressive étatique et militaire. La dimension répressive ne se cantonne pas uniquement au bâtiment mais, pour notre analyse, nous nous concentrons sur le lieu bâti. En effet, nous postulons que la prison-bâtiment est le lieu où se pratique l'enfermement dans un cadre spécifique. La prison est un bâtiment construit pour isoler les individus du monde social par ses structures mêmes (cellules, barreaux, surveillance, etc.) que peuvent rendre compte les descriptions dans les textes. En effet, les textes concernant les bâtiments sont souvent écrit de manière à décrire les lieux. Ils fournissent ainsi un caractère concret à l'expérience vécue par les acteurs. En plus des prisons légales, c'est aussi le caractère répressif du patronat dans le cadre de l'usine surtout envers les enfants que Charles Delzant<sup>111</sup>, ouvrier verrier et militant anarchiste, dénonce pour les verreries :

« Tout comme les pioupious, les enfants de l'Assistance ont leur biribi ; Aumale, où il se trouve, est au centre des verreries de la région. Là, il y a des cellules, prison ; on y casse des cailloux ; on y emploie la manière forte, afin, comme on dit, de mater les fortes têtes. Mais pendant le séjour à Aumale, ça manque de bras à l'usine, aussi les patrons ont trouvé mieux : le patron d'Aumale, notamment, a fait construire une cellule et y enferme les rebelles en dehors des heures de travail. »<sup>112</sup>

En effet, le terme est même appliqué pour d'autres lieux comme les usines ou les écoles<sup>113</sup>. De plus, « Biribi » est une expression pour le bain calédonien sous la Troisième République marquant cette continuité entre la prison et le bain. Cette expérience rapportée peut aussi devenir une abstraction comme pour l'idée d'une répression autoritaire de l'État dans des situations où le contexte informationnel est peu important<sup>114</sup>. Encore pour Pouget, elles sont associées à la répression policière et judiciaire bourgeoise : c'est pourquoi, il en propose le démantèlement en premier lieu :

« Par excès de prudence, afin de paralyser, par les difficultés de concentration, toute tentative offensive de la Bourgeoisie, afin de mieux déraciner les institutions du passé, ils [les révolutionnaires] anéantirent les monuments qui leur avaient donné asile, avaient été leur symbole. La préfecture de police avait été un des premiers repaires gouvernementaux occupés, et un des premiers elle fut rasée. Le palais de

---

111 Pour des renseignements biographiques supplémentaires, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article154136>, notice DELZANT Charles [Dictionnaire des anarchistes] par Jean Maitron, notice complétée par Guillaume Davranche, version mise en ligne le 18 avril 2014, dernière modification le 10 juillet 2019. [Consulté le 16/09/2022]

112 Charles Delzant, « L'exploitation des enfants dans les verreries », *La Vie ouvrière*, n° 23, 5 septembre 1910, p. 347.

113 Nous verrons ces points quand ces lieux seront traités spécifiquement avec d'autres conceptions qui y sont rattachées.

114 Par exemple, l'article sur la répression des organisations ouvrières en Argentine mobilisent uniquement le terme « prison » sans en rapporter l'expérience vécue mais elle sert à réactiver un imaginaire idéologique nourris par des textes français.

justice eut le même sort, avec les deux prisons qu'il encerclait, – le Dépôt et la Conciergerie. »<sup>115</sup>

### 1.2.3 Dés-individualisation et déclasserement

#### *L'uniforme contre la « conscience de classe »*

Un point central de la conception de la domination culturelle des individus par le régime militaire est celui de l'uniforme. En effet, il existe deux types de vêtements qui incarnent l'autoritarisme du régime politique et militaire : le vêtement policier et l'uniforme militaire. Le vêtement policier occupe une place particulière d'un point de vue symbolique. En effet, il apparaît, aux yeux des anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, comme le symbole de la soumission servile au service de la bourgeoisie face au prolétariat : « Dans toutes les villes du monde – du monde capitaliste – l'agent de police est un monsieur très correct (au moins tant qu'il n'est pas ivre). Guindé dans un uniforme soigneusement boutonné, l'air supérieur et important autant qu'un ambassadeur, il contribue à maintenir l'autorité de la classe dont il est le soutien en se servant du même procédé qu'elle : le « prestige » de la tenue et du maintien »<sup>116</sup>. Le vêtement policier matérialise la dimension répressive et urbaine de la bourgeoisie.

Une première dimension de l'approche du vêtement militaire est une approche que l'on pourrait qualifier de descriptive ou sociale. Généralement dans les textes, nous trouvons des passages où les anarchistes et syndicalistes, lors de voyages dans des pays étrangers, rapportent les dimensions esthétiques des vêtements. En effet, nous pouvons émettre l'idée qu'ils se sentent obligés de décrire l'apparence des forces répressives étatiques. Par exemple, Pouget, pour parler des gardes suisses du Vatican, estime de manière humoristique et ironique qu'« aujourd'hui encore on appelle *Suisse*, le pipelet des richards ; et aussi l'espèce de grand escogriffe qui dans les églises des crétins, se balade frusqué tout de rouge, avec des galons de cuivre, un manche à balai dans les pattes »<sup>117</sup>. Il énonce ici aussi les rapports qui existent les armées et l'Église romaine. Dans les années 1910, pour les événements de Barcelone, André Michaux décrit les uniformes de la *guardia civil* responsable de la répression menée contre les

---

115 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 185-186.

116 *Ibid.*

117 Émile Pouget, « Les larbins suisses », *Le Père Peinard*, n° 24, pp. 7-8.

milieux socialistes et anarchistes : « De quelque côté que vous tourniez, vous apercevez toujours le chapeau en toile cirée et les cuirs jaune clair, tranchant sur l'uniforme noir, de la *guardia civil*. Et je ne cite là que la police qui se voit, qui se reconnaît »<sup>118</sup>. Ici, ils marquent la dimension répressive au sein même de l'espace urbain de l'interventionisme militaire. Nous pouvons émettre l'hypothèse qu'il s'agit d'une dimension informationnelle pour transmettre les connaissances des apparences des individus responsables de la répression auprès du lectorat. Cette dimension est encore plus marquante dans les années 1930 lors de la guerre civile espagnole où l'inverse se produit. En effet, la *guardia civil* abandonne l'uniforme pour la *salopette bleue* portée d'une certaine manière<sup>119</sup>. Cette perte de l'uniforme marque ainsi une perte de repères, malgré le fait que l'information circule au sein de la C.N.T.

Cependant, l'uniforme militaire possède une dimension plus ambivalente car le régime étatique oblige au service militaire et on ne peut pas forcément distinguer du premier coup d'œil, le caractère de la personnalité derrière l'habit. En effet, sous la Troisième République, l'enrôlement dans l'armée ne s'effectue plus au tirage au sort et devient obligatoire à partir de la loi Bertaux du 21 mars 1905<sup>120</sup>. Il faudrait ajouter aussi une nuance dans le mot « uniforme » car il y a aussi des différences d'ordre esthétiques et visuelles qui marquent la hiérarchisation dans les corps militaires. Cependant, pour le prolétaire et chez Pouget, il incarne la perte de l'identité individuelle avec l'attribution d'un numéro de matricule. Le prolétaire abandonne symboliquement sa dimension de classe en quittant ses « frusques de pékin ». Cet abandon participe d'un changement moral de l'individu s'accompagnant de la perte de « tout sentiment de dignité et de justice ». Plus concrètement, l'uniforme ne va pas à tous les individus ce qui accentue l'impression de ne pas être considéré comme une personne à part entière :

« En entrant, faut déposer ses frusques de pékin, et aussi tout sentiment de dignité et de justice. Là, y a plus mèche de se pousser du col, de se croire quelqu'un : les fistons ne sont plus qu'un matricule. On leur colle sur le râble une bonne grosse capote, taillée en sac ; s'ils sont grands, faut qu'ils enfouissent leurs guibolles dans un grimant trop court ; s'ils sont maigres, on les habille d'un pantalon d'hippopotame ; pour ce qui est de la tunique, elle comme elle peut ; quand au képi, en prévoyance d'un rétrécissement, on le choisit toujours deux fois trop grand. »<sup>121</sup>

---

118 André Michaux, « Retour de Barcelone », *La Vie ouvrière*, n° 2, 20 octobre 1909, p. 75.

119 Robert Louzon, « Espagne Révolutionnaire. Notes sur Barcelone (5 août 1936) », *La Révolution prolétarienne*, n° 228, 10 août 1936, p. 5.

120 Le projet de loi est publié au *Journal Officiel* le 23 mars 1905.

121 Émile Pouget [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896 – an 104* [« Farci de chouettes histoires, de galbeuses illustrations et d'une consultation sur l'avenir, dégoisée par une somnambule de la force de 36 chevaux de fiacre »], *op. cit.*, p. 38. [Je souligne]

Si l'ouvrier perd sa dimension individuelle, l'uniforme lui fait perdre même sa « conscience de classe pour certains syndicalistes. Il semble que cette approche est plus présente lors des années 1930 : la diffusion d'approches marxistes chez les syndicalistes révolutionnaires semble corrélée à cette idée de « conscience » par rapport à l'approche individualiste de Pouget. Combattre l'uniforme permet de rallier les ouvriers à leur classe afin de ne plus servir les intérêts de la bourgeoisie en fusillant, sous l'uniforme et par ordre hiérarchique ces « frères » :

« Que des soldats non mercenaires puissent, eux aussi, tirer sur le peuple, c'est bien évident ! Depuis Fourmies, l'histoire est là pour le montrer. Le degré de conscience de l'ouvrier-soldat est en fonction du degré de conscience de l'ouvrier tout court. Tant que la classe ouvrière n'a point acquis une conscience suffisante de sa solidarité de classe, tant qu'elle n'est point arrivée à la conviction qu'aucun devoir ne saurait prévaloir sur celui de cette solidarité, il se trouve des ouvriers sous l'uniforme qui n'osent point ne pas fusiller leurs frères – tout comme il s'en trouve, en civil, pour faire les jaunes. Mais ce qui est, c'est que, au fur et à mesure que la conscience de son devoir de classe grandit dans la classe ouvrière, cet accroissement de la conscience se manifeste chez le soldat non mercenaire. »<sup>122</sup>

La dimension antimilitariste de certains anarchistes et plus généralement d'autres formations politiques critique l'aspect guerrier du nationalisme. La présence constante de l'uniforme est la preuve visible de la militarisation de la société. Cet aspect militaire ressort lors de voyages dans des régimes autoritaires. En effet, il est évidemment présent chez les membres de l'armée mais elle a tendance à irriguer aussi la société plus généralement. Par exemple dans l'Italie fasciste mussolinienne, « l'esprit fasciste est toujours prédominant. On continue de porter l'uniforme ou l'insigne fasciste et on se salue à la romaine »<sup>123</sup>. Cependant, l'auteur semble remarquer qu'il existe des variations entre les différentes régions en Italie et plus particulièrement des villes car il s'agit généralement d'un phénomène urbain :

« Ce qui distingue de manière frappante l'Italie actuelle de celle d'autrefois, c'est le nombre d'uniformes qu'on voit dans les rues, Plusieurs villes suscitent chez le visiteur vraiment l'impression qu'il se trouve dans une immense caserne. C'est comme si tout le peuple italien avait échangé la mandoline pour le mousquet. Dans l'Italie méridionale, on voit plus d'uniformes que dans le Nord. Celui qui voyagerait de Messine à Milan pourrait avoir l'impression qu'il traverse deux pays entièrement différents, l'un se trouvant en état de guerre et l'autre en état de paix. La milice est même plutôt rare dans les rues des villes septentrionales. À Milan, j'ai pu marcher pendant des heures sans rencontrer un seul uniforme de milicien. On voit aussi moins d'insignes fascistes dans les villes du Nord que dans celles du Midi et le salut à la romaine ne s'y pratique guère. »<sup>124</sup>

---

122 R[obert]. L[ouzon]., « Les faits de la quinzaine. Comment, chez M. Renaudel, on écrit l'histoire », *La Révolution prolétarienne*, n° 141, 10 décembre 1932, p. 2.

123 I.T.F., « Mussolini va-t-il à sa perte ? », *La Révolution prolétarienne*, n° 203, 25 juillet 1935, p. 3.

124 *Ibid*, p. 4.

Même constat en Allemagne nazie, Henriette Minaire<sup>125</sup> rapporte que le phénomène de l'uniforme est extrêmement important à Berlin plus que dans d'autres villes. On retrouve aussi les distinctions militaires d'ordre symbolique :

« Ce qui est bien spécial à Berlin par contre, et qu'on ne trouve ni à Hambourg, ni à Brême, c'est l'aspect militaire que lui donnent tous les uniformes de soldats, d'officiers, S.A., S.S., jeunesses hitlériennes. Beaucoup de civils arborent les insignes du parti ou de l'« Arbeit front » et même les vendeurs de journaux portent la casquette plate et l'uniforme ! Tout cela est assez déplaisant pour quelqu'un qui a, comme moi, horreur de tout ce qui est militaire ; mais tout ce monde est d'une extrême correction et même d'une amabilité remarquable pour l'étranger. »<sup>126</sup>

L'importance du phénomène de la militarisation d'une société semble encore plus marquant quand il s'applique à la jeunesse d'un pays. En effet, il marque la possible durée dans le temps de cette dimension guerrière en transmettant cet ensemble de valeurs morales à la génération en devenir. On trouve ainsi cette critique de l'application de l'uniforme aux enfants soit à l'école soit dans les organisations de jeunesse. Cette critique accompagne aussi généralement des textes sur l'enseignement et l'éducation par les anarchistes<sup>127</sup>. Pour l'Allemagne nazie, Henriette Minaire regrette de voir qu'« on va au camp de travail entre 16 et 26 ans, de 6 à 16 ans l'enfance est canalisée dans les Jeunesses hitlériennes, et c'est assez triste de voir tous ces gamins en uniforme et drapeaux noirs défilés au pas dans les rues berlinoises »<sup>128</sup>. Même remarque pour M. Yvon en Russie qui regrette que « le 3 septembre [1935], un autre décret réorganise l'enseignement primaire et secondaire [...] [et] institue... le port obligatoire d'un *uniforme* à partir de 1936, comme si le pays n'était pas assez caserne »<sup>129</sup>. L'usage de l'uniforme est alors perçu comme une production de distinction entre les civils et l'armée prolongeant la vision de l'autorité construite par l'histoire de l'humanité :

« Au lieu d'un « camarade commandant » uniforme pour désigner n'importe quel supérieur, la jeune recrue rouge devra maintenant repérer rapidement et sans erreur les lieutenants, capitaines et colonels qui l'interpelleront. Par la même voie, on rétablit un maréchalat, que pourtant les derniers tsars avaient trouvé désuet, on baptise l'état-major d'« état-major général » de l'armée rouge et on défend aux civils

---

125 Ce nom apparaît dans une notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article101099>, notice BONNIN Charlotte par Claude Pennetier, version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 2 septembre 2020. [Consulté le 07/07/2022]. Henriette Minaire s'est rendue en Allemagne avec Charlotte Bonnin, syndicaliste aux P.T.T. Le compte-rendu de cette dernière a suscité des critiques car il y ressort un nationalisme et un antisémitisme.

126 Henriette Minaire, « Impressions d'Allemagne », *La Révolution prolétarienne*, n° 298, 10 juillet 1939, p. 13.

127 Nous pensons aux critiques de Sébastien Faure, Paul Robin, Francisco Ferrer ou Madeleine Vernet. Ce point sera approfondi dans les critiques de l'enseignement, les propositions libertaires et les débats inter-individuels.

128 Henriette Minaire, « Impressions d'Allemagne », *op. cit.*, p. 15.

129 Robert Guiheneuf [sous le pseudonyme de M. Yvon], « La vérité sur l'U.R.S.S. Le voyage des instituteurs », *La Révolution prolétarienne*, n° 215, 25 janvier 1936, p. 11.

le port de vêtement et insignes ressemblant de près ou de loin à ceux de l'armée ; il faut que le militaire « ressorte ». »<sup>130</sup>

Cette critique de l'uniforme s'applique aussi dans le cadre d'organisation censée être liée au mouvement ouvrier. Par exemple, Léon Clément regrette que le rouge devienne un signe de reconnaissance mais non plus d'adhésion à la proposition socialiste et communiste : « L'on pourrait également se demander : pourquoi cet uniforme ? Ce béret rouge ? Cette cravate rouge ? Et cette bannière encore plus rouge ? Pourquoi ce besoin de façade qui ne prouve pas que la mentalité des enfants soit supérieure ? Pourquoi ces exhibitions constantes ? »<sup>131</sup>

Il faut nuancer cette prise de position idéologique car au sein du mouvement anarchiste certains membres adhèrent à un bellicisme consenti lié à la dimension insurrectionnaliste. L'arrivée de la première guerre mondiale marque des divergences en son sein notamment avec le « manifeste des 17 » par lequel certains noms de l'anarchisme décideront de rejoindre l'« union sacrée » lors de la Première guerre mondiale<sup>132</sup> ou encore l'antifascisme guerrier (« guerre à la guerre ») lors des années 1930. Un anarchiste peut faire usage de la violence d'une manière organisée mais en dehors de l'uniforme et de la caserne. Par exemple, dans les années 1930, la C.N.T. espagnole « a réuni hier en un immense meeting les jeunes appelés pour les enrôler dans les milices, mais de refuser d'être soldat. « *Milices populaires, oui ; soldats encasernés et avec uniformes, non !* » »<sup>133</sup>

### *Titres et décorations*

Pour les anarchistes-sindicalistes, certains éléments culturels comme les décorations, titres et médailles permettent de rendre compte des individus qui ont servi le régime politique et économique de la bourgeoisie. Suivant cette logique, il s'agit d'éléments distinctifs qui les placent en porte-à-faux vis-à-vis du prolétariat. De plus, la décoration est souvent associée à une dimension militaire. En France, par exemple, la Légion d'Honneur est perçue comme un signe de compromission avec le régime politique. En effet, elle a été instituée le 18 juin 1802

---

130 Robert Guiheneuf [sous le pseudonyme de M. Yvon], « Le rétablissement des grades en U.R.S.S. », *La Révolution prolétarienne*, n° , 10 octobre 1935, p. 16.

131 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 91.

132 Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. 2. De 1914 à nos jours*, op. cit., pp. 9-23.

133 Robert Louzon, « Espagne Révolutionnaire. Notes sur Barcelone (5 août 1936) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 7.

par Napoléon Bonaparte et elle récompense les individus ayant rendu des « services éminents » à la « Nation ». Ainsi, lors de débats au Congrès de la Fédération du Livre, le secrétaire de la 21<sup>e</sup> section Sergent en opposition avec le délégué du Comité Central Keufer rappelle le fait que ce dernier possède la Légion d'Honneur comme d'autres dirigeants du Livre et qu'elle lui permet « de demander pour ses amis certaines satisfactions, décorations, places, etc »<sup>134</sup>. Aux yeux de Sergent, qui se situe dans une ligne révolutionnaire, la seule possession de cette distinction classe Keufer parmi les réformistes. De plus, il faut ajouter le fait que des insignes décoratifs, comme les médailles et récompenses, peuvent être attribuées par la soumission comme dans la hiérarchie militaire, comme les enseignants : « Au bout de six mois quelques-uns peuvent attraper les insignes de bonne conduite : ils portent alors un petit liseré rouge au collet du bourgeron de drap »<sup>135</sup>. Or, le refus idéologique d'un chef imposé ne peut que s'accompagner d'une telle dénonciation du système de récompense.

Dans le contexte soviétique, la même rhétorique est usitée pour dénoncer les pratiques militaires décoratives. En effet, M. Yvon estime que le régime tend à décorer ses héros. La quasi-totalité d'entre-eux sont issus des classes supérieures de la société et en aucun cas du prolétariat. Cependant, certains ouvriers sont décorés mais les textes les associent généralement avec l'idée d'une trahison de classe. Le régime soviétique décore lui aussi des producteurs artistico-culturels servant le régime et sa vision idéologique de la culture par le « réalisme socialiste » :

« Les promotions du 1<sup>er</sup> Mai. Comme ailleurs, pour la fête nationale il y a de nombreuses promotions, d'autant plus nombreuses que pendant les premières années de la Révolution la nouvelle classe dirigeante était encore trop informée pour s'occuper à décorer ses héros. On met les bouchées doubles pour rattraper le retard. La hiérarchie des décorations est déjà très compliquée : tout en haut, l'Ordre de Lénine ; puis celui de l'Étoile rouge, celui du Drapeau rouge, celui du Travail et différentes citations à l'ordre des divers fronts de la vie sociale. Qui décore-t-on ? Tout simplement des officiers, des hauts fonctionnaires (préfets, chefs de la Guépéou et autres), des capitaines d'industrie (directeurs et techniciens), des académiciens et des professeurs, des écrivains et artistes officiels, des héros nationaux (parachutistes, pilotes, etc.) et enfin des travailleurs de choc, assez peu d'ailleurs et des ordres inférieurs surtout, celui du Travail par exemple. La remise des décorations a lieu solennellement au Kremlin, avec discours et poignée de main du président du Comité Exécutif des Soviets, Kalinine. Cette année, on remarque comme curiosité l'attribution de l'ordre de Lénine aux professeurs Vorobiev et Zbarski pour « services exceptionnels rendus dans la conservation du corps de Lénine ». »<sup>136</sup>

---

134 François Marie, « Le Congrès de la Fédération du Livre », *La Vie ouvrière*, n° 21, 5 août 1910, p. 140. ; Nous n'avons pas trouvé de notice correspondante sur ce militant dans le Maitron : il s'agit, à priori, d'un militant syndicaliste révolutionnaire de la Fédération du Livre.

135 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., p. 41.

136 Robert Guiheneuf [sous le pseudonyme de M. Yvon], « Notes sur l'U.R.S.S. Deux discours », *La Révolution prolétarienne*, n° 201, 25 juin 1935, p. 12.

## 2 Dénoncer l'*habitus* culturel de la bourgeoisie

Dans les écrits anarchistes-syndicalistes, plusieurs manières permettent de penser la production et les pratiques culturelles de la bourgeoisie. En tant que classe dominante, la logique de la bourgeoisie est une logique de distinction d'une culture dominante par rapport à des cultures dominées dans un *habitus* de classe<sup>137</sup>. Les discours anarchistes-syndicalistes vont faire ressortir la manière dont cette classe est perçue par eux. Cette approche participe de la division de la société en classes antagonistes en corrélation avec leurs représentations idéologiques. Étant la classe possédante et dominante, les bourgeois n'ont généralement pas les mêmes milieux de vie, les mêmes pratiques culturelles et les mêmes possessions matérielles que les prolétaires. Cette distinction opère selon des lieux, certaines pratiques culturelles, certaines esthétiques et contenus culturels. Les anarchistes-syndicalistes vont mettre en lumière la manière dont ils se représentent cet *habitus* jouant sur la dénonciation et appuyant sur cette division suivant la « lutte de classe ». Pour Besnard, la séparation entre les deux classes permet la mise en lumière des possédants et capitalistes :

« Par contre, *tout individu qui vit, partiellement ou totalement, du produit du travail de son ou de ses semblables, qui occupe des salariés, appartient à l'autre classe, au capitalisme.* [...] De même, qu'un industriel emploie dix ouvriers ou dix mille, qu'un commerçant utilise quatre employés ou quatre cents ; qu'un financier brasse et fasse « fructifier » dix millions ou dix milliards ; qu'un propriétaire possède deux maisons ou vingt, tous ces individus appartiennent à la classe capitaliste. Les uns et les autres *ne vivent pas exclusivement du produit de leur travail* ; ils prélèvent sur le produit du travail d'autrui une part de la rétribution de celui-ci ; ils frustrent quelqu'un d'une partie de son effort pour s'enrichir ou pour vivre. »<sup>138</sup>

### 2.1 Les logiques de distinction symbolique

#### 2.1.1 Propriétés et bâti : dimension spatiale, économique et esthétique

##### *Représentations économiques et spatiales*

Dans les discours anarchistes-syndicalistes, plusieurs éléments rendent compte de la manière dont la propriété bâtie est perçue. Comme le bourgeois est d'abord le produit d'une

---

137 Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, *op. cit.*

138 Pierre Besnard, *Le Monde nouveau* [1932], s.l., Éditions du Monde libertaire, 2021 , pp. 26-27.



classe où l'aspect financier est central par rapport à l'aristocratie, les analyses font ressortir cette dimension économique. Dans une tradition marxienne, Pelloutier décrit les propriétés terriennes et les pense comme le fruit d'une « infrastructure » économique en s'appuyant sur des ouvrages existants figurant en références écrites et bibliographiques de *L'Ouvrier des Deux Mondes*. Il s'agit d'une démarche de connaissance sociale qui fournit des éléments critiques. En milieu rural, la concentration et la taille des propriétés sont généralement des points mis en avant par les auteurs. Le bâti architectural est inclus dans l'espace plus large de la propriété. En analysant la taille de propriétés agricoles anglaises, Pelloutier estime que celle-ci détermine les rapports sociaux entre les ouvriers et les possédants :

« En Angleterre, le travail agricole est autrement organisé. Tout d'abord, la petite propriété foncière et les fermes sont beaucoup plus étendues que les propriétés foncières et les fermes françaises de la même catégorie ; le propriétaire ou le fermier doit donc être possesseur de forts capitaux, ce qui met entre lui et ses ouvriers une distance inconnue entre les fermiers et les ouvriers agricoles du continent ; en second lieu, les ouvriers ne vivent point, comme en France, sous le toit du patron, ils ne participent point à la vie domestique et sont beaucoup plus ouvriers que *valets de ferme*. »<sup>139</sup>

De cette manière, ce qui distingue les habitations des prolétaires de celles de la bourgeoisie est une distinction spatiale. Une propriété bourgeoise, au-delà de son apparence esthétique, fournit d'abord un cadre spatial dû à sa nature économique. En effet, dans son analyse sur la région saxonne en Allemagne, Pelloutier émet le même jugement : « Les tout petits propriétaires ne possèdent, en dehors de leur maison, que quelques terres labourables d'une contenance de 10 à 12 arpents [...]. Les grands propriétaires possèdent des domaines d'au moins 50 hectares et logent leurs domestiques ou (quand ceux-ci se marient) leur permettent de se construire une maison sur le domaine : les propriétaires s'assurent ainsi la main-d'œuvre. »<sup>140</sup>. La taille apparaît comme un critère de jugement qui sépare les classes. Notre hypothèse est que, selon Pelloutier, la critique de la bourgeoisie doit passer par des critères objectifs et matériels pour fournir une dimension rationnelle à sa critique. Son intellectualisme le pousse à ne pas tomber dans la critique non fondée et de discours. En milieu urbain et notamment parisien, la détermination de l'espace bourgeois mêle différentes approches. Pouget énonce ainsi les espaces considérés comme ceux appartenant à la bourgeoisie : « On sort les putois de leurs sales turnes, et on les amène coucher chez Rothschild ou dans une

---

139 Fernand Pelloutier, « Le Trade-Unionisme en Angleterre. Les unions agricoles », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 5, 1<sup>er</sup> juin 1897, pp. 11-12.

140 Fernand Pelloutier, « L'Allemagne agricole. La Région Saxonne », *L'Ouvrier des Deux Mondes*, n° 17, 1<sup>er</sup> juillet 1898, p. 4.

campagne des Champs Élysées<sup>141</sup> ». Comme d'autres, Pouget perçoit cette partition spatiale de l'espace urbain parisien et le réinvestit pour en faire un critère de reconnaissance de classe. Dans un article de *La Révolution prolétarienne*, Jean de Grootte associe aussi le quartier du Marais, du « faubourg » comme un espace de la petite-bourgeoise l'associant au régime politique de la République :

« Et voilà l'histoire du faubourg ! Le faubourg des romantiques, de la bourgeoisie révolutionnaire, du libéralisme économique ! C'est l'histoire d'une classe qui doit et qui va se servir de la démocratie pour s'affirmer et dominer, d'une classe d'artisans, de boutiquiers, d'individualistes-nés. C'est l'histoire de la République, de leur République, et en vérité rien n'est plus typique, plus parfaitement édifiant, plus instructif, que d'assister à l'agonie de l'artisanat. Car ce faubourg là, le faubourg des artisans, n'est pas encore mort. Il lutte avec l'énergie du désespoir contre l'implacable trinité : urbanisme, machine, capital. Il ne cédera pas aux démolisseurs : il succombera. »<sup>142</sup>

On voit comment les représentations politiques et idéologiques des syndicalistes recourent des réalités géographiques et matérielles. En effet, les arrondissements et les quartiers déterminent certaines fonctions sociales : le nord et l'est logent les classes laborieuses, le Quartier latin les classes moyennes à capital symbolique (professions libérales, etc.), le centre les classes moyennes à capital financier (commerçants, etc.) et l'ouest les classes dominantes riches et rentières<sup>143</sup>. De plus, les quartiers de l'ouest parisien sont historiquement ceux des classes dominantes suivant des critères d'accès à des espaces urbains moins saturés. Cette aération de la ville permet à la bourgeoisie d'accéder à un meilleur confort de vie en réduisant la mortalité. Dans son ouvrage *La Vie Ouvrière* s'appuyant sur *Le Bulletin officiel de statistique*, Pelloutier compare les situations de la mortalité en fonction des espaces urbains. La « première catégorie », comprenant neuf arrondissement (« 1<sup>er</sup> Louvre », « 2<sup>e</sup> Bourse », « 3<sup>e</sup> Temple », « 4<sup>e</sup> Hôtel de Ville », « 6<sup>e</sup> Luxembourg », « 7<sup>e</sup> Palais-Bourbon », « 8<sup>e</sup> Élysée », « 9<sup>e</sup> Opéra », « 16<sup>e</sup> Passy ») a une mortalité inférieure de 33 % à la « troisième catégorie », comprenant cinq arrondissement (« 11<sup>e</sup> Popincourt », « 13<sup>e</sup> Gobelins », « 18<sup>e</sup> Montmartre », « 19<sup>e</sup> Buttes-Chaumont », « 20<sup>e</sup> Ménilmontant »)<sup>144</sup>. Les différences de mortalité sont liées aux développements de maladies dans ces quartiers. Les conditions de vie des quartiers bourgeois leur permettent donc une meilleure espérance de vie. Cette connaissance sociale

---

141 Émile Pouget, « Lard ou cochon », *Le Père Peinard*, art. cit., p. 4.

142 Jean de Grootte, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution Prolétarienne*, art. cit., p. 6.

143 Christophe Charle, *Paris, 'capitales' des XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 2021, p. 22.

144 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie Ouvrière en France*, Paris, Schleicher frères éditeurs, 1900, p. 243.

permet de connaître des moyens d'améliorer les conditions de vie des ouvriers et de faire de la bourgeoisie, une classe privilégiée dans ses conditions d'existence et pratiques.

### *Pratiques et esthétiques du bâti*

L'architecture tient une place de choix dans la critique spécifique de la bourgeoisie capitaliste. La production architecturale avec sa dimension sociale et sa visibilité publique incarne au mieux un aspect critiquable de cette société. En effet, elle est lieu d'une expression symbolique de la domination tant par le pouvoir politique qu'économique qui s'exprime à travers les différences marquées dans l'antagonisme de classes. La société capitaliste est capable de fournir de l'abondance mais elle ne veut pas redistribuer toute cette production commune. Un exemple, que propose Pouget en guise d'illustration, est celui de la modernité des Halles qui n'empêche pas des hommes de mourir de faim : « Comment au centre de Paris, à côté de cette sacrée carcasse de fer, où y a des cargaisons de boustifaille, un homme claque ! Un siècle après cette prise de la Bastille dont on nous serine les oreilles, un débard crève, le ventre vide, à côté de la cathédrale de la mangeaille »<sup>145</sup>. Les Halles, édifiées par l'architecte Victor Baltard sous Napoléon III, avec l'utilisation des matériaux comme le fer et le verre incarnent la modernité de la société proposée par la bourgeoisie<sup>146</sup>. Cette « cathédrale de la mangeaille » marque une dimension symbolique, voir culturelle de l'abondance. La « modernité » développe aussi des nouvelles techniques de construction donnant naissance à de nouvelles formes architecturales. Ainsi, la tour Eiffel, construite en 1889 pour l'Exposition Universelle, apparaît comme une incarnation de cette technicité, comme une « cathédrale de l'industrie ». Là encore, la comparaison avec la cathédrale accentue sa dimension culturelle alors même qu'elle côtoie l'héritage religieux. Dans les deux cas, aucune de ces formes ne plaît à Pouget car les bâtiments n'incarnent pas sa vision de la société. Cette technicité promue par la société ne réjouit pas l'auteur car elle ne répond pas à des besoins jugés plus prioritaires comme les conditions de vie du « populo » :

« Arrivé sur les quais, j'ai eu devant moi, un peu sur la gauche, la flèche qu'on dit épastrouillante de la Sainte-Chapelle, et vers la droite la tour Eiffel. [...] Et c'est encore parce que je suis du siècle prochain que je ne m'emballe pas non plus devant la tour Eiffel, cette cathédrale de l'industrie. Sa grande carcasse décharnée est bien

---

145 Émile Pouget, « *Le Père Peinard*, n° 1, 24 février 1889, p. 6.

146 Bertrand Lemoine, *L'architecture du fer : France, XIXe siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 1986, pp. 155-172.

l'image de notre garce de société, qui laisse ses meilleurs et plus utiles enfants crever la misère, tandis que les inutiles ont tout à gogo. Certes j'avais trouvé le temps mieux employé si les efforts dépensés à construire la grande tour l'avaient été à foutre à bas un des sales quartiers où vivent les ouvriers, et à élever à la place de belles maisons. »<sup>147</sup>

Ce qui est encore plus révoltant pour Pouget, c'est qu'un tel bâtiment, autre sa dimension esthétique critiquable, puisse être monnayé par des propriétaires en lien avec les droits à l'usage de l'image. Et ce, alors même qu'elle est le produit des ouvriers qui ont participé à sa construction :

« Mais en voici bien d'une autre ! [Joluzot] a acheté à Eiffel le monopole de sa tour. Personne que lui, ne pourra la reproduire ; pas même en pain d'épice ! Si j'étais lui, je ferais mieux : je foudrais un fourreau à la tour ; comme ça il y aurait davantage de monacos à empocher ; on casquerait, rien que pour la reluquer. Ce sont les pauvres bougres qui se sont tarabusté la caboche pour appliquer la tour à leur industrie, qui ne doivent pas être contents ! »<sup>148</sup>

En effet, est présente souvent l'idée que les prolétaires bâtissent les plus belles maisons et n'en font pas usage : « D'autres portent les pierres, gâchent le mortier, construisent des belles maisons – et couchent dans de sales turnes »<sup>149</sup>.

Pour les habitations, la description des bâtiments, en reprenant la terminologie féodale du château, permet de marquer une continuité entre la classe aristocratique et la classe bourgeoise. Le bâtiment bourgeois est généralement perçu comme la démonstration du statut social du propriétaire du lieu : « ces grands domaines dont ils tiraient orgueil et profit »<sup>150</sup>. Il est souvent construit après l'accumulation d'un capital financier qui doit transparaître dans la construction. Dans les enquêtes en milieu rural, comme chez Jean-Baptiste Platel<sup>151</sup>, militant CGT dans le syndicat du bouton d'Andeville, des maisons bourgeoises sont décrites comme de véritables « châteaux » : « En dix ans, des fortunes colossales se sont édifiées ; des châteaux se sont dressés à l'entrée de nos villages. Les Troisoeuifs, les Doudelle, les Marchand, qui connurent la plus noire misère, sont devenus millionnaires en quelques années. Ils sont les autorités du pays, les vrais maîtres »<sup>152</sup>. La taille indique aussi la domination que la bourgeoisie exerce sur les prolétaires. L'immensité des demeures est le corollaire de la

---

147 Émile Pouget, « La Foire du Champs-de-Mars », *Le Père Peinard*, n° 10, 28 avril 1889, pp. 1-2.

148 Émile Pouget, « Coups de tranchet. La dèche de Ji-Ji », *Le Père Peinard*, n° 3, 10 mars 1889, pp. 14-15.

149 Émile Pouget, « Noël ! Noël ! », *Le Père Peinard*, n° 44, 29 décembre 1889, p. 2.

150 Émile Pouget, Pataud Émile, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, p. 125.

151 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article84481>, notice PLATEL Jean-Baptiste, version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 29 septembre 2018. [Consulté le 16/09/2022]

152 Jean-Baptiste Platel, « La Grève des Boutonniers de l'Oise », *La Vie ouvrière*, n° 4, 20 novembre 1909, p. 227.

domesticité : « Les hôtels princiers des quartiers aristocratiques eux-mêmes, quoique aguichants d'aspect, n'étaient pas de pratique utilisation le confort n'y étant possible qu'avec le concours d'une nombreuse domesticité »<sup>153</sup>. En effet, dans les années 1910 dans les nouvelles banlieues, les grandes habitations bourgeoises sont souvent proches de marchés de travail avec des fonctions domestiques (domestiques, nourrices, blanchisseuses, couturières, jardiniers, ramoneurs, hommes à tout faire, travailleurs du bâtiment)<sup>154</sup>. Une remarque intéressante mais spéculative de Lucien Barbedette<sup>155</sup>, professeur de philosophie et éditeur anarchiste, indique que la taille du bâtiment permet la cohabitation du couple marié et la préservation du capital en évitant le divorce : « Parce qu'ils disposent de vastes demeures ou même de châteaux complètement distincts, les riches peuvent éviter les ennuis d'une pénible cohabitation. Mais, si le divorce intervenait chaque fois que les conjoints sont mal assortis, quelques ménages seulement subsisteraient »<sup>156</sup>.

Dans les années 1890, un anarchiste, comme Pouget, émet des remarques concernant la dimension colonisatrice du régime républicain durant les années 1879 à 1900<sup>157</sup>. En effet, un exemple de cet usage est celui de la maison bâtie pour Ferry, ministre de la Troisième République. Les républicains et socialistes bourgeois ne sont pas épargnés puisqu'il leur reproche de profiter de leurs postes politiques pour obtenir des avantages à travers leurs fonctions dans cette société notamment celle de la colonisation française :

« Et tenez, les amiches qui habitez Pantin, s'il vous est arrivé de passer boulevard des Italiens, vous avez vu à l'angle de la rue Drouot, une grande bâtisse tout à fait chouette, où Chouberski vient d'installer ses poêles à asphyxier. Pas qu'elle est superbe ? Eh bien, c'est [Ferry] qui l'a fait construire, sous le prête-nom de son frangin albert, avec l'os barboté au Tonkin. - Faut prenre note de ça les copains. Combien de cadavres qu'elle représente cette maison ? Au moins une montagne aussi haute qu'elle, elle a six étages, nom de dieu ! »<sup>158</sup>

La dimension financière de la bourgeoisie est ainsi réinvestie : elle n'est que le produit de l'exploitation d'autres hommes. La prise de conscience de la colonisation est liée symboliquement aux conditions de vie du prolétaire occidental avec une volonté réificatrice. Outre la taille des habitations, c'est aussi le nombre de propriétés et la nature de cette

---

153 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, pp. 146-149.

154 Susanna Magri, Christian Topalov, *Villes ouvrières, 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 23.

155 Sur ce collaborateur de la presse anarchiste, nous nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article156006>, notice BARBEDETTE Lucien, Émile, François [Dictionnaire des anarchistes] par Jean Maitron, Rolf Dupuy, version mise en ligne le 27 mars 2014, dernière modification le 10 octobre 2021. [Consulté le 12/07/2022]

156 Lucien Barbedette, « Libres propos », *Le Combat syndicaliste*, 31 janvier 1936, n° 142, p. 1.

157 Jean Meyer (dir.), *Histoire de la France coloniale*, Malakoff, Armand Colin, 2016, pp. 577- 674.

158 Émile Pouget, « Ferry-charogne », *Le Père Peinard*, n° 9, 21 avril 1889, pp. 6-7.

multiplicité qui est présent chez les anarchistes. Rappelons que, pour Besnard, un propriétaire appartient au capitalisme dès lors qu'il est en possession d'un minimum de deux propriétés<sup>159</sup>. La multiplicité suppose que le bâtiment possède une fonction d'usage autre que le logement : la rentabilité financière, notamment via les « immeubles de rapport » ou la villégiature<sup>160</sup>.

De plus, ces bâtiments renferment aussi toute la richesse sociale et culturelle produite par le prolétariat. L'initiative de percer ces coffres-forts symboliques n'est pas absente des discours de Pouget : « Et dire que nous sommes niguedouilles au point de ne pas comprendre qu'on devrait marcher sur ses palais et chambarder tout ce qu'il y a dedans. Car enfin, nom de dieu, je ne saurais trop le seriner, tout ses richesses nous ont été barbotées »<sup>161</sup>. La dimension insurrectionnelle est ici présente comme pour les bâtiments politiques. Pouget fait référence aux destructions des châteaux dans les campagnes en 1789<sup>162</sup> ou la Commune de Paris pour les Tuileries :

« La semaine dernière, nom d'une bombe, c'est pas une turne du populo, c'est le palais d'été de Popol, le roi en carton des Belges, qui a flambé. Mais flambé nom de dieu, d'épatante façon ! C'est comme si Ferré de la Commune de Paris eut dit : « Houst, flambez château de Laeken ! » [...] Le palais d'été de Popol a flambé, c'est très bien nom de dieu ! Mais à quand le palais d'hiver ? Y a rien de tel que de détruire les nids pour que les vautours ne nichent plus. Le palais des Tuileries détruit les rois n'ont pas pu venir s'y installer. »<sup>163</sup>

Les bâtiments de vie et les bâtiments publics sont ainsi corrélés dans l'esprit de Pouget incarnant chacun à leurs manières les éléments constitutifs de la bourgeoisie détentrice du pouvoir politique et économique.

### *Des lieux de sociabilité bourgeois*

Après avoir exploré les représentations associées aux bâtiments bourgeois de nature privée ou politique, les anarchistes vont percevoir des éléments de pratiques culturelles de la bourgeoisie. De cette manière, le bâtiment est associé à des pratiques sociales spécifiques. Comme classe dilettante, elle est la classe en mesure de posséder des villas de villégiature à la

---

159 Pierre Besnard, *Le Monde nouveau, op. cit.*, pp. 26-27.

160 Nous verrons comment le bâtiment est une première étape qui structure les pratiques de la bourgeoisie et du prolétariat aux yeux des anarchistes-syndicalistes dans les parties suivantes.

161 Émile Pouget, « Le roi des grinches », *Le Père peinard*, n° 8, 14 avril 1889, p. 4.

162 Émile Pouget, « La réunion des copains », n° 29, 8 septembre 1889, p. 7.

163 Émile Pouget, « Flambez palais ! », *Le Père Peinard*, n° 46, 19 février 1890, pp. 10-11.

campagne : « Entre tous les possédants, les plus effarés, les plus écrasés sous le poids des événements furent ceux ayant fui Paris ou les centres industriels pour se réfugier dans leurs villas ou châteaux. Ils étaient venus chercher le calme dans leurs terres, espérant y attendre sans encombre la fin de la tourmente »<sup>164</sup>. En effet, le terme de « villégiature » est un néologisme des années 1870. Il désigne la capacité d'effectuer « un séjour que l'on fait à la campagne pour s'y récréer ». Cette pratique s'est transmise de l'aristocratie à la bourgeoisie. La distinction entre la bourgeoisie des grandes métropoles et de province est une différence de possession : celle de province est propriétaire du lieu où elle se rend tandis que l'autre est dans la location de maison ou l'hôtel<sup>165</sup>. Aux yeux de Pouget, les hôtels permettent à la bourgeoisie de constituer ses réseaux d'influence avec leur dimension internationale. Beaucoup de lieux comme les hôtels et les restaurants sont des symboles d'une dimension internationale de cette classe : « Le vide se fit aussi dans les grands caravansérails internationaux, les hôtels somptueux, les restaurants selects, dans tous les lieux, mauvais et autres, où affluaient les étrangers de marque, où se désœuvraient les mondains et les gros sacs »<sup>166</sup>.

## 2.1.2 Entre-soi bourgeois et pratiques artistico-culturelles

### *Des pratiques culturelles de sociabilité*

La classe bourgeoise s'inscrit dans des pratiques culturelles particulières. Les festivités et les repas en sont souvent l'apanage. En effet, cette pratique de la soirée s'inscrit dans l'héritage du Second Empire et plus généralement de la bourgeoisie. En effet, la soirée en petit comité et les festivités supposent d'avoir à disposition un temps libre à occuper à partir de la moitié du XIXe siècle surtout sous la République. La pratique du salon apparaît comme un élément distinctif des classes dominantes où la musique prend une place importante<sup>167</sup>. Le repas revêt tant une dimension de sociabilité qu'une éthique et une esthétique de la pratique du repas<sup>168</sup>. Cette représentation irrigue les discours des anarchistes-sindicalistes : en opposition

---

164 Émile Pouget, Pataud Émile, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., p. 125.

165 Alain Corbin (dir.), *L'avènement des loisirs : 1850-1960*, Paris, Aubier, 1995, p. 91.

166 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., p. 65.

167 Myriam Chimènes, *Mécènes et musiciens : du salon au concert à Paris sous la IIIe République*, Paris, Fayard, 2004, Première partie. Espace privé : La musique ou les réjouissances de l'intimité

168 Pierre Bourdieu., *La Distinction*, op. cit., pp. 218-219.

au prolétaire qui ne dispose pas de son temps car happé dans le travail, le bourgeois en dispose pour des pratiques culturelles de sociabilité classiste : « Les aristos donnent des fêtes épastrouillantes : les grandes dames en falbalas font les bégueules dans les salons ; tout à l'heure ce monde de richards va aller s'empiffrer un tas de bonnes choses »<sup>169</sup>. Dans les écrits de Pouget, cette pratique de la fête est souvent mise en regard avec la misère. Il n'est pas rare qu'elle apparaisse dans un cadre plus large de pratiques et d'esthétiques jouant sur la différence entre le « bourgeois » et le « populaire » : « Et combien d'autres partent [en se suicidant] comme ceux-là ! Pendant ce temps, les bourgeois donnent des fêtes et les badauds vont devant l'église Saint-Philippe-du-Roule voir passer le duc de Luynes qui, après avoir fait une vie de polichinelle, épouse pour se recaler les millions de Mlle d'Uzès. Et parmi les grelotteux, les ventre-creux qui voient passer le cortège tout flambant, pas un n'a eu l'idée de foutre une pierre dans le carrosse »<sup>170</sup>. Cette pratique apparaît comme tellement distinctive qu'elle peut servir à mettre en lumière les individus qui ne sont plus aux intérêts des prolétaires. Pour Pouget, c'est, par exemple, le cas d'Yves Guyot, homme politique radical et député jusqu'en 1893 :

« Mardi y a eu un de ces gueuletons monstres, comme on n'en voit que trop depuis cette sacrée foire du Champ de Mars. [...] À l'époque de l'Ordre Moral, [Yves Guyot] était un brin pour le populo ; (c'est un des types que j'ai un peu gobés, dans ces temps anciens.) Il avait pondu un bouquins sur les mineurs, ou y a de chouettes choses, et il y engueulait passablement les grosses crapules d'exploiteurs : y a dans son roman un gros salop qui ressemble assez bien à l'Alphonse Rothschild ou au Schneider du Creusot : c'est M. de Torgnac. Tout ça c'est de l'histoire ancienne. Aujourd'hui Yves Guyot se fout des mineurs et boustifaille avec les Torganc... Naturellement à cette bande de crapules on avait préparé une chouette salle à manger, c'est le Palais de l'Industrie, cette énorme baraque à tout faire, qu'on avait pomponnée pour la circonstance. »<sup>171</sup>

De plus, les pratiques de fêtes dans les classes dominantes s'inscrivent aussi dans des lieux particuliers en lien avec d'autres pratiques de consommation culturelle : le Palais de l'Industrie a, en effet, été construit pour la première Exposition Universelle à Paris en 1855.

---

169 Émile Pouget, « Noël ! Noël ! », *Le Père Peinard*, n° 44, 29 décembre 1889, p. 1.

170 Émile Pouget, « Toujours la mistoufle ! », *Le Père Peinard*, n° 43, 22 décembre 1889, p. 12.

171 Émile Pouget, « Gueuleton royal », *Le Père Peinard*, n° 31, 22 septembre 1889, pp. 12-13.



## *Consommation culturelle et jouissance esthétique*

La première Exposition Universelle se déroule en 1851 à Londres. Sous la Troisième République, trois expositions ont lieu à Paris en 1889, en 1900 et en 1937<sup>172</sup>. Elles reposent essentiellement sur une fonction mercantile s'inscrivant dans un système de récompenses et soutenu progressivement par l'apparition de la publicité. De plus, elles diffusent aussi des représentations nationales, politiques et idéologiques au travers de la science et de la technique ainsi que certaines dimensions éducatives<sup>173</sup>. La dimension spectaculaire apparaît progressivement à partir des années 1870<sup>174</sup>. Pour Pouget, qui écrit sur les deux premières expositions, cette dimension mercantile et financière est bien présente avec la dimension d'exploitation du travail des ouvriers : l'Exposition universelle « n'a foutu de galette qu'aux singes ; et Jacques l'outil, aujourd'hui comme il y a six mois a toujours la peau de bique en vesse de loup »<sup>175</sup>. C'est la bourgeoisie qui tire profit de ces expositions et de cette consommation culturelle de la technique. À titre d'exemple, l'Exposition Universelle de 1889 a rapporté un bénéfice de huit millions de francs et celle de 1900, sept millions de francs sans compter les biens immobiliers<sup>176</sup>. Cette valorisation de la technique n'est pas perçue d'une manière entièrement positive. Pouget ne nie pas l'apport des techniques et des productions scientifiques valorisées dans ces expositions mais bien l'ordre de priorité accordé à celles-ci. Il lui apparaît inconcevable que la technique passe avant la satisfaction des besoins primordiaux des prolétaires :

« Comment nom de dieu ! On construit des tours Eiffel, on fait des Expositions ou l'on empile des bricoles plus épatantes que celles qui nous avaient épatés l'année d'avant. On fait des découvertes renversantes : on parle dans une boîte et la parole s'entend à des centaines de kilomètres ; on a des grosses machines qui vous balladent aussi vite que le vent ; on a toutes les inventions épastrouillantes de notre siècle, – sans compter les falsifications et les imitations de denrées. Oui, nom de dieu, on a tout ça. Et l'infernal, c'est qu'on n'a pas le moyen de donner à bouffer à tous ceux qui ont faim ! »<sup>177</sup>

---

172 Pour un aperçu historique des expositions universelles à l'échelle européenne, nous nous référons à l'ouvrage : Linda Aimone, Carlo Olmo, Philippe Olivier, *Les expositions universelles : 1851-1900*, Paris, Belin, 1993, 317 p.

173 Brigitte Schroeder-Gudehus, Anne Rasmussen, *Les fastes du progrès : le guide des expositions universelles, 1851-1992*, Paris, Flammarion, 1992, pp. 6-7.

174 Dominique Kalifa, *La culture de masse en France*, Paris, Éditions la Découverte, 2001, p. 49.

175 Émile Pouget, « Bouclée ! », *Le Père Peinard*, n° 38, 17 novembre 1889, p. 9.

176 Pour un aperçu des aspects organisationnels, nous nous référons aux contenus de l'ouvrage : Brigitte Schroeder-Gudehus, Anne Rasmussen, *Les fastes du progrès : le guide des expositions universelles, 1851-1992, op. cit.*, p. 112 ; p. 132.

177 Émile Pouget, « Le droit à la croustille », *Le Père Peinard*, n° 40, 1<sup>er</sup> décembre 1889, p. 11.

La technique devrait être au service de l'amélioration des conditions des travailleurs. Pour l'Exposition de 1937 et surtout pour l'Exposition coloniale de 1931<sup>178</sup>, la dimension anticolonialiste et antinationnaliste s'ajoute aux problématiques préexistantes et ressort dans les milieux libertaires et communistes<sup>179</sup>.

Au caractère exceptionnel des Expositions Universelles, s'ajoutent d'autres formes de pratiques de consommation d'objets culturels accessibles à tout moment et moins spectaculaires. À partir des années 1880, l'apparition et la multiplication des grands magasins essentiellement parisiens (Bon Marché, Louvre, Samaritaine, Galeries Lafayette, Grand Bazar, etc.) s'inscrit dans un agrandissement des espaces permis par les techniques constructives. Ces derniers, recevant dix milles visiteurs par jour dans les années 1880 jusqu'à dix-huit milles dans les années 1890, participent de la diffusion d'un mode de consommation de la bourgeoisie parisienne<sup>180</sup>. Chez Pouget et les syndicalistes, les mêmes critiques se retrouvent que pour le système des expositions comme la dimension mercantile exacerbée, l'abondance visuelle opposée à une réalité miséreuse : « Dans les grands magasins : aux *Plus Vastes*, au *Be-M*, chez *Ji-Ji*, on peut y flâner des heures et des heures, c'est plein de coins et de racoins où les belles lingeeries, les étoffes épaisses, les draps moelleux, les tapis, les dentelles, etc., etc., montent du plancher au plafond. Ah, nom de dieu ! On voit bien des choses dans la rue : mais quelquefois on y ramasse un purotin qui n'a pas croûté depuis deux jours »<sup>181</sup>. Les grands magasins posent également la question des conditions de travail notamment des confectionneuses et des vendeuses, obligées de travailler sur de larges amplitudes horaires, de dormir parfois sur les lieux, le port de charge ou le rapport aux produits chimiques.

Au cours du XIXe siècle, la notion d'« oisiveté » est perçue de plus en plus négativement. Cependant, la bourgeoisie apparaît comme la classe en capacité de disposer de son temps et de cumuler, à la fois, une activité professionnelle avec des loisirs<sup>182</sup>. Le théâtre tient une place importante pour rendre compte de la dimension culturelle dans la société du

---

178 Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Françoise Vergès, *La république coloniale : essai sur une utopie*, Paris, Albin Michel, 2003, pp. 110-115.

179 Cependant, malgré la présence de Daniel Guérin dans *La Révolution prolétarienne*, nous n'avons pas trouvé de références à cette exposition. Il faudrait ici élargir le corpus de presse pour se rendre compte des enjeux et des discours anticolonialiste sur de telles pratiques culturelles dans les milieux libertaires des années 1930.

180 Jean-Claude Daumas, *La révolution matérielle : une histoire de la consommation*, Paris, Flammarion, 2018, pp. 130-133. ; Pour une histoire des bâtiments et des usages par groupes sociaux, nous référons à l'ouvrage : Bernard Marrey, *Les grands magasins des origines à 1939*, Paris, Picard, 1979, 269 p.

181 Émile Pouget, *Almanach du Père Peinard pour 1896 - an 104*, op. cit., p. 62.

182 Alain Corbin (dir.), *L'avènement des loisirs : 1850-1960*, op. cit.

XIXe siècle. C'est ainsi que le phénomène touche largement les sociétés des grandes capitales européennes et participent de la « spectacularisation » de la société du XIXe siècle. La libéralisation du théâtre apporte une concurrence entre les salles de théâtre développant ainsi des différenciations entre les publics. En parallèle du théâtre traditionnel, se développent une « culture moyenne » (opérettes, revues, variétés), une « avant-garde » et un « théâtre populaire »<sup>183</sup>. Du point de vue de Pouget, les loisirs, dont font partie intégrante les pratiques artistiques et culturelles, semblent être au centre du mode de vie de cette classe : « Pendant ce temps, les magistrats et toute la grosse fripouillerie judiciaire s'amuse ; les chameaux bouffent bien, vont au théâtre, godaillent comme des bourgeois qu'ils sont. Et oui, ils s'amuse, les charognes ! Et le temps qu'ils ne passent pas à s'amuser, ils l'emploient à faire des misères aux pauvres bougres »<sup>184</sup>. En effet, cette classe accorderait plus d'importance à ses jouissances esthétiques qu'à celle du fonctionnement économique du pays. Ainsi, lors d'une grève, les bourgeois s'attardent seulement sur l'interruption du théâtre :

« Les privilégiés voyaient poindre le conflit d'un œil moins serein. Nulle humeur combative ne les secouait, nul idéal ne les réconfortait. Ils ne songeaient qu'à jouir sans trouble. Or, ce qu'ils voyaient de plus clair dans la grève dont ils étaient menacés, c'était la perturbation qu'elle allait apporter dans leur existence, leurs habitudes, leurs plaisirs. D'ailleurs, sauf dans les cas où leurs intérêts particuliers étaient directement en jeu, ils avaient tendance à apprécier les conflits sociaux, non d'après leur importance réelle, mais d'après les inquiétudes ou les dérangements qu'ils leur occasionnaient. Pour eux, la grève d'un quarteron de musiciens, qui les privait d'une représentation théâtrale, ou celle de quelques douzaines de garçons d'écurie de courses, qui déséquilibrait leurs paris, prenait des proportions plus graves qu'une grève de dockers immobilisant le trafic d'un grand port. On conçoit donc qu'ils fussent émus et effarés par la perspective d'une grève de tout ! »<sup>185</sup>

Ainsi, ce que Pouget dénonce ici c'est le peu de connaissance du fonctionnement économique du système capitaliste qui écrase le prolétaire et que la bourgeoisie masque dans les jouissances des productions artistiques. D'autres pratiques culturelles sont aussi un moyen de l'entre-soi de classe : par exemple, Pouget critique les pratiques des Salons de peinture avec la monstration de tableaux au Palais de l'Industrie. Le système des Salons évoque les pratiques de l'Ancien Régime que la bourgeoisie a repris à son propre compte : il sert une distinction sociale qui peut s'accommoder à toute classe dominante :

« En ont-ils fait du battage, ces jours-ci, tous les quotidiens avec le déballage de tableaux du Palais de l'Industrie. Sa Jean-foutrerie Carnot III y a été de sa ballade, avec accompagnement de « sa maison militaire » ; toute sa *cour* quoi ! Nom de dieu,

---

183 Christophe Charle, *Théâtres en capitales : naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne, 1860-1914*, Paris, Albin Michel, 2008, pp. 7-16.

184 Émile Pouget, « Contre les purotins », *Le Père Peinard*, n° 42, 15 décembre 1889, p. 6.

185 Émile Pouget, Émile Pataud, *op. cit.*, p. 22.

c'est gondolant, nous voilà tout à fait revenus, avec ce perruquier à la manque, à toute les gnoleries des rois. »<sup>186</sup>

Cependant, même si la dimension étatique lié aux Salons est encore présente, le mouvement de libéralisation des productions artistiques entraîne l'apparition d'autres salons comme le Salon des Indépendants en 1884 ou le Salon d'Automne en 1903<sup>187</sup>. La multiplication des salons s'inscrit aussi dans une dynamique de structuration du marché de l'art<sup>188</sup>. Cette critique du marché de l'art prend aussi sa place dans les discours anarchistes-syndicalistes sur leurs représentations de l'art.

### 2.1.3 Le vêtement bourgeois

S'intéresser au vêtement participe d'une histoire sociale et culturelle mêlant à la fois des considérations de consommations, des normes pratiques et esthétiques et leurs apparitions dans les représentations sociales. L'historien Philippe Perrot estime même « le vêtement consacre et rend visible les clivages, les hiérarchies et les solidarités selon un code garanti et pérennisé par la société »<sup>189</sup>. La description du vêtement s'inscrit dans un cadre historique déterminé qui modèle ses formes et ses usages. Selon lui, la forme et l'usage social du vêtement évolue tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce dernier entraîne une uniformisation du vêtement en lien avec les valeurs démocratiques. Il a tendance à réduire les différences ainsi que de s'accorder avec des valeurs individualistes en psychologisant l'apparence individuelle<sup>190</sup>

---

186 Émile Pouget, « Sans titre », *Le Père Peinard*, n° 11, 5 mai 1889, p. 7.

187 Gérard Monnier, *L'art et ses institutions en France : de la Révolution à nos jours*, op. cit., pp. 265-274.

188 Gérard Monnier, *L'art et ses institutions en France : de la Révolution à nos jours*, op. cit., pp. 276-283 ; Cynthia A. White, Harrison C. White, *La carrière des peintres au XIXe siècle : du système académique au marché des impressionnistes*, Paris, Flammarion, 1991, 166 p.

189 Philippe Perrot, *Les dessus et les dessous de la bourgeoisie : une histoire du vêtement au XIXe siècle*, Paris, Fayard, 1981, p. 17.

190 Frédéric Monneyron, *La frivolité essentielle : du vêtement et de la mode*, Paris, Presses universitaires de France, 2001, p. 23.

Le vêtement bourgeois est présent dans les écrits anarchistes plus que dans les discours syndicalistes. Il apparaît surtout sous la forme de discours littéraire notamment chez Pouget. La fonction descriptive du littéraire permet d'appréhender la manière dont l'objet-vêtement est perçu ou la manière dont on souhaite qu'il soit perçu. Chez Pouget, la dimension classiste est extrêmement mise en avant pour camper des personnages bourgeois ou prolétaire. Cette description s'inscrit plutôt dans une logique de dénonciation : le vêtement incarne, comme d'autres productions culturelles, le régime économique de la bourgeoisie. Cette distinction nourrit la représentation que se font les anarchistes des membres de la bourgeoisie. Dans la représentation de Pouget, « être frusqué comme un bourgeois », c'est porter « un tuyau de poêle, redingote et grimants noirs »<sup>191</sup>. Cette description exprime une réalité de l'habillement bourgeois masculin qui se construit autour du costume-tailleur incarnant une simplicité apparente soumise aux contraintes de la vie moderne comme les sports mais aussi la mode anglaise importée par John Redfern. Les vêtements portés sont généralement plus près du corps à partir des années 1880<sup>192</sup>. La couleur noire participe d'un « nouveau signe esthétique d'une nouvelle éthique fondée sur la volonté et le renoncement, l'épargne et le mérite »<sup>193</sup>. D'autres objets (gant, cravate, faux-col, manchette, plastron) participent toujours d'une expression de la volubilité et de l'agrément, issu de la société d'Ancien Régime, nourrissant une logique de la *distinction*<sup>194</sup>. La réalité sociale est évidemment bien plus complexe et les pratiques de distinction dans la bourgeoisie varient en fonction des différents groupes sociaux et leurs pratiques de consommation.

L'approche rhétorique des anarchistes est volontairement réificatrice pour mettre en exergue la dimension classiste de la société. Bien plus que l'habit en lui-même, le gros de la critique s'attache à la dimension sociale qui s'incarne dans le vêtement. Cette dimension symbolique mêle différentes idées : un entre-soi bourgeois qui met en avant le caractère conventionnel de l'habillement et de reconnaissance mutuelle, une symbolique de l'oisiveté et

---

191 Émile Pouget, « Le musée des horreurs (N° 2) », *Le Père Peinard*, n° 25, 11 août 1889, p. 16.

192 Jean-Claude Daumas, *La révolution matérielle : une histoire de la consommation*, *op. cit.*, pp. 143-144.

193 Philippe Perrot, *Les dessus et les dessous de la bourgeoisie : une histoire du vêtement au XIXe siècle*, *op. cit.*, p. 57.

194 *Ibid.*, p. 61.

une domination symbolique du prolétaire. En effet, dans un récit fantasmagorique, Pouget met en avant que les individus libérés du carcan bourgeois peuvent porter ce qu'ils souhaitent :

« A ce moment seulement, je commence à reluquer l'accoutrement des types qui m'entouraient. Mon vieux frangin, si tu avais vu ça, tu en aurais avalé ta chique : il y avait presque autant de costumes que d'individus, les uns étaient frusqués d'une blouse, ornée de dessins, les autres d'une veste de drap fin ; il y avait un grand à barbe d'or qui se balladait dans un costume du temps de François 1<sup>er</sup> ; parmi les femmes, les unes portaient de longs cheveux dévalant sur un peignoir, d'autres frisottées ou coiffées à la Ninon ; quelques-unes avaient un habillement à demi masculin. On sentait que ces gens-là se foutaient du qu'en dira-t-on, allaient, venaient, vivaient et s'habillaient comme ça leur plaisait. Toutefois, on voyait aussi à leurs allures, qu'ils avaient le mépris du compassé et du convenu : de véritables artisses, quoi ! Ainsi, j'avais beau ouvrir de plus en plus mes quinquets, je ne voyais ni tuyaux de poêle, ni les habits noirs, ni gants, ni chignons, ni faux-culs. »<sup>195</sup>

Plus que la reconnaissance entre bourgeois, il exprime aussi le signe de la hiérarchie sociale de la division de la société en classe. Il peut même incarner de manière extrême, en cette fin de siècle, une impunité du régime républicain :

« Le sergot toisa mon Dugourdeau des pieds à la tête. S'il l'eut trouvé moins bien frusqué, pour sûr, il eut foutu la patte dessus ; mais mon type, flambant des pieds à la tête, ressemblait beaucoup plus à un ministre des finances qu'à un vulgaire prolo. Aussi le flick eut-il de la politesse, il bafouilla quelques mots d'excuse au lieu de ronchonner comme un saligot, ainsi qu'ils en ont l'habitude quand c'est aux pauvres bougres qu'ils ont à faire. »<sup>196</sup>

Outre la dimension déjà évoquée d'avant-guerre, l'entre-deux-guerre, et notamment la situation en Russie bolchevique, pousse les syndicalistes à émettre un jugement sur la situation par ce biais du vêtement. Il persiste comme signe et comme moyen de jugement de situation extérieure. Les observateurs bourgeois, comme Georges Duhamel, y voit un moyen de rendre compte de l'évolution positive et de la réinstauration d'une classe bourgeoise et d'une stabilité d'un régime politique. Ainsi, après son retour de Moscou, « Duhamel peut avec tranquillité annoncer le refleurissement de la bourgeoisie : « À Moscou comme ailleurs, le vêtement de cérémonie reviendra. J'ai vu, pendant mon séjour, un smoking, un seul. On en verra vingt, l'an prochain. » (p. 128) »<sup>197</sup>. Au yeux du critique de cet ouvrage, le fait qu'un tel observateur puisse rapporter cet élément et qu'il le note dans ces impressions peut aider à percevoir une évolution de la révolution russe qui s'éloignerait de l'intérêt des travailleurs. Quelques années plus tard, la critique de la Russie bolchevique se fait plus forte dans les rangs

---

195 Émile Pouget, « Le musée des horreurs (N° 3) », *Le Père Peinard*, n° 26, 18 août 1889, pp. 14-15.

196 Émile Pouget, « (11) M. Dugourdeau à la recherche du meilleur des gouvernements », *Le Père Peinard*, n° 45, 12 janvier 1890, p. 16.

197 Anonyme, « À travers les livres. Georges Duhamel : *Le Voyage de Moscou* (Ed. Du Mercure de France). », *La Révolution prolétarienne*, 15 juillet 1928, p. 12.

de la C.G.T.S.R. Par exemple, le fait que les ambassadeurs reprennent l'apparence de la bourgeoisie, voir même à leurs yeux la dépasse en faste et en luxe, n'indique pas une bonne direction pour le caractère « prolétarien » du régime dirigeant :

« Mais il est loin le temps où « le voyou en casquette » Marty scandalisait la Chambre bourgeoise par son débraillé vestimentaire. À présent, Moscou lance la « mode », exige pour les soirées mondaines où brillent les parasites dictateurs de l'État « prolétarien », une tenue impeccable, une étiquette stricte. Les ambassadeurs du « camarade Staline » sont, à Paris, Genève et Londres, parmi les plus huppés. Bref, le nouveau pouvoir exhibe une platitude et un zèle de parvenu, afin de cacher sa fraîche « rotture ». »<sup>198</sup>

On voit aussi, à partir du milieu des années 1920, une dimension émerger, sous la plume d'auteurs dans la *Révolution prolétarienne* des questionnements sur la dimension occidentale et colonialiste de l'apparence bourgeoise avec, par exemple, l'interview de Gandhi par Daniel Guérin<sup>199</sup>, militant anarchiste et anticolonialiste : « Pourquoi avez-vous abandonné le costume européen après l'avoir porté durant de longues années ? - Parce qu'il m'était impossible de m'unir complètement, intimement, avec la masse de mes compatriotes humbles si je portais des vêtements européens ; et aussi parce que ces vêtements sont complètement inadéquats au climat de l'Inde »<sup>200</sup>. Daniel Guérin fait parti d'auteurs qui se font l'écho de ces problématiques dans les milieux libertaires des années 1930.

Au cours de notre période, les discours varient aussi selon un paradigme de genre qui, même s'ils se recourent, sous-tendent des discours spécifiques. En effet, le XIX<sup>e</sup> siècle participe aussi d'un dimorphisme sexuel plus important : d'un côté, l'austérité masculine tandis que l'usage féminin se développe autour de l'idée de frivolité dans les milieux de la bourgeoisie<sup>201</sup>. Cette dimension genrée du vêtement apparaît dans certains discours, notamment son lien avec le système marchand et la futilité. En effet, le vêtement féminin au XIX<sup>e</sup> siècle est soutenu par un système de la presse féminine ainsi que les grands magasins. Le vêtement féminin, comme objet de consommation, apparaît aussi comme un objet de distinction de la bourgeoisie ; même de manière peut-être plus visible étant donné son caractère ostentatoire.

---

198 La Griffe, « Ils se civilisent », *Le Combat syndicaliste*, n° 142, 31 janvier 1936, p. 2.

199 Pour des éléments biographiques, nous référerons à la notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article24776>, notice GUÉRIN Daniel, Eugène, Edmond par David Berry, Jean Maitron, version mise en ligne le 1er mars 2009, dernière modification le 24 octobre 2020. [consulté le 12/04/2022]

200 Daniel Guérin, « Gandhi à Paris », *La Révolution prolétarienne*, n° 122, 5 décembre 1931, p. 21.

201 Frédéric Monneyron, *La frivolité essentielle : du vêtement et de la mode*, op. cit., p. 26.

La dimension de genre apparaît aussi dans la teneur même de la production du discours. En effet, les auteurs étant majoritairement des hommes, ils prolongent l'association symbolique de l'aspect esthétique féminin avec le vêtement. Dans le récit utopique de Pouget, en éliminant la dimension mercantile, la société libertaire a fait disparaître « la mode » mais la femme porte toujours un attrait pour le vêtement :

« La femme n'avait pas, sous prétexte de simplicité, renoncé aux belles étoffes, aux attifements et aux fanfreluches. Il ne lui déplaisait pas, après s'être orné l'esprit, de parer son corps. Mais, elle n'était plus l'esclave de la mode. La disparition du commerce avait entraîné sa ruine, – au profit du goût. Désormais, elle s'habillait avec recherche, raisonnait ses parures, savait se les harmoniser. En cela consistait sa supériorité élégante, et plus non en l'exhibition de dispendieuses toilettes qui extériorisaient la richesse, et non le goût. »<sup>202</sup>

Finalement ce qui dépasse cette vision genrée mais que l'on peut appliquer à Pouget<sup>203</sup>, c'est qu'il attend que le vêtement n'exprime plus une distinction de la richesse mais du « goût » de la simplicité qui est, finalement, un mouvement de la conception générale du vêtement au XIXe siècle. Toutefois, l'enjeu de l'habillement n'est plus une priorité mais passe après une dimension intellectuelle sur un modèle complémentaire. L'habit ne doit pas être survalorisé par rapport à l'intellectuel.

#### *Fonctions sociales « bourgeoises »*

Dans une société, l'habillement prolonge une place symbolique de classe car le vêtement renseigne sur des origines sociales et culturelles. Pour les anarchistes-syndicalistes, certaines fonctions ou statuts sociaux sont transmis par des vêtements particuliers comme les juges, les politiciens, les religieux ou les militaires. Ces quatre corps de métiers sont considérés comme des fonctions sociales nuisibles et perceptibles par le vêtement. Pouget ironise en avançant que ces fonctions, avec leur habillement spécifique, ont un côté carnavalesque :

« Un tas de jean-foutre, qui vivent déguisés d'un bout de l'an à l'autre, n'auront pas à se fiche en frais, pour être en costumes de carnaval. *Primo*, c'est la frocaille : moines moinillants, nonnes et nonnains, évêques, curés, vicaires, cagots et ostrogots... au total tout le paquet de la puante ratiochonnerie. *Deuxièmo*, c'est leurs

202 Pouget Émile, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, pp. 292-293.

203 Il faudrait comparer cette analyse de Pouget avec des auteures anarchistes. L'usage de leurs vêtements et des revendications qui en découlent ne sont nécessairement pas les mêmes. Par exemple, Madeleine Pelletier prône plutôt un rapprochement entre les vêtements masculins et féminins.



copains, en juponnés comme eux, les marchands d'injustices : chats-fourrés, grippe-minauds, chicanous, avocats-brêchreurs, et toute la vermine qui vit de leur maudit métier. *Troisième*, c'est les militaires : les ronchonnot, les vieilles badernes, les culottes de peau, depuis l'adjuvache jusqu'aux généraux, tous ces massacreurs patentés, baladant leur ferblanterie en plein soleil – avec beaucoup de rouge sur leurs frusques théâtrales, afin que le raisiné du populo qu'ils ne se privent pas de faire giseler, ne fasse pas tâche dessus. Puis, c'est les polichinelles de la politiquerie : quoique n'étant pas costumés ces birbes-là n'en sont pas moins des pierrots de carnaval. »<sup>204</sup>

En effet, ces habits sont généralement associées aux idées de carnaval, de théâtre et de déguisement. L'idée de comparer le parlementarisme avec une représentation théâtrale est présente dans certains textes anarchistes. Le but est de décrédibiliser l'action parlementaire en révélant le caractère factice supposé des interventions à l'Assemblée Nationale mais aussi dans les palais de justice. Ainsi, Pouget parle d'un procès comme d'une « représentation »<sup>205</sup>, terme associé à l'idée théâtrale.

Concernant les politiciens, l'Assemblée est un lieu qui est construit pour exclure les ouvriers du régime politique en excluant les porteurs de blouse de la vie politique. Pouget rapporte une anecdote où deux ouvriers en blouse ont tenté de pénétrer « le temple législatif » avant de se faire exclure. La blouse que porte Thivrier n'est qu'un costume qui participe de la dimension théâtrale du lieu :

« Quand du temps de Louis-Philippe, on avait foutu par le gueule à ce salop que « la blouse n'entre pas dans le palais des rois » y avait plus rien à dire contre la royauté. Aujourd'hui, nom de dieu, il y a du changement ! Y a deux jours quelques ouvriers se sont payé la fantaisie d'aller à l'Aquarium, comme ils vont à l'atelier, avec leur blouse, foutue sur un tricot ou un gilet. Ah, mes amis, ce que les larbins les ont secoué ! Illico on les a fait déguerpir, leur faisant honte de leur audace : « Voyons le temple législatif n'est pas une écurie ? - Mais Thivrier entre bien en blouse, qu'ils ont voulu répliquer. - Tarata, ça ne signifie rien ; Thivrier n'est pas un ouvrier, et puis au dessous de sa blouse il a une chouette redingote. » Ah, pauvres gobeurs ! Enfin vous savez maintenant à quoi vous en tenir : c'est pas une raison parce que Thivrier fait le fumiste en blouse, pour que les ouvriers puissent se payer une représentation à l'Aquarium frusqués en blouse, eux aussi. »<sup>206</sup>

En effet, Thivrier est un député socialiste et républicain, proche majoritairement du POF puis du Comité Central révolutionnaire des « blanquistes ». Son port de blouse a l'Assemblée a fait des débats au-delà des cercles anarchistes et lui est associé l'image du « député en blouse »<sup>207</sup>.

---

204 Émile Pouget [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1894*, Paris, Aux bureaux du Père Peinard, s.d. [1893], p. 9.

205 Émile Pouget, « Ma ballade au palais d'injustice », *art. cit.*, pp. 3-4.

206 Émile Pouget, « Coups de tranchet – Égalité, mince de colle ! », *Le Père Peinard*, n° 40, 1<sup>er</sup> décembre 1889, p. 14.

207 Ces informations sont tirées de la notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article9003>, notice THIVRIER Christophe par Justinien Raymond, version mise en ligne le 30 juin 2008, dernière modification le 29 juin 2018. [Consulté le 11/07/2022]

Pour Pouget, il n'est plus un ouvrier dans la mesure où il a accédé à l'Assemblée Nationale : le vêtement n'est plus une distinction sociale mais un faire-valoir « fumiste » politicien. L'entrée de la « blouse » n'entraîne pas de changement pour les conditions de vie des ouvriers. En effet, cette entrée à l'Assemblée s'est déjà déroulée sous la Deuxième République en 1849 avec la figure de Martin Nadaud<sup>208</sup> devenu « un gros sénateur bourgeois » et proche, à l'époque de Pouget, des opportunistes :

« Hélas, nom de dieu, faut nous contenter de la blouse de Thivrier. Mais tu sais, Thivrier, faut pas te monter le bobèchon ; t'as rien inventé. Martin Nadaud, qui était aussi *ouvrier* que toi (il faisait le sale métier de marchandeur dans le bâtiment et exploitait rudement ses ouvriers,) est allé à la Chambre de 1849 en blouse, seulement elle était blanche, vu son *métier* de maçon. À l'époque ça frimait bien, le populo coupait dans le pont. Un autre bouffe-galette, rappliquait avec des sabots aux pattes ; un autre qui était caporal, avait ses frusques de troubade. Vois-tu, c'est mauvais signe que d'affecter de se foutre en vedette par le costume. Nadaud, qui avait une blouse blanche a mal tourné, c'est un gros sénateur bourgeois aujourd'hui ; - tu tourneras mal aussi avec ta blouse. »<sup>209</sup>

Ce qui ressort de la vision de Pouget de la blouse à la députation est l'idée d'une incompatibilité entre les deux éléments malgré une bonne volonté des acteurs. Le port de la blouse ne change pas radicalement les rapports économiques entre les deux classes.

Une autre figure que l'on trouve critiquée par Pouget est celle de l'étudiant. Il raconte, par exemple, cette anecdote des étudiants commençant à mettre des bérêts pour se distinguer du « populo ». La figure de l'étudiant apparaît à partir des années 1870 avec la mise en place des bourses<sup>210</sup>. En 1914, le nombre d'étudiants atteint quarante-deux milles<sup>211</sup> et favorable aux classes dominantes essentiellement parisiennes<sup>212</sup>. Après une tentative d'appropriation symbolique des ouvriers, les étudiants déposent le modèle pour conserver cet élément distinctif :

« Y a deux mois, les bons bougres comme Bibi, ont vu avec épatement se ballader sur le Boul' Mich', au Luxembourg et autres parages, des jeunes ganzes quasi tous sans poil sous le nez, coiffés d'un gigantesque béret de velours, avec un ruban rouge, jaune ou vert. Milles bombes, que je me dis, c'est pourtant pas encore Mardi gras. Est-ce que cette année les chienlits seraient en avance ? C'était tout bonnement messieurs les escholiers qu'avaient voulu se distinguer des calicots, des ouvriers et, en général, de tous les gas qui n'ont pas usé leurs grimpants sur les bancs des collèges, qu'ils désignent sous le nom méprisant de *philistins*. [...] En vrais

---

208 Pour des éléments biographiques sur ce militant de la première moitié du XIXe siècle, nous référons à la notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article24353>, notice NADAUD Martin par Jean Maitron, version mise en ligne le 26 janvier 2009, dernière modification le 17 mai 2018. [Consulté le 11/07/2022]

209 Émile Pouget, « La blouse de Thivrier », *Le Père Peinard*, n° 38, 24 novembre 1889, pp. 6-7.

210 Françoise Mayeur, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. Tome III, De la Révolution à l'École républicaine, 1789-1930*, Paris, Perrin, 2004, p. 629.

211 *Ibid*, p. 628.

212 *Ibid*, p. 632.

bourgeoisillons, ils en pincent pour la propriété ; ils ont voulu se réserver celle du béret en faisant déposer le modèle par le chapelier. En outre il ne pourra en vendre qu'aux nigeudouilles qui exhiberont une carte d'étudiant. Ils croient donc que le peuple leur envie le titre d'étudiant. Tas de feignants, d'assistés, continuez donc à vous séparer des peinardeux : - au moins au grand jour de la Sociale vous serez salement noblés. »<sup>213</sup>

Pouget énonce ici la volonté distinctive des « bourgeoisillons » par le vêtement. Cette volonté précoce participe aussi de la structuration des identités de classe à travers diverses pratiques. Le caractère distinctif du vêtement pourrait devenir important lors de « la Sociale » qui leur auront fait choisir un camp qui ne serait pas celui du prolétariat.

En tant qu'anarchiste, il critique de manière ironique d'autres habits, symboles d'alliés de la bourgeoisie. C'est, par exemple, le cas des procureurs et plus largement de toutes les fonctions judiciaires : « Si *Impérial* que vous soyez, toi et ton mufler de copain qui fait le sale métier de procureur vous ne faites peur à personne. À peine si votre robe rouge et noire pourrait servir, avec vous dedans, à effaroucher les moineaux dans un champ de blé »<sup>214</sup>. Il critique la robe rouge et noire des procureurs qui serait un mélange entre la soutane religieuse et le manteau rouge royal. À cela s'ajoute une dimension distinctive et hiérarchique sous le Premier Empire et l'organisation des différents types de cours (cour de cassation, cour d'appel, tribunaux de première instance)<sup>215</sup>. L'autre pan de la domination est la domination morale et intellectuelle à travers les figures des religieux et de leur habillement. En parlant de la religion chrétienne comme appartenant au passé, Pouget présente le religieux comme un « charlatan » : « Regarde, sur ce grand tableau à ta droite, tous ces pauvres fous se précipiter devant un charlatan vêtu d'une robe de femme, qui leur distribue de grands pains à cacheter. Ils les avalent avec empressement, se figurant qu'ils absorbent leur dieu et qu'ils s'identifient avec lui »<sup>216</sup>. Ici, la dimension de genre ressort puisqu'il compare la bure à une robe. L'idée d'une stratégie de dissimulation est ici évoquée. Un homme ne devrait pas porter de

---

213 Émile Pouget, « Le béret des étudiants », *Le Père Peinard*, n° 7, 7 avril 1889, pp. 7-8.

214 Émile Pouget, « Les affiches du Père Peinard », *Le Père Peinard*, n° 25, 11 août 1889, p. 14.

215 Ces informations restent très lacunaires et non sourcées mais apparaissent sur une page internet du Ministère de la Justice : <https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.ca-paris.justice.fr%2Findex.php%3Frubrique%3D11126#federation=archive.wikiwix.com>

216 Émile Pouget, « Le musée des Horreurs (N° 6) », *Le Père Peinard*, n° 29, 8 septembre 1889, p. 16.

## 2.2 L'envers des productions culturelles : domination du prolétaire

### 2.2.1 Habitations et domination

Même si la France reste un pays très rural sous la Troisième République, certaines régions s'industrialisent autour d'activités spécifiques en fonction de ressources exploitables comme la houille. Cette première industrialisation met en place des architectures spécifiques autour du type usinier<sup>217</sup>. Elle s'inscrit plus généralement dans l'architecture de fer du XIXe siècle<sup>218</sup>. Dans les années 1910, certains articles, comme celui d'Adolphe Chalbos<sup>219</sup>, coiffeur, socialiste et militant CGT en Meurthe-et-Moselle, se font écho de cette industrialisation dans les extractions minières au Creusot autour de la famille Schneider ou les verreries autour d'Auboué en décrivant généralement le lieu de vie des ouvriers. La description de l'usine tient généralement une place dans le développement de l'article. Pendant la période d'avant-guerre, ces discours émergent dans des contextes de revendications ouvrières et sont généralement associées à des descriptions de conditions de travail et de déclenchements de grèves. Elle n'apparaît pas seulement chez les syndicalistes et s'intègre dans un discours plus général sur les conditions de vie dans ces usines. On peut y voir une influence des prises de conscience de l'impact humain sur son environnement notamment par les « nuisances » en lien avec l'industrialisation<sup>220</sup>. Autour des usines, le patronat industriel construit des logements pour la main d'œuvre. Les « cités ouvrières » sont le fruit de descriptions dont la majorité sont perçues comme un espace de domination et comparées à des casernes ou à des bagnes. Pour montrer la démographie changeante, Alphonse Merrheim, ouvrier chaudronnier et militant de la Fédération des Métaux à la CGT<sup>221</sup>, propose ainsi les descriptions de ces nouveaux centres industriels est inscrit dans une dynamique historicisant :

« Le développement du Bassin de Briey, plus encore que ceux de Longwy et de Nancy, a nécessité la construction de véritables casernes appelées cités ouvrières. Cela s'explique aisément quand on pense que certains hameaux comme celui de

---

217 Patrick Verley, *La Révolution Industrielle*, Paris, Gallimard, 1997, pp. 147-151.

218 Bertrand Lemoine, *L'architecture du fer : France, XIXe siècle, op. cit.*, pp. 207-218.

219 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article78799>, notice CHALBOS Adolphe, dit Blanchard Léonce, version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 21 avril 2016. [Consulté le 16/09/2022]

220 Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle : France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2010, 403 p.

221 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article73732>, notice MERRHEIM Alphonse, Adolphe par Henri Dubief, version mise en ligne le 1er septembre 2009, dernière modification le 6 février 2020. [Consulté le 16/09/2022]

Mancieulles, qui comptait auparavant 150 habitants, en a aujourd'hui plus de 1.500. Lorsque toutes les concessions et usines métallurgiques seront en exploitation, ce sera bien autre chose : c'est 30 à 35.000 travailleurs, qu'il faudra loger dans cette région où il n'existe presque pas d'habitations actuellement. Il en est des cités ouvrières comme des économats-coopératives, des caisses de secours et de retraites ; elles sont pour les Sociétés un moyen de division et de domination. »<sup>222</sup>

Les propriétaires terriens ont contraint les habitants à s'enrôler dans ces nouvelles usines et cela ne révèle en aucun cas d'une initiative ouvrière. Ces logements sont dénoncés par les syndicalistes qui y perçoivent une dépendance plus forte à l'égard du patronat dans la mesure où elles relèvent de l'initiative privée réformatrice, philanthropique et paternaliste depuis les années 1850. Elles soulèvent aussi des préoccupations morales sur le contrôle des ouvriers<sup>223</sup>. À leurs yeux, cette dimension n'a toujours pas disparu au tournant du siècle. En effet, depuis l'année 1889, la Société française des HBM veut fournir un cadre législatif à ces approches privées dont les premiers jalons sont pensés comme moyen de combattre le socialisme<sup>224</sup>.

En plus des dominations d'ordre macro-sociales, les auteurs rapportent des éléments plus quotidiens qu'ils jugent être des preuves de cette emprise patronale sur les ouvriers : contrats de location ou règlements. Dans les premiers, par exemple, il est écrit que les habitants ne peuvent pas modifier la forme de leurs appartements ou encore de recevoir des convives dans son espace<sup>225</sup>. Paul Delesalle, dans son article sur les conditions de travail des ouvriers en instrument de précision, fournit un exemple de règlement d'atelier. Celui-ci n'est pas un règlement législatif mais une volonté patronale. Une pratique sociale comme le chant ou tout simplement de « causer » est proscrite :

« La discipline, le maintien du bon ordre, la police intérieure de l'atelier sont établies par des règlements. Nous ne saurions mieux faire, pour l'édification de nos lecteurs, que d'en donner quelques exemples : [...] Il est expressément défendu de **causer**, de **fumer**, de crier, de chanter pendant les heures de travail. Tout ouvrier contrevenant au présent règlement s'expose à un **renvoi immédiat**. »<sup>226</sup>

La volonté d'opprimer une forme de « culture populaire » est ici bien présente. Cet article, inséré dans les numéros de 12 à 15 de *L'Ouvrier des deux mondes*, sera ensuite publié comme premier numéro de la « Petite bibliothèque économique » mettant en lumière une volonté de

---

222 A[lphonse]. Merrheim, « Les serfs de Meurthe-et-Moselle », *La Vie ouvrière*, n° 23, 5 septembre 1910, p. 276.

223 Jean-Marc Stébé, *Le logement social en France : 1789 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2013, pp. 35-44.

224 *Ibid.*

225 A[lphonse]. Merrheim, « Les serfs de Meurthe-et-Moselle », *La Vie ouvrière*, *op. cit.*, pp. 277-279. Nous avons reproduits les exemples donnés dans les annexes.

226 Paul Delesalle, « L'industrie mécanique de précision (Suite) », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 14, 1<sup>er</sup> avril 1898, p. 8.

diffusion<sup>227</sup>. Cette domination transparait sous d'autres rôles en créant artificiellement d'autres problèmes. La description insiste aussi sur la dimension morale où le lieu même participe de l'apathie des ouvriers face à l'exploitation. Il faut, sans doute, y percevoir un discours anarchiste se mêlant avec le contexte de la grève générale, de l'action directe et de la forme du journal de Pouget : « En outre, un tas de grévistes s'enfermaient dans leurs piaules et regardaient des heures au plafond, espérant peut-être que les réformes descendraient par là »<sup>228</sup>. Cette forme de discours disparaît dans la presse postérieure avec le côté sérieux plus affiché avec la structuration et l'essor du mouvement syndical. La propriété ouvrière d'habitats issus de la production des HBM n'est pas non plus perçue comme un espace d'indépendance vis-à-vis du patronat : « L'habitation à bon marché qu'on doit imposer, c'est celle qui laissera l'ouvrier libre de quitter son usine, une mine, une localité, le travail quand il voudra, sans y être rivé par « une propriété » qui ne lui appartient pas, ou lui appartient seulement au bout de 25 ou 30 ans, c'est-à-dire quand il a un pied dans la tombe »<sup>229</sup>. Une dimension allant à l'encontre de la constitution symbolique d'une unité ouvrière peut s'exprimer dans les bâtiments même : la cité ouvrière est aussi le lieu de la division et de la « nationalisation » des ouvriers : « De divisions, car le raffinement de précautions est poussé jusqu'à isoler les nationalistes dans des cités particulières. Ainsi, à Tucquegnieux, les cités où logent les Italiens sont situées à deux kilomètres de celles des ouvriers français. Il en est de même avec les Belges. »<sup>230</sup>. La disposition des bâtiments participent de la « nationalisation » des ouvriers.

### 2.2.2 Les conditions des travailleurs artistico-culturels

Avec l'émergence de la C.G.T. au tournant du siècle, les ouvriers représentés par les syndicats souhaitent mettre en lumière les problèmes spécifiques à leurs conditions de production. Ce discours est surtout jusqu'à la Première guerre mondiale, un discours d'une élite ouvrière car le taux de syndicalisation reste faible, hors des métiers à héritage artisanal. Toutefois, est sous-jacente l'idée que la lutte et la grève par une minorité peuvent servir à

---

227 Paul Delesalle, *Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris*, Paris, s.ed., 1899, 35 p.

228 Émile Pouget, « Hardi, les Alboches ! », *Le Père Peinard*, n° 42, dimanche 15 décembre 1889, p. 3.

229 A[lphonse]. Merrheim, « L'affaire de l'Ouenza (Suite) », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 361-362.

230 A[lphonse] Merrheim, « Les serfs de Meurthe-et-Moselle », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 276.

l'ensemble de la profession, voir plus largement par l'exemple. Avec l'importance que prend le syndicalisme après la Première guerre mondiale, cette logique de mettre en lumière les problèmes des conditions de travail est encore plus prégnante dans toutes les branches et fédérations. Aux yeux des syndicalistes, c'est la volonté de grouper les individus autour de valeurs socio-économiques qui déterminent les discours sur les professions. Cette approche permet d'élargir le discours type sur l'artisanat valorisée aussi par la bourgeoisie vers un discours plus critique faisant appel à des notions d'ordre économique<sup>231</sup>. Cette critique économique s'appuie sur des références numériques en lien avec les salaires ou les temps de travail. De plus, s'ajoutent d'autres discours sur ce que les syndicalistes jugent problématiques. Les réponses des syndicalistes permettent en creux de soulever les problèmes : dimension légale, maladies et accidents liés à la profession, discours de nature sociale. On remarque aussi moins de références à des conditions des travailleurs hors du territoire français contrairement à d'autres sujets.

Étant donné la nature des sources, la place des conditions de travail pour chaque profession n'a pas été toujours mise en lumière. Des organes comme *La Vie Ouvrière* ou *La Révolution prolétarienne* bi-mensuels ne fournissent pas forcément ce type de détails par rapport à des organes corporatifs. Il n'empêche qu'ils renseignent sur des éléments concernant la nature des problèmes soulevés par les syndicalistes de manière générale, tant du point des rapports aux patronats qu'aux autres syndicats notamment lors de la scission de la C.G.T. et la C.G.T.U. en 1922. De plus, le choix des articles publiés montre-t-il peut-être l'importance donnée à chaque profession par les auteurs eux-mêmes et les informations concernant les professions de production artistico-culturelle qui circulent dans les milieux syndicalistes révolutionnaires. En effet, plus les corporations sont grandes, plus les chances d'obtenir des renseignements de la part d'un militant sont grandes. L'autre moyen de fournir des renseignements est la pratique de la lecture ou de l'enquête qui demande un investissement de la part du militant. En effet, les articles qui traitent spécifiquement d'une corporation sont généralement écrits par un ouvrier y exerçant.

---

231 Nous verrons que cette idéologie artisanale est aussi bien présente dans les discours concernant une approche positive adhérent à des valeurs spécifiques : « savoir-faire », « indépendance », etc.

Le secteur du bâtiment est un des secteurs qui emploie le plus d'ouvriers à la fin du XIXe siècle et ce, jusqu'aux années de l'entre-deux-guerres. Un des premiers problèmes soulevé par Pelloutier en 1897, est le problème du caractère corporatif de la construction dans le bâtiment. En Angleterre, le problème du modèle corporatif est qu'il suppose un droit d'entrée pour les apprentis où l'apprentissage long et coûteux privilégie les fils d'ouvriers de métiers<sup>232</sup>. La dimension corporative divise les ouvriers entre eux en créant de la différenciation. On retrouve la même idée quelques années plus tard aux États-Unis dans la différence entre les maçons et les manœuvres : « Or, en Amérique, l'organisation est divisée et subdivisée, au point, par exemple, que si les manœuvres font la grève, les maçons unionistes continueront leur travail avec des « scabs », sauf à verser en signe de solidarité une cotisation fixée par les statuts en faveur des grévistes. Dans ces conditions, les capitalistes sont à même de repousser les demandes des ouvriers »<sup>233</sup>.

Cette situation fait écho à des problématiques des émigrations pour le travail. Aux États-Unis, les émigrants italiens sont poussés aux travaux de manœuvres dans le bâtiment à cause du corporatisme. En France, les migrations intra-européennes ont une importance pour certains corps de métiers comme le bâtiment avec les italiens au tournant du siècle<sup>234</sup>. Certains syndicalistes sont conscients de ces mouvements de migrations et réfléchissent à la manière de les intégrer aux syndicats. Les mouvements de migrations économiques dépendent aussi de la volonté des États qui conditionne les parcours prosopographiques. Ainsi, la construction de l'Exposition de 1900 avait sollicité des ouvriers italiens : « Cette année, comptant sur l'amnistie du 14 juillet, [Luigi Voghera] était revenu turbiner à l'Exposition » après son expulsion dans un contexte moins favorable<sup>235</sup>. Pelloutier parle ainsi des « terrassiers italiens » et fournit un chiffre sur les « étrangers » de l'immigration ouvrière : pour les « peintres, plâtriers », il y aurait trois mille neuf cent quatre-vingt neuf « étrangers » sur vingt-quatre mille cent un « français » soit 14 %<sup>236</sup>. Durant la crise des années 1930, cette même volonté de

---

232 [Fernand Pelloutier], « Le trade-unionisme en Angleterre », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 2, 1<sup>er</sup> mars 1897, p. 9.

233 Alberto Argentieri, « La grève des Tisseurs de Lawrence », *La Vie ouvrière*, n° 71, 5 septembre 1912, p. 735.

234 Gérard Noiriel, *Le creuset français : histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, p. 413 et p. 416. Noiriel fournit les chiffres suivant pour l'année 1901 : 193 178 hommes et 137 287 femmes d'origine italienne avec 94 617 hommes et 17 894 femmes travaillant dans l'« industrie ».

235 Émile Pouget, « Saloperie magistrale », *Le Père Peinard*, n° 26, 18 août 1889, p. 7.

236 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie Ouvrière en France*, *op. cit.*, p. 268.



grouper et de syndicaliser les ouvriers immigrés ainsi que les reconversions professionnelles en tant que manœuvres est encore d'actualité :

« La crise pose, au sujet de la propagande, un problème nouveau celui de « l'infiltration ». Nombreux sont les ouvriers étrangers à la corporation qui ne pouvant plus exercer leur métier s'embauchent comme manœuvres dans le bâtiment. Il n'est qu'un moyen d'empêcher que cette main-d'œuvre occasionnelle ne serve les intérêts patronaux ; c'est de la syndiquer. Tout travailleur, quelle que soit sa nationalité ou les circonstances qui l'amènent à exercer un nouveau métier doit être organisé : c'est à ce prix seulement qu'il ne nuira pas aux intérêts de ses compagnons de misères tout en défendant les siens propres. »<sup>237</sup>

En plus, de la dimension divisionnaire perçue chez les ouvriers, les syndicalistes s'élèvent contre des règles et des mesures qui influencent leurs conditions de travail. À travers quelques articles, nous pouvons dessiner en creux les rapports que les syndicalistes entretiennent avec le patronat. Par exemple, la grève des maçons parisiens entre le 26 août et le 10 septembre 1909 est en partie motivée par deux dispositions légalistes selon Schmitz. La première est la possibilité de mobiliser des ouvriers pour des réparations en dehors de leur temps de travail : « En cas de travaux urgents pour réparations ou installations de théâtres, usines et travaux semblables, en cas de travaux dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire sera suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution de ces travaux »<sup>238</sup>. La seconde est l'établissement des salaires en dehors de toute système décisionnaire par les syndiqués : « Ce tableau sera établi d'après les bases de la série élaborée par la Société centrale des architectes français et la Société des architectes diplômés par le gouvernement adoptée par le sous-secrétariat d'État des Beaux-Arts pour le règlement des travaux des bâtiments civils et palais nationaux »<sup>239</sup>. L'impression d'une soumission au bon vouloir de la bourgeoisie est ici bien présente mais la réponse ouvrière doit permettre de lutter contre le travail de nuit ou l'arbitraire des salaires. Pelloutier avait estimé que le bâtiment avait échappé à la « mécanisation » mais cette problématique émerge dans les années 1930. Les syndicalistes ne sont pas contre dans la mesure où elle permettrait la réduction du temps de travail ou l'accroissement de la production<sup>240</sup>.

---

237 G[ustave]. Claveyrolas, « Pour la renaissance du Syndicalisme. Le Congrès du Cartel du Bâtiment de Lyon », n° 143, 10 janvier 1933, pp. 15-16.

238 Schmitz, « La grève des Maçons parisiens (26 août-10 septembre 1909) », *La Vie ouvrière*, n° 1, 5 octobre 1909, p. 37.

239 *Ibid*, p. 38.

240 G[ustave]. Claveyrolas, « Pour la renaissance du Syndicalisme. Le Congrès du Cartel du Bâtiment de Lyon », *La Révolution prolétarienne*, n° 143, 10 janvier 1933, pp. 15-16.

Les revendications de nature économique pour le secteur sont généralement liées aux salaires ou aux rapports au temps de travail. Dans les années 1920, le regroupement de syndiqués dans la « Ligue du Bâtiment parisien » consacre son congrès à l'examen des revendications. Dans le processus sélectif, « nous convînmes d'écarter ce qui pouvait paraître comme revendications sociales et nationales et de conserver uniquement ce que nous pensions pouvoir obtenir ». Ils revendiquent ainsi un « programme minimum » : « Ce programme minimum, qui n'a rien de démagogique, il s'en faut, comporte : respect de la journée de huit heures ; 6 francs de l'heure pour les compagnons et 5 fr. 50 pour les aides et manœuvres ; indemnités de déplacement ; reconnaissance des délégués syndicaux ainsi que des délégués de chantier et d'atelier, etc »<sup>241</sup>. La nature de ces revendications recoupe des dimensions économiques et légalistes : augmentation des salaires pour toutes les professions, diminutions du temps de travail, etc. Dans *La Révolution prolétarienne*, quelques numéros à partir de 1936, permettent de rendre compte de l'application des règles en fonction de lieux spécifiques :

« **Augmentation des salaires** [...] Dans le bâtiment. Sur tous les chantiers de l'Exposition, augmentation de 0 fr. 75 l'heure pour les terrassiers, 0 fr. 25 pour les mineurs, 0 fr. 50 pour les mécaniciens et conducteurs de pelleuses, 0 fr. 50 pour les maçons et plâtriers. Chez NIEPCE, à *Boulogne*, augmentation de 0 fr. 75 à 1 franc l'heure. Chez HELBIG, à *Paris*, augmentation générale des salaires avec 6 francs minimum pour les compagnons ; remboursement des frais de déplacement. À la FOURNAISE, à *Saint-Denis*, augmentation des salaires de 10 à 15 % avec effet rétroactif. [...] **Diminution des heures de travail** : [...] Dans le bâtiment. Sur tous les chantiers de l'Exposition, suppression des heures supplémentaires. **Vacances** : [...] Dans le bâtiment : Chez NIEPCE, à *Boulogne*, 8 jours de vacances payées. À la FOURNAISE, à *Saint-Denis*, 8 jours de vacances payées. [...] **Contrôle ouvrier**. [...] Dans le bâtiment. Sur tous les chantiers de l'Exposition, installation de vestiaires, de réfectoires, reconnaissance des délégués ouvriers. Chez HELBIG, à *Paris*, aménagement de réfectoires, protection et isolement des postes de soudure, reconnaissance des délégués ouvriers. Chez DARAN, à *Toulouse*, réintégration de 3 ouvriers congédiés. »<sup>242</sup>

Le problème qui préoccupe énormément les syndicalistes est la maladie développée dans le cadre du travail ainsi que la mortalité liée aux métiers du bâtiment. Il peut prendre la forme de la mortalité brutale sur les chantiers comme les accidents et notamment les chutes :

« La sécurité et l'hygiène sur les chantiers retinrent ensuite l'attention du congrès. L'esprit rétrograde du patronat lyonnais se caractérise d'un fait : pour un nombre d'ouvriers moindre qu'à Paris, le nombre des accidents mortels est à Lyon plus élevé qu'à Paris ; cette année : *plus de 40 morts*. Incurie patronale, indifférence des pouvoirs publics, négligence hélas ! Aussi des ouvriers ! Cette question ne peut être résolue que par l'action syndicale : éduquer les camarades et les rendre conscients

241 Georges Nicolas, « La Ligue du Bâtiment parisien », *La Révolution prolétarienne*, n° 17, mai 1926, p. 13.

242 Anonyme, « Ce qui a été déjà obtenu (4 juin) », *La Révolution prolétarienne*, n° 224, 10 juin 1936, pp. 2-3.

du danger, étendre les pouvoirs des délégués à la sécurité : délégués non reconnus officiellement mais imposés par le Cartel. [Illisible], il faudra arriver dans l'avenir le plus immédiat possible : refus de travailler et à la mise à l'index des chantiers où les précautions de sécurité sont insuffisantes. »<sup>243</sup>

Les maladies chroniques, comme les maladies respiratoires, peuvent aussi être dénoncées. De cette manière, la phthisie touche plus largement les charpentiers, les marbriers, les tailleurs de pierre, les plâtriers et les maçons-briquetiers<sup>244</sup>. De plus, la possibilité du chômage fait partie de la pensée des conditions de la production du bâtiment chez les Pelloutier<sup>245</sup> mais aussi pendant l'entre-deux-guerres. De plus, le rapport aux conditions de travail peut aboutir à des critiques d'ordre politiques comme dans la Russie bolchevique : « Les terrassiers du métro ont eu la vie dure car il fallait à toute force construire la ligne dans le temps record prévu [...] Quelle persistante dérision du sort : ces constructeurs de stations en marbre qui vivent dans des taudis inimaginables en pleine capitale du « socialisme » ! »<sup>246</sup>

### *Ouvriers et ouvrières de l'habillement*

Le secteur de l'habillement est un secteur économique qui emploie beaucoup d'ouvriers à la fin du XIXe siècle<sup>247</sup>, avec des mutations du secteur dans les années de l'entre-deux-guerres. Il est aussi un secteur qui emploie une main-d'œuvre féminine importante<sup>248</sup>. Les écrits des syndicalistes permettent de mettre en lumière tous les ouvriers qui composent cette industrie à différentes échelles à travers leurs produits. Chez les Pelloutier, une problématique soulevée importante et généralement est la question du chômage dans les industries textiles<sup>249</sup>. Les sources permettent de fournir la perception sociale des métiers du textile. La première étape est le traitement de la matière première elle-même comme la laine avec la production cotonnière. On apprend de Robert Louzon que la provenance de la laine sont les États-Unis, essentiellement de Louisiane et du Texas. De même, des barrages sont

---

243 Gustave Claveyrolas, « Pour la renaissance du Syndicalisme. Le Congrès du Cartel du Bâtiment de Lyon », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., pp. 15-16.

244 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie Ouvrière en France*, op. cit., pp. 160-161

245 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie ouvrière en France*, op. cit., p. 287.

246 Robert Guiheneuf [sous le pseudonyme de M. Yvon], « Notes sur l'U.R.S.S. », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 10.

247 Christophe Charle, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Paris, Éditions Points, 2015, 410 p.

248 Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé : une histoire de leurs métiers, XIXe et XXe siècle*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2002, 329 p.

249 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie ouvrière en France*, op. cit., p. 286.

construits en Afrique pour l'irrigation de champs de coton<sup>250</sup>. À travers cet exemple, on voit comment les syndicalistes mettent en avant les étapes de la production au-delà du cadre européen. De plus, ils souhaitent mettre en avant la dimension internationalisée de la production et de réifier symboliquement les ouvriers.

L'étape suivante est la production du tissu et des fils à partir du lainage, comme une première étape avant l'assemblage du tissu. On apprend de Louzon que le délainage s'effectue essentiellement dans le Midi et le tissage dans le Nord en France<sup>251</sup>. Ce secteur emploie des ouvriers dont les sources épluchées fournissent peu de renseignements. Dans *L'Ouvrier des deux mondes*, un article traite de ces ouvriers la première étape de la constitution d'un vêtement<sup>252</sup>. Publié avant la structuration véritable de la C.G.T., l'article repose sur la mise en avant de la difficulté des conditions de travail qui touche ce secteur : chaleur, poids des charges, produits chimiques, etc. développant diverses maladies. De même, les Pelloutier estiment que les ouvriers des industries textiles connaissent de difficiles conditions de travail : tuberculose, maladies respiratoires à des causes des poussières, produits chimiques, etc.<sup>253</sup>

Outre cette dimension mécanisée, on trouve aussi des articles sur des productions de nature plus artisanale. Par exemple, Jean Vidal s'intéresse à la condition des dentellières en Haute-Loire. La production perd sa dimension d'usage pour devenir un « métier » : « La femme est obligée de travailler ; la production de la dentelle devient pour elle une occupation continue, un métier »<sup>254</sup>. L'économie domestique devient une économie au service d'intérêts privés. La production de la dentelle acquiert une dimension mécanique : « Pour éviter autant que possible ces mécomptes, la femme vellave fait consciencieusement sa tâche et devient une ouvrière active et adroite. Guidée par le dessin du carton, elle fait un travail purement mécanique »<sup>255</sup>. En effet, contrairement à des auteurs « bourgeois émérites », il souhaite montrer que les conditions des travailleuses ne sont guère attrayantes car les exploitants sont responsables de la volonté de produire des tissus au détriment du travailleur. Face à la rapacité patronale, c'est la volonté de survie matérielle plus que de recherche de la « beauté » qui pousse au travail les ouvrières :

---

250 Anonyme, [d'après Robert Louzon, *La Bataille* (11 octobre 1913)], « À travers les journaux. Une ère de prospérité pour le Textile », *La Vie ouvrière*, n° 98, 1 juillet 1913, p. 505.

251 *Ibid*, pp. 505-506.

252 Léon Martin, « L'industrie textile à Elbeuf », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 9, 1<sup>er</sup> octobre 1897, pp. 5-8.

253 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La vie ouvrière en France*, *op. cit.*, p. 164.

254 Jean Vidal, « La condition des dentellières de la Haute-Loire », *La Vie ouvrière*, n° 96, 20 septembre 1913, p. 354.

255 *Ibid*, p. 355.

« La dentelle est, d'ailleurs, assez facile à faire, car elle n'est pas œuvre d'art, mais matière commerciale à produire vite, à bon marché, et, relativement bien pour valoir de grosses sommes au fabricant. Quelques écrivains des deux sexes, bourgeois émérites, poètes à leurs heures, voient dans le travail de la dentelle « les poèmes de l'aiguille rivalisant avec les poèmes de la plume », l'expression « du rêve de la beauté qui hante leur temps », et ne voudraient le réserver qu'à une élite ouvrière (Mme L. Félix-Faure Goyau, *Le Gaulois*, 17 décembre 1910). de ces hautes régions stériles, descendons jusqu'à terre, jusqu'aux dentellières. Nous verrons que si elles ne se soucient guère de beauté, elles n'en font pas moins leur ouvrage avec beaucoup de soin. L'appât du gain y est pour quelque chose, car les commerçants sont d'une rapacité remarquable. J'en ai vu refuser de payer des dentelles présentant quelques légers vices de confection : les ouvrières en étaient du prix de leur fil et du carton, et, surtout, de la fatigue d'une semaine de travail non rétribué. D'autres payent à moitié prix – parfois moins – un ouvrage légèrement sali ; la dentellière est obligée de se contenter de ce demi-salaire, tandis que, par quelque procédé très simple, le fabricant reblanchira la dentelle. »<sup>256</sup>

Il oppose à l'image pittoresque des « bouquins d'histoire locale » la réalité socio-économique des ouvrières : « Assez tristes sont les interminables journées de travail. Cela va sembler un paradoxe : quel est le camarade qui n'a pas entendu parler des réunions pittoresques de dentellières et d'un tas d'autres clichés qui traînent dans tous les bouquins d'histoire locale ? »<sup>257</sup> La piètre qualité des dentelles est due uniquement au patronat qui pressurise les ouvrières : « la qualité des dentelles est tout à fait inférieure. A qui la faute ? Uniquement aux fabricants. Qu'ils augmentent les salaires et la travailleuse, sûre désormais de gagner son pain, travaillera avec goût et fera, peu à peu, œuvre d'art »<sup>258</sup>.

Jean Vidal essaie de dresser un aperçu de la trajectoire qui pousse les femmes à effectuer ce métier. Les jeunes filles commencent généralement à l'âge de six ans car il s'agit d'un travail simple permettant de payer « la « taxe » du pays »<sup>259</sup>. Elle poursuit généralement le travail ensuite toute sa vie. Les salaires ne sont pas connus mais Jean Vidal a essayé d'obtenir quelques informations : les enfants de 10 à 14 ans travaillant une semaine pour produire une pièce de douze aunes sont payés trois à quatre francs et à partir de quinze ans, quatre-vingt centimes à un franc cinquante pour « les plus adroites » par jour<sup>260</sup>. Chez les adultes, il a essayé d'obtenir un échantillon de la situation des ouvrières par une enquête sur le terrain. De cette manière, il obtient les résultats suivants :

« Dans un groupe comprenant 122 personnes, j'ai trouvé 4 ouvrières gagnant 25 sous par jour (à peine 8 centimes de l'heure) ; 16 gagnant de 25 à 20 sous ; 30 gagnant de 20 à 12 sous ; 65 gagnant de 12 à 10 sous ; 7 enfin gagnant de 5 à 10

---

256 *Ibid.*

257 *Ibid.*, p. 362.

258 *Ibid.*, p. 357.

259 *Ibid.*, p. 356. ; L'auteur ne fournit pas de renseignements sur cette « taxe ».

260 *Ibid.*, pp. 359-360.

sous (moins de 4 centimes par heure à un peu plus de 7) avec des journées d'une longueur moyenne de 15 heures. Dans un groupe de 315 femmes, j'ai relevé 280 travailleuses gagnant moins de 20 sous et 3 en gagnant 25. Des cas douloureux, plus fréquents qu'on ne le croit, méritent d'être notés. »<sup>261</sup>

De plus, ces revenus ne comprennent pas d'autres frais notamment les intermédiaires comme « la leveuse » qui ramène les ouvrages effectués dans son village ou encore les marchands<sup>262</sup>. Après les revenus, Jean Vidal examine la durée du travail. Il existe deux périodes hiver et été qui ont peu d'influence sur les horaires. L'ouvrière se lève à sept heures du matin préparant le petit déjeuner pour travailler quatre heures<sup>263</sup>. À onze heures trente, elle prépare le repas pour le midi avant de reprendre à douze heures, attendant le temps du retour de son mari<sup>264</sup>. Dans l'après-midi, les dentellières se regroupent à deux ou trois pour effectuer le travail tout en discutant. À dix-neuf heures, elles retournent préparer le repas du soir avant d'entamer encore quelques heures de travail lors de la veillée pouvant aller jusqu'à minuit :

« Et ce faisant, le soir vient. Vers sept heures, chaque dentellière retourne chez elle, préparer les pommes de terre rondes, qui, une fois cuites, nourriront la famille. [...] C'est l'heure de la veillée. Les femmes du village se retrouvent chez la béate, à la maison d'assemblée. Toutes se rangent autour de la table qui supporte de petites lampes de pétrole, les « chaleils » dans le patois du pays. Elles placent, devant le chaleil, une boule de verre mince, pleine d'eau très claire qui concentre la lumière sur le carreau. Pendant quatre à cinq heures, on travaille encore. On recause, mais avec moins de liberté : pensez donc, crucifix, vierges en plâtre, images saintes recouvrent les murs, et, présidant la réunion, la béate au costume noir presque lugubre, marmotte un chapelet, jamais fini, dont il faut faire les réponses ! La travailleuse se sent gênée, mais reste par habitude. À minuit, à une heure, tout le monde va se coucher ; exténuées de fatigue, nos dentellières s'endorment : elles ont gagné 15 sous, 20 peut-être en 17 heures de travail. En encore, le samedi, parfois ne se couche-t-on que bien plus tard : il faut que la pièce soit finie, tant pis si le corps en souffre ! »<sup>265</sup>

On voit comment s'intrique, pour ces ouvrières, des pratiques sociales comme la préparation des repas avec des pratiques professionnelles. Cette dimension est encore plus explicite le dimanche après-midi avec le nettoyage du foyer, la vaisselle ainsi que le raccommodage des habits<sup>266</sup>.

Après l'étape de la production du tissu et des fils, la seconde étape est la production du vêtement en lui-même. Un article de *La Révolution prolétarienne* de 1934 signé Lagrange donne un aperçu socio-historique du secteur de l'habillement en région parisienne. En

---

261 *Ibid*, p. 360.

262 *Ibid*, p. 361.

263 *Ibid*, p. 362.

264 *Ibid*, p. 363.

265 *Ibid*.

266 *Ibid*, p. 364 ; Nous retrouvons ici des éléments du travail domestique non rémunéré des femmes : Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé : une histoire de leurs métiers, XIXe et XXe siècle, op. cit.*

fournissant cet aperçu, l'auteur souhaite se placer du point de vue des ouvriers et ouvrières pour dépasser la notion d'esthétique. Le secteur du vêtement repose essentiellement sur un travail mécanique et en aucun cas artistique avec la même remarque que les dentellières :

« En décrivant ce qu'est l'industrie du vêtement, je prendrai bien garde de me placer sur le même plan que les journaux de mode publiés par le patronat, à l'usage d'un public select. Et dussé-je contrister mon ami Bouju, théoricien des bouts de coutures au millimètre, et qui en est encore aux équations des Roussel, des Ladvèje et des Czrnoy, qui toute leur vie ont travaillé au problème de « l'esthétique », je ne veux voir le vêtement que du point de vue social. C'est pourquoi il nous faut en passant renverser quelques pots de fleurs au sujet de « l'artistique du métier ». On a attribué aux tailleurs une réputation d'artiste ; rien n'est plus inexact. L'art est un travail simple, utile exécuté par des hommes libres. Tandis que le vêtement est un travail exécuté par des « esclaves » ; où l'on ne retrouve, dans ce que l'on appelle les « créations », qu'une éternelle copie. »<sup>267</sup>

Cette industrie est dominée par un patronat selon deux catégories : ceux qu'il nomme les « grands tailleurs » et les « artisans ». Dans l'usage des ouvriers, ils sont nommés respectivement « les grands singes » et les « petites grêles »<sup>268</sup>. Les premiers sont les acteurs d'un rapport non industriel au vêtement tandis que les seconds sont en lien avec les processus d'industrialisation et le domaine de la confection des grands magasins. Ces séparations reposent aussi sur la question de la dimension « esthétique ». Un ouvrier n'a pas le temps de s'interroger sur la nature « esthétique » de sa production vestimentaire :

« Ces « grands tailleurs » qui sont-ils ? La presque totalité en est composée d'anciens ouvriers qui ont grandi dans l'odeur de la « patte-mouille » et qui ignorent tout des questions sociales. Beaucoup ont le cerveau atrophié par la recherche du problème insoluble de « l'esthétique », problème aussi ardu que celui de la quatrième dimension. Ils sont convaincus que s'ils occupent ce rang social « élevé » dans la société actuelle, ils ne le doivent qu'à leur « talent » et à leurs capacités professionnelles ; ils n'hésitent pas à se proclamer « *filz de leurs œuvres* ». »<sup>269</sup>

Avant la Première guerre mondiale, les ouvriers et ouvrières s'inscrivent dans la logique du *sweating-system*. Il repose sur un travail des ouvriers et ouvrières effectués à leur domicile : le travail à la pièce est de rigueur. Cette production de vêtements pose divers problèmes : l'emploi d'aides pour les livraisons qui font perdre du temps de travail, les réponses à des commandes produit une attente de travail auprès de décideurs (« M. le Coupeur »), le travail personnel aboutissant à un potentiel travail de nuit, des frais supplémentaires sont indus à la production du vêtement même (location de machine, gaz, fils, fournitures) et la possibilité pour certains « débrouillards » d'employer des ouvrières et des enfants pour profiter du fruit

---

267 Lagrange, « L'habillement parisien », *La Révolution prolétarienne*, n° 182, 10 septembre 1934, p. 4.

268 *Ibid.*

269 *Ibid.*

de leur travail à une rémunération plus élevée<sup>270</sup>. Comme les ouvriers et ouvrières travaillent à leur domicile se retrouve la problématique des maladies liés aux logements eux-mêmes :

« Manque d'hygiène ! Ateliers insalubres ! Il n'est pas rare, hélas ! De voir à Paris une seule pièce occupée par toute une famille, servant à la fois d'habitation et d'atelier ; une seule fenêtre donnant sur une cours infecte, sans air et sans lumière ; et enfin, le pire de tout, le gaz qui achève d'intoxiquer la maisonnée entière. Voilà pourquoi tous les apiéceurs ont des figures émaciées, sont tous atteints de tuberculose, et sont condamnés à mourir avant d'avoir franchi le seuil de la vieillesse. »<sup>271</sup>

Pour répondre à ces problématiques du travail à domicile, il y a peu d'organisation syndicale à laquelle s'ajoute la problématique des migrations ouvrières européenne en employant des ouvriers roumains et polonais jugés par le patronat non « perturbateurs »<sup>272</sup>.

Ce système de la production à la maison des vêtements disparaît peu à peu dans les années après la Première guerre mondiale. Un groupement patronal s'est constitué en 1923 et se nomme *L'Union philanthropique de Maîtres-tailleurs*<sup>273</sup> à laquelle la C.G.T. se doit de faire attention. Les ateliers engagent un système de production de vêtement industrialisé en lien avec les grands magasins. Aux yeux de Lagrange, ce type de travail fournit des avantages : par exemple, en regardant les ateliers de Genève, il perçoit un meilleur contrôle syndical des conditions de travail, la mise en place d'une tarification à l'heure ainsi que l'inclusion de frais de fonctionnement, de loyer et d'impôts via un pourcentage sur le travail<sup>274</sup>. Les « ateliers » des grandes firmes capitalistes ont aussi proposés des avantages comme des vacances payées, l'assurance d'un travail moins compliqué, des pourcentages sur les bénéfices généraux<sup>275</sup> ou des retraites ouvrières chez les ouvriers employés par *Le Bon Marché* ou *La Belle Jardinière*<sup>276</sup>. Cependant, l'atelier pousse à la spécialisation suivant le « modèle américain » et la division du travail. De plus, il implique une concurrence entre les genres des acteurs : Ces ouvrières pompières [travail de pièces], les culottières surtout, font un travail où elles remplacent une main-d'œuvre masculine, et cependant elles gagnent beaucoup moins »<sup>277</sup>. Les conditions de travail dans ces ateliers ne sont pas améliorées en entraînant l'apparition de

---

270 *Ibid*, pp. 5-6.

271 *Ibid*.

272 *Ibid*.

273 *Ibid*, p. 4.

274 *Ibid*.

275 *Ibid*.

276 *Ibid*.

277 *Ibid*.



chefs et de sous-chefs et l'emploi quasi systématique d'ouvrières a baissé les salaires. La pénibilité des ateliers est ainsi décrite :

« sous leurs ordres [des chefs] des bataillons de femmes sont astreintes à exécuter sans arrêt, depuis le matin jusqu'au soir, sur des machines à moteur, un même travail. Ce travail est payé à un prix très bas, si bien que si l'ouvrière veut tirer sa journée, elle est contrainte à des efforts qui dépassent sa force physique. À la fin de la journée, elle est complètement abasourdie par le ronflement du moteur qui ne la quitte pas, même une fois rentrée chez elle. À côté, il y a celles qui sont sous les pressings ; il faut avoir vu ça de près pour se rendre compte d'un pareil supplice ; il est impossible d'en transmettre l'impression. Si nous ajoutons à cela que règne une discipline de caserne, le mouchardage en permanence, on comprendra que ce ne sont plus des ateliers, mais des bagnes. »<sup>278</sup>

Outre la production des vêtements eux-mêmes, l'habillement regroupe d'autres corps de métiers comme les chapeliers, les gantiers ou les cordonniers, qui emploient des ouvriers et ouvrières notamment dans la préparation de la matière première. Par exemple, Pouget a pris pour son Père Peinard, la figure du cordonnier : il énonce ainsi quelques éléments sur le métier de cordonnier. Cependant, dans le corpus, nous n'avons pas trouvé de renseignements sur ce corps de métiers ainsi que sur les métiers du cuir hormis les statistiques sur l'immigration étrangère ouvrière liées à la tannerie, les cordonniers et les chapeliers chez les Pelloutier : mille huit cent vingt-sept ouvriers étrangers pour treize mille cent trente-trois tanneurs, soit environ 10 % des effectifs, deux mille deux cent seize ouvriers étrangers sur neuf mille neuf cent vingt-trois chapeliers, soit 18 % des effectifs et quatre mille sept cent quarante-cinq ouvriers étrangers sur les trente-cinq mille cent trente-neuf cordonniers, soit 11 % des effectifs<sup>279</sup>.

L'exemple des chapeliers montrent que des problématiques qui touchent les métiers sont aussi d'ordre syndical. Avant-guerre, les syndicats de la C.G.T. doivent aussi s'inscrire dans des contextes de luttes doctrinales à l'échelle européenne<sup>280</sup>. Cependant, la syndicalisation de ce métier est importante : en France, la syndicalisation de ce corps de métier en passe de deux mille sept cents à cinq mille cinq cent vingt-neuf membres. Les congrès internationaux comme celui de Milan du 16 au 19 septembre 1912 fournit des chiffres sur les chapeliers qui s'inscrit quand même dans une volonté de connaissance européenne du mouvement syndical :

---

278 *Ibid.*

279 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie Ouvrière en France, op. cit.*, p. 268.

280 Anonyme, « L'esprit centraliste allemand et le Secrétariat international des chapeliers », *La Vie ouvrière*, n° 76, 20 novembre 1912, p. 292.

Pays	1908	1911
Belgique	300	1000
Danemark	130	250
Allemagne	7206	10213
Angleterre	3767	4055
Finlande	69	38
France	2700	5529
Italie	5504	5136
Norvège	82	87
Autriche	2391	3370
Russie	-	477
Suisse	260	261
Suède	217	154
Hongrie	230	276
Total	22856	30546

Les échanges informationnels, malgré des divergences, sont ainsi mis en lumière dans la structuration transnationale des syndicats de certains métiers. En lien avec les chapeliers, un article de Germaine Pelletier<sup>281</sup>, militant syndicaliste de l’Habillement, en septembre 1936 donne un aperçu le métier des « plumassières », ouvrières qui prépare les plumes pour les chapeaux. Ce travail essentiellement féminin fournit des salaires entre quatre et six francs par jour avant la Première guerre mondiale. En 1922, les ouvrières gagnent en moyenne trois cent cinquante francs par semaine et quatre cents francs par semaine et la crise qui touche le secteur depuis 1932, baisse les salaires entre cent cinquante et quatre-vingt francs par semaine. Le niveau de rémunération sur une base de quarante-huit heure par semaine fournit les renseignements suivant :

Première créatrice	Par mois à l’heure	1,250
Première main	-	4,375
Moyenne main	-	3,33
Petites mains et apprenties 3 <sup>e</sup> année	-	2,083

---

281 Pour des éléments biographiques, nous référons à la courte notice dans le Maitron: <https://maitron.fr/spip.php?article125407>, notice PELLETIER Germaine , version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 14 février 2011. [Consulté le 29/09/2022]

Apprenties 2 <sup>e</sup> année	-	1,25
Apprenties 1 <sup>re</sup> année	-	1,041
Première manutentionnaire qualifiée	-	4,375
Manutentionnaire trieuse	-	3,33
Garçons de magasins	Par semaine	200

On voit aussi la division du travail entre les différents postes occupés par les ouvrières. Le travail est un travail actif entre mai et octobre avec un travail possiblement emporté chez soi. Une action revendicative est entreprise depuis juin 1936 suivant le modèle de la « grève des midinettes » en 1917. Les avancées obtenues sont de diverses natures : heures supplémentaires majorées à 50 %, suppression du travail aux pièces, vacances payées, déléguées d'atelier et contrats collectifs, pas de sanctions pour les grèves et reconnaissance du syndicat C.G.T. (mille deux cents à mille cinq cents adhérentes). Des problématiques sur l'hygiène des ateliers sont présentes.

### *Ouvriers et ouvrières du Livre*

La fédération du Livre occupe une spécifique dans le mouvement ouvrier français<sup>282</sup>. En effet, elle est plutôt associée à une tendance réformiste notamment avec son secrétaire général Auguste Keufer<sup>283</sup>, inspiré par le positivisme, jusqu'en janvier 1920. Toutefois, cette position n'empêche pas certains membres d'adhérer à la conception syndicaliste révolutionnaire comme Pierre Monatte, lui-même ouvrier typographe. Dans les années 1910, François Marie, du Syndicat parisien de l'Impression typographique, estime même que « dans le mouvement ouvrier, la Fédération du Livre occupe une place à part. De toutes les organisations qui composent la C. G. T., elle est la plus réactionnaire. Ses luttes journalières,

282 Madeleine Rebérioux, *Les ouvriers du livre et leur fédération : un centenaire, 1881-1981*, Paris, Temps actuels, 1981, 237 p.

283 Pour des informations supplémentaires, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article97327>, notice KEUFER Auguste, version mise en ligne le 2 novembre 2010, dernière modification le 24 mars 2020. [Consulté le 07/09/2022]

comme son idéal, sont inspirées par un esprit plus que réformiste : paix sociale »<sup>284</sup>. Toujours selon Marie en 1910, la Fédération du Livre doit changer « son vieil esprit, limitant ses désirs aux seuls besoins des typographes » depuis 1881<sup>285</sup>. En effet, les syndicalistes révolutionnaires souhaitent y intégrer d'autres corps de métiers : papetiers et lithographes comme le montre les débats de son Congrès annuel en 1910<sup>286</sup>. Un point important de ce congrès est aussi la position sur l'admission des femmes dans la Fédération<sup>287</sup>. Des ouvrières comme les compositrices et les linotypistes seront admises dans la Fédération du Livre si elles respectent les mêmes conditions d'emploi que les hommes comme le tarif syndical : « Pendant une période transitoire à déterminer par le Congrès, les femmes actuellement employées en qualité de compositrices ou linotypistes, sans distinction d'âge ou de situation familiale, pourront être admises dans la Fédération du Livre aux mêmes conditions que les hommes »<sup>288</sup>. Dans les années 1930 lors d'une grève à Bordeaux, les problématiques de la scission sont bien présentes. Cependant, dans une ville comme Bordeaux, la C.G.T.U. ne possède pas de syndicat mais une section de syndicats confédérés selon Jean Barrué<sup>289</sup>, militant syndicaliste révolutionnaire et anarchiste à partir de 1924<sup>290</sup>.

La production d'ouvrages est généralement associée à un prestige social mais la distinction de classe est bien présente entre les ouvriers et les « Maîtres Imprimeurs » associés au patronat : « M. le Préfet encense les Maîtres Imprimeurs et affirme que c'est par leurs soins que se propage la pensée humaine, qu'elle se multiplie et rayonne sur le monde, et que c'est grâce à eux qu'elle se fixe et se perpétue... Après avoir oublié aussi bénévolement les travailleurs anonymes dont l'effort ne compte pas pour lui, M. le Préfet donne la parole à M. Delmas, président sortant de l'Union »<sup>291</sup>. Les « travailleurs anonymes » sont de trois branches : les lithographes, les typographes et les papetiers. La Fédération regroupe onze mille trois cent quatre-vingt onze membres en 1909 pour les seuls ouvriers typographes en France<sup>292</sup>. La première étape de la production du livre et du journal commence par la

---

284 François Marie, « Le Congrès de la Fédération du Livre », *La Vie ouvrière*, n° 21, 5 août 1910, p. 129.

285 *Ibid.*

286 *Ibid.*, p. 154.

287 *Ibid.*, pp. 153-154.

288 *Ibid.*, p. 154.

289 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article153798>, notice BARRUÉ Jean, Frédéric, Henry [Dictionnaire des anarchistes] par Jean Maitron, notice complétée par Rolf Dupuy, version mise en ligne le 3 avril 2014, dernière modification le 11 décembre 2021. [Consulté le 30/05/2022]

290 Jean Barrué, « La grève du Livre à Bordeaux », *La Vie ouvrière*, n° 167, 25 janvier 1934, pp. 14-15.

291 Henri Normand, « Le Congrès des Maîtres Imprimeurs », *La Vie ouvrière*, n° 2, 20 octobre 1909, p. 100.

292 François Marie, « Le Congrès de la Fédération du Livre », *La Vie ouvrière*, *art. cit.*, p. 131.

fabrication du papier. Dans le corpus étudié, nous n'avons trouvé de renseignements sur les conditions de travail des papetiers et papetières qu'à travers quelques éléments textuels. La question des maladies dans les « industries des papiers de couleurs » est liée à la phthisie et l'usage de produits chimiques où les ouvriers meurent entre trente et cinquante ans<sup>293</sup>. En 1934, on apprend que les ouvrières du papier sont moins rémunérées que les ouvriers : elles gagnent cinquante pour cent de moins pour les plus « habiles ». En effet, ces dernières sont catégorisées selon des critères de productivité : « habile », « bonne » et « moyenne »<sup>294</sup>. Dans les autres corps de métiers, les typographes s'occupent de mettre en place les caractères pour l'impression mécanisée des journaux ou livres tandis que les lithographes reproduisent des modèles pour l'impression de dessins. Dans une ville comme Bordeaux en 1910, Jean Barrué donne une idée de la répartition des corps de métiers. Les usines emploient un corps de métier avec de larges effectifs :

« Côté patronal : la maison Delmas (typographie) qui emploie à elle seule près de 500 personnes et fournit près de la moitié des grévistes, les maisons Sidaine, Pech et Destout (lithographie) sont les plus touchées par la grève. L'Imprimerie dite « Coopérative » fonctionne avec un personnel de jaunes (les syndicats qui, vu ses prix avantageux, lui confiaient du travail devront s'en souvenir !) Les maisons Arcé et Bière ne sont pas touchées, ainsi que la maison Wetterwald qui emploie un personnel recruté de préférence dans les patronages catholiques. »<sup>295</sup>

Cette citation fait aussi écho aux positionnements idéologiques : « réactionnaires », « jaunes », religieux, etc.

Dans les années 1910, la Fédération du Livre mène une campagne contre la C.G.T. Certains syndicats révolutionnaires mènent des campagnes pour l'amélioration des conditions de travail. Par exemple, le syndicat parisien de la 21<sup>e</sup> section souhaite mettre en place un système commanditaire, éditer une carte routière pour la viaticum, supprimer le travail de l'imprimerie pénitentiaire de Melun qui exploite des prisonniers, mettre en place des lois pour encadrer la durée du travail<sup>296</sup>. On apprend en creux qu'ils estiment que la durée du travail est trop importante ou qu'il faut lutter contre le travail gratuit en prison et le travail sans commandes à valeur accumulative. Dans les années 1930, la négociation des accords de branches était valable jusqu'au 31 décembre 1933. Le projet proposé donne une idée des conditions de travail :

---

293 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La vie ouvrière en France, op. cit.*, p. 165.

294 Jean Barrué, « La grève du Livre à Bordeaux », *La Révolution prolétarienne, art. cit.*, pp. 14-15.

295 *Ibid*, pp. 14-15.

296 François Marie, « Le Congrès de la Fédération du Livre », *La Vie ouvrière, art. cit.*, p. 140.

« départ d'un salaire de base de 9 francs et dans la détermination de l'indice, adjonction au chapitre « dépenses diverses » d'un paragraphe « impôt, prévoyance » (soit environ 14 points de plus à l'indice) ; salaire hebdomadaire et semaine de congé payée ; fixation à 7 heures de la journée des linotypistes (résultat obtenu dans les journaux.) Nos camarades pensent en effet que l'emploi de machines perfectionnées... doit profiter à l'ouvrier ; rétribution supplémentaire de 5 francs aux lithos utilisant la machine « Offset » ; suppression enfin des catégories chez les ouvrières papetières. Celles-ci sont arbitrairement divisées en ouvrières habiles, bonnes ouvrières, ouvrières moyennes. Inutile d'insister sur le scandale de pareilles désignations, porte ouverte au pire favoritisme. Les syndicats ouvriers demandaient une seule catégorie rétribuée à 75 du salaire masculin (les ouvrières « habiles » touchaient seulement 50 %) ; enfin nos camarades demandaient la limitation à un an du nouveau contrat. »<sup>297</sup>

La dernière étape du livre et du journal est la vente et la diffusion. La C.G.T. possède une branche qui organise les vendeurs de journaux. Pelloutier estime que les colporteurs exercent ce métier faute de mieux, avec une place importante du prospectus<sup>298</sup>. Ce travail accompagne l'essor de cette expression culturelle par les grands magasins. À Paris, les demandes pour les marchands et marchandes de journaux en kiosques sont importantes : malgré les douze jours de vacances annuels, il y a trois mille cent cinquante candidats inscrits, soit deux cent soixante deux demandes par emploi vacant ou environ douze emplois pour le département de la Seine<sup>299</sup>.

### *Ouvriers et ouvrières de l'artisanat et objets culturels manufacturés*

L'artisanat est généralement considéré comme un travail manuel effectué à son propre compte avec quelques aides comme des compagnons ou apprenties. Selon Becker Howard, l'artisanat doit être considéré comme une idéologie de la production avec une esthétique et une organisation particulière du travail. L'artisanat repose sur un « ensemble de connaissances et de techniques qui peuvent être appliquées à la production d'objets utiles »<sup>300</sup>, en lien généralement avec l'idée de la virtuosité et hors du cadre industriel. De plus, le rapprochement et les échanges avec les idéologies et esthétiques du monde artistique sont toujours possibles notamment à travers la notion hybride d'« artisans d'art »<sup>301</sup>.

---

297 Jean Barrué, « La grève du Livre à Bordeaux », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 14-15.

298 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie ouvrière en France*, op. cit., p. 278.

299 *Ibid.*, p. 277.

300 Howard Saul Becker, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988, p. 277.

301 *Ibid.*, p. 279.

Cependant, cette prise de position de principes se trouve modifiée par le contexte socio-économique. Par exemple, Charlotte Chianéa<sup>302</sup> estime que depuis la crise dans les années 1930, les artistes se rapprochent des artisans pour bénéficier des avantages économiques qui leur sont fournis : « Mais, depuis 1932 un groupement des artisans d'art s'est formé qui comprend ceux que jusqu'à présent on appelait artistes (peintres, sculpteurs, graveurs) mais qui, séduits par un régime fiscal privilégié, une organisation des crédits, des concessions de travaux, les secours de chômage consentis aux artisans, se dépouillent du nom d'artiste qui faisait leur fierté, deviennent frères des artisans et démontrent que leur parenté dure depuis toujours »<sup>303</sup>. La loi du 26 juillet 1925 donne une définition juridique à l'artisanat et elle est adoptée par le Sénat le 19 janvier 1933<sup>304</sup>. Cette définition permet de fournir des statistiques sur les « artisans » auparavant affiliés à la législation fiscale des commerçants et industriels. En 1926, ils sont cinq cent soixante milles « isolés », quatre cent milles entreprises de un à cinq salariés, trente-cinq milles sans salarié et employant de la main d'œuvre familiale et trente milles employant six à dix salariés soit un total d'un million vingt-cinq milles « entreprises artisanales » en France<sup>305</sup>. Elle estime qu'ils ont un esprit individualiste mais que le groupement a commencé à partir de 1917 avec l'électrification et la sévérité de la législation fiscale les considérant comme des commerçants et industriels. Il y a deux grands groupements à partir de 1922 : la Confédération des artisans français et l'*Union des artisans français*, cette dernière regroupant les artisans d'art car ils ne sont pas acceptés dans l'autre<sup>306</sup>.

Certains syndicalistes s'inscrivent dans cette idéologie de l'artisanat qu'ils mêlent aussi avec leurs propres prises de positions politiques. L'organisation de certaines branches dans la C.G.T. montre des liens possibles avec ce monde de l'artisanat dans le cadre du syndicalisme. Dans les années d'entre-deux-guerres, les articles concernant les entreprises artisanales sont plus présentes : *La Révolution prolétarienne* publie plus d'articles concernant cette catégorie que *La Vie Ouvrière*. Les syndicalistes révolutionnaires souhaitent rattacher les artisans à la classe des « travailleurs ». Louis Sancier<sup>307</sup>, syndicaliste C.G.T. du Bijou, se

---

302 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la courte notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article105679>, notice CHIANÉA Charlotte, version mise en ligne le 4 novembre 2010, dernière modification le 8 août 2020. [Consulté le 09/05/2022]

303 Charlotte Chianéa, « L'artisanat, classe sociale », *La Révolution prolétarienne*, n° 195, 25 mars 1935, p. 16.

304 *Ibid.*

305 *Ibid.*

306 *Ibid.*

307 La notice courte du militant est consultable dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article240189>, notice SANCIER Louis, version mise en ligne le 21 avril 2021, dernière modification le 21 avril 2021. [Consulté le 02/06/2022]

désolé que beaucoup d'entre eux se considèrent comme une « aristocratie ouvrière » alors qu'ils sont comme les autres ouvriers : « Malgré leur habileté professionnelle et le goût qui est nécessaire pour leurs travaux, les bijoutiers ont-ils été formés à une autre école que celle de tous les travailleurs »<sup>308</sup> ? Cependant, l'inverse est aussi envisageable pour les ouvriers. En effet, « on a beaucoup écrit, au cours de la crise sur l'industrie du bijou ; bien des opinions ont été formulées sur l'utilité du bijou et, par voie de conséquence, sur l'utilité des ouvriers bijoutiers ; on s'est même demandé si, une fois la crise résolue, on referait de la bijouterie »<sup>309</sup>. Le secteur de la bijouterie semble être un secteur essentiellement masculin, même si l'article évoque l'emploi de femmes .

Si Sancier effectue cette description de l'industrie du Bijou, c'est que le secteur est durement touché par la crise et que leur situation est « la plus misérable des situations, en pleine misère, et au milieu de l'indifférence générale ». En effet, la crise financière de ces années 1930 touche ces milieux avec les problématiques de chômage qui les sous-tendent. Avant la Première guerre mondiale, le secteur connaissait peu de chômage. La guerre a fermé tous les ateliers avant de reprendre en 1917. La crise de 1920 a touché 50 à 60 % des ouvriers avec retour d'emploi en 1926. La crise de 1929 a largement essoufflé le secteur et il n'a pas repris depuis : il estime à mille ouvriers non chômeurs sur tout le secteur. La majorité des ouvriers se sont reconvertis dans d'autres secteurs (magasin, bâtiment, plomberie, métallurgie) où ils sont parfois mal accueilli<sup>310</sup>. La profession est scindée aussi entre des ouvriers et des patrons. Ce patronat artisanal est présenté comme opposé à la masse des ouvriers : « Quant aux patrons, ils sont nombreux dans toutes les branches. Certains ateliers de bijouterie-joaillerie occupent une centaine d'ouvriers en période de travail normale, mais ils sont rares, la plupart emploient de 10 à 40 ouvriers ; quant aux simples artisans ou façonniers ils sont innombrables ». Concernant le temps de travail, les ouvriers ont obtenu la semaine de quarante-huit heures puis quarante-quatre heures ainsi que la « semaine anglaise » avec le repos en fin de semaine<sup>311</sup>. Concernant les rémunérations, ils ont obtenus l'augmentation des salaires pour les femmes et apprentis ainsi que deux semaines de vacances payées après un an d'ancienneté. Toutes ces avancées ont été permises par l'organisation et la lutte syndicale entre 1918 et 1929 avec un syndicat à mille cinq cent adhérents en moyenne.

---

308 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, n° 144, 25 janvier 1933, p. 6.

309 *Ibid.*

310 *Ibid.*, p. 8.

311 *Ibid.*, p. 6.



Dans *Le Combat syndicaliste*, Vialatte évoque aussi des maladies professionnelles touchant spécifiquement ce secteur comme l'aérophagie pour les polisseurs, par exemple<sup>312</sup>.

Le secteur de l'ameublement est touché lui aussi par la crise dans les années 1930. Jean de Groote évoque cette problématique dans un article consacré à ce secteur. En 1933 pour le secteur de l'ébénisterie, la séparation entre les patrons et les ouvriers est aussi évoquée. Les statistiques pour les établissements classés sont plus précises : dans deux mille sept cent quarante-quatre établissements, il y a quatre mille cent quarante-quatre patrons pour vingt-et-un mille sept cent quatre-vingt trois ouvriers soit une répartition moyenne de cinq ouvrier par atelier. Dans la « Faubourg », la répartition du nombre d'établissement en fonction du nombre d'emploi est le suivant :

Nombre d'établissements	Nombre d'employés
68	Aucun employé
1874	De 1 à 5
375	De 6 à 10
214	De 11 à 20
194	De 21 à 100
18	De 101 à 500
1	Plus de 500

Dans le « Néo-faubourg » de l'est parisien, il fournit les chiffres suivants, équivalant à cinq cents patrons pour six mille cinq cents ouvriers<sup>313</sup> :

Nombre de salariés	Nombre d'établissements
Aucun salarié	35
De 1 à 5	436
De 6 à 20	130

---

312 Vialatte, « Les métiers qui tuent », *Le Combat syndicaliste*, n° 10, mai 1928, p. 3.

313 Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., pp. 10-11.

De 21 à 100	49
De 101 à 500	6

Il soulève lui aussi quelques problématiques touchant ce secteur encore artisanal. Le premier moment de la constitution du meuble est la production et l'exploitation du bois. L'article pointe l'exploitation progressive des forêts dans les colonies avec les deux pendants : l'exploitation des travailleurs colonisés et la recherche de profits pour le patronat<sup>314</sup>. Un autre problème de nature économique est l'apparition de la figure du marchand en intermédiaire : « L'ébéniste a regimbé contre l'intrus. Le client fasciné par le beau magasin du marchand, alléché par les « facilités de paiement » ne venait plus à son atelier. Il est allé à lui »<sup>315</sup>. De même en 1900, Pelloutier fournit des chiffres sur l'immigration ouvrière étrangère : il y a sur six mille sept trente-et-un ébénistes sur les vingt-cinq mille huit douze, soit environ 20 % des effectifs<sup>316</sup>.

Dans le cadre de la production du meuble en lui-même, est toujours présente la question de l'hygiène dans les ateliers avec la description d'un intérieur malgré le fait qu'elle ne soit pas entièrement misérabiliste<sup>317</sup>. Le point critique le plus important est la mécanisation et l'industrialisation de la production de l'ameublement. Il a fallu créer d'abord un marché pour la consommation des meubles. La dimension consumériste des grands magasins se retrouve ici présente. En effet, un meuble était avant 1930 un objet durable et « de famille ». La réalité d'un objet-meuble est une structure sur laquelle « l'habillage artistique » varie ; sa modification constante permet de créer des styles et des vagues :

« Le meuble s'est refusé longtemps à se laisser mécaniser. Il entraînait dans l'esprit de famille, dans l'intimité, dans la tradition. On consentait, on se soumettait, le plus souvent par crainte du ridicule, aux exigences de la mode vestimentaire et pour n'importe quelle vogue, mais on achetait des meubles pour la vie, et l'on choisissait. Les vagues du meuble, les styles si l'on préfère, ne sont pas tellement nombreux et le fabricant pour satisfaire aux goûts si particuliers de la clientèle n'avait et n'a encore en réalité, d'autres ressources que de modifier l'habillage artistique du meuble, exagérer ou alléger la sculpture, ou les colonnes tournées, ou la marqueterie. En fait, sa recherche d'originalité s'arrête là. La ligne des meubles reste la même. Le marché étant relativement restreint, le fabricant, ne pouvait dans ces conditions se lancer dans la grande série, au sens le plus large du mot. »<sup>318</sup>

---

314 *Ibid*, p. 10.

315 *Ibid*, p. 7.

316 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie ouvrière en France, op. cit.*, p. 268.

317 Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne, art. cit.* p. 8.

318 *Ibid*, p. 7.

Cette création de mode passe obligatoirement par la production mécanisée qui entraîne l'affaiblissement économique des artisans du meuble. Le « moderne » et la « ligne droite » affaiblissent des professions de la fédération de l'ameublement : « mais savez-vous que le moderne a irrémédiablement cassé les reins à quatre corporations ? Les sculpteurs, tourneurs, marqueteurs et ciseleurs sont réduits à la portion congrue des cochers de fiacre, avec une petite différence toutefois, c'est que les collignons ont disposé d'au moins un quart de siècle pour se retourner, tandis que le moderne s'est fait sa place en trois ans »<sup>319</sup>.

De plus, les normes esthétiques des avant-gardes artistiques des années 1930 participent et imprègnent la production des styles et des vogues des meubles : « à l'origine de ce nouveau faubourg. Il y a aussi les amateurs de la ligne droite, les cubistes et autres réalistes. La machine n'aurait, en vérité, jamais pu s'étendre dans le meuble si l'on en était resté à la vogue des anciens styles. Les arcs brisés du gothique, les moulures et dégagements fouillis du Renaissance, les galbes élégants du Louis XIV et tous les styles jusqu'à et y compris l'Empire lui-même, sont réfractaires à la mécanisation intégrale »<sup>320</sup>. En effet, la complexité esthétique des lignes anciennes était difficilement reproductible à la machine. Ce à quoi, il faut ajouter la surconsommation des bois à essence dure avec l'extension du marché :

« Récriminer ne sert à rien. Le moderne est venu parce qu'il ne pouvait pas ne pas venir. En dehors de toute considération artistique, il fallait un genre qui puisse se fabriquer entièrement à la machine ; d'autre part on n'avait plus de bois de pays pour faire du massif, les beaux bois exotiques ne peuvent s'employer qu'en de minces épaisseurs et se prêtent à d'admirables dessins naturels : d'une pierre deux coups, et même plus comme on a pu le voir par les conséquences déjà citées. En somme le nouveau faubourg attendait son style, et ce dernier ne pouvait venir au monde sans lui. »<sup>321</sup>

Il a conscience que beaucoup de ces lecteurs adhèrent à cette nouvelle esthétique de la « ligne droite ». Mais il n'empêche que la « ligne » ne peut être en aucun cas un style mais c'est bien la vitesse, la mécanisation de la production ainsi que son camouflage qui accompagne indirectement cette esthétique :

« Le « moderne » est en revanche le type rêvé pour le faubourg 1930. Il caractérise d'ailleurs parfaitement l'époque, comme ses prédécesseurs ont caractérisé la leur. Ici, la plume hésite. Il y a tant de lecteurs de ces lignes qui sont amateurs de la ligne droite, et puis l'on affirme que le « moderne » est une Révolution ! Certes on est forcément pris dans le tourbillon des aspirations de son temps. On ne peut se refuser au côté pratique de ce genre [...] Le moderne c'est la vitesse personnifiée, stylisée ; c'est aussi la médiocrité camouflée par l'artifice gueularde. Enlevez-lui la limpidité de

---

319 *Ibid*, p. 10.

320 *Ibid*.

321 *Ibid*.

ses vernis que la chimie moderne lui applique au moyen de pulvérisateurs ; débarrassez-le de ses tons crus juxtaposés que seuls les placages de bois exotiques sont capables de produire, que reste-t-il ? Des planches. De vulgaires planches de bois blanc ou de contreplaqué... et, j'allais l'oublier, sa ligne, sa fameuse ligne droite. Entre nous, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Les Grecs s'en sont servis, mais avec un peu plus de goût et un sens pour le moins aussi réaliste de son emploi. Je sais. L'hygiène, l'économie de soins ménagers, l'adaptation à la cellule de l'architecture, l'économie du petit logement ! Tout n'est pas vrai et juste là-dedans. La vraie révolution serait précisément de faire du grand logement, et des livres dans une bibliothèque sont pour le moins autant à l'abri de la poussière que sur les planches d'un « Cosy » de studio ! »<sup>322</sup>

Outre la production mécanisée d'objets utilitaires, d'autres secteurs de la production artistico-culturelle se sont industrialisés avec des surgissements des mêmes problématiques liées au mode de production artisanale et industrielle. Par exemple, les céramistes de Mehun-sur-Yèvre sont mille à se retrouver au chômage dans les années 1910 après la fermeture de deux fabriques<sup>323</sup>, les « poudreuses » de porcelaine fixant les imprimés sur l'objet via des procédés chimiques développent des maladies respiratoire<sup>324</sup> ou encore, que des ouvrières employées pour la production de chapelets sont en grève pour obtenir de meilleures conditions de rémunération :

« Près de 6.000 femmes sont occupées aux chapelets. La moitié sont en grève actuellement. Elles réclament une augmentation de 20 p. 100 ; c'est-à-dire cinquante centimes de plus par grosse de chapelets. Jugez donc des salaires qui leur sont payés. La grosse de chapelets, c'est-à-dire 144 chapelets, leur est payée deux francs, ce qui met le prix de fabrication du chapelet à 0.0014 moins d'un centime et demi. Dans la journée en travaillant ferme, l'ouvrière réussit à gagner six à huit sous. »<sup>325</sup>

### *Professions libérales*

Avec la Troisième République, la mise en place de professions libérales avec des conditions d'accès facilitées pour les classes populaires n'empêche pas les difficultés et l'existence modeste de certains acteurs de professions libérales comme les professeurs, les journalistes ou les artistes.

Pelloutier fournit des statistiques sur ce qu'il nomme, lui aussi, le « prolétariat intellectuel ». En effet, il estime que cette position n'est pas obligatoirement la garantie d'une

---

322 *Ibid.*

323 Léon Martin [Secrétaire du Syndicat des Céramistes de la Seine], « Le lock-out des céramistes de Mehun-sur-Yèvre », *La Vie ouvrière*, n° 24, 20 septembre 1910 p. 357.

324 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie ouvrière en France, op. cit.*, p. 146.

325 Anonyme, « La grève des chapeletières d'Ambert », *La Vie ouvrière*, n° 57, 5 février 1912, pp. 233-234.

sécurité sociale à travers tout leur parcours. En 1910, Albert Thierry<sup>326</sup>, instituteur et ami de Pierre Monatte, estime que la formation des instituteurs dans l'École Normale Supérieure est quasiment inexistante : sur l'enseignement et la pédagogie, « on ne m'y a pour ainsi dire rien enseigné »<sup>327</sup>. Dans la suite du parcours, pour les enseignants, Pelloutier soulève les problématiques d'accès à l'emploi et annonce que pour l'enseignement secondaire en 1894, seul cent treize professeurs ont été placés sur les quatre cent trente-six candidats du total<sup>328</sup>. En effet, il estime que la difficulté d'accès à l'emploi est importante pour ce corps de métier. Si les professeurs du secondaire sont en difficulté pour trouver un emploi, la situation est encore plus précaire pour la « partie moyenne ». Par exemple, pour la même année 1894, les instituteurs étaient mille huit cent quarante-sept inscrits soit quarante-quatre demandes par emploi vacant, sept mille cent trente-neuf institutrices soit cent trente-deux demandes par emploi vacant. Même constat pour les professeurs de dessins, les hommes sont à cent quarante-sept inscrits soit dix-huit demandes par emploi vacant et les femmes, cent trente-deux inscrites soit vingt-deux demandes par emploi vacant. Les hommes professeurs de chants sont soixante-douze inscrits soit quatorze demandes par emploi et les femmes soixante-et-un inscrites soit dix demandes par emploi. Les professeurs de gymnastique hommes et femmes sont deux cent un inscrits, soit soixante-sept demandes par emploi<sup>329</sup>.

Certaines critiques soulèvent des questions sur les conditions de travail après avoir accéder à l'emploi. Le contexte des classes est un premier élément que Thierry met en lumière : dans sa classe, l'aspect esthétique est important à ces yeux :

« C'est trois petites salles malpropres, tristes, puantes. Les murs sont peints en marron et en rose. Il n'y a ni cartes, ni images. Le tableau noir creuse la cloison comme la gueule d'un four sinistre. Du plafond pendent des lampes électriques, dont plusieurs ont perdu leurs ampoules. Le poêle répand une fumée lugubre. Aux fenêtres, on voit l'automne pluvieux pourrir les arbres. Les tables, longues en première année, étroites et petites en deuxième et en troisième, font un bric-à-brac poussiéreux et misérable. »<sup>330</sup>

Ici, on peut dresser un parallèle avec les conditions des ateliers souvent dénoncées pour les autres corps de la production. La seconde problématique est liée au nombre d'élèves posant des problèmes d'accès à la pédagogie dans des niveaux très disparate : il enseigne ainsi à

---

326 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article85943>, notice THIERRY Albert, version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 1er avril 2015. [Consulté le 16/09/2022]

327 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, n° 5, 5 décembre 1909, p. 292.

328 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie ouvrière en France*, op. cit., p. 276.

329 *Ibid*, p. 277.

330 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 296.

cinquante élèves âgés de douze à dix-sept ans<sup>331</sup>. Ce rapport entraîne une fatigue, accentuée par les obligations programmatiques, qui touche les élèves puisque le professeur risque de « se désintéresse[r] souvent de sa besogne et l'accomplit comme une corvée »<sup>332</sup>. Un problème d'ordre plutôt éthique pour le syndicaliste révolutionnaire est l'impression d'entraîner les « bons élèves » vers les classes supérieures au risque d'une trahison de classe, notamment avec les « métiers d'écritures » de l'administration ou les contremaîtres d'usines<sup>333</sup>.

Par ailleurs, le secteur de la presse possède quelques problématiques de conditions de travail. Certains diplômés, pour survivre, sont obligés d'entrer dans les milieux de la publicité et de la réclame :

« Que deviennent ceux de ces individus que le sort n'a pas favorisés ? Ils se consacrent, en attendant un heureux hasard, aux mille métiers sans nom qu'engendrent les agglomérations urbaines. Les uns se font distributeurs de prospectus ou colporteurs ; d'autres, parmi lesquels on remarque surtout les diplômés universitaires, rédigent des réclames commerciales ; ceux qui ont une plume exercée et rapide confectionnent pour 1 fr. 50 le mille les bandes-adresses des prospectus. »<sup>334</sup>

On trouve d'autres métiers comme le « bandiste » dont la finalité consiste à écrire sur les bandes ou les enveloppes les adresses pour pour l'émission dans un travail répétitif et non épanouissant<sup>335</sup>.

La vision des artistes est un peu plus compliquée à appréhender. En effet, il est difficile de trouver des articles traitant uniquement des conditions de travail des professions artistiques. Lorsqu'ils les traitent, il est parfois difficile d'appréhender la réalité sociale derrière le discours romantique de l'artiste et du génie maudit<sup>336</sup>.

---

331 *Ibid*, p. 291.

332 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 88.

333 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 292-293.

334 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie ouvrière en France*, op. cit., p. 278.

335 *Ibid*, p. 279.

336 Il faudrait approfondir ce point. En effet, les discours sur les artistes mélangent plusieurs dimensions : la vision misérabiliste de l'artiste romantique, des approches de groupements non syndicaux comme la Société des gens de lettre et les discours syndicaux.

### 2.2.3 Usages et représentations de l'habillement ouvrier et populaire

En France, un attrait pour la « mode » se développe entre 1875 et 1909. Dans les milieux ouvriers, un vêtement à la « mode » est présent dans les garde-robes en copiant la classe moyenne, elle-même s'inspirant des classes hautes<sup>337</sup>. À partir de 1890, les vêtements de la classe ouvrière sont plus diversifiés entraînant des adaptations saisonnières ainsi que circonstancielle comme, par exemple, la différence entre la semaine et le dimanche. La qualité des vêtements s'est améliorée avec les vêtements de confection. Les ouvriers ont abandonné progressivement la blouse et le bourgeon pour la veste avec un pantalon, tous deux en toile ou velours pour le travail. L'ensemble de rue est composé d'un paletot ou veston avec pantalon de drap, ainsi qu'un gilet et une casquette. Les ouvrières, quant à elles, portent des robes, des manteaux, des bottines, des châles et des chapeaux<sup>338</sup>. Les ouvrières adoptent moins l'habillement bourgeois que les hommes. En effet, 70 % des hommes dépensent plus que les femmes après 1875. Globalement, les comportements de la classe ouvrière tendent à l'homogénéisation de la garde-robe<sup>339</sup>. Cependant cette uniformisation n'efface pas les différences de classes avec des subtilités toujours présentes comme la qualité des matériaux ou l'exécution<sup>340</sup>. Tout ceci irrigue les discours des syndicalistes, le vêtement populaire et ouvrier apparaît sous deux formes : d'un côté, comme objet matériel important de la consommation populaire soulevant la dimension économique et de l'autre côté, une dimension d'usage voire symbolique, en tant que représentation sociale et élément distinctif de la classe. Ces deux dimensions construisent et façonnent une perception de ce qui est ou doit être un habillement populaire dans les représentations des syndicalistes.

Cet intérêt pour la part du vêtement dans les budgets ouvriers<sup>341</sup> entre en résonance avec les discours plus littéraires qui accompagnent les questions sur les conditions de vie des ouvriers. En effet, les descriptions des vêtements appuient cette dimension de la difficulté d'existence, au risque parfois de tomber dans un misérabilisme. Là encore, la réflexion se

337 Jean-Claude Daumas, *La révolution matérielle : une histoire de la consommation*, op. cit., p. 178. ; Nous référons aussi à l'ouvrage sur la consommation strictement populaire : Anais Albert, *La Vie à crédit. La consommation des classes populaires à Paris (années 1880-années 1920)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021, 388 p.

338 *Ibid*, p. 177.

339 *Ibid.*, p. 179.

340 *Ibid*, p. 183.

341 La section de l'habillement et du vêtement sert généralement une référence à l'analyse des budgets des milieux ouvriers. Au cours de notre recherche, nous la retrouvons chez les Pelloutier en France, dans des articles sur des divers corps de métiers ou sur la situation en Russie bolchevique.

retrouve dans les informations transmises sur les travailleurs de divers métiers, en France mais aussi de l'étranger. Par exemple, en 1897, la FNBT rapporte l'état de l'habillement des dockers anglais comme expression de leur difficulté à vivre. Il s'inscrit dans la volonté de toucher les ouvriers de la mer qui sont très peu syndiqués et peu atteints par la propagande socialiste :

« La condition des travailleurs des ports de la Grande-Bretagne, dit une circulaire de la Fédération internationale des Marins et des Dockers, est véritablement horrible. Ces hommes vivent des pires aliments ; ils s'habillent des vêtements les plus sommaires ; leur mobilier se réduit à quelques chaises, bancs et tables » ; bref, ils sont totalement privés de confort. »<sup>342</sup>

En 1910, Charles Delzant formule le même constat pour le travail dans les verreries en accordant une place plus importante à l'enfance qui n'échappe pas à cette misère : « Et le vêtement ! En toute saison un complet de velours. Par tous les temps, [les enfants] allaient pieds nus dans les souliers ; ils n'avaient pas de mouchoir, pas de cravate non plus. Ça c'était pour le dimanche. Pour le travail, ils étaient chaussés de sabots, vêtus de maillots et du pantalon de velours qui avait servi l'année précédente et qu'on lavait une fois ou deux par an »<sup>343</sup>. L'unicité du vêtement ainsi qu'un blanchissage rare participe de la dimension misérable qui touche les populations ouvrières : pour une ouvrière anglaise, « lorsque les bas de ses enfants ont besoin d'être lavés, elle couche ceux-ci, dont aucun n'en possède plus d'une paire. Elle lave ordinairement le samedi, après avoir terminé son travail »<sup>344</sup>. Le travail du blanchissage est ici effectué par les femmes ouvrières pour assurer l'hygiène de la famille et apparaît comme un travail supplémentaire. Cette réflexion sur le vêtement se retrouve dans l'approche utopique de la société chez Pouget. La révolution, en offrant la possibilité d'avoir des « frusques potables » pour tous les individus, redonne une dignité à ceux dévalorisés tout en ôtant des privilèges accordés à des individus par le monde social actuel. Le vêtement ne doit plus être porteur de distinctions sociales. Dans cette dernière, les individus pourront avoir accès à des habits de qualité. En creux, on peut lire une critique de la société contemporaine n'offrant pas aux individus une décence vestimentaire qui valorise leur humanité : « Les puros sont inconnus : personne n'a de ripatons faisant risette au ruisseau ni des grimpants aérés aux fesses ; tout le monde a des frusques potables ; non des vêtements de gommeux, mais des nippes commodes et étoffées »<sup>345</sup>.

342 Anonyme, « Les ouvriers des ports », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 2, 1<sup>er</sup> mars 1897, p. 7.

343 Charles Delzant, « L'exploitation des enfants dans les verreries », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 347.

344 Robert H. Sherard, « Les ouvriers en chaînes de Cradley Heath », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 4, 1<sup>er</sup> mai 1897, p. 12.

345 Pouget Émile [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896 – an 104*, op. cit., p. 24.



De plus, on retrouve l'idée du caractère utilitaire de l'habillement qui imprègne un discours anarchiste. Comme vision d'un art utilitariste et moderne, il s'agit de relier l'habillement avec l'usage que l'on en fait. En valorisant le travail, il faut que l'habillement soit l'expression visible du travail. On voit que la blouse est ce qui représente l'ouvrier avant 1890 : « ils vont à l'atelier, avec leur blouse, foutue sur un tricot ou un gilet »<sup>346</sup>. Dans certains discours, le travail se retrouve aussi dans les vêtements eux-mêmes avec les déchirures ou les usages qui en ressortent : ainsi, pour les ouvriers dans la métallurgie, « la chaleur des fourneaux est terrible et le travail épuisant. Lorsqu'ils rentrent chez eux, les hommes tordent leurs vêtements »<sup>347</sup> ou pour le manoeuvre, « bête de somme des usines. [...] ses vêtements sont perforés de particules volantes »<sup>348</sup>.

### 3 Combattre l'autorité intellectuelle et morale

#### 3.1 Des moyens culturels du contrôle intellectuel

##### 3.1.1 De la presse capitaliste et partisane

Le nombre de revues et de titres de presse augmente à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle avec l'amélioration des moyens techniques de publication et la mise en place de la loi sur la liberté de la presse sous la Troisième République<sup>349</sup>. Cette liberté a donné un grand essor à la presse anarchiste mais plus généralement à toute la presse. Cependant, aux yeux des syndicalistes, la presse est perçue comme un outil idéologique au service des gouvernants pour saper les espoirs du prolétariat et un moyen de propagande au service du capital :

---

346 Émile Pouget, « Coups de tranchet – Égalité, mince de colle ! », *Le Père Peinard*, n°40, 1<sup>er</sup> décembre 1889, p. 14.

347 Robert H. Sherard, « Les ouvriers en chaînes de Cradley Heath », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 4, 1<sup>er</sup> mai 1897, p. 12.

348 Arnold Bremond, « Sept mois dans les usines d'Ivry. Logement. L'hôtel ouvrier », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 4.

349 Pour consister un aperçu de ce vaste sujet d'études, nous référons à quelques ouvrages principaux approfondissant plusieurs aspects (techniques, sociaux, formes, contenus etc.) : Claude Bellanger, Jacques Godechot, Guiral Pierre, (dir.) *Histoire générale de la presse française. Tome 3*, Paris, Presses Universitaires de France, 1972, 687 p. ; Dominique Kalifa, Philippe Régner, Marie-Eve Thérenty, Alain Vaillant (dir.), *La civilisation du journal : histoire culturelle*, Paris, Nouveau monde éditions, 1764 p. ; Jacqueline Pluet-Despatin, Michel Leymarie, Jean-Yves Mollier, *La Belle-Époque des revues : 1880-1914*, Paris, Éditions de l'IMEC, 2002, 439 p. ; Christophe Charle, *Le siècle de la presse : 1830-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 399 p.

« Auparavant, les quotidiens n'avaient guère été que des engins, précieux pour le capitalisme, - et ils s'asservissaient typographes et journalistes. Les uns et les autres devaient faire litière de leurs manières de voir, de leurs opinions, de leurs intérêts de classe et collaborer à répandre des idées que souvent ils considéraient comme fausses, délétères, pernicieuses ; la nécessité de recevoir du capital un salaire, – sans lequel ils ne pouvaient vivre, – les y obligeait. »<sup>350</sup>

### *Manipulations et rétentions*

Pour les anarchistes-syndicalistes, la presse est un enjeu idéologique important. En effet, elle est considérée comme un moyen de propagande que la classe bourgeoise et capitaliste use à son profit. On remarque deux grandes tensions concernant les problèmes de la presse, hors du spectre financier : la manipulation des informations et l'absence de visibilité de certaines informations. Mais une problématique qui ressort souvent est aussi celui de la répression de la presse syndicaliste révolutionnaire et ouvrière. Il existe donc dans les milieux syndicalistes une véritable méfiance à propos de la « presse bourgeoise » et du rapport qu'elle entretient avec le mouvement ouvrier. Le cas est particulièrement vrai pour les congrès. En effet, toute entrée de la presse est aussi la possibilité de fournir des renseignements tant sur les organisations que les militants et donc servir de moyen répressif. Cependant, on remarque une volonté d'ouvrir et de non-secret par rapport à l'héritage des groupes révolutionnaires insurrectionalistes : seules les séances concernant les questions d'organisation ne sont pas ouverte à la presse. Par exemple, au VIIe Congrès national des Bourses du Travail en septembre 1898, il y a bien un débat autour de cette question :

« Un débat s'élève à propos de l'admission ou de la non admission de la Presse. **N i c e** et le **Comité fédéral** demandent la publicité des séances. **Nantes, Tours et Dijon** formulent cependant des réserves pour les séances où sont discutées des questions d'administration intérieure. Le **Comité fédéral** rappelle que l'usage des Congrès de la Fédération est de déclarer privée la séance où se discute le rapport du **Comité Fédéral**. Le Congrès décide, à l'unanimité, l'admission de la Presse à toutes les séances, sauf à celle de cette après-midi. »<sup>351</sup>

---

350 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, pp. 107-108.

351 Fernand Pelloutier, « VIIe Congrès national des Bourses du travail et union de syndicats. Mercredi 21 septembre. Première séance », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 20,21,22, 1<sup>er</sup> octobre 1898, p. 1.

Cette question n'est pas propre au mouvement syndicaliste et anarchiste français. En effet, au congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907, la séance qui concerne l'organisation internationale est fermée aussi à la presse après des débats<sup>352</sup>.

Le problème le plus important de la presse bourgeoise est celui de la déformation des informations et des connaissances du mouvement ouvrier. Cette désinformation participe de la répression : « M. Delmas, comme la plupart des patrons, ne voit le monde ouvrier qu'à travers les commentaires de la grande presse qui, elle-même, n'en aperçoit que la façade »<sup>353</sup>. Cependant, il n'est pas rare que les syndicalistes s'informent aussi dans la presse dite bourgeoise. Les informations circulent de manière importante entre les différents titres. Les informations internationales sont généralement tirées de la presse britannique car les systèmes britanniques sont plus importants que la presse française dans les années d'avant-guerre<sup>354</sup>. Cette transmission des informations entraîne nécessairement des biais et des changements d'informations qu'elles soient volontaires ou involontaires. Par exemple, Pouget explique qu'un article sur le massacre de prisonniers nihilistes russes donnait la justification d'une imprimerie clandestine pour justifier les morts alors, qu'à priori, l'information n'était pas vérifiée :

« Ah les salops, quel tas de fripouilles que ces journaloux bourgeois ! La semaine dernière je racontais le massacre des nihilistes à Yakoutsik ; je l'avais pigé dans un canard bourgeois – qui lui, l'avait pigé dans un canard anglais. Mais nom de dieu, il a vite vu qu'il avait fait une bourde ; ça ne plaît pas à Constans qu'on raconte les crimes d'Alexandre II. Illico tous les journaux putassiers à démentir l'histoire, à gueuler que c'était des contes de la mère l'oie. L'histoire de l'imprimerie [des prisonniers russes], paraît que vraiment c'est du battage. Mais mille millions de bombes, ce qui n'est que trop vrai, c'est le massacre. »<sup>355</sup>

La manipulation des informations ressort dans plusieurs situations dans le corpus étudié. Tous les événements ouvriers comme les grèves et autres mouvements sont perçus au prisme d'une lecture de classe à laquelle il faudra opposer une vision ouvrière des événements pour les expliquer et fournir une autre vision partielle. Par exemple, lors des événements à Barcelone en 1909, André Michaux explique que « voilà, brièvement et fidèlement notées, les impressions que nous avons rapportées d'un séjour d'une semaine en Catalogne. Il m'a semblé utile de les opposer aux notes tendancieuses de la presse en général et du *Temps* en

---

352 Sans auteur, cet ouvrage a néanmoins été publié par Paul Delessalle. Il est probable qu'il soit l'auteur : *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, août 1907*, Paris, La Publication sociale, 1908, p. 175.

353 Henri Normand, « Le Congrès des Maîtres Imprimeurs », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 101.

354 Christian Delporte, *Histoire du journalisme et des journalistes en France : du XVIIe siècle à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 27.

355 Émile Pouget, « Au fond de la Sibérie », *Le Père Peinard*, n° 46, 19 février 1890, p. 14.

particulier »<sup>356</sup> ou lors d'une grève des maçons parisiens la même année, Schmitz explique que « retracer à grands traits le chemin parcouru et les luttes soutenues par l'organisation ouvrière depuis 1906 aidera à comprendre la genèse du récent mouvement de la grève, incompris dans son ensemble aussi bien par les argus de la presse libre que par ceux de la presse bourgeoise »<sup>357</sup>. Du côté bourgeois, la grève est souvent présentée comme un moment inutile et qui rompt la paix sociale. La presse soutient ce discours contre les événements ouvriers. Selon elle, la lutte pour la hausse des salaires n'est pas utile dans la mesure où le prix des denrées dépend des « lois sociales » imposées par le gouvernement :

« Du côté bourgeois, on incrimine la lutte ouvrière. La presse insiste sur les charges qu'imposent aux industriels et aux commerçants les lois sociales, sur les augmentations de salaires obtenues par les grèves. Et le refrain qui revient en tous lieux, c'est que ce n'est vraiment pas la peine de réclamer de plus haut salaires si l'on doit payer tout plus cher. [...] Cet état d'esprit créé et entretenu par la grande presse est plein de péril pour l'action revendicatrice. Il tend à faire considérer la hausse comme une chose naturelle et contre laquelle il est inutile, par conséquent, d'agir. [...] Voyez le parti que tire de la situation toute la presse corrompue s'acharnant à défigurer le mouvement ouvrier et cela dans le même instant où elle représente les grévistes comme des apaches. »<sup>358</sup>

La presse bourgeoise a tenté de prouver ses dires et c'est pourquoi Monatte répond par une analyse de l'article publié dans *Les Débats*<sup>359</sup>. De plus, la tendance à la criminalisation de l'action ouvrière est présente dans la presse bourgeoise. Par exemple, certains journaux répandent des mensonges dans les approches de la grève : c'est le cas pour des grèves en Guadeloupe : « Ainsi, nous remédierons à l'ignorance dans laquelle nous laisse la presse qui se dit indépendante, mais qui se contente de l'étiquette. Ainsi, nous opposerons aux mensonges monstrueux mis en circulation par certains forbans du parlementarisme, la vérité toute nue, toute palpitante, toute triste »<sup>360</sup> à propos de l'assassinat de trois grévistes. Quelques mois plus tard, à propos d'événements insurrectionnels en Guadeloupe, un auteur rapporte que des hommes noirs voulaient violer des femmes blanches dans *La Presse Coloniale* sous le nom de Posquer ; ce que dément S. Rosso car « on raconte un mensonge »<sup>361</sup>. La dimension racialisante peut aussi être monopolisée pour des mouvements populaires dans les colonies. De plus, certains titres ne rapportent même pas l'événement hormis quelques titres socialistes : « Outre la *Démocratie Sociale* de Basse-Terre, il ne s'est trouvé que le *Libéral*,

---

356 André Michaux, « Retour de Barcelone », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 76.

357 Schmitz, « La grève des Maçons parisiens (26 août-10 septembre 1909) », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 24.

358 Pierre Monatte, « La cherté des vivres », *La Vie ouvrière*, n° 23, 5 septembre 1910, pp. 264-265.

359 *Ibid*, p. 266.

360 Anonyme, « Grèves et politique à la Guadeloupe », *La Vie ouvrière*, n° 15, 5 mai 1910, p. 520.

361 S. Rosso, « Grèves et Socialisme à la Guadeloupe », *La Vie ouvrière*, n° 25, 5 octobre 1910, p. 497.

organe du parti républicain radical de la Pointre-à-Pitre, pour se faire l'écho des revendications ouvrières »<sup>362</sup>.

Cette dévalorisation d'événements ouvriers comme les grèves peut mener à des actions insurrectionnistes pour empêcher la parution de titres bourgeois. Par exemple, A. Willaert<sup>363</sup>, secrétaire du syndicat des ouvriers du Bâtiment de Dunkerque, nous apprend que les typographes se joignent à la revendication de la Fédération du Bâtiment en ayant la possibilité d'empêcher la publication de titres anti-ouvriers. Ici, c'est même le cas d'un journal politique radical. Mais le journal radical est quand même publié car « malheureusement, [le syndicat des typographes] n'a pu empêcher la publication des deux quotidiens locaux. L'imprimerie du *Nord Maritime*, le journal réactionnaire, est gardée militairement par une compagnie d'infanterie ; les querelles politiques disparaissent, le *Phare du Nord*, le journal radicalisant est imprimé à la maison cléricale »<sup>364</sup>. Les mêmes procédés sont présents lors de la période de l'entre-deux-guerres. Par exemple, lors d'une grève de la Fédération du Livre à Bordeaux en 1933-34, Jean Barrué estime que la non-présence de l'événement est présente à la fois dans la « presse bordelaise bourgeoise » mais aussi dans le titre « néo-socialiste » *Le Cri populaire*. Cette presse bourgeoise tend même à débaucher des ouvriers pour continuer le travail :

« Du côté de la presse, situation inchangée : rien ne paraît sur le conflit, côté patronal ou côté ouvrier. Les démarches faites pour la suppression des annonces : « demandes de personnel pour imprimeries touchées par la grève », sont restées sans effet à la *Petite Gironde* et à la *France*. Signalons que la réactionnaire *Liberté du Sud-Ouest* (directeur: abbé Peuch) s'est engagée à ne plus publier de telles annonces, et a tenu parole ! En revanche, *Le Cri Populaire* continue à garder un silence obstiné sur une grève qui, sans doute, compromet l'ordre et l'autorité. Le seul article qu'il a publié était de l'avis des camarades « une provocation » ; en tous cas, une condamnation des revendications « impossibles » des ouvriers. Décidément Marquet va vite, très vite sur la route de la muflerie intégrale ! »<sup>365</sup>

Au travers de l'exemple précédent, on remarque qu'à partir de la structuration de la doctrine syndicaliste autour de la Charte d'Amiens en 1906, le combat dans la presse se poursuit aussi avec les autres conceptions socialistes et ouvrières notamment autour de l'importance du politique. Pouget regrette qu'un titre de presse puisse servir les intérêts politiques : la presse syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste se trouve confrontée aux politiciens socialistes groupés autour de la SFIO et de son titre représentatif, l'*Humanité*.

---

362 *Ibid*, p. 500.

363 La notice de ce militant est très courte: <https://maitron.fr/spip.php?article86551>, notice WILLAERT (ou WILLART ?) , version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 30 mars 2010. [Consulté le 30/05/2022]

364 A. Willaert, « La grève du bâtiment de Dunkerque », *La Vie ouvrière*, n° 20, 20 juillet 1910, p. 105.

365 Jean Barrué, « La grève du Livre à Bordeaux », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 15.

Lors des discussions lors de la mise en place des premières retraites ouvrières et paysannes en 1910, les syndicalistes révolutionnaires estiment que les socialistes font le jeu du gouvernement et qu'ils masquent la visibilité des débats et des conférences menées par la C.G.T :

« *L'Humanité* a beau se dire l'« organe de la classe ouvrière », elle n'est que l'organe du groupe parlementaire socialiste. Elle n'est que cela. À chaque fois que l'intérêt des parlementaires se trouvera en opposition avec l'intérêt de la classe ouvrière – et ce sera dans toutes les questions importantes – on trouvera toujours *L'Humanité* du côté des parlementaires, Quitte, le lendemain, quand le tour est joué, à reprendre de grands airs d'impartialité. Cette attitude qui lui est coutumière, *L'Humanité* l'a reprise dans l'affaire des retraites ouvrières. Plus de soixante meetings avaient été organisés par la C. G. T., le 12 et le 13 février dernier, contre le projet des retraites ouvrières. Que les journaux qui ne mettent aucun scrupule à paraître inspirés par le gouvernement – qui semblent même s'enorgueillir de palper à ses fonds secrets, et l'on sait si Briand s'entend à organiser sa publicité – aient fait le silence autour de ces meetings, rien de plus naturel. Mais que *L'Humanité* ait imité la presse gouvernementale ou la presse d'affaire, cela peut sembler moins naturel. Qu'elle ait dépassé la consigne du gouvernement et qu'elle soit sortie du silence pour dire mensongèrement que ces meetings avaient échoué, voilà qui doit sembler extraordinaire. »<sup>366</sup>

Dans l'entre-deux-guerres, l'apparition du PCF en 1922 et l'entrée des communistes au sein du titre *L'Humanité* poursuivent la critique déjà présente sous la SFIO. Les syndicalistes accusent toujours le titre d'être à la solde des politiciens mais ce à quoi, il faut ajouter l'ingérence de la Troisième Internationale sous la coupe moscovite. Le même discours de la dissimulation est présent, par exemple, lors des incidents et des violences envers des militants anarcho-syndicalistes lors d'un meeting en 1927 : « Après les commentaires de la presse bourgeoise et l'odieux article de *L'Humanité* concernant les graves incidents du meeting de l'Alcazar, la C.G.T.S.R a cru indispensable d'ouvrir une rapide enquête, de façon à établir les responsabilités et de mettre un peu de lumière sur la façon dont certaines gens écrivent l'histoire. [...] Mais non seulement l'article de *L'Humanité* est mensonger, il constitue, en outre, un appel direct au meurtre de militants que l'on y désigne nommément »<sup>367</sup>. Aux yeux des anarcho-syndicalistes, *L'Humanité* exerce une importante influence sur les militants qui se retrouvent lors des congrès<sup>368</sup> ou les événements ouvriers<sup>369</sup> en ressassant « tous les lieux communs de la presse communiste ».

---

366 Anonyme, « Documents. A propos des retraites ouvrières », *La Vie ouvrière*, n° 12, 20 mars 1910, pp. 375- 376.

367 Anonyme, « Le meeting sanglant. La vérité sur la fusillade de l'Alcazar », *Le Combat syndicaliste*, n° 8, s.d. [circa mi-mars 1928] p. 1.

368 Nous n'avons pas d'informations sur le militant sous ce pseudonyme : Haro, « La propagande de la CGTSR. Grenoble », *Le Combat syndicaliste*, n° 2, janvier 1927, p. 2.

369 Anonyme, « Le Premier mai. Saint-Étienne », *Le Combat syndicaliste*, n° 6, 1<sup>er</sup> juin 1927, p. 2.

De plus, ces problématiques de débats ne se jouent pas uniquement à une échelle nationale. En effet, on trouve des débats entre des organisations internationales comme le Bureau Socialiste International critiquant les événements en Catalogne en 1910. Les anarcho-syndicalistes catalans répondent à un article jugé calomnieux que retransmet en partie la *Vie Ouvrière*. Les socialistes espagnols accusent les « anarchistes » et « bakounistes » d'empêcher leurs actions :

« Je ne discuterai pas davantage la circulaire si maladroitement lancée par le Bureau socialiste international. Cette circulaire, comme il est naturel, a soulevé l'indignation des syndicalistes catalans, dont l'organe, la *Solidaridad Obrera*, l'a stigmatisée dans son numéro du 26 février comme un document qui « falsifie les faits d'une manière déplorable » et qui « contient des calomnies préjudiciables à l'harmonie qui doit régner dans le camp syndicaliste ». Quant au journal *Tierra y Libertad*, il a publié, le 3 mars, une réponse que je veux donner ici en entier : « Le groupe éditeur et rédacteur de *Tierra y Libertad*, de Barcelone, dénonce au monde travailleur la fait suivant : Le Bureau socialiste international, dans le journal belge le *Peuple*, organe quotidien de la démocratie socialiste, numéro du 8 février dernier, s'adresse aux comités centraux des Partis affiliés, en leur demandant huit à neuf mille francs pour la reconstitution du journal *la Internacional*. Dans cette circulaire, le Bureau socialiste international, mal informé, commet des inexactitudes qui peuvent être qualifiées de graves et même de calomnieuses. »<sup>370</sup>

Dans les années de l'entre-deux-guerres, les problématiques sont toujours présentes avec les répressions des différentes composantes socialistes agissant en Russie. La stalinisation du PCR avec l'éviction des trotskystes est minimisée par la propagande dans la presse russe sous forme humoristique : « Les mesures de répression s'accumulent. Chaque jour en apporte des nouvelles. Les journaux humoristiques de Moscou montrent Trotsky et ses amis emplissant un train partant pour la Sibérie »<sup>371</sup>. Ironisant sur la situation d'aveuglement des communistes français, Alfred Rosmer<sup>372</sup> interroge : « L'*Humanité* ne nous donnera-t-elle pas un échantillon de cet « esprit », avec commentaire de Marcel Cachin<sup>373</sup> ? »<sup>374</sup>

---

370 Anselmo Lorenzo, « Réponse au Bureau Socialiste International », *La Vie ouvrière*, n° 12, 20 mars 1910, pp. 332-333.

371 Alfred Rosmer, « La révolution russe en danger. La dictature stalinienne et la liquidation du Communisme », *La Révolution prolétarienne*, n° 47, 1 décembre 1927, p. 5

372 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice importante de ce militant dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article75205>, notice ROSMER Alfred [GRIOT, André, Alfred dit]. Autre pseudonyme : ALFRED André par Colette Chambelland, Christian Gras, version mise en ligne le 28 novembre 2009, dernière modification le 22 mars 2021. [Consulté le 30/05/2022]

373 Pour la notice de ce militant, directeur de l'*Humanité*, nous référons à la notice importante dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article18297>, notice CACHIN Marcel [CACHIN Gilles, Marcel] par Guillaume Bourgeois, Jean Maitron. Notice revue par Gilles Candar pour la période antérieure à 1920 et par Claude Penetier pour la suite, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 18 février 2022. [Consulté le 30/05/2022]

374 Alfred Rosmer, « La révolution russe en danger. La dictature stalinienne et la liquidation du Communisme », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 5

## *Financiarisation et rentabilité*

La dimension économique de la presse est présente et généralement dénoncée par les syndicalistes révolutionnaires. Cependant, cette critique ne leur est pas spécifique car on la retrouve chez d'autres acteurs. En effet, la presse connaît un essor important grâce aux progrès techniques comme l'augmentation des tirages, croissance de la pagination, accélération du cheminement, circulation rapide des nouvelles et baisse des coûts. Tout ceci s'inscrit dans une logique capitaliste avec un attrait pour les hommes. Certains journaux deviennent même des Sociétés anonymes comme le *Petit Journal* en 1881. Les rédactions perdent leur caractère artisanal au profit d'une logique patronale multipliant les rédacteurs, les hiérarchisant et les spécialisant<sup>375</sup>. Les critiques les plus récurrentes sont celles du spectaculaire et de la corruption par l'argent<sup>376</sup>. En effet, la ploutocratie financière lui confère une dimension immorale avec existence de chantage contre des fuites d'informations, la production d'articles mélioratifs, etc<sup>377</sup>. Les syndicalistes s'inscrivent pleinement dans cette critique, en la qualifiant de « presse bourgeoise ». La notion financière s'agrège bien avec la critique du spectacle mais aussi autour de notion patriotique, militariste et impérialiste. Par exemple, dans un article de *La Vie ouvrière*, l'auteur explique que le journal *Le Matin* donne aux lecteurs des articles et des réclames qui vont dans le sens d'intérêts financiers militaristes :

« [Le Creusot et les Chantiers de Constructions de Saint-Nazaire] ont commencé par s'attacher le *Matin* en lui fournissant pour prix des services qu'ils attendaient de lui une publicité colossale. On a pu voir, ces temps derniers, à plusieurs reprises, la quatrième page du *Matin* prise entièrement (à une colonne près) par d'immenses articles de réclame pour le Creusot et Saint-Nazaire. Ainsi payé, le *Matin* a fait ce qu'on a voulu. Il a commencé par donner une importance colossale à la question turque. La première page, la Dernière heure ont été remplies de la question de l'emprunt turque. Il ne se publiait pas, où que ce soit, un article sur la question sans que le *Matin* en fournisse de longs extraits. Quand il était à court de copie, le *Matin* lançait à grand esbrouffe une nouvelle sensationnelle comme celle de l'accord militaire turco-roumain. Pelletan lui-même marchait de son article de tête. En somme, de cette question qui serait restée inaperçue du gros public, le *Matin* en fit une affaire sensationnelle, pire que le Circuit de l'Est. Le lecteur du *Journal* ignore à peu près complètement l'histoire de cet emprunt ; pour le lecteur du *Matin*, c'est une affaire nationale où l'intérêt de la Patrie est en jeu. Le but poursuivi est double : d'une part, on espère amener ainsi la Turquie à se soumettre et à accepter les

---

375 Christian Delporte, *Histoire du journalisme et des journalistes en France : du XVIIe siècle à nos jours*, *op. cit.*, pp. 19-21.

376 *Ibid*, p. 31.

377 *Ibid*, p. 33.



conditions de Schneider ; d'autre part, on compte aussi de cette façon intimider les autres pays et les obliger à accepter les mêmes conditions. »<sup>378</sup>

Cette dimension financière apparaît surtout avec l'usage de la publicité et des annonces servant à valoriser notamment de possibles ventes de navires de guerres pour l'Empire Ottoman.

Dans l'entre-deux-guerres, la dimension financière ressort aussi avec l'influence qu'essaye d'exercer le Parti Communiste Russe en voie de bolchevisation sur l'opinion de gauche française. Certains anarchistes-syndicalistes estiment que des journaux comme *Le Monde* d'Henri Barbusse sont financés indirectement par la politique stalinienne puisque seul le désintéressement peut être à l'origine d'une critique possible d'un régime politique. La dimension financière participe de l'auto-censure et de voilage de certaines informations :

« M. Henri Barbusse n'aurait-il pas eu plus d'autorité, pour condamner un Trotsky, un Racovsky, un Radek, un Préobrajensky et approuver d'avance leur emprisonnement, leur déportation ou leur exécution, s'il avait fait son voyage à ses frais, s'il ne s'était pas fait chèrement payer chacun de ses griffonnages, et s'il n'avait intrigué pour obtenir l'argent destiné à publier à Paris un journal, *Le Monde*, en collaboration avec Daniel Renoult ? Barbusse n'a-t-il pas une grande fortune lui permettant de voyager sans se faire entretenir et de publier à son compte les journaux qu'il lui plaît ? Il paraît que *Le Monde*, destiné à faire concurrence à des feuilles comme *Candide* ou *Les Nouvelles Littéraires*, doit attirer les « intellectuels de gauche » sous l'influence soviétique ; mais à supposer que cette besogne soit utile et que Barbusse et Daniel Renoult aient qualité pour l'assumer, comment ces deux thuriféraires de Staline ne comprennent-ils pas que le *désintéressement* serait la condition première du succès et que les circonstances où ils créent leur entreprise donne à celle-ci un caractère louche ? Barbusse serait-il directeur, Renoult rédacteur en chef du *Monde*, auraient-ils obtenu leurs dollars s'ils avaient à formuler la moindre critique à la politique stalinienne ? Et que vaudront ces « intellectuels de gauche » qui se laisseront gagner, non par des arguments, mais par des honoraires ? »<sup>379</sup>

### 3.1.2 Aspects « bourgeois » des productions culturelles

#### *Publicité et consommation culturelle capitaliste*

La dimension rentable et financière de la presse suppose un lectorat important et donc une visibilité sociale accrue. La « publicité » apparaît à la fin du XIXe siècle et se

---

378 Anonyme, « Notes et documents. La finance, la métallurgie et le *Matin* », *La Vie ouvrière*, n° 25, 5 octobre 1910, p. 438.

379 Anonyme, « À propos des délégations en Russie », *La Révolution prolétarienne*, n° 54, 15 mars 1928, p. 16

professionnalise avec différents acteurs<sup>380</sup>. La publicité va s'adapter à différentes expressions culturelles en fonction des découvertes techniques : affiches, encarts imprimés dans la presse ou même radiophonie dans les années 1930. De plus, le XIXe siècle construit progressivement un rapport de plus en plus important aux images, dont l'affiche publicitaire ne constitue qu'une dimension<sup>381</sup>. Les anarchistes-syndicalistes dénoncent le système publicitaire qui émerge durant cette seconde moitié du XIXe siècle afin de pousser à la consommation notamment via les grands magasins. L'association entre la « réclame » et le grand magasin est courante dans leurs écrits au tournant du siècle. Pour parler d'une grève de vendeuses dans un grand magasin, Pouget interroge : « Connaissez-vous les *Plus Vastes* ? C'est par ces deux mots que les calicots désignent les magasins du Louvre. Les patrons foutent sur toutes leurs réclames que leur boîte est la *plus vaste* du monde, – de là le surnom. Les employés toujours pommadés, bien frusqués, doivent continuellement avoir la bouche en cœur, – ah, les amis, que de larmes cachent cette apparence heureuse »<sup>382</sup>. L'imprimé va être la première expression visible potentiellement par un public populaire et ouvrier : dans l'espace public par les affiches ou les prospectus et dans l'espace privé par les revues et les journaux.

Les « réclames », puis la « publicité » dans l'entre-deux-guerres, sont souvent jugées comme un art de tromperie : par exemple, les prospectus donnés au contact du consommateur individuel à la Gare de l'Est pour les vêtements sont « quantités de « Gaston's », de « Michel's », de « Louis », qui, pour le même prix se chargent, eux aussi, de vous fournir de pareils complets prétendus « *pure laine* » »<sup>383</sup>. De plus, comme le montre l'exemple suivant, pour l'ameublement, De Groote estime que le marchand se réapproprie symboliquement le travail du producteur qui disparaît dans des images pittoresques :

« Bien rare si, en repliant votre journal, vos yeux ne se portent pas machinalement sur la page d'annonces. Vous y retrouvez d'une façon invariable les mêmes placards publicitaires. Leurs formules vous sont à ce point familières que vous les lisez sans les voir, elles sont gravées dans votre mémoire sans que vous ayez jamais fait effort pour les y incruster. C'est là tout le secret de la publicité. Le commerce moderne ne saurait se passer de la publicité. C'est une science, un art : l'art de vanter, d'exagérer et, le plus souvent, de bluffer. Parmi les bluffeurs qui se glissent subrepticement et quotidiennement dans une de vos cellules cérébrales, le marchand de meubles occupe une place privilégiée. ne vous en défendez pas ! Vous l'avez remarqué parce qu'il a une spécialité : la spécialité de la vente directe « du producteur au consommateur ». Son cliché ne change jamais. Premier plan : ses meubles « tous genres, tous styles » ; deuxième plan : une perspective de machines, d'établis : la

380 Marie-Emmanuelle Chessel, *La Publicité : naissance d'une profession*, Paris, CNRS édition, 1998, 252 p.

381 Pascale Goetschel, Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle de la France : de la Belle Époque à nos jours*, Malakoff, Armand Colin, 2018, p. 39.

382 Émile Pouget, « Aux « plus vastes », *Le Père Peinard*, n° 42, 15 décembre 1889, pp. 8-9.

383 Lagrange, « L'habillement parisien », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 3.

perspective, c'est « nos ateliers ». Eh bien ! n'en croyez pas un mot. ce n'est pas vrai ! Il n'est pas plus fabricant, que votre boucher n'est éleveur. A de rares exceptions près, le marchand de meubles n'a pas d'ateliers. Ce qu'il vous vante ne lui appartient souvent même pas, il ne l'a qu'en dépôt, et ça se fabrique, parfois très loin de chez lui : dans le « faubourg ». »<sup>384</sup>

Dans les années 1930, l'apparition de la T.S.F. et de la radiophonie va contribuer à fournir à la publicité une dimension sonore qu'elle n'avait pas jusque là. Les techniques publicitaires vont se retrouver aussi dans les moyens de transmettre des informations notamment dans la Russie soviétique. Le terme « propagande » n'apparaît pas dans son sens négatif d'après-guerre mais Paul Dhermy a conscience que le système visuel et sonore se retrouve dans des régimes à tendance totalitaire :

« Les haut-parleurs sans arrêt, déversent un déluge d'éloquence sur les passants : personne ne peut échapper à cette emprise par la vue et par l'ouïe. Une construction publicitaire gigantesque représente, grandeur naturelle, une portion d'un grand navire qui débouche dans une écluse. Ceci, pour soulever l'enthousiasme en faveur du grand canal qui relie la mer Baltique à la mer Blanche et de celui qui réunira Moscou à la Volga. D'immenses diagrammes représentent en relief, en couleurs et par transparence, le parcours de ces canaux. En face, de l'autre côté de la place, une autre construction en carton-pâte, montre en coupe les lignes de métro en construction, lesquelles doivent fonctionner dans un an. Le tout accompagné de jeux de lumière et de projections dont on n'a pas idée en France, Cela dépasse de loin tout ce qu'a pu imaginer le capitalisme, dans sa lutte pour la concurrence. C'est une véritable mystique qui se crée et qui remplace, je crois, tout naturellement tout ce qu'on a enlevé aux Russes et qui leur manque dans leur besoin de croire religieusement à quelque chose. »<sup>385</sup>

Toute cette publicité sert au système de consommation, touchant aussi les milieux culturels. Certaines pratiques culturelles ne trouvent pas grâce aux yeux des anarchistes-syndicalistes car elles sont trop liées au régime capitaliste et surtout sa dimension financière. En effet, le milieu de l'édition commence sa financiarisation au même titre que la presse<sup>386</sup>. La médiocrité que dénonce Pelloutier dans certaines œuvres est renvoyée à la quête du succès commercial et du profit, par l'exploitation de thèmes à la mode : « Un livre de M. Jules Bois a recueilli les mille folies écloses dans les cerveaux déséquilibrés de ce siècle, et toutes sont la création d'écrivains ou d'artistes, qui, ne pouvant faire sain et fort ou inspirés par l'appétit de l'immédiate renommée (toujours favorable à ceux qui flattent le détraquement public), firent

---

384 Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 5.

385 Paul Dhermy, « Témoignage prolétarien sur l'U.R.S.S. Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, n° 165, 25 décembre 1933, p. 7.

386 Jean-Yves Mollier, *L'argent et les lettres : histoire du capitalisme d'édition*, Paris, Fayard, 1988, 549 p.

maladif et horrible »<sup>387</sup>. Dans les milieux populaires du XIXe siècle, les lectures s'inscrivent dans la forme du roman-feuilleton publiés dans les titres de presse notamment via des titres de la grande presse comme *Le Petit Parisien* ou *Le Petit Journal*<sup>388</sup>. Le lectorat des journaux de grande presse est à soixante pourcent un lectorat rural<sup>389</sup>. En 1910, Raymond Lafontaine<sup>390</sup>, médecin et collaborateur des revues de Monatte, le constate mais est moins virulent que Pelloutier : « [les paysans lisent] le *Petit Parisien* et le *Petit Journal*. Cela tient sans doute à ce que ces journaux sont les plus offerts et que leur vente est la plus méthodiquement organisée »<sup>391</sup>.

Cette dimension financière touche aussi le monde des productions artistiques. Par exemple, Pouget développe les liens avec les musées et leurs contenus. Dans le processus révolutionnaire, la production artistique doit pouvoir échapper à l'accaparement capitaliste. Cette possession apparaît à ses yeux comme un moyen de distinction ou de spéculation financière plus qu'une « réelle passion », une connaissance et une réflexion. Cette vision se développe en parallèle de l'émergence des marchands d'art et de la mise en place d'un marché de l'art d'ordre privé avec la fin de l'implication de l'État dans les systèmes de récompenses dans les Salons<sup>392</sup> : « Ce fut une révision burlesque que firent les révolutionnaires lorsqu'ils prirent possession des collections particulières, amoncelées par les privilégiés du capital, par snobisme ou ostentation, – quelquefois avec arrière-pensée de spéculation, – et non par réelle passion d'art »<sup>393</sup>.

Ces pratiques sont également envisagées selon un prisme moraliste. Dans les années 1890, Pouget reproche à ces titres de presse leur caractère abrutissant : « un bougre pas mauvais du tout, mais profondément abruti par la lecture du *Petit Journal* »<sup>394</sup>. Chez Pelloutier, il attaque autant la bourgeoisie que le prolétariat. Les productions artistiques

387 Fernand Pelloutier, *L'Art et la Révolte. Conférence prononcée le 30 mai 1896* [1896], Paris, Éditions Place d'armes, 2002, p. 17.

388 Anne-Marie Thiesse, *Le roman du quotidien : lecteurs et lectures populaires à la Belle-Époque*, Paris, Le Chemin vert, 1984, p. 26.

389 Pascale Goetschel, Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle de la France : de la Belle Époque à nos jours*, op. cit., p. 14.

390 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la courte notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article115290>, notice LAFONTAINE (ou LA FONTAINE) Raymond. Pseudonyme : FRONTIS, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 7 janvier 2020. [Consulté le 16/09/2022]

391 Raymond Lafontaine, « Les lectures des paysans », *La Vie ouvrière*, n° 4, 20 novembre 1909, p. 203.

392 Harrison C. White, *La carrière des peintres au XIXe siècle : du système académique au marché des impressionnistes*, op. cit. ; Frédéric Monneyron, *L'art et ses institutions en France*, op. cit.

393 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit. pp. 283-284.

394 Émile Pouget, « M. Dugourdeau à la recherche du meilleur des gouvernements », *Le Père Peinard*, n° 35, 20 octobre 1889, p. 16.

comme le livre, la peinture et la musique participent de la démoralisation des deux classes et elles n'ont qu'une volonté d'annihiler la réflexion par la facilité. En effet, Fernand Pelloutier critique la spectacularisation et la sexualisation des productions culturelles :

« Au mépris de la morale commune, bonne pour le pauvre et dont se dispense la richesse, aux leçons de mysticisme, joignez la démoralisation qu'engendre la lubricité du livre, du spectacle du tableau, de la musique même. Le livre n'inspire plus à la réflexion, il prépare au rut ; le spectacle n'est plus la jouissance et à la fois le délassement intellectuel, c'est l'élixir qui ranime pour les prouesses de l'alcôve ; le tableau n'est plus la figuration reposante et exaltante des merveilleux paysages, des nudités harmoniques ; c'est le déshabillé savant qui met le feu à la cervelle et au ventre. »<sup>395</sup>

À ces yeux, cette spectacularisation est indissociable du caractère sexuel car il permet facilement la financiarisation. C'est la dimension intellectualiste de Pelloutier qui ressort ici à travers un idéal du militant-savant et de l'émancipation ouvrière. Cette vision moralisante participe de la dimension d'un prolétariat passif qui subit la société capitaliste et bourgeoise comme le signalent, à ses yeux, des pratiques culturelles comme le café-concert :

« La dureté des riches réveille l'énergie et détermine les révoltes, les jouissances malsaines étouffent l'une, compriment les autres. Déprimée le jour par son labeur, abrutie le soir par les alcools impurs, les spectacles graveleux, la foule n'a ni le temps ni la liberté d'esprit nécessaire pour réfléchir à son sort, et de là vient l'indifférence, la lâcheté avec laquelle ce peuple, qui fit 48 et 71, subit aujourd'hui les pires outrages. Le soufflet reçu, il le lave par l'absinthe ; l'incertitude du lendemain, il l'oublie au café-concert ; la virilité des insurrections, il la porte au lupanar. »<sup>396</sup>

Cette vision d'une médiocrité et d'une vulgarité supposées des distractions et des productions culturelles participant d'une dégradation politique du « peuple » montre une forme de nostalgie politique. Au début des années 1930, ce discours est présent sous le pseudonyme de Franck. Il associe les « distractions » avec les music-halls et cinémas et plus généralement à la ville en elle-même :

« Innombrables sont les pièges que l'on tend à la jeunesse ; la ville les attire par ses « distractions » sans nombre : cinémas, dancings, beuglants, réclames tapageuses, tout est mis en œuvre pour éblouir et attirer la chair à travail ; malheureusement, les salaires sont tellement maigres que ces « distractions » sont interdites au plus grand nombre. Ce sont alors les bêtises qui commencent ; le désir de jouir éveillé par le spectacle, malsain des villes, pousse les gens à commettre des actes que la légalité bourgeoise réproouve d'autant plus qu'elle sait que c'est la mauvaise organisation sociétariaire qui est la vraie coupable. »<sup>397</sup>

---

395 Fernand Pelloutier, *L'Art et la Révolte. Conférence prononcée le 30 mai 1896, op. cit.*, p. 17.

396 *Ibid*, p. 19.

397 Franck, « Sauvons la jeunesse », *Le Combat syndicaliste*, n° 13, août 1928, p. 4.

## *Le système d'enseignement de la bourgeoisie*

La Troisième République est un temps de construction d'un modèle éducatif basée de manière théorique sur son accès au plus grand nombre. Inscrite dans l'héritage des Lumières, l'éducation républicaine est pensée comme une moralisation par le savoir, d'unification et de cohésion des citoyens autour de la nation. Les lois, connues sous le nom de Ferry concernant l'éducation et adoptées durant la décennie 1880, reposent sur trois principes : la gratuite, l'obligation et la laïcité. Elles organisent progressivement les moyens étatiques du système éducatif avec la création d'écoles de formation pour les enseignants, des structures d'accueil ou des programmes scolaires<sup>398</sup>.

À travers notre corpus, il semble que la critique de l'école chez les libertaires ne se développent qu'à partir du tournant du siècle par des instituteurs. Sans doute, la mise en place progressive des éléments étatiques décrétés ne sont véritablement appréhendés qu'une dizaine d'années plus tard par nos acteurs mais aussi par l'accès à ce type de profession par des enseignants issus des classes populaires. En effet, selon Françoise Mayeur, l'État républicain perd de son aspect héroïque à partir du tournant du siècle (affaire Dreyfus, impérialisme). La critique générale de l'école primaire est la critique de l'école comme dépositaire de la raison d'État, qui s'amalgame avec la raison politique et religieuse : « Nous repoussons énergiquement toute orthodoxie, de quelque côté qu'elle émane, de droite ou de gauche ; tout credo – le credo laïque et républicain comme credo diocésien – est un instrument de tyrannie intellectuelle et morale ; donc, néfaste. Nous savons, par l'histoire, combien il faut se défier du dogme étatiste qui s'apparente, volontiers, au dogme religieux »<sup>399</sup>. En effet, la constitution de l'école républicaine est le théâtre d'une lutte entre les laïcs et les religieux, qui possèdent encore une part influente dans l'enseignement durant toute cette période : la loi qui oblige la laïcisation du personnel et la mise à l'écart des congréganistes date de 1886 et la séparation de l'Église et de l'État date de 1905. En formant les enfants, l'école apparaît comme un moyen

398 Pour plus de précisions, nous référons à l'ouvrage : Françoise Mayeur, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. Tome III, De la Révolution à l'École républicaine, 1789-1930, op. cit.*, pp. 579- 623.

399 Jean Picton, « Le monopole de l'Enseignement », *La Vie ouvrière*, n° 13, 5 avril 1910, p. 395 ; La même idée se retrouve chez un autre auteur de la *Vie ouvrière* : Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, n° 2, 20 octobre 1909, p. 95 : « Ne croyons pas aider à la formation des mentalités révolutionnaires en donnant aux cerveaux d'enfants, une doctrine. Ce fût le procédé du prêtre ; point n'était besoin de rechercher la vérité puisqu'elle « existait » renfermée dans le dogme. Le seul effort à faire consistait à l'apprendre. Ce fût, et c'est encore, le procédé de l'État : il est des dogmes intangibles ; le libre-penseur Ranc ne disait-il pas un jour : « La patrie ne se discute pas ! »

de changer la société à venir. Cette prise de conscience s'inscrit dans la dynamique de constitution des États-Nations ; les acteurs syndicalistes s'en rendent compte impliquant que « la République a toujours tiré gloire de l'École laïque et obligatoire, avec l'espérance aussi d'en tirer profit. Les instituteurs syndicalistes s'en sont aperçu. L'école, disait, hier encore, M. Briand, est la « pierre d'assise » de la République. L'école est donc à la base de l'État. Les gouvernement la défendent, à l'aide de discours et de décorations »<sup>400</sup>. Dans les années 1910, les syndicalistes révolutionnaires perçoivent l'enseignement comme une lutte entre l'État, l'Église et la Paternité. Le projet d'unification et de pacification sociale étatique apparaît impossible à leurs yeux car les démocrates sont persuadés que les « travailleurs » pensent comme eux ; là où « l'unification des mentalités » n'est qu'une conception de domination<sup>401</sup>.

La raison d'État recoupe, aux yeux des syndicalistes révolutionnaires, deux aspects qui sont généralement plus ou moins liés. La dimension obligatoire apparaît comme un moyen de transmettre ce culte étatique au service la bourgeoisie : « On découvre la lune, et bien certainement nos députés vont être appelés à voter une bonne loi coercitive qui, à l'aide de travaux forcés, inculquera à tous, gratuitement, une solide et démocratique instruction. Car, pour nos étatistes, si l'école laïque, qui est cependant obligatoire, n'a pas rempli tout son rôle, cela tient évidemment à ce qu'elle n'est pas *suffisamment obligatoire* »<sup>402</sup>. L'appellation varie selon les auteurs des textes : l'école sert les intérêts économiques de la bourgeoisie : « Presque tout ont demandé que l'école primaire déversât sur le marché de la lutte pour la vie, des sujets *immédiatement utilisables* : agriculteurs, apprentis, employés de commerce, sous-officiers. C'est l'enseignement *ramené* aux choses du métier »<sup>403</sup> ou les intérêts nationaux (qui apparaissent comme un masque d'intérêts économiques) : « Rejetant « la conception qui a pour formule : « L'École primaire doit élever des producteurs » parce que « mal définie », « insuffisante » et « irréalisable », cette motion demandait de « maintenir » dans son « idéal », ses « principes généraux », ses « programmes » et ses « méthodes », l'« école laïque telle que l'ont conçue J. Ferry et les autres grands réformateurs scolaires de la troisième République », l'objet « essentiel » de cette école étant de mettre l'enfant à même de « remplir plus dans la société ses devoir d'honnête homme, de bon citoyen et de bon Français » »<sup>404</sup>.

---

400 Raymond Lafontaine, « Les lectures des paysans », *La Vie ouvrière*, n° 4, 20 novembre 1909, p. 203.

401 Jean Picton, « Le monopole de l'Enseignement », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 394.

402 Raymond Lafontaine, « Les lectures des paysans », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 203-204.

403 Jean Picton, « Les programmes d'enseignement au Congrès de Nancy », *La Vie ouvrière*, n° 1, 5 octobre 1909, p. 20.

404 Jean Picton, « Les programmes d'enseignement au Congrès de Nancy », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 20- 21. ; Même rhétorique chez Richard pour qui l'éducation primaire « convient au citoyen, au soldat

L'aspect doctrinaire de l'État se traduit aussi sur la manière de concevoir l'école. L'État étant perçu comme un élément autoritaire, les anarchistes-syndicalistes vont lui reprocher son aspect répressif, sa dimension compétitive ainsi que sa volonté essentiellement distinctive. Cette logique distinctive s'incarne dans l'obtention des diplômes qui sont perçus comme une finalité sociale et un capital symbolique : « Finalement, un seul but est envisagé : l'obtention du certificat d'études, pauvre certificat qui ne prouve rien »<sup>405</sup>. La dimension compétitive est présente dans les systèmes de classement dans les classes ainsi qu'un système de récompenses. Par exemple, Léon Clément critique la possibilité pour les partis et leur organe comme *L'Humanité* de reproduire le modèle républicain : « Mieux encore, dans le compte rendu d'une fête à laquelle participaient plusieurs groupes d'enfants, *l'Humanité* déclarait que le succès avait été plus particulièrement pour tel groupe. Et nous prétendons combattre les tares de l'école laïque qui, avec ses punitions, ses récompenses, son classement, établit des degrés, des différences, et corrompt la simplicité de l'enfant ! La conséquence de tout cela n'est-ce pas toujours l'ignoble cabotinage qui déforme l'esprit »<sup>406</sup>. Cette dimension se retrouve dans la Russie bolchevique étant perçue par Dhermy d'une manière peu positive : « Le principal stimulant est l'émulation, entre écoliers et entre groupes (classes) ; les écoles sont elles-mêmes en émulation avec d'autres écoles. Les classes supérieures parrainent les classes inférieures. [...] Les récompenses consistent en primes (crayons, livres, etc.) ; il n'y a pas de places de premiers ; les meilleurs élèves sont nommés oudarniks (brigadiers de choc) et voient leur photographie exposée sur le tableau des oudarniks. Une distribution de prix a lieu tous les trimestres »<sup>407</sup>.

En plus de créer une distinction entre les élèves, l'école républicaine reproduit aussi des distinctions entre les genres. En effet, en France, la distinction entre les genres à l'école est abolie légalement en 1963, même si des exceptions étaient possibles dans des cadres spécifiques généralement de nature économique<sup>408</sup>. Les éducateurs libertaires et syndicalistes sont généralement favorable à la « coéducation des sexes » ou « éducation mixte » durant la

---

discipliné, au paysan, à l'ouvrier économes » [Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, n° 73, 1 février 1929, p. 3] ou Léon Clément : « le voilà devenu bientôt un rouage de la machine sociale ; électeur quelconque, être sans originalité de pensée et d'action : remplaçant un maître par un autre, une formule par une autre et considérant comme une réforme profonde le changement de couleur d'un drapeau. » [Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, n° 2, 20 octobre 1909, p. 88]

405 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 88.

406 *Ibid*, pp. 91-92

407 Paul Dhermy, « Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 11.

408 Françoise Mayeur, *L'éducation des filles en France au XIXe siècle*, Paris, Perrin, 2008, 373 p.



majorité de la Troisième République. Sébastien Faure et Madeleine Vernet proposent de l'appliquer directement dans leurs initiatives avant la Première guerre mondiale. La même volonté est toujours présente chez Antoine Richard<sup>409</sup>, professeur d'ENS et historien proche de Pierre Monatte, dénonçant l'hypocrisie de cette séparation : il faudrait que « la coéducation des sexes [soit] pratiquée ouvertement et non, comme aujourd'hui, de façon partielle et presque honteuse »<sup>410</sup>. Ces différentes logiques distinctives participent plus largement à la construction d'une représentation sociale de l'école prônant une séparation de classe à travers les fonctions manuelles et intellectuelles, comme précisé chez Jacquet, lui aussi instituteur<sup>411</sup> :

« C'est ce que nous demandions il y a trente ans, c'est ce que nous demandons aujourd'hui nous opposant à toute hiérarchie des fonctions. Il n'y a pas pour nous (comme le voudraient les intellectuels démocrates qui visent à être nos nouveaux maîtres) des plans différents de savoir justifiant des plans différents de rémunération. Il y a pour nous des fonctions diverses, mais égales et devant être également payées. Nous disons avec Proudhon que le service balance le service et que partout l'heure de travail équivaut à l'heure de travail. »<sup>412</sup>

Dans les années 1930, le discours critique d'Antoine Richard sur le projet de l'« École unique » donne un aperçu de l'évolution du point de vue sur l'école républicaine. Cet article est un discours qui se pose clairement d'un point de vue classiste dépassant largement le cadre de l'école primaire contrairement aux textes d'avant 1914. Ce projet avait pour but d'unifier le système scolaire dans un ensemble général de l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur dépassant les frontières de classes. La dimension critique s'attache aux enfants qui passent par ce système éducatif. Dès les années 1910, la conséquence de la structure sociale de l'enseignement sous la Troisième République apparaît comme ne se préoccupant pas des intérêts des enfants des classes ouvrières et surtout rurales : « Les membres fondateurs de la *Société de l'École Ferrer* se sont proposés de travailler dans la mesure de leur force, à la rénovation de l'enseignement public. Les écoles officielles, auxquelles la bourgeoisie aisées, dans différents pays, préfèrent de plus en plus des « Écoles nouvelles » libres, d'ailleurs très coûteuses, s'acquittent particulièrement mal de leur tâches lorsqu'elles font l'éducation des

---

409 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article128807>, notice RICHARD Antoine [RICHARD Blaise, Antoine, Marie] Pseudonyme, Jean ROCHE. par Jacques Girault, Jean-Louis Panné, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 mars 2021. [Consulté le 16/09/2022]

410 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, n° 73, 1 février 1929, pp. 5-6.

411 Pour des renseignements supplémentaires à ce militant, nous référons à la notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article88992>, notice JACQUET A.-V. dit VINCENT Albert par Jean Maitron, version mise en ligne le 31 août 2010, dernière modification le 15 juillet 2020.

412 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, n° 158, 25 août 1933, p. 18.

enfants du peuple »<sup>413</sup>. En effet, la plupart des articles mentionnés parlent d'enseignements dans un cadre rural. La distinction entre l'école primaire et l'école secondaire, de même que les « écoles publiques » et les « écoles libres » basées aussi sur une partition financière, s'inscrivent dans une logique classiste<sup>414</sup> :

« On voit de là les écueils : un enfant de famille pauvre, après l'école primaire, ne s'instruit plus. Un jeune homme plus favorisé, sorti de l'enseignement primaire supérieur ou d'une école normale primaire, s'est vu longtemps interdire l'enseignement supérieur, alors que le baccalauréat de ceux qui paient pour s'instruire y conduit d'emblée. À la base donc du système scolaire, l'inégalité sociale. Un enseignement donné selon la fortune et non d'après les aptitudes. Tel est le vice actuel le plus saillant de l'école, créée à l'image de la société. »<sup>415</sup>

Rappelons qu'aux yeux de Picton, même le conflit entre la « jeunesse laïque » et la « jeunesse catholique » ne sont que deux faces de la « jeunesse bourgeoise »<sup>416</sup>. Pour pallier à cet écart, le modèle républicain souhaite fournir un accès au plus grand nombre à l'ensemble de l'enseignement via des bourses, ce qui est impossible selon Richard. Cette gratuité de l'ensemble du système est une illusion car la bourgeoisie se sert aussi de l'enseignement comme un moyen de distinction ; la transposition d'un capital économique en capital symbolique et culturel :

« Il est du reste probable que l'enseignement payant a encore de beaux jours devant lui. Ses usagers actuels ne tiennent pas tellement, en général, à la gratuité. La rétribution scolaire est en effet pour les bourgeois un signe de supériorité sociale, une dépense de caste, en même temps qu'ils y voient une barrière dressée devant beaucoup de pauvres, un moyen d'éloigner la concurrence des enfants du peuple intelligents. Ils souffrent d'autant moins du paiement de cette rétribution qu'elle est nettement inférieure au prix de revient pour l'État de l'enseignement secondaire qu'il fait donner dans les lycées et collèges. L'État, qui n'a rien à refuser aux bourgeois, leur laissera ce privilège si peu onéreux pour eux. »<sup>417</sup>

La logique distinctive est une logique de reproduction des élites bourgeoises jusque dans les matières enseignées. La culture littéraire est associée à des fonctions sociales comme la politique ou la justice : « Ce qu[e les bourgeois] veulent, sous couleur de sauver les humanités et l'intelligence, c'est défendre leurs propres privilèges de fortune et de culture. Ils ont besoin d'une école où leurs fils auront la première place, d'un enseignement secondaire et supérieur destinés à former de futurs dirigeants et de futurs oisifs frottés de latin et de rhétorique »<sup>418</sup>.

---

413 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, n° 25, 5 octobre 1910, p. 403.

414 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 3.

415 *Ibid*, p. 4.

416 Jean Picton, « Le monopole de l'Enseignement », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 393.

417 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 5.

418 *Ibid*, p. 6.

L'université apparaît comme un autre filtre vis-à-vis des classes populaires. En effet, certains membres des classes populaires accèdent à l'enseignement secondaire fournissant notamment les instituteurs. L'« Université » semble un élément abstrait par son organisation même, éloignant les dynamiques ascendantes des milieux populaires :

« L'Université française doit apparaître du dehors, quand on n'est pas du métier, singulièrement compliquée. Nous comprenons que le public se perde un peu dans ces divers ordres d'enseignement, ce numérotage de classes et de cycles, cette variété rébarbative d'examens et de titres. Les préjugés de boutique, l'esprit de caste qui y persistent, sont bien faits pour maintenir ces barrières entre primaires et secondaires, pour faire durer cette complication. Mais nous ne devons pas seulement voir dans ce désordre le pur produit du hasard, un amas informe et bigarré de survivances du passé. Il est, en effet, assez instructif par lui-même, il a un sens social. »<sup>419</sup>

Dans ce projet, la stratégie bourgeoise serait de faire disparaître les différences économiques derrière l'uniformité culturelle :

« Autre croyance non dissimulée de nos dirigeants et de nombreux démocrates, prétendus esprits d'avant-garde : l'école unique, à la longue, apaisera la lutte des classes. [...] On cite ce mot de l'économiste allemand Schmoller : « L'antagonisme qui crée le péril social n'est pas un antagonisme de fortune, mais un antagonisme de culture et d'éducation. » Donc, pour conjurer le péril social, il n'y aurait qu'à créer un système scolaire égal pour tous et reposant sur les mêmes principes, les mêmes méthodes intellectuelles, l'enseignement de dogmes communs civiques et moraux. Ce serait simple en effet si nous pouvions admettre que la distinction en classes, fondée sur l'économie, n'est pas à la base de la structure sociale. Mais pour nous l'école unique ne saurait permettre de faire, pour parler le langage bourgeois, l'économie d'une révolution. L'école ne fera pas plus disparaître les classes sociales que le suffrage universel et autres panacées démocratiques. [...] Il ne saurait exister de paix sociale en régime capitaliste et tout système scolaire destiné à masquer le conflit des classes ne saurait être pour nous qu'un dangereux mensonge. »<sup>420</sup>

La seconde critique est la critique des acteurs des différents milieux de l'enseignement. Les syndicalistes critiquent la manière dont se comportent certains instituteurs, professeurs, universitaires ou simplement les enfants. Au Congrès de l'Éducation Nouvelle à Nice en 1932, Baptistin Giauffret<sup>421</sup>, instituteur et collaborateur de la *R.P.*, dénonce différents pédagogues. Il partitionne l'assemblée des participants entre les bourgeois [« organisation de bourgeois – cadre bourgeois – ton bourgeois »] laïcs aux positions dirigeantes et politiques auxquels s'ajoutent des réfractaires et des révolutionnaires. Il ironise sur deux figures, M. Bertier de l'école privée des Roches catholiques, dont la scolarité est

---

419 *Ibid*, p. 3.

420 *Ibid*, pp. 5-6.

421 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron: <https://maitron.fr/spip.php?article73394>, notice GIAUFFRET Baptistin, Marius, François par Jacques Girault, Jean Maitron, Claude Penetier, version mise en ligne le 18 août 2009, dernière modification le 28 juillet 2021. [Consulté le 16/09/2022]

chère et excluant les enfants de confession non chrétienne mais aussi les pédagogies alternatives bourgeoises des « écoles libres » à travers la figure de Montessori résumant sa pédagogie à l'amour tout en admirant Mussolini. Il s'en prend à des instituteurs syndiqués (« les valets de la bourgeoisie ») à l'Internationale d'Amsterdam au cadre de pensée trop nationaliste<sup>422</sup>. La figure du pédagogue libertaire et de l'instituteur syndicaliste révolutionnaire s'oppose à celle de l'instituteur non syndiqué ou « jaune » chez Jacquet : « J'ai quitté Saint-Igny-de-Vers depuis huit ans et nous avons été remplacés, M. Brayet et moi, par un père et son fils qui sont des jaunes, tout ce qu'il y a de plus bouton d'or. Ils ne sont même pas syndiqués, et le jeune garçon n'a pu passer par l'école normale. Tout ce que nous avons entrepris est aujourd'hui abandonné et, comme de juste, la boutonnière du jaune s'orne de palmes violettes »<sup>423</sup>. Par ailleurs, les pédagogues universitaires « pédants », comme Alfred Binet<sup>424</sup>, sont critiqués pour leurs réflexions pédagogiques à l'extérieur de la pratique quotidienne et sans avoir recours aux instituteurs :

« Pour le reste, rien ne vaut l'observation méthodique de chaque enfant par le maître – et l'école est un vaste champ à cultiver, c'est là un remarquable « laboratoire » pour employer le terme pompeux de M. Binet. Remarquons aussi que, pour cette étude, l'État ne s'adresse pas aux maîtres, mais qu'il a créé à côté un « laboratoire » où, en *dehors* de l'école, on travaille les méthodes pédagogiques. Là encore ceux qui sont particulièrement compétents ne sont pas consultés. Et ce que nous jugeons être aujourd'hui l'erreur de M. Binet peut être demain dans les programmes, proclamé vérité officielle ! Nos camarades instituteurs peuvent être obligés de s'incliner devant les « pédagogues de laboratoire », ces pédagogues, s'ils n'arrivent à résister aux pouvoirs publics ! »<sup>425</sup>

Malgré tout, le système républicain permet les mouvements sociaux ascendants de certains éléments des classes populaires. Pour les syndicalistes révolutionnaires, la plupart des éléments de ce système participent de la disparition du sentiment d'appartenance au prolétariat. Cet aspect de la récompense et du diplôme sont ainsi perçus comme des moyens de perversion des ouvriers et de trahison potentielle envers leur classe :

« Nous devons être en garde contre cette séduction des belles places, des titres universitaires, des mé-tiers à prétentions intellectuelles. Nous devons renoncer à accorder à la forme scolaire et livresque de l'intelligence plus de valeur qu'aux qualités d'esprit et au labeur du travailleur manuel. Nous devons nous méfier de cet « instruisez-vous » qui complète fort bien la célèbre formule de l' « enrichissez-vous

---

422 [Baptistin Giauffret], « Parmi nos lettres. Éducation nouvelle », *La Révolution prolétarienne*, n° 137, 10 octobre 1932, p. 8.

423 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, *art. cit.*, p. 18.

424 Alfred Binet (1875-1911) est un pédagogue et psychologue universitaire ayant suivi une carrière de médecin. Il participe à l'usage statistique dans les approches en psychologie.

425 Raymond Lafontaine, « Les idées modernes sur les enfants, par Alfred Binet », *La Vie ouvrière*, n° 7, 5 janvier 1910, pp. 59-60

». Pour nous, le « refus de parvenir » doit entrer dans les mœurs ouvrières et y prendre toute sa force active. Nous savons certes bien que des prolétaires instruits servent encore leur classe et que des manuels la trahissent et la trahiront. Néanmoins, nous lui devons ce renoncement que demandait Albert Thierry. Si, en attendant mieux, l'école bourgeoise est utile aux enfants des travailleurs, craignons cependant qu'elle devienne trop habile à les pervertir. »<sup>426</sup>

L'enseignement primaire supérieur et enseignement technique servent à produire des contremaîtres et spécialistes dans l'industrie ; à scinder la classe populaire en extrayant certains individus de la dimension manuelle<sup>427</sup>. Jacquet se désole d'entendre des instituteurs et institutrices adopter une posture petite-bourgeoise et anti-ouvrière :

« Mais n'est-il pas vrai que les institutrices et les instituteurs du Syndicat national connaissent mal les réalités ouvrières et paysannes ? J'ai entendu une de mes cousines me dire de sa belle-sœur : « *Elle est vulgaire : ce n'est qu'une fille d'ouvriers* ». même à la Fédération de l'Enseignement où la conscience de classe est plus grande, on est trop porteur d'idées et pas assez observateur des faits sociaux. Et que dirai-je alors de cette immense armée de jeunes filles et de jeunes femmes que ronge l'ennui et qui n'ont qu'une idée : fuir les lieux sans horizon ouvert où le hasard d'une nomination les a envoyées pour enseigner ? Cette immense armée, syndiquée ou indifférente au syndicalisme, n'est-elle pas entièrement extérieure au milieu paysan ? Pour moi, quelque chagrin que me donne une réponse affirmative, je suis obligé de répondre : oui. »<sup>428</sup>

Pour Richard, le point le plus néfaste des bourses est la création potentielle de transfuge de classe qui trahiraient les intérêts généraux de la classe prolétarienne au profit de la classe bourgeoise. Il préfère encore un système inégalitaire qui maintient les prolétaires dans leurs conditions afin de développer leurs propres organisations comme les syndicats. Cet embourgeoisement de prolétaires est ce qui permet à cette classe de se maintenir aux rênes du pouvoir économique et social :

« Nombreux sont ceux de nos camarades qui soupirent après l'école unique dont ils attendent le développement complet et harmonieux des intelligences qui restent en friche dans la jeunesse prolétarienne. Ils espèrent même que, par une juste sélection et des bourses suffisantes, les enfants des travailleurs pourront conquérir leur place au soleil et s'emparer de maint poste élevé dans l'industrie, le commerce, les administrations. Ainsi, pensent-ils, les cadres de l'État et ceux du capitalisme seraient démocratisés. Nous croyons précisément que là est le danger. Ces fils de prolétaires, ainsi parvenus, seraient embourgeoisés à leur tour, et c'est eux qui seraient conquis, perdus pour leur classe. Nos ministres, nos politiciens ne se cachent pas, quand ils se tournent, afin de les préparer à de petits sacrifices de sous et d'amour-propre, vers les bourgeois avarés et têtus, pour leur parler au nom de l'intérêt général, lisez celui de la bourgeoisie. Ils leur montrent combien il est nécessaire de renouveler le personnel de la politique et des affaires, en y faisant accéder les plus aptes, en infusant ainsi à la bourgeoisie un sang nouveau, un sang

---

426 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., pp. 5-6.

427 *Ibid*, p. 3.

428 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 17.

roturier chaud et riche apportant avec lui sa force neuve, son ardeur et sa ténacité. »<sup>429</sup>

### 3.1.3 Morale des productions culturelles : domination, philanthropie et charité

#### *Emprise des objets religieux*

La mise en exergue de la religion et de ses moyens d'existence dans l'espace public se manifeste de plusieurs manières : essentiellement au travers de pratiques culturelles via l'architecture et les productions artistiques liées à elle ainsi que les ouvrages littéraires. La première sert à structurer l'espace public et de lieu de socialisation afin de transmettre des valeurs morales et sociales. Les seconds sont à la fois un moyen de normaliser les valeurs morales ainsi qu'un support physique à la transmission de ces valeurs. Dans les écrits francophones, l'attaque est dirigée contre l'Église catholique romaine étant donné les liens historiques entre celle-ci et le territoire français. Pour Pouget, les monuments architecturaux de l'Église incarnent le « mal » et la « perversité ». Ils sont des instruments de la domination du peuple mais aussi une forme de vol des richesses incarné dans des structures matérielles :

« [La révolution] frappa également l'Église dans ses œuvres vives, dans les monuments où se cristallisait son œuvre de mal et de perversité. Il fut agi à son égard comme envers toutes les puissances du passé ses richesses revinrent au peuple, et ses prêtres durent se mettre au travail, - leur parasitisme étant aussi incompatible que tout autre avec la nouvelle organisation. »<sup>430</sup>

Les églises marquent l'héritage historique de la société féodale ; la société bourgeoise n'est qu'un prolongement d'un régime de domination malgré le changement d'institutions politiques. Les bâtiments et les monuments sont les témoins les plus marquants de cet héritage culturel religieux. Ils incarnent « l'abrutissement religieux » :

« Arrivé sur les quais, j'ai eu devant moi, un peu sur la gauche, la flèche qu'on dit épastrouillante de la Sainte-Chapelle, et vers la droite la tour Eiffel. De l'impériale de mon bus j'étais chouettelement placé pour faire la comparaison. Eh bien, nom de dieu, l'une ne vaut guère mieux que l'autre ; elles m'ont produit toutes les deux une salle impression ! Sûr, mille bombes, je ne coupe pas dans les boniments d'un tas de bicoques de l'ancien temps. Non, non, je ne me laisse pas faire, je suis de mon siècle, ou même mieux – du siècle prochain, c'est pourquoi je trouve bougrement dégueulasses les vieilles cathédrales, elles puent trop l'abrutissement religieux »<sup>431</sup>

429 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., pp. 5-6.

430 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 275-276.

431 Émile Pouget, « La Foire du Champs-de-Mars », *Le Père Peinard*, n° 10, 28 avril 1889, pp. 1-2.

La fin des églises peut incarner aussi un changement vers la société future libertaire post-révolutionnaire. De plus, l'Église romaine est aussi un employeur à la production d'objets culturels et religieux. Avec Pouget, l'Église a monopolisé les prolétaires pour bâtir des édifices qui servent à sa propre domination : « nos fichus grands-pères se sont tués à les construire, ils en avaient une rude couche, nom de dieu »<sup>432</sup>.

Cependant, la domination de la religion se retrouve dans plusieurs objets et pratiques culturelles. Le plus évident est celui des pratiques culturels : « Avant le repas, on ira au bordel religieux. Le ratichon de l'endroit fournit à l'œil une messe solennelle, où les forçats de Choisy seront conduits sur deux rangs, aux « zim-la-boum » éclatant de la fanfare »<sup>433</sup>. En plus de l'usage des objets cultes pour les pratiques religieuses, ces derniers sont produits de manière intensive par les classes populaires, bien loin de leurs usages courants. Certains bourgeois se sont mis au service de l'Église en employant des ouvrières à la production d'objets culturels comme les chapelets : « Saviez-vous que dans l'arrondissement d'Ambert 6.000 femmes étaient occupées à fabriquer des chapelets ? Pour ma part, je l'ignorais totalement et je reste confondu d'apprendre qu'une telle industrie occupe tant d'ouvrières dans cette région »<sup>434</sup>.

Un autre phénomène culturel important au tournant du siècle est celui de la diffusion de la presse : les journaux religieux et cléricaux sont présents dans le milieu ouvrier et paysan : en effet, Raymond Lafontaine estime que « [les paysans] lisent aussi beaucoup les journaux religieux et cléricaux (*Croix, Pèlerin, Semaine religieuse*) »<sup>435</sup>. En effet, ces titres s'adressent à un lectorat catholique conservateur. Cet article sur les lectures des paysans s'inscrit dans une volonté de rapprocher et structurer le monde rural autour du socialisme. Par conséquent, les lectures de journaux religieux apparaissent comme un obstacle aux diffusions de titres socialistes. De plus, beaucoup de milieux ruraux populaire du XIXe lisent essentiellement cette forme littéraire, ce que constate Lafontaine. Les contenus des almanachs sont aussi importants pour nourrir l'imaginaire religieux notamment le calendrier. Dans ses propres almanachs du *Père Peinard*, Pouget énonce plusieurs fois l'emprise du « calendrier crétin » sur les esprits. Le *Calendrier de la Convention*, qu'il estime à remettre en place, enlevait la « kyrielle marlouprière des saints et des saintes [...] remplacée par des noms de

---

432 *Ibid*, pp. 1-2.

433 Émile Pouget, « Le boulanger de Choisy-le-Roi », *Le Père Peinard*, n° 37, dimanche 10 novembre 1889, p. 12.

434 Anonyme, « La grève des chapeletières d'Ambert », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 233.

435 Raymond Lafontaine, « Les lectures des paysans », *La Vie ouvrière*, n° 4, 20 novembre 1909, p. 203.

légumes ou de bricoles usuelles, tirées de la nature » avant d'être remis en place par Napoléon avec le soutien religieux<sup>436</sup>. L'Église, comme institution, pose aussi problème aux libertaires car la religion s'étale sur plusieurs centaines d'années. Le temps a détourné le fond possible en un dogme qui sert les intérêts matériels et économique. Même chez Pouget, qui en est général virulent sur la religion, certains écrits émettent ce type d'idées : « Autrefois, les bons loufoques adoraient un pauvre, couché tout nu dans sa crèche de paille ! Ils l'adoraient sur la foi d'une histoire ancienne, dont le sens s'est perdu en route [...]. L'histoire est toute simplette et bougrement instructive nom de dieu ! N'empêche que les cléricheux l'ont si bien fardée qu'ils en ont fait une leçon de lâcheté, au lieu d'un galbeux exemple de révolte et d'amour désintéressé »<sup>437</sup>. En effet, durant cette période, certains textes écrits par des libertaires s'intéressent à la vie de Jésus pour l'« humaniser », voir en faire un exemple révolutionnaire. Il existe même une frange d'anarchistes qui se revendiquent catholiques<sup>438</sup>.

Une organisation syndicale catholique trouve une structuration à une échelle nationale dans les années 1919 avec la création de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)<sup>439</sup>. Une partie des pratiquants réactionnaires et ecclésiastiques poursuivent un discours sur la vision médiévale de la production suivant un modèle corporatif tandis qu'un autre modèle intègre progressivement la « question sociale » suivant des principes catholiques. Le modèle de la corporation permet de réconcilier les deux entités du travail et du capital sur un modèle paternaliste. Les militants syndicalistes révolutionnaires y font largement référence comme modèle à combattre.

### *Culture et moralité bourgeoise*

Les anarchistes et syndicalistes dénoncent souvent les attitudes que la bourgeoisie entretient avec le prolétariat, notamment via des biais culturels. La religion apparaît comme un moyen de domination du prolétaire. Les syndicats doivent pouvoir accueillir tous les ouvriers sans distinction de religion ou de philosophie. En réalité, les critiques religieuses sont présentes malgré tout dans les divers titres de presse du corpus. Certains articles entiers ou

---

436 Émile Pouget [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1894*, op. cit., p. 4.

437 Émile Pouget [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896*, op. cit., p. 62.

438 Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France. II, de 1914 à nos jours*, op. cit., pp. 183-183

439 Pour des éléments sur le syndicalisme chrétien en France pour la période 1919-1940 : Michel Branciard, *Histoire de la CFDT : soixante-dix ans d'action syndicale*, op. cit., pp. 13-63.



sous la forme de remarques éparses jalonnent la presse anarchiste-syndicaliste. Les dimensions culturelles se font le support de diverses notions morales. La notion de charité est un héritage religieux tandis que celle de philanthropie recouvre une dimension plus humaniste et moderne. Les deux déterminent des comportements et des pratiques sociales au XIXe siècle. Le principe de la « lutte des classes » détermine la façon de percevoir les activités de la bourgeoisie par les anarchistes-syndicalistes. Or, les pratiques énoncées précédemment ne peuvent en aucun cas changer la structure de la société capitaliste en classes. En effet, un prolétaire, même avec quelques dons d'objets matériels, reste un individu qui ne possède aucun moyen de production. Sa survie n'est assurée qu'au bon-vouloir du capitaliste. C'est pourquoi, ces notions sont critiquées tout en valorisant une nouvelle « morale prolétarienne » pour certains.

Les auteurs associent la pratique de la charité et de la philanthropie à des individus de la classe bourgeoise. Avec l'héritage chrétien, la bourgeoisie apparaît comme se sentant investie de divers rapports aux ouvriers. Or aux yeux des anarchistes, la philanthropie ne sert qu'à se rendre utile aux yeux de l'Église alors même que la situation économique dans laquelle ils ont évolué repose sur l'exploitation des plus pauvres. Le rapport entre l'exploitation et la charité est un rapport entretenu ; l'un ne peut exister sans l'autre. Pouget met en avant une pratique de la philanthropie avec l'exemple du bal servant à soulever des fonds, à travers le discours volontairement provocant et innocent d'une petite fille bourgeoise :

« Ruinés complètement, n'ayant plus que leurs yeux pour pleurer, que vont-ils foutre ? N'ayez pas peur ! Les riches ont été créés et mis au monde pour faire la charité aux pauvres : ils envoient deux sous pour secourir tant de misère ; - en plus, si la saison le permet, s'il ne fait pas trop chaud, on donne un bal pour ramasser de la galette. C'est ce qui faisait dire à une petite rosse de fillette bourgeoise : - Quelle chance, maman ! Oh, le beau coup de grisou ; deux cent mineurs de tués... Il faudra aider leurs familles... un bal, un bal ! Et je mettrai ma belle robe. »<sup>440</sup>

Dans les discours anarchistes-syndicalistes, plusieurs éléments ressortent sur les productions culturelles qui incarnent la charité ou la philanthropie. La plus évidente est celle de l'architecture et de la construction de logement : on a déjà vu que les initiatives patronales à partir de la moitié du XIXe siècle pour le milieu ouvrier concernaient la construction d'habitations pour les ouvriers et ouvrières des usines. La construction des immeubles de rapport à Paris relève d'une volonté spéculatrice sur la disponibilité de certains espaces. Cette

---

440 Émile Pouget, « Flambez palais ! », *Le Père Peinard*, n° 46, 19 février 1890, p. 10.

spéculation n'échappe pas à Pelloutier mais aussi à d'autres contemporains puisqu'il rapporte un discours d'un des continuateurs de la mise en place des Sociétés des habitations à bon marché. Sous couvert de l'aide philanthropique, les anarchistes-syndicalistes estiment que la construction ne sert qu'à gagner de l'argent :

« Nulle considération n'arrête les spéculateurs, et telle est leur passion du lucre qu'elle va jusqu'à s'abriter sous le manteau de la philanthropie. Il s'est fondé à Paris un certain nombre de Sociétés dites des habitations à bon marché, qui prétendent rendre services à la classe pauvre en lui offrant des maisons saines, pourvues, disent-elles, de tous les agréments de la vie. Or, si l'on en croit M. Jules Simon lui-même, ce programme serait loin d'être rempli. La vérité, écrivait-il (*Figaro*, 16 mars 1894), c'est qu'on ne trouve, dans les maisons à bon marché, que le nécessaire et qu'on paie un prix très rémunérateur, puisque le rapport de ces immeubles s'élève à 3,5 ou 4 %. Et il disait des propriétaires : « Bienfaiteurs, si l'on veut, mais bienfaiteurs qui trouvent leur intérêt à l'être. »<sup>441</sup>

Une dizaine d'années plus tard, le problème de la spéculation immobilière est toujours présente. De plus, le rapport entre le régime républicain et « messieurs les philanthropes » apparaît plus exacerbée dans ce discours. La dimension philanthropique est présente alors même qu'il y a usage d'argent public : « Nous reparlerons de la philanthropie et de messieurs les philanthropes. Il y a de quoi s'amuser, je vous assure. Il y a aussi bonne besogne à faire, car on va bientôt nous parler philanthropie, à propos des espaces libres, qui intéressent tant messieurs les propriétaires. On parle philanthropie... au conseil municipal et à la Chambre pour lancer le premier emprunt de 945 millions proposé par M. de Selves »<sup>442</sup>. Dans les années de l'entre-deux-guerres, cette problématique apparaît sans doute moins car les constructions de logements ouvriers sont moins importants et l'on assiste à un usage de l'ancien parc immobilier avec les mêmes problèmes que les immeubles de rapport des années 1880 non renouvelés<sup>443</sup>.

Dans les années 1930, l'aspect philanthropique de l'enseignement primaire mis en place pour les lois de Jules Ferry en 1881 est critiqué. Leurs mises en place ne relèveraient que d'une dimension philanthropique puisque la distinction entre le primaire et le secondaire est toujours importante. Elle ne fournit qu'une « instruction au rabais » formant des citoyens soumis aux bons vouloirs de la classe bourgeoise et de l'État républicain :

Distinction entre primaire et secondaire est une logique de classes : « les gouvernements ont institué la gratuité de l'école primaire beaucoup plus par charité que par justice. Leur intention était d'accorder au peuple une aumône tardive, le

441 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *La Vie ouvrière en France*, op. cit., p. 197.

442 Raymond Lafontaine, « La vie est chère... Mangeons du cheval », *La Vie ouvrière*, n° 25, 5 octobre 1910, p. 539.

443 Susanna Magri, Christian Topalov, *Villes ouvrières, 1900-1950*, op. cit., p. 114.

droit de faire donner à ses enfants, sans payer, une instruction au rabais. Du reste, cette bourgeoisie d'allure avancée, plus ou moins radicale, continua, par la suite, à envoyer ses propres rejetons dans les petites et grandes classes des lycées et collèges. Pendant ce temps, les travailleurs, reconnaissants à la République les jours d'élection, recevaient à l'école primaire, fréquentée tant bien que mal, l'éducation qui convient au citoyen soumis, au soldat discipliné, au paysan, à l'ouvrier économes, capables, avec un peu de chance et une forte dose de résignation, de se débrouiller dans la vie. »<sup>444</sup>

Finalement, la vision classiste de la société et la revendication par l'action directe apparaît plus importante aux yeux des syndicalistes. Il leur faut rejeter la philanthropie et obtenir des avancées sociales à travers, par exemple, les grèves : « Si les ouvriers attendent les vacances payées ou toute autre satisfaction de la philanthropie de leurs patrons, ou de lois dans le genre du projet Durafour (qui n'est qu'un vœu pieux), ils peuvent attendre longtemps »<sup>445</sup>. Même les lois d'assurances sociales d'un radical-socialiste comme Antoine Dufour (1876-1932) ne trouve pas grâce à leurs yeux car derrière le politicien bourgeois se trouve toujours une notion de charité à combattre.

### 3.2 Critiques des contenus et des savoirs : État et Église

#### 3.2.1 Emprises sur les savoirs : cadres éducatifs et contrôles intellectuels

##### *Savoirs « bourgeois »*

À la critique du système global de l'enseignement sous la Troisième s'ajoute la critique plus spécifique sur les savoirs et les programmes établis par le régime politique. Les critiques anarchistes-syndicalistes sont de plusieurs natures. La critique programmatique générale est la peur de la création d'une « Doctrine d'État » se retrouvant dans les programmes et diffusés via des manuels : « Nous sommes conduit à faire jouer à l'État le rôle tenu par des siècles par l'Église. Il y aura une Doctrine d'État ; les Écoles monopolisées distribueront la Vérité d'État ; des catéchismes laïques sous la forme de manuel orthodoxes – les seuls autorisés, bien entendu – distilleront goutte à goutte, chapitre par chapitre, l'évangile

---

444 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 3.

445 A. [Georges] Maupieux, « Les Vacances payées dans le Bijou parisien », *La Révolution prolétarienne*, n° 65, 1<sup>er</sup> octobre 1928, p. 11.

civique »<sup>446</sup>. En effet, le discours de la « neutralité » de l'État est souvent remis en question. Jean Picton énonce cette volonté de manière ironique en explicitant des notions qui supposent des prises de position politique :

« L'État n'imposera aucune doctrine, pas plus en économie politique qu'en morale ou en religion ; il demeurera neutre entre les diverses philosophies, au milieu des différentes confessions qui se disputent si âprement l'apanage de la vérité. Il ne prendra pas davantage parti entre les dogmes laïques, ne prônera, par exemple, ni la propriété individuelle, ni la propriété collective. La caractéristique du nouveau régime sera : impartialité complète, respect absolu des consciences, des croyances et des opinions, foïn de toute doctrine d'État. Bref : un monopole sans monopole ! »<sup>447</sup>

Les professeurs eux-mêmes sont inscrits dans cette logique doctrinaire qui les pousse dans ce sens avec l'application stricte des programmes. Cette dimension programmatique s'inscrit dans un contexte de recherches en pédagogie, notamment dans les milieux universitaires. Ces conceptions universitaires participent de la constitution des programmes. La critique émerge à leur rencontre : « Nos éducateurs officiels sont perclus de psychologie. Ils apprennent la psychologie dans les livres ! La belle affaire ! Ils fatiguent leurs yeux et oublient d'apprendre à regarder »<sup>448</sup>. Les syndicalistes vont critiquer cette approche pédagogique universitaire reproduisant des schémas classistes dans des lectures contemporaines. Raymond Lafontaine rapporte un ouvrage de pédagogie d'Alfred Binet, « qui dirige, en Sorbonne, un laboratoire de pédagogie (il paraît que la pédagogie est science de laboratoire !) » :

« J'ai lu attentivement et j'ai trouvé dans le livre de M. Binet des idées justes qui ne sont pas modernes, car elles ont été exprimées par les observateurs de tous les temps ; des idées justes parmi un grand nombre de données et d'expérimentations inexactes. Je n'ai trouvé, dans le livre de M. Binet, aucune précision, aucune méthode, aucune clarté. Et c'est là, un bilan scientifique maigre. Or, M. Binet opère en Sorbonne. C'est dire qu'il est pédagogue officiel. C'est donc un exposé de travaux officiel que le livre de M. Binet. »<sup>449</sup>

Différents problèmes rapportés par Lafontaine sont d'ordre méthodologique : par exemple, Binet ne définit jamais l'éducation, le fait que le catéchisme soit une matière à enseigner alors qu'il n'est pas pour l'enseignement de l'histoire, la non-fréquentation de l'école serait due à un manque de sanctions, il ne prend pas en compte les trajectoires sociales lui faisant conclure que les classes pauvres sont moins intelligentes par nature ou encore que les méthodes

---

446 Jean Picton, « Le monopole de l'Enseignement », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 394. ; Léon Clément parle quant à lui de « dogme d'état » : Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, n° 2, 20 octobre 1909, pp. 87-88.

447 *Ibid*, p. 390.

448 Raymond Lafontaine, « Les lectures des paysans », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 207.

449 Raymond Lafontaine, « Les idées modernes sur les enfants, par Alfred Binet », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 56.

quantitatives peuvent répondre à des questionnements sur des notions comme « intelligence » ou « mémoire »<sup>450</sup>. Des critiques s'élèvent aussi entre les éducateurs eux-mêmes, même libertaires. Par exemple, Albert Thierry critique l'approche dogmatique et livresque d'Eslander :

« Sans embarras, M. Eslander prononça comme dans son livre : - Après l'antiquité agricole, ère de la Sensation, vient le moyen âge, époque de l'Empirisme et du Travail Manuel. Et la Méthode Expérimentale va donner sa caractéristique à la troisième phase, qui est représentée en grande partie dans les méthodes actuelles. - Bah, m'écriai-je... Mais comme j'ouvrais la bouche pour m'indigner, Saert, et Fani l'ouvrèrent pour bâiller.»<sup>451</sup>

À travers ces programmes, les élèves sont contraints à un apprentissage de notions, qu'ils estiment pas toujours nécessaires en submergeant les enfants sous un enseignement non adapté. L'enseignement syndicaliste reproche généralement de ne pas prendre en compte l'expérimentation et le caractère pratique de l'enseignement : « Permettre à l'enfant d'expérimenter, le mettre en état d'agir, voilà ce que l'école n'a pas fait. Le maître n'a pas fait d'apprentis. L'éducation qu'ont reçue les maîtres et celle qu'ils donnent est purement doctrinaire. Elle éloigne de l'action et s'éloigne de la vie à laquelle elle s'oppose. C'est une éducation mauvaise »<sup>452</sup>. Un autre problème de nature de l'enseignement est son incapacité à « apprendre à apprendre ». En effet, Lafontaine estime que l'enseignement républicain est un enseignement qui crée des individus passifs et qui ne fait pas apprécier l'apprentissage à l'école :

« C'est là le défaut de l'école : vouloir apprendre des choses définitives, des dogmes, au lieu d'apprendre à apprendre, c'est-à-dire donner des armes pour la lutte et démontrer la valeur de ces armes, apprendre à s'en servir. L'école laïque n'a rien apporté de neuf au point de vue économique et pratique. L'école a modifié quelques détails ; au fond, elle n'a rien changé à l'enseignement tel que le pratiquaient les Jésuites. L'enseignement est *passif*. Le maître est toujours dans une chaire. Les dieux seuls ont changé... de forme. [...] L'enseignement primaire a été toujours jusqu'alors un enseignement pour aveugles. C'est là la cause de sa faillite : c'est la raison pourquoi il ennuie. C'est pour cela que les enfants fuient souvent l'école, qu'ils la détestent presque toujours et la quittent avec plaisir. L'école primaire doit faire des hommes aptes à agir. Et pour faire ces hommes d'action, ces producteurs, c'est à l'action éducatrice qu'il faut s'adresser. Il faut que l'enseignement primaire soit un enseignement actif. »<sup>453</sup>

En effet, les programmes sont un lieu de conceptions contradictoires durant la Troisième République remis en question progressivement jusqu'à la Seconde guerre mondiale. La

450 *Ibid*, pp. 56-60.

451 Albert Thierry, « Nouvelles de Vosges. Deuxième lettre. Une Visite à Eslander », *La Vie ouvrière*, n° 7, 5 janvier 1910, p. 25.

452 Raymond Lafontaine, « Les lectures des paysans », *La Vie ouvrière*, *art. cit.*, p. 208.

453 *Ibid*, p. 207.

prédominance des humanités dans le secondaire et le supérieur est petit à petit remis à question par l'arrivée des enseignements scientifiques et pratiques. Les syndicalistes révolutionnaires participent aux débats sur ces contenus programmatiques. Antoine Richard rapporte le projet de « l'École unique » dans les années 1930 : dans le premier degré, un rapprochement est souhaité entre les classes préparatoires et élémentaires<sup>454</sup>. La même logique est présente pour les deuxième et troisième degré, dans les classes primaires et secondaires : « D'autres tentatives ont été faites pour rendre les programmes un peu plus homogènes. Ainsi les classes littéraires des lycées comporteront un peu plus de sciences qu'autrefois, mais il n'est pas commode de mettre en accord les partisans des humanités, et leurs adversaires. Les premiers veulent, en effet, sauvegarder l'autonomie de leur enseignement qu'il convient, selon eux, de donner à part, selon des méthodes spéciales »<sup>455</sup>. Seul le quatrième degré ou enseignement supérieur échapperait à cette homogénéisation par sa nature même : « Par nature, cet enseignement est très complexe. Le nombre des instituts qui le donneront ira croissant avec les progrès de la spécialisation scientifique. L'on ne sera donc pas tourmenté ici par un besoin d'unité à tout prix »<sup>456</sup>. En effet, cette dynamique s'inscrit en parallèle d'une adoption progressive du modèle du chercheur-enseignement spécialisé des universités germaniques à la place du savant humaniste français<sup>457</sup>. La critique notamment du latin occupe une place importante chez Régis Messac, professeur agrégé et militant libertaire. Dans *La Révolution prolétarienne*, il publie un article sur cette question, dont la teneur fait sans doute écho à son ouvrage publié la même année<sup>458</sup>. Il estime que les universitaires s'intéressant au latin sont bloqués dans leur système de croyances les empêchant de s'ouvrir aux autres savoirs. Les universitaires latinistes sont bloqués par leur éducation et un enseignement supérieur en général :

« Que de fois n'a-t-on pas fait l'éloge des anciens ? Éternel lieu commun cher à tous les rhéteurs et ressassé par eux depuis quatre siècles. A force de trouver cet éloge partout répété, on a fini par y croire. [...] Les humanités, et spécialement le latin, bénéficient d'une réclame séculaire. Non pas seulement sur les murs, mais sur les

---

454 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 4.

455 *Ibid*, p. 5.

456 *Ibid*, pp. 4-5.

457 Christophe Charle, *La république des universitaires : 1870-1940*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, 505 p. ; Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités : XIIe-XXIe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, 334 p.

458 En effet, il a publié un ouvrage à charge spécialement contre le latin : Régis Messac, *À bas le latin !*, Paris, Éditions de la Fenêtre ouverte, 1933, n.p. Pour des renseignements supplémentaires, nous référons à la notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article121898>, notice MESSAC Régis, Gilbert, Antoine par Jean Prugnot, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 21 mai 2017. [Consulté le 07/09/2022]

pages de tous les livres, de toutes les revues, dans la bouche de tous les professeurs, du haut de toutes les chaires, et sur les scènes les plus importantes, on est accoutumé à retrouver la glorification du génie d'Homère et de Virgile. Aussi, et la chose est bien naturelle, personne n'a l'idée de mettre en doute ledit génie. Tout le monde croit qu'Homère et Virgile sont d'indiscutables génies, et leurs œuvres d'indiscutables chefs-d'œuvre. Mais combien de gens sont allés y voir ? Combien ont pris la peine de lire, ne fût-ce que dans une traduction, l'Iliade ou l'Énéide ? — Mais, dira-t-on, il existe toute une catégorie de gens qui passent leur vie à lire et à commenter ces œuvres, non pas à l'aide d'une traduction, mais dans le texte même, et ce sont les plus convaincus. — Il est vrai ; encore faut-il se rappeler qu'il n'est rien de tel pour voir tout en rose que de porter des lunettes roses. Je veux dire que ces admirateurs passionnés des anciens ont été dressés dès l'enfance à admirer les anciens, et à n'admirer qu'eux. Il est donc tout naturel qu'ils adoptent l'attitude qui leur est pour ainsi dire imposée par leur éducation. Voudraient-ils se rebeller contre elle qu'ils se trouveraient tout de suite en présence d'obstacles quasi infranchissables : respect de la tradition, hostilité de leurs collègues, incompréhension du profane, et enfin et surtout insuffisance de leurs propres forces. Pour juger, il faut des points de comparaison. Ceux qui connaissent bien l'antiquité ne connaissent en général pas autre chose. Voués tout entiers à approfondir les mystères de la correspondance de Cicéron ou la signification politique des Géorgiques, ils n'ont même pas le temps de lire les œuvres écrites dans leur propre langue, encore moins les œuvres des auteurs étrangers. Ils ne peuvent admirer que ce qu'ils connaissent, et s'y emploient avec énergie. »<sup>459</sup>

Les arguments, concernant l'apprentissage du latin, permettant de former un esprit « assoupli et vigoureux » suivant une « gymnastique intellectuelle », ne sont que des arguments « hasardeux »<sup>460</sup> de même que l'indistinction grammaticale entre le primaire et le secondaire<sup>461</sup>. C'est pourquoi, les syndicalistes valorisent généralement les apports scientifiques et techniques dans l'enseignement supérieur. Cependant, la perception de ce changement grammaticale varie selon les individus. En effet dans les années 1930, Antoine Richard estime, lui, que cette lutte ne peut aboutir qu'à un programme incohérent en voulant faire une synthèse malhabile des deux conceptions du savoir bourgeois :

« Il aura tellement de susceptibilités à ménager que son ardeur réformatrice ne tiendra pas. Les enfants des riches n'iront pas à la laïque subir la promiscuité des fils d'ouvriers, l'on fera des efforts désespérés pour maintenir le prestige du baccalauréat et de la culture classique, toujours présentée sans rire comme le moyen exclusif de former un esprit. Pour ménager et les partisans des sciences et ceux du latin, l'on conservera un système mixte incohérent, un compromis entre des méthodes diverses et nulle tentative sérieuse de pédagogie nouvelle, vraiment généreuse et hardie, ne sortira de cette incessante hésitation, de ce désir de contenter à la fois deux fractions de la bourgeoisie. »<sup>462</sup>

---

459 Régis Messac, « Ce que vaut leur « culture ». Quelques réflexions sur la valeur des « humanités » », *La Révolution prolétarienne*, n° 154, 25 juin 1933, p. 10.

460 *Ibid* p. 11.

461 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 3.

462 *Ibid*, pp. 5-6.

L'uniformisation des programmes entamée depuis 1880 entre ceux destinés aux garçons et ceux destinés aux filles est perçue positivement et apparaît comme une adaptation à la société contemporaine, même si certains bourgeois sont du même avis : « Les programmes deviennent identiques entre ces deux enseignements, malgré les gémissements de ceux qui craignent de voir la jeune fille perdre son charme et ses vertus familiales dans cette concurrence avec les garçons qui est devenue un fait. D'autres bourgeois, moins fossiles, font des concessions au progrès, car ils se disent qu'une fille n'est pas commode à caser et qu'il faut lui donner toutes ses chances intellectuelles »<sup>463</sup>. De plus, les programmes touchent directement la dimension psychologique et individuelle des enfants qui modifient leurs caractères :

« En somme, si l'enfant n'est plus lui-même, s'il n'a plus cette vraie et gracieuse nature, sans recherche, sans pose, il n'est plus qu'un répugnant petit personnage, et je ne sais rien de plus douloureux que ce spectacle. Les prêtres ont fait de l'enfant un être sournois, les laïques un arriviste, n'en faisons pas un être superficiel, prétentieux et grotesque. Rien n'est évidemment plus beau que l'enfance joyeuse, l'enfant dans une fête créée pour lui, à la condition toutefois que ces fêtes ne deviennent pas l'occasion d'exhibition constantes. »<sup>464</sup>

Dans la conception prolétarienne de l'enseignement chez ces mêmes auteurs, nous verrons que les contenus peuvent aussi varier en fonction des parcours individuels et qu'il n'existe pas une conception unique malgré un cadre général.

En parallèle de ces conceptions des programmes et du système d'enseignement secondaire et supérieur, la Troisième République développe pendant les années de l'entre-deux-guerres une approche technique de l'enseignement. En effet, l'ouverture progressive de l'accès à l'école pose aussi la question des débouchés. Les filières techniques se développent sous l'impulsion de la loi Astier de 1920 en s'adaptant progressivement aux besoins créés par la société nouvelle<sup>465</sup>. En effet, si l'enseignement technique est valorisée de manière théorique dès la FNBT, c'est aussi pour contrer les initiatives patronales formant des producteurs uniquement sur la base de leurs besoins en main-d'œuvre. Par exemple, Jean Vidal rapporte l'ouverture d'un centre d'enseignement « La Dentelle au Foyer » s'inscrit dans cette dynamique de domination au même titre que les cités ouvrières :

« Raisonçons un peu. La « Dentelle au Foyer » a un rude air de ressemblance avec les cantines ouvrières, les logements ouvriers créés par les patrons de diverses

---

463 *Ibid.*

464 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 92.

465 Françoise Mayeur, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. Tome III, De la Révolution à l'École républicaine, 1789-1930*, op. cit., p. 652.



industries. N'a-t-elle pas pour but réel d'accaparer les travailleuses pour mieux les exploiter ? Je n'ai pas besoin d'insister pour être compris des camarades qui me lisent. En définitive, la « Dentelle au Foyer » est la création de l'égoïsme patronal, qui lutte contre la production mécanique et, mécontent du cachet peu artistique des travaux, veut s'assurer, pour un avenir prochain, un recrutement d'ouvrières d'élite. »<sup>466</sup>

Ainsi, à la fin de 1910, Jean Vidal estime que cinq cent cinquante apprenties sont formées en Haute-Loire par des écoles subventionnées et mille deux cents par des écoles non-subventionnées à raison d'un travail post-scolaire d'une à deux heures par semaines<sup>467</sup>. Ces écoles s'inscrivent aussi le contexte d'une loi de 1903 qui supprime l'enseignement scolaire de la dentelle dans les écoles de filles et écoles normales d'institutrices pour uniformiser les programmes entre les genres<sup>468</sup>. Ces formations techniques sont essentiellement soumises aux besoins bourgeois : lors de la crise des années 1930, Louis Sancier rapporte la fermeture de l'École professionnelle de la bijouterie qui n'offre aucun débouché<sup>469</sup>. Aux yeux de Richard, l'intérêt que les bourgeois porte aux enseignements techniques et scientifiques s'inscrit aussi dans une logique corporative. En effet, la société de l'entre-deux-guerres doit aussi se doter de nouvelles générations formées de manière moins théoriques à des professions en lien avec l'industrialisation comme, par exemple, les ingénieurs :

« [La bourgeoisie] ne voulut pas se figer dans sa vieille conception d'un enseignement secondaire de caste. L'on sait que celui-ci, où excellèrent les Jésuites, reposait essentiellement sur l'étude des langues anciennes, latin et grec, et sur celle de la littérature. Fermées au vulgaire, ces humanités devaient instruire en l'art de bien parler, de bien manier les idées générales, ceux qui seraient plus tard des manieurs d'hommes et de peuples, avocats, magistrats, politiciens, administrateurs, gens des professions dites libérales. Désormais, il ne s'agissait plus seulement de discours, il fallait aussi que la bourgeoisie réservât à ses fils les emplois dirigeants dans l'industrie et le commerce. Tandis que certains de ces jeunes bourgeois continueraient à chercher des carrières de parleurs, d'autres seraient techniciens, ingénieurs, et le lycée les préparerait à entrer dans les grandes écoles spéciales (Polytechnique, Centrale) — où ils sauraient acquérir une vue au moins théorique de leur futur métier. Déjà, les lycées y préparaient, mais l'on sentait le besoin de faire aux sciences une plus large part. »<sup>470</sup>

La problématique de la formation technique pose pour les syndicalistes la question d'emploi des apprentis. Certains articles pointent l'emploi d'apprentis à la place d'ouvriers sous prétexte de les former alors qu'ils effectuent le même travail. Mais ils peuvent aussi remplacer

---

466 Jean Vidal, « La condition des dentellières de la Haute-Loire », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 359.

467 *Ibid*, p. 358.

468 *Ibid*, p. 357.

469 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.

470 Antoine Richard, « Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale. L'École unique », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 3.

d'autres métiers : par exemple, lors des années de crise des années 1930, les apprentis remplacent les garçons de course dans le secteur de la bijouterie<sup>471</sup>

Chez les syndicalistes révolutionnaires, les critiques des enseignements des adultes reposent essentiellement sur la dimension d'inadaptation des contenus et des propositions faites par certains acteurs. Par exemple, les Universités populaires, actives essentiellement jusqu'en 1914, ont été pensées comme un moyen de connaissances et de culture entre un public universitaire et une élite ouvrière<sup>472</sup>. Pelloutier était présent lors des premiers essais à l'origine de la première Université populaire, *La Coopération des Idées* ouverte en 1899<sup>473</sup>. Les critiques reposent essentiellement sur le manque de méthode et la diversité inadaptée des cours. Paul Delesalle, dans *Les Temps nouveaux*, estime qu'« il [lui] semble utile de calmer toute admiration exagérée à leur endroit [les Universités populaires], de dissiper en passant toute illusion sur leur valeur scientifique... les causeries sont faites à des travailleurs n'ayant ni le livre, ni le laboratoire et sont privés du temps matériel pour se livrer à un examen ultérieur... Rien n'est moins scientifique que l'incohérence dans l'enseignement... Non, les Universités populaires ne peuvent prétendre donner un enseignement véritablement scientifique »<sup>474</sup>. Outre l'aspect de diffusion orale des savoirs, l'inadaptation se retrouve dans les moyens mis à disposition pour les ouvriers avec un caractère culturel comme les bibliothèques municipales. Les anarchistes-syndicalistes font souvent le constat ou estiment que les livres présents dans les bibliothèques sont généralement inadaptés aux souhaits et aux attentes des ouvriers. C'est la dimension centralisatrice et de contrôle étatique qui apparaît mis en cause :

« Les paysans n'achètent pas de livres. Cela coûte trop cher. Ils ne lisent donc pas de livres, car les bibliothèques scolaires communales contiennent surtout de vieux volumes aussi intéressants, par exemple, que la *Vie des chrétiens illustres* de Marty et le *Gouvernement temporel* de Fèvre. Ces bibliothèques possèdent parfois aussi des livres traitant d'agriculture, mais ils sont rares, et encore trouve-t-on un *Traité des Conifères* dans une région non boisée. Rien d'étonnant à cela, puisque ces livres sont *directement* envoyés du ministère, lequel a davantage le souci de cases les « invendus » stupides des ministres passés ou futur que de faire un choix judicieux. Les « almanachs » sont à peu près les seuls livres que les paysans achètent – et encore n'en achètent-ils pas souvent. »<sup>475</sup>

---

471 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.

472 Lucien Mercier, *Les universités populaires : 1899-1914*, Paris, Éditions ouvrières, 1986, 188 p.

473 *Ibid*, p. 22.

474 Paul Delesalle, « Universités populaires », *Les Temps nouveaux*, n° 47, 17-23 mars 1900, p. 2.

475 Raymond Lafontaine, « Les lectures des paysans », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 204-205.

En effet au XIXe siècle, les fonds des bibliothèques sont généralement fournis après un contrôle par les inspecteurs d'académie organisant le fond dans une conception éducative et morale<sup>476</sup>.

### *Contre la littérature « bourgeoise »*

La critique de l'aspect financier et d'emprise du roman-feuilleton s'accompagne aussi de la critique de la production littéraire romanesque à destination de la bourgeoisie. Il faut séparer dans ce contexte du tournant du XIXe plusieurs cultures en matière littéraire : une culture classique prônée notamment à l'étude dans les milieux universitaires avec des mouvements d'avant-gardes contemporains. Ce phénomène s'inscrit dans la constitution d'un champ littéraire de plus en plus autonome<sup>477</sup> ainsi que des stratégies des acteurs dans un milieu littéraire marqué le caractère marchand de la production littéraire<sup>478</sup>. La critique anarchiste concernant la « culture classique » s'appuie plutôt sur la rhétorique d'une inadaptation totale à la société contemporaine et d'une forme d'idolâtrie des auteurs anciens, dont le contenu est médiocre :

« Les partisans les plus enragés des humanités ont renoncé désormais au chimérique espoir de contraindre des générations entières à pénétrer les secrets de la voix moyenne et des verbes en mi. C'était pourtant le seul moyen d'accéder directement aux sources de la civilisation antique. Car la littérature latine n'est qu'un succédané, et un succédané inférieur de la littérature grecque. Prenez les plus illustres des écrivains latins les uns après les autres, et combien en trouvez-vous qu'il soit possible de prendre au sérieux ? Virgile ? Fada imitateur, poète de second ordre et de seconde main, solennel, emprunté, ayant tous les défauts du poète officiel et du poète lauréat. Qui peut s'intéresser, de nos jours, à la glorification empesée en douze chants des ancêtres fictifs de César et d'Auguste ? – Cicéron ? Esprit médiocre, politicien peu intelligent, juriste borné, cauteleux, vétilleux et vaniteux, dont tout le mérite consiste en quelques ficelles d'avocat et quelques clauses de rhéteur, adaptées du reste à un état social disparus sans retour. On ne peut le suivre aujourd'hui dans les circonvolutions de ses périodes qu'au prix d'un effet intense. »<sup>479</sup>

---

476 Noë Richter, *L'éducation ouvrière et le livre : de la Révolution à la Libération*, Le Mans, Bibliothèque de l'Université du Maine, 1982, p. 30 et suivantes.

477 Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Édition du Seuil, 1992, 558 p.

478 Christophe Charle, *La crise littéraire à l'époque du naturalisme : roman, théâtre et politique, essai d'histoire sociale des groupes et des genres littéraires*, op. cit.

479 Régis Messac, « Ce que vaut leur « culture ». Quelques réflexions sur la valeur des « humanités » », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 11.

Pour la création contemporaine, la critique associe des problématiques d'ordre financière et morale avec des problématiques sur les contenus, les sujets traités et la manière d'écrire. La dimension d'inadaptation semble s'appuyer sur des éléments plus précis que la culture latine. Sans doute, l'accès aux ouvrages romanesques est facilité pour des non-spécialistes car Messac est un instituteur agrégé. Le problème de la création littéraire contemporaine et du contenu des ouvrages est celui de la problématique du « vivant ». En effet, certains anarchistes, comme Pouget, considèrent que la création littéraire revêt un caractère trop artificiel. Cette artificialité ne révèle pas la dimension sociale de la langue et par conséquent, sa dimension populaire. Dans le cas du théâtre, Pouget prend l'exemple d'une soirée au théâtre où il avoue s'être ennuyé et aurait souhaité manifester son mécontentement :

« Les bouquins qu'on nous fait lire sont écrits d'une façon mensongère et artificielle qui n'a rien de vivant. Et nous y sommes tellement habitués que nous arrivons à nous figurer qu'on parle comme ça. Tiens par exemple, t'as lu, c'est probable, Corneille ? et en plus je l'ai vu un jour, au Français, avec ma bourgeoise, (une ouvreuse nous avait collé un billet, fallait cette occase.) Eh bien, j'ai baillé à me décrocher la mâchoire à voir ces Jean-Foutres (qui sont de très bons acteurs, nom de Dieu) se pavaner sur les planches comme un tas d'idiots. Tu sais quand les deux fourneaux se disent, les yeux en coulisse : Chimène qui l'eut dit ? Rodrigues qui l'eut cru... Zoé. Eh bien, vrai, j'aurais eu des pommes cuites, je crois que les leurs y aurais foutues par la gueule. Voyons, est que nous parlons comme ça ? Jamais de la vie ! Nous ne sommes pas assez empaillé. »<sup>480</sup>

Cette volonté de rendre « vivant » le théâtre et plus globalement la littérature s'inscrit dans la perspective du théâtre dit naturaliste. À Paris, le Théâtre Libre d'André Antoine incarne cette nouvelle dimension : en effet, ouvert entre 1887 et 1894, il a servi d'exemple dans l'Europe entière avec son côté amateur puisque ses acteurs n'étaient pas professionnels. Cet amateurisme permet une « libération » des règles du théâtre classique ou de dépendance financière<sup>481</sup>. Sa mise en scène incarne un naturalisme au théâtre puisque l'amateurisme empêche les acteurs d'avoir une dimension déclamatoire en parlant de manière « naturelle », à comprendre de manière sociale<sup>482</sup>. Pouget semble être en accord avec cette recherche esthétique et culturelle dans la remise en question du théâtre classique par le trait humoristique de ce dialogue. Cette réflexion sur la problématique du théâtre s'entrecroise avec la littérature. Pouget lui reproche également de ne pas être la « vie réelle », s'inscrivant ainsi dans les volontés du naturalisme littéraire. Il la qualifie même de « deuxième religion » qui s'inscrit dans l'esprit du lecteur :

---

480 Émile Pouget, « Sans titre », *Le Père Peinard*, n° 10, 28 avril 1889, p. 16.

481 Jean-François Dusigne, *Le Théâtre d'Art*, Paris, Éditions Théâtrales, 1977, p. 30.

482 *Ibid*, p. 33.

« Puis j'ai avalé tous les bouquins qui me tombaient sous la patte anciens et nouveaux. Je gobais que la vie était pareille à ce que je lisais. Les romanciers de mon époque, c'étaient Alexandre Dumas, Victor Hugo, Eugène Sue ; et je voyais partout des d'Artagnan, des Rodins, des Esmeralda faisant danser leurs chèvres. Je chantais la Lisette de Béranger, croyant que c'était arrivé ; et je me disais avec ce blagueurs : *Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans*. Je t'en fiche : j'aime autant l'entresol ! C'était encore de l'illusion que je me foutais dans la bouillotte. La vie réelle, c'est pas ça ! Ah, les romans ! C'est une deuxième religion qui nous empoigne quand on a échappé à la première. Quand donc, nom d'un pétard, qu'on viendra sur l'éducation vraie et naturelle, qui nous montrera la vie telle qu'elle est – et nous empêchera de prendre les vessies pour des lanternes. »<sup>483</sup>

La dimension d'emprise intellectuelle est ici encore présente. Cette dimension d'emprise sur le lecteur devra donc être remise en question par « l'éducation vraie et naturelle ». Ce type d'éducation se développe chez différents courants anarchistes notamment les éducationnistes comme Sébastien Faure à la même période.

La critique anarchiste s'attache à la promotion ou dévaluation de certains artistes. En effet, la remise en question de certaines figures historiques des arts se retrouve dans une critique de la société. En effet, les artistes peuvent être perçus comme des soutiens de cette société bourgeoise et capitaliste nourrissant ainsi la remise en cause de leur position sociale et des valeurs qu'ils transmettent. De cette manière, nous retrouvons plus généralement un questionnement sur les littérateurs à travers l'émergence de figures particulières. Les critiques, même sur des auteurs spécifiques, peuvent renseigner sur les problématiques en matière de productions artistiques et de pratiques culturelles dans les rangs anarcho-syndicalistes : critique de l'investissement dans les luttes sociales, critique de l'idolâtrie et de sa dimension d'emprise. Pouget prend l'exemple de Victor Hugo, qu'il considère comme un « type gonflé de vanité » :

« FAUT PELERINER ! - Dans notre sacré pays tout est matière à battage. Nous avons des reliques de Victor Hugo. Ce type gonflé de vanité, et que les bourgeois avaient bougrement fait mousser, se figurait être immortel. Les richards qui avaient besoin d'une idole pour monter le coup du populo, l'ont fait passer pour le « Vrai Génie ». On te lui avait tellement cassé le nez avec des encensoirs qu'il croyait que jamais ces bafouillages ne serviraient à envelopper du fromage de brie. Aussi, convaincu que même claqué il resterait vivant, et qu'on lui élèverait des autels, il avait foutu de côté toutes les saloperies qui devaient plus tard servir de reliques. Et c'est ça qu'on nous sort aujourd'hui et qu'on nous invite à aller adorer, en crachant vingt ronds, naturellement. On n'a rien pour rien dans la famille. »<sup>484</sup>

Autant que cette dimension égotique, c'est la dimension idolâtrique qui le dérange puisque ces objets d'usage peuvent devenir des reliques après sa mort. De plus, la bourgeoisie voit

---

483 Émile Pouget, « Ma profession de foi politique », *Le Père Peinard*, n° 2, 3 mars 1889, pp. 13-14.

484 Émile Pouget, « Coups de tranchet », *Le Père Peinard*, n° 13, 19 mai 1889, pp. 13-14.

dans le personnage d'Hugo un moyen de contrôle social par la notion de « génie » permettant une distinction de classe. Cette dernière est de plus en plus remise en question par les anarchistes-syndicalistes dont l'objectif est la valorisation d'une forme d'individualité mais en lien avec le collectif. La dimension culturelle du littéraire est mise en rapport avec les problématiques de la littérature prolétarienne ; en critiquant Hugo, Pouget critique la vision romantique du peuple par des élites bourgeoises.

D'autres critiques s'attachent à d'autres littérateurs jugés sympathisants comme Vallès. Ce dernier est considéré comme un allié des causes contestataires dans le milieu des enseignants mais il lui reproche de ne pas s'être complètement investi dans les luttes sociales. La littérature n'acquiert pas une véritable dimension contestataire dans le cas d'un non-investissement de son auteur : « Tu me citeras Vallès. Mais l'exception a toujours confirmé la règle. Et d'ailleurs Vallès ne fut jamais un convaincu ; un haineux, un aigri, tout au plus. Il ne reste de lui ni un acte, ni une idée. Rien que de la littérature, de la phrase, du mot. Ce révolté n'a jamais su manier, en fait d'armes, que la fêrule du pion »<sup>485</sup>. Cette critique de Vallès s'inscrit dans des problématiques liées à la question de l'enseignement des enfants : il tisse donc un lien direct entre l'éducation et les ouvrages.

### 3.2.2 Des répressions étatiques et religieuses : productions et acteurs

#### *Militarisme et répression culturelle*

L'impact du militarisme sur la production artistico-culturelle ressort à travers la dimension impérialiste qui conditionne sa création. Ce genre de discours est lié généralement à un contexte antimilitariste. En effet, ce discours met en avant que le militarisme est généralement incompatible avec la production d'une œuvre culturelle et intellectuelle qualitative. Par exemple, les frères Pelloutier, dans un article publié en brochure répondant à un article d'un général souhaitant exalter le génie militaire, estime ainsi qu'en « thèse générale » un pays organisé d'un point de vue militaire n'offre pas la possibilité d'une société épanouie sur le plan culturel tandis que l'inverse est vrai. À ses yeux, la France napoléonienne a moins d'intérêt intellectuel et culturel que la France de 1870 :

---

485 Émile Pouget, « La grève des pions », *Le Père Peinard*, n° 11, 5 mai 1889, p. 14.

« En thèse générale, une nation puissamment organisée au point de vue militaire, possède une organisation civile, intellectuelle et commerciale médiocre, de même qu'une nation, élevée par son génie domestique au premier rang, peut, dans l'échelle des peuples soldats, n'occuper que le dernier degré. La France de Napoléon 1<sup>er</sup>, qui entretint d'innombrables bataillons et qui, pendant dix ans, dicta des lois à toute l'Europe, n'eut qu'une piètre valeur intellectuelle. L'armée s'honorait de généraux comme Lannes, Ney, Masséna ; le cénacle littéraire contenait Fontanes, Castel, Esménard, Luce de Lancival, Gudin. En 1870, au contraire, la France, vaincue sur les champs de bataille, possédait une supériorité intellectuelle universellement reconnue et que la défaite ne lui fit point perdre. »<sup>486</sup>

Cette dimension est une conception générale d'une société militaire et s'inscrit dans un schéma intellectualiste et savant.

La dimension impérialiste se retrouve dans l'expropriation des œuvres elles-mêmes que le militarisme a effectué auprès d'autres nations. L'exemple français est ainsi mis en lumière : les fonds des musées nationaux se sont constitués par les conquêtes républicaines et impériales. Pour Pouget, les expropriations des productions artistiques sont des expropriations menées en Europe lors des conquêtes impérialistes antérieures des différents régimes de l'État et de différents acteurs sociaux. Le processus révolutionnaire serait une réappropriation de tous ces éléments volés et accaparés par l'Église et l'État. Cependant, cette réappropriation-ci devrait être une abolition de propriété privée vers une « source commune » :

« Dans cette opération du déménagement des collections particulières qui n'était que l'application de ses principes d'expropriation sociale, la révolution n'innovait pas, elle ne faisait qu'imiter, – suivre l'exemple de régimes antérieurs. En effet, comment, au dix-neuvième siècle, s'étaient enrichis les musées nationaux ? D'abord, grâce aux rafles opérées sans vergogne, au cours de leurs chevauchées à travers l'Europe, par les généraux de la république et du premier empire ; ils prenaient par droit de conquête, sans gêne, aussi bien ce qu'ils trouvaient dans les musées que chez les particuliers. Les musées s'enrichirent grâce aux expropriations du clergé, des congrégations et grâce à celles qui suivirent la séparation des églises de l'État... Maintenant, l'opération était de même ordre, – mais plus vaste : c'était la propriété capitaliste qu'on ramenait à la source commune. »<sup>487</sup>

On note qu'il prend le soin de distinguer l'idée d'une « source commune » à la place d'une « propriété publique » trop lié à un discours d'ordre étatique. L'inventaire se ferait par un prolétariat de personnes concernées sur le modèle syndical de fédérations de métiers. La dimension de répression culturelle impérialiste dans les colonies n'est pas présente avant la période de l'entre-deux-guerres. La valorisation d'une culture internationale européenne voire extra-occidentale n'est, en effet, envisagée qu'à partir des années 1920. La levée de la

---

486 Fernand Pelloutier, Maurice Pelloutier, *Lettre sur la guerre*, Nantes, Imprimerie de E. Guittard, 1919, p. 3.  
487 *Ibid*, pp. 284-285.

répression culturelle se fait souvent dans les revues syndicalistes sous le biais de la redécouverte des productions extra-européennes.

Un autre aspect du militarisme et de l'autoritarisme politique est la censure et la répression des productions culturelles. Cette méfiance s'inscrit dans un contexte global de la répression des états contre les menées du mouvement ouvrier. En effet, même si la liberté de la presse est un droit en France depuis 1881, il existe des règles qui peuvent aussi fermer des locaux de presse et mener des poursuites contre les journalistes ouvriers : provocations aux crimes et délits, incitation des militaires à la désobéissance, diffamations, injures, offense envers le président de la République ou les chefs d'État étrangers, fausses nouvelles, outrages aux bonnes mœurs, etc<sup>488</sup>. La situation est la même pour d'autres pays dans le monde face au mouvement socialiste international. C'est sans doute cette connaissance qui invite à la méfiance. Les lieux des journaux sont généralement la cible des menées violentes contre le mouvement ouvrier. En France, par exemple, « c'est le 12 octobre 1905, après une préparation savante, que M. le Préfet de la Seine faisait évacuer les locaux occupés par la C.G.T. et ses différents services. On prit comme prétexte qu'elle publiait *La Voix du Peuple*, journal antimilitariste »<sup>489</sup>. Même raisonnement dans d'autres pays, *La Vie ouvrière* rapporte qu'après la mort d'un colonel en Argentine en novembre 1910, la police et la bourgeoisie ont saccagé les locaux de titres socialistes et syndicalistes :

« Aussitôt après l'événement du 14 novembre, les fureurs de la police et de la bourgeoisie réactionnaire se sont déchaînées sur les journaux ouvriers et sur les associations de travailleurs. Dans la nuit du 14 au 15, l'imprimerie de la *Protesta* a été saccagée : les locaux de plusieurs syndicats ouvriers et celui de la *Confederacion Obrera Regional Argentina* ont été envahis ; les bureaux du journal la *Vanguardia* ont été fermés et ses rédacteurs arrêtés. Le gouvernement a proclamé l'état de siège pendant soixante jours dans toute l'étendue du territoire argentin [...]. Il est impossible d'obtenir sur ce qui s'est passé autre chose que des renseignements vagues : la presse a ordre de se taire, comme en Russie. »<sup>490</sup>

Cette répression pousse à la clandestinité et déstructure le mouvement ouvrier et syndical constitué. Un autre pan de cette répression est la répression législative. Par exemple, en France dans les années 1893-1894, le régime des « lois scélérates » peut entraîner la mise en prison pour la publication d'ouvrages anarchistes. Pouget a même écrit une brochure pour

---

488 Christian Delporte, *Histoire du journalisme et des journalistes en France : du XVIIIe siècle à nos jours*, op. cit., p. 19.

489 Jules Bled [Membre de la Commission pour l'édification de la Maison des Syndicats], « Une maison des syndicats à Paris », *La Vie ouvrière*, n° 4, 20 novembre 1909, p. 195.

490 James Guillaume, « L'état de siège à Buenos-Aires », *La Vie ouvrière*, n° 7, 5 janvier 1910, p. 16.



dénoncer de telles mesures<sup>491</sup>. Cette dimension législative est présente dans d'autres pays et participent de la méfiance des syndicalistes de divers pays. En Argentine, la situation est jugée telle que le parlement adopte des lois contre les socialistes : voici les articles qui concerne la presse et qui sont transmis dans la *Vie ouvrière* :

« ART. 12. – Celui qui, verbalement, par écrit ou imprimé ou par tout autre moyen fera publiquement l'apologie d'un fait puni par la loi, souffrira la peine de *un an à trois ans de prison*. »

« ART. 22 – Celui qui *vend, met en vente, imprime, distribue, circule, expose en lieux publics ou répartit les imprimées* et les reproductions mécaniques signalés aux articles 12, 19, 20 et 21, souffrira la moitié de la peine indiquée aux articles cités pour l'auteur principal du fait.

ART. 23 – Quand les délits prévus aux *art. 12, 19, 20 et 21* seront commis par la presse, le maximum de la peine sera appliqué.

ART. 24 – Quand les délits prévus aux *art. 12, 19, 20 et 21* seront commis par la presse ou par n'importe quel moyen matériel apte à la reproduction de signes figuratifs, la *police séquestrera l'instrument du délit* et la poste en empêchera la circulation. »<sup>492</sup>

La répression est aussi présente les mêmes années dans des régimes moins répressifs comme au Danemark. Toute cette répression s'accompagne généralement d'une volonté de contenir les informations concernant les différents mouvements socialistes. En effet, durant la période d'avant-guerre, l'accès aux informations est bien plus complexe. Ainsi, le mouvement répressif bourgeois en Argentine a réussi « à empêcher la presse ouvrière de continuer à faire entendre sa voix, car nous n'avons reçu aucun journal de Buenos-Aires, postérieur à la fin de novembre »<sup>493</sup>. La notion de rétention d'informations est ici aussi évoquée.

La répression de la presse passe aussi par celle des affiches, moyen pensé en capacité de toucher largement les milieux populaires. Par exemple, Pouget pour sa campagne anti-électorale rapporte que la police s'applique à déchirer les affiches afin d'éviter que les ouvriers puissent les lire. L'exemple qu'emploie Pouget est d'autant plus marquant qu'il l'oppose symboliquement à Boulanger, général lancé dans la campagne électorale législative sur une ligne réactionnaire :

« Un tas de copains m'avaient demandé des affiches, de sorte qu'il y en a eu de foutues dans pas mal de patelins. Paraît même qu'elles ont eu leur petit succès.

---

491 Émile Pouget, Francis de Pressensé, un juriste, *Les lois scélérates de 1893-1894*, Paris, Éditions de la Revue Blanche, 1899, 62 p.

492 Eduardo G. Gilimon [Directeur de « La Protesta »], « Au secours de l'Argentine ! », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 329-330.

493 James Guillaume, « L'état de siège à Buenos-Aires », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 16.

Seulement nom de dieu, elles n'ont pas eu la veine des affiches de la Boulange. Tous les canards gouvernementaux ont gueulé pendant huit jours que ses affiches n'étaient pas légales, qu'il fallait les déchirer illico. Ils n'en ont rien fait les cochons, pas si bêtes ! Les policiers ont déchiré des affiches, mais de sont celles du Père Peinard : c'est ce qu'ils appellent l'Injustice distributive. À Bordeaux, au Havre, à Pamiers, à Reims, à Angers, et dans un tas d'autres endroits, dès que les affiches du Père Peinard étaient posées, les policiers sautaient dessus. Turellement, ils font leurs coups de préférence la nuit, sachant bien que le jour si un frangin se trouvait par là leurs fesses pourraient s'en ressentir. [...] Donc, noms de dieu, fallait les déchirer toutes, ou les laisser toutes. Pas si gourdes les policiers ! Les affiches de Boulanger ne font pas de tort aux richards et aux patrons, pourquoi le déchirer ? »<sup>494</sup>

Comme dans la citation précédente, la dimension économique et légale est souvent mise en avant par l'autorité policière pour justifier l'arrachage. En effet à cette époque, les affiches devaient, pour pouvoir être collées, posséder un timbre qui attestait de leur légalité. Pouget estime, cependant, qu'il existerait un traitement défavorable pour les ouvriers qui ne peuvent pas y avoir accès et des affiches bourgeoises qui restent malgré leur illégalité :

« Les affiches, voyez-vous, c'est la liberté de la presse à la portée du populo. Et justement pour que le populo ne puisse pas profiter de cette liberté, les gouvernants exigent qu'on foute un timbre sur chaque affiche. Y a qu'à l'époque ou les bourgeois éprouvent le besoin de monter le coup au populo, qu'ils s'autorisent eux-mêmes à se dispenser du timbre. C'est très roublard ce qu'ils font ; mais foutre, toutes les médailles ont leur revers : puisque les affiches sont bonnes pour monter le coup aux pauvres bougres, pourquoi donc qu'elles ne serviraient pas à leur ouvrir les quinquets ? »<sup>495</sup>

Cette répression « sur le terrain » s'accompagne aussi d'une répression à l'échelle légale. Dans les années 1910, elle est présente à l'encontre des affiches des campagnes menées par les organisations ouvrières et notamment la C.G.T. Une rubrique « Le mois social. Les faits » rapporte les événements en lien avec le mouvement ouvrier dont font parties les répressions qui sont menées par le gouvernement contre les affiches. Par exemple, le mardi 22 mars 1910, le comité de Défense Sociale pose une affiche intitulée « À bas Biribi » et le samedi 26 mars, le ministre Briand de la faire poursuivre en justice<sup>496</sup>.

Cette répression culturelle peut se manifester dans d'autres types de productions culturelles comme les livres ou les pièces de théâtres. Cependant, la nature libérale du régime républicain pousse plutôt à la condamnation des individus qu'à celle de la censure des œuvres. Hormis la période des « lois scélérates » et un retour de la censure durant la période de la Première guerre mondiale, elle ne se trouve pas dans la presse avant la Première guerre mondiale par rapport aux condamnations légales. Il faudrait voir comment est perçue la

---

494 Émile Pouget, « Trente-six poids... et davantage de mesures », *Le Père Peinard*, n° 24, 4 août 1889, pp. 5-6.

495 Émile Pouget, « Le coup des élections », *Le Père Peinard*, n° 26, 18 août 1889, p. 10.

496 Anonyme, « Le mois social. Les faits », *La Vie ouvrière*, n° 14, 20 avril 1910, pp. 502-503.

censure dans les titres de presse libertaires et syndicalistes encore présents durant le conflit pour obtenir plus de renseignements. La censure est plutôt une censure de brochures antimilitaristes, comme celle élaborée par Amédée Dunois avec des textes de Romain Rolland :

« Et notre ami Amédée Dunois pourrait conter comment ledit Massis comprenait ses nobles fonctions. Tout en empêchant de paraître une petite brochure pacifiste dans laquelle Dunois avait réuni deux (p8) beaux articles de Romain Rolland, alors inconnus en France, (c'étaient *Au-dessus de la mêlée* et *Inter arma caritas*), le futur grand prix [de l'Académie française] n'hésitait pas, avec un tact exquis, à reproduire tout au long l'un de ces deux articles dans un pamphlet de sa façon intitulé péremptoirement : *Romain Rolland contre la France*. Où donc Massis avait-il eu connaissance de l'article ? *À la censure*. A la censure où l'épreuve de la brochure Dunois traîna de février à juillet 1915, attendant qu'un de ces messieurs de la Boîte (peut-être Massis lui-même?) voulut bien la massacrer, selon toutes les règles de l'art. »<sup>497</sup>

Le régime stalinien et bolchevique a combiné les deux aspects : entre la création d'une censure des œuvres et une répression des producteurs en fonction des situations. Victor Serge<sup>498</sup>, écrivain et militant syndicaliste retournée en Russie en 1917 avant de subir la répression stalinienne, annonce que la censure est bien présente en Russie dans les années 1930 : « J'ai écrit deux ouvrages à Orenbourg, un témoignage (*Les Hommes perdus*) et un roman faisant suite à *Ville conquise (La Tourmente)* et des poèmes. Tous mes manuscrits, avec tous mes documents et souvenirs personnels sont encore en souffrance à la censure, à Moscou »<sup>499</sup>. Ainsi, depuis le milieu des années 1920, des publicistes et écrivains soviétiques ont essayé de bâtir un cadre culturel spécifique pour la production des œuvres en conditionnant l'accès aux ressources pour ces producteurs culturels :

« À partir de 1924-25, c'est-à-dire de la défaite de l'opposition de gauche, un groupe de publicistes et d'écrivains soviétiques, d'ailleurs médiocres, officiellement encouragé par le Bureau Politique, s'efforce d'imposer, sans regarder aux moyens, un uniforme à la littérature russe. Les Associations d'Écrivains Proletariens censurent, régissent, boycottent, persécutent, augmentent ou diminuent, selon le degré de complaisance des auteurs, les rations de fromage et de jambon qui leur sont allouées en temps de famine. (Quant à moi, ces rations m'étaient simplement refusées, comme de juste.) »<sup>500</sup>

---

497 Anonyme, « La petite histoire. Une conscience », *La Révolution prolétarienne*, n° 84, 15 juillet 1929, pp. 7- 8.

498 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article155084>, notice SERGE Victor [KIBALTCHICHE Victor Lvovitch, Napoléon, dit] [Dictionnaire des anarchistes] par Michel Dreyfus, Nicole Racine, notice revue par Anne Steiner, version mise en ligne le 3 avril 2014, dernière modification le 17 mars 2021. [Consulté le 16/09/2022]

499 Victor Serge, « La vérité sur l'U.R.S.S. Deux lettres de Victor Serge », *La Révolution prolétarienne*, n° 224, 10 juin 1936, pp. 12-13.

500 Victor Serge, « La fin des écrivains thermidoriens », *La Révolution prolétarienne*, n° 246, 10 mai 1937, p. 18.

De plus, la censure participe à la formation d'une conception esthétique prenant un aspect dogmatique et doctrinaire altérant le cadre général du monde intellectuel : « Condition de la pensée ? Une sèche doctrine, vidée de tout son contenu, durement imposée dans tous les domaines ; et réduite dans tout ce qui s'imprime, sans exception, à la répétition mot à mot ou au plus plat commentaire des propos d'un seul. L'histoire remaniée à fond chaque année, les encyclopédies refondues, les bibliothèques épurées pour rayer partout le nom d'un Trotski, supprimer ou salir d'autres compagnons de Lénine »<sup>501</sup>. Dans la représentation syndicaliste, l'artiste et le littéraire sont perçus comme des individus qui parlent « au nom » du prolétariat. La censure provoque la représentation d'une mort de la production artistico-culturelle et plus généralement de la pensée. Rapportant l'ouvrage de Boris Souvarine, Jean Péra annonce que cette censure opportuniste incorpore la rhétorique révolutionnaire au domaine des arts. Toutes les productions artistiques doivent être mises au service du régime bolchevique dans une logorrhée n'ayant plus le sens d'une réflexion propre à rapport véritablement prolétarien à la culture :

« Les courtisans de l'*Association* [des Écrivains prolétariens] domestiquée par le Parti eurent licence d'imposer au public leurs productions illisibles et de censurer les auteurs les plus éminents. Constitués en brigades pour élucubrer leurs extravagances, les uns décident alors de « conquérir le pouvoir dans la littérature, de « lever des troupes de choc dans la poésie », de « tracer la ligne bolcheviste dans la création artistique », d'« assurer une vigilance de classe sur le front de l'édition ; d'autres, prétendus champions de « l'hégémonie du prolétariat dans l'art », proclament la nécessité d'un « plan quinquennal pour la poésie » et d'un « Magnitogorsk en littérature ». Le mot d'ordre est lancé de « rattraper et dépasser Shakespeare et Tolstoï... » « Après l'intervention de Staline sur la « contrebande trotskiste » dans les travaux d'histoire du Parti, les musiciens prolétariens déclarent : « À la lumière de la lettre du camarade Staline, de nouvelles et grandes tâches se dressent sur le front musical. À bas le libéralisme pourri par rapport aux résonances bourgeoises et aux théories ennemies de classe ! » Et ils entreprennent de « réviser la canonisation des compositeurs du passé à commencer par Beethoven et Mousorgski ». Le lettre de Staline doit faire « de chaque orchestre soviétique un lutteur collectif pour le marxisme-léninisme authentique... » Après la musique, la peinture. Tel critique d'art dénonce un « paysage contre-révolutionnaire », telle autre obscure et encombrante nullité proscrit Rembrandt et Rubens... Les musées de Moscou s'enrichissent de pancartes explicatives suivant quoi Renoir et Degas représentent le « capitalisme pourrissant ». »<sup>502</sup>

---

501 Victor Serge, « La vérité sur l'U.R.S.S. Deux lettres de Victor Serge », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 14.

502 J[ean] Péra, « À travers les livres. Boris Souvarine : STALINE, aperçu historique du bolchevisme », *La Révolution prolétarienne*, n° 213, 25 novembre 1935, p. 13.

## *Encadrement et répressions des acteurs*

La répression culturelle peut aussi s'exercer sur les individus-producteurs du plan culturel. Le corpus de la presse donnent à voir des échelles répressives tant à hauteur individuelle qu'à des échelles globales. En effet, la répression apparaît à travers des niveaux de perceptions des acteurs et des expériences différentes : tant du point de vue du consommateur que du producteur de biens culturels. Par exemple, lors de son travail dans la région de Meurthe-et-Moselle, Adolphe Chalbos nous rapporte que « n'ayant pour toute distraction, en dehors de la fréquentation de deux ou trois camarades syndiqués de la profession que la lecture, je me faisais apporter, tous les jour, par une marchande de journaux, l'*Humanité*, que je lisais discrètement dans ma chambre ou au magasin, lorsque personne ne s'y trouvait. Or, sans aucun avertissement, mon journal fut supprimé. Une petite enquête m'apprit que mon patron avait prié la jeune fille de ne plus me l'apporter »<sup>503</sup>. Cette logique de répression culturelle locale bride une expression ouvrière mêlant des aspects religieux et économiques.

Cette répression est présente aussi sur le plan de l'enseignement à travers des figures individuelles. La domination qu'exerce l'Église romaine est importante même dans un pays en processus de laïcisation comme la France. Elle est présente dans d'autres pays comme l'Espagne ou la Suisse. La multiplication d'exemples est présent dans le titre de la *Vie ouvrière*. Il nous semble, que pendant la période de l'entre-deux-guerres, cette répression menée contre des personnages anti-cléricaux se trouve amoindrie avec une perte d'influence progressive de l'Église au profit de l'État, se tournant plutôt vers une rhétorique de la domination étatique. Les religieux apparaissent plus comme une forme de soutien tacite à la répression. Elle touche, à la fois, les milieux populaires, les instituteurs et les militants. Lafontaine estime ainsi que les personnages cléricaux en milieu rural empêchent les lectures des paysans. De plus, ils s'attaquent aussi à la figure de l'instituteur. Avant-guerre, cette domination au fondement de valeurs morales spécifiques se traduit aussi dans des épisodes qui touchent les anarchistes eux-mêmes. Cette répression touche surtout des enseignants qui participe de la laïcisation de l'école. En effet, se dresser contre la religion, en matière d'enseignement semble plus important à travers des affaires emblématiques ou moins importantes. L'exemple, à écho international, est celui de l'affaire Ferrer. Dans *La Vie*

---

503 Adolphe Chalbos, « Ce que j'ai vu en Meurthe-et-Moselle », *La Vie ouvrière*, art. cit, p. 431.

*ouvrière*, Francis Delaisi<sup>504</sup>, militant anarchiste, économiste et professeur, publie un article qui transmet des informations sur cette affaire. Barcelone a été le théâtre de destruction menée contre des édifices religieux. Cette volonté de se retourner contre la domination de la religion a entraîné la mise à mort (les anarchistes parlent généralement d'« assassinat ») de ce fondateur de « l'École moderne sur le modèle de ces écoles laïques de chez nous où, dans aucun livre de classe, le mot Dieu ne devait être écrit. Le gouvernement fit fermer l'établissement et dispersa les élèves ». Élevé sur le modèle du « rationalisme universitaire de chez nous », Ferrer apparaît comme le symbole du maître d'école laïque et de la répression religieuse<sup>505</sup>. Nous avons trouvé un autre exemple de répression de l'Église concernant l'enseignement avec la révocation d'Émile Duvaud<sup>506</sup> le 28 juillet 1910 à Cully par les « calvinistes suisses »<sup>507</sup>. Comme Ferrer, « cet instituteur est un propagandiste libre-penseur et socialiste révolutionnaire très écouté. Il fut le premier et l'unique maître d'école qui refusa d'enseigner la religion, droit légal mais subversif ». Lui-même avait mené une campagne pour s'élever contre l'assassinat de Ferrer en Suisse<sup>508</sup>. Cette répression aboutit à l'exclusion de cet enseignant et à l'ouverture d'une « École Ferrer » à Lausanne par Jean Wintsch :

« Dans notre pays où les colonels rédacteurs de journaux et les pasteurs prétendent représenter l'opinion publique, ce simple maître d'école avait eu le courage d'être le porte-voix de l'honnêteté révoltée, de la conscience indignée. Cela lui valut une haine implacable de toute la gent bourgeoise. Mais ce fut bien pis lorsque Duvaud, usant simplement de ses droits de citoyen, consentit à venir parler dans des réunions prolétariennes, comme au 1<sup>er</sup> mai 1910, à Lausanne, parmi les membres de l'Union ouvrière. Un instituteur exhortant les travailleurs à s'éclairer, à s'instruire, à penser par eux-mêmes ? Avait-on jamais vu en Suisse pareille audace ? Alors le compte de Duvaud fut réglé définitivement. »<sup>509</sup>

Une étude plus approfondie permettrait sans doute d'établir d'autres cas rapportés de répressions de l'appareil ecclésiastique contre des enseignants pour quantifier ce phénomène. Le fait de le rapporter dans la presse libertaire et syndicaliste montre qu'il s'agit d'une réalité envisageable. Dans les années de l'entre-deux-guerres, cet anti-cléricalisme prend d'autres formes avec la révolution en Russie. Cependant, la manière d'enlever l'emprise intellectuelle

---

504 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron: <https://maitron.fr/spip.php?article154902>, notice DELAISI Francis [François, Almire dit] [Dictionnaire des anarchistes] par Jean Maitron, Claude Pennetier, Guillaume Davranche, version mise en ligne le 16 avril 2014, dernière modification le 24 décembre 2014. [Consulté le 16/09/2022]

505 Francis Delaisi [ sous le pseudonyme Cratès], « L'affaire Ferrer », *La Vie ouvrière*, n° 5, 5 décembre 1909, p. 283.

506 Le Maitron n'a pas de fiche à ce nom de militant.

507 Jean Wintsch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit. p. 400.

508 *Ibid.*

509 *Ibid.*, pp. 400-401.

de la religion peut aussi être perçue comme une contrainte et suscite des débats dont il faudrait analyser la teneur. La contrainte n'est peut-être pas le moyen le plus efficace de contrer l'impact de la religion. L'implantation de pratiques à l'encontre de la religion dans des soirées organisées « par une institution soviétique » ne semble pas être approuvée par un auteur anonyme du *Combat Syndicaliste* :

« Veille de Pâques. Une « soirée de lutte contre le poison religieux » est organisée par une institution soviétique. Sur une petite scène, on joue d'abord, quelques vaudevilles. Ensuite, un peu de musique. Puis, le public se met à danser le fox-trot. Mais bientôt, on en a assez, et les gens commencent à se sauver. Or, l'Administration teint à pouvoir affirmer un « succès » et l'on déclare au public que le vestiaire est fermé jusqu'à 3 heures du matin. On est donc obligé de rester. »<sup>510</sup>

La répression qui touche le corps enseignant peut aussi être de nature étatique. Dans les années 1910, cette crainte sous-tend le discours de Jean Picton qui voit possiblement le remplacement de la répression religieuse des enseignants par l'État républicain :

« En ce qui concerne plus spécialement les instituteurs, dont quelques groupements amicaux affolés par la lutte de l'Église contre l'école laïque ont émis des vœux en faveur du monopole, ils ont, plutôt que de préparer des verges pour se faire battre, à prendre, à l'avance, de sérieuses précautions. Le monopole peut être le régime de demain. Qu'ils aient, au préalable, acquis une puissance corporative suffisante pour être capables de sauvegarder quand même leur double indépendance d'éducateurs et d'hommes publics et privés. »<sup>511</sup>

Malgré la dimension libérale du régime de la Troisième République, la répression étatique touche aussi des producteurs culturels surtout suivant le paradigme du militarisme. Par exemple, Lucien Descaves passe en procès pour offense à l'armée pour son livre *Sous-offs* en 1899, ce que rapporte Pouget : « Il en fait du potin ce bouquin, nom de dieu ; à telle enseigne que le mois prochain, son auteur, Lucien Descaves, passe en cour d'assises pour offense à l'armée »<sup>512</sup>. En pensant au procès de Jean Grave pour son ouvrage *La Société mourante et l'anarchie* en 1894, il faudrait ici quantifier le nombre de procès concernant la publication d'ouvrages antimilitaristes pour rendre compte du phénomène. À partir de la moitié des années 1920, la presse anarcho-syndicaliste se fait l'écho de la situation en Russie bolchevique. C'est dans ce cadre que Victor Serge rapporte la répression des acteurs culturels et intellectuels. La répression étatique russe essaye d'être rendue dans son ampleur à travers ses témoignages. En effet, Victor Serge subit à ce titre la répression qui touche les écrivains et

---

510 Anonyme, « A travers le monde. Belgique. Formation d'une Jeunesse syndicaliste », *Le Combat syndicaliste*, n° 14, septembre 1928, p. 3.

511 Jean Picton, « Le monopole de l'Enseignement », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 398-399.

512 Émile Pouget, « Sous-Offs », *Le Père Peinard*, n° 46, 19 février 1890, p. 5.

autres professions culturelles ne suivant pas la volonté centralisatrice stalinienne mais n'épargnant pas même ces serviteurs. Victor Serge emploie un ton ironique dans ces articles pour présenter quelques situations, souvent en mettant en parallèle les mérites vantés dans les œuvres et leurs expériences de prison ou de camps de travail. Par exemple, Léopold Averbach, inventeur du « réalisme socialiste » et participant à la censure de Serge, fut limogé par Staline par l'emploi d'« écrivains de formation bourgeoise » et la dissolution des Associations d'Écrivains Prolétariens le 23 avril 1932<sup>513</sup>. Bruno Jascinski, directeur de la revue *Littérature internationale* publiée en quatre langues et en français avec le soutien de Louis Aragon, est en camp de travail alors qu'il avait publié dans *L'Humanité*, un roman sur sa vertu rééducative<sup>514</sup>. La même logique se retrouve pour les dramaturges Afinoguénov et Kirchon :

« Afinoguénov et Kirchon, dramaturges officiels, gagnaient des millions en faisant jouer sur toutes les scènes de l'URSS des pièces approuvées par les sections compétentes du C.C. Dans *La Peur*, Afinoguénov raillait les intellectuels arriérés toujours en proie à la peur. Il fait aujourd'hui lui-même en prison l'expérience du courage. Dans *Les Aristocrates*, Kirchon montrait l'œuvre éducatrice des camps de concentration : il se prépare maintenant à s'y soumettre lui-même. Tous ces gens de lettres officiels d'hier viennent d'être, en effet, jetés en prison, sous de lourdes inculpations. »<sup>515</sup>

La nature des accusations sont généralement absurdes montrant la brutalité du régime répressif étatique. En effet, les accusations peuvent être celles de « trotskisme » ou l'utilisation d'argent pour la création d'une œuvre ; cette dernière lui apparaissant comme le comble de l'absurdité quand elle-même servait à l'éloge du régime :

« On lui reproche en outre, comme à Averbach, Béla Illès, Bruno Jascinski, Afinoguénov et nombre d'autres d'avoir dilapidé 5 millions de roubles pour encenser Iagoda dans une œuvre collective, à laquelle collaborèrent tous les écrivains soviétiques marquants, publiée à l'occasion de l'inauguration du canal Mer Blanche - Mer Baltique, creusé comme on sait par plusieurs centaines de milliers de condamnés aux travaux forcés forcés subissant la rééducation par le travail.<sup>516</sup>

Cette répression touche des grands noms mais Victor Serge pense à tous les « révolutionnaires sincères » en prison qui n'ont pas la possibilité d'avoir une visibilité et qui subissent massivement ce régime. Les grands noms ont participé de l'élaboration d'un modèle culturel répressif dont ils ont fini par être eux-mêmes les victimes :

« Ainsi le Congrès International de la littérature révolutionnaire de Kharkov, le Congrès de Défense de la Culture, tenu à Paris en 1935, le lancement du « réalisme

---

513 Victor Serge, « La fin des écrivains thermidorien », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 18.

514 *Ibid.*

515 *Ibid.*

516 *Ibid.*



socialiste », l'insulte et la persécution contre les écrivains révolutionnaires de tous pays qui se permettaient de penser, contre Giono, Poulaille, moi-même, tout cela fut l'œuvre, des années durant, non des plats staliniens, mais de saboteurs, d'agents de l'ennemi, de trotskistes camouflés... Nous patageons visiblement dans l'aberration. Pour mieux me faire comprendre tous les Aragon et les Jean Richard-Bloch de Russie sont en prison... (et le plus fort c'est que ceux de France le trouvent naturel). »<sup>517</sup>

Cet exposé de la situation est aussi une critique tournée vers le milieu littéraire français et notamment les surréalistes se revendiquant théoriquement révolutionnaires et approuvant la situation en Russie à l'instar des publications des témoignages fournis par Victor Serge et d'autres exilés. Pour conclure cette partie, nous voudrions mettre un long extrait sur des personnalités des milieux intellectuels et culturels russes qui ont subi cette répression montrant l'ampleur d'un tel phénomène : les noms se succèdent en faisant disparaître les individualités derrière le nombre de cas. L'échelle individuelle d'un acteur qui subit cette répression ne permet de rendre compte que d'une manière abstraite et multipliant les patronymes :

« Quant aux autres. Qu'est devenu le frère en esprit de notre grand Alexandre Blok, l'auteur d'une Histoire de la pensée russe contemporaine, Ivanov-Razoumnik ? Il était en prison quand j'y étais, en 1933. Est-il vrai, comme on l'affirme, que le vieux poète symboliste Vladimir Piast ait fini par se suicider en déportation ? Son crime était grand : il versait dans le mysticisme. Mais voici des matérialistes de nuances diverses : qu'est devenu Herman Sandomirski, auteur d'ouvrages réputés sur le fascisme italien, condamné à mort sous l'ancien régime ? dans quel pénitencier, dans quelle déportation chemine-t-il et pourquoi ? Où est Novomirski, lui aussi forçat sous l'ancien régime, initiateur de la première encyclopédie soviétique, condamné récemment à dix ans de camp de concentration — pourquoi ? Ces deux-là sont des vétérans anarchistes. Souffrez que je vous nomme aussi des communistes, combattants d'Octobre et intellectuels de grande classe (je souffre assez d'avoir à les nommer) : Anychev, à qui nous devons le seul Essai d'histoire de la Guerre civile honnête et clair qu'il y ait en russe ; Gorbatchev, Lélévitch, Vardine, tous les trois critiques et historiens de la littérature. Ces quatre suspects de sympathie pour la tendance Zinoviev. Camps de concentration. Les suivants sont des trotskistes, les plus durement traités parce qu'ils sont plus fermes, emprisonnés ou déportés depuis huit ans : Fédor Dingelstedt, professeur d'agronomie à Léninegrad, Grégory Yakovine, professeur de sociologie ; notre jeune et grand Solntsev est mort en janvier des suites d'une grève de la faim. Je me borne à nommer ici des écrivains, André Gide, où il faudrait remplir des pages qui seraient émaillées de noms de héros. Il m'humilie un peu de faire cette concession à l'esprit de caste des gens de plume, pardonnez-la moi. Qu'est devenu l'exemplaire Bazarov, pionnier du socialisme russe, disparu depuis cinq ans ? Qu'est devenu le fondateur de l'Institut Marx et Engels, Riazanov ? Mort ou vivant après ses longues luttes de la prison de Verkhnéouralsk, l'historien Soukhanov qui nous a donné une monumentale histoire de la révolution de février 1917 ? De quel prix paie-t-il le sacrifice de sa conscience qu'on exigea de lui et qu'il eut la faiblesse de consentir ? »<sup>518</sup>

---

517 Victor Serge, « La crise du régime stalinien », *La Révolution prolétarienne*, n° 249, 25 juin 1937, pp. 2-3.

518 Victor Serge, « La vérité sur l'U.R.S.S. Deux lettres de Victor Serge », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 14.

## *Contre la domination : destruction et solidarité*

La tradition de l'action violente et révolutionnaire est toujours présente chez certains anarchistes. Elle s'inscrit dans la figure de l'idéal-type insurrectionnel<sup>519</sup>. Comme les édifices sont une preuve matérielle de l'héritage religieux, alors la question de leur destruction et de leur disparition se pose aussi. Cette problématique n'est pas propre aux anarchistes de cette période puisque Pouget l'inscrit dans une continuité des réflexions de 1793. Un des problèmes qui émerge d'un potentiel processus révolutionnaire est celui du futur usage à faire des monuments les plus importants : les cathédrales et les églises. Ce questionnement révèle l'importance que revêtent ces monuments dans la critique de la religion. En théorie, il n'y aurait que deux options possibles : la conservation ou la destruction. La conservation repose sur l'idée d'un usage renouvelé, en les détournant de leur fonction première en référence avec un époque médiévale perçue comme moins regardante sur la fonction du culte, par rapport au XIXe siècle :

« Les uns considéraient les églises, les cathédrales, comme pouvant être utilisées de diverses manières, - soit comme salles publiques, soit comme musées ; ils rappelèrent qu'en 1793, les sans-culottes les transformèrent en salles de réunions, - et même en greniers à fourrages et en écuries ils ajoutaient qu'au Moyen-Âge, époque de ferveur religieuse pourtant, les églises servaient à bien des usages, les marchés s'y faisaient, et elles étaient aussi salles de spectacles. Par conséquent, autant par utilité que par sentiment artistique, ils opinèrent pour la conservation des monuments religieux. »<sup>520</sup>

À cette approche, d'autres individus proposeraient la destruction des bâtiments religieux pour entamer un véritable changement de mentalité. En effet, selon Pouget, cette destruction orchestrée n'est pas le fruit d'une barbarie. Malgré l'éventuelle valeur artistique accordée au bâtiment, la volonté d'affaiblir l'impact de la religion sur les esprits passera par la disparition de sa traduction matérielle. Dans cette perspective, la critique orale des religions même avec des démonstrations argumentatives aurait moins d'impact que la disparition des lieux de culte. Pouget utilise un parallèle avec les premiers chrétiens qui détruisirent les monuments païens, même si en réalité cette destruction n'était sans doute pas systématique<sup>521</sup> :

---

519 Gaetano Manfredonia, *Anarchisme et changement social, op. cit.*, pp. 30-50.

520 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, pp. 276-277.

521 Nous pensons, par exemple, à la transformation des temples païens sur le forum à Rome en églises.

« Contre cette thèse, d'autres s'élevaient avec vigueur. Ils se prononçaient pour qu'on abattit sans pitié tous les édifices culturels. Et ceux qui prônaient cette destruction étaient loin d'être des hommes d'esprit barbare. Au contraire, ils étaient des plus cultivés. En eux, nulle haine du monument, - rien que la haine de la superstition dont il était le symbole. Ils proclamaient que la critique ne tue pas les religions qu'on peut en vain, de générations en générations, démontrer leur absurdité... qu'elles continuent à avoir des fidèles, tant que reste debout le centre d'attraction magnétique qu'est l'Église. Et ils ajoutaient que les premiers chrétiens savaient cela à preuve qu'en véritables révolutionnaires, dès leur triomphe, ils avaient eu soin de jeter bas les temples du paganisme, - alors qu'il leur eût été si simple de les purifier et de les utiliser. Les chrétiens, observaient-ils, comprirent qu'à une foi nouvelle, il fallait des monuments nouveaux, - et ce fut leur force ! »<sup>522</sup>

Cette mise en valeur des chrétiens remplit un rôle préventif envers des attaques contre la radicalité provocante des écrits anarchistes en forçant les chrétiens à regarder leur propre histoire religieuse et son avènement. Cette réflexion part du point de départ de l'histoire récente du territoire français des expériences révolutionnaires de 1793 en invitant à les dépasser. En effet, ce dépassement est nécessaire puisque leur non-destruction complète a permis un retour religieux sous l'Empire :

« Ce sens révolutionnaire qu'eurent les chrétiens du quatrième siècle, les partisans de la démolition des églises ne le trouvaient pas chez les révolutionnaires de 1793-94 : « Piètres révolutionnaires qui, pour déchristianiser la France, se bornaient à abattre, en grande pompe, les bonshommes de pierre aux portails des églises, et croyaient être de la plus outrancière audace en transformant celles-ci en granges ou salles de réunion. Combien ils eussent été mieux inspirés en guillotinant moins de prêtres et en abattant davantage d'églises !... Aussi, quelques années après, on vit la conséquence de cette faute quand Napoléon 1<sup>er</sup> voulut restaurer la religion chrétienne : rien ne fut plus simple il n'y eut qu'à rouvrir les églises et les purifier. » Et ils concluaient : « Que la leçon du passé nous soit enseignement. Ne retombons pas dans les erreurs de nos aînés ! » Contre cette tactique s'indignaient les amoureux des belles pierres ; ils plaidaient le respect des cathédrales où s'était incrustée l'âme de nos pères, qui ne fut pas toujours très catholique. »<sup>523</sup>

Selon Pouget, la réalité résidera dans un compromis ; le discours provocateur n'étant qu'un outil à la réflexion. Ainsi, seront conservés les monuments qui incarnent une période historique et un savoir-faire plus que le véritable sentiment de religiosité mais il n'y aura aucun état d'âme pour les monuments jugés laids même s'il n'en précise pas les modalités : « Entre ces deux argumentations contradictoires, après de vives discussions, l'accord se faisait souvent par un compromis on convenait de respecter les monuments qui symbolisaient une époque, disaient son art, - et d'être sans pitié pour les bâtisses affreuses, édifiées par des architectes qui avaient manqué d'art, autant que de foi »<sup>524</sup>. Cette attitude insurrectionnelle est présente dans les événements qui se déroulent à Barcelone en 1909. Barcelone est présentée

---

522 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, p. 277.

523 *Ibid.*, pp. 277-278.

524 *Ibid.*, p. 278.

comme un territoire socialiste et républicain où la prise de la religion se traduit matériellement dans des édifices incarnant un moyen de répression :

« Barcelone est une ville de couvents et d'églises : elle en compte plus de 200. Ce n'est pas qu'elle soit pieuse, au contraire. [...] Le peuple y est républicain, socialiste et anticlérical. Mais justement à cause de cela, les moines se sont abattus sur elle. Sans doute, ils ont été attirés vers la grande ville parce qu'elle était riche ; mais surtout ils ont vu combattre un foyer d'irrégion qui menaçait d'infecter l'Espagne entière, et c'est pourquoi ils ont dressé sur les hauteurs leurs couvents sombres comme autant de Bastilles destinées à surveiller contenir la ville de l'impiété. Dans ces conditions, un rien pouvait détourner sur ces couvents la colère populaire. Dès le 26, des couvents brûlèrent. Et pendant six jours, Barcelone s'éclaira, la nuit, à la lueur sinistre d'une cinquantaine d'églises et de monastères incendiés. [...] Jamais on ne vit émeutiers plus paisibles, ni incendiaires aussi respectueux des personnes. »<sup>525</sup>

Pour faire un parallèle, bien que non présent dans le corpus étudié, avec la construction du Sacré-cœur à Montmartre, dont la fin de la construction du campanile date de 1912, est bien perçue comme la répression de la Commune de Paris et une volonté ecclésiastique dans d'autres titres libertaires. Cependant, la structuration du syndicalisme écarte petit à petit cette vision insurrectionnelle de la destruction des édifices. On pense, comme exemple, à la controverse entre Pierre Monatte et Errico Malatesta au Congrès anarchiste à Amsterdam en 1907. La destruction apparaît comme un outil donné à l'appareil répressif étatique contre les mouvements d'insurrections. La destruction de quelques édifices ne peut pas abattre une construction de représentations sur plusieurs centaines d'années :

« Et voilà le danger des mouvements irréfléchis des foules. Il est certain que parmi les femmes et jeunes gens qui, sous la conduite des agents en bourgeois de M. La Cierva, mirent feu aux églises, il y avait beaucoup de bons anticléricaux. Ils crurent l'occasion bonne de se venger de l'étroite tutelle où les tiennent les moines ; ils s'imaginèrent peut-être naïvement, en brûlant quelques murailles, briser la puissance formidable de Rome. Ils ne se doutaient pas qu'ils faisaient le jeu même de cette Église qu'ils voulaient détruire. »<sup>526</sup>

Un des moyens de remettre en question la répression des individus repose sur les réseaux de sociabilité, mais aussi des exils et des migrations en fonction des différentes situations. Certains anarchistes français ont ainsi émigré lors des « lois scélérates » dans les années 1893. Par exemple, dans le cadre de la Russie bolchevique, la libération de Victor Serge est perçue comme le fruit de la « solidarité ouvrière ». Elle est l'expression des réseaux de sociabilité construits à travers les revues : « Jacques Mesnil avec qui, dès 1921, à Moscou, je partageai certaines inquiétudes, Marcel Martinet, cher poète de la *Nuit*, si solide et si lucide

---

525 Francis Delaisi [sous le pseudonyme Cratès], « L'affaire Ferrer », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 277-278.  
526 *Ibid*, p. 280.

sur sa couche de malade, si sûr dans l'amitié, si sûr dans le combat, les camarades de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, de la *Révolution Proletarienne*, des *Humbles*, de la *Vérité*, de la *Critique sociale*, du *Combat Marxiste*, les écrivains prolétariens groupés autour de Poulaille... »<sup>527</sup>

---

527 Victor Serge, « La vérité sur l'U.R.S.S. Deux lettres de Victor Serge », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 12.

### **III La vision émancipatrice : combinaison du populaire, du producteur et du prolétaire**

Cette connaissance de la difficulté des conditions de vie et de l'oppression perçue dans les milieux ouvriers a nourri tous les discours sur la culture évoqués précédemment. La perception culturelle allant à l'encontre des ouvriers est accompagnée de la représentation d'une « culture » propre et autonome dans les textes des anarchistes-syndicalistes. La dimension émancipatrice de la « culture » apparaît comme une réponse possible à cette oppression bourgeoise de diverses manières. Dans ce cadre, la définition de la « culture » s'élargit vers son acceptation plus positiviste comme idéal d'émancipation des individus, de détente et de loisirs au prisme de l'idéologie syndicaliste révolutionnaire et ouvriériste. En effet, les différences classistes persistent dans les contenus, certaines pratiques, les lieux fréquentés, les producteurs identifiés, etc. Cet aspect définitionnel pourrait se comprendre comme une combinaison du « populaire » (pratiques culturelles jugées populaires, etc.), du « producteur » (modèle de l'artisan, etc.) avec le « prolétaire » (connaissances militantes, etc.). Ces trois pôles restent évidemment des représentations que les différents auteurs s'en font avec leurs différents centres d'intérêts et leurs connaissances.

#### 1 Des espaces propres au monde ouvrier : production, consommation et socialisation

##### 1.1 Une approche géographique du monde populaire et ouvrier

###### 1.1.1 Réalités et représentations

À travers les textes et les articles de presse, ressortent plusieurs aspects concernant la perception plus positive des espaces ouvriers. En effet, là où les approches hygiénistes et dominatrices étaient perçues comme le fruit de la bourgeoisie. L'approche qui tend à valoriser le prolétariat chez les syndicalistes repose sur plusieurs points : la perception d'un espace urbain de la production, un idéal de la maison individuelle, des lieux de sociabilisation tant pour la détente et le repos qu'un côté utilitaire et de connaissances.

### *Espaces de productions : échelle de classe*

Pour les anarchistes-syndicalistes, les espaces urbains sont aussi des lieux de vie : la perception se détache du simple logement individuel pour s'inscrire dans un environnement urbain plus global comme la rue ou le quartier. Cette perception de l'espace urbain mélange à la fois un sentiment de l'époque et une conception fédéraliste. Dans le corpus étudié, nous n'avons pas trouvé un rapport direct avec le quartier. Notre hypothèse est que la vision sociale du quartier s'inscrit plutôt dans l'expérience individuelle, la représentation que les acteurs s'en font et donc retranscrit dans des écrits autobiographiques ou littéraires. Par exemple, une allusion de ce type est présente chez Pouget où l'organisation des Halles est perçue comme un espace où l'harmonie des déplacements est possible sans le recours à la police<sup>528</sup>. Par contre le rapport géographique et spatial des quartiers est présent dans les textes des syndicalistes révolutionnaires : il s'inscrit généralement dans la connaissance économique de la production liant les espaces de vie avec les espaces de productions pour les centres urbains. En effet jusqu'à la fin des années 1930, les déplacements des ouvriers dans une ville comme Paris sont peu importants, notamment avec un temps de travail important<sup>529</sup>. Les classes populaires vivent généralement proche de leur lieu de travail avec le peu de développement des moyens de transport. À Paris, le quartier du Marais est perçu comme un espace de production, héritière d'un artisanat antérieur. En effet, les politiques d'urbanisme menées par Haussmann ont participé de la destruction de l'artisanat au profit des magasins, symbole du commerce et expressions de la modernité capitaliste : « Dans le Marais, le faubourg du Temple et les parages avoisinants, où foisonnaient les industries d'art et les cent métiers d'articles de Paris, – rappelant la vieille artisanerie, – les ateliers de ciseleurs, bijoutiers, maroquiniers, monteurs en bronze etc., étaient vides. Vides aussi, dans les rues et les cités fourmillantes qui bordaient le faubourg Antoine, les ateliers d'ébénisterie »<sup>530</sup>. Pour Jean de Groot, le faubourg est même un espace de production à l'échelle de la ville :

« Le « faubourg », qu'est-ce que c'est que ça ? Topographiquement, c'est un vieux quartier parisien, techniquement, c'est une usine. Une usine originale, gigantesque, avec des milliers de sous-usines grandes comme des échoppes, des milliers de patrons, de sous-patrons. Ça va de la Bastille au Trône, du Trône à la Roquette. C'est

528 Émile Pouget [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896 - an 104*, op. cit., p. 23.

529 Susanna Magri, Christian Topalov, *Villes ouvrières, 1900-1950*, op. cit., p. 60.

530 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., p. 28.

vieux comme Hérode, ça date de Colbert. Ça sent la bonne odeur du bois. Ça fleure agréablement le vernis. Ça pue la colle. C'est fait de cours, de passages, de ruelles bariolées, d'enseignes aux noms en « ack », en « itell », en « ker » ; industrie parisienne, exclusivement parisienne ! Eh ! oui. Et nul au monde ne l'ignore. Au roitelet du tropique, au milliardaire de Chicago, au moindre « paysan du Danube », le faubourg a vendu quelque chose, un bahut, un siège, quand ce n'est un ameublement complet. Chaumières, palais, églises, musées ont toujours du « faubourg » dans leurs murs. En un mot c'est un centre, unique, mondial. Le plus ancien et le plus important de la fabrication du meuble. »<sup>531</sup>

Cette importance des quartiers en fonction des productions est présente généralement dans les articles qui énoncent les corporations ainsi que les métiers. Louis Sancier nous apprend que « le quartier du Marais est le centre de toute la bijouterie, qu'il s'agisse de boîtes petites, moyennes ou grosses. Les quartiers du Palais-Royal et de Cadet rassemblent les ateliers de joaillerie où s'exécutent les pièces riches. À part quelques rares maisons, les fabricants d'orfèvrerie sont eux aussi dans le Marais »<sup>532</sup>. Le lieu de production, avec la mise en place d'ateliers à leurs services, se confond ici avec le lieu de vie de bourgeoisie parisienne : les ateliers des marchands de joaillerie se trouvent autour de la place Vendôme et de la rue de la Paix<sup>533</sup>. Même remarque pour les « grands tailleurs » chez Lagrange, où « poursuivant notre chemin, nous arrivons place Vendôme, rue Royale, boulevard Haussmann, avenue des Champs-Élysées. Ici, nous sommes en présence des O. Rossen, Krieg, Brémann, Voisin, Carette, etc. ; c'est la branche du vêtement qui s'intitule « *les grands tailleurs* ». pour être habillé dans une de ces boîtes, le client doit y aller de plusieurs billets de mille »<sup>534</sup>. Les classes populaires s'invitent dans les lieux bourgeois par le biais de la production et plus généralement par le travail.

Cependant, cette vision du Marais est à nuancer puisqu'il est aussi le lieu de l'artisanat libéral et républicain : le faubourg Antoine est né de la demande de la bourgeoisie en objet d'ébénisterie. Ce faubourg artisanal s'oppose avec les nouveaux faubourgs en périphérie de Paris qui sont les lieux de l'« urbanisme », de la « machine » et du « capital ». Ce faubourg est, à ses yeux, condamné à disparaître sous la progression croissante du capitalisme et de la concentration des moyens de production pour laisser place au nouveau faubourg : « Son successeur, le nouveau faubourg, est déjà né. Au-delà du Trône. Il a franchi les fortifications, escaladé les buttes de Bagnole et de Montreuil, et se prélassé maintenant jusqu'aux rives

---

531 Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 5.

532 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 4.

533 *Ibid.*

534 Lagrange, « L'habillement parisien », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 3.



verdoyantes de la Marne. Donc deux faubourgs : l'ancien et le nouveau, comme les testaments. L'ancien c'est le vrai. Il a un passé, une originalité. Avant qu'il n'entre définitivement dans le domaine de l'histoire, regardons-le tel qu'il est encore »<sup>535</sup>. Ici, l'évolution historique de la ville est aussi à prendre en compte. Pour Groote, c'est la production qui déplace les lieux de vie des classes populaires. L'espace urbain apparaît alors comme un espace qui définit des rapports de classe en fonction des espaces de production. Rendre compte de la vie des ouvriers, c'est les rapprocher de leurs lieux de travail.

De plus, cette mise en lumière des espaces de production ouvrier ressort aussi dans pour les espaces ruraux. En effet, dans les descriptions de certains métiers, les auteurs rapportent les endroits où ont lieu un type de production. De cette manière, on apprend de Platel que le département de l'Oise « possède une sorte de monopole de la fabrication du bouton. Il y a une quarantaine de fabriques sur une vingtaine de communes autour de Beauvais. « Dans un coin éloigné de l'Oise », on trouve une dizaine de fabrique ainsi qu'une autre dizaine à Paris, dans la Somme et dans le Nord<sup>536</sup>. La dentellerie est une industrie présente dans la Haute-Loire, l'Ardèche et le Puy-de-Dôme dont les trois centres principaux sont Le Puy, Craponne et la vallée de l'Allier<sup>537</sup>. La production des chapelets s'effectue autour d'Ambert dans le même département du Puy-de-Dôme : « Ils ont des ouvriers et des ouvrières à Ambert, mais la plus grande quantité de travail est effectuée au dehors, dans les bourgs de Job, Valcivières, Bertignat, Vertalaye, Saint-Pierre-la-Bourlhonne, etc. »<sup>538</sup>. Pour le Bijou, Sancier énonce lui le fait, malgré l'hyper-concentration parisienne des métiers du Bijou, que « quelques fabriques de couverts en argent ou en métal argenté : Christofle, Frenais et la Mutuelle des Orfèvres sont à Paris, mais on trouve dans l'Oise, à Ercuis et à Bornel, en Seine-et-Marne, à Mouroux et Coulommiers, d'importantes fabriques qui travaillent l'article de restaurant, dans lequel naturellement le couvert domine »<sup>539</sup>. La région de Besançon et la Seine-Inférieure accueillent la fabrication des horloges. Les « chaînistes » œuvrent aussi à Lyon, Saint-Amand (Cher), Saint-Martin de Val. La « bijouterie dorée » emploie aussi « à Guéret (Creuse), Montignac (Dordogne), Chartres (Eure-et-Loir) ». L'industrie diamantaire s'effectue majoritairement à Saint-Claude. On remarque le soin apporté à la précision des

---

535 Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution Proletarienne*, art. cit., p. 6.

536 Jean-Baptiste Platel, « La Grève des Boutonniers de l'Oise », *La Vie ouvrière*, n° 4, 20 novembre 1909, pp. 225-226.

537 Jean Vidal, « La condition des dentellières de la Haute-Loire », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 353.

538 Anonyme, « La grève des chapeletières d'Ambert », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 233.

539 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 4.

noms de ville, comme pour fournir une idée bien précise des lieux perçus comme véritablement ouvriers.

Outre la dimension urbanistique, certains syndicalistes proposent une vision des ateliers et des espaces de travail plus positives que celles qui dénoncent les conditions d'insalubrité. L'écrit reprend plutôt la forme littéraire. Par exemple, dans la description d'un atelier d'ébénisterie, Jean de Groote montre cet endroit avec ces particularités sensorielles, visuelles avec les outils de travail comme les établis ou encore la place qu'occupe les matériaux :

« quand vous êtes remis de vos émotions, une délicieuse odeur de colle, de fumée vous chatouille agréablement les narines, à condition de ne pas être enrhumé naturellement. Les murs sont copieusement garnis de calques, de gabarits, de photos et de paletots. Les paletots des compagnons que des clous à bateaux accueillent charitablement : Un feu de bois couve paisiblement dans la sorbonne et vous dégage une de ces petites chaleurs. Mais les fenêtres aux carreaux cassés se chargent de rétablir une bonne moyenne, l'hiver comme l'été. Là-dedans, une demi-douzaine d'établis. Ça fait bien quinze mètres de long sur six de large. En surface: En hauteur, c'est assez indéfinissable, le plafond se dérobe derrière une soupente chargée de planches, à laquelle sont accrochées les scies et une multitude de pendentifs que de fastidieuses araignées se sont complu à suspendre à quelques centimètres du crâne des occupants de l'établissement. Pas d'arêtes vives. Tout est arrondi, fondu par une vénérable couche de poussière qui donne toutes les teintes de l'arc-en-ciel, le noir en plus. Et de cette niche poussiéreuse, par le couloir plein d'embûches, par l'échelle de meunier, on vous sortira des meubles splendides, rutilants, dont le prix d'un seul vaut bien une dizaine de fois la valeur de l'établissement. N'exagérons rien, mais sur 4.000 ateliers du faubourg, il y en a au moins 3.000 dans ce goût là. »<sup>540</sup>

### *Urbanisme utopique et gestion fédéraliste*

Dans un rapport avec l'aspect urbanistique du milieu ouvrier existant, les syndicalistes révolutionnaires proposent des approches sur la gestion des divers éléments de la production urbanistique et architecturale dans une société devenue libertaire. Cette volonté des syndicalistes s'oppose à une approche purement destructive de type insurrectionaliste. En effet, pour un anarcho-syndicaliste de l'entre-deux-guerres comme Besnard, la logique de la construction révolutionnaire est nécessaire à l'essor des ouvriers : « Au contraire, si le prolétariat est informé à l'avance, il décidera librement ce qu'il veut faire. Il choisira son objectif, ses moyens et son chemin. [...] si le prolétariat est informé à l'avance, il décidera

---

<sup>540</sup> Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 8.

librement ce qu'il veut faire. Il choisira son objectif, ses moyens et son chemin ». Ne pas savoir ce que les ouvriers veulent, c'est prendre le risque d'un accaparement de la révolution au profit d'un petit groupe : l'ignorance crée la domination<sup>541</sup>. Besnard a sans doute en tête le processus révolutionnaire russe lors de la publication cet ouvrage dans lequel il propose une approche théorique au processus révolutionnaire. Cette conception fait écho à des écrits plus littéraires comme l'ouvrage de Pouget et Pataud publié en 1909. Le rapport au logement et à l'urbanisme suit un « Plan d'organisation », pour reprendre les termes de Besnard.

En analysant les ouvrages théoriques, on peut distinguer plusieurs phases dans le mouvement révolutionnaire, tant chez Pouget que chez Besnard. Ils explicitent ainsi ce dernier dans une perspective temporelle. La première étape est une réappropriation et le recensement du bâti existant devenue « propriété sociale » pour Pouget et de mise « à la disposition de la Commune – et immédiatement – [de] toutes les maisons » pour Besnard<sup>542</sup>. La question du recensement s'inscrit bien dans une connaissance générale et statisticienne propre à certains syndicalistes. Connaître la réalité des conditions locatives des ouvriers permet de penser leurs besoins<sup>543</sup>. Ce recensement suit les principes fédéralistes à diverses échelles géographiques reposant sur la réalité sociale et pratique du bâti. La seconde étape du processus révolutionnaire est la répartition des logements entre les différents individus. Pour Pouget, cette partie est un moment compliqué du processus révolutionnaire : « nulle [tâche] n'eut autant le caractère de corvée que celle qui consista à assurer une loyale répartition des locaux d'habitation »<sup>544</sup>. Le principe fédéraliste doit permettre d'atténuer le genre de tensions possibles : « On fit au mieux ! D'ailleurs, comme la répartition des locaux ne se fit pas par méthode autoritaire ; comme ce furent les habitants eux-mêmes qui dans leurs groupes, en décidèrent, - d'abord par rues, puis par quartiers, puis pour l'ensemble, - l'opération se fit avec le minimum de tiraillements »<sup>545</sup>. Le but primordial de la révolution est d'offrir une équité entre les individus. La règle qui ressort chez Pouget repose sur un principe simple « en tablant sur le minimum d'une pièce par personne »<sup>546</sup>. Cependant, suivant une dimension temporelle à valeur réaliste, la priorité est de fournir un logement qui ne soit plus un taudis

---

541 Pierre Besnard, *Le Monde nouveau*, op. cit., pp. 9-10.

542 Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale* [1930], Paris, Éditions Le Monde nouveau, 1978, p. 312.

543 On a vu, dans un chapitre précédent, les réalités et les représentations des conditions ouvrières dans les logements sous la Troisième République.

544 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 146-149.

545 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 146-149.

546 *Ibid.*

aux individus les plus défavorisés suivant une logique d'inversion des conditions de vie : « ceux qui étaient dans les plus mauvaises conditions eurent les premiers à faire choix de logements. Grâce à ce système, ceux qui, dans la société bourgeoise, avaient été le plus mal lotis, se trouvèrent des mieux logés »<sup>547</sup>. La priorité absolue est centrée sur la question de l'hygiène et de la salubrité du lieu de vie en dressant une liste des bâtiments :

« Ensuite, après recensement des locaux disponibles, – au nombre desquels furent comptés ceux abandonnés par les émigrés, – on entreprit, dans les groupes de maisons et de rues, une commune enquête et, par avis communs, une liste fut dressée, avec indication d'urgence et de nécessité, des locataires qui, pour des raisons d'hygiène, devaient changer de locaux. Ces premières enquêtes, transmises aux groupes de quartiers, y reçurent une classification nouvelle, – toujours basée sur l'urgence et la nécessité »<sup>548</sup>

Même son de cloche pour Besnard, puisque « les immeubles expropriés permettront [...] de transférer dans des maisons en meilleur état des familles ouvrières entassées dans les logis insalubres »<sup>549</sup>, notamment les immeubles de rapport<sup>550</sup>. Un autre point prioritaire est celui du rapport à l'enfance et à la vieillesse puisqu' « il fut décidé qu'un certain nombre d'habitations principales, flanquées de jardins splendides, seraient réservées aux vieillards »<sup>551</sup>. Ceux dont les conditions de vie sont convenables restent dans leurs « anciens locaux »<sup>552</sup>. Pouget prend même en compte les nouvelles conditions des anciens bourgeois dans cette nouvelle société : « les « ci-devant » qui n'avaient pas émigré furent invités, avec le tact désirable, à choisir dans leurs immeubles les pièces qu'ils tenaient à se réserver ; comme la plupart, privés de domesticité, vauquaient eux-mêmes aux soins de leur intérieur, ils s'exécutèrent sans que leur orgueil en souffrit trop »<sup>553</sup>.

Le troisième moment du processus révolutionnaire est un moment que l'on qualifierait de « transitionnel ». Il s'inscrit toujours dans une perspective temporelle mais soulignant, à notre avis, le caractère « scientifique » d'une telle approche. En effet, le caractère « utopique », reproché aux anarchistes tant par les marxistes que les milieux bourgeois, est indissociable de cette idéologie<sup>554</sup>. De cette manière, le caractère transitoire du processus permettrait de s'éloigner du donné « utopique » des fouriéristes et saint-simoniens. La révolution est bien un

---

547 *Ibid.*

548 *Ibid.*, pp. 146-149.

549 Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, *op. cit.*, p. 313.

550 *Ibid.*

551 *Ibid.*

552 *Ibid.*

553 *Ibid.*

554 Nous pensons, par exemple, à la publication de Marx et Engels : *Socialisme scientifique et socialisme utopique* (1888).

processus sur la durée et non plus un moment romantique de l'insurrection. En effet, « en attendant d'avoir Paris tel qu'on le souhaitait, il fallait se résoudre à l'habiter tel qu'on l'avait »<sup>555</sup> ; c'est pourquoi la satisfaction des besoins individuels ne sera pas immédiate, plus rationalisée et, ainsi, éloignée d'une espérance du discours politique :

« Cela ne résoudra pas, cependant, toutes les difficultés. En effet, les maisons ne seront pas identiques ; il y aura des immeubles confortables, modernes et d'autres qui le seront beaucoup moins ; [...] il sera impossible, du jour au lendemain, de donner à chacun une maison à son goût, à sa convenance, comportant tout le confort moderne. *Cela, il faut qu'on le comprenne bien* sinon, si la patience faisait défaut à certains, ce serait très grave pour le succès de la révolution. Dès le début de celle-ci, *chacun continuera donc à habiter sa propre maison* »<sup>556</sup>

De plus, on remarque que Pouget n'efface pas pour autant les fonctions sociales puisque « pour ces besognes, ces groupements furent aidés par des commissions d'architectes, d'entrepreneurs, d'ingénieurs, ralliés à la révolution, qui concoururent, avec empressement, à l'assainissement et à l'embellissement de la ville »<sup>557</sup>. On s'éloigne ainsi des approches saint-simoniennes et fouriéristes de dissolution des fonctions sociales sans doute nourries par les approches syndicalistes de la production.

Une fois, le caractère transitoire exposé, les anarcho-syndicalistes explicitent alors la gestion libertaire et fédéraliste de la nouvelle société advenue. Les groupements géographiques communaux vont commencer à remplir différentes fonctions sociales en lien avec le bâti, de leur « gérance morale » soutenu d'un point de vue statistique : la destruction des espaces insalubres, travaux de rénovations, déménagements et aménagements. Cette échelle locale permet aux individus de participer « à l'administration de la cité » collectivement<sup>558</sup> et repenser la place de la construction urbaine suivant des logiques sociales d'usage et non plus d'intérêts financiers et privés. Besnard est plus précis sur la dimension organisationnelle du système fédéraliste. On remarque, cependant, un changement de nomination : en 1930, il parle ainsi des « assemblées de producteurs » pour passer en 1934, au « rouage administratif » de « la Commune » pour s'occuper « de l'habitation » et « des travaux publics »<sup>559</sup>. Il semble que Besnard passe d'une conception « à échelle de groupe » vers une conception institutionnelle. Cette dernière lui permet de préciser les fonctions sociales et les organismes que l'échelle géographique devrait gérer :

555 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 146-149.

556 Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, op. cit., p. 313.

557 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 146-149.

558 *Ibid.*

559 Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, op. cit., pp. 306-307 ; Pierre Besnard, *Le Monde nouveau*, op. cit., p. 43.

« C'est ainsi que la Commune devra s'intéresser dans l'étendue de son ressort à tous les *travaux d'aménagement* de la Cité, au logement des habitants [...]. Pour accomplir ces tâches, qui présenteront toutes un caractère particulier, les Communes devront avoir à leur disposition des rouages techniques appropriés, des services compétents et capables d'assurer les besognes qui leur incomberont chacun dans leur domaine. Ces différents services me paraissent devoir être les suivants : [...] 5° Travaux publics ; 6° Habitation »<sup>560</sup>

Cette directive sociale locale sera gérée à une échelle nationale par une institution nommée *l'Office national de l'Habitation*. Cette organisation devra gérer les fournitures en matériaux de construction suivant un « plan général » pour répondre aux volontés des individus « dans le plus bref délai » et les Communes « utiliseront pour cela tous les ouvriers du bâtiment et les anciens oisifs trouveront là les possibilités d'employer leurs bras depuis si longtemps inactifs »<sup>561</sup>. Cet office devra donc gérer tant les dimensions matérielles que les producteurs. Un point extrêmement important est la disparition complète de la dimension économique propre au système capitaliste. Tant la production que l'usage des logements seront gratuits :

« Ces logements seront construits *gratuitement* par les ouvriers du bâtiment qui recevront des offices communaux d'échange des bons leur permettant de vivre largement, comme les producteurs et travailleurs des autres métiers. De même que la construction sera *gratuite*, les logements seront également *gratuits*, comme l'alimentation. Il est d'ailleurs absolument certain que ce problème difficile à résoudre en régime capitaliste, par la limitation même des disponibilités financières, recevra une solution rapide et que tout, avec un peu de patience – nécessaire, je le répète – recevront satisfaction. »<sup>562</sup>

Tout ce processus révolutionnaire aboutira pour les syndicalistes à une conception de l'urbanisme et des constructions rurales reposant sur des critères différents de la société bourgeoise. Face à l'ostentation et le paraître bourgeois, la ville prolétarienne et libertaire reposera sur des critères différents comme le confort, l'aération ou l'espace tant pour les villes que dans les campagnes. Une fois ces premiers critères remplis alors les producteurs pourront laisser libre court à leur imagination pour produire des édifices qui seront les symboles de la nouvelle période historique arrivée :

« C'est à ce moment que les grands plans d'urbanisme seront réalisés, que les villes nouvelles spacieuses, aérées, confortables verront le jour ; que les campagnes disposant, comme les villes, de tout le confort moderne retrouveront leur activité, que la population pourra vivre, selon le choix de chacun, ici ou là, à la ville ou aux champs. L'ère des rues embouteillées, des îlots insalubres, des foyers de peste, sera terminée pour faire place à celle de l'espace libre, des immeubles sains, des gaies et riantes demeures. L'entretien de toutes ces habitations sera facile et les légions de gars du bâtiment pourront, comme leurs ancêtres, apporter tous leurs soins à leurs travaux, construire des monuments splendides, artistiques, qui n'auront

---

560 Pierre Besnard, *Le Monde nouveau, op. cit.*, pp. 75-76.

561 Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale, op. cit.*, p. 313.

562 *Ibid*, pp. 313-314.

rien à envier aux constructions de la Grèce antique, de l'époque gallo-romaine ou du Moyen Age. »<sup>563</sup>

### 1.1.2 Sur la conception de l'habitat ouvrier : échelle individuelle

La misère des espaces ouvriers habitables sont la réalité pour un grand nombre jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale avec le non-renouvellement du parc. C'est donc en creux qu'on va voir la manière dont est pensé l'habitat par les syndicalistes : la dimension utilitaire et hygiéniste est bien présente mais se mêle aussi à des conceptions individualisantes. En 1909, Pouget présente la vie et le rapport à l'architecture et à l'urbanisme dans une société devenue anarchiste. Lors du processus des constructions architecturales, il n'y aurait plus de maisons avec de mauvaises conditions d'hygiène poussant ainsi à créer de véritables lieux de vie. Les critères des habitations sont différents dans les approches syndicalistes. En effet, la valeur utilitaire prend le pas sur la valeur financière. Cette disparition de l'aspect financier réévalue les critères esthétiques sur la question de l'espace de vie : : « Maintenant que les terrains n'avaient plus que de l'utilité, que toute leur valeur financière s'était évanouie, on songeait à l'édification d'immeubles confortables, luxueux, où l'espace ne serait pas ménagé, et qui seraient adaptés aux besoins nés de la transformation sociale »<sup>564</sup>. En effet, on a vu comment la concentration ouvrière était importante jusqu'au début de la Seconde guerre mondiale. Ceci continue de se traduire dans les discours des anarcho-syndicalistes puisque Besnard estime, qu'après la révolution, : « Immédiatement les communes devront entreprendre « la construction de logements sains, salubres, confortables »<sup>565</sup>.

Selon Pouget, il existerait, cependant, deux types d'habitations : les maisons individuelles et les immeubles. Les premières sont des groupements avec des jardins et des conditions de vie décentes avec le confort de la « modernité » comme l'eau courante, la lumière et la chaleur ainsi que le téléphone, voir de l'anticipation avec les tubes pneumatiques. Le second type d'habitations est l'immeuble : ils apparaissent comme une

---

563 *Ibid*, p. 314

564 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, *op. cit.*, pp. 146-149.

565 Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, *op. cit.*, p. 312.

critique des immeubles bourgeois mais avec des conditions de vie plus décentes grâce à l'espace disponible. La commodité sera aussi apporté par les ascenseurs :

« Les habitations peuvent être classées en deux grandes catégories : les maisonnettes, avec jardin à l'entour, où logent un groupe d'amis ou une famille. Tout le confortable possible y est empilé : eau froide, eau chaude, salle de bains, lumière, chaleur, téléphone, jusqu'à des tubes pneumatiques, par où sont expédiées des provisions d'un volume pas trop énorme. Dans ces chalets perchent ceux qui en pincent pour le « chez soi ». D'autres habitations, en rapport avec des habitudes moins casanières, ont une vague ressemblance avec les « six étages » bourgeois – ressemblance simplement extérieure, car à l'intérieur les chambres sont vastes et le plafond en est élevé. Puis, y a pas d'escalade à faire : les ascenseurs sont là pour vous monter et vous descendre. »<sup>566</sup>

Cette conception individuelle de l'habitat participe de la décentralisation des villes et de l'horizontalisation de l'espace urbain. Cet attrait pour la maison s'explique notamment par cette volonté d'autonomie par rapport aux immeubles citadins liés à un propriétaire. En effet, la construction d'un immeuble nécessite un apport d'un capital financier important ainsi que d'ouvriers du bâtiment nombreux. Dans l'idée de la maison individuelle, on retrouve une idée de la construction personnelle s'émancipant du caractère financier de l'immeuble de rapport :

« Cette tendance à la décentralisation était déjà sensible avant la révolution les banlieues des villes tentaculaires, – de Paris principalement, s'étaient couvertes d'habitations et de chalets dont s'engouaient les populations ouvrières, heureuses de jouir un peu du grand air et d'acquérir un « chez soi » qui ne fût pas à la merci des propriétaires d'immeubles. Les nécessités du travail, la cherté des communications, et aussi les impossibilités financières, avaient entravé cette décentralisation, enrayé son essor. »<sup>567</sup>

Cela fait écho avec l'idée d'un « chez soi » se rapprochant des conceptions proudhoniennes de l'habitat : « Comme il n'y avait plus de taudis malsains, comme toutes les habitations étaient agrémentées de confortable, on éprouva du charme à vivre dans son « chez soi » »<sup>568</sup>. En effet, Proudhon accorde une place importante à la possession et à la maison individuelle comme un espace propre. Cette notion de « chez soi » se développe aussi dans les années de l'entre-deux-guerres avec l'amélioration de la consommation ouvrière. De plus, on voit apparaître aussi un discours généré sur les intérieurs des habitations ouvrières. La tenue de ce « chez soi » sera dévolue à la femme : certains anarcho-sindicalistes poursuivent la conception

---

566 Pouget Émile [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896 – an 104* [« Farci de chouettes histoires, de galbeuses illustrations et d'une consultation sur l'avenir, dégoisée par une somnambule de la force de 36 chevaux de fiacre »], *op. cit.*, p. 31.

567 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, *op. cit.*, p. 289.

568 *Ibid*, p. 282.



proudhonienne. Par exemple, chez Lieugme<sup>569</sup>, la tenue des intérieurs n'apparaît pas comme une vision négative pour la femme :

« Après de longues journées de travail, l'esclave de toujours pourra goûter enfin – oh ! Bien peu encore ! – quelques heures d'un repos bien gagné ; elle pourra enfin commencer cette éducation que nous lui reprochons égoïstement de ne pas avoir. Elle pourra s'occuper de ses petits, elle pourra créer un intérieur agréable où son compagnon aura plaisir à se trouver, elle pourra enfin prendre la place à laquelle elle a si largement droit. Elle deviendra alors socialement l'égale de l'homme. »<sup>570</sup>

Dans une analyse de cette question dans un article, Édouard Berth<sup>571</sup>, penseur du socialisme d'un point de vue théorique, compare Marx et Proudhon sur plusieurs points dont celui de la question de la femme<sup>572</sup>. Il estime ainsi que Proudhon poursuit une conception morale de la femme plus « prolétarienne » et « plébéienne » puisqu'étant lui-même issu du prolétariat. Tandis que Marx en prolétaire intellectuel issu la bourgeoisie, ne fournit pas une conception morale de la famille mais explique la place de la femme dans une société capitaliste, « émancipatrice » et politique. Cette « émancipation » est comprise comme une soumission à l'ordre économique et en aucun cas, une émancipation libertaire et individuelle, devenant la *courtisane* ou la *papillonne* fouriériste pour Proudhon : « C'est de la même manière qu'il faut concevoir « l'émancipation féminine » ; il ne s'agit pas, naturellement, de revenir au régime de la réclusion, mais de transcender le régime de l'émancipation abstraite pour s'élever jusqu'à une conception positive du droit de la femme »<sup>573</sup>. Berth prolonge donc des visions genrées entre le masculin et le féminin à travers le prisme de classe ; il expose ainsi la séparation genrée entre « la force » et « la grâce », le cerveau créateur et le cerveau synthétique, le travail et le ménage<sup>574</sup>.

---

569 Ce militant ne possède pas de fiche dans le dictionnaire du Maitron mais il apparaît dans d'autres notices comme le secrétaire du groupe libertaire « Le Libre Examen » du Rhône dans les années 1930.

570 L. Lieugme, « Libérons la Femme ! », *Le Combat syndicaliste*, s.n., février 1927, p. 1.

571 Pour la notice de ce militant, on se reporte aux informations du Maitron: <https://maitron.fr/spip.php?article99613>, notice BERTH Édouard [BERTH Camille dit Édouard DARVILLE] par O. Cazeaux, version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 26 janvier 2016. [Consulté le 27/06/2022]

572 Édouard Berth, « Proudhon et Marx. III », *La Révolution prolétarienne*, n° 23, novembre 1926, pp. 16-20.

573 *Ibid*, p. 20.

574 Il faudrait comparer ce discours à des écrits de femmes syndicalistes révolutionnaires et anarchistes. Nous n'avons pas trouvé d'articles traitant de ce point par des femmes dans les revues du corpus hormis *La Femme hors du foyer* de Marie Guillot [*La Vie ouvrière*, n° 91, 5 juillet 1913, pp. 1-14] ; les auteurs étant majoritairement masculins. Cependant, nous pensons, par exemple, aux conceptions d'Emma Goldman qui rejoignent cette non-émancipation féminine par la politique. Mais, l'aménagement intérieur et son rapport familial ne sont pas non plus perçus comme une émancipation féminine libertaire.

## 1.2 Espaces de consommation et de socialisation

### 1.2.1 Des espaces de regroupements organisés

Il est intéressant de noter que la plupart des écrits théoriques, traitant du syndicalisme révolutionnaire, viennent après les ouvertures des Bourses entretenant l'idée que la théorie syndicaliste révolutionnaire apparaît comme issue d'une pratique. L'ouvrage de Pelloutier, publié de manière posthume en 1901, retrace cette histoire du mouvement de la FNBT qu'il perçoit comme une volonté d'autonomisation par rapport aux partis politiques qui incarnent le réformisme avec la prise de pouvoir politique, notamment le Parti Ouvrier Français de Jules Guesde<sup>575</sup>. Plus concrètement, les syndiqués ont à l'esprit que le bâtiment de la Bourse du travail doit être le centre vivant et local du mouvement ouvrier et des syndicats d'une ville. De plus, il incarne le centre vivant des ouvriers organisés dans la défense de leurs intérêts. Il marque une présence physique qui ne pousse pas aux tentatives secrètes en leur offrant des outils et des espaces dédiés :

« l'existence des chambres syndicales sera toujours précaires, les charges qu'elles imposent éloignant d'elles le plus grand nombre des ouvriers. Il importe donc qu'elle aient des locaux et des bureaux où chacun pourra venir sans crainte d'avoir à faire des sacrifices de temps et d'argent ou – dessus de ses ressources ; la libre et permanente disposition des salles de réunion permettra aux travailleurs de discuter avec plus de maturité et de précision les questions multiples qui intéressent leurs industries et influent sur les salaires ; ils auront pour les guider et les éclairer tous les moyens d'information et de correspondance, les éléments fournis par la statistique, une bibliothèque, industrielle ou commerciale, le moment de la production pour chaque industrie, non seulement en France mais dans le monde entier. »<sup>576</sup>

Du point de vue syndicaliste, le bâtiment de la Bourse du Travail occupe symboliquement une place importante. Il entre généralement en opposition avec l'Hôtel de Ville puisque, dans une société syndicaliste libertaire, elle devra être le centre communiste communal : « En outre, dans les centres d'activité ouvrière, la Bourse du Travail se substituera à la municipalité et deviendra un foyer communiste, qui éliminera le centre municipal, l'Hôtel de Ville »<sup>577</sup>. Il faut inscrire cette prépondérance d'un discours de volonté de bâtiment sans doute à cause du climat anxigène qui entoure les gouvernements politiques à l'égard du mouvement ouvrier car l'autorisation pour les syndicats d'avoir leur propre bâtiment date de la loi sur la reconnaissance des syndicats du 21 mars 1884. Elle reste encore sur des dimensions très

575 Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail*, Paris, Schleicher frères, 1902, pp. 103-140.

576 *Ibid*, pp. 111-112.

577 Émile Pouget, *Le Syndicat*, Paris, Chez l'auteur – Bourse du travail, s.d. [ca. 1904], p. 21.

spécifiques concernant les possessions puisque les unions de syndicats « ne pourront posséder aucun immeuble » sauf dispositions spécifiques où « ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. » L'article 8 précise que :

« lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans ce cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants cause. »<sup>578</sup>

Cette impression de dépendance à l'égard de la République et de la légalité influe peut-être sur cette volonté d'autonomie qui ressort des discours sur l'importance du bâtiment en lui-même. Dans les textes théoriques, l'idée d'indépendance apparaît comme un moteur de l'édification de tels édifices. Chez Georges Yvetot<sup>579</sup>, militant anarchiste-syndicaliste antimilitariste, le bâtiment ne devrait pas même être une propriété légale d'organisation ouvrière : « Aujourd'hui que le vent est à l'indépendance, grâce aux mesures de réaction prises par le gouvernement contre les Syndicats, les ouvriers essaient enfin d'édifier leurs Bourses du Travail par leurs propres sacrifices, avec leurs propres forces, et ils sauront éviter le piège législatif de déviation syndicale révolutionnaire où ils tomberaient en rendant leur Syndicat ou leur Union de Syndicats possesseur d'immeuble »<sup>580</sup>. Cependant, les services proposés par une Bourse sont d'une certaine manière conditionnés par les attentes légales même si les problématiques qu'elles soulèvent dans les milieux ouvriers, comme la bibliothèques ou les cours professionnels, ont une dimension symbolique plus importante que la simple disposition du texte législatif. De cette manière, pour la Bourse de Paris, Pelloutier estime que l'autorisation légale ne fait qu'entériner une volonté des ouvriers déjà présente depuis la Première Internationale<sup>581</sup>. La première Bourse du Travail est la Bourse de Paris autorisée suite à la décision favorable du Conseil municipal en 1886. Les débats sont importants sur la nature des réunions tenues en son sein notamment la question de la

---

578 Anonyme, « Partie officielle. Loi relative à la création des syndicats professionnels », *Le Journal officiel de la République française*, n° 81, 22 mars 1884, p. 2.

579 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article155351>, notice YVETOT Georges, Louis, François [Dictionnaire des anarchistes] par Henri Dubief, notice revue par Guillaume Davranche, version mise en ligne le 17 mars 2014, dernière modification le 1er septembre 2022. [Consulté le 16/09/2022]

580 Georges Yvetot, *A.B.C. syndicaliste*, Paris, L'Émancipatrice, 1908, p. 24.

581 Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail, op. cit.*, p. 123.

légalité<sup>582</sup>. Des « Bourses libres » existent bien avant les « faveurs communales » dans les départements hors de celui de la Seine<sup>583</sup>. Le principe de la FNBT est décidée au congrès de Saint-Étienne pour hâter le « développement matériel et moral » en transmettant des expériences sur leurs fonctionnements respectifs<sup>584</sup>. Ainsi, Pelloutier fournit le nombre de Bourses et de syndicats qui y adhèrent sans préciser la nature des bâtiments qui les accueillent. Georges Yvetot fournit une description idéale du bâtiment d'une Bourse :

« Modestement, on peut prétendre à un immeuble répondant à l'importance de la localité ouvrière qui veut s'affranchir de toute tutelle. Cet immeuble aurait, pour la Coopérative, le sous-sol et le rez-de-chaussée. Il aurait pour les deux organisations le premier étage et pour les Syndicats le second étage. Au sous-sol : caves et magasins ; au premier étage : grande salle, bibliothèque ; au second étage : bureaux de Syndicats, salles de Commissions et de Cours professionnels. Disons plus encore : la grande salle pourrait servir tous les jours d'école aux enfants des ouvriers, puisque, en dehors des époques de grève, cette salle ne servirait pas aux ouvriers. Ce serait l'idéal de pouvoir donner à nos enfants un enseignement vraiment libre, dans une école réellement libre. Quel beau début pour former une génération d'hommes conscients, affranchis des dogmes de l'État comme de ceux de l'Église. »<sup>585</sup>

La même question du lieu-bâtiment pour la C.G.T. est présente. La dimension pratique mise en avant par Yvetot s'heurte à la réalité organisationnelle et les dissensions internes. Il a présenté la Coopérative de consommation comme moyen de financer l'indépendance de l'édification en dehors du cadre légal :

« Tous les syndiqués d'une localité ou adhérents à la Bourse du Travail édifient une Coopérative syndicale de Consommation. Les bénéfices, en grande part, au lieu d'être attribués à chaque adhérent au prorata de sa consommation, sont versés dans une caisse spéciale et attribués à l'achat ou à l'amortissement de l'immeuble de la Coopérative, qui devient ainsi une Maison du Peuple en accueillant chez elle la Bourse du Travail ou Union locale de Syndicats. Ce sont donc les Syndicats qui sont dans la Coopérative, les syndiqués qui sont chez les coopérateurs ; mais syndiqués et coopérateurs sont les mêmes individus, bien que les deux organisations restent distinctes et autonomes. »<sup>586</sup>

Cependant, au congrès de Toulouse en 1910, Victor Griffuelhes dénonce les attitudes de certaines fédérations qui n'ont pas participé à ce regroupement symbolique pour le bâtiment du 33 rue Grange-aux-Belles à Paris. La solidarité financière qui devait être de mise est ainsi

---

582 Peter Schöttler, *Naissance des bourses du travail : un appareil idéologique d'État à la fin du XIXe siècle*, *op. cit.*, Chapitre III. ; Pelloutier traite aussi de la question de l'historique légal de l'ouverture de la Bourse de Paris.

583 Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail*, *op. cit.*, p. 128.

584 *Ibid* p. 130.

585 Georges Yvetot, *A.B.C. syndicaliste*, *op. cit.*, p. 24.

586 *Ibid*.

battue en brèche obligeant à des prélèvements dans d'autres budgets de la confédération ; la critique de cet usage se retournant contre lui :

« Toutes les Fédérations ayant leur siège à Paris furent saisies de la question et invitées à venir dans les locaux, à participer à la vie de l'œuvre. Et combien furent-elles ? Il y eut la C. G. T., la Bijouterie, les Coiffeurs, les Cuirs et Peaux, les Mouleurs, la Métallurgie, l'Alimentation. Nous avions 8.000 francs de loyer, 1.400 francs d'impôts, 1.000 francs d'assurance, le paiement d'un concierge, soit un total annuel de 12.000 francs. Et que payaient les Fédérations que j'ai énumérées ? 2.000 francs par an. Il fallait solliciter des dons, des souscriptions, des secours ; ainsi nous opérâmes. Tout le monde fut invité. Peu répondirent. »<sup>587</sup>

Malgré les difficultés financières, il a refusé une proposition de philanthropie par Quillent. Cette initiative essaye de mettre en accord les principes théoriques avec les difficultés auxquelles les organisations sont confrontées.

## 1.2.2 Espaces de socialisation populaires

### *Des espaces de vie*

À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, on assiste à l'émergence en médecine d'une vision hygiéniste du monde, avec les découvertes des micro-organismes. Les conditions de vie ouvrières sont perçues comme une mise en danger permanente et de nombreux penseurs socialistes vont tenter de répondre à ces problématiques de maladies. Cette vision s'applique notamment à l'architecture et transparaît dans la volonté d'aménager les maisons de santé et les hospices. Le début du vingtième-siècle en Europe participe aussi du changement de vision des hôpitaux passant d'une représentation d'un espace mortifère vers un espace de soin, d'une modernisation et construction architecturale, d'une laïcisation française de la médecine et d'une évolution des pratiques et des connaissances<sup>588</sup>. C'est pourquoi, chez les syndicalistes révolutionnaires, on trouve aussi une place importante accordée aux hospices et aux maisons de santé : « Les maisons de santé, les hospices furent transformés, admirablement aménagés, avec toute l'hygiène désirable et le maximum de confort. Rien ne fut négligé pour faire de ces palais de la douleur des lieux où la malade trouvait dans un cadre riant, sinon un apaisement à

---

587 Pierre Monatte, « Le Congrès de Toulouse », *La Vie ouvrière*, n° 26, 20 octobre 1910, p. 465.

588 Pour une approche générale du monde hospitalier, nous référons à l'ouvrage : Jean Imbert (dir.), *Histoire des hôpitaux en France*, Toulouse, Éditions Privat, 1982, pp. 291-401.

ses souffrances physiques, du moins un égaiement des yeux, un adoucissement moral »<sup>589</sup>. Pour Besnard, la construction d'espaces pour les personnes âgées et les malades est aussi important : « Il devra provoquer la construction de vastes salles d'hospitalisation, de maternités et de crèches, de cliniques chirurgicales et les doter de tous les perfectionnements. La construction de sanatoria, de stations climatiques de toutes sortes, fera partie des attributions du service d'hygiène, ainsi que la construction des maisons de retraite ou d'assistance pour les vieillards qui désireront vivre en commun »<sup>590</sup>. Il semble que ces conceptions ont nourri l'approche révolutionnaire en Russie. En effet, lors de sa visite en U.R.S.S., Paul Dhermy rapporte lui aussi des bâtiments dédiés aux soins des ouvriers :

« Très belle impression produite par le dispensaire antituberculeux : construit en 1930, dans le style géorgien, c'est un véritable bijou : architecture légère et gracieuse, larges baies vitrées, escaliers monumentaux, tout donne une idée de palais désaffecté. Nous entrons tout d'abord dans la salle de réception des malades, agencée de telle sorte que les malades sortants ne croisent pas ceux qui entrent. Le matin, sont reçus les femmes et les enfants ; l'après-midi, les ouvriers. Dans une pièce spéciale, sont classés les dossiers sanitaires de toute la ville ; on nous dit que des médecins sont envoyés dans les entreprises afin de dépister les maladies. Passage rapide à l'amphithéâtre, très bien agencé avec de nombreux tableaux éclairés par transparence. La visite, beaucoup trop rapide, est terminée. »<sup>591</sup>

On remarque ainsi une continuité entre les aspirations littéraires et utopiques avec une tentative de mouvement révolutionnaire. N'oublions pas que le parcours de Dhermy était encadré lui montrant ce que les autorités bolcheviques souhaitait lui montrer et lui-même en ayant conscience.

Pouget accorde une place aux lieux de sociabilité. Il réduit l'importance des lieux de rendez-vous associés à la boisson. Il s'agit d'un autre penchant hygiéniste : l'anti-alcoolisme que l'on retrouve comme combat d'anarchistes mais aussi d'autres tendances socialistes plus généralement. La boisson alcoolisée est perçue comme un mal social touchant en grande majorité les ouvriers et les classes populaires. D'un point vue moral, elle est perçue surtout comme un frein au processus révolutionnaire en rongant les forces contestataires du prolétariat. Les lieux de consommation d'alcool devront se transformer en des lieux de pratiques culturelles comme les causeries ou des espaces de lectures. Ces espaces devront remplacer ces lieux et l'on perçoit, chez les syndicalistes, un changement de l'espace de socialisation ouvrier et populaire ainsi qu'une volonté transformatrice des pratiques sociales grâce, notamment, aux productions culturelles. La dimension d'interdiction n'est pas présente

589 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, pp. 222-223.

590 Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale, op. cit.*, p. 317.

591 Paul Dhermy, « Carnet de route d'un délégué français », *La Révolution prolétarienne, art. cit.*, p. 8.

mais la volonté la plus présente est celle d'une modération de la consommation. La transformation des espaces de vie privée permettra aussi d'éviter leur attrait, comme nous l'avons vu précédemment. Pouget décrit l'intérieur de ce nouvel espace : selon lui, il accueillera une grande bibliothèque. L'intérieur de ces nouveaux espaces est rempli d'éléments artistiques et s'en distingue par rapport aux débits de boissons. Il peut reprendre des styles par époque historique sans remise en cause particulière, étrangement, d'un style d'un régime politique oppressif comme la monarchie de Juillet ou le Second Empire. Bizarrement, les styles ne semblent pas poser de problèmes symboliques dans la mesure où ils ont été choisis par des ouvriers au « goût sûr ». Ces éléments artistico-culturels ont été pris dans les collections des bourgeois et non mis dans les musées :

« Quant aux lieux de rendez-vous communs, qui se substituèrent aux marchands de vins, aux cafés, aux bars, ils avaient un lointain rapport avec les anciens clubs : on y pouvait consommer, - mais ils étaient des centres de causerie, de lecture, de réunion, plus que de beuverie. Beaucoup avaient été installés dans les anciens cafés et établissements similaires et, - outre que les bibliothèques y avaient en partie détrôné la cave, - ils se distinguaient par leur aménagement artistique. Certaines de ces salles étaient ornées de meubles, de tableaux, de sculptures, de bibelots des âges les plus divers, tandis que d'autres étaient de savantes reconstitutions d'une époque particulière : les unes évoquant les périodes médiévales ; d'autres rappelant l'époque de Molière, ou celle de Diderot ; d'autres dans le goût de 1793, soit de style 1830, ou second empire. Ces reconstitutions, - qui montraient le goût sûr des ouvriers ayant présidé à leur installation, - s'étaient faites à peu de frais, avec les dépouilles des collections des « ci-devant » qui n'avaient pu trouver place dans les musées. »<sup>592</sup>

De plus, cette dimension révolutionnaire interroge l'usage des productions culturelles dans ces lieux. On assiste ainsi à une réappropriation des productions artistiques au profit du plus grand nombre, dans cet espace de monstration et de diffusion populaire, et non plus pour une élite muséale ou individuelle. Cette annonce d'une mise en forme artistique des espaces de sociabilité ouvrier et populaire s'inscrit dans une conception d'autres lieux participant de la constitution et de la représentation d'une « culture ouvrière » spécifique par rapport à une « culture bourgeoise ».

### *Des espaces d'enseignements*

La Bourse du Travail est perçue à son origine comme le lieu de rencontre des producteurs. Elles sont aussi en mesure de mettre à disposition des ouvriers des bibliothèques

---

592Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 282-283.

et des cours professionnels et apparaissent comme le lieu des pratiques et de productions culturelles émancipatrices pour le mouvement ouvrier. Avec les Bourses du Travail, la salle de lecture devient un lieu spécifique avec la mise à disposition des ouvrages. Cette autonomie par le lieu lui-même permet aux membres de l'élite ouvrière syndicaliste de disposer d'un espace à soi avec un contrôle sur le contenu. En effet, les autres expressions des bibliothèques au XIXe siècle sont généralement reliées avec des catégories sociales et des pratiques de lectures différentes (municipales, universitaires, scolaires, paroissiales, etc.)<sup>593</sup>. Dans notre corpus, nous n'avons pas trouvé de descriptions chez les anarchistes-syndicalistes de ces lieux spécifiques, les descriptions renseignent surtout sur le contenu. Les problématiques d'usages sociaux et pratiques du lieu ne semblent pas être un questionnement en soi lorsqu'elle reste d'ordre programmatique. Un élément organisationnel ressort dans le cas d'Henry Poulaille par Sadi de Gorter<sup>594</sup>, c'est sa gratuité : « L'abonnement est gratuit à la bibliothèque<sup>595</sup> ». L'idée derrière ce constat est la problématique de l'accessibilité au même titre que les horaires. Il n'empêche que la salle de lecture apparaît comme un espace de connaissances pour les militants.

En s'inspirant du modèle des Bourses, les syndicalistes vont aussi proposer d'autres lieux spécifiques pour le mouvement ouvrier et ce, en fonction des acteurs et des contextes. Progressivement, on constate que d'autres lieux vont être mis en place pour les milieux ouvriers. Cependant, la conception de l'autonomie ouvrière donne lieu à des amalgames entre différents lieux spécifiques. En effet, si la bibliothèque est un élément central pour le militant, on la trouve associée avec d'autres types de lieux comme les musées, les causeries, les librairies ou des centres culturels pour les ouvriers : elle est théoriquement plus une image de l'émancipation qu'un lieu spécifique<sup>596</sup>. Cette logique est identique pour le musée qui reste le lieu par excellence de la connaissance et de la culture. Pour Pelloutier, il est un moyen de connaissances économiques accessibles<sup>597</sup>. Pour Pouget, c'est l'accès à des productions culturelles qui nourrit l'idéal de transformation des lieux de sociabilité populaire comme les

---

593 Dominique Varry (dir.), *Histoire Des Bibliothèques Françaises. Les Bibliothèques de La Révolution et Du XIXe Siècle, 1789-1914*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2009, 922 p.

594 Cet auteur ne possède pas de fiche dans le Maitron. D'après le site de la BNF, il s'agit d'un écrivain, journaliste et diplomate (1912-1994) : [https://data.bnf.fr/fr/11898887/sadi\\_de\\_gorter/](https://data.bnf.fr/fr/11898887/sadi_de_gorter/) [Consulté le 16/09/2022]

595 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne*, n° 290, 10 mars 1939, p. 2.

596 Il faudrait constituer une analyse spatiale et géographique de ce point pour percevoir la disposition de tels dispositifs.

597 Fernand Pelloutier, « L'enseignement social. Le musée du travail », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 14, 1<sup>er</sup> avril 1898, pp. 1-4 ; Cet article se retrouve en partie réécrit et remanié dans *L'Histoire des Bourses du Travail*.



bars ou cafés en des lieux de connaissances et de formations de la classe ouvrière. L'importance accordée de plus en plus à la « culture » s'inscrit dans la mise à disposition des œuvres exposées dans les musées et bibliothèques ainsi que les lieux de réunion et salles publiques :

« Des ouvriers et des artistes, qualifiés par leur savoir et leur compétence, épluchèrent ces collections et, dans les plus réputées, ils constatèrent l'abondance des truquages. Un choix judicieux fut fait et, tandis qu'une partie de ces œuvres allait enrichir les musées et les bibliothèques, le reste était employé à la décoration des salles publiques, des maisons de retraite, de tous les lieux de réunion. Il est superflu d'ajouter que les musées cessèrent d'être des incohérents amoncellements de richesses artistiques, incompréhensibles pour la masse, - et n'étant pour elle que piètrement éducatifs et guère plus récréatifs, - qu'ils avaient été autrefois. Ils furent remaniés, transformés, non par des ronds-de-cuir, mais par des hommes amoureux d'art et de goût sûr. »<sup>598</sup>

Le musée ne devient plus un espace de stockage des productions artistiques mais doit servir d'espace de mise en valeur culturelle pour le plus grand nombre. Cette démarche reproduit d'autres approches révolutionnaires antérieures souhaitant une accessibilité des musées comme, par exemple, avec l'initiative de la gratuité du musée du Louvre ou la récupération de collections privées comme celle du clergé lors des épisodes révolutionnaires français antérieurs.

Si le musée et la bibliothèque apparaissent comme des moyens de connaissances accessibles d'un point de vue théorique, la pratique pousse rapidement à amalgamer divers lieux. Le « Musée social » d'Henry Poulaille fournit cet exemple de mélange entre le lieu de sociabilité, d'enseignement avec la bibliothèque et espace d'exposition :

« Aux murs, des dessins d'un jeune peintre. Les lecteurs discutent, classent les documents, participent vraiment à la vie du musée ; à tour de rôle, ils sont bibliothécaires ou caissiers. Cette grande œuvre de Poulaille fonctionne depuis 5 ans et lui a valu un nombre incalculable d'avatars ; mais il tient bon, fidèle à sa pensée, à sa vie. D'excellents écrivains sont venus visiter le musée, s'entretenir avec ces ouvriers qui tiennent à leur bibliothèque comme à la prunelle de leurs yeux. Des membres du corps enseignant ont pris sur place, auprès de ces ouvriers, des leçons de pédagogie. »<sup>599</sup>

Cet amalgame des espaces associés à des pratiques de connaissances repose, selon nous, sur un problème d'échelles et de moyens dont disposent les syndicats et syndicalistes mais il constitue la manière dont les syndicalistes envisagent l'autonomie, la conception et la constitution d'une culture ouvrière. Cet amalgame du lieu culturel participe de la rencontre et de la sociabilité en dehors du cadre productif et des pratiques sociales populaires. Ils sont

---

598 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, p. 284.

599 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne, art. cit.*, p. 1.

donc bien les lieux d'un élitisme ouvrier des militants syndicalistes. Quelques temps avant la guerre, Sadi de Gorter décrit ce lieu spécifique, du « Musée social » d'Henry Poulaille :

« Quelque part, à Montparnasse, dans une rue sans lumières, il y a un local pompeusement baptisé musée. A dire vrai, il s'agit bien là d'un musée miniature, d'un véritable laboratoire de culture ouvrier. [...] Cette grande œuvre de Poulaille fonctionne depuis 5 ans et lui a valu un nombre incalculable d'avatars ; mais il tient bon, fidèle à sa pensée, à sa vie. D'excellents écrivains sont venus visiter le musée, s'entretenir avec ces ouvriers qui tiennent à leur bibliothèque comme à la prunelle de leurs yeux. Des membres du corps enseignant ont pris sur place, auprès de ces ouvriers, des leçons de pédagogie. »<sup>600</sup>

Cette logique n'est pas une logique proprement syndicaliste mais s'inscrit dans tous les mouvements socialistes européens. Il s'agit d'une volonté affichée de faire accéder les ouvriers à une dimension culturelle accaparée par la bourgeoisie. Lors de sa visite en U.R.S.S., Paul Dhermy est amené dans par les dirigeants bolcheviques dans un « centre de culture ». Malgré la méfiance générale de l'article, le lieu est perçu de manière positive : « La pièce principale de ce centre est la salle de spectacle ; elle peut contenir 1.000 personnes. La maison tout entière a coûté deux millions de roubles ; la décoration est simple mais harmonieuse et de coloris agréable. [...] Du toit en terrasse nous avons une vue superbe sur la ville et sur la mer »<sup>601</sup>.

Cet amalgame des lieux culturels et de connaissances est largement destiné aux ouvriers et prolétaires adultes. Mais les syndicalistes, dans leurs réflexions théoriques de l'autonomie ouvrière, posent l'idée de la construction d'écoles pour les enfants et adolescents. La construction s'inscrit dans une logique qui correspond aux aspirations des militants libertaires en matière d'éducation. En effet, l'exemple, dans la *Vie Ouvrière*, que Jean Wintch rapporte est la mise en place d'une école nommée *L'École Ferrer* à Lausanne. L'article décrit la disposition des lieux : « L'école sera installée dans une très grande chambre, bien éclairée et aérée ; une chambre attenante servira de laboratoire ; un grand jardin sera utilisé pour les jeux et divers travaux et leçons »<sup>602</sup>. On apprend que le local a été fourni par un « camarade russe ». La disposition esthétique n'est pas présente dans l'article mais Léon Clément prône une adaptation esthétique enfantine des écoles quelques années plus tard dans le cadre de l'Exposition des arts décoratifs : « Nous avons la note intime représentée, entre autres, par une fraction du pavillon de la Ville de Paris, section enfantine des écoles primaires qui nous donne une note de joie par ses coloris, son mobilier et son agencement scolaire. C'est vraiment la

---

600 *Ibid*, p. 2.

601 Paul Dhermy, « Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 12.

602 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 402.

maison des enfants ! Et cette forme nous fournit un argument précieux pour détruire à tout jamais l'ensemble des usages et des règlements servant à l'architecture actuelles de nos écoles enfantines »<sup>603</sup>. Cette critique esthétique va à l'encontre la conception école-caserne<sup>604</sup>. Pour revenir à l'École Ferrer, outre cette dimension esthétique et matérielle, c'est le caractère fonctionnel et organisationnel qui ressort dans l'article. L'aménagement a été mené par les syndicats et les ouvriers eux-mêmes ainsi que la volonté d'entretien et la fourniture livresque :

« Des camarade des syndicats des plâtriers-peintres, des maçons, des menuisiers, des électriciens, des appareilleurs se sont spontanément offerts pour faire toute réparation et toute besogne que nécessitera l'installation. L'imprimerie des Unions ouvrières livre gratuitement tous les travaux d'impression : programmes d'études, statuts, carte de convocations, listes de souscriptions, feuilles volantes, manifestes, notices, brochures de propagande, etc. Comme il s'agit d'une école ouvrière, chaque travailleur veut l'aider, faire quelque chose, se rendre utile à son école. »<sup>605</sup>

Dans son organisation, la volonté d'intégrer les enfants à l'administration de l'école est présente car elle permettrait de former progressivement les enfants aux problèmes de l'organisation : « Tous les enfants aussi collaboreront à l'administration de l'œuvre ; les élèves doivent être initiés aux soucis, aux difficultés et aux projets des organisateurs, de façon qu'on arrive à ces mœurs nouvelles : une école administrée par les élèves eux-mêmes »<sup>606</sup>. Il n'empêche que l'équipe enseignante est structurée autour de quinze adultes répartis en trois sections : administrative, pédagogique et propagande<sup>607</sup>. L'aspect financier est clairement explicite, sans doute dans l'idée de rendre compte de la réalité d'une telle réalisation avant la diffusion de ce genre d'initiatives. Les adhérents doivent payer cinquante centimes par mois soit six francs par an. Des parts de vingt-cinq francs sont disponibles pour aider au financement auxquels s'ajoutent des dons importants pour un total de deux cents francs par mois à la date de l'article<sup>608</sup>. De plus, l'école implique les parents, sociétaires et syndicats dans le fonctionnement de l'école suivant un modèle fédéraliste :

« La commission présente à chaque assemblée mensuelle des rapports sur son activité ; des causeries pour le développement de l'instruction populaire sont engagées ; la marche de l'École y est examinée ; parents et sociétaires, syndicats participants ont, au reste, tous les droits de contrôler la gestion de la société et le travail des sections quand que ce soit ; ils ont à dire leur mot constamment. C'est le fédéralisme le plus complet, ce qui empêchera l'œuvre de dévier en une petite boutique sans rapport avec la classe ouvrière, et institue des mœurs de franchise et

---

603 Léon Clément, « Une visite à l'Exposition des Arts Décoratifs », *La Révolution prolétarienne*, n° 7, juillet 1925, pp. 13-14.

604 Nous pensons notamment aux écrits de Sébastien Faure qui emploie régulièrement cette comparaison.

605 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 402.

606 *Ibid*, p. 402.

607 *Ibid*, pp. 406-407.

608 *Ibid*, pp. 404-405.

d'égalité, de collaboration active entre tous les intéressés. L'École ainsi entendue pourra devenir la véritable Maison du Peuple. »<sup>609</sup>

Cette école sert d'exemples à la volonté d'autres initiatives du même type. Cependant, une approche comparative permettrait de mettre en lumière les points de convergence et de divergence de telles pratiques. En effet, on trouve dans le même journal, une initiative d'Eslander<sup>610</sup> à Vosves en Belgique. Bien que s'inspirant lui aussi des principes de Ferrer, l'auteur de l'article Albert Thierry, ne peut s'empêcher d'être critique notamment sur le contenu théorique sous-jacent sur les programmes et l'organisation. Par exemple, Eslander estime qu'il n'y a pas besoin de salle de classe comme lieu spécifique d'enseignement, ce que semble désapprouvé Thierry : « Il n'y a pas d'école, dit M. Eslander avec bienveillance. Il y a des fermes, des ateliers, des parcs, un musée, un théâtre, un palais... »<sup>611</sup>. Le bâtiment scolaire est remplacé par des bâtiments en lien avec divers types de productions : « Nous visitâmes tous les bâtiments, puis le potager, le verger et le moulin ; et nous revînmes par les ateliers de vannerie, de poterie, de menuiserie où les garçons et les filles étudiaient, par expérience, l'arithmétique, la mécanique et la géométrie... »<sup>612</sup>. Cet ensemble mêle des bâtiments individuels type maison avec un lieu collectif. Malgré des divergences, Paul Dhermy, dans sa volonté de rendre compte de la situation en Russie bolchevique, ne peut s'empêcher d'être en accord avec le principe de la construction d'un lieu comme « l'école-palais » aménagée par les dirigeants dans une ancienne cathédrale<sup>613</sup>. La problématique du réemploi révolutionnaire des espaces culturels et religieux est ici bien présente.

---

609 *Ibid*, p. 402.

610 J. F. Eslander, auteur libertaire belge, a publié deux ouvrages théoriques : *L'Éducation au point de vue sociologique*, Bruxelles, Éditions J. Lebigue, 1898, 337 p. ; *L'École nouvelle. Esquisse d'une éducation basée sur les lois de l'évolution humaine*, J. Lebigue et cie, 1904, 275 p.

611 Albert Thierry, « Nouvelles de Vosves. Deuxième lettre. Une Visite à Eslander », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 23.

612 *Ibid*, p. 24.

613 Paul Dhermy, « Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 11.

## 2 Les pratiques culturelles populaires : constats, représentations et constructions

### 2.1 Témoigner sur le populaire : populisme et misérabilisme

#### 2.1.1 Le cadre productif du syndicalisme

##### *Vision socio-économique*

La vision syndicaliste repose sur la conception d'un changement de regard par rapport à la production. La production se doit d'être pensée dans le cadre imposé par la structure économique. Des échos avec l'approche marxienne de la superstructure sont ici envisageables. Cette nouvelle vision de la production abandonne le cadre du petit producteur indépendant de l'idéologie « petit-bourgeoise » artisanale vers une conception d'interdépendance économique entre les différents acteurs et espaces de la production. Pour en rendre compte, les syndicalistes révolutionnaires vont penser cette interdépendance permanente de branches industrielles dans un espace international.

Avant la Première guerre mondiale, les rapports des congrès corporatifs rendent compte de la variété des métiers en lien avec les productions culturelles comme le bâtiment ou l'habillement. On trouve ainsi les différents éléments et étapes à l'origine d'un objet culturel : de la transformation de la matière première à l'objet fini. Ils reprennent ainsi la volonté de Pelloutier exposée dans son ouvrage pour une compréhension du monde de la production afin d'établir l'idée d'un sentiment de classe prolétarienne. Cette logique de mettre en avant le producteur s'inscrit aussi dans un contexte de structuration du syndicalisme par métiers mais aussi par branches de métier : on passe progressivement des intérêts corporatistes de syndicats isolés vers des intérêts de branches et de fédérations. La création de la C.G.T. va mettre en avant les rapports entre les fédérations d'industries et les unions géographiques. En effet, depuis 1884 le modèle suivi est celui des fédérations de métiers : on en compte ainsi quinze en 1900, soixante-trois en 1905 et 76 en 1910. Ce système, hérité de la conception corporatiste, est remplacé petit à petit par le système des fédérations d'industrie. En effet à partir de 1906, la CGT n'admet plus que les fédérations d'industrie suivant les matières premières<sup>614</sup>. Dans le rapport du VIIe Congrès national des Bourses du travail et unions de syndicats du mercredi 21 septembre 1898, on trouve la nomenclature pensée pour les

---

614 Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT : cent ans de syndicalisme en France, op. cit.*, p. 68.

groupements corporatifs de la C.G.T. Différents corps de métiers peuvent se rapprocher des productions artistiques et culturelles :

« Ouvriers du tissage et des industries annexes : Filature (laine et soie). Tissage mécanique. Tissage à la main. Teinture, apprêt, blanchiment. Bonneterie, dentelles, passementerie. Tissus façonnés, confection.

« Cuir et peaux : Peaux et cuirs. Objets en cuir. Ganterie. Mégisserie, corroierie, tannerie »

« Employés des professions libérales : professions judiciaires, enseignement, lettres et arts, médecine, pharmacie. »

« Travailleurs du Livre : Papier (fabrication de). Imprimerie. Lithographie. Porteurs et marchands de journaux. »

« Ouvriers du Bâtiment : Métaux rares. Taille de pierres. Bâtiment. Serrurerie pour le bâtiment. Canalisations. Ouvriers du commerce des matériaux. »

« Ouvriers du bois : Menuiserie, charpente. Gros ouvrages en bois. Ébénisterie. »

« Ouvriers des fours : Chauffournerie. Briqueterie, céramique. Verrerie. »

« Employés du Commerce : Ouvriers du commerce : produits chimiques, librairie, bois, spectacles, agences, banques, administrations, photographes »

« Ouvriers et employés de l'habillement : Tailleurs, lingerie, chapellerie, fleurs et plumes, teinturerie et nettoyage, tapisserie, broderie, employés d'habillement. »<sup>615</sup>

De plus, les Unions Départementales et Unions Locales prennent le pas par rapport aux Bourses du Travail, devenant uniquement un lieu de réunion professionnel<sup>616</sup> plus que le projet social que Pelloutier voulait voir fleurir. Dans la presse syndicaliste avec l'essor de la C.G.T., de nombreux articles vont commencer à historiciser les métiers et la vision sociale des producteurs pour les faire connaître à leurs lecteurs. On remarque que cette volonté de connaissance s'inscrit aussi dans une volonté d'organiser certains métiers ou secteurs d'activités qui échappent à la syndicalisation, notamment les métiers féminisés de l'habillement ou certains métiers du bâtiment sans formations spécifiques comme les manœuvres : « Il existe dans nos campagnes de nombreuses industries dont on parle peu, que l'on connaît moins encore. C'est que les ouvriers, plus généralement les ouvrières qui y sont employées, vivent une existence étouffée et passive. [...] il ne serait pas inutile pour devancer l'heure de ces réveils de nous livrer sans plus de retard à l'étude de ces diverses industries

---

615 Fernand Pelloutier, « VIIe Congrès national des Bourses du travail et unions de syndicats. Mercredi 21 septembre. Première séance », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., pp. 15-16.

616 Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT : cent ans de syndicalisme en France*, op. cit., p. 70.

campagnardes »<sup>617</sup>. Dans le corpus étudié, on trouve ainsi une large place aux métiers en lien avec l'habillement et le bâtiment. De plus, il s'agit de corporations qui emploient de nombreux corps de métiers et plus généralement, un nombre important d'ouvriers et ouvrières. C'est, peut-être, cette importance corporative qui donne une visibilité par effet de grossissement, tout en gardant à l'esprit que le taux de syndiqués avant-guerre reste faible.

Les renseignements se trouvent via des rapports de différents congrès, des articles lors d'épisodes de grèves et de luttes rapportées ainsi que des études d'une corporation. La manière de présenter la production se fait suivant plusieurs lignes directrices : histoire, présentation des différents corps de métiers, types de productions, lieux et moyens de production, conditions de travail et salaires. À partir d'exemple comme celui des dentellières de la Haute-Loire, on voit aussi comment se met en place ce genre d'initiative de recherche et de connaissances. Jean Vidal, un instituteur, prend l'initiative de travailler sur les conditions de travail des dentellières. Les deux idées sous-jacentes sont l'organisation et une connaissance renouvelée sur le sujet :

« Je crois pouvoir faire une étude assez intéressante et surtout neuve, car rien n'a été fait dans ce sens. Depuis plus de cent ans, qu'un foule d'érudits locaux se sont évertués à étudier l'histoire de la dentelle, presque tous ont oublié la dentellière ou n'en ont vu que le côté pittoresque... quelques-uns le côté... poétique. Dernièrement, un ponot, Lavastre, a consacré sa thèse de doctorat en droit aux dentellières du Puy, mais son ouvrage est sans aucune valeur ; la moitié en est employée à la réédition des clichés historiques désuets : 1) la fabrication de la dentelle n'est qu'un supplément de gain pour la paysanne ; 2) le marchand est le plus à plaindre. J'ai envoyé un questionnaire aussi précis que possible à bon nombre de mes collègues ; quelques-uns m'ont déjà répondu. Enfin, j'ai étudié à peu près sous tous les rapports le travail de la dentelle dans mon village ; je suis allé demander l'avis de quelques docteurs du Puy sur l'influence du travail au carreau sur l'organisme : ils m'ont donné de bons renseignements. J'ai écrit à un médecin de Craponne, à un autre de Saugues. Vivant dans un milieu dentellier, leurs opinions n'en seront que plus motivées et plus sûres. »<sup>618</sup>

*La Vie Ouvrière* fournit même un questionnaire écrit par Karl Marx pour évaluer des données sur les ouvriers et ouvrières en lien avec la production en général<sup>619</sup>. Il contient un ensemble d'une centaine de questions portant sur les conditions de travail dans les ateliers, les rémunérations, le rapport avec l'objet obtenu, etc.

---

617 Jean Varlin, « La condition des dentellières de la Haute-Loire », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 172.

618 Jean Vidal, « Les dentellières du Velay », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 279.

619 Karl Marx, « Pages oubliées. Questionnaire pour une enquête ouvrière », *La Vie ouvrière*, n° 42, 20 juin 1911, pp. 750-760.

## *Secteur du bâtiment*

Au tournant du siècle, la conception des métiers du bâtiment repose bien sur une logique corporative. Dans *L'Ouvrier des deux mondes*, Pelloutier, suivant l'exemple anglais, estime que le bâtiment est un corps de métier en dehors du mouvement de mécanisation mais où le trade-unionisme a pu se développer :

« Les métiers du bâtiment, nous l'avons déjà dit, échappent presque entièrement à l'évolution industrielle et ne subissent qu'indirectement l'effet de l'évolution commerciale. C'est le groupe le plus en dehors du mouvement moderne où le trade-unionisme ait pu naître. Très fermés encore, circonscrits souvent dans les limites de la localité, exercés dans de petits ateliers, étrangers au machinisme, ils ont conservé, avec les anciennes méthodes de travail, les coutumes des professions antérieures à l'évolution capitaliste. Ce n'est que dans les grandes villes qu'ils ont pris les proportions de la grande industrie. »<sup>620</sup>

Une industrialisation apparaît compliquée aux yeux de Pelloutier mais les possibilités d'accessibilité sont aussi liées à l'outillage, créant des distinctions entre les différents ouvriers. En Angleterre, la possession de l'outil apparaît comme un élément de distinction par rapport au capital-machine du patronat : « Le maçon de briques a pour vingt francs d'outils. Le tailleur de pierres a besoin d'une plus grande variété d'objets ; il lui faudra de 100 à 125 francs pour se monter convenablement. Le charpentier-menuisier est plus exigeant encore et ne peut pas s'outiller à moins de 500 francs, souvent même 625 francs. Mais ce ne sont jamais là que des outils personnels à l'ouvrier, transportables d'atelier en atelier, auxiliaires plus ou moins compliqués de la main qui les dirige et les meut, bien différents de la machine-outil actionnée à la vapeur, servie par, plusieurs hommes, appartenant au patron, que l'on rencontre dans toute usine. Cette simplicité de l'outillage a eu pour effet de conserver le petit atelier »<sup>621</sup>. Pelloutier présente quelques corps de métiers en lien avec ce dernier : le maçon à briques, le tailleur de pierre et le charpentier-menuisier. Dans les années 1920, Georges Nicolas, maçon anarcho-syndicaliste, rapporte la situation de la scission syndicale donnant des renseignements sur les corps de métiers qui composent les différents syndicats du bâtiment :

« Étaient présentes : Pour les unitaires : Maçonnerie-Pierre, Serruriers, Couvresseurs-Plombiers, Parquets sans joints, Peintres, Charpentiers en bois, Ornemanistes, Stucateurs ; Pour les autonomes fédérés : le Syndicat Unique du Bâtiment, avec ses treize sections techniques, et les Piqueurs de grès ; Pour les autonomes corporatifs : les Travailleurs de la Pierre et les Terrassiers. Il manquait donc : les confédérés en

---

620 [Fernand Pelloutier], « Le trade-unionisme en Angleterre », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 2, 1<sup>er</sup> mars 1897, p. 9.

621 *Ibid.*



bloc, un ou deux Syndicats autonomes et onze Syndicats unitaires, parmi lesquels les Terrassiers. Les Cimentiers, d'accord avec la Ligue, s'excusèrent par la suite. »<sup>622</sup>

Même si la liste n'est pas exhaustive, elle nous fournit la nomination de corps de métiers en lien avec la construction d'un édifice. Tout le processus de la chaîne est ici présenté : de la fourniture de matériaux (travailleurs de la pierre, piqueurs de grès, cimentiers), à la préparation de la surface constructible (terrassiers), du gros œuvre (maçonnerie, charpentiers, couvreurs) aux finitions techniques (plombiers, parquets, peintres, serruriers, stucateurs, ornemanistes). Dans le corpus étudié, nous n'avons pas trouvé de renseignements sur la dimension genrée de ces métiers. Cependant, la plupart de ces corps de métiers sont essentiellement masculin. On peut émettre l'hypothèse que des ouvrières se trouvent peut-être dans l'étape de la fabrication des matériaux de plus en plus industrialisée. En effet, la *Vie ouvrière* rapporte un épisode de grève des plâtrières en 1912<sup>623</sup>. Dans le corpus étudié, la non-présence d'un historique est sans doute lié à la difficulté d'historiciser la construction du bâtiment en dehors du point de vue des techniques d'édification, des esthétiques extérieures et du rapport à la corporation.

### *Secteur de l'habillement*

Pour la période étudiée, les articles présentent divers corps de métiers auxquels les consommateurs ne pensent pas nécessairement dans la conception de l'habillement. Cette rhétorique est même parfois présente dans le corps même de l'article : « Les boutons que vous portez, boutons blancs de vos chemises, boutons de couleur de vos vêtements, vous êtes-vous demandés, camarades, d'où ils venaient, quels travailleurs les avaient façonnés ? »<sup>624</sup>

Suivant la logique de Pelloutier, on apprend différents métiers qui se déroulent en amont de la production des vêtements. De cette manière, Léon Martin énonce les différents corps de métiers à la production du tissu : « nous allons suivre le parcours de la laine à partir de son entrée dans l'usine ». Ainsi, les « ejareurs » sont des trieurs de laine en fonction de leur qualité, les teinturiers s'occupent du dégraissage avec l'usage de machines en utilisant la

---

622 Georges Nicolas, « La Ligue du Bâtiment parisien », *La Révolution prolétarienne*, n° 17, mai 1926, p. 13.

623 J. Lapière, « Les grèves des plâtrières du Bassin de Paris », *La Vie ouvrière*, n° 56, 20 janvier 1912, pp. 112- 132.

624 Jean-Baptiste Platel, « La Grève des Boutonniers de l'Oise », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 225.

technique de « l'épauillage chimique » avant de terminer avec les laveurs et essoreurs s'occupant du nettoyage et du lavage via des produits chimiques de la matière obtenue<sup>625</sup>. Le second moment est celui de la filature : les louvetiers et carriers ont pour but d'assouplir la laine séchée via une machine (le *loup*) ; les fileurs filent la laine via des métiers mécaniques : un ouvrier ou ouvrières en surveillance deux et ce travail était anciennement effectué par des ouvrières bobineuses. Les ouvriers qui préparent les pièces de fils sont les ourdisseuses et les encolleurs. Le tissage se fait via un tissage mécanique qui entraîne la disparition des anciens ouvriers tisseurs au profit de « rentreurs-nouveurs » avec un contremaître ou un régleur. La dernière étape est celle du lavage des pièces obtenues : les « dégraisseurs-foulonniers » s'occupent de cette tâche, les laineurs retirent les restes de laine à la surface des draps et les presseurs-décatisseurs plient les pièces<sup>626</sup>. À travers cette description, on peut comprendre pourquoi les militants de la C.G.T. vont vouloir peu à peu remplacer les fédérations de métier au profit des celles d'industries.

La seconde grande étape est celle de la confection du vêtement lui-même. Dans les années 1930, Lagrange propose une brève histoire du vêtement en France. Le vêtement est un moyen initial de résistance de l'homme face à la nature. Il fait du tissage un apprentissage féminin et la taille un moyen d'adapter les « tissus rudimentaires » au corps : « C'est pour se protéger contre « la nature » que les hommes primitifs songèrent à se couvrir de peaux de bêtes, et c'est ce premier vêtement que chaque génération perfectionna. Dans les sociétés antiques, les femmes apprirent à tisser, et alors parurent les tissus rudimentaires que les hommes cherchèrent à adapter sur leur corps en leur donnant une forme. Le principe du vêtement était trouvé, il n'y avait qu'à continuer »<sup>627</sup>. Au Moyen-Âge, cohabitaient divers métiers selon les spécialités corporatives. Lagrange en énumère onze. La plupart sont des métiers en lien avec la production d'une partie de l'habillement ou d'un habit précis :

« 1° Les *doublet*iers, faiseurs de doublets, sorte de large camisole commune aux deux sexes et qui recouvrait la chemise ; 2° Les *hogueton*niers, faiseurs de hoguetons, doublets spéciaux destinés aux hommes d'armes ; 3° Les *gipon*niers, faiseurs de gipons, tuniques ajustées sur le buste et qui en dessinaient les formes ; 4° Les *braal*iers de fils, faiseurs de braies, sorte de culottes, vêtements essentiellement masculins ; 5° Les *pourpoint*iers, faiseurs de pourpoints, sorte de justaucorps se lançant par devant ; 6° Les *chausset*iers, faiseurs de chausses, partie du costume qui couvrait les jambes ; 7° Les tailleurs de robes à l'usage des deux sexes ; 8° Les *pellet*iers, les ancêtres de nos fourreurs actuels. À ces divers métiers s'ajoutaient les

---

625 Léon Martin, « L'industrie textile à Elbeuf », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 6.

626 *Ibid*, p. 7.

627 Lagrange, « L'habillement parisien », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 8.

*couturiers* : couseurs de vêtements, les *fripiers* : revendeurs d'habits, les *rafreschisseurs*, ou *raccommodeurs*. »<sup>628</sup>

Sous l'Empire, un changement s'opère. Auparavant, le client amenait son drap et répondait à une commande. Le patron prenait la moitié du prix de vente. Les fêtes de l'Empereur donnent naissance aux « marchands-tailleurs » fournissant la matière première et proposant des modèles à l'avance. Les productions non-vendues sont rachetées par des marchand et vendues à nouveau au marché Saint-Jacques en fin de saison. Tout cela a nourri l'idée de préparer des vêtements pour les vendre. Le début du travail exécuté à domicile se met en place progressivement durant le début du XIXe siècle notamment lors des grèves des années 1830. Le XIXe siècle va être un moment important avec la création de la première machine à coudre. Son inventeur est Barthélemy Thimonnier : « Combien d'ouvriers de l'habillement connaissent le nom de Barthélemy Thimonnier ? Je n'en ai pas rencontré beaucoup ! Encore moins qui connaissent sa vie, et surtout quelle fut son invention ! Il y a trois ans, à Lyon, Herriot, le meilleur copain de Staline, a inauguré un monument à Thimonnier, en prononçant les paroles qu'un membre du gouvernement a l'habitude de prononcer après boire, et c'est tout ; le nom de Thimonnier reste ignoré »<sup>629</sup>. Son travail s'inspire de modèles anglais non aboutis antérieurs en travaillant dans les archives des Arts et Métiers. L'invention entraîne un conflit entre Elias Howe et Isaac Meritt Singer<sup>630</sup>. Grâce à cette invention, le modèle « de mesure » entre en concurrence avec le modèle « de confection » avec une baisse des prix :

« Les complets dits de mesure se vendaient alors un peu partout à des prix oscillant entre 60 et 100 francs ; dans les grandes boîtes de Paris, ils allaient jusqu'à 130 francs, mais ce dernier prix était exceptionnel, car la moyenne en province était de 70 à 80 francs. Le vêtement de confection, eux, ne dépassaient pas 35 francs le complet. Pour le prix de l'exécution, les proportions se retrouvaient ; alors que les vestons de mesure étaient payés 10 francs à l'ouvrier depuis 10 fr. jusqu'à 16 fr., ceux de confection ne dépassaient pas 5 fr. »<sup>631</sup>

Après la Première guerre mondiale, l'industrie est croissante et pousse à la spécialisation des tâches productives. Dans les années 1930, contemporain de l'écriture de l'article, il existe ainsi trois grands corps de métier dans l'industrie du vêtement : les « coupeurs », les « apiéceurs » et les « pompiers ». Les premiers sont responsables de la découpe des tissus et des étoffes. Lagrange les perçoit comme « des associés du patronat » car ils gèrent les

---

628 *Ibid.*

629 *Ibid.*

630 *Ibid.*, p. 9 ; Nous remarquons ici la figure de l'inventeur spolié par le possédant capitaliste qui ressort dans certains textes d'anarchistes-syndicalistes. En effet, pour détenir des droits sur une invention, il fallait acheter les brevets.

631 *Ibid.*

rapports matériels et financiers des autres catégories d'ouvriers<sup>632</sup>. Ils constituent une « aristocratie » peu syndiquée où « une seule chose compte : « l'intérêt » des affaires ; celui des ouvriers ne compte pas ». Ces anciens « ouvriers complets » ont perdu leurs « capacités professionnelles » et sont devenus « ratés » des « écoles de coupe ». L'« apiéceur » est l'artisan qui seconde le tailleur dans la couture du vêtement. Ils constituent des éléments du travail à domicile notamment féminin. Les « pompiers » sont les ouvriers et ouvrières qui retouchent les vêtements ou créent de petits éléments de l'habillement comme les sous-vêtements. Aux yeux de Lagrange, ces derniers sont à l'avant-garde des mouvements syndicaux et revendicatifs de l'Habillement. Ces pompiers et pompières participèrent aux grèves de 1906 aboutissant à l'augmentation du salaire d'un sous par heure, d'une heure et demi pour le déjeuner ainsi que la fourniture d'atelier comme le fil et le coton au compte du patron. De plus, ils ont participé après 1900 à la disparition de l'usage de la redingote et du chapeau haut-de-forme : « De nos jours, les pompiers se rendent à leur travail comme les autres ouvriers ; il n'est pas rare de les voir en casquette, ce qui prouve que l'état d'esprit n'est plus le même »<sup>633</sup>. On voit ici comment Lagrange propose une histoire de la production du vêtement qui historicise la pratique en la mêlant à des événements sociaux, des acteurs et leurs représentations sociales allant au-delà de l'esthétique de l'objet fini.

Par ailleurs, certains auteurs d'articles donnent des renseignements sur des éléments constitutifs de l'habillement. C'est le cas, par exemple, des dentellières dont les créations peuvent servir l'ornementation des vêtements nobles, travail que l'on pourrait rapprocher des passementières. Là encore, Jean Vidal propose une histoire de la dentelle : cette histoire commence dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>634</sup>. Les institutions religieuses des béates permettait de fournir une femme par village capable, comme institutrice, de proposer un enseignement de la dentelle aux jeunes filles<sup>635</sup>. À partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, leur nombre augmente pour atteindre soixante mille ouvrières vers 1750. La Révolution et l'Empire « précipitent la décadence ». Théodore Falcon « rendit à la fabrique ses qualités artistiques et de bonne exécution » entre 1830 et 1850 atteignant cent trente mille ouvrières en 1855. Depuis 1870, leur nombre est redescendu à soixante mille. Jean Vidal fournit même la dimension économique des salaires : trente centimes journalier en 1820 et trois francs

---

632 *Ibid*, p. 5.

633 *Ibid*, p. 9.

634 Jean Vidal, « La condition des dentellières de la Haute-Loire », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 351.

635 *Ibid*, p. 352.

journalier en 1855<sup>636</sup>. En 1910, la dentelle reste un « travail à domicile » avec un outillage peu coûteux : cinq à six francs pour les carreaux, épingles, fuseaux et bobines.

Certains articles mettent en lumière des métiers en lien avec des éléments précis de l'habillement. Par exemple, on trouve des renseignements sur les boutonnières de l'Oise<sup>637</sup> ou sur les plumassières. Germaine Pelletier<sup>638</sup>, militante de l'Habillement sur une ligne syndicaliste révolutionnaire et anti-politique, estime que le métier de plumassière, dont le but est l'ornementation des chapeaux, est un métier essentiellement féminin alors qu'ils n'ornent que des hommes jusqu'à Louis XIII. Le changement s'opère avec Marie-Antoinette en mêlant plumes, fleurs et rubans. Ce métier est saisonnier et subit les influences de la mode : « La mode de mêler des fleurs et des plumes sur les chapeaux des femmes dura jusqu'en 1900 environ. Mais c'était lourd et, depuis l'après-guerre, on a pris l'habitude de mettre des fleurs sur les chapeaux en été et des plumes en hiver. Notre métier est donc saisonnier et il subit, pour une grande part, l'influence de la mode »<sup>639</sup>. La dimension minutieuse est mise en avant pour l'exécution d'un tel travail :

« Vous qui me lisez, et vous femmes qui portez ces chapeaux de plumes, avez-vous jamais songé au délicat travail que cela représente ? Dans des sacs de papier, appelés « coiffes », sont rangées toutes les sortes de plumes provenant - de toutes les espèces d'oiseaux existant sur terre. Les uns sont conservés bruts, ou naturels, d'autres sont teints, car la plume se décolore et se teint, comme un tissu. Pour faire un chapeau entier avec des ailes, on exécute d'abord le « remplumé », c'est-à-dire le fond. Les plumes sont collées une à une, à l'aide d'un « couteau » pourries plumes de 2 à 3 centimètres de longueur, à la pince pour les plumes d'un demi-centimètre et quelquefois plus petites. Quand il s'agit d'oiseaux-mouches, par exemple, les plumes ne dépassent pas 3 à 4 millimètres ! Voyez quelle patience, quelle attention et quel soin il faut avoir ! Après le fond, on fait les ailes, la forme du motif, du drapé ou de la garniture qui viendront s'y appliquer. Surtout, il ne faut pas oublier le chic, car il faut que ce qui sort de nos mains ait de l'allure, et dans la mode on peut dire des ouvrières que ce sont de véritables fées. Il faut voir les aigrettes, les crosses, les bandeaux de paradis et même les belles fantaisies qui sortent de leurs mains : ce sont de véritables, petits chefs-d'œuvre. »<sup>640</sup>

---

636 *Ibid.*

637 Jean-Baptiste Platel, « La Grève des Boutonnières de l'Oise », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 225-226.

638 Pour des renseignements biographiques, nous référons à la courte notice dans le Maitron: <https://maitron.fr/spip.php?article125407>, notice PELLETIER Germaine , version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 14 février 2011. [Consulté le 16/09/2022]

639 Germaine Pelletier, « Plumassières et Fleuristes », *La Révolution prolétarienne*, n° 230, 10 septembre 1936, p. 18.

640 *Ibid.*

## *Artisanat : les exemples de l'ébénisterie et du bijou*

L'artisanat occupe une place particulière dans les écrits et articles des anarchistes-syndicalistes. En effet, il valorise une production à la fois comme production individuelle et comme travail manuel. Dans les années 1930, Charlotte Chinéa estime que le XIXe siècle incarne la fin du rôle économique et social de l'artisanat. En effet, le machinisme a changé leurs débouchés. Cependant, il reste symboliquement attrayant pour des pouvoirs publics. Ces derniers leur fournissent des crédits, un régime privilégié d'impôts ainsi qu'une réglementation de l'apprentissage<sup>641</sup>. En tant que syndicaliste révolutionnaire, elle combat la vision corporatiste et paternaliste de l'artisanat lié à la bourgeoisie. Mais, elle adhère à une vision positive de la position de producteur de l'artisan. Il est un mélange entre l'ouvrier, l'industriel, l'artiste et le commerçant :

« Depuis toujours c'est un travailleur manuel, qui, seul ou avec l'aide de sa famille, de compagnons et d'apprentis, achète des matières premières avec lesquelles tantôt il fabrique complètement ou partiellement un objet, tantôt il répare et ajuste ce qui lui est confié. Il s'adresse, soit pour vendre, soit pour réparer, directement à la clientèle. Il est donc à la fois ouvrier puisqu'il travaille, industriel puisqu'il dirige, artiste parce que souvent il imagine et compose (ciseleur, ébéniste, ferronnier) et commerçant puisqu'il achète et revend. Mais ouvrier, il possède son atelier, ses outils et n'est lié par aucun contrat de travail ; Industriel, il fabrique, façonne ou répare lui-même, la division du travail n'existe pas dans son atelier, la main-d'œuvre est surtout familiale, le nombre de compagnon n'étant jamais élevé et enfin il produit essentiellement sur commande. Commerçant, il ne vend que les produits de son travail et ne tire son principal bénéfice que des transformations qu'il fait subir à la matière première achetée et revendue sous forme d'objets. Artiste ? Toujours les artisans qui fabriquaient des objets d'art (statuaires, ferronniers, ébénistes) s'étaient appelés « artisans d'art », ne se distinguant des autres artisans que par le caractère artistique de leurs ouvrages. »<sup>642</sup>

Cet ensemble, qui détermine la position de l'artisan, l'inscrit comme ouvrier car la situation de certains membres de ces productions artisanales se retrouvent dans des positions proches de la domination que subissent les ouvriers dans le système capitaliste. Il faut les rattacher à la classe ouvrière par le moyen de la connaissance de leur métier par les autres producteurs<sup>643</sup>. C'est la connaissance qui permettra de les incarner en acteurs sociaux et non plus en image de l'artisan en prise avec la dimension esthétisante de sa production. De plus, Jean de Groot exprime l'idéal de la « liberté » de l'artisan et du compagnon par rapport à la grande usine.

---

641 Charlotte Chianéa, « L'artisanat, classe sociale », *La Révolution prolétarienne*, n° 195, 25 mars 1935, p. 14.

642 *Ibid*, pp. 14-15.

643 Nous avons vu que Pouget, déjà en 1890, les rapprochent symboliquement de la classe ouvrière.

Même si l'exploitation est présente entre l'artisan et le compagnon, ils partagent malgré tout l'idéologie de l'objet bien fait et du rapport interpersonnel :

« L'artisan est libre - dans la façon de mener son travail bien entendu ; - conséquence : son compagnon l'est également. Ils le sont dans leurs rapports mutuels. Le patron d'aujourd'hui était hier le compagnon d'établi, il le sera peut-être encore demain. On ne connaît pas la distance affectée, la froideur méprisante, la politesse obséquieuse de la grande boîte. On entre, on sort, comme dans un moulin. On embauche par connaissance, autour d'une « chopine ». Pas de contrat ; « apporte tes clous », ça suffit. Mais l'exploitation de l'homme par l'homme n'y impose pas moins sa loi avec autant d'âpreté qu'ailleurs. La morgue du patron de la grande boîte n'est qu'une question de pur formalisme ; on ne casse pas la croûte avec. Chez l'artisan, il faut travailler, et savoir travailler. Il est côte à côte avec son compagnon ; du premier coup d'œil il le juge. Et dame, le « sac », ou, si vous préférez, la rupture du contrat, s'accomplit sans plus de formalités que l'embauche : « ramasse tes clous ! ». L'artisan n'a pas de carnet de commande. Ça vient au jour le jour. Si ça ne vient pas, il se réserve la dernière chambre, ou le dernier bahut ; chacun pour soi et dieu pour tous : le compagnon va à la pêche. »<sup>644</sup>

Là encore, les auteurs proposent, chacun une histoire succincte de leurs productions. Ainsi, Jean Vidal rapporte le fait que, « c'est vers 1867 que cette industrie [de chapelets] fut acclimatée sur les plateaux d'Ambert. M. Ouvry y fonda la première fabrique. Aujourd'hui, les deux fils Ouvry sont avec MM. Béraudy, Chaffray et Lomet parmi les principaux fabricants »<sup>645</sup>. La production de chapelets de manière quantitative apparaît ici à travers des figures patronales spécialisées dans cette production. L'histoire de la production du meuble s'inscrit aux carrefours de plusieurs histoires (sociale, économique, politique). Jean de Grootte remonte à la création du Faubourg à partir du XVe siècle. L'apparition de la classe bourgeoise suit les habitudes de consommation en vogue dans les classes aristocratiques tandis que Colbert souhaite entamer des réformes d'ordre économiques à l'encontre des corporations :

« Et cependant on faisait déjà plus que des huches. La mode des bahuts, des penderies et des petites « tables pour se poudrer » était en vogue, non seulement chez les princes mais aussi chez les marchands, chez les bourgeois. La population croissait ; il y avait de plus en plus de marchands, de plus en plus de bourgeois. Il fallait donc de plus en plus de bahuts, mais la corporation voulait de moins en moins de « maîtres », ce qui ne faisait pas, l'affaire de Colbert qui voulait « relever le commerce et l'industrie ». Colbert permit aux compagnons de s'évader des murs de la ville et des statuts corporatifs. Il leur adjoignit même pas mal d'allemands réputés comme bons faiseurs de meubles et heureux eux aussi de se libérer de leurs chaînes. Entre la porte St-Antoine et le village de Charonne, bourgeois et nobles de second ordre se faisaient construire des villas, des couvents pour leurs filles. Lieu de débouchés : cause et conséquence. Les nouveaux artisans y vinrent pour meubler villas et couvents. La demande ne manquant pas, ils donnèrent libre cours à leur imagination comprimée pendant des siècles et firent la renommée du coin.. Ils y sont

---

644 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.

645 Anonyme, « La grève des chapeletières d'Ambert », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 233.

restés, prisonniers de cette renommée. Et voici comment naquit le faubourg Antoine. »<sup>646</sup>

C'est cette permission d'ordre politique qui libéralise le statut permettant de répondre à la demande productive d'objets artisanaux de la classe bourgeoise.

La description de tous les métiers qui constituent ces deux branches rappellent les métiers nécessaires pour aboutir à un objet fini. Il s'agit bien d'une répartition des tâches dont la finalité peut être une œuvre collective. En effet, certains ouvriers des industries productrices de matériaux participent directement à la production d'objets artisanaux. Par exemple, les boutonnières de l'Oise fabriquent de la nacre qui sert à d'autres productions : « La nacre épaisse et blanche sert également à fabriquer de magnifiques manches de couteau, des montures d'éventails et autres objets de prix »<sup>647</sup>. Par exemple, dans le rapport à l'objet lui-même, l'ébéniste monte le meuble mais les finitions, comme le vernis ou la sculpture des pièces, sont exécutés par plusieurs métiers. Certains de ces artisans sont eux-mêmes des employés : « Donc si l'ébéniste monte le meuble, il ne fait que cela. Le débit, les moulures, la sculpture, le tournage, la marqueterie, le vernissage même, sont exécutés par autant de spécialistes qui sont autant de petits patrons, employant une demi-douzaine d'ouvriers »<sup>648</sup>. Quant à elle, la production des bijoux est un processus en plusieurs étapes. Certaines professions préparent les matériaux en vue de produire certains objets d'usage :

« Les professions qu'elle englobe sont multiples. Nous dégagerons de suite les Batteurs d'or qui préparent l'or métal en poudre et en feuilles aussi minces que le papier à cigarettes selon qu'il est utilisé pour la décoration des flacons ou des boîtes employées dans la parfumerie, la confiserie, etc., ou bien au contraire pour les travaux de reliure, les lettres et autres travaux de large surface. Les potiers d'étain sont des ouvriers qui travaillent l'étain et le plomb ; ils font la fonte et le tournage de ces métaux. Les jouets, coffrets, vases et autres articles bon marché sont fabriqués par ces ouvriers. Également les comptoirs de cafés, les plombs pour la pêche, etc. »<sup>649</sup>

Dans son article, Louis Sancier cherche aussi à justifier la place des ouvriers du bijou considérés comme une « aristocratie » ouvrière par d'autres professions. Avec les « potiers d'étain », on retrouve des objets courants d'usage populaire. En ce qui concerne les bijoutiers à proprement parler, la distinction s'opère dans le travail selon le matériau, l'objet produit ou la place dans le processus de production de l'objet final :

---

646 Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.

647 Jean-Baptiste Platel, « La Grève des Boutonnières de l'Oise », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 226.

648 *Ibid*, p. 7.

649 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.



« En ce qui concerne les bijoutiers proprement dits, ils se classent en catégories différentes selon l'objet pour lequel ils sont spécialisés : boucles d'oreilles, bracelets, bagues, broches, épingles, colliers, médailles, boîtes, etc. ; ils se distinguent aussi selon le métal qu'ils travaillent : platine, or, argent, cuivre, galalith, etc. Les joailliers donnent aux brillants et aux pierres fines les applications les plus diverses et exécutent surtout les pièces riches : diadèmes, colliers, bracelets, bandaux. Une fois l'armature terminée par le bijoutier ou le joaillier, les sertisseurs fixent les pierres dans les sertissures. Les orfèvres façonnent plus spécialement l'argent et le cuivre (très rarement l'or), surtout de table, flambeaux, services à thé, à café, couverts et toutes sortes de menus objets. Nous laisserons aux horlogers le soin de fabriquer et réparer montres et pendules ; d'autres ouvriers spécialisés font les boîtes nécessaires à celles-ci, boîtes en tous métaux, rondes, ou de formes à la demande : ce sont les bijoutiers-boîtiers ; ils ont en général la pratique du tour. À côté de ces métiers principaux, il en est d'autres pour les apprêts, la décoration et la finition des pièces : estampeurs, graveurs, ciseleurs, lamineurs, tourneurs-repousseurs, doreurs-argenteurs, émailleurs-polisseurs, guillocheurs. Les gainiers préparent les coffrets et écrins, et aménagent les vitrines en confectionnant les plateaux sur lesquels sont exposés les objets. Enfin les diamantaires façonnent le brillant, et les lapidaires les pierres fines : rubis, émeraudes, saphirs. »<sup>650</sup>

Sancier constitue ainsi, au même titre que le syndicalisme, un regroupement d'ordre symbolique entre les différents producteurs pour éviter l'enfermement dans la dimension purement esthétique de l'objet. Ce discours ne trouve peut-être pas écho chez tous les bijoutiers mais il est partagé par les syndicalistes révolutionnaires. De plus, il fournit des chiffres précis donnant un caractère plus concret à la perception de ce groupe corporatif. Il estime qu'en 1923, les trois milles vingt-quatre maisons de l'industrie du Bijou emploie trente mille ouvriers sous la coupe de quatre cent deux patrons<sup>651</sup>. Il précise encore plus clairement la situation pour différentes professions : huit milles horlogers, quinze mille ouvriers au total dans la bijouterie dont trois mille d'ouvriers de l'or et de platine, deux cents batteurs d'or, cinq cents diamantaires, etc.<sup>652</sup>. L'aspect chiffré et la répartition géographique accentuent ce sentiment corporatif et plus généralement productif.

Finalement et malgré tout, le dernier point, que les anarchistes-syndicalistes abordent, est l'objet en lui-même. La description qui en est faite est généralement d'ordre esthétique ou de valeurs transparaissant à travers lui comme la technique ou le savoir-faire. Les réflexions mettent en avant des productions que l'on pourrait qualifier d'artisanal recevant une visibilité internationale. Les producteurs sont valorisés pour leur savoir-faire. On apprend que la production de chapelets possède un rayonnement international : « sans compter celle qui à Paris, à Saumur, dans la Lozère, dans l'Ardèche, dans les Pyrénées s'occupent à un travail identique. L'arrondissement d'Ambert fournit de chapelets les pays les plus lointains et les

---

650 *Ibid.*

651 *Ibid.*, pp. 4-5.

652 *Ibid.*, p. 5.

religions les plus diverses. Il en envoie en Asie, en Afrique, en Amérique et même en Océanie. Chrétiens, hindous, musulmans sont tributaires d'Ambert »<sup>653</sup>. Dans le discours précédent, c'est bien grâce à la production des ouvrières qu'elle connaît cette envergure. La même logique est à l'œuvre pour la production de meubles dans le discours de Groote : « Au roitelet du tropique, au milliardaire de Chicago, au moindre « paysan du Danube », le faubourg a vendu quelque chose, un bahut, un siège, quand ce n'est un ameublement complet. Chaumières, palais, églises, musées ont toujours du « faubourg » dans leurs murs. En un mot c'est un centre, unique, mondial. Le plus ancien et le plus important de la fabrication du meuble »<sup>654</sup>. La création des bijoux occupent une place particulière car leur production est liée à la valorisation de la richesse elle-même. Cependant, Sancier compare le temps de travail des ouvriers face au simple acte d'achat et les caprices des possédants :

« Nous avons dit le développement du bijou cher ; les grosses pièces de joaillerie et boîte or se fabriquaient en quantité. La principale clientèle était fournie par des américains séjournant en France, ainsi que par les monarques, maharadjahs et autres produits du même genre qui défilent à Paris en toute occasion. C'est ainsi qu'une pièce pleine de difficultés, dont l'exécution demanda plusieurs mois, fut achetée après quelques jours seulement d'exposition dans un magasin de la rue de la Paix, par le ras Taffari, de passage à Paris. Une autre pièce, dont la confection avait demandé un an, et qui devait figurer à l'exposition des Arts décoratifs, fut enlevée, aussitôt terminée, par un client qui la fit encore transformer, car elle n'était pas encore à son goût ! Il y avait aussi les colliers de brillants et d'émeraudes, surtout pour les maharadjahs. S'il fallait retracer ici tout ce que ces gens-là emportèrent de pièces riches ce serait trop long et bien inutile ; ces quelques faits suffisent pour situer le genre de travaux exécutés ainsi que celui de la clientèle. »<sup>655</sup>

Jean de Groote associe la beauté esthétique avec le savoir-faire qui s'incarne dans la maîtrise de l'outil :

« On n'y fabrique en général que le bon et le beau meuble. L'artisan jouit encore, et fort justement de la renommée des ancêtres. Il a pu se spécialiser dans la fabrication d'un genre ou même seulement d'une pièce d'ameublement, il n'en a pas moins conservé les règles et les principes de jadis. Sans doute, la machine lui donne un sérieux coup de main. Sa scie à refendre, son riflard, ses bouvets à moulures ont cédé le pas au ruban, à la raboteuse et à la toupie de la scierie à façon pour les opérations préliminaires, qu'il contrôle d'ailleurs jalousement, mais pour le reste, qu'il ajuste, qu'il plaque, qu'il assemble ou qu'il ponce, rien n'est changé. Il prend son meuble de bout en bout ; il l'exécute sans contrainte, et il s'en dégage, à son insu souvent, une impression de facture personnelle que le meuble standardisé, mécanisé, aussi bien traité qu'il soit, ne connaîtra jamais. [...] Dans tous les corps de métier de l'ameublement, l'ouvrier travaille avec ses outils personnels. Ça s'explique, il n'y a pas tellement longtemps que les terrassiers prétendaient ne pouvoir travailler qu'avec leurs propres pelles ; aussi, lorsqu'il s'agit d'outils à biseaux qu'aucun compagnon

653 Anonyme, « La grève des chapeletières d'Ambert », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 233.

654 Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 5.

655 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.

n'affûte d'ailleurs de la même manière, la préférence se justifie d'autant mieux. L'ébéniste est le mieux monté dans cette histoire. »<sup>656</sup>

### *Vision symbolique*

Cependant, en plus d'un constat historique et social de la production culturelle, les syndicalistes espèrent construire une idée du travail en lien avec l'idéologie de la lutte des classes. La production doit pouvoir servir à valoriser le travail prolétarien à travers plusieurs points, tant à une échelle nationale qu'internationale. Cette vision symbolique peut s'appliquer à des groupes corporatifs avant la dimension sociale. La représentation symbolique peut prendre la forme de la sociabilité à l'échelle nationale. Par exemple, la description des « pompiers » de l'Habillement, proposée par Lagrange, les dépeint comme un groupe de travailleurs se réunissant et échangeant sur leurs conditions de travail :

« Les pompiers furent toujours à l'avant-garde, dans tous les grands mouvements de l'Habillement. C'est que, de par leurs conditions de travail, ils ne possèdent pas la même mentalité que le coupeur ou l'apiéceur. Naguère, leur journée terminée, ils éprouaient le besoin de se réunir, de « trinquer », pour échanger leurs impressions. À force de multiplier ces rencontres, le nombre des « copains » s'augmentait et les bases d'une permanence étaient établies ; ce furent les premiers jalons du groupement syndical qui devaient les conduire à la Bourse du Travail. [...] Malgré tout, ces réunions avaient du bon, car ces discussions d'ateliers à ateliers faisaient naître chez les intéressés une certaine camaraderie. [...] Il y avait de l'entrain ; c'était autre chose que la vie d'avachissement des ouvriers d'aujourd'hui. Et ces conversations aboutissaient à des mouvements spontanés et sérieux. »<sup>657</sup>

Cette vision peut s'accompagner d'une certaine nostalgie imprégnée d'une vision populiste des pratiques populaires chez Sancier :

« Quand [l'ébéniste] déménage il lui faut un coup de main. Les copains de la boîte qu'il quitte, ou de celle où il va entrer, se considèrent comme obligés de lui rendre ce service. Et je vous-garantis qu'il est toujours bien rendu ! Naturellement autant de « tournées » que de convives et le reste de la journée est fichu, quand ce n'est pas le lendemain ! La foire aux jambons est la « bombe » rituelle et scrupuleusement respectée de l'ébéniste depuis des temps immémoriaux ; quant aux enterrements, ma foi, et un enterrement ça ne se manque pas, soyez persuadés que le chagrin est consciencieusement noyé ! Mais ceci est presque du domaine du passé. »<sup>658</sup>

---

656 Jean de Groote, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 9.

657 Lagrange, « L'habillement parisien », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 5.

658 Louis Sancier, « L'industrie du Bijou », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.

Le syndicalisme ouvrier doit pouvoir compenser ces changements de structures économiques afin de perpétuer cette représentation des pratiques populaires associées à la festivité. Outre cette approche, la veine insurrectionnelle est aussi sollicitée pour des corporations particulières. L'artisanat du Marais est perçue comme un mouvement libéral face à la monarchie revêtant ainsi une dimension politique :

« Pourquoi est-il encore là ? Nous le verrons plus loin. Pour l'instant remarquons qu'il a à son origine un courant de révolte, un mouvement libéral, et le grand ministre du grand roi ne se doutait certes pas, en faisant un croc en jambe à l'économie existante, au vieux monde des corporations, qu'il plaçait, là à quelques pas de la Bastille, une sentinelle avancée de la Révolution. Ou plutôt des révolutions. Ce monde d'artisans avait un mode de production libéral, il entendait - l'étendre, le consolider, par un mode d'existence - publique, politique, correspondant. Tant qu'il ne l'a pas eu, il a fait des révolutions. »<sup>659</sup>

Ce raisonnement peut s'appliquer pour des corporations particulières dans le présent. Comme la Fédération du Livre est perçue comme un espace réformiste, Louis Boisson<sup>660</sup>, ouvrier plâtrier dans les Bouches-du-Rhône, estime que les métiers du bâtiment sont des corporations où l'anarcho-syndicalisme trouve un écho important, sans doute du fait de la socialisation de ces membres : « Les bâtimenteux sont les illégalistes de tous les jours, la loi pour eux est une matière élastique très simple, très souple pour les jouisseurs, très rigide pour les producteurs. « De visu », ils savent que tout est pour le capital contre le travail : c'est le cœur serré qu'ils passent devant ces terrasses de cafés, hôtels où le luxe défie la misère, cette insolence dans une société civilisée est une injustice que nous voulons voir cesser au plus tôt »<sup>661</sup>.

De plus, cette volonté symbolique se retrouve aussi dans les productions elles-mêmes. Par exemple, la FNBT et la CGT naissante propose la création d'un bâtiment ouvrier pour l'Exposition Universelle de 1900 à Paris. Décidée en octobre 1897, l'idée principale a été proposée par le *Bulletin* de la Bourse des sociétés coopératives ouvrières de consommation reprenant une volonté de la Société de « l'Abeille de Saint-Ouen »<sup>662</sup>. Le bâtiment doit être le symbole d'un « esprit de solidarité ouvrière » : « Dès le début de ce projet on se heurta à l'incrédulité et, la confiance ouvrière déjà tant de fois éprouvée hésitait à se manifester,

---

659 Jean de Groot, « La transformation d'une industrie parisienne. L'Ancien et le Nouveau Faubourg », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.

660 La notice de ce militant proche de Besnard, est présente dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article155636>, notice BOISSON Louis, Célestin [Dictionnaire des anarchistes] par J. R., Antoine Olivési et Jean-Luc Pinol, notice complétée par Guillaume Davranche et Rolf Dupuy, version mise en ligne le 7 mars 2014, dernière modification le 4 juillet 2022. [Consulté le 06/09/2022]

661 Louis Boisson, « Fédération nationale du Bâtiment », *Le Combat syndicaliste*, n° 1, décembre 1926, p. 3.

662 Anonyme, « Bulletin social. Pavillon syndical et coopératif à l'exposition de 1900 », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 18, 1<sup>er</sup> août 1898, p. 15.

beaucoup croyaient y voir une spéculation commerciale, lorsque, au contraire, ce doit être la plus importante au point de vue pratique, que le prolétariat aura pu jusqu'à ce jour réaliser, si, par l'entente et la bonne harmonie, les organisations ouvrières savent y apporter toute l'attention et tout le dévouement qu'elle réclame »<sup>663</sup>. Ce bâtiment doit être un « Pavillon coopératif et syndical » et est discuté lors de réunions. Une des idées principales liée avec l'idéologie syndicaliste est la capacité du prolétariat à s'organiser lui-même en dehors des directives bourgeoises et capitalistes. Le projet est donc décidé par plusieurs organisations ouvrières différentes avec une volonté de coopération :

« Dans les nouvelles générations coopératives et syndicales, on sent des natures bien décidées à obtenir ce qu'elles veulent, d'une habileté réfléchie, ayant les préoccupations de l'administration des choses. Jusqu'à ce jour la commission n'a eu qu'un but: indiquer aux organisations ce qui était à faire, les moyens de le faire, les avantages moraux considérables qui en ressortiront pour les organisations de travailleurs qui auraient donné cette preuve de leur vitalité et de l'union des trois éléments économiques qu'ils constituent. La Bourse des Sociétés coopératives de consommation n'a rien négligé jusqu'à ce jour pour arriver au but d'accord avec la Commission, voulant prouver au monde entier que les travailleurs peuvent et savent être des administrateurs, des coordonnateurs, etc., en un mot qu'ils peuvent se gérer eux-mêmes et n'ont plus besoin d'individualités pour sauveurs. À la fin de cette réunion, l'ordre du jour suivant a été voté : « Les organisations représentées à la réunion du *Pavillon syndical et coopératif de l'Exposition de 1900* s'engagent à soutenir moralement et matériellement le projet et à faire toute la propagande nécessaire, voulant une fois pour toutes l'union des trois éléments économiques : syndicats, coopératives de consommation et de production. » »<sup>664</sup>

On apprend que ces réunions ont eu lieu, notamment, à la Bourse du Travail de Paris<sup>665</sup>. C'est ainsi qu'au congrès de 1898, les représentants des Bourses du Travail proposent d'envoyer un délégué à la Commission d'initiative car « leur concours à cette œuvre devient d'autant plus utile que le Gouvernement lui suscite des obstacles et dresse contre lui des projets concurrents à tendances essentiellement différentes »<sup>666</sup>. En effet, la volonté de faire valoir leur conception de l'action ouvrière guide les syndicalistes. Des délégations ont été envoyées par la Commission au Conseil municipal de Paris et au Ministre du Commerce. Le problème est que les subventions proposées par ces institutions ainsi que la difficulté d'obtenir un terrain pour l'édifice apparaissent comme une soumission, un contrôle et une infantilisation mais surtout une non-unité des organisations ouvrières : « Nous avons immédiatement compris que le souci du gouvernement était surtout d'entraver l'union des organisations ouvrières et surtout

---

663 *Ibid.*

664 Anonyme, « Le pavillon syndical et coopératif à l'Exposition de 1900 », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 17, 1<sup>er</sup> juillet 1898, pp. 7-8.

665 *Ibid.*, p. 7.

666 Anonyme, « Première séance », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 20,21,22, 1<sup>er</sup> octobre 1898, p. 26.

aussi, en les plaçant isolément, d'encadrer celles qui lui conviendraient au milieu des fastueuses expositions de la grande industrie, en un mot, noyer les petits dans les gros. Il est vrai que nous ne nous étions jamais fait illusion sur la façon d'exercer la sollicitude des gouvernants envers les travailleurs »<sup>667</sup>. Le travail à fournir « fera appel aux camarades compétents pour la formation des différentes Commissions, le moment venu »<sup>668</sup>. Le point noir reste la question financière qui participe aussi de la structuration ouvrière à une échelle nationale :

« Pour mettre debout cette œuvre, il va falloir un capital important, et voici un aperçu qui résulte de quelques discussions, cette question n'ayant pas encore été approfondie : 1° Environ deux cent mille francs de subventions de la Ville de Paris, du Conseil général et de l'État ; 2° Subventions demandées, par les organisations adhérentes au projet, à leurs villes respectives ; 3° Vente de tickets (0,25 par exemple), à toutes les personnes s'intéressant à l'œuvre ; ces tickets donneraient droit à un objet ou autre, d'équivalente valeur dans le sein de l'Exposition ; 4° Les tickets d'entrée à l'Exposition ; 5° Les apports fournis par les différentes organisations ouvrières adhérentes au projet ; 6° Une organisation a fait également la proposition de faire une loterie II est grand temps que les organisations ouvrières ne s'isolent plus dans leur forme particulière, et que, par l'entente et l'union, elles présentent en face de l'Exposition internationale de 1900 le spectacle de l'organisation libre du travail humain. »<sup>669</sup>

Par ailleurs, on trouve des aspects de la production ouvrière à une échelle internationale. Celle-ci apparaît durant la période de l'entre-deux-guerres notamment avec la création par la Société des Nations, de l'Organisation Internationale du Travail à partir de 1919. Pendant l'entre-deux-guerres, la création du Bureau International du Travail donne aussi l'occasion de mettre en valeur la production culturelle des différents pays européens. En effet, malgré une critique acerbe du lieu et indirectement du symbole gestionnaire bourgeois, l'auteur décrit très précisément les objets culturels fournis par les différents prolétariats à une échelle européenne :

« Voici l'entrée : Deux statues, la paix et la justice (don du gouvernement Suisse) ornent le perron qui conduit dans un vaste antichambre où se trouve au milieu d'un escalier monumental. Voilà la salle des conférences dont les riches boiseries ont été fournies par l'Angleterre ; de superbes tapisseries des Gobelins, don de la France, ornent les murs. Le tapis que nous foulons vient de la Grèce et ces magnifiques vases ont été offerts par le Japon. En sortant de cette salle nous montons les escaliers. Voici les vitraux dont l'Allemagne a paré les fenêtres ; sur un mur une peinture sainte constitue le tribut de la confédération générale des travailleurs chrétiens. Le mur de face attend le cadeau qui l'ornera ; espérons que ce sera celui de notre C.G.T. française : celui lui revient de droit. »<sup>670</sup>

---

667 Anonyme, « Bulletin social. Pavillon syndical et coopératif à l'exposition de 1900 », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 16.

668 *Ibid.*

669 *Ibid.*

670 Anonyme, « Riches en illusions. Une visite au B.I.T. », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 16.

En plus des productions, on trouve aussi des remarques à propos d'une volonté de valoriser les échanges transnationaux entre les producteurs européens. Dans la *Vie Ouvrière*, Paul Riebke invite les jeunes ouvriers à échanger avec d'autres ouvriers étrangers à propos de la production. Il est conscient qu'il s'agit d'un héritage des corporations où le producteur devait faire un voyage après son apprentissage pour obtenir le titre de maître. Cette vision est moindre dans l'industrie moderne mais la pratique est restée et il la trouve symboliquement importante. De plus, elle permet d'acquérir « des connaissances professionnelles et des idées nouvelles, des méthodes plus modernes de production ». Il invite ainsi à massifier une telle pratique permettant d'entrer en contact avec les ouvriers étrangers de manière plus factuelle et moins littéraire :

« Je ne voudrais pas perdre l'occasion de conseiller aux jeunes camarades français d'en faire autant. Ils devraient sortir, eux aussi, voir le monde et ce qui s'y passe. Non seulement à quelques-uns, mais par milliers. Ils devraient aller se rendre compte par leurs propres yeux de l'état des choses dans les autres pays au lieu de chercher à l'apprendre dans les colonnes d'une presse à sensation, d'une information douteuse et mensongère. Bien des faits, bien des situations d'ici même seraient mieux appréciés, et bien d'autres, évalués plus qu'ils ne le méritent, seraient ramenés à leur valeur exacte. Les jeunes camarades français peuvent être sûrs de trouver chez les camarades organisés des autres pays un accueil fraternel et tous les renseignements utiles. »<sup>671</sup>

Dans la période de l'entre-deux-guerres, on trouve aussi des initiatives anti-militaristes par la production. Le Comité d'Action sous l'égide de Romain Rolland souhaite réunir des ouvriers de différentes nationalités afin de reconstruire des habitats ouvriers détruits lors de circonstances naturelles. Cette action traduit un véritable lien entre producteurs dans des actions concrètes s'inscrivant dans une logique anti-militariste assumée :

« Cette année, le Comité vient d'organiser un camp dans le Midi de la France, ravagé par les inondations. A deux reprises, les volontaires avaient déjà essayé de travailler chez nous, mais la mauvaise volonté gouvernementale les avait contraints à partir. Lanternés cette fois encore par l'administration, ils se sont mis directement au service d'une commune, le village de Lagarde près Montauban où 102 maisons sur 120 sont détruites et tous les champs ensablés ou engravés. Depuis le 1er mai, des camarades suisses, français, norvégiens, russes sont à l'ouvrage ; des Allemands et des Anglais arriveront bientôt ; au besoin, d'autres chantiers seront ouverts dans les villages voisins. Les travaux consistent en ouvrage de déblaiement et terrassement (se munir de vêtements de travail et de fortes chaussures) ; ils sont rudes et les volontaires doivent envoyer un certificat médical pour s'inscrire. Il faut coucher sur la paille et accepter la discipline commune : les chefs — souvent des ouvriers de métier n'admettent pas l'amateurisme. Enfin, dans son appel, le Comité invite instamment tous ceux qui n'ont pas la volonté de résister à la guerre, ni le désir de la supprimer, à ne pas venir. Tous les autres hommes de bonne volonté sans distinction de parti ni de religion sont admis au service civil pour une durée minima de quinze jours. Cet appel peut intéresser, croyons-nous, certains camarades. La méthode des

---

671 Paul Riebke, « Les Ouvriers de langue allemande à Paris », *La Vie ouvrière*, n° 23, 5 septembre 1910, p. 291.

réfractaires, qui paraît insuffisante en soi, est le signe d'un esprit révolutionnaire et chacun de nous gagnerait à connaître ces esprits fermes et sûrs dont l'action viendrait à l'occasion soutenir la nôtre en France ou à l'étranger. Contre la coalition des militaristes et contre tous les faux défenseurs de la paix. il faut liquer les hommes de cœur de tous les pays. »<sup>672</sup>

Ce genre d'initiatives s'inscrit dans la volonté théorique de la libre association et du fédéralisme libertaire repris dans le cadre de la production par Pelloutier en 1896 et prolongé dans l'idéal anarcho-syndicaliste d'autogestion des branches de la production par les militants :

« Entre l'union corporative qui s'élabore et la société communiste et libertaire, à sa période initiale, il y a concordance. Nous voulons toute la fonction que sociale se réduise à la satisfaction de nos besoins l'union corporative le veut aussi, c'est son but, et de plus en plus elle s'affranchit de la croyance en la nécessité des gouvernements ; nous voulons l'entente libre des hommes ; l'union corporative (elle le discerne mieux chaque jour) ne peut être qu'à condition de bannir de son sein toute autorité et toute contrainte ; nous voulons que l'émancipation du peuple soit l'œuvre du peuple lui-même : l'union corporative le veut encore ; de plus en plus on y sent la nécessité, on y éprouve le besoin de gérer soi-même ses intérêts ; le goût de l'indépendance et l'appétit de la révolte y germent ; on y rêve des ateliers libres où l'autorité aurait fait place au sentiment personnel du devoir ; on y émet sur le rôle des travailleurs dans une société harmonique des indications d'une largeur d'esprit étonnante et fournies par des travailleurs mêmes. Bref, les ouvriers, après s'être crus si longtemps condamnés au rôle d'outil, veulent devenir des intelligences pour être en même temps les inventeurs et les créateurs de leurs œuvres. Qu'ils élargissent donc le champ d'étude ouvert ainsi devant eux. Que, comprenant qu'ils ont entre leurs mains toute la vie sociale, ils s'habituent à ne puiser qu'en eux l'obligation du devoir, à détester et à briser toute autorité étrangère. C'est leur rôle, c'est aussi le but de l'anarchie. »<sup>673</sup>

## 2.1.2 L'en-dehors du cadre productif

### *Socialisation et pratiques culturelles populaires*

Penser la « culture populaire » est une affaire complexe. Le problème récurrent de la définition de la « culture » est généralement appliquée à des schémas d'une conception culturelle dominante. Écrire ou penser la « culture populaire », c'est toujours prendre le risque de tomber soit dans le populisme, soit dans le misérabilisme<sup>674</sup>. Les deux pôles sont présents

---

672 R. V., « Le Service civil d'Entr'aide internationale », *La Révolution prolétarienne*, n° 109, 10 septembre 1930, p. 32.

673 Fernand Pelloutier, *L'Organisation corporative et l'anarchie*, Paris, Publications du groupe L'Art social, s.d. [1896], pp. 17-19.

674 Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard, 1989, 260 p.



dans les textes des anarcho-syndicalistes : les mémoires mettent souvent en lumière des pratiques culturelles populaires sous ces deux formes. Cependant, les textes traitant de la question n'ont pas une prétention scientifique mais rendent compte de pratiques culturelles populaires comme possible réponse à des approches bourgeoises jugées, elles, toujours populistes. Nous pensons, par exemple, à la lecture lors de la veillée durant l'enfance de Louise Michel<sup>675</sup>, aux mémoires de Jean Grave rapportant les spectacles de rues de son enfance<sup>676</sup> ou les ouvrages de Poulaille sur son enfance avec les sorties à la fête foraine avec sa famille<sup>677</sup>. Nous ne pouvons pas douter de la sincérité de leur démarche mais les écrits participent aussi d'une construction d'un imaginaire culturel populaire. Leurs textes construisent et valorisent ces représentations. Dans les années 1920, là est peut-être la nuance avec la perception des pratiques culturelles populaires antérieures : une conscientisation par l'écrit de la dimension populaire et distinctive de leurs pratiques. En effet, c'est de leur expérience que sont exposées ces pratiques. Cette réflexion s'inscrit aussi dans un temps où l'accès à la culture est aussi rendu plus accessible aux classes populaires à l'idée d'une « culture de masse »<sup>678</sup> ou d'un accès à des loisirs<sup>679</sup>. La réduction progressive du temps de travail permet aussi un accès à ces nouvelles pratiques culturelles. De leur point de vue, défendre la représentation d'une « culture prolétarienne », c'est aussi un moyen de s'affirmer contre la culture consumériste et capitaliste. En parallèle, l'aspect « spectaculaire » et financier dénoncé dans les pratiques capitalistes de la culture les pousse à envisager une réponse qui nuance le rapport à cette consommation culturelle. Certes, les classes populaires sont soumises aux dispositions marchandes mais cela ne les empêche pas d'y trouver aussi une alternative à leur simple existence productive ; les enjeux de la consommation sont aussi à prendre en compte.

Suivant cette représentation, les anarcho-syndicalistes vont proposer des pratiques culturelles en marge des pratiques consuméristes spectaculaires. Elles ne sont pas fondamentalement différentes que certaines pratiques bourgeoises et capitalistes : on trouve ainsi des séances de cinéma, des bals ou des tombolas. Cependant, c'est la valeur accordée à ces dernières, la variation des contenus et les espaces où sont proposés ces pratiques qui

---

675 Louise Michel, *Mémoires de Louise Michel, écrits par elle-même*, Paris, F. Roy libraire-éditeur, 1886, 490 p.

676 Jean Grave, « *Mémoires d'un anarchiste (1854-1920)* », Paris, Éditions du Sextant, 2009, 544 p. ; Il s'agit d'une reproduction annotée de l'ouvrage, *Le mouvement libertaire sous la Troisième République* (1930).

677 Henry Poulaille, *Le Pain quotidien (1903-1906)*, Paris, Librairie Valois, 1935, 472 p. ; Henry Poulaille, *Les Damnés de la terre (1906-1910)*, Paris, Éditions Grasset, 1937, 325 p.

678 Dominique Kalifa, *La culture de masse en France, op. cit.*

679 Alain Corbin (dir.), *L'avènement des loisirs : 1850-1960, op. cit.*

définissent leur caractère « populaire ». Les Bourses du Travail, les coopératives ouvrières et les syndicats peuvent proposer un cadre à ces pratiques. Par exemple, la mention de plusieurs soirées organisées par des structures ouvrières se retrouve en France mais aussi hors du territoire français sur toute la période étudiée. Dans ce cadre est mis en lumière ainsi un rapport avec la musique, la littérature dans un sens large (théâtre, roman, poésie) et la danse. Par exemple, le Vooruit coopératif en Belgique « a également fondé un théâtre, dont les artistes amateurs se recrutent parmi les jeunes ouvriers gantois. Quand il n'y a pas spectacle, on organise des bals. La Belgique est l'un des pays où les sociétés chorales et instrumentales sont le plus en honneur. Aussi le Vooruit compte-t-il un orchestre de plus de cent exécutants, deux fanfares et deux sociétés de chant, dont une de femmes. Ses soirées musicales sont très remarquables »<sup>680</sup>. Ces mêmes problématiques sont toujours présentes lors de la publication de la *Vie Ouvrière* et sous l'égide de la C.G.T. Par exemple, lors de l'anniversaire du syndicat du bâtiment à Dunkerque, « le 17 novembre [1910], nous fêtons le premier anniversaire du syndicat par une belle manifestation en ville, une conférence de Griffuelhes, secrétaire de la C. G. T., un bal »<sup>681</sup>. Cependant, ces pratiques doivent être consenties et mises en place par les intéressés eux-mêmes. Dans les années 1920, en Russie bolchevique, les anarcho-syndicalistes dénoncent ces pratiques populaires contraintes par des autorités extérieures :

« Rien de gai dans les dispositions d'esprit de la population locale. Cette année, par exemple, 25.000 personnes se tassèrent sur la place à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai. Misérable tableau ! En grande partie, les gens venaient sous menaces de « réduction du personnel » et de renvoi... Mais la plupart y cherchait le spectacle et la musique. Point d'inspiration dans les discours, ni d'enthousiasme dans les masses. »<sup>682</sup>

La dénonciation du caractère ludique montre qu'il n'est pas l'unique pan de la conception « prolétarienne » de la culture. On voit ici comment la dimension populiste peut ressortir dans la représentation des pratiques populaires. Certes, les classes populaires vont aux bals mais le fait de leur imposer n'est pas perçu comme participant de la construction d'une conscience de classe. De plus, elle fige aussi la représentation que les dirigeants bolcheviques se font de la « culture populaire » empêchant son évolution et le caractère émancipateur accordé aux pratiques artistico-culturelles.

La dimension émancipatrice s'accompagne aussi d'un aspect utilitariste. Les pratiques culturelles sont aussi un moyen financier non négligeable pour les structures ouvrières. En

---

680 [Fernand Pelloutier], « Le Vooruit de Gand », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 11.

681 A. Willaert, « La grève du bâtiment de Dunkerque », *La Vie ouvrière*, n° 20, 20 juillet 1910, p. 92.

682 Anonyme, « La répression en Russie », *Le Combat Syndicaliste*, n° 14, septembre 1928, p. 3.

effet, la financiarisation en cours à la fin du XIXe siècle, construit aussi le rapport aux activités culturelles. Tout le financement des structures ouvrières est possible par différents types d'usage : c'est aussi un moyen d'édifier les espaces ouvriers vus précédemment grâce à certaines pratiques organisées par des structures ouvrières. Les dépenses pour des pratiques de loisirs financent l'autonomisation du mouvement ouvrier ainsi qu'une forme de solidarité. Avant-guerre, la solidarité se retrouve dans la pratique de la tombola. Il semble cependant que cette pratique tend à s'estomper avec la structuration du mouvement syndical où les logiques de solidarité se construisent directement sur des échanges financiers : « Sur la proposition de **Paris**, le Congrès décide à l'unanimité, moins *Niort* et *Cholet*, la suppression pure et simple de l'envoi des billets de tombola, sauf dans les cas où le Comité fédéral aura sanctionné la tombola projetée »<sup>683</sup>. La tentative pour financer la construction de la Maison des Fédérations dans les années 1910 est aussi avortée<sup>684</sup>. Les initiatives de plus petites envergures sont présentes dans des annonces dans les journaux libertaires plutôt que syndicalistes généralement avec des matinées et soirées artistiques pour financer la « propagande ». L'approche des productions culturelles mêlent alors deux mécaniques : d'un côté, une volonté émancipatrice du prolétariat mais aussi une dimension financière importante. Cette double logique s'inscrit bien à la fois dans une approche théorique de la culture mais aussi de réponses à des problématiques d'ordre matérielles et pratiques. Cette pratique de la culture est présente sur toute la période de la Troisième République. Ainsi en 1896, dans les *Temps Nouveaux*, une communication du « Groupe artistique » signée A. Fallier<sup>685</sup> explicite cette démarche :

« Quelques camarades ont pensé qu'il était utile de développer dans tous les cerveaux l'idée du beau et du vrai. Aussi viennent-ils de créer le Groupe artistique, qui aura comme but d'organiser dans chaque quartier des fêtes familiales et des soirées artistiques dont les bénéfices seront spécialement réservés à la propagande. Le groupe se propose aussi à chaque soirée de jouer une petite pièce révolutionnaire afin de relever le moral des individus qui, souvent, pour se distraire, vont aux cafés-concerts, où ils n'entendent que d'indigestes rengaines. Nous faisons donc appel à tous les camarades qui, comme nous, trouvent cette propagande utile de venir nous aider. À cet effet, le Groupe artistique se réunira jeudi 12 mars, à 8 h. 1/2, 11, avenue d'Orléans. [...] Les camarades qui posséderaient, sans que ça leur soit utile, des pièces révolutionnaires, sont priés de bien vouloir les adresser au lieu de réunion. »<sup>686</sup>

---

683 Anonyme, « VIIe Congrès national des Bourses du travail et unions de syndicats. Mercredi 21 septembre. Première séance », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 29.

684 Pierre Monatte, « Le Congrès de Toulouse », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 458.

685 Le Maitron ne possède pas de notice pour ce militant. De plus, nous ignorons s'il s'agit d'un pseudonyme.

686 Anonyme, « Correspondance et communications », *Les Temps Nouveaux*, art. cit., p. 4.

On remarque cependant que cette volonté éducatrice passe aussi par une production spécifique dite « révolutionnaire »<sup>687</sup>. Le but est bien de proposer une alternative culturelle et perçue comme telle face aux propositions capitalistes. Ces initiatives sont celles de groupements de quartier et d'arrondissements pour le cas de Paris dans des lieux spécifiquement ouvriers et populaires. Ce type de manifestations culturelles s'exercent plutôt en dehors des espaces proprement syndicalistes vers des espaces de socialisation populaire :

« Les Libertaires du XIVe. — Samedi 7 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 41, avenue d'Orléans, soirée familiale. Causerie et chants. Entrée libre.

Le Groupe artistique se réunit tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans. Tous les artistes libertaires sont convoqués. Entrée libre.

Jeunesse anarchiste du XVe. — Salle Mas, 103, rue du Théâtre. Par suite de la conférence Kropotkine, il n'y aura pas de réunion le vendredi 6 mars. Dimanche 8 mars, à 8 h. 1/2, soirée familiale : causerie par un camarade, chants, poésies.

Samedi 14 mars, salle du Moulin de la Vierge, 102, rue de Vanves, grande fête familiale au profit de la propagande : concert, conférence, tombola et bal de nuit. Prix d'entrée : 0 fr. 75, donnant droit à un billet de tombola. »<sup>688</sup>

Dans le corpus étudié, les revues traitant uniquement des problématiques syndicalistes révolutionnaires ne fournissent pas de renseignements sur de telles pratiques. Le caractère bi-mensuel de la *Vie Ouvrière* ou de la *Révolution prolétarienne* ne permettent pas la diffusion de ce type d'informations.

Dans les années de l'entre-deux-guerres, malgré l'importance prise par la « culture de masse » ressentie par les syndicalistes, le même phénomène de fêtes émancipatrice et financière est toujours présente notamment sous l'égide du Front populaire : « Groupe Libertaire de Carrières. – Dimanche 2 février, à 14 h. 30, Salle du Café de la Mairie, à Carrières, **Grande Matinée Artistique** au bénéfice de l'**Entr'Aide** et de la propagande, avec le concours des meilleurs artistes de la Muse Rouge : Jeanne Monteil, Charles d'Avray, etc., dans leurs œuvres, et des chanteurs locaux : Auguste, baryton, et Piémontesi, ténor. Tous les copains de la Région se feront un plaisir et un devoir d'assister à cette matinée »<sup>689</sup>. Ici, la matinée artistique se tient sous l'égide de la Muse Rouge, un groupe de chansonniers proches des milieux révolutionnaires se produisant dans des événements culturels<sup>690</sup>. Cependant,

---

687 Nous expliciterons ce point dans l'approche théorique de la production littéraire dans la troisième partie de ce chapitre.

688 Anonyme, « Correspondance et communications », *Les Temps Nouveaux*, art. cit., p. 4.

689 Anonyme, « Sans titre », *Le Combat Syndicaliste*, n° 141, 24 janvier 1936, p. 4.

690 Robert Brécy, *Autour de la Muse rouge : groupe de poètes et chansonniers révolutionnaires*, Saint-Cyr-sur-Loire, C. Pirot, 1991, 254 p.

malgré la dimension professionnelle, on remarque, pour les deux exemples, que l'appel à des personnes locales et amateurs est bien présente. On peut ainsi émettre l'hypothèse que ces matinées et soirées s'inscrivent dans une valorisation d'une « culture populaire » qui sert à la propagande libertaire.

De plus, la vie culturelle ressort aussi par les différentes annonces et communications dans les journaux éclairant cette volonté de rendre compte et accessible cette production culturelle. Ces propositions culturelles relèvent aussi d'un apport non négligeable de la culture des classes dominantes. Par exemple, dans la communication des *Temps nouveaux* en 1896, divers groupes libertaires organisent bien des événements de nature culturelle. Ainsi, sur les douze événements annoncés pour le dimanche, cinq recourent des activités culturelles tandis que cinq proposent des causeries menées par des « camarades » où « les contradicteurs sont invités »<sup>691</sup>. On trouve aussi des exemples de programmes lors d'occasions spécifiques comme le secours aux emprisonnés politiques le dimanche 19 janvier 1936, 10 rue de Lancry à Paris dans le dixième arrondissement. Le programme est divisée en deux parties avec des morceaux de musique ainsi qu'une pièce de théâtre :

« PROGRAMME : **Première partie** – L'Orchestre de la « Patrie Humaine », sous la direction de M. Pérot » : L'Arlésienne (Carillon) (Bizet), Menuet de la symphonie La Surprise (Hadyne) ; Henri Picart, de Radio-Vitus ; J. José, violoniste virtuose ; Maurice Monnier, de l'Odéon ; Janine Dubreuil, des Concerts Parisiens ; Robert Plessy, de Radio-P.T.T. ; Isabelli, compositeur ; Germaine Kerjean, du Théâtre de la Porte-Saint-Martin. Au piano : Mme Capaumont ; Régisseur : M. Bicot – **Deuxième partie** : L'Orchestre de la « Patrie Humaine » : Le Calife de Bagdad (ouverture) (Boieldieu) ; Pantomime, variations à la hongroise (Lacôme). Soliste : M. Bailly ; Sabine, danseuse ; Charles d'Avray, chansonnier-compositeur ; Rocca, chansonnier des Deux-Ares ; Pierre Daragon, des Concerts Parisiens ; Raoul Guérin, dessinateur ; LA VACHE DE SIDONIE, paysannerie normande en 1 acte, de Stéphane Berquier : Le Père Euèbe, aubergiste, Maurice Monnier ; Maître Décultot, voisin, Robert Plessy ; Monsieur Delarue, Pedro Donca ; Sidonie, paysanne normande, Germaine Kerjean ; Aglaé, servante d'auberge, Huguette Dalby. »<sup>692</sup>

Ce programme musical proposé par les libertaires repose sur des compositions de type orchestral. En effet, sous le Front populaire, la politique culturelle en matière musicale s'appuie sur la valorisation de la musique orchestrale par rapport à la musique de chambre. La pratique de la musique de chambre se tient plutôt dans les milieux de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie<sup>693</sup>. « L'Orchestre de la « Patrie Humaine » » semble être de nature amateur ;

---

691 Anonyme, « Correspondance et communications », *Les Temps Nouveaux*, art. cit., p. 4.

692 Anonyme, « Comité de l'entraide. Fête annuelle de l'entr'aide au profit des Emprisonnés Politiques et de leurs Familles », *Le Combat syndicaliste*, n° 141, 24 janvier 1936, p. 4.

693 Myriam Chimènes, *Mécènes et musiciens : du salon au concert à Paris sous la IIIe République*, Paris, Fayard, 2004, 776 p.

sans pouvoir cependant l'affirmer avec certitude. On remarque que la conception libertaire de la musique en dehors de pièces « révolutionnaires » s'inscrit dans des logiques d'émancipation du prolétariat de la conception dominante : ils proposent des pièces classiques et baroques alternatives aux music-halls des mêmes années. Seule la pièce de Paul Lacôme est une pièce d'opéra-comique composée vers 1900. La pièce de théâtre est une proposition contemporaine : Stéphane Berquier est un parolier semblant proche des milieux socialistes<sup>694</sup>. Une analyse quantitative des « communications », de journaux quotidiens, tel que les *Temps nouveaux* permettrait de fournir un aperçu des propositions menées par les groupes libertaires en termes culturels ainsi que la diffusion des idées grâce aux titres des causeries.

### *L'attitude face à la « culture de masse »*

Dans les années de l'entre-deux-guerres, la question de l'« américanisme » apparaît dans les milieux intellectuels tant réactionnaires que socialistes. C'est durant cette période que se développe l'usage de l'expression d'une « culture de masse », même si les historiens estiment que le phénomène en lui-même est antérieur<sup>695</sup>. En littérature, c'est autour d'un livre de Georges Duhamel que se structure cette pensée dans le cadre de l'irruption de romans américains en France dans les années 1920<sup>696</sup>. La critique s'applique évidemment à d'autres médiums. En effet, la « civilisation américaine » est perçue comme une « civilisation de masse ». Cette expression sert à qualifier la production culturelle qui émerge aux États-Unis, notamment avec la production spectaculaire du cinéma vers un plus large public. Dans les élites culturelles dominantes, ce changement de paradigme culturel est perçu sous le caractère de la « médiocrité » et du « vulgaire ». Cette réflexion s'inscrit dans des logiques de représentations dominantes de la culture.

Certains anarcho-syndicalistes, comme des marxistes, marxistes et socialistes, pensent ces productions culturelles. Leurs réflexions mêlent à la fois des propos de condamnation et de compréhension. En 1930, un article de Daniel Guérin interroge cette publication de Georges Duhamel : il tend à nuancer l'approche de condamnation systématique tant dans les

---

694 La caractéristique hypothétique de cette description repose sur une recherche dans le catalogue générale de la Bibliothèque Nationale de France qui ne fournit pas de détails supplémentaires.

695 Dominique Kalifa, *La culture de masse en France*, op. cit.

696 Daniel Couty, *Histoire de la littérature française*, Paris, Larousse, 2000, p. 640

milieux conservateurs que les positions théoriques de la Troisième Internationale. En effet, Guérin s'inscrit dans une représentation marxienne de la culture : c'est la superstructure économique du capitalisme qui détermine les expressions et contenus de la production culturelle et des pratiques des classes sociales. Dans le capitalisme sont contenus les éléments qui détermineront la société future suivant une approche déterministe marxienne : « si sa magistrale caricature de l'« américanisme » nous met en joie, nous ne pouvons admettre le dédain avec lequel il traite ces formes nouvelles de la vie sociale, dont Karl Marx a annoncé la venue irrésistible, et qui sont l'espoir aujourd'hui de tous les opprimés du globe »<sup>697</sup>. Guérin souhaite démontrer que l'approche de Duhamel est une approche classiste de la production culturelle. Elle repose sur un paradoxe : Duhamel ne peut pas reprocher aux ouvriers américains des pratiques culturelles qui leur sont proposées par le capitalisme alors même qu'ils ont été exclus « en dehors de l'Art » :

« Duhamel reproche d'abord à la civilisation américaine d'être une « civilisation de masse » et, en tant que civilisation de masse, d'être médiocre. Selon lui le cinéma « est un divertissement d'ilotes, un passe-temps d'illettrés, de créatures misérables, ahuries par leur besogne et leurs soucis » (merci pour les travailleurs!) En invoquant les grands noms de la musique, de la littérature et de la peinture, il s'écrie : « Beethoven, Wagner, Baudelaire, Vinci..., voilà vraiment l'Art. » Est-il possible de tenir langage plus impudent ? Si les travailleurs américains en sont réduits à chercher au cinéma des sensations artistiques certes bien maigres, n'est-ce pas, Duhamel, parce que la classe à laquelle vous appartenez les a laissés systématiquement en dehors de la culture, en dehors de l'Art, les a privés de Beethoven et de Wagner ? Et vous voudriez maintenant que, du premier coup, ils se haussent à la fréquentation de ces génies ? [...] Et si aux États-Unis vous avez souffert de la médiocrité des films présentés, ne vous êtes-vous pas demandé qui jetait en pâture aux travailleurs ces inepties, sinon le capitalisme ? Ne pouvant plus laisser ses exploités dans l'ignorance totale, il a monopolisé leurs plaisirs et les abêtit aussi sûrement en leur offrant des spectacles, que jadis en les privant »<sup>698</sup>

L'approche de Guérin est une approche nuancée de la question de la pratique culturelle « de masse ». D'un côté, il se dégage un intellectualisme qui tend à dénoncer les propositions capitalistes de la culture. En cela, il se rapproche de la dénonciation que faisaient les anarchistes au tournant du siècle envers le café-concert et le music-hall ou le roman-feuilleton. Avant la Première guerre mondiale, les anarchistes sont plutôt dans une condamnation systématique des approches divertissantes de la culture. La culture livresque et militante participent de l'idée d'une autonomisation et une intellectualisation des pratiques culturelles. Avec l'entre-deux-guerres, Guérin perçoit aussi de nouvelles expressions et

---

697 Daniel Guérin, « Civilisation de classe ou Civilisation de masse ? », *La Révolution Proletarienne*, n° 110, 5 octobre 1930, p. 5.

698 *Ibid*, pp. 5-6.

pratiques culturelles populaires accessibles déterminées par le capitalisme lui-même puisque la classe ouvrière subit autant qu'elle est un moteur du monde capitaliste. L'approche de condamnation de Duhamel n'est qu'un discours d'opinion proféré dans un milieu bourgeois. Finalement, les pratiques culturelles « de masse », comme le cinéma, ne sont qu'un moyen d'un prélude et d'une étape à une émancipation intellectuelle au-delà du contenu vis-à-vis du capitalisme :

« Ce que Duhamel appelle avec dédain une civilisation matérielle, c'est tout simplement celle qui assure aux travailleurs un minimum de bien-être et de dignité humaine : « Besoins nouveaux, désirs nouveaux ! » se lamente-t-il. Mais n'est-ce pas justement cela le progrès ? Faire de l'homme autre chose qu'une bête de somme. Lorsque ce minimum sera assuré, l'esprit sera libre pour la pensée, pour l'art, pour la vie intérieure. Et si aujourd'hui l'ouvrier américain s'ennuie, comme l'a remarqué Dubreuil, c'est que le capitalisme s'il lui abandonne parfois de meilleurs salaires, reste incapable de lui fournir un aliment spirituel : l'affranchissement matériel n'est que le prélude d'un autre affranchissement. »<sup>699</sup>

Le cinéma est un produit d'une massification de la culture pouvant servir à l'éducation du plus grand nombre<sup>700</sup>. Cette massification des pratiques culturelles permettrait de changer des pratiques issues de la minorité possédante vers des pratiques majoritaires et renouvelées :

« Depuis ces républiques helléniques dans lesquelles la culture inouïe d'une minorité avait pour contrepartie l'esclavage de la majorité, l'humanité n'avait jamais connu ni soupçonné d'autres formes de vie sociale. Cependant, quelle passionnante expérience, pour un intellectuel comme Duhamel, que l'apparition pour la première fois, d'une civilisation de masse, venant renouveler de fond en comble et rajeunir, avec ses réserves de cerveaux vierges, le vieux bagage humain ! »<sup>701</sup>

## 2.2 Moyens culturels au service de l'émancipation

### 2.2.1 Construction d'une « conscience de classe »

L'identification à un groupe social ressort de plusieurs manières dans les milieux anarchistes-syndicalistes : par la dimension économique des producteurs mais aussi une dimension symbolique transmise par un ensemble de productions culturelles (symboles,

---

699 *Ibid*, p. 6.

700 Nous percevons, ici, la même idée des pratiques culturelles « de masse », comme le cinéma, proche des conceptions de Walter Benjamin qui lui sont à peu près contemporaines.

701 Daniel Guérin, « Civilisation de classe ou Civilisation de masse ? », *La Révolution Proletarienne*, art. cit., p. 6.



musiques). La logique économique s'appuie sur la conception marxienne de la lutte des classes et de la divergence des intérêts entre la bourgeoisie et la prolétariat. La logique d'identification symbolique apparaît comme une dimension sociale et culturelle construite par le syndicalisme ou les groupes politiques socialistes. Cependant, elle n'est pas nécessairement perçue de la même manière selon les individus et leurs représentations idéologiques. Pour les syndicalistes révolutionnaires, la culture ouvrière et prolétarienne ne peut pas reprendre les codes des éléments culturels et nationaux de la bourgeoisie. Dans un article ironique repris dans *La Révolution prolétarienne*<sup>702</sup>, Sixte-Quenin interroge :

« À l'occasion de ces manifestations du 11 novembre, j'ai lu quelque part que nous avons tort de laisser aux gouvernants de la bourgeoisie française et étrangère, aux gagnants des gros lots, aux cabotins et aux fidèles de M. Taittinger, le monopole des visites à la tombe du soldat inconnu. Les ossements que l'on a placés sous l'Arc de Triomphe nous appartiennent, dit-on, autant qu'à d'autres, et nous ne devons pas plus longtemps les laisser accaparer par les ennemis du prolétariat. Surtout lorsque nous aurons un gouvernement de gauche, attendons-nous donc à voir, de temps à autre, les drapeaux rouges aller s'incliner sur la dalle de l'Étoile, aux sons d'une vibrante Marseillaise. Faut-il s'arrêter dans cette voie de l'imitation ? On ne saurait le penser. Pourquoi alors laisserions-nous à nos adversaires le monopole des cérémonies religieuses ? Notre-Dame de Paris et toutes les cathédrales nous appartiennent au moins autant que les morts de la guerre ; pourquoi ne pas en réclamer notre part de jouissance, pourquoi ne pas utiliser pour la propagande de gauche l'encens, la musique, la somptuosité des vêtements sacerdotaux et tout l'apparat de cérémonies qui impressionnent si fortement les foules ? Pourquoi laisser de si puissants moyens d'action à la disposition exclusive des nationalistes ? »

Le prolétariat ne peut aucunement reprendre les éléments culturels de la bourgeoisie au risque de trahir sa classe. Cependant, les catégories explicatives du monde ne doivent pas omettre la manière dont les individus se perçoivent eux-mêmes au risque de tomber dans la généralisation abusive. En effet, dans la logique anarchistes-syndicalistes, les pratiques culturelles populaires doivent s'accompagner d'un bagage intellectuel militant. Cette dynamique est reprise dans des organisations politiques comme la SFIO ou le PCF. Ce cadre idéologique de la distinction de classe du mouvement ouvrier a-t-il participé, historiquement, à la perception entre le « eux » et le « nous » dans les milieux populaires anglais<sup>703</sup> ?

---

702 Sixte-Quenin, « Oui, pourquoi ? », *La Révolution prolétarienne*, 10 décembre 1935, p. 6. L'article reproduit est issu du titre : *Le Populaire*, n° 4663, 18 novembre 1935, p. 6.

703 Richard Hoggart, *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1970, 420 p.

## *Les producteurs artistico-culturels prolétariés*

Avant la Première guerre mondiale, la FNBT et la CGT ont tenté de faire naître le « sentiment de classe » en structurant les éléments volontaires du mouvement ouvrier via le système de la production. Cette dynamique n'est pas propre à la France de ces années mais elle s'inscrit aussi dans l'espace européen durant le XIXe siècle. Dans les années 1890, la FNBT a tenté d'approcher les marins via les regroupements dans des lieux qui leur sont dédiés, permettant la propagande socialiste. En ce qui concerne les producteurs artistico-culturels, la même volonté d'intégration est présente chez les anarchistes-syndicalistes. Pour Pouget dans les années 1910, la classe des artisans, malgré sa différence au salariat, est liée aux intérêts de la classe ouvrière :

« Cette autonomie du paysan et de l'artisan, d'ailleurs conquise au prix de rudes efforts, est une émancipation d'autant plus illusoire que tous deux restent sous la dépendance du capitalisme et que leurs gains sont modiques, en comparaison de la somme de labeur qu'ils s'imposent. Ils sont des hybrides de la société, qui ne peuvent se classer exactement, ni dans la Bourgeoisie, ni dans le Salariat ; ils sont une survivance de l'Artisanerie et de la Paysannerie ; malgré que leur classification soit imprécise, leurs intérêts sont identiques à ceux de la Classe Ouvrière. »<sup>704</sup>

Il raisonne ici en matière d'« intérêts » collectifs : le critère économique est primordial pour constituer une prise de conscience collective. Dans les années 1930, Besnard formalise cette conception de manière très directe et assumée. Tout prolétaire est un individu qui ne vit pas de l'exploitation d'autres individus :

« En ce qui me concerne, je l'établis de la façon suivante : *Je considère que tout individu qui vit exclusivement du produit de son travail, qui n'exploite personne, appartient à la classe ouvrière, au prolétariat.* [...] Critérium trop sévère, classification arbitraire, s'écriera-t-on ? Pas du tout. Pour il n'y a pas l'ombre d'un doute ; l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille – l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : *le prolétariat.* »<sup>705</sup>

De plus, Besnard inclut bien les producteurs artistico-culturels classiques dans la classe prolétarienne. Certaines professions ne sont pas présentes dans cette énumération et ont, statistiquement pour Besnard, plus de chance d'appartenir à la bourgeoisie. La situation sociale des acteurs nous renseigne aussi sur la nature des débats sur l'appartenance de classe qui traverse le mouvement syndical durant les années de l'entre-deux-guerres. Par exemple, se

---

704 Émile Pouget, *Le Sabotage*, Paris, M. Rivière, s.d. [1911], pp. 8-9.

705 Pierre Besnard, *Le Monde nouveau*, op. cit., p. 26.

pose la question de la syndicalisation des fonctionnaires dont le corps professoral. En effet, les fonctionnaires n'avaient pas le droit à la syndicalisation jusqu'en 1910. La syndicalisation du corps enseignant doit permettre de les intégrer symboliquement à la même classe

Le projet idéologique est de réintégrer des situations de classes très diversifiées d'une manière monolithique. En effet, il apparaît nécessaire de séparer le fait que la mise au service de la bourgeoisie n'est pas nécessairement une obligation à adhérer à ses valeurs. De plus, la diversité des situations sociales a tendance à disperser la notion d'« intérêts » communs. Pour percevoir ces intérêts en commun, il faut aussi que les acteurs se représentent qu'ils les aient. Les actions et les pratiques de certains ne fournissent pas des indicateurs fiables pour les intégrations à des classes sociales :

« La rétribution inégale de leur effort, le caractère différent de leurs occupations ; la considération qui leur est accordée par leurs employeurs dans certains cas, celle qui découle parfois de leurs fonctions mêmes ; l'autorité qui leur est quelquefois déléguée et qu'ils exercent sous contrôle, l'abus qu'ils peuvent faire de cette dernière ; l'incompréhension totale de leur rôle exact, leur prétention de se situer hors des cadres de leur classe et de s'agréger à la classe adverse ne peuvent rien changer à leur situation sociale. Salariés ou non, ils vivent du produit de leur travail. Ils reçoivent d'un patron, d'un tiers, de l'État, la rémunération de leur effort. Ils sont, restent et demeurent des prolétaires. »<sup>706</sup>

La classe prolétarienne du syndicalisme doit dépasser le cadre du langage, de la perception d'entre-soi et esthétique : « Toutes les subtilités, tous les artifices de langage seront impuissants à changer quoi ce que soit à cet état de choses et, qu'ils le veuillent ou non, tous ces travailleurs sont appelés à s'unir, parce qu'ils ont des intérêts identiques. Leur association formera la synthèse de classe prolétarienne dans un avenir prochain »<sup>707</sup>.

Outre cette volonté théorique et écrite, l'image peut remplir un rôle tant dans son usage via l'écrit, dans les espaces de diffusion que dans les rapports interpersonnels entre les militants. Par exemple, *La Vie Ouvrière* propose ainsi des dessins de Grandjouan présentant certains intervenants lors du Congrès de la C.G.T. à Toulouse en 1910 (Marty-Rollan, Blanchard, Griffuelhes, Klemczynski, F. Marie, L. Niel et G. Yvetot)<sup>708</sup>. Cette logique identificatrice peut aussi se retrouver dans la photographie. *La Vie Ouvrière* publie quelques photographies de rassemblements de militants lors de grèves, de manifestations, d'applications syndicales ou de portraits dans les années 1910<sup>709</sup>. Elle commence à devenir

---

706 *Ibid*, pp. 26-27.

707 *Ibid*, p. 27.

708 Pierre Monatte, « Le Congrès de Toulouse », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 451-485.

709 Anonyme, « La quinzaine sociale », *La Vie ouvrière*, n° 55, 5 janvier 1912, pp. 67-80.

une pratique sociale qui peut participer de l'identification des individus à un groupe social autre que la logique spatiale et géographique. En effet, en analysant les pratiques et les formes, il est possible de constituer des logiques de groupes sociaux<sup>710</sup>. Par exemple, les délégations européennes en U.R.S.S., auxquelles participent Paul Dhermy, se prennent en photographie ensemble<sup>711</sup>. Mais aussi, de manière ambivalente, ils sont « mitraillés » par le régime bolchevique soulevant la question du risque de mise en scène<sup>712</sup>.

*Symboles culturels de la « classe prolétarienne »*

À partir de la seconde moitié du XIXe siècle, la volonté de structuration du mouvement ouvrier à l'échelle internationale passe aussi par son adoption et la constitution de sa symbolique. Les anarchistes-syndicalistes participent, comme d'autres acteurs, à sa symbolisation. Cependant, la symbolique varie selon les acteurs à travers leurs représentations. Cette symbolique reprend des médiums culturels de la transmission de valeurs ; elle entérine l'usage du drapeau, d'« images » ou les chants. Cette logique culturelle possède une dimension potentiellement irrationnelle même pour des penseurs socialistes mais elle est nécessaire à la structuration du mouvement ouvrier<sup>713</sup>. Par exemple, en Italie, Pelloutier rapporte comment des éléments symboliques participent de « l'organisation ouvrière » déployées par des structures et des organisateurs du mouvement ouvrier européen avec, sans doute, quelques stéréotypes vis-à-vis du « peuple latin » :

« Dans cette partie de l'île [Sardaigne], les *fasci* [syndicats locaux] ont débuté timidement ; mais aujourd'hui ils sont légion. Quelques agitateurs ont parcouru les campagnes, haranguant les foules pendant les jours de fête ou de foire, discourant, dans le dialecte sicilien, avec l'abondance d'images et d'allégories chère à ce peuple qui a gardé des Latins l'amour des mots sonores et des périodes musicales. Et ce peuple s'est passionné tout de suite pour le nouvel « évangile », *message* d'une ère de bien-être et d'amour, offert à sa piété et à sa souffrance. Maintenant tout gros village a son *fascio*. Les paysans, hommes et femmes, les mineurs par milliers, se sont fait inscrire. Le paysan va au *fascio* comme à l'église. Dans la salle des réunions, il accroche le portrait de Jésus, « le premier des socialistes », à côté de

---

710 Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, Robert Castel, Jean-Claude Chamboredon, *Un art moyen : essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1965, 360 p.

711 Paul Dhermy, « Témoignage prolétarien sur l'U.R.S.S. Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 5.

712 *Ibid*, p. 6.

713 Nous pensons, par exemple, à cette réflexion d'Antonio Labriola (1843-1904) ou d'Antonio Gramsci (1891-1937) sur le caractère mobilisateur et identificateur des éléments culturels symboliques que nous retrouvons, potentiellement appliqué dans l'exemple donné par Pelloutier.

ceux de Marx, de Mazzini, de Garibaldi et de son cheval blanc. le dimanche, les paysans se rendent au *fascio* en procession, par centaines, précédés des drapeaux rouges. S'ils ont avec eux un orateur, toute la population de la bourgade se porte à leur rencontre. Les femmes sèment sur leur passage des feuilles et des fleurs, et les enfants chantent en chœur l'*inno dei lavoratori* (hymne des travailleurs), dont le refrain paraphrase l'adjuration de Marx : *Se divisi siam canaglia, Stretti in fascio, siam potenti*. [Si, divisés, nous sommes la canaille, serrés en faisceau, nous sommes puissants]. »<sup>714</sup>

Le drapeau rouge sert de moyen d'identification des mouvements socialistes à une échelle internationale et apparaît comme un symbole de « l'internationalisme ouvrier ». Il acquiert sa dimension véritablement socialiste avec la Commune de Paris en 1871. En effet, la Commune l'adopte comme drapeau officiel même si sa présence est attestée dans des mouvements révolutionnaires antérieurs en France ou en Angleterre<sup>715</sup>. Le drapeau rouge revêt, pour les anarchistes-syndicalistes, une dimension syndicale et prolétarienne plus que politique. Dans leurs écrits, il possède plusieurs expressions possibles : une dimension abstraite pour des organisations en tant que signe de ralliement et une dimension concrète lors de pratiques ou d'événements sociaux. Par exemple, dans les années 1890, Georges Duroch estime que le mouvement mutuelliste se rapproche symboliquement des mouvements socialistes : « par ces diverses institutions, nous amenons la classe ouvrière à comprendre et à reconnaître l'utilité de l'organisation et alors, en contact avec les groupes essentiellement socialistes, les coopérateurs et les mutuellistes ne tardent pas à se ranger sous le drapeau rouge »<sup>716</sup> ou encore la volonté de rattacher les adolescents au milieu syndical : « lorsqu'on assiste à l'effort fait par les deux fractions de la bourgeoisie [réactionnaire et républicaine] pour embrigader les adolescents, on souhaite que la C. G. T. essaie elle aussi de rallier les jeunes à son drapeau »<sup>717</sup>. Le drapeau fonctionne ici comme potentiel élément réificateur des diverses organisations ouvrières. Deuxièmement, ce drapeau rouge est présent généralement dans les textes rapportant des événements ou des pratiques ouvrières comme les grèves ou les manifestations. Son usage n'est pas uniquement attesté en France dans le corpus étudié : il

---

714 [Fernand Pelloutier], « L'organisation ouvrière en Italie. « I fasci del lavoratori » », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 12, 1<sup>er</sup> janvier 1898, p. 8.

715 Maurice Dommanget, *Histoire du drapeau rouge : des origines à la guerre de 1939*, Paris, Éditions Librairie de l'Étoile, 1967, 502 p.

716 Georges Duroch, « Historique du mouvement corporatif. La Fédération nationale des Syndicats et Groupes Ouvriers de la Voiture », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 4, 1<sup>er</sup> mai 1897 p. 11.

717 L[ucien]. et M[aurice]. Bonneff, « La Propagande Communiste dans les Syndicats », *La Vie ouvrière*, n° 19, 5 juillet 1910, p. 9. Ces deux frères, morts pendant la Première guerre mondiale, sont des militants socialistes et enquêteurs sociaux. Pour des informations biographiques, nous référons à la notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article77977>, notice BONNEFF Léon et Maurice (pseudonyme GIVRY André), version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 1er novembre 2021. [Consulté le 14/09/2022]

apparaît en Italie où « le dimanche, les paysans se rendent au *fascio* en procession, par centaines, précédés des drapeaux rouges »<sup>718</sup> ou encore aux États-Unis où « comme autrefois [les ouvriers immigrés italiens] surent se révolter contre l'habitude chère aux américains de faire flotter « le drapeau étoilé » aux côtés du drapeau rouge prolétarien »<sup>719</sup>. Le drapeau rouge apparaît comme un symbole allant contre les prétentions à la constitution des états via des symboles comme les drapeaux nationaux. En effet, il s'inscrit dans une logique oppositionnelle et propose une alternative en lien avec des représentations idéologiques du socialisme. La réponse est circonstancielle : c'est parce que les États adoptent des drapeaux nationaux durant le XIXe siècle que la réponse du mouvement socialiste, qui essaye de s'abstraire de la pensée nationaliste, adoptent une expression similaire.

Cette logique identificatoire est mêlée à la dimension répressive qui s'abat sur le drapeau rouge. En effet, les individus qui constituent la bourgeoisie participent, eux aussi, de la constitution de la symbolique en lui reconnaissant une place et une capacité performative. Par exemple, sur la répression des organisations ouvrières en Argentine en 1910, l'article dix précise que « les emblèmes, étendards ou drapeaux connus comme caractéristiques de telle ou telle association prohibée (Art. 7) ne pourront être exhibés dans les réunions, qu'elles aient lieu en *local fermé* ou à l'air libre »<sup>720</sup>. En France aussi, les auteurs rapportent des faits de nature répressive contre le drapeau rouge. Dans des circonstances à dimension nationaliste comme la célébration du 14 juillet, Pouget rapporte plusieurs fois que l'usage provocateur du drapeau rouge mène à la répression de son auteur :

« Nom de dieu ! Ce sont les flickards d'Avignon qui ont été emmerdés le soir du 14 juillet. Comme les troubades parcouraient la ville sonnante et tambourinant la retraite, un copain à poil, Chabreu, un anarcho, a crânement déployé le drapeau rouge, celui des bons bougres, - sur lequel était écrit : « Mort aux tyrans, vivre en travaillant ! » [...] Les sergots se sont jetés comme des furieux sur Chabreu pour lui arracher son drapeau. Je comprends, mille bombes ! que nos gouvernants républicains ne puissent tolérer l'inscription : « mort aux tyrans ! » et que celle de « vivre en travaillant ! » foute en rage toute la séquelle de ces jean-foutres qui ne savent que voler et faire turbiner les autres à leur bénéfice. »<sup>721</sup>

Parfois, plus que la dimension provocatrice, c'est parfois sa simple présence qui dérange. Par exemple, il sert de point de ralliement dans des localités qui n'ont pas d'espaces et de lieux de

---

718 [Fernand Pelloutier] « L'organisation ouvrière en Italie. « I fasci del lavoratori » », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 8.

719 Alberto Argentieri, « La grève des Tisseurs de Lawrence », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 744.

720 Eduardo G. Gilimon, « Au secours de l'Argentine ! », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 329.

721 Émile Pouget, « À Avignon », *Le Père Peinard*, n° 24, pp. 11-12.

réunions ouvriers. Le syndicat d'Auboué indique sa présence avec un drapeau rouge ce qui entraîne des conséquences sur le propriétaire du local :

« Le drapeau rouge flottait, à titre d'indication, à la fenêtre. Le propriétaire de la chambre non seulement ne put s'embaucher à la mine, mais il reçut encore la visite du maire et des pandores qui se récrièrent contre ce drapeau syndical constamment arboré et il fut menacé d'ennuis s'il tolérait cela plus longtemps. Comme ce brave homme tient un café, on lui refusa systématiquement la permission de faire danser. La perte éprouvée dans son commerce, toutes ces tracasseries, obligèrent le petit noyau de camarades à transporter ailleurs leur matériel syndical. »<sup>722</sup>

La dimension répressive du politique est perçue ici comme une volonté de déstructuration du mouvement ouvrier et syndical participant de l'association entre les pouvoirs politiques et les pouvoirs économiques. Refuser politiquement l'organisation des ouvriers de la ville, c'est se faire l'allié du patronat local.

Cependant, le drapeau n'est pas toujours perçu comme un élément symbolique et culturel bien identifié avec le syndicalisme. À partir de sa constitution en 1895, un symbole culturel que souhaite mettre en place la C.G.T. est celui du label syndical. Il met en avant le fait que la production a été effectuée par des ouvriers syndiqués. Cependant, comme le drapeau, la conception du label syndical varie en fonction des acteurs et de leurs positions idéologiques au sein de la C.G.T. Originellement, mis en place par le syndicalisme américain, Auguste Keufer, dirigeant de la Fédération du Livre, va tenter de l'importer en France. Il est appliqué pour les productions de cette fédération à partir du congrès de Marseille en 1895, notamment pour les journaux. L'idée est admise au niveau confédéral à partir du Congrès de Tours en 1898 et précisé en 1900. L'affrontement entre la Fédération du Livre et la C.G.T. révèle des divergences idéologiques sur la conception du syndicalisme : le label de métier souhaité par la Fédération du Livre apparaît comme une pratique réformiste et corporative tandis que le label confédéral s'inscrit plutôt dans une démarche révolutionnaire<sup>723</sup>. En 1910, Pierre Monatte, en tant que syndicaliste révolutionnaire appartenant à la Fédération du Livre, fait ressortir la teneur de ces débats internes. La scission entre conception « réformiste » et « révolutionnaire » est bien présente à laquelle s'ajoute des luttes internes d'ordre pratique comme la participation financière pour les cotisants via les timbres confédéraux :

« Comment le Livre observe-t-il la discipline à l'égard des décisions de la C.G.T. ? Elle ne veut pas du label confédéral. Au Congrès de Bordeaux, on a distribué à 10.000 exemplaires un opuscule contenant le panégyrique de Keufer avant sa mort.

<sup>722</sup> Adolphe Chabos, « Ce que j'ai vu en Meurthe-et-Moselle », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 522.

<sup>723</sup> Jean-Pierre Le Crom, *Les acteurs de l'histoire du droit du travail*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, pp. 297-309.

J'ai proposé d'y mettre le Label confédéral. On a refusé. Relis, Liochon, la *Typographie française* ; Keufer disait qu'il ne fallait pas de discréditer auprès des patrons en mettant « Confédération Générale du Travail » dans le Label du Livre. Camarades critiqueurs, observez donc les décisions des Congrès. Au Congrès du Livre de Bordeaux, on refuse de dire si le Livre a pris tous les timbres à la C. G. T. Le rapport financier constate qu'il n'y en a eu que 5.000 de prix au lieu de 10.000. La Fédération a demandé le retrait de ce passage. Marck a refusé. Liochon a dit que la Livre ne pouvait pas voter le rapport confédéral. Mais jamais le Livre ne pourra voter un rapport. Nous voulons l'abolition du salariat, la lutte contre le patronat. Au Livre, on veut l'entente avec le capital. »<sup>724</sup>

C'est pourquoi, la Confédération Générale du Travail, avec les dirigeants syndicalistes révolutionnaires à sa tête, souhaite mettre en place un *Label syndical* stylisé qui servira d'outil de reconnaissance entre syndicats révolutionnaires. Le label doit être une expression exprimant plus que la dimension corporative du métier, même s'ils admettent l'idée car elle permet de syndicaliser et de résister un nivellement patronal. Dans sa brochure sur la C.G.T., Paul Delesalle estime ainsi qu'« un double résultat se trouve donc atteint par la *Marque Confédérale* : rendre plus efficace la solidarité ouvrière et donner un signe distinctif, permettant à première vue, de reconnaître si on a affaire à un syndicat rouge ou jaune »<sup>725</sup>. Il lui semble important de posséder ces signes distinctifs dans une période de regroupements politiques et idéologiques afin de renforcer des dynamiques de groupes. Ils esthétisent ainsi leur appartenance de groupe social. À l'échelle local, ce label se retrouve associé au drapeau rouge dans certaines circonstances : « Plus de 3.000 personnes suivaient, par les rues de Dunkerque, le drapeau rouge du syndicat, orné du label confédéral »<sup>726</sup>. Le syndicat de Dunkerque est mené essentiellement par des militants de tendance révolutionnaire qui suivent les directives confédérales dans ces années encore marquées par l'hégémonie de la tendance révolutionnaire à la direction.

La musique peut aussi remplir ce rôle identificatoire à la classe prolétarienne et notamment les chants révolutionnaires. La chanson anarchiste et libertaire française s'inscrit dans un ensemble d'éléments : les chants révolutionnaires, leurs pratiques sociales et des chansonniers. Son influence est importante surtout jusqu'en 1914<sup>727</sup>, ce qui n'empêche pas son usage dans la période de l'entre-deux-guerres. La chanson sert généralement de système de transmission de valeurs ainsi qu'expression de reconnaissance de groupes sociaux. C'est le cas pour les milieux libertaires et ouvriers. L'Internationale, dont le chant a été écrit lors de la

---

724 Pierre Monatte, « Le Congrès de Toulouse », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 475.

725 Paul Delesalle, *La Confédération générale du travail. Historique, constitution, but, moyens...*, Paris, La Publication sociale, 1907, p. 14.

726 A. Willaert, « La grève du bâtiment de Dunkerque », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 92.

727 Gaetano Manfredonia, *La chanson anarchiste*, op. cit.



Commune de Paris en 1871, joue le rôle d'identification à la structuration du mouvement anarchiste et plus généralement des milieux qui s'identifient au mouvement ouvrier. Ce chant acquiert une dimension contestataire même dans les rangs du prolétariat et l'on retrouve son évocation spécifique dans les écrits valorisant l'imaginaire de la Révolution. Il apparaît sous différentes formes : par exemple, elle prend la dimension de reconnaissance et de résistance même dans des structures normatives comme la caserne : « Pire même, il ne pouvait se fier qu'à demi aux gardes municipaux, – dans leurs casernes, on susurrant l'*Internationale* »<sup>728</sup>. Dans les années 1910, la même idée est présente en l'associant à d'autres chants antimilitaristes : Robert Louzon note, lors de son service militaire, que des ouvriers parisiens chantent d'autres œuvres :

« Le hasard m'avait fait tomber dans une section composée uniquement de Parisiens. Eh bien ! La chanson de marche qui retentissait dès qu'il n'y avait pas d'officiers trop près, c'était le 17<sup>e</sup> de Montéhus<sup>729</sup>. [...] Et cela n'est pas un fait isolé. Il est extrêmement rare que quelqu'un qui revient de faire une période n'ait pas un incident antimilitariste à signaler. [...] tantôt c'est l'*Internationale* éclatant au milieu de la manœuvre, tantôt ce sont des publications antimilitaristes répandues à profusion dans les chambrées et dont les auteurs ne sont jamais découverts grâce à la complicité de tous, etc., etc. »<sup>730</sup>

Pour Pouget, dans son récit du moment révolutionnaire, l'*Internationale* peut même posséder un caractère prémonitoire car elle peut souligner et marquer le fait de la révolte. Le chant remplit un rôle psychologique pour le public en lui faisant entrevoir la possibilité de la société anarchiste :

« Et quand, après une brusque accalmie, en un rythme grandiose, les strophes grondantes de l'*Internationale* déferlèrent sur l'interminable cortège, on eut la sensation que la chanson se muait en acte, que la « lutte finale » qu'elle annonçait n'était pas pour demain, mais pour aujourd'hui, pour tout de suite... Alors, sur cet océan humain passa le frisson des émotions décisives ; chacun fut secoué jusqu'au plus profond des moelles. »<sup>731</sup>

Cette vision identificatoire n'est pas uniquement présente sur le territoire français. De même, lors de la guerre civile espagnole dans les années 1930, ce chant est perçue par les révolutionnaires espagnols comme un chant ouvrier et révolutionnaire au même titre que la *Marseillaise* : « Quand ils ont suffisamment discuté, ils s'en vont sifflant une retentissante *Marseillaise* ! D'autres en groupe, dans un coin, pressés autour d'un morceau de papier,

---

728 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., p. 85.

729 Il s'agit d'un chant antimilitariste rapportant la désobéissance militaire lors de la tentative de reprise de canons sur la Butte Montmartre lors de la Commune de Paris.

730 R[obert] Louzon, « Cavaignac, Thiers, Briand », *La Vie ouvrière*, n° 15, 5 mai 1910, p. 518.

731 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., p. 47.

déchiffrent et épellent l'Internationale. Ils ont tout à apprendre. les jeunes gens grandis sous la dictature et ils ont une telle tâche devant eux »<sup>732</sup>. Toutefois, la perception d'un chant comme *l'Internationale* varie en fonction de l'attitude des acteurs par rapport au contexte. Avant la Première guerre mondiale, il semble qu'elle est toujours perçue de manière positive. Dans la période de l'entre-deux-guerres, les auteurs dans *Le Combat syndicaliste* et *La Révolution prolétarienne* en ont une vision plus nuancée dans leurs écrits dans leurs rapports avec le PCF ou lors des visites en Russie bolchevique. En effet, l'adoption du chant par le régime n'empêche pas la répression et les mauvaises conditions de travail. Le fait de chanter ne fait pas du chanteur un militant aguerri aux questions sociales, économiques et militantes.

De plus, certains éléments culturels ont une dimension nationale et contextuelle. En effet, la mise en lumière de certains chants spécifiques dans les textes français sert bien un rôle symbolique mais il ne s'agit pas d'omettre les chants spécifiques des mouvements ouvriers et socialistes en fonction des contextes nationaux qui ne ressortent pas nécessairement dans la production. Il faudrait voir comment les symboles s'échangent entre les composantes nationales du mouvement ouvrier.

## 2.2.2 Du côté des producteurs : journalistes et littérateurs

### *Travail d'écriture des militants*

La volonté d'écrire des militants issus des milieux ouvriers et populaire bénéficie d'un contexte favorable à la fin du XIXe siècle. En effet, les conditions sociales d'accès à la presse et plus généralement à l'écriture, le système éducatif républicain, des moyens de publication simplifiés ou encore des dispositions légales comme la loi sur l'autorisation de la presse en 1881 rendent possibles l'émergence d'auteurs aux origines sociales populaires. De plus, certains éléments du mouvement ouvrier ont développé une appétence pour l'écriture et notamment le milieu journalistique comme un moyen d'expression. Les textes syndicalistes rendent compte de ce rapport à l'écriture. Pouget met en avant la dimension non financière de son engagement journalistique : « Quand j'ai débuté dans ce sale métier de journaliste, j'étais à la hauteur de quelques roues de derrière – car crétin on gagne davantage à foutre des demi-

---

732 Jean-Pierre., « Le printemps d'une révolution. Deux jours à Barcelone », *La Révolution prolétarienne*, n° 118, 5 juin 1931, p. 8.

semelles ou des pièces invisibles, qu'à enfile des phrases et à pondre des articles. Les pièces de cent sous ont déguerpi quatre à quatre, et aujourd'hui, tonnerre, y a pas à tortiller, faut que la vente des flanches rapporte le nécessaire, sans quoi, maccache bono »<sup>733</sup>. En effet, il explique que *Le Père Peinard* n'est pas un titre rentable mais que le titre permet la continuité de son écriture. C'est probablement un engagement social et politique qui pousse Pouget à écrire. Même démarche d'engagement chez Pelloutier où l'écriture permet à l'ouvrier de développer un ensemble de connaissances propres à son monde. Cependant, en devenant la propriété de la FNBT, l'organe *L'Ouvrier des deux mondes* doit pouvoir être alimenté par des propositions d'articles des Bourses du Travail. Par exemple, la première commission de rédaction désignée est composée d'Amiens, Carcassonne, Montpellier, Nevers, Saint-Étienne et Tours<sup>734</sup>. On passe ainsi de la proposition d'un homme à une proposition d'organisation collective, même si la maladie de Pelloutier a sans doute influencé cette décision et qu'il reste auteur après ce changement de propriété. Dans son rapport, Paul Delesalle rapporte l'idée que le titre de la C.G.T. naissante doit rester l'organe du plus grand nombre et qu'un groupe ne pas rester à la tête de la publication : « La confection de l'organe confédéral, tous nous nous en rendons compte, est chose fort difficile. Mais, pour qu'un noyau de Camarades, pleins de bonne volonté, nous en sommes convaincus, ne parvienne pas un jour à s'ériger en censeurs, nous prévoyons qu'en dernier ressort le Comité confédéral reste seul juge des articles, notes ou communications qu'il y aurait lieu d'insérer ou de ne pas insérer dans l'organe confédéral »<sup>735</sup>.

Pour *La Vie Ouvrière*, la volonté de monter et d'écrire pour une revue repose sur une logique amicale ou, du moins, de connaissances. En effet, Monatte explique que la volonté du titre a été lancée avec Merrheim, Picart et d'autres militants. Il s'agit d'un projet collectif par rapport aux titres lancés par Pelloutier et Pouget. La volonté d'approfondir certains sujets et connaissances supposent des travaux de recherches et donc la répartition de la charge d'écriture : « Il y a longtemps qu'avec Merrheim, de la métallurgie, avec Picart, du bâtiment, avec d'autres encore, nous avons l'idée d'une revue pour les militants ouvriers. Cela remonte loin, à près de trois ans avant le quotidien *la Révolution*<sup>736</sup>, avant l'hebdomadaire *l'Action*

---

733 Émile Pouget, « Bonne année », *Le Père Peinard*, n° 45, 12 janvier 1890, p. 6.

734 Fernand Pelloutier, « Partie officielle », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 3.

735 Paul Delesalle, *Rapport sur la question de l'unité ouvrière présenté aux congrès des bourses du travail, à Alger et corporatif, à Montpellier, en 1902 par l'Union des syndicats de la Seine*, Paris, Imprimerie nouvelle, 1902, p. 17.

736 *La Révolution. Quotidien de lutte sociale* est le titre lancé par Émile Pouget, après son départ de la gestion de *La Voix du Peuple* en 1908. Il est publié durant la seule année 1909. Pour des renseignements

*Directe*<sup>737</sup> »<sup>738</sup>. On voit ici que la volonté du groupe est de proposer un titre durable en lien avec l'idéologie syndicaliste révolutionnaire. La volonté internationale a, comme contrepartie, la difficulté de trouver des correspondants ou des militants ayant les connaissances pour traiter des événements non-français, comme la langue pour lire les journaux non francophones. Cependant, « en France, les sympathies actives ne nous font pas défaut. Aussi nous sommes tranquilles ; tout ce qui boîte, nous mettrons droit »<sup>739</sup>. Le caractère non-professionnel de la tenue de la revue est bien présent car les militants doivent faire leur apprentissage tant dans la gestion que dans l'écriture : « Nous voudrions réaliser pleinement la conception que nous avons de la *Vie*. Nous avons un apprentissage à faire ; nous le poursuivons ; nos camarades – généralement des militants inhabitués à écrire pour une revue – eux aussi »<sup>740</sup>. Dans le courrier des lecteurs certains militants peuvent demander à d'autres d'écrire sur des sujets qu'il maîtrise : « Ne pourrais-tu pas trouver un camarade qui développerait cette idée [de la coopérative] mieux que je ne le peux et à qui la *Vie Ouvrière* servirait de tribune ? Il y a encore un grand effort d'éducation des masses à faire de ce côté-là ? »<sup>741</sup> ou encore avec une part d'initiatives individuelles comme pour l'article sur les dentellières : « En préparant un questionnaire assez précis envoyé à beaucoup de collègues, je pourrais compléter mes renseignements. La vie des dentellières est aussi intéressante que celles des ouvrières à domicile, dont on parle tant, et elle est moins connue. Si, par conséquent, vous désirez pour la *Vie Ouvrière*, une étude sur cette question, je pourrais la faire, et même, j'y prendrais plaisir »<sup>742</sup>. En réponse certains auteurs expliquent leur volonté de nourrir la réflexion des autres lecteurs : « Voulez-vous que je vous parle comme à des camarades ? Je m'adresse pas qu'aux instituteurs qui pourront lire ceci : je m'adresse plus droit, plus affectueusement aux travailleurs. Sans doute je suis un professeur, mais mon père est un ouvrier : je me considérerais comme un ingrat si je n'étais pas révolutionnaire. Lisez cet article ainsi qu'une lettre : c'en est une. J'ai certainement quelque chose à vous dire de vos enfants. Et vous aurez quelque chose à me dire, peut-être, de la pédagogie »<sup>743</sup>.

---

supplémentaires, nous référons à la fiche Bianco : <https://bianco.ficedl.info/article1878.html>

737 *L'Action directe. Pages syndicalistes révolutionnaires* est un titre collaboratif publiant neuf numéros entre juillet 1903 et février 1905. Pour des renseignements supplémentaires, nous référons à la fiche Bianco : <https://bianco.ficedl.info/article26.html>

738 Pierre Monatte, « La réunion des abonnés », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 158-159.

739 *Ibid*, p. 162.

740 *Ibid*, p. 161.

741 Paul Riebke., « Parmi nos Lettres. Producteurs et Consommateurs », *La Vie ouvrière*, n° 68, 20 juillet 1912, p. 516.

742 [Jean Vidal], « La condition des dentellières de la Haute-Loire », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 173.

743 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 291.

La volonté d'écrire un ouvrage est souvent explicitée dans les préfaces ou les avant-propos. La publication d'ouvrage répond à des problématiques différentes par rapport à la presse ou des brochures. En effet, il s'agit d'un système de publication généralement plus compliqué : là où l'article publié dans la presse peut l'être sous la forme d'une brochure, le livre présuppose généralement des contraintes de publications plus importantes. En matière littéraire, la figure mythifiée de l'écrivain peut apparaître. Par exemple, Sadi de Gorter use de cette dimension pour parler d'Henry Poulaille :

« Où ce diable d'homme avait-il appris à écrire ? Personne au juste ne le sait. En classe, ses rédactions d'enfant étaient lues par le maître. Un jour celui-ci refusa de coter une description du métro, raconte Robert Laurent, car il croyait à une copie. En fait, à 12 ans, Henry Poulaille avait écrit une demi-douzaine de romans, livres d'aventures fabuleuses. Une de ces histoires, écrite sur des cahiers à deux sous, s'intitule « Les Trois Conspirateurs ». Malgré le démenti de l'Histoire, l'enfant Poulaille y raconte que le cardinal de Richelieu fut assassiné par de Thou et de Loynes. Le futur romancier était sur la voie de la justice. »<sup>744</sup>

Cette dimension joue un rôle mémoriel et de construction de la figure de l'idéal-type militant. Le processus d'écriture peut faire l'objet d'un caractère plus pratique. Dans ces deux ouvrages des années 1930, Pierre Besnard explique qu'« à la demande de nombreux lecteurs et camarades, j'écris donc ce second ouvrage et je le consacre à l'examen des tâches constructives révolutionnaires »<sup>745</sup>. Le processus de l'écriture semble donc être une volonté collective, engagé par un individu afin de servir probablement en retour la propagande du groupe anarcho-syndicaliste. De plus, l'écriture est aussi un travail de longue haleine qui peut occulter la place des compagnes de militants et les échanges interpersonnels. Ainsi, Besnard rapporte qu'il a été aidé par Lucie Job<sup>746</sup> :

« À Lucie Job, ma chère et bien aimé compagne, je dédie ce livre. Elle a sa part dans cette œuvre que, sans elle, je n'eusse sans doute jamais entreprise. Non seulement elle m'a encouragé et décidé à accomplir cette tâche, mais il n'est pas un seul chapitre sur lequel elle n'ait formulé les plus judicieuses observations et les plus justes réflexions. Bien souvent, elle m'a obligé à préciser tel ou tel point, à exprimer plus clairement telle ou telle idée, à exposer plus nettement telle ou telle tactique. Elle m'a surtout réconforté dans les moments de dépression et, par la douce quiétude qu'elle s'est ingéniée à me procurer, elle m'a permis de travailler dans une atmosphère particulièrement favorable à l'éclosion de ma pensée. Qu'elle trouve ici

---

744 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 1.

745 Pierre Besnard, *Le Monde nouveau*, op. cit., p.5.

746 Militante anarchiste et compagne de Besnard à partir de 1928, elle a participé au processus d'édition de l'ouvrage *Le Monde nouveau* en 1934. Pour des renseignements biographiques, nous référons à la courte notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article155280>, notice JOB Lucie [Dictionnaire des anarchistes], version mise en ligne le 24 mars 2014, dernière modification le 1er janvier 2019. [Consulté le 06/09/2022]

la tendre expression de toute ma reconnaissance pour son admirable dévouement à notre Cause commune. »<sup>747</sup>

Cet exemple montre aussi les processus sociaux d'écriture qui sont généralement invisibles dans l'objet-livre fini où certaines femmes de militants apparaissent très peu alors qu'elles peuvent avoir relu, réécrit ou écrit directement des passages signés au nom de leur compagnon. Peut-être Maria Ridel, la compagne de Pelloutier dont on sait qu'elle l'a aidé dans sa maladie, a-t-elle participé aux processus d'écriture de certains textes ou Léona Delesalle, qui l'aide à la gestion de leur librairie, partage-t-elle sans doute une appétence pour l'écriture et la réflexion militante ?<sup>748</sup>

### *Utopie et idéologie de la presse*

Dans son ouvrage utopique, plus que le moyen, Pouget remet en question la manière de fonctionner en sein des rédactions. Le journal deviendrait « le produit de l'entente et de l'effort autant du point de vue matériel, qu'intellectuel » suivant le modèle de la libre association :

« Dès la victoire, une autre mesure fut prise spontanément : des équipes d'écrivains révolutionnaires ainsi que d'ouvriers d'imprimerie, avisèrent à assurer la réapparition des journaux. Il était normal que, les conditions sociales se trouvant bouleversées, les conditions d'édition le fussent aussi. [...] Désormais, le travailleur n'étant plus serf du capitaliste, le salaire étant aboli, les conditions de fabrication des quotidiens devaient être différentes : ils ne pouvaient être que le produit de l'entente et de l'effort autant au point de vue matériel, qu'intellectuel, – des ouvriers de toute catégorie, œuvrant pour les jeter dans la circulation. Par conséquent, ils ne pouvaient que traduire les aspirations et refléter les espérances du peuple. »<sup>749</sup>

Au lendemain de la révolution, la presse serait un moyen gratuit auquel on pourrait avoir accès grâce à des « bons de luxe » disponibles sous deux formes : une première sous la forme d'une gazette apportant des nouvelles sur le modèle des dépêches des agences de presse et une seconde sur le modèle d'une presse spécialisée. Une dimension de science-fiction est présente avec l'idée que les dépêches pourraient être amenées via des modules installés directement dans les maisons. De plus, une référence au poste radiophonique personnel est présente

---

747 Pierre Besnard, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, op. cit., p. 5.

748 Les deux militantes citées ne possèdent pas de fiches dans le Maitron.

749 Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., pp. 107-108.

puisque les maisons auraient à disposition des outils de diffusion sonores. En effet, la radiophonie grand public apparaît en 1922 avec la création de la radio publique :

« En plus de cette gazette permanente, qui, à toute heure, à toute minute, mettait les événements sous les yeux de tous, des éditions imprimées paraissaient, dont le service gratuit était fait à tous les organismes sociaux, aux bibliothèques, aux clubs, aux salles publiques. Les particuliers pouvaient, par une dépense en « bons » de luxe, s'abonner, soit aux éditions imprimées, soit à la gazette permanente. En ce dernier cas, des appareils récepteurs étaient installés chez eux et la transmission imprimée et photographique se continuait sans arrêt, tandis que la transmission orale était enrayée ou établie, au gré de l'abonné, par la manœuvre de commutateurs. »<sup>750</sup>

Le second modèle des revues de presse spécialisées s'inspire de la réalité sociale contemporaine avec leurs essors<sup>751</sup>. Dans une société libertaire, il n'y aurait aucune contrainte et la liberté serait totale à la seule condition qu'on trouve un lectorat qui fournit l'équivalent en bons de la production du titre ou que l'on utilise ces propres bons pour le créer. Un auteur qui déciderait de s'investir pleinement dans sa création pourrait changer de fédération de métier impliquant l'idée d'une grande mobilité professionnelle : « Souvent l'auteur devait, de ses personnels « bons », couvrir les frais d'impression de son œuvre, – quitte à en recevoir remboursement au cas de succès. D'autre part, il advenait aussi qu'il pût, pendant un temps proportionné à l'importance de ce succès, s'abstenir de sa fonction sociale, ce qui lui permettait de s'adonner complètement à l'élaboration d'une œuvre nouvelle »<sup>752</sup>. Cependant, si leur titre a du succès, il ne pourrait en aucun cas gagner une rémunération supplémentaire par des bons et l'excédent par rapport aux autres professions ne pourrait être réinvesti que dans ce titre. Le plaisir réside plus dans l'apport social et culturel d'une telle démarche que dans son aspect mercantile :

« Outre cette publication, de nombreux journaux et revues paraissaient, littéraires, philosophiques, scientifiques, sociologiques ou autres, édités par des personnalités ou des groupes. La question de la liberté de la presse ne se posait pas, - le champ de la critique était illimité. Le mécanisme de ces publications était simple : les initiateurs recrutaient des abonnés, qui souscrivaient en bons de luxe, - ou bien, avec leur part personnelle de « bons » ils faisaient les premiers frais. S'il affluait assez d'abonnés pour que soient équilibrés les frais de la publication, celle-ci continuait. Il advenait même que le ou les éditeurs de ce journal ou de cette revue s'adonnent entièrement à l'administration de leur œuvre, si le nombre des abonnés croissait suffisamment. Ils sortaient alors de leur syndicat professionnel et s'incorporaient dans les syndicats de journalistes ou de littérateurs. Leur rémunération sociale ne variait pas avec ce changement, - ni même avec le succès de leur publication ; tout au plus pouvaient-ils obtenir le remboursement des bons de luxe qu'ils avaient personnellement avancés pour garantir les premiers numéros. La seule chose qui leur

---

750 *Ibid*, p. 269.

751 Jacqueline Pluet-Despatin, Michel Leymarie, Jean-Yves Mollier, *La Belle-Époque des revues : 1880-1914*, *op. cit.*

752 *Ibid*, pp. 270-271.

était possible, si le nombre des abonnés grandissait au point de dépasser la marge des « frais », c'était d'améliorer la publication. Mais, si les initiateurs de ces publications particulières ne recevaient pas de rémunération plus élevée que quiconque, ils avaient le plaisir de répandre leurs idées, de divertir, d'intéresser, de passionner leurs contemporains. »<sup>753</sup>

Concernant la diffusion et la médiation, les différents types de publication seraient édités par les syndicats du livre que permet le principe de la C.G.T. et diffusés gratuitement dans des espaces spécifiques avec un accès gratuit comme les bibliothèques ou dans les magasins échangeables contre des bons en tant que produits de luxe. Cette liberté et cette gratuité entraînerait une large diffusion des nouvelles œuvres sans les critiques du public puissent stopper sa diffusion. La production littéraire et de presse ne pourrait que sortir grandie de cet engouement par les échanges entre les groupements et individus :

« La publication des ouvrages divers, romans, poésies, œuvres de science, d'histoire et autres s'effectuait à peu près de même manière : les syndicats du livre se chargeaient de l'édition et ces ouvrages, outre une large diffusion gratuite dans les groupements et les bibliothèques, étaient mis en vente, dans les magasins et dépôts sociaux, comme produits de luxe. [...] Grâce à cette organisation de la production littéraire, d'art et de luxe, les œuvres nouvelles se faisaient jour sans que leurs auteurs aient à lutter contre l'hostilité ambiante ; sans qu'ils aient à surmonter routine et préjugés, sans calvaire à gravir. C'est que, nulle barrière ne se dressait entre elles et le public. Il y avait chez les individus et dans les groupements une souplesse et une largeur de vues qui les ouvrait aux idées originales, aux souffles nouveaux ; à la zizanie succédait la camaraderie et, de partout émanait une bienveillance sereine. »<sup>754</sup>

### 2.2.3 Des pratiques culturelles en fonction des publics

#### *Ouvriers et ouvrières « inorganisés »*

Sous toute la période de la Troisième République, un des moyens de transmettre les idées syndicales est la figure de l'orateur. Il peut être un premier moyen pour les faire connaître aux ouvriers inorganisés avant d'autres expressions culturelles :

« Le second avantage que je veux vous citer, et ce n'est pas le moindre, c'est la facilité de la propagande dans les coopératives ; la facilité avec laquelle on peut instruire la foule inconsciente. Oui, nous pouvons, dans les réunions familiales des coopératives, inculquer, peu à peu, des idées plus généreuses ; nous pouvons et nous devons extirper ces sentiments d'intérêt personnel égoïste et étroit, que possèdent encore la généralité des ouvriers. Les militants ont, dans les coopératives, un champ tout préparé pour la propagande socialiste. Puis, et c'est là un des points principaux,

---

<sup>753</sup> *Ibid*, pp. 269-270.

<sup>754</sup> *Ibid*, pp. 270-271.



on peut distraire des bonis réalisés, de quoi assurer une large et féconde propagande, soit par les brochures, soit par des réunions, même par des journaux. »<sup>755</sup>

En effet, l'orateur est mobilisé sur les lieux de luttes. Certains militants syndicalistes sont spécialisés dans cette pratique et leur présence apparaît dans les textes lors d'événements comme les grèves pour des conférences ou discours. Par exemple, pour la grève du bâtiment de Dunkerque, Georges Yvetot, Albert Thomas et Victor Griffuelhes se rendent dans la ville avec un but propagandiste<sup>756</sup>. La pratique est plutôt une pratique de motivation et un prétexte à d'autres formes d'engagement militant. Dans les écrits, les idées émises lors de ces pratiques orales peuvent être retransmises à l'écrit. Il s'agit généralement de conférences mais les discours sont aussi présents. En effet, dans la bibliographie socialiste et la presse, il n'est pas rare de trouver des écrits dactylographiés des discours. Par exemple, le texte de Pelloutier sur l'art est la retranscription d'une conférence donnée à Paris en 1896 ou l'article de Sébastien Faure dans les années 1930<sup>757</sup>.

Dans la logique de diffusion des idées syndicalistes, les textes font ressortir les moyens culturels dont ils ont usé pour faire valoir la conception qu'ils se faisaient de la consommation culturelle. Les articles dans la presse et les ouvrages mettent en avant les applications concrètes des positions de principe. L'idée sous-jacente aux syndicalistes révolutionnaires est de faire « prendre conscience » aux classes populaires des mécanismes sociaux à l'œuvre dans leur domination. Cette vision s'inscrit dans la représentation d'un rôle accordé à une élite ouvrière et d'une passivité de la majorité à éclairer. Les anarchistes-syndicalistes souhaitent mettre en place des expressions et pratiques culturelles qui permettrait de faire émerger cette « prise de conscience » chez les ouvriers et producteurs. Plusieurs médiums culturels sont envisagés. Durant les années 1890, Pouget accorde une place importante à l'affiche. L'affiche s'inscrit dans une logique de spectacularisation liée à la réclame et à l'émergence de la publicité mais aussi dans une tradition d'accessibilité des questions politiques dans l'espace public durant le XIXe siècle en France. Elles peuvent prendre soit la forme d'un texte, d'une représentation ou d'une combinaison des deux. En effet, celle-ci s'inscrit dans une logique de mise à disposition et d'accessibilité à tous d'informations. Dans le cadre d'affiches anti-électorales invitant les ouvriers à ne pas voter pour des élections législatives en 1889, Pouget estime que l'affiche est un moyen de toucher

---

755 Anonyme, « Coopératives et syndicats », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 23, 1<sup>er</sup> décembre 1898, p. 8.

756 A. Willaert, « La grève du bâtiment de Dunkerque », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 92-93.

757 Fernand Pelloutier, *L'Art et la révolte* [« Conférence faite le 30 mai 1896 à Paris »], op. cit. ; Sébastien Faure, « Sébastien Faure et le syndicalisme », *La Révolution prolétarienne*, art. cit.

majoritairement les ouvriers dans une logique de « liberté de la presse » et d'accès facilité aux informations d'ordre « politique » :

« Mais tout le monde ne va pas dans les réunions. Les candidats le savent. Aussi dès que la chasse va être ouverte ils barbouilleront les murs de leurs proclamations. J'espère bien qu'on leur fera une chouette concurrence. *Le Père Peinard* ne sera pas en retard, il se démanchera le plus possible, nom de dieu ! La semaine passée j'ai annoncé aux copains la combinaison qui semble le plus pratique pour arriver à avoir des affiches à bon marché, à seul fin de pouvoir en placarder des quantités. A trente sous le cent on peut s'en payer ; d'autant plus que l'affiche a cela de chouette, c'est qu'elle est lue par un tas de types qui ne savent même pas qu'ils sont exploités. Ils sentent qu'ils sont malheureux, qu'ils n'ont rien fait pour l'être, mais n'en comprennent pas les raisons – et ils ne les apprendront jamais, si par un moyen pratique les amiches qui sont à l'œil, ne foutent sous leurs quinquets quelques bonnes réflexes. Pour ça, nom de dieu, y a pas moins plus hurf que l'affiche. Si je ne me trompe pas, m'est avis qu'avant peu, l'affiche aura pris une aussi grande proportion que le journal. »<sup>758</sup>

Cette vision de l'affiche reste un soubassement à toutes les problématiques soulevées par la CGT dans les années suivantes afin de faire valoir les campagnes menées par l'organisation. Par exemple, des affiches sont accolées pour la répression violente d'ouvriers en 1907 avec l'affiche intitulée « Gouvernement d'assassins » ou pour la question des retraites ouvrières en 1910. Cette pratique reste importante durant la période de l'entre-deux-guerres. L'aspect théorique n'apparaît pas dans les corpus dépouillés et semble acquis dans les milieux socialistes. C'est toujours leur caractère informationnel et l'accessibilité thématique qui est mise en avant. Par exemple, le retour du voyage de Paul Dhermy est annoncé par affiche : « Où en est la Russie ? Vous le saurez par un témoin impartial, délégué des Usines Motchkiss et des ouvriers de St-Denis retour d'U.R.S.S. À son départ, cet ouvrier sincère de Pierrefitte, de tendance anarchiste, était sceptique sur le Pays des Hommes Nouveaux. Maintenant qu'il a vu, que pense-t-il ? ». (*Extrait de l'affiche communiste apposée sur les murs de St-Denis-la-Rouge*)<sup>759</sup> ou pour l'importance des événements républicains en Catalogne : « comme affiches les portraits, plus grands que nature et dans le genre angélique, des derniers fusillés d'Alphonse : de beaux gars qui ont l'air de fiancés bien conventionnels »<sup>760</sup>, même si dans cet exemple, la dimension ironique ressort sur le risque d'idéalisme de l'affiche-image.

Si l'affiche-texte apparaît comme un moyen de mettre la « liberté de la presse » à la disposition d'un public, l'écrit, sous la forme broché, apparaît comme un moyen de toucher un

---

758 Émile Pouget, « Les élections législatives », *Le Père Peinard*, n° 27, 25 août 1889, pp. 5-6.

759 Paul Dhermy, « Témoignage prolétarien sur l'U.R.S.S. Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 3

760 Jean-Pierre, « Le printemps d'une révolution. Deux jours à Barcelone », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 7.

groupe moins large mais de manière plus profonde. La brochure est un moyen de diffuser des idées et les pratiques syndicales au-delà des cercles militants. Par exemple, le syndicat du bâtiment à Dunkerque organise la diffusion de brochures de Pouget : « le syndicat décide une nouvelle distribution gratuite de brochures. *Le Parti du Travail*, de Pouget, est choisi pour démontrer aux travailleurs le néant de la politique »<sup>761</sup> ou encore :

« En juillet, un nouveau mode de propagande est mis en œuvre : distribution gratuite de brochures *Le Syndicat*, de Pouget, destinées à faire connaître que l'action syndicale ne consiste pas à remplir de timbres une carte syndicale, grâce à quelques francs, mais que les meilleurs syndiqués sont ceux qui suivent les séances et l'action du syndicat, afin de donner au comité la force nécessaire de faire appliquer les décisions prises et pour que patrons et autorités sachent bien qu'ils ont en face des hommes et non des suiveurs, de moutons. »<sup>762</sup>

Cette importance de la brochure ressort dans le corpus même de cette étude. En effet, sur les cinquante-quatre publications de nos auteurs, seules sept font plus d'une centaine de page. Le petit format de la brochure permet sa diffusion et une simplification de sa production. Cependant, sans nier son apport social, la brochure ne semble pas se diffuser facilement dans les milieux ouvriers. Le journal apparaît comme un moyen plus simple de toucher un public large à moindre coût à l'échelle syndicale par rapport aux brochures : « Le Congrès a partagé cette opinion et il a donné par là la preuve d'un grand sens économique et social à la fois, l'avenir étant aux publications à bon marché, et nulle propagande, même celle des brochures (que leur caractère spécial ne destinera jamais à une diffusion égale) ne valant celle des journaux »<sup>763</sup> ou que les réunions et discours : « Le Conseil ne pense pas ainsi, et, sans tenir suffisamment compte qu'une circulation hebdomadaire de dix mille feuilles vaut mieux que des réunions et est, en définitive, moins coûteuse que ne le seraient des brochures, d'écoulement difficile »<sup>764</sup>. Pour toucher certains publics spécifiques, les organisations ouvrières doivent s'adapter aux caractéristiques des groupes sociaux à organiser. On a vu les marins à travers les *sailors' home*. La question des paysans est aussi importante car il s'agit un public, dans l'imaginaire syndicaliste révolutionnaire, dont l'illettrisme le rend dur à atteindre. Selon Raymond Lafontaine<sup>765</sup>, il faut parvenir à faire comprendre l'utilité de la lecture pour une adhésion à l'idéologie syndicaliste :

---

761 A. Willaert, « La grève du bâtiment de Dunkerque », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 93.

762 *Ibid*, pp. 91-92.

763 Fernand Pelloutier, « Le IXe Congrès du syndicat national des Travailleurs des Chemins de Fer », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 10.

764 *Ibid*.

765 Médecin, ce militant participe à la première série de *La Vie ouvrière* : <https://maitron.fr/spip.php?article115290>, notice LAFONTAINE (ou LA FONTAINE) Raymond. Pseudonyme : FRONTIS, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 7 janvier 2020. [Consulté le 06/09/2022]

« Le paysan ne lit pas même quand il a le temps, les dimanches d'été. L'enfant, écrit un instituteur, une fois sorti de l'école primaire, ne lit plus. Il n'aime pas lire. L'école ne lui a donc pas donné le goût de la lecture. Pourquoi ? Le petit paysan est-il réfractaire à l'instruction ? Or, le paysan est observateur. Il veut apprendre, mais pour pratiquer. Il sait calculer toujours, parce que cela lui est utile tous les jours. Illettré, il marque avec son couteau sur une planche de bois le prix qu'il a retiré de ses ventes. Il sait donc compter ; il apprend à compter ! Pourquoi n'apprend-il pas à lire ? Parce qu'il ne voit pas l'utilité de la lecture, parce que la lecture n'est pas pour lui *une arme* ; parce qu'on ne lui a pas appris à *se servir* de la lecture. »<sup>766</sup>

L'écrit peut avoir une dimension utilitaire pour les ouvriers ne parlant pas la langue française et souhaitant militer dans les syndicats francophones. En effet, on a vu que Pelloutier avait conscience qu'une partie des ouvriers était une main d'œuvre immigrée. La langue apparaît comme une barrière à l'organisation : « Feuille de propagande pour compléter l'action de nos camarades orateurs. Feuille d'informations pour que les ouvriers étrangers puissent suivre attentivement le mouvement économique français et s'y intéresser, ce qu'ils ne peuvent pas tant que les difficultés de langue les en empêchent »<sup>767</sup>. Cette démarche n'acquiert pas une dimension nationaliste isolante mais suppose un rattachement au mouvement français : « Ne sont-ils pas isolés, du moment qu'ils ne comprennent rien dans les réunions et qu'ils ne savent pas lire les journaux corporatifs ? »<sup>768</sup>. Le public des ouvrières est un pan important de l'inorganisation des syndicats. Cependant, les discours concernant leur organisation ne posent pas de différenciations sur les moyens de les toucher et de les syndicaliser par rapport aux ouvriers. Les auteurs masculins et féminins parlent de faire « l'éducation sociale » des ouvrières. Cette importance du texte, et sa dimension écrite jugée austère, accompagne l'idée d'un usage plus important du dessin<sup>769</sup>. La fonction illustrative est généralement de mise pour les situations de travail notamment en première page pour les brochures. La dimension métaphorique et ironique repose souvent une dimension didactique avec une phrase ironique dans les *Almanachs du Père Peinard* ou simplement décorative et ornementale<sup>770</sup>.

---

766 Raymond Lafontaine, « Les lectures des paysans », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp.206-207.

767 Paul Riebke, « Les Ouvriers de langue allemande à Paris », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 297.

768 *Ibid*, p. 299.

769 La commission du Journal, « Pour la diffusion du « Combat Syndicaliste », *Le Combat syndicaliste*, art. cit., p. 2. Nous approfondirons ce point dans le contenu et la forme de la presse écrite.

770 Des approches par l'« image » de la propagande libertaire ont été effectuées, comme par exemple la proposition d'Aline Dardel sur les *Temps nouveaux*. Il faudrait pourtant proposer une analyse de l'imagerie de presse plus approfondie dans une approche quantitative au-delà de l'approche par titre pour percevoir les nuances. Nous reprochons aux analyses historiques de l'image d'accorder parfois une importance exacerbée au phénomène de l'image sans prendre en considération la réception du public lui-même.

Un moyen didactique et social important qui devrait être accessible à un public de non-initié est le musée que souhaite développer les Bourses du Travail sous l'impulsion notamment de Pelloutier en vue de connaissances économiques et sociales<sup>771</sup>. Dans les années de l'entre-deux-guerres, le même constat s'applique pour le cinéma, ce que Daniel Guérin reconnaît être un aspect positif du régime bolchevique : « Le cinéma, accessible à tous, instrument unique d'éducation par l'image et de vulgarisation, est une étape qu'ils ont à franchir avant d'atteindre de tels sommets. [...] on ne peut refuser aux bolcheviks d'avoir su mettre l'art muet au service du prolétariat, et d'avoir prouvé ainsi sa merveilleuse vertu éducative. »<sup>772</sup>

### *Militants et élites ouvrières*

La bibliothèque et plus spécifiquement l'écrit-livre occupe une place importante dans la formation des militants anarchistes-syndicalistes. Cette dimension s'inscrit dans une tradition de certains ouvriers dans la première moitié du XIXe siècle liée à l'autonomie et aux principes d'émancipation<sup>773</sup>. L'écrit et la bibliothèque possède cette capacité émancipatrice. Ce qui ressort, chez Pelloutier, c'est qu'ils sont un produit de l'essor des syndicats : tant qu'ils devaient se concentrer sur les tâches d'améliorations des conditions de vie matérielle des individus, ils ne pouvaient proposer à son lectorat des ouvrages « sérieux ». Il y fait rentrer une dimension moralisante : les premiers syndicats ne pouvaient que donner envie d'ouvrages d'« agrément » comme le roman-feuilleton et des productions à dimension populaire. Ce n'est qu'avec l'importance grandissante des syndicats et leur sérieux, traduisant une prise de conscience, que la classe ouvrière peut s'intéresser à l'origine de ses conditions matérielles d'existence. La littérature et les ouvrages en « sciences sociales » apparaissent comme de véritables moyens d'élever les individus et de créer des outils de réflexion de classe entre les ouvriers. En révélant des déterminismes sociaux, les ouvrages devraient donner des moyens

---

771 Nous retrouvons cet aspect théorique chez Pelloutier : Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail*, *op. cit.*, pp. 181-185.

772 Daniel Guérin, « Civilisation de classe ou Civilisation de masse ? », *La Révolution Prolétarienne*, *art. cit.*, p. 6.

773 Jacques Rancière, *La nuit des prolétaires : archives du rêve ouvrier*, *op. cit.* ; Noë Richter, *L'éducation ouvrière et le livre : de la Révolution à la Libération*, *op. cit.*

aux prolétaires de prendre conscience du monde qui les entoure et de produire des moyens qui vont à l'encontre de ce dernier :

« Les syndicats pauvres, faibles et isolés, les cercles politiques, dédaigneux de l'étude économique, étaient également impuissants, non seulement (cela va de soi) à organiser les cours d'enseignement professionnel et primaire dont nous parlerons tout à l'heure, mais même à constituer des bibliothèques sérieuses. Il fut un temps d'ailleurs où les rares bibliothèques syndicales se croyaient tenues de compenser la sévérité des ouvrages de technologie ou de science par l'agrément des romans-feuilletons qui font encore aujourd'hui la joie de la loge et de l'antichambre ; or, il est superflu de dire que vieux et jeunes ouvriers, à qui leur ignorance des événements sociaux et des règles qui les déterminent bornaient l'horizon, qui se croyaient enfermés, eux et les générations qui les suivaient, dans le cercle des salaires de famine et des besognes abêtissantes, qui, du reste, vivant isolés, ne pouvaient engager les discussions vives où s'aiguisent les facultés d'observation et de critique, préféraient aux œuvres élevées les récits pittoresques ou troublants des conteurs populaires. Ce fut seulement quand, rapprochés, fédérés et inquiets de voir empirer chaque jour la condition ouvrière, les syndicats durent réfléchir sur le problème économique, que, d'une part, les ouvriers acquirent quelques clartés de la science sociale et furent en état de s'intéresser aux ouvrages mis entre leurs mains, que, d'autre part, ils portèrent les yeux sur le monde et y découvrirent le trésor littéraire capable de bercer leur peine, en attendant qu'il leur permit d'y remédier. »<sup>774</sup>

La logique de la bibliothèque syndicale n'est pas une logique d'accumulation d'ouvrages. En effet, les chiffres donnés par Pelloutier montrent que les bibliothèques syndicales existantes possèdent entre cinq cents et deux mille sept cents ouvrages<sup>775</sup>. La bibliothèque mise en place par Poulaille compte quant à elle cinq mille livres et brochures : « Péniblement rassemblée, voici la bibliothèque ; elle comporte 5.000 livres et brochures rares, témoins de cette culture mondiale que Poulaille défend de toutes ses forces. [...] 500 ouvriers viennent y chercher leur alimentation spirituelle hebdomadaire. Voici des casiers pleins de chemises bourrées de documents »<sup>776</sup>. Dans un article sur les soixante-dix ans de Max Nettlau, Fritz Brupbacher<sup>777</sup>, médecin et militant anarchiste suisse, estime que la bibliothèque est un outil de travail mais il n'est point un symbole de richesse économique. La valorisation de la connaissance des milieux syndicalistes pousse à accepter cette possession symbolique : « Une bibliothèque d'environ 40.000 volumes, que Nettlau a composée par ses propres moyens, est emballée dans des caisses entreposées en quelque lieu. Nettlau n'est pas assez « riche » pour installer sa bibliothèque, pour utiliser ses propres livres. Il travaille jour et

---

<sup>774</sup> Fernand Pelloutier, *L'Art et la Révolte. Conférence prononcé le 30 mai 1896, op. cit.*, p. 180.

<sup>775</sup> *Ibid.*

<sup>776</sup> Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne, art. cit.*, p. 2.

<sup>777</sup> Pour des renseignements biographiques, nous référons à la courte notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article153836>, notice BRUPBACHER Fritz [Dictionnaire des anarchistes] par Marianne Enckell, version mise en ligne le 23 mars 2014, dernière modification le 14 août 2021. [Consulté le 16/09/2022]

nuit, comme le plus pauvre des prolétaires, et il est aussi pauvre que le dernier prolétaire. Car son travail est regardé comme du poison par les seigneur du monde. S'il fabriquait des munitions, il vivrait dans l'abondance »<sup>778</sup>. Ici, ressort la dimension de la prolétarisation du militant et du travail intellectuel. La dimension des limites économiques des Bourses du Travail ou militante suppose que les ouvrages présents sont des ouvrages de référence et jugés légitimes dans leur contenu par une élite ouvrière. Sa description par Pelloutier énonce des caractéristiques de cette bibliothèque et du type de littérature qu'elle contient. En effet, son contenu mêle à la fois des dimensions collective et subjective déterminées à la fois par le groupe social et la trajectoire de l'auteur. Il apparaît que les références décrites renseignent sur la position sociale de l'auteur : un anarchiste comme Pelloutier cite donc d'autres anarchistes comme Reclus ou Kropotkine mais aussi des écrivains comme Zola et France qui donnent une représentation du monde social contemporain en s'intéressant aux conditions sociales des classes populaires. Il donne aussi une grande importance à l'aspect technologique et pratique ainsi qu'aux recherches scientifiques contemporaines. Le contenu renseigne donc sur des référents culturels et, par conséquent, les attentes vis-à-vis de la littérature d'un journaliste anarchiste de l'époque. L'importance de la science participe de la remise en question de la religion, les auteurs en sciences sociales veulent renseigner sur les mécanismes économiques et philosophiques qui accablent la classe ouvrière et les écrivains sur la représentation des classes ouvrières et de leurs problématiques :

« Comme d'instinct, les Bourses du Travail sont allées aux œuvres les plus propres à épurer le goût, à élever les sentiments, à étendre les connaissances de la classe ouvrière ; les travaux les plus consciencieux, les critiques sociales, économiques et philosophiques les plus nourries et les plus hardies, les œuvres d'imagination les plus hautes : ce sont les aliments qu'elles ont offerts à des appétits d'autant plus robustes qu'ils avaient jusqu'alors été moins satisfaits. Aussi rencontre-t-on dans leurs catalogues à côté d'une section technologique composée, des traités les plus nouveaux et les plus réputés, et tenue au courant des découvertes scientifiques et professionnelles faites chaque jour par le physicien, le chimiste et l'ingénieur, les maîtres de l'économie politique, depuis Adam Smith jusqu'à Marx ; de la littérature, depuis les prosateurs et poètes du XVII<sup>ème</sup> et du XVIII<sup>ème</sup> siècle jusqu'à Émile Zola et à Anatole France, de la critique et des synthèses sociales, depuis Saint-Simon jusqu'à Kropotkine ; des sciences naturelles, depuis Haeckel et Darwin jusqu'aux Reclus et aux plus éminents parmi les anthropologues contemporains. »<sup>779</sup>

Dans *La Vie Ouvrière*, Pierre Monatte souhaite lui aussi donner des exemples d'ouvrages pour constituer une bibliothèque militante<sup>780</sup>. Les réponses dans les lettres des lecteurs proposent *Autour d'une vie de Kropotkine*, *L'Internationale* de James Guillaume, *Les Réflexions sur la*

778 Fritz Brupbacher, « Pour les 70 ans de Max Nettlau », *La Révolution prolétarienne*, n° 197, 25 avril 1935, p. 12

779 Fernand Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail*, op. cit., p. 180.

violence de Georges Sorel ou *L'Avenir socialiste des syndicats* de Zévaès<sup>781</sup>. La publication de la correspondance d'Élisée Reclus fait l'objet de plusieurs articles durant l'année 1913<sup>782</sup>. Même logique dans *La Révolution prolétarienne*, dans ce titre, les pages publicitaires mettent en avant des ouvrages de Trotsky, de Guillaume, de Victor Serge ou encore de Lissagaray. Des publicités pour *La Librairie du Travail* donne aussi un cadre des nouveautés des publications en « Littérature » et en « Questions sociales ». Même un auteur comme Lénine apparaît important car il fournit une réflexion pour le monde ouvrier que tant à cacher le régime bolchevique :

« Sur le développement de cette crise redoutable, à côté des mensonges et des déformations de la presse communiste officielle, nous avons donné une information honnête et véridique. Nous avons publié tous les textes essentiels, notamment le testament de Lénine que les faux léninistes voulaient soustraire à la connaissance des ouvriers russes et des dirigeants mêmes des sections de l'I.C., les obligeant à en nier l'existence même. »<sup>783</sup>

La logique de la « vérité » est importante dans les discours prônant l'accès aux textes écrits par des révolutionnaires. Même si, pour *Le Combat syndicaliste*, « les émules de Lénine suivent fidèlement le conseil qu'il leur donnait dans « La maladie infantile du communisme » : « *Il est parfois utile de voiler la vérité* » »<sup>784</sup>.

Toute cette idée de la bibliothèque pourrait être complétée par une analyse des bibliographies proposées dans les différents titres du corpus, les compte-rendus dans la partie des livres et les pages publicitaires mettant en avant les publications des maisons d'éditions proches des syndicalistes révolutionnaires. On pourrait ainsi obtenir des ensembles de corpus de livres de militants avant d'en analyser les contenus et la manière dont ces derniers sont perçus par le lectorat révolutionnaire. Par exemple, une idée comme celle de la coopération pourrait être analysée à travers un ensemble d'articles et d'ouvrages afin de voir comment une idée se diffuse et comment les auteurs et lecteurs la reçoivent, la critiquent et l'enrichissent.

---

780 Cet article se trouve dans le premier semestre de l'année 1913 de *La Vie ouvrière* et n'était pas disponible lors de notre recherche. Cependant, certaines lettres dans le second semestre de cette même année donnent un aperçu des attentes du lectorat.

781 Anonyme, « Parmi nos lettres. La bibliothèque du militant. Encore la bibliothèque du militant », *La Vie ouvrière*, n° 96, 20 septembre 1913, pp. 333-336.

782 L'analyse d'H. Amore de la « La correspondance d'Élisée Reclus » est publiée en trois parties dans les numéros 97 (5 octobre 1913), 99 (5 novembre 1913) et 102 (20 décembre 1913).

783 Alfred Rosmer, « La révolution russe en danger. La dictature stalinienne et la liquidation du Communisme », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 6.

784 Anonyme, « Le meeting sanglant. La vérité sur la fusillade de l'Alcazar », *Le Combat syndicaliste*, art. cit., p.1.



De cette manière, dans son article publié en décembre 1897, le coopérateur A.-D. Bancel<sup>785</sup> explique son point de vue sur la question<sup>786</sup>. Cependant, un paragraphe introductif (sans doute de Pelloutier) indique qu'il a été refusé par Jean Grave pour une publication dans *Les Temps nouveaux*. Pelloutier reproche à Grave d'être trop fermé sur « l'agitation sociale *actuelle* » et « sans être personnellement partisan de la coopération, [nous] croyons à une *inéluçtable* évolution dans le sens du communisme libertaire » par un questionnement sur le rôle des syndicats et des coopératives<sup>787</sup>. Bancel répond à Grave, car « [il] vien[t] de lire [son] article : *Agir et discuter* »<sup>788</sup> : Grave propose d'y entrer pour faire valoir les idées anarchistes mais la coopération ne peut être en aucun cas une part de « notre programme général ». Cet article, lui-même, fait écho à un article de Pelloutier qui lui traite de la question de la corporation notamment à travers l'histoire du mouvement du trade-unionisme anglais<sup>789</sup>. Bancel publie la même année un ouvrage dont l'article est probablement tiré<sup>790</sup> et dont la réception par Pelloutier est positive :

« Ce livre, dont l'auteur est un communiste libertaire, est à la fois la critique sévère et exacte des coopérateurs conservateurs et un témoignage de confiance, pour la solution du problème social, en un coopératisme qui ignore les sentiments de lucre. C'est, à quelques nuances près, l'opinion que nous professâmes nous-mêmes il y a un an dans les *Temps nouveaux* et que l'expérience de la Verrerie Ouvrière a singulièrement modifiée. »<sup>791</sup>

Dans *La Vie Ouvrière*, l'exemple belge semble important puisqu'on retrouve des échos de problématiques rapportées de la coopération dans la revue des revues en 1911<sup>792</sup>. L'auteur de cette revue rapporte avoir lu un article de Jean Baré dans la *Société Nouvelle*<sup>793</sup>. Cet exemple du mouvement socialiste belge paraît plus important car « on ne saurait oublier, en effet, que si la question des rapports entre syndicats et coopératives est posée en France, elle

785 La notice de ce militant dans le Maitron est : <https://maitron.fr/spip.php?article108253>, notice DAUDÉ Achille, Antoine, dit DAUDÉ-BANCEL, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 27 décembre 2013. [Consulté le 30/05/2022]

786 A.-D. Bancel, « Le communisme anarchique et le néo-coopératisme », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 11, 1<sup>er</sup> décembre 1897, p. 1.

787 *Ibid.*

788 Il s'agit de l'article divisé en trois parties : Jean Grave, « Agir et discuter », *Les Temps nouveaux*, n° 50, 10 au 16 avril 1897, pp. 1- 2 ; Jean Grave, « Agir et discuter », *Les Temps nouveaux*, n° 51, 17 au 23 avril 1897, pp. 1- 2 ; Jean Grave, « Agir et discuter », *Les Temps nouveaux*, n° 52, 24 au 30 avril 1897, pp. 1- 2 .

789 Fernand Pelloutier, « L'anarchisme et les syndicats ouvriers », *Les Temps nouveaux*, n° 27, 2 au 8 novembre 1895, pp. 2-4.

790 L'ouvrage est publié la même année [A.-D. Bancel, *Le Coopératisme devant les écoles sociales*, Paris, s.ed., 1897, 118 p.] et a, sans doute, servi de référence à l'écriture de l'article.

791 [Fernand Pelloutier] « Bibliographie », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 4, 1<sup>er</sup> mai 1897, p. 16.

792 Anonyme, « À travers les revues. Syndicalisme et Coopération », *La Vie ouvrière*, n° 49, 5 octobre 1911, pp. 451-452.

793 Il s'agit de l'article : Jean Baré, « Syndicalisme et coopération dans leurs rapports réciproques », *La Société nouvelle*, 2<sup>ème</sup> série, n° 3, septembre 1911, pp. 272-296.

ne peut l'être de la même façon que chez nos voisins où les deux organismes ont des rapports étroits avec le Parti ouvrier »<sup>794</sup>. Il lui reproche sa dimension politique dans la tradition française de l'indépendance syndicale vis-à-vis du politique. Dans les années d'après-guerre, les références à des coopératives sont aussi remobilisées dans les cercles anarcho-syndicalistes. En effet, leur nombre a largement augmenté jusqu'à la Première guerre mondiale. Ainsi, la problématique semble toujours d'actualité dans les milieux syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes car, peut-être, s'investissent-ils plus en leur sein et ont accumulé plus de connaissances à leur égard. En effet en 1929, Georges Bastien publie une brochure qui lui est entièrement consacrée<sup>795</sup>. Pour en faire l'histoire, ces références bibliographiques sont exprimées de cette manière : « Owen », « Saint-Simon », « Fourier », « Qu'est-ce que la propriété » de Proudhon, « L'organisation du travail » de Louis Blanc<sup>796</sup>. Dans la période contemporaine, il met en avant « un gros ouvrage » de M. Gaumont<sup>797</sup>, « les ouvrages de Charles Gide » et « « la République coopérative » d'Ernest Poisson »<sup>798</sup>.

Pelloutier, en décrivant de manière théorique cette bibliothèque syndicale, donne un avis sur l'usage que les ouvrages pourraient avoir. Selon son texte, la lecture ne serait donc pas une activité de masse mais plutôt une activité propice à la découverte individuelle. Cela se rapproche en partie de l'idéologie anarchiste où l'individu, historiquement, occupe une place importante : le syndicat n'est donc qu'un espace qui propose de la littérature mais ne pourrait en aucun cas l'imposer à ses usagers. Le second point souligné est que la littérature est en capacité de former un nouvel état esprit et de proposer la pratique de la lecture aux ouvriers :

« Oserions-nous dire que tous ces livres soient beaucoup lus ? Assurément non ; mais des ouvriers se rencontrent qui ont la curiosité de les ouvrir et qui, peu ou prou, goûtent, avec les virulences des grands polémistes catholiques, la richesse poétique d'un Chateaubriand. Quant aux autres, j'entends ceux dont il faut éveiller artificiellement l'intérêt, ils se font une âme nouvelle en livrant les romanciers les plus rapprochés par l'âge et les tendances sociales. »<sup>799</sup>

---

794 Anonyme, « À travers les revues. Syndicalisme et Coopération », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 451.

795 Georges Bastien, *Anarchisme et coopération*, op. cit..

796 *Ibid*, p. 5.

797 Georges Bastien, *Anarchisme et coopération*, op. cit., p. 4. ; Il s'agit des ouvrages de Jean Gaumont, *Histoire Générale de la coopération en France. Les idées et les faits, les hommes et les œuvres* (préface d'Albert Thomas), 2 vol., Paris, L'Émancipatrice, 1924, 630 et 735 p.

798 Georges Bastien, *Anarchisme et coopération*, op. cit., p. 23. ; Il s'agit des ouvrages suivants : Ernest Poisson, *La République coopérative*, Paris, Bernard Grasset, 1920, 256 p. ; L'historien Charles Gide publie différents ouvrages sur la coopération notamment dans les années de l'entre-deux-guerres en lien avec des cours au Collège de France.

799 Fernand Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail*, op. cit., p. 181.

Même son de cloche chez Poulaille où « les lecteurs constituent eux-mêmes ces dossiers sur des sujets qui les intéressent ».<sup>800</sup>

Monatte poursuit cette vision intellectualiste de Pelloutier et de la place importante de l'écrit dans le milieu militant. Il fournit les éléments constitutifs de la représentation idéologique syndicale de la lecture. Le manque d'investissement intellectuel du mouvement syndical s'incarne dans le manque de « lectures sérieuses » et de volonté à se confronter à des textes. Cette disparition apparaît à ses yeux comme le fruit d'un manque d'investissement personnel. Le journal participe de ce désinvestissement : l'accumulation des informations sans une analyse dans la presse devient un objet de simple consommation. C'est véritablement la forme de la presse qui est critiqué plus que l'objet en lui-même :

« Quand je regarde en arrière, elle m'apparaît invraisemblablement grande, cette paresse d'esprit. Ne m'a-t-il pas fallu les loisirs de la tranchée pour lire certains livres que je gardais depuis vingt ans à portée de ma main ? Je n'avais pas trouvé le temps, la force, la sagesse de les lire, de m'en nourrir. Et pourtant j'étais de ceux qui lisaient le plus. Mais nous étions des esprits dispersés, gaspilleurs de notre attention et de nos forces ; presque tous, à des degrés divers, nous étions atteints du même mal. Dans nos milieux, on ne savait plus la joie que donnent les lectures sérieuses et la force d'une pensée ferme et concentrée. On ne savait plus lire ; on buvait le journal, le quotidien et l'hebdomadaire ; cela suffisait à la soif intellectuelle d'alors. Le profond besoin d'apprendre, de former et nourrir sa pensée n'était plus ressenti. Le journal, tel qu'il est, y a contribué pour une bonne part, alors qu'il pourrait être un si merveilleux excitant. Du haut en bas de la société, il a tué le goût des lectures sérieuses. Mais vous, camarades instituteurs, pouvez-vous me dire que l'école n'a pas sa part de responsabilité ? La méthode suivant laquelle on m'enseigna jadis l'anglais et l'allemand m'a dégoûté à tout jamais d'apprendre ces langues. La méthode suivant laquelle nos écoles apprennent à lire n'a-t-elle pas dégoûté pour jamais aussi le peuple de lire ? N'a-t-elle pas noué sa curiosité, tué son goût ? Car c'est une constatation très juste qu'a faite G. Dupin dans sa *Guerre infernale* : " *Les masses, en apprenant à lire, avaient désappris de discerner.* " »<sup>801</sup>

L'enseignement joue aussi un rôle dans cet accès à des ouvrages et à une manière de lire. La lecture active et impliquée doit s'apprendre et elle n'est en aucun cas transmise par les systèmes d'enseignement mis en place sous la Troisième République.

La génération d'après-guerre des syndicalistes révolutionnaires reconnaît son influence possible et souhaite reconstruire un mouvement d'instruction populaire. Le mouvement syndical révolutionnaire n'a pas soutenu les tentatives de propositions de mouvement d'instruction. Pierre Monatte y voit une expression de l'échec de mouvement

---

800 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 2.

801 Pierre Monatte, *Réflexions sur l'avenir syndical*, Paris, Éditions de la bibliothèque du travail, s.d. [1921], p. 4.

révolutionnaire qui n'a pas pu proposer de réponses à certains problèmes par manque d'efforts intellectuels et de passivité par manque d'arguments :

« Nous pouvons faire notre mea culpa, car aucun de nous n'est sans faute. Certains en ont commis de plus lourdes, mais celle de les avoir laissé agir sans donner notre avis contraire, sans élever notre protestation, sans donner notre propre effort, n'est-elle pas assez grave ? N'aurions-nous péché que par paresse et par timidité, par paresse de nous former nous-mêmes une opinion et par timidité à prendre parti, que déjà ce serait beaucoup. Souvent, nous ne nous en sommes pas tenus là, nous avons répété de mauvais conseils, prononcé légèrement la condamnation de certaines formes d'activité. Nous avons médité de l'éducation ; nous n'avons pas aidé les quelques jeunes syndicalistes qui le tentaient à se donner une organisation ; nous avons gardé le silence quand on cria : casse-cou ! lors de la tentative de Léon Clément et des Jeunesses de la Seine d'organiser leurs séries de conférences éducatives. Surtout nous n'avons pas été ces " amants passionnés de la culture de soi-même " que nous disions être, et, tout cela, nous le payons aujourd'hui. Que le remords soit désormais notre aiguillon. Il nous aidera à sortir de l'ornière où nous étions tombés, à surmonter notre paresse d'esprit et notre timidité, cette paresse de la volonté ; il nous aidera à ne plus y retomber ou, si nous y tombons encore, à nous en relever toujours. »<sup>802</sup>

Cependant, pour Monatte, le cercle d'étude ne peut servir en lui-même s'il veut remplir une fonction sociale en tant que lieu de création d'opinions. Plutôt que de proposer une approche quantitative des réunions et des groupes d'études qui obligent les militants à se déplacer pour assister à toutes, Monatte souhaite un travail personnel via des livres révolutionnaires pour construire un argumentaire :

« Il y a vingt ans, l'affaire Dreyfus fit sentir qu'il n'y avait pas d'opinion publique dans ce pays : pour en créer une, les universités populaires se fondèrent. Elles sont mortes et la tâche reste tout entière à faire. Qui ne s'en est rendu compte en ces tristes années ? La cause de cet échec si complet, l'une des causes au moins, la principale à mon sens, fut de croire que des cours, des conférences, des discussions de groupes d'études pouvaient former une pensée. Si vous voulez m'en croire, mes amis, ne perdons pas toutes nos soirées à courir de réunion en réunion ; passons en au moins tranquillement quatre ou cinq par semaine chez nous, dans notre chambrette, en tête à tête avec quelques livres judicieusement choisis, en tête à tête avec les meilleurs livres révolutionnaires de tous les temps, en tête à tête avec nous mêmes aussi. Avant le groupe d'études, dont il nous faudra partout doubler nos syndicats - j'y reviendrai -, je mets la planchette à livres. Sur cette planchette, il est un livre que je voudrais voir parmi les tout premiers qui s'y aligneront. Il n'a pas été écrit pour nous, mais le mal qu'il combat ne nous est pas particulier : toute notre société en est atteinte ; paru quelques mois avant la guerre, il a passé presque inaperçu. C'est *L'Apprentissage de l'art d'écrire*, de Payot, publié chez Colin. Le titre en est déplaisant, je sais, mais il est inexact, car il s'agit bien pour lui de rhétorique ! Apprendre à écrire pour Payot, c'est d'abord apprendre à penser, ce dont on ne se soucie pas. D'où tant de bavards de plume et de tribune, d'atelier et de bistrot : d'où tant de brouillons, dans les syndicats comme partout ; d'où si peu de bon travail en définitive. Commençons par l'effort personnel, par la planchette à livres, par l'étude sérieuse, par la méditation dans la paix de la chambrette, et vous verrez si ces heures de repliement sur soi-même ne feront pas de nous d'autres hommes que ceux que nous étions hier. Nous pourrons alors aller au cercle d'études, nous aurons quelque

---

802 *Ibid.*

chose à y apporter, à y échanger et en rapporter. Mais, tant que nous nous y rendrons la tête vide ou en désordre, nous en reviendrons les mains vides et le cœur soulevé. Assez de dispersion, de courses de réunion en réunion, de temps précieux gaspillé, d'intelligences nourries de salive, d'enthousiasmes flétris avant d'avoir fleuri. »<sup>803</sup>

On retrouve ici une approche intellectualiste, un peu comme Pelloutier, pour une élite ouvrière par le biais de la littérature et donc de la bibliothèque évoquée précédemment. Les avis sont restés très peu suivis puisque des réflexions de même ordre, celle de la connaissance et de l'accès aux réflexions menées par le mouvement ouvrier et syndical, ne semblent pas résolues quelques années après. L'anecdote qui l'a interpellé est celle d'un militant syndical n'ayant pas lu les résolutions du deuxième congrès de l'ISR et qui, malgré cela, marque son opposition. Ce problème d'adhésion sans réflexions est, à leur avis, aussi valable dans l'autre sens montrant une volonté peu partisane. La lecture des adhérents *pour* permettra de renforcer leur capacité de propagande. Il y a peu d'investissement dans la production dans la diffusion de ces résolutions mais le problème principal est qu'il ne peut sortir aucune réflexion utile pour le mouvement ouvrier et que cela restera probablement stérile<sup>804</sup>. L'aspect théorique du livre ne doit en aucun cas dépasser le cadre des livres pour transmettre les idées anarchistes et plus généralement socialistes. En creux, il faut comprendre que, pour Pouget, les militants anarchistes doivent être des vecteurs et des vulgarisateurs des textes que les ouvriers n'auraient lu pas de prime abord. On pense, par exemple, à l'ouvrage de Carlo Cafiero dont le but était de faire connaître le travail de Karl Marx<sup>805</sup>. On retrouve ici une dimension éducative mêlant tant la bibliothèque que les cercles d'enseignements.

### *Enfance et jeunesse*

L'enfance et l'adolescence prennent une place particulière dans l'idéologie syndicaliste, surtout en matière éducative. Les réflexions éducatives doivent répondre à plusieurs problématiques spécifiques à ces groupes sociaux : les enfants de l'enseignement primaire et les apprentis sortis à la fin de ce cycle primaire. Un point important est la mise en place d'initiatives de ces moyens pédagogiques et éducatifs : les journaux syndicalistes rapportent des initiatives allant dans le sens d'une éducation ouvrière et prolétarienne. On

---

803 *Ibid.*

804 Pierre Monatte, *Les Commissions syndicales*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1924, 16 p.

805 Carlo Cafiero, *Abrégé du « Capital » de Karl Marx, traduction de James Guillaume*, Paris, P.-V. Stock, 1910, 131 p.

trouve ainsi des références à des propositions individuelles à travers des noms d'éducateurs : Madeleine Vernet, Ferrer, Sébastien Faure, Paul Robin, etc. qui sont complétées avec des initiatives d'organisations par des structures ouvrières. Cet usage nominatif possède une dimension exemplaire mais, à travers la presse, on trouve des propositions qui n'ont pas connues une dimension mémorielle. Léon Clément rapporte ainsi avoir fait une tentative d'école primaire dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou Jean Wintch, l'initiative de l'École Ferrer à Lausanne en Suisse en 1910<sup>806</sup>. Cependant lors de sa mise en place, l'expérience de Clément a été très courte, avec peu de moyens et a peu suscité d'intérêts dans les organisations ouvrières<sup>807</sup>. Il semble que les initiatives individuelles s'inscrivent dans une période où les organisations syndicales sont peu constituées et où certains acteurs n'ont pas encore développés cet aspect dans le cadre du syndicalisme. Il y a sans doute des transferts idéologiques venant nourrir la pratique et inversement. Par exemple, certaines coopératives de consommation ou des Bourses du Travail proposent des « groupes d'éducation » pour un public jeune<sup>808</sup> dans les années 1910. Il en va de même pour les fédérations via les syndicats ou unions de syndicats. L'Union des Syndicats de la Seine propose aussi des groupes d'éducation<sup>809</sup> ces mêmes années tandis la C.G.T.S.R. souhaite établir des « Jeunesses syndicalistes » dès son premier numéro en 1926 :

« Le Congrès décide que l'éducation des jeunes ouvriers et ouvrières doit redevenir une des principales préoccupations du syndicalisme. En conséquence, il fait obligation très précise aux organismes syndicaux à tous les degrés de reconstituer, sous la direction effective de la C.G.T.S.R., les Jeunesses syndicalistes. Il spécifie que les Jeunes n'ayant pas à déposer ou à défendre des revendications, ce qui est du ressort du Syndicat, devront recevoir une large éducation sociale qui doit leur être donnée par les Unions locale, avec le concours des Syndicats. »<sup>810</sup>

Rappelons que, pour Besnard, c'est la *Commune* qui doit répondre aux problématiques d'éducation : il l'établit en second dans sa liste des « différents services » et l'intitulant, « Éducation et loisirs »<sup>811</sup>. Diffusée dans la presse, la dimension programmatique cherche plutôt à établir un cadre général tandis que les initiatives concrètes reviennent à des militants sur le terrain. C'est pourquoi, on trouve des échos d'initiatives pratiques répondant à cet appel et appelant des jeunes ouvriers et ouvrières à les rejoindre<sup>812</sup>. Les organes comme *La Vie*

---

806 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 405.

807 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 90.

808 *Ibid*, p. 91.

809 *Ibid*.

810 Anonyme, « Sans titre », *Le Combat syndicaliste*, n° 1, décembre 1926, p. 4.

811 Pierre Besnard, *Le Monde nouveau*, op. cit., pp. 75-76.

812 Dans *Le Combat syndicaliste*, nous trouvons plusieurs appels pour inviter les jeunes militants dans ces organisations de jeunesse syndicales notamment à Lyon : La Jeunesse Syndicaliste de Lyon, « Aux jeunes

*Ouvrière* ou *La Révolution prolétarienne*, par leur caractère bi-mensuel, rapportent plutôt des jeunesses déjà créées dans les articles principaux. La section « Parmi les lettres » répond plus à la logique de l'appel théorique, même si des propositions sont annoncées. Cette vision s'inscrit dans l'idéologie fédéraliste.

Outre cet appel théorique, la première étape est la mise à disposition d'un lieu que l'on a vu comme une condition généralement préalable à l'idée d'éducation ouvrière organisée nourrie par la symbolique de l'indépendance. La question suivante est l'obtention de moyens matériels. Les éducateurs sont des transmetteurs de savoirs mais ils doivent disposer d'objets culturels nécessaires à l'éducation. Cette mise à disposition de moyens devrait permettre de faire l'éducation de manière plus complète : « Et nous nous disions : qu'obtiendrait-on si les éducateurs avaient à leur disposition un matériel d'enseignement approprié aux besoins de curiosité de l'enfant, avec les soins physiques, cette éducation morale, au milieu même des choses de la nature, parmi l'air et la lumière »<sup>813</sup> ? L'École Ferrer dispose de plusieurs moyens fournis par des sympathisants de l'initiative. Pour celle-ci, l'idée d'une solidarité de classe permet la fourniture de matériel comme des livres, des « vues sur l'histoire du travail », voir même des « séances cinématographiques » :

« Au point de vue du matériel scolaire et de l'œuvre pédagogique, disons aussi que des aides précieuses sont déjà affirmées. On nous a offert des collections de pierres, des livres, des albums, des cartes et tableaux muraux, une excellente lampe à projection, des quantités de vues sur l'histoire du travail, des outils, papier, crayons, plumes, globe de géographie, etc. [...] Un ami donnera des séances cinématographiques pour lesquelles il gardera de superbes films sur la géographie, les voyages, les industries lointaines. »<sup>814</sup>

Les syndicalistes émettent généralement des avis sur les formes et les méthodes les plus à même de susciter l'intérêt de ce public spécifique. L'aspect matériel fournit des éléments sur les moyens culturels que l'on souhaite mettre à leur disposition. Comme pour les adultes, l'importance de l'écrit est valorisé afin d'éduquer ce public. Le régime républicain impose des manuels scolaires depuis 1890<sup>815</sup>. Cependant, la nature des livres n'est pas précisée : la dimension d'inadaptation des manuels revient généralement dans les discours anarchistes-syndicalistes<sup>816</sup>. La place de l'écrit nourrit aussi l'en-dehors du cadre scolaire en prenant la

---

travailleurs », *Le Combat syndicaliste*, n° 2, janvier 1927, p. 3

813 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 90.

814 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 405.

815 Pascale Goetschel, Emmanuelle Loyer, *Histoire culturelle de la France : de la Belle Époque à nos jours*, op. cit., p. 16.

816 Il faudrait approfondir ici le rapport qu'entretiennent les syndicalistes avec le « bon » livre pour enfants. Contrairement aux adultes, les références livresques nominatives considérées comme utiles aux enfants

forme du journal. Il doit mêler l'écrit mais aussi l'« image agréable » pour en développer l'attrait afin qu'il soit « amusant et éducatif ». Dans la *Vie Ouvrière*, la Ligue Ouvrière de Protection de l'Enfance<sup>817</sup> lance cet appel pour la création d'un journal pour les enfants d'ouvriers et ouvrières : « Ce journal vient à son heure. L'action sociale doit s'étendre à l'enfant par des moyens conformes à son caractère. Aussi le texte captivant, l'image agréable laisseront en son esprit, en son cœur, une influence saine et éducative. Il nous faut lutter contre les stupidités qui constituent actuellement sous des formes diverses les plaisirs des enfants du peuple ; et particulièrement contre les images de journaux dont le profit commercial est le seul but. Habitons l'enfant à l'observation, au désir de savoir, éveillons sa curiosité, sa franchise »<sup>818</sup>. Là encore, la dimension mercantile est dénoncée au même titre que la presse pour adultes. La question des images et de leur caractère plaisant fait écho aux remarques sur la situation des adultes mais de manière plus explicite. Cependant, elle apparaît comme un aspect nécessaire pour obtenir l'attention de l'enfant avec des « scènes qui l'intéressent » et sa « gamme de couleurs » : « De plus, l'enfant ayant le besoin de lire, de contempler des images, d'assister par la gravure à des scènes qui l'intéressent, il faut qu'il ait, chaque dimanche, son journal. Luttons donc contre l'insanité, contre la lecture de tout ce qui peut corrompre déjà ce jeune cœur, et puisqu'il aime cette gamme de couleurs que représente l'image, facilitons-lui la possession de ce plaisir et qu'il en résulte un peu plus de joie et un peu plus d'intelligence »<sup>819</sup>. Albert Thierry fait la même remarque<sup>820</sup>. En plus d'un rapport accru aux images, la dimension ludique est l'autre point important mis en avant par l'appel de la Ligue Ouvrière de Protection de l'Enfance. Léon Clément estime ainsi que le caractère ludique du texte permet de faciliter l'attention des enfants. Cette dimension peut même être valable pour d'autres matières comme les sciences : « Il serait possible, également, de créer un matériel de science amusante, science expérimentale concrète, excitant la curiosité des bambins et les instruisant, quelque chose dans l'esprit des travaux du mathématicien Laisant<sup>821</sup>

---

ouvriers semblent moins présentes dans un cadre contrôlé par l'État républicain et un système éditorial suivant ces directives.

817 À ce sujet, nous trouvons des informations dans la notice du Maitron de Léon Clément : <https://maitron.fr/spip.php?article157332>, notice CLÉMENT Léon [CAMUS Victor, dit] [Dictionnaire des anarchistes] par Jean Maitron, notice revue par Guillaume Davranche, version mise en ligne le 9 mars 2014, dernière modification le 10 février 2022. [Consulté le 06/09./2022]

818 Appel de la Ligue ouvrière de Protection de l'Enfance, « Un journal pour enfants », *La Vie ouvrière*, n° 23, 5 septembre 1910, pp. 318-319.

819 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 98.

820 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 294.

821 Charles-Ange Laisant (1841-1920), franc-maçon et député jusqu'en 1893, passe ensuite à l'anarchisme. Proche de Sébastien Faure, il traite surtout de questions d'éducatives et de culture, notamment un ouvrage sur l'importance des images et des abstractions pour les enfants (*Les initiations*). Il publie également de



et du chimiste Darzens<sup>822</sup> qui, contrairement aux méthodes appliquées dans nos écoles, trouvent la possibilité d'intéresser de jeunes cerveaux à des sciences profondes, et cela simplement en sachant satisfaire chez l'enfant le besoin de voir, de comprendre »<sup>823</sup>.

Au même titre que les adultes, la musique est aux yeux des syndicalistes, un moyen très efficace d'éducation auprès des enfants. C'est pourquoi, il faut trouver des chants qui soient adaptés aux enfants. Léon Clément dénonce ainsi les productions qui cherchent à valoriser le « mot à effet » plus que « l'émotion sincère ». Sans doute, la dimension mercantile et pédante est encore ici dénoncée :

« Personnellement, j'ai une très grande confiance, au point de vue éducatif, dans la musique : cette expression la plus simple, la plus saisissante traduisant un sentiment ; mais, de même qu'il y a des textes idiots en littérature, il y a une mauvaise musique, qui, au lieu de développer le goût et la sensibilité, les atrophie. Il faut donc procéder avec beaucoup de tact dans le choix des chants. Ils sont rares ceux qui ont été écrits pour les enfants. Avant tout, pourquoi sont-ils si rares ? Est-ce parce qu'ils doivent être simples ? Évidemment rien n'est plus difficile à créer : les auteurs, en général, sont plus aptes à rechercher le mot à effet qu'à exprimer une émotion sincère. »<sup>824</sup>

Sébastien Faure tient les mêmes propos dans ces ouvrages sur la capacité éducative de la musique chez les enfants lors de *La Ruche*. La manière de composer des chants pour les enfants doit se baser sur des éléments simples du monde extérieur qui les enchantent. La composition doit être simple car les enfants suivent peu les dimensions rythmes, harmoniques et mélodiques :

« Chanter, pour un gosse, est une chose naturelle. Les réunir et les faire rythmer des airs jolis, qui soient de leur âge, airs simples comme il convient à des petits, rondes dans lesquelles ils acclameront ce qui les enchantent : le soleil, le jeu, le printemps, voilà qui les animera ! Le fait de chanter leur est tellement agréable qu'ils précipitent la cadence, ne respectent plus les mesures ; mais cette gaieté et cette ardeur ont leur beauté. Écrire pour eux, c'est tenir compte de cela ! C'est se subordonner à cette loi et non pas contrarier de façon pédantesque leur nature si intéressante. »<sup>825</sup>

---

nombreux articles dans *L'École rénovée* de Ferrer ou *L'École émancipée*, revue des institutrices et institutrices syndicalistes révolutionnaires. Ces informations sont tirées de sa notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article82009>, notice LAISANT Charles, Ange par Jean-Yves Guengant, Jean Maitron, version mise en ligne le 13 juillet 2010, dernière modification le 1er avril 2013. [Consulté le 06/09/2022]

822 Georges Auguste Darzens (1867-1954) est un chimiste d'origine russe vivant en France. Dreyfusard lors de l'affaire, il est ouvert aux nouvelles théories comme la physique quantique durant l'entre-deux-guerres. Ces informations sont tirées de l'article : Pierre LASZLO, « DARZENS GEORGES AUGUSTE - (1867-1954) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 6 septembre 2022. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/georges-auguste-darzens/>

823 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 97-98.

824 *Ibid.*, pp. 92-93.

825 *Ibid.*.

### 3 Du contenu intellectuel de la production écrite

#### 3.1 Sur la place de l'écrit et moyens mémoriels

##### 3.1.1 De l'importance de l'écrit : presse et livres

###### *Contenus de la presse*

En plus de la gestion d'une revue, la presse occupe une place importante dans le mouvement anarchiste et syndicaliste suivant des conceptions spécifiques : transparence, échange avec le public ou autonomie financière. Elle sert avant tout à une volonté de propagande auprès des différents publics. La forme et le contenu varient selon les publics, les groupes, les organisations voir même les individus. Les titres sont généralement associés soit à une corporation, soit à une organisation, soit autour d'une idéologie politique d'un groupe, soit autour d'un individu. Pouget admet que les syndicats ont eu peu de moyens de faire valoir leurs idées quant à leur fonctionnement et à leur but avoué d'organiser la classe ouvrière au-delà des clivages politiques et philosophiques. En effet, au XIX<sup>ème</sup> siècle, nombre de journaux étaient tirés à peu d'exemplaires et certains ont été éphémères notamment dans le milieu anarchiste. Le journal de la C.G.T. apparaît comme un moyen de la classe ouvrière pour remettre en question les opinions des journaux financés par la bourgeoisie :

« Et cela était mauvais pour le gouvernement n'ayant plus à sa disposition ce levier formidable qu'était la presse, il ne pouvait plus propager ses menaces et ses mensonges. De ce fait, un équilibre s'établissait entre lui et les groupements populaires, – à l'avantage de ceux-ci. Jusqu'alors, les organisations syndicales n'avaient eu que des moyens de publicité plutôt rudimentaires, consistant en feuilles volantes, manifestes, affiches, petits journaux. Or, il leur était loisible, malgré la grève, de recourir à ces moyens qui leur permettaient, avec le journal de la C. G. T. qui paraissait ponctuellement, de neutraliser dans l'opinion publique les rumeurs alarmistes. »<sup>826</sup>

Pouget s'intéresse à la presse dans le processus révolutionnaire, lui-même étant journaliste et ayant participé à la mise en place du journal *La Voix du Peuple* de la jeune C.G.T. et en devenant le responsable à partir de décembre 1900<sup>827</sup>. La presse est perçue comme un outil pouvant remettre en question et en capacité de saper les valeurs véhiculées par la société bourgeoise. Un espace où sa production par le prolétariat ne peut répondre

---

826 *Ibid*, p. 63.

827 Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. I, des origines à 1914, op. cit.*, p. 309.

qu'aux aspirations du prolétariat. De manière générale, la presse est importante aux yeux des syndicalistes mais il faut aussi habituer à lire, ce qui s'inscrit dans l'importance accordée à l'écrit : « Que lisez-vous ? Comment lisez-vous ? Et faut-il lire ? - C'est un de mes métiers que de lire ; j'aimerais vous rendre service en ceci. – J'estime qu'un journal vrai ferait en France une admirable force révolutionnaire. Or, en lisant bien le journal le plus infâme, on lui arrache la vérité »<sup>828</sup>. Dans les années 1930, la presse peut même servir de moyens pour convaincre d'autres militants sociaux, comme les membres du PCF, pour questionner le mouvement ouvrier et notamment bolchevique : « [Une militante communiste] trouverait certainement parmi nous, et dans notre presse, des éléments nouveaux ou matière pouvant éclairer sa lanterne »<sup>829</sup>.

Cette volonté s'est construite à partir de la FNBT et d'une conception ouvrière de la presse. Au tournant du siècle, la structuration du mouvement corporatif pousse la FNBT à se doter d'un organe de presse avec une forte valeur intellectuelle. Les Bourses et mieux encore les syndicats sont invités à s'abonner au titre *L'Ouvrier des Deux Mondes*. Le titre corporatif doit servir à la propagande ouvrière et chaque organisation ouvrière doit en posséder un : « mais nous sommes certain de n'être contredit par personne en affirmant que l'agitation destinée à accentuer le mouvement des masses rencontrerait moins d'obstacles, si ces porteparoles faisaient partie intégrante des organisations ouvrières »<sup>830</sup>. Ce dernier « n'est pas seulement le bulletin administratif d'une organisation, c'est aussi une revue générale d'économie sociale, et à ce titre, elle est d'un intérêt capital pour toute collectivité de travailleurs occupée à l'œuvre de l'affranchissement humain »<sup>831</sup>. La dimension véritablement émancipatrice du journal mensuel est centrale chez Pelloutier et recoupe les conceptions des connaissances autour des « sciences sociales ». Cette même idée se retrouve chez Monatte en 1910 : *La Vie Ouvrière* doit être une propagande de « profondeur » : « Chaque jour, nous en sentions plus fortement le besoin. Les journaux quotidiens ou hebdomadaires sont insuffisants, nous disions-nous. Jusqu'à maintenant, on a fait une propagande en surface. On a négligé celle en profondeur. À force de parler des masses, on a oublié les individus, et que le mouvement syndicaliste sera d'autant plus fort que ses militants vaudront plus »<sup>832</sup>. La

---

828 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 294.

829 Anonyme, « Vingt-sixième région, Tournée Paul Lapeyre », *Le Combat syndicaliste*, n° 141, 24 janvier 1936, p. 4.

830 Georges Duroc, « Historique du mouvement corporatif. La Fédération nationale des Syndicats et Groupes Ouvriers de la Voiture », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 9.

831 Fernand Pelloutier, « Rapport moral », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., pp. 14-15.

832 Pierre Monatte, « La réunion des abonnés », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 159.

dimension anarchiste du petit groupe d'avant-garde est ici bien présente. Cette connaissance s'appuie sur une dimension pratique par les échanges d'expériences et de méthodes à une échelle transnationale comme nous l'avons vu à travers différents exemples : « Sa diffusion leur sera d'un puissant secours en faisant connaître leur œuvre, en les renseignant mutuellement sur les innovations tentées ou accomplies et les résultats obtenus, en leur ouvrant aussi des horizons nouveaux par l'exposé des méthodes d'action employées dans les autres pays »<sup>833</sup>. Monatte et Pelloutier sont donc plutôt dans une conception journalistique du modèle de la revue : une parution moindre avec des articles plus travaillés qu'un journalisme d'actualité. En revanche, pour la C.G.T.S.R dans l'entre-deux-guerres, le journal hebdomadaire, puis quotidien, est considéré comme « *un agent de liaison et de renseignement pour tous* »<sup>834</sup>.

La question centrale qui touche tous les titres que l'on a étudié est le contenu qu'il faut proposer au lectorat. Le but attribué à la presse corporative est « celle d'attirer l'attention des militants ouvriers vers la connaissance de leurs milieux techniques et patronaux »<sup>835</sup>. Un point important lié à ce journal est son austérité. Cette austérité est nécessaire par rapport aux autres titres s'inscrivant dans une logique récréative. En effet, le journal corporatif est perçu comme un moyen de connaissance du monde social et de sa possible transformation. Cependant, cette austérité rencontre quelques limites car le *Combat Syndicaliste* souhaite intégrer des images en première page pour augmenter son attrait auprès du public : « Pour les numéros suivants, nous donnerons à la première page un caractère plus vivant, de façon à pouvoir intéresser le public ouvrier. À la demande de certains Syndicats, et particulièrement de celui des Ardoisiers de Trélazé, nous ferons notre possible pour incorporer dans le texte quelques dessins ou photos »<sup>836</sup>. Les titres corporatifs français apparaissent comme lacunaires par rapport à d'autres pays :

« [le journal corporatif est] un instrument indispensable. [...] Sans doute, le journal corporatif n'offre ni l'attrait des quotidiens, ni les abêtissants feuillets du *Petit Journal* ou du *Petit Parisien*. Par contre, il concrétise en faits et en statistiques la condition sociale de l'ouvrier et le met ainsi en mesure, lui qui ne cesse de se plaindre de son sort et d'en demander la transformation, d'agir pratiquement pour y parvenir. Et moyennant quoi ? Moyennant le sacrifice de quelques sous par mois,

---

833 Fernand Pelloutier, « Rapport moral », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 8.

834 Les membres de la Commission du Journal : Andrieux, Besnard, Chenard, Huart, Migny, Olive, Robinet, « Aux lecteurs du « *Combat Syndicaliste* », *Le Combat Syndicaliste*, op. cit., p. 6

835 Pierre Monatte, « Entre nous. La réunion des abonnés aura lieu le 31 juillet », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 125.

836 La commission du Journal, « Pour la diffusion du « *Combat Syndicaliste* », *Le Combat syndicaliste*, n° 7, 1<sup>er</sup> mars 1928, p. 2.

que l'ouvrier dissipera plus inutilement. Il est nécessaire qu'une propagande active soit faite pour déterminer le prolétariat à lire ses journaux et créer en France cette presse ouvrière si développée en Angleterre, en Allemagne, en Australie et en Amérique. »<sup>837</sup>

Concernant la teneur des articles et des rubriques, les auteurs mettent en avant quelques contenus. La FNBT met en avant quelques problèmes touchant les titres corporatifs. Ils ont tendance à reproduire les mêmes articles et sa quotidienneté risque de le remplir de communications ouvrières peu intéressantes pour le public. La question de l'ouverture à la question « politique » est posée tout en empêchant la possible récupération par un parti politique. Des socialistes peuvent proposer des articles dans la mesure où ils se tiennent en dehors des « écoles »<sup>838</sup>. La question du supplément à l'*Ouvrier des Deux Mondes* pose aussi la question de l'accessibilité. Des questions ne peuvent être traitées dans ce contexte et la vision intellectualiste du titre de Pelloutier rencontre aussi des difficultés à pénétrer chez tous les syndiqués : des « questions ne peuvent être traitées par l'*Ouvrier des Deux Mondes*, et ensuite parce que les articles de l'*Ouvrier des Deux Mondes* ne sont pas accessibles à tous les syndiqués »<sup>839</sup>. Dans les années 1910, la rédaction de la *Vie Ouvrière* s'interroge sur le contenu souhaité dans ses pages. Le but est de fournir des informations qu'ils estiment concerner la classe ouvrière. Le contenu que les auteurs doivent fournir s'inscrit dans la volonté de Pelloutier de faire une revue syndicaliste et ouvrière à ambition sociale et émancipatrice. Elle doit apporter des connaissances concernant le mouvement ouvrier. Cette connaissance des événements permet de connaître l'adversaire dans le fonctionnement du monde capitaliste : « nous n'avons pas réussi à serrer suffisamment l'actualité, à donner presque chaudes encore les monographies des grandes grèves, les documents qui se transforment en mitraille contre l'adversaire »<sup>840</sup>. Le point de départ est une connaissance du mouvement ouvrier français tant du point de vue des événements concernant le mouvement ouvrier que des connaissances d'ordre plus techniques. Le contenu de la discussion est ici rapporté :

« Il ne suffira pas de fournir les journaux patronaux à un certain nombre de camarades. – Un travail de trois ans m'a été nécessaire, dit Merrheim, pour voir clair dans ceux de la métallurgie. – Nous avons un projet pour faciliter les débuts de cette besogne ardue. Cratès nous a promis une série de petits articles où il expliquera le

---

837 [Fernand Pelloutier], « Historique du mouvement corporatif. Le syndicat national des Ouvriers et Employés des Chemins de fer », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit. pp. 7-8.

838 [Fernand Pelloutier], « VIIe Congrès national des Bourses du travail et unions de syndicats. Mercredi 21 septembre. Première séance », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 5.

839 *Ibid.*

840 Pierre Monatte, « La réunion des abonnés », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 161.

fonctionnement d'une entreprise industrielle : service techniques, services commerciaux, services financiers ; il montrera comment on lit un bilan. Cela aidera la lecture difficile des organes patronaux ou financiers. – Oui, cela aidera énormément les camarades répond Merrheim, mais cela ne supprimera pas toutes les difficultés ; les camarades devront être tenaces et ne pas se rebuter. Une fois qu'ils seront dans leur sujet, alors, ils seront largement payés : ils travailleront avec passion – Tu as oublié de dire quels articles il y avait en vue ? Dit un camarade. – Un grand nombre, déjà nous avons en cartons pas mal d'études excellentes. Une de Jacob, sur la métallurgie en Haut-Marne qui va se trouver encore retardée par la nécessité d'engager la campagne sur la Meurthe-et-Moselle, pour laquelle Merrheim a préparé plusieurs articles. Nous réunissons les éléments d'une large enquête sur le contrat collectif ; le gouvernement s'efforce d'implanter son dangereux projet. Il faut en montrer les dangers. »<sup>841</sup>

On peut imaginer que les problématiques sur le contenu de la revue sont identiques pour la *Révolution prolétarienne* dans les années de l'entre-deux-guerres. Même son de cloche pour le *Combat syndicaliste*, concernant le contenu, Andrieux s'occupe des études industrielles, Robinet de la vie des organisations de la fédération, Olive de la rubrique agraire, Chenard de « faits divers à caractère social » tandis qu'Huart et Besnard s'occupe des questions internationales et sociales<sup>842</sup>. Cette ambition de connaissance s'inscrit dans une échelle transnationale. En effet, la *Vie Ouvrière* souhaite faire paraître des articles sur des événements en Espagne, en Allemagne, en Suède à travers des grèves ou des lock-out :

« De divers côtés, on nous a dit que la revue était bien comprise et bien faite. C'est, paraît-il, l'avis général. Eh bien, franchement, sans hypocrite modestie, nous ne sommes pas satisfaits. Nous n'avons pas fait pour la campagne confédérale sur les retraites tout ce que pouvait une revue comme *Vie Ouvrière*. Nous n'avons pu donner à des événements, comme la grève de Suède et le lock-out du bâtiment allemand, les études sérieuses qu'ils méritaient. Grâce à Cratès et à Anselmo Lorenzo, nous l'avons fait sans retard pour les événements d'Espagne ; nous aurions dû trouver des concours équivalents en Allemagne et en Suède. Malgré nos efforts nous ne les avons pas trouvés. Nielsen, qui avait promis de compléter son court article sur la grève de Suède, ne l'a pas fait. Kater ne nous donnera son étude sur le lock-out allemand que d'ici quelque temps. [...] Au point de vue du mouvement international, nous savons maintenant que nous pouvons compter sur Brupbacher et Wintch pour la Suisse, sur Tom Mann pour l'Angleterre. Nous espérons pouvoir en dire autant bientôt pour d'autres pays. [...] Au point de vue international, nous travaillons à réunir une série d'articles où serait présentée la situation du syndicalisme par le monde, ses progrès, son développement, ses forces. Nous nous sommes adressés à Kater pour l'Allemagne, Trautmann pour les États-Unis, Masotti pour l'Italie, Kolteck pour la Hollande, etc., etc. Vous le voyez, ce n'est pas les études intéressantes qui vont manquer. »<sup>843</sup>

Un point important semble être la tenue des rubriques concernant les revues, les livres ou les journaux. Cette rubrique permet de fournir des informations jugées importantes dans

---

841 *Ibid*, pp. 162-163.

842 Les membres de la Commission du Journal : Andrieux, Besnard, Chenard, Huart, Migny, Olive, Robinet, « Aux lecteurs du « Combat Syndicaliste », *Le Combat Syndicaliste, op. cit.*, p. 6.

843 Pierre Monatte, « La réunion des abonnés », *La Vie ouvrière, art. cit.*, pp. 161-163.

d'autres revues à la fois pour en proposer une analyse critique ou plutôt informationnelle et positivement perçue. Pour la *Vie Ouvrière*, « les rubriques n'ont pas été tenues assez régulièrement : Les Livres et les Revues, cahin-caha. Les Journaux patronaux, presque en panne »<sup>844</sup> ; et pour le *Combat syndicaliste*, Migny s'occupe de la revue de presse de journaux et revues espérantistes<sup>845</sup>. La rubrique des revues s'inscrit aussi dans une logique d'accessibilité au public dans un contexte de multiplication des titres. Un courrier des lecteurs énonce cet aspect dans le contexte des années 1930 :

« À mon sens, vous devriez donner plus de place à votre Revue des Revues, et proposer à la réflexion du lecteur de larges extraits (il ne s'agit pas de citations tendancieuses, arbitrairement séparées du contexte) de la littérature révolutionnaire actuelle, à l'exemple de *Clarté* (ultime formule) et de la publication qui lui succède : *La Lutte de Classes*. J'ai sous les yeux, le numéro 1 de la *Lutte de Classes* (février-mars 1928), et j'y vois des analyses et des extraits d'études parues dans « les Cahiers du Bolchevisme », « l'Internationale communiste », « l'Internationale Syndicale rouge », « la Revue syndicale de documentation économique », « la Révolution prolétarienne », « Contre le Courant », « l'Unité léniniste », « le Réveil communiste » (Lyon), « L'Avenir social » (parti ouvrier belge), « The Masses of India », — sans parler de la grande revue libérale américaine : « The Nation ». Dans le dernier numéro de *Clarté* (janvier 1928), je trouve des indications sur des études parues dans le « Bulletin Communiste » et dans « Die Wende » (nouvelles études marxistes). Voilà qui est fort bien. Au milieu du chaos et de la confusion actuels, le prolétaire conscient veut voir clair. Je rêve souvent à une revue révolutionnaire, à une revue d'INFORMATION, au sens plein et vierge du mot, — à une - revue d'information, non de déformation, qui se bornerait à apporter honnêtement au lecteur, des documents et des matériaux pris partout. Comment voulez-vous qu'un travailleur s'abonne aux « Cahiers du bolchevisme », à « l'Internationale communiste », à « la Vie Ouvrière », à « l'Internationale syndicale rouge », à la « Revue syndicale de documentation économique », à « La Lutte de Classes », à « la Révolution prolétarienne », au « Bulletin communiste », à « Contre le Courant », à « l'Unité léniniste », à « l'Unité ouvrière », de Paul-Louis, à « Monde », de Barbusse, à la « Revue marxiste », pour ne parler que des revues révolutionnaires françaises, sans, dire mot des revues socialistes, réformistes et bourgeoises, et des revues étrangères. C'est une lacune sur laquelle on nous fait mettre le doigt. Nous avons souvent pensé à la « revue des revues », mais nous ne l'avons jamais faite. Nous allons tâcher de la faire. »<sup>846</sup>

La rubrique des livres s'accompagne aussi de bibliographies en lien avec le contenu des articles. D'autres contenus souhaitent être abordés comme les questions d'éducation, surtout envers la jeunesse dans les années de l'entre-deux-guerres avec des théories éducatives et des organisations de jeunesse. D'autres points sont plus problématiques comme les questions de militarisme et de patriotisme. En effet, les anarcho-syndicalistes sont généralement antimilitaristes mais la généralisation n'empêche pas certaines exceptions. Dans l'optique de

844 *Ibid*, p. 162.

845 Les membres de la Commission du Journal : Andrieux, Besnard, Chenard, Huart, Migny, Olive, Robinet, « Aux lecteurs du « Combat Syndicaliste », *Le Combat Syndicaliste*, op. cit., p. 6.

846 Anonyme, « Deux lettres », *La Révolution prolétarienne*, n° 80, 15 mai 1929, p. 16.

la « lutte des classes », les intérêts nationaux sont perçus comme les intérêts économiques des bourgeoisies nationales. Cependant, les débats sont vifs surtout au sein de la C.G.T. jusqu'au déclenchement de la Première guerre mondiale. En effet, certains syndicalistes contestent les positions antimilitaristes de la confédération menée par le bureau confédéral composé en majorité d'anarchistes ou de révolutionnaires comme Yvetot ou Pouget. Les mêmes questionnements agitent le mouvement ouvrier anglais, ce qui encourage les auteurs de *La Vie ouvrière* :

« Ce que nous, syndicalistes, nous vous disons, c'est de vous désintéresser de la patrie. Laissez ceux qui possèdent, le soin de défendre leur patrie quand elle est attaquée. [...] » Ce qui fait l'intérêt de ces paroles, c'est que le journal qui les publie n'est pas un journal de doctrine. *The Industrialist* a soin d'indiquer dans sa manchette qu'il n'a de rapports avec « aucun parti politique, ni aucune secte antipolitique », c'est-à-dire qu'il n'est ni social-démocrate, ni anarchiste. C'est donc un organe qui prétend se placer uniquement au point de vue ouvrier, qui déclare vouloir représenter uniquement les idées et les intérêts de la classe ouvrière, en dehors de toute théorie et de toute école. Qu'un tel journal manifeste des conceptions antipatriotiques aussi nettes, cela est au plus haut point caractéristique de l'évolution des idées de la classe ouvrière anglaise. »<sup>847</sup>

Des problématiques spécifiques se posent pour les journaux à destination des enfants d'ouvriers. Les syndicalistes révolutionnaires souhaitent qu'une partie du journal soit à destination des parents. Cette prise de position suppose l'idée d'un changement de paradigme dans le rôle de la parentalité : « [ce journal pour enfants] comprendra, en dehors du texte surtout réservés aux enfants, une page destinée aux parents dans laquelle seront traitées des questions d'hygiène, d'éducation, etc., etc. »<sup>848</sup>. Le journal pour enfants doit aussi être capable de mettre à portée des problématiques dans un langage accessible dans le but d'en faire des êtres conscients de la misère sociale des classes populaires : « Ces pages lui parleront de sa vie, c'est-à-dire de ses jeux, de ses études, de ses amitiés, elles évoqueront des joies, mais elles lui parleront aussi de la misère de ses aînés – et cela dans des termes choisis pour lui – D'ailleurs, ce journal sera rédigé par ses meilleurs amis, ceux qui veulent le voir animé de sincérité, de fraternelle bonté, afin que plus tard, il soit, lui aussi, un révolté contre les injustices »<sup>849</sup>.

La question « culturelle » se pose aussi pour les différents titres. Sa présence se retrouve dans certains articles mais ils ne constituent pas l'essentiel du contenu proposé. On trouve ainsi un article sur « L'Art social » dans *L'Ouvrier des Deux Mondes*, sur l'exposition

---

847 R[obert]. L[ouzon]., « L'antipatriotisme en Angleterre », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 242-243.

848 Appel de la Ligue ouvrière de Protection de l'Enfance, « Un journal pour enfants », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 318-319.

849 *Ibid*, p. 318.



des arts décoratifs<sup>850</sup> ou sur le Salon des Indépendants<sup>851</sup> dans la *Révolution prolétarienne*. Dans des numéros proches de la Seconde guerre mondiale, la *Révolution prolétarienne* propose quelques fois une rubrique « Cinéma » montrant la prise en compte de la diffusion de la pratique dans les milieux militants syndicalistes. Cependant, même si la conception culturelle classique de ces revues reste limitée, les lecteurs sont parfois invités à lire d'autres titres plus culturels. Par exemple, l'*Ouvrier des Deux Mondes* propose un abonnement double avec l'*Humanité Nouvelle* :

« L'*Ouvrier des Deux Mondes* a pensé qu'il devait offrir à ses lecteurs le moyen de se renseigner, non seulement sur le mouvement ouvrier, mais aussi sur tous les événements scientifiques et artistiques qui concourent au progrès social. L'*Humanité Nouvelle*, par la notoriété de ses collaborateurs, qui influent tous à des degrés divers sur la marche de l'esprit humain, par la valeur et la variété de ses études sociologiques, philosophiques et littéraires, par l'intérêt de ses Contes et Nouvelles, par ses critiques des livres et des revues publiés dans le monde entier, mérite d'être lue et relue par quiconque, aspirant à la transformation économique, intellectuelle et morale des sociétés actuelles, désire se mettre en état de préparer l'ordre social futur. C'est pourquoi, après entente avec cette revue, l'administration de l'*Ouvrier des Deux Mondes* offre à ses lecteurs et abonnés des **abonnements combinés** ainsi établis : FRANCE & BELGIQUE : Un an, 13 f r . — Un. Post. 17 fr. *Les abonnements peuvent être payés mensuellement. Conditions spéciales pour les Bourses du travail.* »<sup>852</sup>

Dans les années de l'entre-deux-guerres, d'autres titres prennent ce relais de l'aspect culturel surtout en lien avec la « culture prolétarienne » dont certains représentants, comme Marcel Martinet ou Giauffret dans la *Révolution prolétarienne*, sont proches des écrivains prolétariens autour d'Henry Poulaille. Les revues de ce militant mettent en avant une dimension culturelle centrée sur la littérature. Ces différentes collaborations ou revues (*La Vache enragée*, *Le Roman*, *Nouvel Age* ou *À contre-courant*) sont l'occasion d'articles fournissant un point de vue prolétarien sur la littérature et de découverte de textes en dehors de la production à dimension commerciale, bourgeoise et reconnue : « Dans chaque numéro figuraient encore des poèmes et des contes populaires. La grande idée de Poulaille « Désintoxiquer les masses » était née. [...] Mais ce travail de désintoxication, il fallait le poursuivre. Pour protester contre la veulerie des critiques, l'injustice des prix littéraires et la soumission des libraires, il réunit quelques camarades et décerna le prix sans nom. [...] Enfin parut *Nouvel Age*. Pendant un an, cette revue de Poulaille publia les plus grands noms de la littérature internationale, des textes d'ouvriers, de nègres, de prisonniers, des inédits de bons

---

850 Léon Clément, « Une visite à l'Exposition des Arts Décoratifs », *art. cit.*, pp. 13-14.

851 M.R., « « Trente ans d'art indépendant ». De 1884 à 1914 », *La Révolution prolétarienne*, n° 15, mars 1926, pp. 8-9.

852 [Fernand Pelloutier], « Sans titre », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 11, 1<sup>er</sup> décembre 1897, p. 16.

auteurs français morts inconnus, des poèmes et des proses d'un marin, d'un postier, d'un paysan, d'un mineur, des pages de Cladel, de Vallès, des poèmes de misère ou de révolte, des chansons folkloristes avec leur musique, des imageries populaires »<sup>853</sup>.

### *De l'apport de la culture littéraire « bourgeoise »*

La critique de la littérature « bourgeoise » n'empêche pas les syndicalistes révolutionnaires de l'utiliser, voir d'en proposer une vision positive. En effet, ces acteurs sont pris dans une culture de l'écrit valorisée par l'idéologie de l'émancipation ouvrière et plus généralement du régime républicain. Les biographies ou autobiographies sont des textes où l'on peut se rendre compte de l'acquisition d'une connaissance littéraire et plus généralement écrite pour comprendre le rapport à l'écrit entretenu par certains syndicalistes révolutionnaires. Certains personnages s'inscrivent dans une forme de l'idéal du militant-savant. Par exemple, James Guillaume, dans une courte autobiographie, explique qu'il eut un rapport privilégié à la lecture :

« Je lus toute la bibliothèque de mon père, me passionnant pour l'antiquité, pour la Révolution française, pour la philosophie (Spinoza surtout), pour la poésie (Homère, Shakespeare, Goethe, Molière, Voltaire). Je m'occupais aussi beaucoup de sciences naturelles (astronomie, géologie, et, comme collectionneur, entomologie) ; la poésie était pour moi une passion (j'ai écrit des milliers de vers, lyriques et autres, composé des drames, des romans, comme écolier et étudiant), et la musique une autre passion (j'avais entrepris un opéra et un oratorio).»<sup>854</sup>

Cependant, rappelons que James Guillaume appartient à un milieu social plus favorisé que d'autres militants. En effet, les références littéraires varient selon les parcours individuels. L'agrégé en lettres Régis Messac, dans ces écrits sur le latin, donne des auteurs qui trouvent grâce à ces yeux :

« Tout bien considéré, il ne reste guère que deux auteurs, dans toute la littérature latine, auxquels on se sente obligé d'accorder un certain respect : Lucrèce et Tacite. Mais leur cas appelle aussi certaines restrictions. D'abord, eux aussi, on ne les présente guère aux élèves que soigneusement édulcorés et émasculés, Tacite surtout. De plus, ils sont difficilement abordables.[...] Sans doute, il y a bien quelques poètes : Catulle, Plaute, Horace, qui, en dehors de leurs exercices d'école (car ils ont tous été scolaires à leurs heures), nous offrent quelques pages qui ne manquent pas

---

853 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 1.

854 James Guillaume, « Une vie de militant. L'autobiographie de James Guillaume », *La Révolution prolétarienne*, n° 116, 5 avril 1931, pp. 16-19.

de verdure. Mais justement, ce sont celles-là qu'on ne met jamais entre les mains des élèves. Elles ne sauraient donc entrer en ligne de compte. »<sup>855</sup>

Ces références sont ici les conclusions d'une trajectoire individuelle mais données comme conseils au lectorat de *La Révolution prolétarienne* dans les années 1930. Cependant, elles marquent les différences avec d'autres approches littéraires dans les milieux syndicalistes et marquent plutôt l'exception que la règle.

Dans ces écrits des années 1890, Pouget utilise de nombreuses références montrant sa connaissance d'une culture littéraire. La référence sert généralement à fournir des réflexions politiques, des connaissances historiques dans le cadre de l'écriture. Par exemple, Pouget donne une citation du principe de Machiavel :

« Un Macaroni qui vivait y a bougrement des années, l'a dit dans un chouette petit bouquin. Ce salop de Machiavel disait à son *Prince* comment il devait s'y prendre pour gouverner sans emmerdements : aujourd'hui c'est au populo à lire son petit livre de façon à ne pas se laisser emmerder par les gouvernants. *Diviser pour régner !* C'est sa principale maxime. Et y a pas mille bombes, les bandits qui depuis des siècles mangent le populo l'ont rudement mise à profit cette fameuse maxime. Toujours et toujours il se sont arrangés pour que le peuple soit désuni. »<sup>856</sup>

Ce texte est ici un texte de philosophie politique moderne. Pouget utilise aussi des textes de littérature qui lui sont plus contemporains au XIXe siècle. Les références à Hugo sont nombreuses, sans doute, valorisées par l'éducation littéraire de l'école. Par exemple, Pouget explique avoir lu la pièce de théâtre de Victor Hugo, *Lucrèce Borgia*, jouée pour la première fois en 1833 et rappelant l'histoire de cette femme incarnant la décadence des classes aristocratiques : « J'ai lu dans un bouquin du grand bafouilleur Victor Hugo qu'en Italien une salope du nom de Lucrece Borgia, avait une nuit, escoffié une floppée de types qui boulottaient chez elle, en leur foutant du vin empoisonné. Hein, nom de dieu ! C'est bougrement dégoûtant qu'elle soit morte cette garce là. Elle aurait pu aller mardi au gueuleton des chemins de fer, elle y aurait trouvé de la besogne – et de la chouette »<sup>857</sup>. L'exemple mélange à la fois des éléments historiques avec des réflexions de nature politique. Dans les contemporains, Émile Zola revient plusieurs fois : « ça change de manier la plume ou le tranchet ; quand j'aurai pondu seulement une douzaine de romans, je défie bien Émile Zola de

---

855 Régis Messac, « Ce que vaut leur « culture ». Quelques réflexions sur la valeur des « humanités » », *art. cit.*, p. 11.

856 Émile Pouget, « Lard ou cochon », *Le Père Peinard*, n° 31, 22 septembre 1889, p. 3.

857 Émile Pouget, « Gueuleton royal », *Le Père Peinard*, n° 31, 22 septembre 1889, p. 12.

me dégouter »<sup>858</sup>. Les références de Pouget semblent généralement, sans pouvoir l'affirmer, des références françaises et francophones.

De plus, la production artistique peut servir d'exemple pour faire valoir des notions propres au mouvement anarchiste et syndicaliste. C'est, par exemple, le cas du sabotage mis en valeur, notamment par Pouget avec sa brochure *Le sabotage*. Cette volonté de saboter l'économie capitaliste s'inscrit dans une volonté d'action directe, elle aussi développée par Pouget, comme le « boycottage » valorisé au Congrès de Toulouse en 1897. Ce dernier s'accompagne d'une volonté de pacification sociale tout en valorisant une grève générale révolutionnaire à la place des grèves partielles. Les anarchistes-syndicalistes doivent défendre ce point de vue notamment contre d'autres anarchistes : c'est, par exemple, le cas de Jean Grave qui voit dans le sabotage une tactique qui « abaisse les caractères »<sup>859</sup>. Dans sa brochure, Pouget se sert d'un passage de Balzac pour expliciter cette notion de sabotage lors de la révolte des canuts à Lyon. Pouget y voit peut-être un moyen de convaincre des ouvriers non-acquis à cette tactique par son caractère potentiellement moins violent que les anarchistes préconisaient par le syndicalisme. D'un côté, ce sabotage permet de rendre visible l'antagonisme de classe entre capitaliste et prolétaire par l'action ouvrière même si celui-ci n'en a pas tout fait confiance. De l'autre côté, cela permet de répondre aux accusations moralisantes de certains anarchistes :

« Ce faisant, avec tout autant d'inconscience qu'en mettait M. Jourdain à faire de la prose, cet exploité à fait du sabotage, manifestant ainsi, sans le savoir, l'antagonisme irréductible qui dresse l'un contre l'autre, le capital et le travail. Cette conséquence inéluctable du conflit permanent qui divise la société, il y a trois quarts de siècle, le génial Balzac la mettait en lumière. Dans *La Maison Nucingen*, à propos des sanglantes émeutes de Lyon, en 1831, il nous a donné une nette et incisive définition du sabotage :

Voici, — explique Balzac. — On a beaucoup parlé des affaires de Lyon, de la république canonisée dans les rues, personne n'a dit la vérité. La république s'était emparée de l'émeute, comme un insurgé s'empare du fusil. La vérité, je vous la donne pour drôle et profonde. Le commerce de Lyon est un commerce sans âme, qui ne fait pas fabriquer une aune de soie sans qu'elle soit commandée et que le paiement soit sûr. Quand la commande s'arrête, l'ouvrier meurt de faim, il gagne à peine de quoi vivre en travaillant, les forçats sont plus heureux que lui. Après la révolution de juillet, la misère est arrivée à ce point que les CANUTS ont arboré le drapeau : Du pain ou la mort ! une de ces proclamations que le gouvernement aurait dû étudier. Elle était produite par la cherté de la vie à Lyon. Lyon veut bâtir des théâtres et devenir une capitale, de là des octrois insensés. Les républicains ont flairé cette révolte à propos du pain, et ils ont organisé les CANUTS qui se sont battus en partie double. Lyon a eu ses trois jours, mais tout est rentré dans l'ordre, et le canut

---

858 Émile Pouget, « M. Dugourdeau à la recherche du meilleur des gouvernements », *Le Père Peinard*, n° 35, 20 octobre 1889, p. 16.

859 Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. I, des origines à 1914, op. cit.*, p. 303.

dans son taudis. Le canut, probe jusque là, rendant en étoffe la soie qu'on lui pesait en bottes, a mis la probité à la porte en songeant que les négociants le victimaient, et a mis de l'huile à ses doigts : il a rendu poids pour poids, .mais il a vendu la soie représentée par l'huile, et le commerce des soieries a été infesté d'étoffes graissées, ce qui aurait pu entraîner la perte de Lyon et celle d'une branche du commerce français... Les troubles ont donc produit les « gros de Naples » à quarante sous l'aune...

Balzac a soin de souligner que le sabotage des canuts fut une représaille de victimes. En vendant la « gratte » que, dans le tissage ils avaient remplacée par l'huile, ils se vengeaient des fabricants féroces,... de ces fabricants qui avaient promis aux ouvriers de la Croix-Rousse de leur donner des baïonnettes à manger, au lieu de pain... et qui ne tinrent que trop promesse ! »<sup>860</sup>

Cet exemple, pris chez Balzac, montre l'impact que le sabotage peut avoir lorsqu'il est appliqué à grande échelle comme la grève générale. De plus, il ajoute une dimension historique au problème du système capitaliste. En effet, la description date de soixante-quinze ans et le constat apparaît aux yeux de Pouget identique dans la mauvaise condition de vie des ouvriers. L'utilisation d'un passage de Balzac montre l'attrait d'une culture littéraire en passe de devenir classique mais aussi d'éviter un regard partisan, les opinions de Balzac en matière sociale n'étant pas des plus révolutionnaires. Dans les années 1930, Jacquet fait lui aussi des références à Balzac pour ces personnages en lien avec l'action :

« Si maintenant j'avais à résumer ce que je viens de vous dire sur l'instituteur rural, je crois que je ne parlerais pas mal en disant qu'il doit être au village, une manière de Bénassis, le bienfaiteur à la vie ignorée dont Balzac nous a fait le portrait dans son Médecin de campagne. Daniel Halévy, dans ses Visites aux paysans du centre, a comparé l'un des nôtres à Bénassis. Et c'est ma foi fort bien vu. Balzac est un conservateur et, pourtant, il est si impartial que toutes ses sympathies vont aux révolutionnaires voyez le commandant Hulot dans les Chouans. Bénassis se dit, se croit monarchiste et chrétien, mais son action est matérialiste et révolutionnaire. Ce n'est point par des prêches moraux ou religieux qu'il transforme le petit village dauphinois où il s'est retiré pour oublier ses grandes douleurs, c'est par l'action, par le changement des conditions de vie de ses concitoyens. »<sup>861</sup>

Dans les années de l'entre-deux-guerres, les références à des cultures littéraires non-francophones sont plus importantes. Les facteurs de cette augmentation des références sont multiples : l'apport de textes non-francophones par les éditeurs pour augmenter les possibilités de lecture, des services de traduction plus importants, l'accès au champ littéraire envisageable pour des auteurs issus d'autres milieux sociaux ou encore une volonté d'ouverture prônée par les syndicalistes révolutionnaires. Par exemple dans son article sur la

---

860 Émile Pouget, *Le Sabotage*, Paris, M. Rivière, s.d. [1911], pp. 4-5.

861 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 18.

littérature prolétarienne, si Baptistin Giauffret cite des références littéraires francophones antérieures (Hugo, Racine, Voltaire), il ajoute aussi d'autres textes contemporains comme *Tourbillon* de Jack London<sup>862</sup>, *Rapaces* d'Ehrenburg<sup>863</sup> et Henry Poulaille<sup>864</sup>. Dans le cadre de la littérature prolétarienne, des références à des productions exhumées dans ce cadre sont présentes. Par exemple, des romans anglais du « temps de Shakespeare » de l'auteur Thomas Deloney, sont mis en avant pour découvrir les classes populaires anglaises du XVI<sup>e</sup> siècle :

« M. Abel Chevalley présente la traduction de quelques romans anglais : Le Noble Métier, Jack de Newbury, Thomas de Reading ; il les accompagne d'une étude fort intéressante sur l'auteur et son époque : Thomas Deloney. [...] Mais les romans de Deloney sont, pour nous, autre chose que la récréation qu'ils furent pour les Anglais de 1600 ; ils sont un grand témoignage de la vie matérielle et les conditions du travail dans l'Angleterre du seizième siècle. Ils donnent sur toute cette période un luxe de détails vivants qui en font une excellente lecture d'atmosphère historique — surtout lorsqu'on consulte le livre de présentation qu'Abel Chevalley a consacré à Deloney. »<sup>865</sup>

Même écho chez Henry Poulaille, où pour « désintoxiquer les masses », les revues de ce dernier « offrai[en]t un roman complet de Ramuz, Gérard de Nerval, Upton Sinclair, Mark Twain. Dans chaque numéro figuraient encore des poèmes et des contes populaires »<sup>866</sup>. Dans *Le Nouvel Age*, « Poulaille publia les plus grands noms de la littérature internationale, des textes d'ouvriers, de nègres, de prisonniers, des inédits de bons auteurs français morts inconnus, des poèmes et des proses d'un marin, d'un postier, d'un paysan, d'un mineur, des pages de Cladel, de Vallès, des poèmes de misère ou de révolte, des chansons folkloristes avec leur musique, des imageries populaires »<sup>867</sup>. Ces différents exemples fournissent un aperçu de la culture littéraire valorisée de certains militants anarchistes-syndicalistes<sup>868</sup>.

---

862 Nous trouvons une traduction de 1926 sous ce titre : Jack London, *Le Tourbillon*, traduit par Louis Positif, Paris, Éditions G. Crès et Cie, 1926, 265 p.

863 Nous trouvons ce texte traduit en français chez Gallimard en 1930 : Ilya Ehrenburg, *Rapaces*, Paris, Gallimard, 1930.

864 Baptistin Giauffret, « Littérature prolétarienne », *La Révolution prolétarienne*, n° 129, 10 juin 1932, p. 14.

865 Baptistin Giauffret, « Les romans de métiers au temps de Shakespeare », *La Révolution prolétarienne*, n° 36, 15 juin 1927, pp. 9-10.

866 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 1.

867 *Ibid*, p. 1.

868 Il faudrait approfondir ce point en analysant les références dans les textes ainsi que les propositions de lectures dans la presse. La différence entre ces deux points permettrait peut-être de mettre en avant l'évolution des usages et la manière dont la culture littéraire est envisagée.

## *La « littérature prolétarienne »*

Dans les années d'entre-deux guerres, cette « culture prolétarienne » se traduit plus spécifiquement dans la littérature avec l'émergence d'un mouvement se revendiquant de cette forme littéraire : la « littérature prolétarienne ». Ce mouvement groupé autour d'Henry Poulaille regroupent des auteurs issus des classes populaires<sup>869</sup>. Henry Poulaille apparaît généralement comme cette figure de proue qui nourrit la pensée littéraire des syndicalistes révolutionnaires : « De cette époque [de la Première guerre mondiale], il nous a laissé le souvenir cruel dans trois livres trop humains, tristement véridiques : *l'Enfantement de la Paix*, *Pain de Soldat* et *les Rescapés* »<sup>870</sup>. Certains syndicalistes révolutionnaires et anarchistes vont se rattacher à cette initiative notamment *La Révolution prolétarienne* avec Giauffret qui publie des articles sur cette nouvelle forme artistique. Cette littérature crée des débats au sein du syndicalisme révolutionnaire puisque l'auteur doit justifier sa prise de position : le syndicalisme révolutionnaire ne peut être puissant que dans la mesure où il s'investira dans tous les champs. Giauffret constate que d'autres acteurs du champ social, comme l'Église, investissent dans des structures de production artistiques et culturelles. Les syndicalistes devraient donc mettre en place un système culturel dans la logique de la culture prolétarienne. Il propose que l'investissement syndical se fasse sous toutes les formes de production artistique en lien avec un large public : cinéma, littérature et musique :

« Que l'on excuse ces longues considérations qui ne sont étrangères à nos préoccupations syndicales qu'en apparence. Si le Syndicalisme doit tendre, selon la forte expression de Lagardelle, à constituer la classe ouvrière comme un État dans l'État - et nous le pensons - rien ne peut lui être étranger. Nous voudrions le voir se préoccuper d'organiser ses œuvres entièrement autonomes dans tous les domaines : ses écoles comme en Angleterre, ses salles de cinémas comme l'Église catholique, ses journaux, ses livres, ses disques, ses films. Cela c'est un morceau de la Révolution - qui ne dispense point des autres combats mais qui les rendra plus efficaces. »<sup>871</sup>

Concernant plus spécifiquement la littérature prolétarienne, elle est élaborée par certains auteurs, notamment le libertaire Henry Poulaille, dans l'optique affichée de développer la littérature pour le prolétariat mais par lui-même. La littérature apparaît comme un moyen alternatif à la presse comme proposition de lecture et surtout comme un espace d'expression

---

869 Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne en France : littérature ouvrière, littérature paysanne, littérature d'expression populaire*, Paris, Albin Michel, 1974, 315 p.

870 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 1.

871 Baptistin Giauffret, « Littérature prolétarienne », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 14.

de leurs propres conditions d'existence, de leurs pensées. Cette alternative se dresse face aux « *gens de lettres* » qui ont accaparé le champ littéraire appartenant essentiellement à la classe bourgeoise. Cette émergence de la littérature prolétarienne ne peut se faire que par le biais d'auteurs prolétariens car eux seuls ont la capacité d'exprimer leur point de vue de classe :

« Les *gens de lettres* ont créé autour de la littérature un tel malentendu qu'on a scrupule à parler de littérature prolétarienne et d'écrivains prolétariens. Ces mots jurent à être accouplés : il faut pourtant bien se servir d'eux puisqu'ils ont cours. Toute discussion sur la littérature prolétarienne est dominée par cette constatation que Victor Serge met en évidence : des milliers de prolétaires qui savent lire ne lisent rien autre que leur journal parce qu'on écrit rien pour eux : rien qui touche à leur vie, rien qui touche à leurs espoirs, rien qui soit écrit dans leur langue – rien ou presque. [...] Le prolétariat ne prendra place dans la littérature que dans la mesure où des prolétaires écriront. D'ici, de là, une exception pourra surgir, elle n'infirmera point cette règle générale : on exprime ce que l'on est : Un bourgeois exprime la bourgeoisie – un prolétaire, le prolétariat. »<sup>872</sup>

Cette littérature doit pouvoir apporter un complément à la « littérature populiste ». En effet, selon Giauffret, la littérature « populiste » est une émanation de la bourgeoisie qui saisit le populaire dans ces pratiques et sentiments mais elle n'est pas nécessairement à exclure. Elle est une ornementation mais ne remplit pas de rôle social et n'a pas la volonté de servir. Cette vision apparaît légèrement faussée dans la mesure où les œuvres remplissent nécessairement des rôles sociaux. Mais dans la rhétorique anti-bourgeoise, cette dimension non-utilitaire est très présente et, bien qu'ils reconnaissent l'implication des productions artistiques dans des phénomènes sociaux. Quant à elle, la « littérature prolétarienne » souhaite non plus montrer mais dévoiler les processus sociaux à l'œuvre dans le prolétariat et qui structurent ses conditions d'existence. C'est dans ce dévoilement que la littérature acquiert une dimension utilitaire et nécessaire :

« Mais aucune première confusion est à éviter : les travailleurs seront-ils exprimés par une littérature populiste ou par une littérature prolétarienne ? La première prend les travailleurs dans leur immobilité et conte leurs peines et leurs joies comme des événements sans signification sociale. La deuxième s'efforce de les saisir dans leur mouvement de classe et pose sur leur vie quotidienne le reflet des événements sociaux. La première n'est pas moins authentique, pas moins vraie que la deuxième : mais elle ne sert pas au prolétariat ; et celui-ci exige que la littérature serve à quelque chose ; ce qui l'a dégoûté dans la littérature bourgeoise, c'est précisément que, dans la majorité des cas, elle ne sert à rien. La bourgeoisie, classe assouvie et dilettante, peut se satisfaire d'œuvres qui sont ornement pur ; le prolétariat, avide parce qu'insatisfait, ne peut s'en contenter. Il s'occupera des bibelots après avoir assuré son nécessaire. »<sup>873</sup>

---

872 *Ibid*, p. 13.

873 *Ibid*.



À cet utilitarisme avoué, on trouve la volonté de non-professionnalisme et une destination à un public prolétarien. L'auteur fournit des indications quant au contenu des œuvres : elle devra aborder des « sujets sérieux » qui, finalement, s'avère être liés au sort du prolétaire et ces conditions d'existence concrète. C'est cette capacité à puiser dans la réalité sociale qui est la force utilitariste de cette littérature. En dévoilant la réalité sociale, elle prolonge les recherches du socialisme ce qui atténue une forme de critique extérieure sur la dimension idéologique :

« Que seront, techniquement parlant, les œuvres prolétariennes ? Il serait hasardeux de vouloir le préciser à l'avance. Mais dès maintenant on a le droit de penser qu'on ne pourra les aborder avec les « jauges » qui servent depuis quelques dizaines d'années voire quelques centaines pour la littérature bourgeoise. L'une prétend au désintéressement tandis que l'autre veut servir ; l'une naît de professionnels et est avant tout métier, l'autre vient d'amateurs et est sport et passion ; l'une s'adresse à une classe saturée des jeux d'esprit, l'autre à une classe, à l'esprit quasi vierge. Voilà qui laisse à présager bien des différences ; la littérature prolétarienne se distinguera par le sérieux de ses sujets, son goût pour les plus larges problèmes humains qui seront en même temps normaux et actuels. Elle sera « primaire » en ce qu'elle partira de l'immédiat et du concret, en ce qu'elle se penchera sur le lieu commun et qu'elle s'attachera à éclairer des évidences - en ce qu'elle procédera directement et non par allusions discrètes et par symboles voilés. Elle mettra les pieds dans le plat. C'est sa destination. Elle ne reculera pas devant l'ample et le lourd - elle usera de coloris que l'on trouvera vulgaires. Elle bousculera la grammaire, que l'Académie vient de publier. Elle sortira des cadres consacrés par tous les côtés à la fois. »<sup>874</sup>

Comme Pouget avec le *Père Peinard* évoqué précédemment, on retrouve l'idée que la langue jouera une place importante avec la mise en lumière d'un parler populaire qui peut contrevenir aux indications grammaticales. Toute cette « littérature prolétarienne » ne doit pas non plus être une expression d'une littérature spécifiquement nationale. L'apport de textes non francophones est largement valorisé.

Cependant, Giauffret met en garde contre ce positionnement sur la dimension utilitaire de la littérature prolétarienne. En effet, malgré cela, il ne faut pas qu'elle acquiert une dimension propagandiste. Cette critique s'adresse essentiellement aux partis qui seraient tentés d'en faire un outil à leur service qui, selon lui, pourrait aller à l'encontre du prolétariat lui-même ; les tentatives bolcheviques en matière culturelle comme le « réalisme socialiste » étant sans doute à l'origine de cette critique. La littérature ne doit pas devenir l'équivalent d'une thèse de Congrès et ne peut être qu'une œuvre d'intelligence. Ainsi, la littérature prolétarienne possède une dimension artistique et sentimentale : ceci révélant une vision romantique et proche de certains discours de « l'art pour l'art ». Il ne faut pas que cette forme

---

874 *Ibid*, p. 14.

littéraire soit partitionnée en fonction d'étiquettes de groupes politiques pour concerner globalement sa dimension de classe :

« Mais si la littérature prolétarienne doit servir, il faut qu'elle se garde de la systématisation outrancière sous peine de tomber dans le mensonge psychologique, le conventionnel de la propagande que nous dénonçons en janvier à propos du théâtre ouvrier, - sans trahir à la fois la littérature et le prolétariat. Elle doit fuir aussi le sectarisme théorique et partisan. Un roman n'est point thèse de Congrès. La thèse, œuvre rationnelle, s'appuie sur des connaissances précises ; son rédacteur accomplit un acte dont tous les éléments sont délibérés. L'œuvre d'art, elle, traduit bien plus les puissances instinctives, sensuelles et sentimentales que rationnelles. Les hommes éminemment raisonnables - et raisonneurs - sont rarement des artistes, des créateurs. Une œuvre littéraire ne peut donc point s'aborder essentiellement avec des critères qui, comme ceux des sciences sociales, relèvent purement de l'intelligence et c'est pourquoi on demeure étonné qu'à l'heure où la littérature prolétarienne ne fait que naître un groupe d'écrivains proclame, en littérature, son orthodoxie communiste et étiquette d'autres écrivains : trotskystes et sociaux-démocrates ! »<sup>875</sup>

### 3.1.2 Productions culturelles de l'histoire et de la mémoire ouvrière

#### *Des rapports entre les acteurs et la « culture »*

La plupart des textes mettant en avant les productions artistico-culturelles et le rapport à la culture en général sont aussi le lieu de réflexions des liens qui se tissent entre les différents acteurs et participant de la mémoire du militantisme. En effet, dans chacun des points abordés au cours de cette démonstration, les références à des militants particuliers sont présentes dans les articles, voir des articles qui leur sont entièrement consacrés. Par exemple, Pierre Monatte estime que la création de *La Vie ouvrière* s'inscrit en ligne directe avec *L'Ouvrier des Deux Mondes* de Pelloutier. En effet, il estime que la mise en place de ce titre dans les années 1910 ne fait que poursuivre la vision de Pelloutier, que sa mort a stoppé pendant une dizaine d'années :

« Notre projet n'était pas extrêmement ambitieux. Rédiger et faire vivre une revue, au bout d'un certain temps, par ses seuls abonnements, n'était pas hors des choses absolument possibles. Depuis *L'Ouvrier des Deux-Mondes*, depuis les efforts pénibles de notre aîné, Fernand Pelloutier, il y a eu du chemin de fait. Si la maladie ne l'avait pas terrassé, certainement il aurait surmonté des difficultés du moment, et la *Vie Ouvrière* n'aurait pas eu besoin de naître. Elle existeraient depuis dix ans et mieux faite par Pelloutier que nous le pourrions jamais. Depuis plusieurs années, le mouvement en sentirait les effets. »<sup>876</sup>

---

<sup>875</sup> *Ibid.*

<sup>876</sup> Pierre Monatte, « La réunion des abonnés », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 158.

La même logique de réflexion s'applique pour les brochures écrites par des militants. Par exemple, Besnard reprend les idées énoncées par James Guillaume. À ces yeux, James Guillaume lui apparaît comme son « vieux maître, [...] dont l'œuvre m'ouvrit les yeux et m'initia aux choses sociales »<sup>877</sup>. À ce titre, il reprend les idées énoncées dans la brochure « Idées sur l'organisation sociale »<sup>878</sup> notamment, en qui nous concerne, les passages sur les questions d'éducatives, les rapports avec la culture et les organisations des activités sociales par le fédéralisme. De ce fait, « en ce qui concerne toute cette partie [sur la gestion fédéraliste du bâtiment], je tiens donc à dire que je n'ai qu'adapter, moderniser, augmenter un peu le travail laissé par J. Guillaume. Il s'agit, en un mot, d'une mise au point rendue nécessaire par la marche du temps »<sup>879</sup>. Cet aspect n'empêche pas les interrogations et les opinions différentes des auteurs. Besnard émet l'avis que la construction de l'habitation ouvrière devrait être confiée à un service spécifique par rapport aux travaux de construction des infrastructures d'usage ou économique : « Contrairement à ce qu'indique James Guillaume je crois que la construction et l'entretien des maisons et monuments publics doivent être confiés à un service spécial : celui de l'*habitation*, tout à fait distinct du service des Travaux publics ; ce sera, je pense, absolument nécessaire, si on veut résoudre très vite le problème important de l'habitation »<sup>880</sup>.

Les syndicalistes n'échappent pas à la valorisation de la figure du militant-savant à une échelle européenne. La figure du militant-écrivain émancipateur et prolétaire se retrouve dans la figure de Max Nettlau. Il incarne la figure à contre-courant et la difficulté de valoriser la culture socialiste et ouvrière. La connaissance historique du mouvement libertaire qu'il a accumulée lui permet d'apparaître positivement dans ces mouvements. Cette connaissance passe généralement par l'écrit :

« Dès 1891, il publia son premier travail sur Bakounine, qui le fit connaître dans les cercles anarchistes. Plus tard, il abandonna la philologie et se consacra entièrement à l'étude du mouvement libertaire. Il écrivit de très nombreux articles documentés et lourds de sens pour les journaux et les revues. Il rédigea une biographie non seulement de Bakounine, mais encore de Reclus et de Malatesta. En allemand, il fit paraître en outre trois volumes sur l'histoire de l'anarchisme ; les manuscrits de quatre autres sont prêts. Mais ces livres ne peuvent point paraître. Les éditeurs s'imaginent-ils qu'il n'y a plus un public de lecteurs révolutionnaires pour de tels livres ? Ou les révolutionnaires ont-ils perdu le goût de tout ce qui sent la liberté ? En tout cas, il n'est pas possible qu'on ne trouve au moins un éditeur pour une histoire de l'anarchisme en un volume, qui consignerait l'essentiel du travail, auquel

---

877 Pierre Besnard, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, op. cit., p. 311

878 James Guillaume, *Idées sur l'organisation sociale*, Paris, La Librairie du travail, 1876, 48 p.

879 Pierre Besnard, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, op. cit., p. 310

880 *Ibid*, p. 312.

Nettlau a consacré sa vie entière. Ce résumé, que nous lui avons demandé, Nettlau est en train de l'écrire, sans se soucier s'il paraîtra un jour. Au fond de lui-même, il garde confiance. Il travaille à ce qu'il regarde comme sa tâche, comme d'ailleurs doivent le faire tous ceux aiment la liberté et qui la propagent. Nous, les anciens, nous ne pouvons guère imaginer notre arsenal intellectuel sans l'œuvre de Nettlau. Et on pense qu'il en sera de même pour les plus jeunes qui aiment la liberté et l'estiment aussi indispensable que le pain quotidien. Aussi tous, anciens et jeunes, amis de la liberté, amis de la vérité, diront aujourd'hui au docteur Nettlau, à l'occasion de ses 70 ans, que leur cœur est plein de reconnaissance pour celui qui leur a conservé les trésors de la littérature anarchiste par ses recherches et ses publications. Il n'a pas travaillé et souffert en vain. S'il nous est si cher et si grand, il le doit pour une très grande partie au fait qu'il est non seulement un érudit, mais encore un homme qui n'a vécu que pour ses idées, enfermé au milieu des livres qui parlent d'elles. Nous lui serrons les deux mains avec gratitude et nous souhaitons, dans son intérêt et dans le nôtre, de vivre et de travailler encore vingt ans. Il finira bien par se trouver un éditeur en quelque pays du monde, — pourquoi pas en France ? — qui comprenne l'importance de l'œuvre de Nettlau. »<sup>881</sup>

Les discours positifs n'empêchent pas, parfois de trouver des critiques glissées dans certains articles. Dans *Le Combat syndicaliste*, les attaques contre les individualistes sont nombreuses notamment dans les domaines culturels : les attaques contre les esthétisants de l'art, l'abandon d'un rapport au monde ouvrier ou certaines théories libertaires comme la lutte contre l'habillement dans le « nudisme » : « en faire un principe théorique, une question sociale, sous le nom de retour à l'état de nature, est une absurdité qui ne peut être propagée que par des Mauricius, des Bontemps et des Arrmand pour quoi la cité future devrait être construite sur les bases de la rue Blondel »<sup>882</sup>.

En matière littéraire, la figure d'Henry Poulaille dans les années 1930, sert d'archétype du diffuseur de la « culture prolétarienne » souhaitée par les syndicalistes révolutionnaires en France. En effet, même si la situation réelle et le réseau est évidemment plus complexe, il est considéré dans un article qui lui est consacré comme « figure attachante » : « Un des seuls écrivains authentiques de France est incontestablement Henry Poulaille. Il n'y a pas dans la littérature contemporaine de figure plus attachante que celle de ce curieux homme, vif, pétillant d'intelligence, qui est la terreur des gens de lettres de notre époque. Inlassable, ce grand romancier se trouve à la pointe de combat de la véritable culture française »<sup>883</sup>. Il est intéressant de noter que Sadi de Gorter le considère comme valorisant « la véritable culture française » alors qu'il souhaite valoriser une culture et production ouvrière internationale. Sa

---

881 Fritz Brupbacher, « Pour les 70 ans de Max Nettlau », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 13.

882 Les trois noms cités sont les noms de militants anarchistes-individualistes. Les reproches des anarcho-syndicalistes du *Combat syndicaliste* portent généralement sur l'abandon de la connaissance du monde économique et le mépris du prolétariat.

883 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 1.

figure reprend plusieurs idées : l'idée de l'ignorance de la presse bourgeoise, le travail acharné, l'ouverture culturelle et le rapport entretenu avec les milieux populaires :

« La presse depuis toujours ignore à dessein l'activité invraisemblable d'Henry Poulaille. L'information de nos jours n'a plus qu'un caractère de publicité rétribuée. Silencieusement, il continue son travail d'honnête artisan, n'ignorant aucun problème culturel nouveau. Des jeunes gens viennent à lui, un manuscrit sous le bras, ou lui demandent comment ils pourraient décrire leur métier, leur milieu, leur pauvre vie quotidienne. Poulaille donne des conseils, encourage, désapprouve, confesseur précieux, exorciseur de chefs-d'œuvre. Personne ne connaît mieux que lui le monde des lettres en France. Depuis 15 ans, il a vu défiler chez Grasset tout ce que ce pays compte d'hommes de lettres, d'écrivains médiocres, de gauche, de droite, et de génies qui se disent méconnus. Les plus grands sont venus pleurer dans son gilet, s'humilier devant lui. Mais Poulaille est foncièrement honnête : jamais il n'a fait allusion aux petits secrets des confrères talentueux, à leurs jalousies, à leurs pauvretés. Quel tableau magnifique ne pourrait-il pas broser de cette antichambre de la gloire qu'est une maison d'édition ! Non, il n'a rien de commun avec ces faiseurs de livres, ces « esprits supérieurs ». C'est Multatuli, l'anti-étatiste, l'antimilitariste, l'anticolonialiste, l'antiparlementaire, l'athée qu'il fait connaître au public français en préfaçant la traduction de ses pages choisies ; c'est ses amis charpentiers, chauffeurs, métallos qu'il retrouve le soir, des hommes de sa condition, de sa mentalité. »<sup>884</sup>

Finalement, en matière d'éducation prolétarienne, les expériences décrites dans les articles et les ouvrages font généralement référence à quelques figures particulières inspirantes. Par exemple, dans les années 1910, Léon Clément fait référence à l'initiative de Paul Robin à Cempuis entre 1880 et 1894, le considérant comme un précurseur en matière de co-éducation des sexes et plus généralement de nouvelles méthodes d'enseignement : « La tentative de Paul Robin à Cempuis, le bruit fait autour de son nom et des méthodes pratiques d'enseignement employées par lui dans cette école, a provoqué d'importantes discussions tant sur la co-éducation que sur l'enseignement lui-même. Cela a contribué au réveil des consciences chez les éducateurs et les pédagogues ; le problème s'est mieux imposé à l'attention de tous »<sup>885</sup>. Jean Wintch, en parlant de l'initiative de la *Société de l'École Ferrer* dans les mêmes années fait un éloge du pédagogue espagnol comme « un précurseur » en matière de nouvelles pédagogies non politiques en matière infantile :

« La *Société de l'École Ferrer* ne servira les intérêts d'aucune église, ni d'aucun parti. Ceux qui lui ont donné le nom qu'elle porte ont voulu glorifier le courageux précurseur de leur œuvre. Si l'on veut oublier les polémiques auxquelles a donné lieu l'assassinat, peut-être légal, de Ferrer et ne retenir que les principes que celui-ci appliquait en matière de pédagogie, on souhaiterait que son parti pris de liberté et sa « discrétion » se trouvent un jour chez tous ceux qui enseignent. Il ne considérerait pas l'écolier comme un chrétien précoce ou comme un puéril libre penseur, comme un futur bourgeois ou comme un futur socialiste, mais simplement comme un *enfant* qu'il faut fortifier de toutes les manières possibles. Et c'est à ce point de vue que

---

884 *Ibid.*

885 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 90.

nous nous placerons si nous ne voulons pas voir dans la pédagogie une dépendance de la politique. »<sup>886</sup>

Dans l'idéologie syndicaliste, ces recherches d'ordre « individuel »<sup>887</sup> doivent servir de modèle pour l'organisation de l'éducation prolétarienne dans une société devenue libertaire suivant les principes d'organisation fédéralistes et syndicaux. Léon Clément parle ainsi de pédagogues libertaires comme Sébastien Faure, Madeleine Vernet et encore Francisco Ferrer :

« Partisans de l'initiative individuelle sous toutes ses formes, nous sommes tenus de poursuivre cette éducation jusques et y compris l'apprentissage. Enfin, pour parachever cette action déjà très vaste ; afin d'expérimenter avec précision et d'une façon complète nos méthodes d'éducation ; afin de créer l'exemple qui suggérera des idées nouvelles, quelque plus belle œuvre que l'école modèle ouvrière ! Cette œuvre de la collectivité syndicale, comprenant la nécessité de s'attaquer à la corruption sous tous ses aspects, montrant la classe ouvrière préparant la société nouvelle économique et protégeant l'enfant, ses enfants, contre l'État bourgeois. Après les tentatives de Sébastien Faure, de Madeleine Vernet, de Ferrer, une école placée sous le contrôle des organisations ouvrières et des professeurs préparant les cahiers de l'enseignement dans un esprit nouveau, conforme aux besoins de rénovation sociale, une telle école s'impose. »<sup>888</sup>

### *Des événements ouvriers*

La littérature peut revêtir une dimension scientifique qu'il faut mettre en place en lien avec les « sciences sociales ». Par exemple, la littérature scientifique notamment en histoire, est perçue comme un écrit romanesque. Pour Pouget, l'expérience sociale des révolutions que les auteurs n'ont pas forcément vécues apparaît comme faussée : « Les histoires des révolutions, écrites par les savants ; c'est encore du roman, milles bombes. On n'y parle guère du populo, d'où est partie toute la besogne ; il n'y est question que des grosses têtes, un tas de Jean-foutres qui souvent les ont entravées ou perdus »<sup>889</sup>. Elle ne met pas assez en valeur la

---

886 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 403.

887 N'oublions pas pas que les noms cités sont des figures importantes mais qu'en matière d'enseignement, ils sont généralement entourés d'équipes pédagogiques que l'on peut retrouver dans certains textes publiés. Par exemple, Madeleine Vernet, pour « l'Avenir Social » en 1906, s'entoure d'une équipe pédagogique avec des institutrices (Z. Fresnois, A. Leclercq, M. Leclercq, Hélène Brion, M. Siquot), une professeure d'Université (Félicie Teutscher), une professeure d'éducation physique (Mathilde Teutscher), une « maîtresse répétitrice » (Brochart), une « rentière » (J.-B. Cavelier), une professeure de travaux manuels (Valentine Cavalier), des docteurs-médecin (Edwards-Pillet, Alfred Curie, Laroussinie), un architecte (Henri Michel), un sculpteur (Henri Martini), un « étudiant ès lettres » (Marcel Walck) et un représentant de commerce (Paul Berny). Nous nous référons à la brochure : Madeleine Cavelier [sous le pseudonyme Madeleine Vernet], *L'Avenir social. Société philanthropique d'éducation mixte et laïque*, Paris, L'Émancipatrice, 1906, p. 7.

888 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 98-99.

889 Émile Pouget, « Le 18 mars 1871 », *Le Père Peinard*, n° 4, 17 mars 1889, p. 1.

place des acteurs prolétaires dans ce processus révolutionnaire en rappelant uniquement des décisions politiques ou sociales.

La production artistico-culturelle permet de mettre en lumière des événements historiques et leur diffusion à une échelle internationale. Aux yeux de certains syndicalistes, la ville de Paris incarne un espace historique des expériences révolutionnaires. Selon Paul Riebke, Paris est visitée par des ouvriers allemands qui viennent pour « la réputation même de la « ville-lumière », son histoire, illustrée de tant de sang noble répandu pour la conquête de la liberté. Visiter les lieux historiques de la Grande Révolution, des révolutions de 1830, de 1848, de la Commune surtout, c'est souvent le désir ardent du jeune Allemand qui fait son tour d'Europe ou son tour du monde »<sup>890</sup>. Cependant, Pierre Monatte rappelle des différences qui existent entre les courants syndicalistes et insurrectionalistes. Cette autonomie de l'action ouvrière doit s'exercer de manière constructive :

« Pour ceux de nos camarades qui persistent à voir la révolution sous la forme des insurrections de 1830 et de 1848, évidemment la question ne se pose pas. Que les foules ouvrières de Belleville et du faubourg Antoine descendent en torrent sur la Palais-Bourbon et l'Élysée et balaient Fallières et Briand à la Seine et le problème est résolu. Il ne l'est pas à nos yeux. Il ne nous suffit pas de dire du bout des lèvres que la prochaine révolution sera économique ou ne sera pas. Cet « atelier sans maître » que nous voulons, ne sera pas si nous nous contentons de répéter les vieilles formules théoriques ; il faut une préparation, il faut un travail, il faut un effort réel et continu dans cette direction. C'est cela qui nous animait. Nous escomptions la besogne plus aisée qu'elle ne l'est réellement. »<sup>891</sup>

On perçoit que les syndicalistes valorisent et entretiennent la mémoire des événements constructifs révolutionnaires. L'exemple de la Commune apparaît comme un événement illustré, raconté d'une révolution constructive. Comme la critique des livres sur les révolution, elle accorde une part plus importante accordé au « populaire » dans tous les prolétariats européens :

« Nous ne nous figurons pas dans notre patelin, ce qu'elle est gobée en dehors cette date révolutionnaire. Dans toutes les grandes villes : Londres, Naples, Rome, Milan, Vienne, Berlin, et faut pas oublier l'Amérique ! Partout, partout, nom de dieu, le drapeau rouge a flotté. On s'est fait des promesses à soi-même. Chacun s'est dit qu'il y aurait de la poigne à la prochaine. Les journaux ont tous accouché d'articles mirobolants. Beaucoup ont fait des dessins très chouettes. Y en a qui disent : oh ! C'est un peu de la foutaise, toutes ces babioles. Je ne suis pas de cet avis, et je me dis, que c'est la preuve que le populo en pince rudement, et que la sociale lui tient bougrement au cœur ! »<sup>892</sup>

---

890 Paul Riebke, « Les Ouvriers de langue allemande à Paris », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 290.

891 Pierre Monatte, « Entre nous. La réunion des abonnés aura lieu le 31 juillet », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 126.

892 Émile Pouget, « Notre anniversaire », *Le Père Peinard*, n° 5, 24 mars 1889, pp. 8-9.

Le journal fournit une diffusion à travers des articles. En effet, la présence de nombreux articles sur des questions concernant la Commune sont régulièrement diffusées dans les journaux du corpus. Par exemple, *La Vie Ouvrière* et *La Révolution prolétarienne* diffusent des contenus à valeur historique. Elle permet de mettre en lumière des points de vue différents sur un autre événement. En effet, la production artistico-culturelle permet de valoriser ou dévaloriser des initiatives d'ordre politique d'un point de vue symbolique. Parler d'un événement ou d'une initiative permet de donner une visibilité. En réanimant le souvenir de la Commune de Paris dans leurs textes, par exemple, les anarchistes-sindicalistes transmettent le souvenir de cet événement, de leur point de vue politique. Ils émettent ainsi un point de vue libertaire sur cet événement et les erreurs qu'ils estiment avoir pu être commises pour éviter de les reproduire. La place de l'histoire du mouvement ouvrier français est importante mais la présence de production littéraire et d'articles permet de rendre compte d'autres événements révolutionnaires internationaux, tant présents dans l'actualité que passés. L'aspect écrit et littéraire est un moyen d'en rendre compte pour créer un sentiment mémoriel collectif : « En publiant de larges extraits du premier acte de *Judas*, nous voulons aider les révolutionnaires français à connaître la vraie figure de la révolution allemande. L'internationalisme reste un sentiment vague tant que les ouvriers des divers pays ignorent leurs efforts réciproques, tant qu'ils n'échangent et mettent en commun leurs pensées et leurs souffrances »<sup>893</sup>. La production théâtrale permet de diffuser à un plus large public cette culture internationale ouvrière :

« *Judas*, drame ouvrier en cinq actes, fut écrit par Musham en 1920, dans la prison d'Ansbach. Il a été joué sur plusieurs scènes allemandes avec un grand succès. Ce n'est point une de ces pièces enfantines où s'affrontent, d'une part des prolétaires doués de toutes les vertus, d'autre part des bourgeois pourvus de tous les vices, et qui finissent par l'apothéose de la faucille et du marteau. C'est une œuvre bien vivante, plus propre à inspirer d'utiles réflexions qu'un enthousiasme sans lendemain. Elle se déroule en janvier 1918. Victorieuse à Brest-Litovsk, l'Allemagne prépare une offensive sur le front ouest. Mais, parmi les ouvriers, grandit l'opposition contre la guerre. Cette opposition finit par s'exprimer sous forme d'une grève générale. La grève proclamée à Berlin gagne peu à peu, en dépit des mesures et des menaces de l'autorité, toutes les villes de l'empire. Le premier acte de *Judas* met sous nos yeux les préparatifs de cette grève générale contre la guerre. »<sup>894</sup>

Si l'écrit occupe une place importante dans la diffusion de la mémoire, d'autres initiatives semblent émerger dans les années de l'entre-deux-guerres. Par exemple, la place du

---

893 Erich Musham, (traduction de G. Airelle), « Un drame de la révolution allemande. *Judas*, par Erich Musham », *La Révolution prolétarienne*, n° 4, avril 1925, p. 1.

894 *Ibid*, p. 2.



musée à valeur historique apparaît dans le cadre d'événements révolutionnaires<sup>895</sup>. Dans les années 1935, Paul Delesalle rapporte la tentative faite par la municipalité de Saint-Denis et son maire Jacques Doriot<sup>896</sup> à la salle de la Légion d'Honneur, « en dehors de tout esprit de secte ou de parti ». La description, qu'en propose Delesalle, donne sa perception de la proposition de l'exposition :

« On voudrait presque avoir un mot à redire, mais, tout, local, présentation d'un goût sûr, ensemble des pièces et documents exposés, est si parfaite, si bien à sa place, que l'on n'y parviendrait que difficilement. Six grandes salles, claires, d'une tenue irréprochable sont affectées à la présentation de toutes ces reliques. Affiches, placards, manuscrits – dont certains vraiment émouvants – portraits, peintures, charges, tout, absolument tout ce qui peut donner une idée de ces jours tragiques, mais, somme toute, réconfortants ; tout, dis-je est là représenté. Une écharpe, un drapeau, un portrait en diront souvent plus au visiteur que bien des dissertations ou des discours. Que ce soit le beau et sensible portrait de Varlin – cet ouvrier relieur, syndicaliste avant le mot, qui représente pour nous à la *R.P.* la plus pure figure de ce grand mouvement, – ou ces divers portraits de Louise Michel si vrais, si humains ; ce que soient ces scènes des barricades, ces grands incendies dans la ville révoltée, tout, absolument tout, vous étreint et vous émeut. Pour ma part, je n'ai pas souvenir d'avoir eu jamais pareille émotion dans une exposition. Mais à quoi bon décrire, il faut, il est nécessaire que tous les camarades aillent voir cette exposition – elle durera jusqu'au 28 mai prochain – et je suis bien certain que tous m'approuveront de la leur avoir signalée, même s'ils trouvent que j'y ai mis un peu trop de fougue. Un très beau catalogue de 696 numéros, contenant un Avant-propos de Lucien Descaves et une préface de Jacques Doriot, superbement présenté et rédigé par celui qui a été l'organisateur et l'âme de cette manifestation. M. André Barroux, conservateur du Musée de Saint-Denis, est et restera un document – unique à ce jour – qui en fait une véritable histoire anecdotique de la *Commune*. J'ajoute qu'une trentaine d'illustrations, dont le beau portrait de Blanqui par Carrière, accompagnant de ce catalogue et complètent certaines descriptions vraiment évocatrices des pièces exposées. »<sup>897</sup>

La production culturelle sert à rendre compte cet événement à travers les dessins, les objets, les photographies et l'écrit. La dimension écrite s'agrémente d'autres moyens de faire une « histoire anecdotique de la *Commune* » et, ainsi, se rapprocher de l'expérience vécue par ses acteurs.

---

895 Il faudrait voir si la mise en place d'expositions en dehors des productions artistiques comme la peinture ou les gravures sont proposées plus généralement durant cette période.

896 Sur la trajectoire de ce militant du PCF jusqu'à son exclusion et son rapprochement des idéologies fascistes durant les années du Front populaire, nous référons à la notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article22865>, notice DORIOT Jacques, Maurice. Pseudonyme : GUILLEAU par Jean-Paul Brunet, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 10 mars 2022. [Consulté le 12/09/2022]

897 Paul Delesalle, « Une exposition de la Commune », *La Révolution prolétarienne*, n° 196, 10 avril 1935, p. 2.

## 3.2 Visions du capital culturel : autonomie, émancipation et transmission

### 3.2.1 Cadres théoriques du savoir et de la culture

#### *La « culture prolétarienne »*

Avec la génération d'après-guerre, la problématique de l'instruction et de la culture s'accompagne d'autres réflexions. En effet, il s'agit de faire émerger du prolétariat ses propres productions artistiques et pratiques culturelles. Le journal *La Révolution prolétarienne* participe de cette explicitation et de support à la diffusion de ces nouvelles approches. La terminologie est celle de développement d'une « culture prolétarienne » qui, finalement, reprend les attentes et volontés des premiers anarchistes-syndicalistes : émancipation du prolétariat par lui-même et confiance dans ces pratiques. Toutefois, on voit émerger l'idée, en plus, d'une culture alternative dans le domaine, par exemple, de la littérature. En effet, là où les références pouvaient être jugées classiques, certains syndicalistes révolutionnaires appellent de leurs vœux à la valorisation d'une culture de classe opposée, sans pour autant tout renier des propositions bourgeoises. Elle doit pouvoir dénoncer les vicissitudes de la bourgeoisie en révélant le caractère dominant de sa position sociale que les artistes et les penseurs se chargent de valoriser :

« Selon Jean Guéhenno il n'y aurait qu'une seule culture qui ne serait ni bourgeoise, ni prolétarienne. Car toute culture qui vise autre chose que l'humain n'est pas une culture mais un dressage. Théoriquement, il se peut. Mais pratiquement il n'existe que deux cultures : la bourgeoise et la prolétarienne ; la première qui prépare une armée de hauts fonctionnaires, de légistes, de techniciens, de penseurs, d'artistes avec lesquels la bourgeoisie assure ses besoins quotidiennes, dore son blason et se donne des titres à sa fonction de classe dirigeante et la deuxième qui mettra le prolétariat à même d'organiser et diriger une société rénovée. »<sup>898</sup>

Comme la « morale naturelle » disparue sous la « morale bourgeoise », cette culture doit servir l'humanité en faisant réapparaître l'humain à travers le prolétaire et donc le producteur. Cette « humanisation » rappelle les réflexions de Pouget sur sa conception de l'art contre le mercantilisme. Cette réapparition n'est que l'apparition de l'objectif dans le monde illusoire et bourgeois :

« Que l'esprit s'ingénie à concevoir une culture qui ne prétendra qu'à servir l'homme, c'est son droit. Mais en fait l'humain et le prolétarien se confondent. L'objectivité avec laquelle se caractérise l'humain est au service du prolétariat car elle dénude les

---

898 Baptistin Giauffret, « Quelques remarques sur la culture prolétarienne », *La Révolution prolétarienne*, n° 120, 5 octobre 1931, p. 7.

mensonges fondamentaux de la culture bourgeoise. Et la bourgeoisie ne s'y trompe pas qui fait de toute objectivité reproche à ses éducateurs comme d'un crime de lèse-bourgeoisie. »<sup>899</sup>

Pour Giauffret, l'instruction a été le fruit du XIX<sup>ème</sup> siècle mais elle est un produit de la bourgeoisie et finalement dans l'intérêt de la bourgeoisie. Il cite l'exemple de Victor Hugo qui voyait dans l'instruction un échappatoire à la condition de prolétaire mais sans percevoir les limites de sa propre conception et notamment sa prise en charge par l'État bourgeois et la mise en place de l'idéologie du mérite. Malgré le fait qu'il ne nie pas l'apport de l'instruction comme moyen d'émancipation, il perçoit la manière dont elle est mise en place comme un produit inutile au prolétaire. C'est pourquoi, le prolétariat doit être en mesure de mettre en place une instruction prolétarienne valorisant sa propre production culturelle avec ces attentes spécifiques :

« L'instruction a joui et jouit encore d'un immense prestige. Le généreux XIX<sup>e</sup> siècle a vu en elle la panacée universelle. Victor Hugo a pu écrire qu'ouvrir des écoles c'était fermer des prisons ; les hommes de confiance du prolétariat ont pu penser que par l'école les peuples se libéreraient de sa servitude. Et ce prolétariat lui-même, ébloui par le savoir de ses maîtres, a attendu de l'école toute sa libération. Mystique de l'instruction, d'une instruction mal définie, devant servir à n'importe qui, pour n'importe quoi. Un seul but : voir s'ouvrir des écoles pour tous, pouvoir enfourner dans ces écoles toujours plus de gaillards avides, sans se demander comment et au profit de qui fonctionneraient ces écoles. - Si bien qu'une grande partie de la classe ouvrière organisée a été pendant des années dépourvue de tout programme de culture ; elle a laissé faire à peu près complètement à son gré un État dont pourtant elle a eu et elle a mille occasions de se méfier. »<sup>900</sup>

Chez les anarchistes et libertaires, cette remarque concernant la bourgeoisie peut aussi s'appliquer à des élites du mouvement ouvrier et des partis révolutionnaires. Cette initiative est d'ordre culturel mais l'auteur n'en précise pas les contours exacts, hormis l'idée que la culture bourgeoise doit être changée en culture prolétarienne pour répondre aux attentes révolutionnaires. Cette culture prolétarienne doit permettre de fournir aux prolétaires une réflexion critique vis-à-vis de leur propre engagement dans la lutte sociale. On retrouve ici en filigrane l'idée des anarchistes et de petits groupes meneurs dans la révolution et d'empêcher des individus de devenir des élites ouvrières du mouvement ouvrier profitant uniquement de leurs positions :

« Là, je me cabre car je sais bien que la Révolution russe a été faite non par les ignorants mais par ceux qui avaient su transformer leur culture bourgeoise en culture révolutionnaire. - Et j'examine froidement les choses. Cet appel au prolétariat qui fournira le « poing armé », ruse encore d'intellectuels. Populo, "attention ! Tu

---

899 *Ibid.*

900 *Ibid.*

fourniras le poing armé à ceux qui prétendent penser pour toi et croient avoir tous les droits à te diriger. Tu dois exiger que ton poing armé soit guidé par ton cerveau averti. Tu dois donc aviser aux moyens de donner aux cerveaux une culture prolétarienne. Si tu t'es brouillé avec l'instruction, si tu ricanes face à l'homme qui s'instruit, tu as tort et ont encore plus tort ceux qui appelés par toi à la direction des partis révolutionnaires ne se sont quasi pas occupés de ta culture. »<sup>901</sup>

### *Les positionnements sur le contenu de l'école*

Le contexte de remise en question de l'école républicaine passe par des critiques libertaires et syndicalistes. La critique participe de la dimension constructive de la réflexion : « Œuvre à double action : négative, par la critique nécessaire des programmes et des méthodes ; positive et créatrice par la mise en œuvre d'un nouveau système d'éducation reposant sur la triple adaptation de l'enseignement à la nature infantile, au milieu économique, au futur rôle social de l'écolier, conditionné par une philosophie basée sur le travail producteur et ses manifestations, – en fonction du métier »<sup>902</sup>. Cette dimension constructive de la révolution s'inscrit aussi dans un questionnement sur les pratiques purement insurrectionnelles de certains anarchistes. Il semble que la volonté de constituer une réflexion sur la constitution des programmes s'inscrit dans une logique individuelle avant les années 1910. En effet, les questions syndicalistes et ouvrières prennent le pas sur la question de l'école. Par exemple, on ne trouve aucun article dans *L'Ouvrier des Deux Mondes* en matière éducative. On peut émettre plusieurs hypothèses : la constitution progressive de la C.G.T. et de l'idéologie syndicaliste, la prise en considération de l'enfant et de l'adolescence plus importante, la mise en place de structures plus nombreuses ou la syndicalisation progressive de certains acteurs de l'enseignement. On retrouve ces différentes idées exprimées dans les textes. Par exemple, les initiatives pratiques au-delà de la dimension propagandiste sont difficiles matériellement à mettre en place :

« Il y a longtemps déjà que les libertaires ont manifesté ces opinions en diverses brochures qui peuvent ne pas nous satisfaire, mais qui n'en marquent pas moins l'intérêt porté à cette forme de la propagande. Mais il faut avouer que depuis peu de temps seulement des essais pratiques ont été tentés. Cela se comprend aisément et il suffit d'entreprendre une œuvre de ce genre, même très modestement, pour se rendre compte des difficultés matérielles qu'elle comporte, ainsi que la préparation particulière, de l'étude que tous nous avons à faire, études pratiques, expériences méthodiques et suivies. Raison de plus pour s'y intéresser d'une façon effective et

---

901 *Ibid.*

902 Jean Picton, « Les programmes d'enseignement au Congrès de Nancy », *La Vie ouvrière*, art. cit. p. 18.

tenace. La société de demain se prépare un peu chaque jour ; c'est actuellement la période des tâtonnements, d'études, d'essais de méthodes nouvelles ; c'est de plus en plus en plus le peuple qui agit par lui-même. »<sup>903</sup>

Cette éducation est perçue à la fois comme une « action directe », qui allie à la fois l'émancipation des travailleurs tant sur le plan économique que sur le plan intellectuel : « Cette préoccupation de l'éducation de l'enfant en dehors du contrôle et de la gestion de l'État, est la preuve que la question sociale ne se restreint plus à une formule étroite, mais embrasse un ensemble de manifestation touchant à la fois les intérêts et les sentiments de la classe ouvrière. Toutes ces manifestations prennent un caractère « d'action directe ». À la lutte économique s'ajoute la lutte non moins indispensable pour la libération des cerveaux et la formation des individualités »<sup>904</sup>. Cette conception de l'« action directe » est perçue comme un moyen de s'accaparer progressivement l'école mise en place par la République :

« Ces tendances, camarades, nous tracent notre devoir. En liaison avec la classe ouvrière et ceux des paysans qui ont à rompre des chaînes, nous avons à nous émanciper et à sauver notre école. Et la sauver, ce n'est pas tendre le dos à l'orage en se disant qu'il passera ; ce n'est pas se faire tout petits, tout petits, avec l'espoir que nous serons oubliés. C'est tenir tête à l'orage, c'est marcher de l'avant, c'est affirmer nos droits sur l'école, sur l'école normale, sur le service tout entier qui, sous le contrôle des producteurs, doit devenir nôtre tout entier. C'est aussi développer le syndicalisme de façon à éviter le désespoir des isolés. Il faut que chaque exécutant se sente lié à ses collègues par le lien d'une solidarité indestructible. »<sup>905</sup>

De plus, certains Congrès de l'Enseignement sont l'occasion de réflexions pour les enseignants syndicalistes mais montrent aussi la difficulté de faire valoir de telles idées au-delà des cercles purement militants : « Les militants des Syndicats ouvriers et des Bourses du Travail n'ont que peu de chose à retenir des débats qui viennent de se clore. Mais j'ajoute, aussitôt, que cela n'a pas autrement d'importance. La question est posée et bien posée ; c'est là l'essentiel. Les événements ont montré que si les conceptions syndicalistes en matière d'éducation ont fait du chemin dans les milieux enseignants, elles ne rallient encore qu'une petite minorité du personnel »<sup>906</sup>. La réflexion qui entoure la question de l'enseignement doit être le fruit d'une pensée collective et d'un échange entre les ouvriers et les instituteurs. L'enseignement doit être le fruit des rapports entre les « éducateurs » et les « producteurs » pour que l'enseignement soit adapté aux besoins de la classe ouvrière :

---

903 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 89.

904 *Ibid*, p. 87.

905 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 19.

906 Jean Picton, « Les programmes d'enseignement au Congrès de Nancy », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 22-23.

« Que de leur côté nos camarades ouvriers réfléchissent tous à la question, comme le font déjà plusieurs d'entre eux. Que, dans les revues comme celle-ci, ils exposent leurs critiques, leurs aspirations, leurs desiderata. La collaboration entre les éducateurs et les travailleurs manuels, s'établira ainsi, lente, sans doute, au début, mais combien féconde par la suite ; plus féconde – il faut le dire – que ne le seraient, présentement, les débats prématurés d'un Congrès mixte. Cet échange permanent de vues préparera inmanquablement la pénétration nécessaire et fatale des groupements que les foudres gouvernementales ne pourront éternellement éluder. Adaptation des programmes et des méthodes par la collaboration des producteurs et des éducateurs, le but à atteindre demeure entier. Nos adversaires eux-mêmes l'ont reconnu : après comme avant le Congrès de Nancy, le problème reste le même. C'est aux syndicalistes conscients et convaincus à ne pas s'endormir. »<sup>907</sup>

Certains événements vont dans ce sens comme la publication du *Manifeste des Instituteurs syndicalistes* en 1905 ou un « Congrès mixte » entre des éducateurs et des ouvriers en 1908, même s'il n'a pas donné entière satisfaction aux acteurs présents<sup>908</sup>.

Ce rapprochement entre ces deux éléments s'inscrit dans une conception générale de l'enseignement. Les auteurs font référence aux conceptions proudhoniennes ainsi que soréliennes en matière d'enseignement : « Avec Proudhon, Sorel... nous demandons que l'école primaire donne à l'enfant la conscience, le sens de la profession et de son état social, et les moyens d'*élargir* son métier jusqu'aux conceptions les plus hautes de la pensée »<sup>909</sup>. Le but est de partir de producteur et du métier pour qu'il nourrisse l'en-dehors du cadre productif dans sa dimension intellectuelle et sociale. La dimension émancipatrice est extrêmement importante car la connaissance socio-économique permet aux producteurs de se rendre compte du monde dans lequel ils évoluent. Plus les principes seront enseignés tôt, plus ils seront efficaces. Cette pensée proudhonienne irrigue toute la conception syndicaliste révolutionnaire jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Dans les années 1930, Jacquet, instituteur proche du syndicalisme révolutionnaire à partir de la scission, cite des passages de *Pages Libres* de Charles Guieysse des années 1910, citant lui-même des passages de Proudhon :

« Si maintenant nous passons aux programmes en tant que tels, voici ce que nous apprenait Charles Guieysse : *Je me range encore une fois aux conceptions de Proudhon qui dit quelque part que la vraie philosophie tient entière dans un métier BIEN COMPRIS. Je prétends que l'objet de l'enseignement des fils de paysans et d'ouvriers, c'est de leur développer l'esprit jusqu'à remplir entièrement le cadre de leur vie. Il faut que l'ouvrier ait pleine et puissante intelligence de sa vie à lui, et non pas quelques aperçus sur la vie spirituelle d'un haut dignitaire de l'État. Il faut que le paysan ait pleine et puissante intelligence de sa vie à lui, et non pas quelques connaissances superficielles de la culture classique de ceux qui sont ses maîtres...*

---

907 *Ibid*, p. 23.

908 *Ibid*, pp. 18-19.

909 *Ibid*, p. 20.

*L'enseignement primaire ne doit pas avoir pour but d'appliquer une première couche de toute la science sur tous les esprits, mais de donner à chacun des connaissances entières dans les limites que le travail fixe à sa vie. Continuons à citer, tant tous les mots de Guieysse portent, aujourd'hui encore : Au point de vue socialiste, monsieur l'instituteur rural, votre rôle me paraît tenir tout entier dans cette formule : aider les paysans qui vous entourent à prendre conscience de leur situation sociale. C'est ainsi seulement qu'ils s'émanciperont, qu'ils se libéreront de toutes les tutelles qui pèsent sur eux, et non point en leur prêchant toutes les inventions des journalistes et des docteurs politiques... Donner conscience aux paysans de leur situation sociale, afin qu'eux-mêmes s'efforcent de la changer; cela ne consiste pas à leur parler de l'agriculture en général et à recommander l'emploi des engrais chimiques, des machines agricoles et la formation des syndicats. Cela consiste plutôt à leur faire comprendre le mécanisme de la production agricole auquel ils se soumettent par simple tradition, à leur faire examiner et critiquer tous les actes journaliers qu'ils accomplissent par habitude. Ce qu'un homme a peut-être le plus de peine à connaître intelligemment, c'est sa propre vie, telle que elle est faite de tradition et de routine, le meilleur procédé pratique n'est pas de répandre des idées et des connaissances extérieures et lointaines, mais de faire raisonner la tradition par ceux qui s'y conforment, la routine par ceux qui la suivent... Votre rôle, comme fonctionnaire gouvernemental, consiste à avoir des idées pour les paysans qui vous entourent. Votre rôle, comme instituteur – et vraiment dois-je ajouter socialiste ? – consiste à les amener, à avoir des idées. »<sup>910</sup>*

Cette idée nourrit aussi les recherches d'autres penseurs socialistes comme Lénine ou Trotsky : « Pour nous qui unissons dans notre pensée le syndicalisme et le socialisme (je garde à dessein ce vieux mot que Lénine et Trotsky ont employé et qui a dans ma bouche le même sens que communisme), il est clair que l'école rurale ne peut être qu'une école du travail, étroitement rattachée à la production »<sup>911</sup>. Cette dimension de la connaissance du producteur permet de prendre conscience d'autres situations sociales et d'élargir son champ de connaissances. Cette conscientisation ouvre les yeux de l'adolescence et permet de fournir des individus et des humains : « J'ai confiance, d'ailleurs, au point de vue du résultat, en cet adolescent qui aura été habitué à ne considérer comme vrai que ce qu'il aura pu vérifier par lui-même, qui ne supportera aucune exploitation, aucun mensonge et qui, curieux, voudra toujours se renseigner, de documenter. En un mot, nous lui aurons donné tous les moyens de se développer, de s'affirmer progressivement ; il aura eu l'occasion de voir souffrir, de pratiquer la solidarité ; il n'ignorera pas la misère, il n'ignorera rien de ce qu'il aura été possible de lui faire connaître de la vie à son âge. Agir autrement, ce serait faire du « dressage », non de l'éducation »<sup>912</sup>. Les discours syndicalistes mêlent souvent le « producteur » avec l'« humain » : « Eh bien, camarades, n'est-ce point nous qui songeons à l'humain, en nous fondant à la classe qui a une cité à construire au travers de passions, de

---

910 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 17.

911 *Ibid*, p. 18 ; Jacquet ne précise pas dans quels ouvrages ou articles ces idées ont été émises.

912 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 96.

luttons, de douleurs et aussi de joies incessantes ? Les travailleurs, plus que le bourgeois rapace ou l'intellectuel peureux qui se confine dans sa bibliothèque, ont les traits de l'homme véritable. Et c'est pourquoi, déjà, on peut vivre sur un fonds prolétarien »<sup>913</sup>. Ce mélange entre ces deux aspects se retrouve dans les réflexions purement théoriques de la « culture prolétarienne ». La classe ouvrière apparaît comme le moyen de changer les bases de la société bourgeoise et l'éducation permet de fournir les éléments constitutifs de la société future. L'idée de régénération est parfois présente s'inscrivant dans une dimension téléologique. Jean Wintch présente l'initiative de l'École Ferrer comme basée sur ce principe prolétarien ; l'on y retrouve bien ces différentes idées à laquelle s'ajoute aussi l'idée d'une régénération de la société : « nous estimons qu'une civilisation régénérée ne peut être basée que sur les producteurs. Tout ce qu'il y a de sain, de sérieux, de nouveau, de sublime dans le mouvement d'émancipation contemporain vise à établir de nouvelles bases dans le domaine du travail. Aucun idéal plus haut d'éducation ne saurait être conçu qui ne prépare à la libération du travail »<sup>914</sup>. Cependant, tous les auteurs ne partagent pas cette conception humaniste du prolétaire. Par exemple, Albert Thierry parle lui, en tant qu'instituteur, d'en faire des « domestiques critiques » : « Jadis je croyais qu'il fallait faire d'eux *des hommes*. Mais cette tâche est bien au-dessus d'un maître. (Tant mieux d'ailleurs.) Je me consolerais si j'en faisais seulement des *domestiques critiques*. Par exemple (il y en a d'autres), des fonctionnaires syndicalistes »<sup>915</sup>.

Cette réflexion sur l'éducation se nourrit aussi de discours sur les acteurs directs de l'enseignement. En effet, les syndicalistes révolutionnaires émettent des conceptions sur le rapport de l'éducateur avec les enfants. Cette conception participe de changement de représentations de l'enfance et l'adolescence. En effet, l'enfant apparaît comme un individu à part entière qui ne doit plus être au service d'entités sociales autres comme l'État, l'Église ou le Père :

« Cette personne humaine en puissance, comme on a pu dire, a droit au libre et harmonieux développement de ses facultés, au respect de sa conscience comme à l'épanouissement progressif de sa raison : à la plénitude de son être, en un mot. C'est là, à notre avis, un droit primordial, absolu ; d'autant plus sacré que cette conscience, cette raison, cette liberté, ces facultés naissantes sont plus fragiles et plus vulnérables. L'enfant qui n'a pas demandé à naître, n'appartient ni à la famille, ni à l'État. Ni le père, ni la société ne peuvent revendiquer la libre disposition, ni

---

913 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 19.

914 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 404.

915 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 293.



l'entière propriété. [...] L'enfant n'est la chose de personne, il s'appartient à lui-même : il est une fin en soi »<sup>916</sup>.

Au sein même de la classe, la remise en question de la conception élitiste et hiérarchique apparaît en filigrane dans les réflexions des syndicalistes. Le classement des élèves n'est pas le reflet des intelligences individuelles. La valorisation des premiers de la classe ne fait qu'entretenir cette conception laïque :

« Les premiers élèves sont les plus intéressants, les plus intelligents. Ce sont ceux qui doivent bénéficier des avantages donnés. C'est exactement conforme à l'esprit laïque de nos écoles. Cependant, les premiers ne sont pas toujours les plus intéressants, ni les plus intelligents, ni les plus généreux. Le dernier a fait, quelquefois, plus d'efforts ; c'est souvent un timide ; c'est quelquefois un intelligent mais turbulent ; c'est un indiscipliné que rebutent les méthodes abstraites d'enseignement. Et même si ce dernier était un inintelligent, il n'y a aucune raison pour qu'il ne bénéficie pas des avantages qui reviennent à certains. Il a droit comme les autres à toutes les joies. »<sup>917</sup>

Jean Picton estime que, pour éviter le dogmatisme en matière d'enseignements, il faut partir de l'enfant<sup>918</sup>. C'est pourquoi, il souhaite que la pédagogie parte de l'analyse des envies de l'enfant et non comme un enseignement sur les connaissances qu'il a acquises : « C'est de mes élèves que je voudrais tirer toute ma pédagogie. Leur désir, je l'épie ; leur volonté m'indique leurs besoins, leur expérience me fournit des exemples, leur curiosité dirige ma méthode, leur fatigue commande mes inventions »<sup>919</sup>. Cette position remet en question la place hiérarchique accordée à l'instituteur. De plus, la question de la « neutralité » de l'enseignement nourrit la réflexion éducative. Les instituteurs, en tant qu'individu et en tant que groupe social, expriment un point de vue sur la connaissance et les savoirs à transmettre. On l'a vu certains penseurs bourgeois des « humanités » ne font que défendre un attrait et une matière qui leur servent, un capital culturel réinvesti sous forme économique. C'est pourquoi, l'instituteur syndicaliste doit en prendre conscience pour défendre des programmes servant la classe ouvrière :

« C'est de la neutralité cela, direz-vous ? Non. Je ne crois pas à la neutralité : l'éducateur voudrait-il être absolument neutre qu'il ne le pourrait pas. L'éducateur est entraîné, dans une certaine mesure, à expliquer, à commenter, à conclure suivant sa façon de voir personnelle. Mais s'il est honnête, au sens élevé du mot, s'il est éducateur conscient de sa responsabilité, il ne perdra jamais de vue qu'il n'a pas le droit de prétendre à l'infailibilité et, conséquemment, à pétrir l'esprit de l'éduqué. »<sup>920</sup>

---

916 Jean Picton, « Le monopole de l'Enseignement », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 395-396.

917 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 94.

918 Jean Picton, « Le monopole de l'Enseignement », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 394.

919 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 296.

920 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 95.

En dehors du cadre scolaire et après la validation du contenu primaire jusqu'à treize ou quatorze ans, pour la majorité des enfants issus des classes populaires ne poursuivant pas les études secondaires, les organisations syndicales prennent en compte l'enseignement de la production sous la forme des apprentis qui reproduisent le schéma bourgeois de la production. Il faut éviter que les enfants deviennent des producteurs au service de la machine économique :

« Il y a encore à combattre toutes les formes d'exploitation de l'enfance, entre autres les maisons de correction. Nous avons à révéler comment on exploite le ou la jeune apprenti dans les bagnes industriels, à organiser des campagnes intenses de propagande, pour mettre cette situation au grand jour. Des camarades nous ont d'ailleurs précédés. Ils ont déjà révélé déjà de nombreux forfaits. Mais, il faut bien le déclarer, rien n'a été absolument tenté de sérieux, de continu, par l'élément ouvrier dans ce sens. Et puisque nous parlons des apprentis, ne devons-nous pas également demander aux organisations syndicales de faciliter aux parents leur tâche délicate en ce qui concerne le choix de la profession à donner à l'enfant. Au point de vue qui nous intéresse, il me semble indispensable que l'ouvrier devienne aussi bien un technicien parfait qu'un militant décidé. »<sup>921</sup>

Cette réflexion pousse à la volonté de mise en place de jeunesses syndicales et d'organisations lui étant destinées.

Concernant la dimension méthodologique et programmatique, plusieurs aspects se dégagent<sup>922</sup>. D'un point de vue méthodologique, certains libertaires, comme Eslander, souhaitent simplement ôter toute dimension de cours devant un enseignant. L'expérience doit donner des enseignements aux enfants : « Il n'y pas de cours, expliqua-t-il, il n'y pas de programme ici. Vos camarades sont toujours en promenade. Aujourd'hui à la brasserie, demain au gazomètre, après-demain à la carrière. Le mois prochain, nous descendrons le canal, nous visiterons trois ports de mer, nous irons peut-être en Angleterre... Pauvres petits, comme cela vous aimeriez la géographie »<sup>923</sup>. Le rapport à l'expérience pour enseigner se rapproche d'un empirisme et d'une dimension factuelle. En effet, les seuls faits doivent permettre de rendre compte de la réalité. Par exemple, la sociologie pourrait être enseigné à partir des expériences du quotidien vécues dans le cadre familiale et social :

---

921 *Ibid*, p. 98.

922 Il s'agit ici de donner un aperçu des méthodes d'enseignement, des contenus et des cours que rapportent les auteurs dans des journaux. Ce contenu permet de fournir un cadre général des attentes des syndicalistes révolutionnaires mais la généralisation pousse à l'effacement et l'uniformisation de positions parfois divergentes. La théorie et la pratique peuvent aussi être un facteur d'écart : dire n'implique pas nécessairement de faire. Par exemple, Albert Thierry apparaît plutôt sceptique dans sa visite à Vosves.

923 Albert Thierry, « Nouvelles de Vosves. Deuxième lettre. Une Visite à Eslander », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 24.

« Si l'enfant ne peut comprendre un seul mot de sociologie, il peut vibrer en présence de certains faits. Il est possible de l'intéresser à sa vie familiale, à sa vie avec ses petits camarades, à ses jeux. Les enfants que nous groupons ont l'occasion assez souvent, malheureusement, de voir souffrir autour d'eux. C'est là qu'il faut procéder avec conscience. La vie ouvrière, de misère, de travail surhumain, abrutissant, nous devons la lui faire sentir et connaître. [...] Ce sont ces faits qu'on redoute, mais qui surgissent, redoutables, qu'il faut qu'ils voient ! Qu'ils soient donc une leçon de la vie, afin que tous – sans de longs discours – aient le sentiment d'une réelle union, d'une simple et fraternelle solidarité. Qu'ils aient ce sentiment que des êtres souffrent, et ils arriveront vite à comprendre pourquoi on souffre. Je crois que les rapports fréquents avec les petits, on apprend à leur dire ce qu'il faut. L'amitié qu'ils inspirent vous dicte des mots pour leur cœur. »<sup>924</sup>

Ici, cette dimension factuelle se rattache aussi à l'idée politique de la création d'un sentiment de classe. La perception du caractère injuste et de la souffrance partagée doit permettre d'y aboutir.

Cette dimension factuelle et empirique se rattache dans une certaine mesure avec la dimension professionnelle de l'école avec son caractère concret. Albert Thierry rapporte, qu'en 1910, Eslander propose une école primaire basée sur les « travaux de l'humanité primitive ». Il s'agit d'effectuer des tâches en lien généralement avec l'agriculture et l'alimentation : « Labourer, semer, faner, moissonner, battre, moudre, pétrir, cuire le pain, tondre la laine, récolter les œufs et le miel, répliqua M. Elslander avec enthousiasme, ça vaut mille fois mieux que lire. On n'apprend pas à lire »<sup>925</sup>. Ce point de vue est aussi partagé par d'autres instituteurs avec l'idée d'un potager pédagogique. S'il ne fournit pas une dimension pratique, le potager peut apporter des connaissances en biologie de manière directe :

« Nos jardins touchaient l'école, de sorte qu'à tout instant, au moment favorable, nous allions nous y instruire. Je puis me vanter d'avoir fait connaître de nouvelles sortes de pommes de terre, de nouvelles variétés de haricots, d'avoir montré qu'à plus de 500 mètres d'altitude on peut cultiver en pleine terre des plantes délicates comme la tomate, que le maïs à grains peut parfaitement y réussir, etc. Pourtant il nous manquait bien des choses. J'aurais voulu un jardin plus grand pour y faire de plus nombreuses expériences, pour installer un poulailler modèle. Mais vous voyez dans quelle ligne doit se développer notre enseignement. »<sup>926</sup>

Jean Wintsch évoque lui aussi des « soins du jardin ». L'agriculture occupe une place importante dans les milieux ruraux car il faut pouvoir aussi disposer des espaces dans lequel les cours peuvent avoir lieu. Elle mêle à la fois une dimension scientifique à une dimension

---

924 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 94-95.

925 Albert Thierry, « Nouvelles de Vosves. Deuxième lettre. Une Visite à Elslander », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 23. ; Albert Thierry apparaît sceptique dans le non-rapport à la lecture proposée par Eslander. La dimension écrite occupe une place importante dans l'idée d'« émancipation » et le fait de pas pouvoir lire est associé généralement à la soumission du prolétaire.

926 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 18.

pratique. Le caractère pratique se retrouve dans des usages courants comme la « cuisine » ou les « travaux manuels »<sup>927</sup>. La dimension professionnelle se retrouve dans les enseignements, par des producteurs eux-mêmes, de leurs métiers. L'École Ferrer propose donc des cours en lien avec le bâtiment ou l'artisanat :

« Des professionnels, architecte, menuisier, sculpteur-mouleur, couturière, repasseuse, médecin, organiseront des leçons régulières, chacun pour sa spécialité : l'un en faisant faire aux enfants les réparations, les travaux dont on aura besoin : l'autre en leur apprenant à modeler, à se servir de leurs doigts ; l'un en étudiant sur place ce qui touche aux bâtiments ; l'autre en instituant des leçons et exercices de science. Ainsi les enfants développeront leur acuité visuelle, l'ouïe, l'esprit d'initiative, la faculté de recherche dans le domaine de la vie réelle même. C'est la science du travail à laquelle ils s'initieront graduellement. »<sup>928</sup>

La dimension professionnelle s'accompagne généralement de l'idée scientifique. L'apport scientifique s'accorde avec un cadre plus général de remise en cause de l'enseignement littéraire et des humanités très présent dans le secondaire et le supérieur durant toute la Troisième République<sup>929</sup>. Jean Wintch évoque la possibilité de faire avec les enfants des observations météorologiques<sup>930</sup>. L'usage d'instruments de mesure est aussi mis en avant tissant des liens avec une approche empirique pour des cours liés avec la science physique : « À Saint-Igny-de-Vers, aidé par mon « adjoint », M. Brayet, qui était secrétaire de mairie, nous avons une école qui répondait à peu près à notre commun idéal. Nous avons à l'école : pluviomètre, baromètre, thermomètre sec, thermomètre humide »<sup>931</sup>. Cette dimension scientifique nourrit aussi l'importance de la figure de l'instituteur dans les villages sous la Troisième République : « Appliquant la méthode des graphiques de Jacques des Gachons, j'établissais, pour la localité, une prévision météorologique presque toujours si exacte que les parents, au temps des foins, me faisaient demander cette prévision »<sup>932</sup>.

L'enseignement de l'économie est transmise via des exemples pour comprendre les échanges entre les individus ainsi que le système économique lui-même : « Le camion de la coopérative nous permettra de traiter de la production et de l'échange des produits. La mévente du vin nous permettra d'établir qu'il n'y a ni surproduction ni sous-consommation (quel ouvrier n'aimerait boire son bon pot de beaujolais chaque jour) mais manque de moyens

---

927 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 406.

928 *Ibid*, pp. 405-406.

929 Françoise Mayeur, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. Tome III, De la Révolution à l'École républicaine, 1789-1930*, op. cit., p. 628.

930 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 406.

931 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 18.

932 *Ibid*, p. 18.

de paiement produit par le capitalisme lui-même»<sup>933</sup>. Le caractère mathématique de l'économie se mêle avec une approche sociale. La dimension marxienne ressort ici en terme d'analyse des superstructures économiques déterminant les positions sociales des individus en lien avec l'évolution historique. Cette approche peut s'appuyer sur l'historique communal afin d'expliquer les trajectoires sociales d'un corps de métier : « Ce travail m'a énormément servi, en classe, pour faire raisonner mes écoliers et leur faire comprendre l'évolution de la commune. La vente aux enchères d'un domaine nous fait voir comment se répartissent les vigneronns de la commune : métayers, domestiques à grands gages (création d'après-guerre), petits propriétaires, propriétaires aisés, châtelains qui peu à peu se ruinent »<sup>934</sup>. Dans les années 1930, cette conception historique se revendique du « matérialisme historique » correspondant à une diffusion des idées marxiennes dans les cercles militants :

« Lapière (S.N.) la prend ; il assainit l'atmosphère en dénonçant l'égoïsme national et en se plaçant sur le terrain du matérialisme historique, dans la préhistoire. À mon tour, je précise qu'une Histoire Internationale ne peut être une addition d'histoires nationales, qu'elle doit s'élever au-dessus des événements historiques particuliers pour saisir l'évolution humaine dans son ensemble, cela dans la période historique aussi bien que dans la préhistoire, peindre, par exemple, la société antique avec ses esclaves - la société féodale avec ses serfs - la société capitaliste avec ses salariés et ses Parlements. Ainsi doit apparaître aux hommes de tous les pays, leur identité foncière. »<sup>935</sup>

La cadre économique et de la production doit permettre de s'échapper du carcan des histoires nationales événementielles et littéraires. L'histoire des groupes sociaux et de leurs rapports dépasse le cadre d'une histoire des techniques et des groupes sociaux productifs par métiers ou branches.

Malgré leur attrait pour la science, l'écrit occupe une place importante dans l'enseignement primaire. La lecture occupe la position de l'émancipation et de la connaissance importante chez les militants syndicalistes. La lecture de la presse est proposée par Albert Thierry. Cette approche permet, selon lui, d'apprendre à lire afin de démêler des « vérités » de la presse. La dimension idéologique anti-bourgeoise ressort ici mais il faut éviter aussi de ne pas être critique vis-à-vis de ces propres titres de presse. Son cours semble prendre la forme d'une revue de presse sur un unique sujet et d'en effectuer une analyse comparative en lien avec les élèves :

---

933 *Ibid*, pp. 17-18.

934 *Ibid*.

935 [Baptistin Giauffret], « Parmi nos lettres. Éducation nouvelle », *La Révolution prolétarienne*, n° 137, 10 octobre 1932, p. 8.

« Je leur enseigne aussi à lire. Entendez, à comprendre ce qu'ils lisent, à faire attention. – Ils m'avaient réclamé ce tour depuis longtemps : un mercredi, nous lûmes le journal. D'abord, plusieurs journaux. – Valentin, garçon rouge et subtil, m'apporta le *Matin* ; je tirai l'*Humanité* de ma poche ; et Raynouard, quatorze ans et un grand front luisant qui lui donnait l'air chauve, présenta le *Petit Parisien*. – C'était au temps de la seconde grève des postes, ce fut une belle séance. Au bout de dix lignes, le *Petit Parisien* fut exclu à l'unanimité, comme trop dramatique – Une demi-colonne du *Matin* et un quart de colonne de l'*Humanité* comparurent. Hélas ! Il fallut conclure que l'*Humanité* était moins honnête que le *Matin* ce jour-là. Car elle voulait nous cacher qu'on eût, à Belleville, injurié pour leurs quinze mille francs des députés socialistes. »<sup>936</sup>

La littérature occupe aussi une place importante dans l'enseignement pour les enfants au même titre que les adultes. La lecture occupe, selon les dires d'Albert Thierry, deux heures mais il souhaite donner à ces élèves l'envie de lire en dehors de l'école. Cette lecture enseignée devrait être une lecture d'œuvres entières. En creux, il faut y voir la critique des « recueils de textes », de l'apport bâclé et établi ainsi que l'enseignement littéraire de la citation :

« Il y a des livres aussi. Un soir sur deux, nous pouvons inviter chez nous, vêtus de vert ou de jaune, les plus grands hommes qui aient vécu, et nous entretenir avec eux. J'aiderai mes enfants à se choisir ces amis sévères. Nous lisons bien. Deux heures par semaine, dit le programme. Seulement, en guise de livre, il nous fournit un « recueil de morceaux choisis ». Un de ces bouquins bavards, où les jugements sont établis pour la vie, et les idées les plus profondes exécutées en deux paragraphes. Les notes y fourmillent sur les textes, et les dates ou je ne sais quels numéros, au milieu des plus nobles poèmes, imitent le trou de la vermoulure. [...] Quelles œuvres acheter, pour les lire entières, pour les aimer dans leur passion et dans leur style ? Faut-il que je sois seul à en faire la liste ? »<sup>937</sup>

La lecture est perçue comme une « discussion » avec des « grands hommes » : l'écrit est un moyen de transmission au-delà du cadre présent tout en le nourrissant : « Songez que s'il me plaît, s'ils le veulent, je puis leur faire entendre la voix sévère de Pascal, la voix orgueilleuse d'Hugo, la voix justicière de Danton »<sup>938</sup>. De plus, il faut développer une critique de la littérature proposée par la bourgeoisie avec ces visions populistes. La critique de la « littérature », que l'on retrouve pour les textes mettant en lumière les connaissances des sciences sociales, doit donc être transmises aux enfants : « Un écrivain réactionnaire caladois, M. Baloffet, décrivit avec complaisance la cuisine du vigneron beaujolais avec ses vieilles poutres noires. Nous voyons, nous, le taudis, l'étroit logis, le nid à tuberculose, construit par

---

936 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 294.

937 *Ibid*, p. 295.

938 *Ibid*, p. 296.

un propriétaire rapace qui a mesuré à son métayer l'air et la lumière, comme il lui a mesuré les moyens de subsistance »<sup>939</sup>.

La littérature et l'écrit apparaissent comme des moyens de réflexions sur des questions en dehors du cadre professionnel ou scientifique. Tout en proposant des sources spécifiques pour nourrir la réflexion, l'éducateur fait donc un choix, par exemple, en terme de morale : « Il y a longtemps que j'ai remplacé, pour faire oraison, les livres de Pécaut<sup>940</sup> par la correspondance de Proudhon »<sup>941</sup>. L'éducateur se doit d'aborder des problématiques « philosophiques » ou de nature politique. Ces cours ne semblent pas imprégnés d'une vision socio-historique des concepts philosophiques<sup>942</sup>. Dans ce cadre, Albert Thierry annonce avoir parlé du divorce et de l'amour en dehors des cadres fixés par les programmes scolaires. Cette problématique a été traitée « comme un père sérieux à son fils sage » car les élèves lui ont demandé<sup>943</sup>. Pour les enfants, la musique peut remplir cette dimension ludique et morale par l'observation des choses connues :

« Un auteur à peu près inconnu, François Jasmin<sup>944</sup>, a écrit pour eux de ces choses délicieuses, basant toute sa morale sur l'observation des choses et des êtres : réflexions de gosses qui n'aiment pas ce qu'ils ne comprennent pas, qui se moquent des pédants, des menteurs, et cela avec des mots d'enfants. La musique : quelques notes, pas de complications. C'est le chant du soleil, des abeilles, des fleurs, etc. Combien, selon moi, la morale qui se dégage de telles phrases est de beaucoup supérieure à tout ce fatras de poèmes clinquants que ressassent nos pauvres gosses. »<sup>945</sup>

Cette démarche s'inscrit dans la remise en question des valeurs morales associés à la religion et à la bourgeoisie. Le système politique et social fait aussi l'objet de cours et d'interrogations. Par exemple, Thierry annonce avoir fait un cours sur l'enseignement du

---

939 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet], « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., pp. 17-18.

940 Félix Pécaut (1828-1898) est un pédagogue protestant républicain et partisan de la laïcité de l'enseignement lié notamment à Jules Ferry et la mise en place l'École normale supérieure de jeunes filles de Fontenay-aux-Roses.

941 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet] « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 19.

942 Cependant, il faut noter qu'il existe des ouvrages traitant de l'aspect moral de la société libérale ou de l'aspect historique de la morale circulant dans les milieux libertaires. Par exemple, la dimension morale de la société capitaliste ou libérale est un questionnement courant (Sébastien Faure, Jean-Marie Guyau, Jean Grave, Pierre Kropotkine, Jeanne Humbert, etc.). Quelques titres, notamment l'ouvrage de Kropotkine (Pierre Kropotkine, *L'Éthique*, Paris, Stock, 1927, 397 p.) traitent des visions historiques de la moralité en mobilisant des philosophes.

943 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 296.

944 Nous trouvons peu d'informations sur ce compositeur. Cependant, la BNF possède une de ces œuvres publiées : François Jasmin, *À tous les enfants, petits ou grands*, Paris, M. Sénart, B. Roudanez et Cie, 1910, n.p. Les thématiques abordées sont en lien avec la nature et une vision positive de l'humanité.

945 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., pp. 92-93.

régime politique. Il a analysé les doctrines des partis politiques avec différentes données comme les journaux, les livres ou les adhérents : « Une des leçons qui m'a coûté le plus de travail est justement celle que j'ai faite sur les partis politiques, leurs journaux, leurs livres, leurs doctrines, leurs adhérents »<sup>946</sup>. Sa conception syndicaliste irrigue sa manière de faire cours car il ne souhaite pas obliger les enfants à voter pour en faire des citoyens<sup>947</sup>.

Imprégné de la dimension hygiéniste du XIXe, l'accent est mis de manière importante sur des cours en lien avec l'hygiène. Ainsi, l'École Ferrer annonce que « des cours d'hygiène scolaire seront organisés »<sup>948</sup>. À une vision moralisante de l'hygiène, les anarchistes-syndicalistes lui préfèrent une vision sociale et utilitaire. Cette perception hygiéniste doit servir à préserver les prolétaires des effets néfastes de l'organisation sociale. Une maladie comme la tuberculose est majoritairement le fruit des conditions de vie malheureuses :

« Ce sont des exemples locaux qui nous permettent de nous élever à des idées plus générales, de voir à l'aide de cartes que dans une ville ce sont les quartiers ouvriers qui sont les pourvoyeurs de la tuberculose. Nous montrerons que préventorium, sanatorium, ne valent pour ainsi dire rien devant la lèpre du salariat qui fait de la tuberculose un mal social, créé par les lamentables conditions de vie des travailleurs. Vous voyez, camarades, que même dans le cadre du régime capitaliste vous pouvez faire œuvre révolutionnaire, auprès des parents et des élèves. »<sup>949</sup>

Les éducateurs mélangent des exemples concrets avec des recherches médicales publiées en ouvrages permettant de traiter l'hygiène d'une manière pratique et quotidienne : « En hygiène, le samedi, je ne parle pas de l'hygiène en général, avec des prescriptions générales partout valables et pour tous les cas. À l'aide de livres des docteurs Régnard et Portier, je traite de l'hygiène à la ferme, en faisant parler mes élèves de ce qu'ils voient à Blacé même »<sup>950</sup>. Certains ouvrages, écrits généralement par des femmes féministes et libertaires, traitent même la question spécifiques des « hygiènes féminines ». Les thèmes abordés énoncent notamment des recommandations en matière de sexualité et de maternité dans des approches néo-malthusiennes<sup>951</sup>. Les enfants apparaissent aussi comme un moyen de toucher aussi les adultes en matière d'hygiène : « Et les parents n'est-il pas indispensable de les intéresser à cette

---

946 Albert Thierry, « L'action directe en pédagogie », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 296.

947 *Ibid.*

948 Jean Wintch, « Une révocation, une école », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 404.

949 Albert Vincent [sous le pseudonyme A.-V. Jacquet] « Le syndicalisme constructif. Vues sur une école rurale prolétarienne (Suite) », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 18.

950 *Ibid.*, pp. 17-18.

951 Nous pensons à des figures de propagandistes comme Madeleine Pelletier, Jeanne Humbert ou Manuel Devaldès.



tentative ? On le peut par des cours sur l'hygiène, sur l'éducation familiale, par le contact avec les éducateurs »<sup>952</sup>.

La question du jeu est généralement mis en avant par les syndicalistes. Le jeu possède la caractéristique de répondre à la dimension autoritaire perçue dans le système d'enseignement républicain. Cependant, les jeux peuvent transmettre aussi des représentations sociales et morales. Par exemple, le jeu du « gendarme et du voleur » ou du soldat trouvent peu d'intérêts aux yeux de Clément : « Il y a lieu de s'occuper des jeux qui, tels qu'ils existent encore actuellement, sont tout simplement barbares et idiots. Ces jeux du gendarme, du voleur, du soldat, etc., qui forment les délassements des enfants, sont, on ne se l'explique que trop, la représentation morale qu'ils voient tous les jours. Le jeu a une portée morale dont il faut tenir compte »<sup>953</sup>. Il s'accompagne lui aussi d'un caractère hygiéniste, comme moyen d'accéder à l'extérieur au même titre que d'autres pratiques comme les exercices physiques<sup>954</sup>. Léon Clément parle ainsi de mettre en place, dans le cadre scolaire primaire, des colonies et de promenades pour élargir l'horizon des enfants<sup>955</sup>.

La dimension esthétique et culturelle peut faire l'objet de cours primaires mais elle ne semble pas être un point central dans les discours. Là encore, il semble qu'elle prend plutôt la forme d'une activité pratique. Paul Dhermy rapporte qu'en U.R.S.S., l'école propose en dehors du contenu général des « activités culturelles » comme la photographie, la peinture ou l'usage de la radiophonie : « Il y a, dans l'école, des ateliers, des cercles de T.S.F., de culture physique, de photographie, de peinture, de couture, de jeux, etc. ; au total, 20 cercles »<sup>956</sup>. Il semble que ces questions touchent plutôt les problématiques d'enseignements pour les adultes

### *Les enseignements pour les adultes*

À leurs créations, les Bourses du Travail sont initialement pensées comme des lieux proposant des cours professionnels. Ce service est une obligation légale pour pourvoir ouvrir sous la Troisième République. La plupart des Bourses proposent, de ce fait, des cours

---

952 Léon Clément, « L'Éducation de l'enfant dans les milieux ouvriers », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 98.

953 *Ibid.*, p. 97.

954 *Ibid.*

955 *Ibid.*

956 Paul Dhermy, « Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 11.

professionnels. Selon Schöttler en 1899, trente-trois sur les soixante-trois en proposent<sup>957</sup>. Cette proposition s'inscrit bien dans la pensée syndicaliste du cadre productif et comme moyen d'échapper à l'enseignement technique mis en place par le patronat et le régime républicain. La mise en place d'une politique de l'enseignement technique par le régime débute dans les années 1920 mais il existe diverses institutions et écoles proposant ce type de formation dès le XIXe siècle<sup>958</sup>. Cette dimension permet d'éviter de former des producteurs qui répondent uniquement aux besoins de la bourgeoisie. De cette manière, les syndicalistes estiment que les enseignements professionnels et techniques proposés sont généralement inadaptés, à la fois, au contexte productif et à la formation de producteur conscients. Il faut évidemment énoncer le fait que la situation est complexe et démêler les attentes des contraintes demanderait une étude plus fine. En effet, Jean Vidal estime que la loi du 16 juin 1881 a entraîné la disparition de l'enseignement de la dentelle à l'école et donc d'un savoir-faire technique<sup>959</sup>. Cette obligation a obligé la réouverture de cours professionnels par le patronat et, dans les années 1930, Lagrange estime que les cours de couture à la main sont inadaptés au milieu industrialisé : « Au moment où tout se spécialise de plus en plus, une idée comme celle-là est absurde et n'aboutira qu'à faire perdre des années à un certain nombre de jeunes gens. Car, même si ceux-ci sortent de l'école avec les grandes connaissances des ouvriers d'autrefois, ces connaissances leur seraient inutiles à notre époque »<sup>960</sup>. De plus, dans notre corpus peu d'études sur la conception précise de l'enseignement technique sont énoncées mais il paraît plus logique qu'ils se trouvent dans les organes corporatifs. Cet aspect professionnel a ouvert progressivement aux ouvriers l'approche économique de la production.

Une partie publiée dans *L'Histoire des Bourses du Travail* de Pelloutier donne un aperçu de la conception économique de la production. Il est possible que cette conception soit déjà présente dans des ouvrages antérieurs, peut-être parmi des auteurs anglais liés au trade-unionisme. Dans cet ouvrage publié au tout début du siècle, Pelloutier propose un moyen d'éducation pour la classe ouvrière grâce à une institution muséale : il écrit que le but d'un musée et de mettre en avant les productions même des ouvriers quel que soit le produit. Derrière, cette idée c'est bien le changement de regard sur les productions culturelles qui

---

957 Peter Schöttler *Naissance des bourses du travail : un appareil idéologique d'État à la fin du XIXe siècle*, op. cit., p. 109.

958 Charles R. Day, *Les Écoles d'arts et métiers : l'enseignement technique en France, XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, 1991, 429 p.

959 Jean Vidal, « La condition des dentellières de la Haute-Loire », *La Vie ouvrière*, art. cit., p. 357.

960 Lagrange, « L'habillement parisien », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 4.

transparaît. Cette approche se distingue des musées qui contiennent des productions purement artistiques, proposant une approche alternative sous la forme d'un musée de connaissances techniques et scientifiques. C'est une manière de s'approprier les visions scientifiques muséales du dix-neuvième siècle mais dans un cadre d'apprentissage. Ainsi, il s'agirait de mettre en avant les explications pour comprendre l'origine matérielle et la création des productions et donc de faire ressortir les individus-producteurs derrière le produit. Ainsi, on aurait une valorisation de la classe ouvrière à travers eux. Le musée devrait donc avoir une approche qu'il qualifie de « science sociale » : « Il faudrait offrir au peuple le moyen d'observer par lui-même les phénomènes sociaux et d'en dégager toute la signification. Or, quel autre moyen que de lui mettre sous les yeux la substance même de la science sociale : les produits et leur histoire »<sup>961</sup>. Dans ce texte, Pelloutier ne met en valeur aucun passage qui serait axé sur les productions culturelles. Elles sont réinvesties d'une autre manière : les objets des produits culturels sont le fruit d'un traitement des matières premières et s'inscrivent dans une chaîne de production complexe où tous les producteurs ont une part à prendre. Par exemple, des syndicats liés aux productions livresques comme ceux regroupés dans la Fédération du Livre pourraient expliciter les processus de création des ouvrages et donc valoriser leurs formes propres et donc possiblement artistiques. Chaque production devrait être accompagnée de ce que l'on pourrait qualifier d'informations complémentaires. Les produits incarneront ainsi les rapports entre les deux classes : capitaliste et prolétaire. Cependant, leurs descriptions décriront essentiellement une dimension économique à travers des données chiffrées et non une dimension anthropologique ou ethnologique contrairement à d'autres approches muséales :

« Mais comment y satisfaire ? Oh très simplement : en créant un musée subdivisé en autant de sections qu'il y a d'unions ouvrières et qui annexât à l'échantillon de chacun des produits manufacturés toute son histoire. Les ouvriers connaîtraient ainsi en quelques minutes d'où vient le tissu mis sous leurs yeux ; les contrées diverses où il se fabrique, son prix de revient ; le nombre d'ouvriers qu'exige sa fabrication ; leurs salaires ; ce qu'ils dépensent pour vivre ; combien ils travaillent d'heures par jours et de jours par an ; le prix de vente en gros et au détail du tissu ; le nombre, la nature et la productivité des machines qui l'ont tissé : tous ces chiffres tenus à jour, et indiquant constamment la situation comparative du capitaliste et de l'ouvrier, du producteur et du consommateur, de telle sorte qu'éclatât aux yeux des ouvriers de l'industrie textile que grèves, associations de secours mutuels, ligues contre le chômage, lois ouvrières : tout cela n'a pas plus arrêté la paupérisation qu'une digue de sable contiendrait la mer. »<sup>962</sup>

---

961 Fernand Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail*, op. cit., p. 182.

962 *Ibid*, p. 183.

Le but avoué de cette démarche est politique et plus directement insurrectionnelle car elle pourrait, selon Pelloutier, démontrer l'impossibilité d'amélioration des conditions de vie du prolétariat par des approches réformistes. Le musée apparaît comme un véritable moyen d'appréhender le système capitaliste et son fonctionnement mais à travers les conditions de vie des producteurs. De cette manière, il doit démontrer l'impossibilité du réformisme pour opter pour une approche révolutionnaire en montrant la divergence des intérêts de classe dans ce système de production suivant une logique marxiste :

« Entendons-nous bien : cette constatation n'aurait ni pour but ni pour effet de déprécier des institutions économiques inspirées, non pas seulement par la nécessité de défense actuelle, mais aussi et surtout par l'intention de pourvoir dès maintenant la classe ouvrière des moyens de production, de répartition et de consommation qu'il lui faudrait après transformation sociale ; cette constatation ne servirait qu'à démontrer au peuple, sous une forme nouvelle et suprêmement éloquente, l'impossibilité d'une transformation pacifique. »<sup>963</sup>

Cette connaissance économique semble s'élargir dans les années 1910 et répondant dans la presse au projet de musée de Pelloutier. Francis Delaisi a publié des ouvrages traitant de l'économie généralement par secteur comme celui de la métallurgie avec Alphonse Merrheim<sup>964</sup> ou en fonction de produits comme *Le Pétrole*<sup>965</sup>. Dans *La Vie Ouvrière*, il propose un article pour fournir aux ouvriers des conseils pour se renseigner sur la dimension économique qu'implique leur travail. Cette connaissance à valeur éducative nourrit aussi dans la lutte de la grève :

« L'ouvrier, au moment où il s'engage dans la lutte, a-t-il toujours une idée très nette des forces de résistance de son ennemi ? Sait-il exactement quelle est sa situation financière, quels sont ses réserves et ses appuis, quel tort lui cause la cessation du travail, et combien de temps il pourra la supporter ? Non ; le plus souvent le gréviste ignore ces choses. Les militants sérieux comprennent la nécessité de les connaître ; mais ils ne savent où ni comment se renseigner, et voilà pourquoi tant de grèves, engagées à l'aveugle, aboutissent à des résultats incomplets, parfois même à des échecs. Il y a là peut-être une lacune dans l'éducation syndicale ; il faut chercher à la combler. »<sup>966</sup>

L'éducation du militant syndiqué doit se baser les *bilans* et les *comptes de profits et pertes*. Ce dernier doit saisir les rapports entre les chiffres et les changements survenus dans les journaux financiers afin de connaître le « développement de l'entreprise » dans laquelle il travaille avec une approche plus globale deux à trois par semaine par « des journaux, des revues techniques,

---

963 *Ibid* pp. 183-184.

964 Francis Delaisi, Alphonse Merrheim, *La Métallurgie. Son origine et son développement. Les forces motrices*, Paris, s.ed., 1913, 640 p.

965 Francis Delaisi, *Le Pétrole*, s.l. s.ed. 1921, n.p.

966 Francis Delaisi [sous le pseudonyme Cratès], « Comment connaître la situation d'un Industriel ? », *La Vie ouvrière*, n° 25, 5 octobre 1910, p. 408.

des circulaires le tiennent au courant de ce qui se passe sur le marché de Lille, Paris, Liverpool, Francfort ou New-York »<sup>967</sup>. Un travail sur la production de presse est nécessaire pour se rendre compte de l'économie de manière plus globale et nécessairement plus abstraite. Là encore, ce sont des sources manuscrites qui sont valorisées par Delaisi. Leur analyse doit aussi être proposée dans la presse ouvrière et les syndicats ouvriers : « Ainsi deux choses sont nécessaires à tout militant syndiqué : a) Le *bilan* de la société pour laquelle il travaille ; b) Les *journaux patronaux et les revues* qui traitent de son industrie. Ce sont là des instruments indispensables. Le premier soin de tout syndicat devrait être de les acheter. La dépense n'est pas grande : elle ne peut guère dépasser 50 francs par an. Quant à savoir où les se les procurer, la C. G. T., ou, à son défaut, la *Vie Ouvrière*, se fera un devoir de le leur indiquer »<sup>968</sup>. Delaisi parle de fournir à la classe ouvrière *la règle du jeu* du système économique capitaliste afin de s'en défendre :

« Cela est tout naturel [de trouver incompréhensible les journaux patronaux], mais c'est très fâcheux. Car il y a, dans ces revues spéciales, dans ces bilans, toute une mine de renseignements de la plus haute importance pour la classe ouvrière. C'est là, et pas ailleurs, qu'elle doit chercher le fort et le faible de l'adversaire, c'est dans cette étude méthodique qu'elle trouvera les armes nécessaires pour se défendre et s'affranchir. Il y a là un trésor inépuisable ; mais il est fermé à la plupart des syndiqués : il faut leur en donner la clé. Il faut rédiger pour eux une sorte de grammaire où ils trouveront l'explication des termes qu'ils ne comprennent pas ; il faut leur expliquer ce que c'est qu'un bilan, et comment on doit le lire. Mais ce n'est pas assez encore. Pour saisir tout le sens des articles lus et des renseignements acquis, il faut savoir ce que c'est que l'industrie en général, connaître les méthodes à l'aide desquelles patrons et chefs d'indus mènent à bien leurs affaires. Il faut apprendre, en un mot, *la règle du jeu*. »<sup>969</sup>

Cet appel lancé par Delaisi se retrouve dans des articles de la période de l'entre-deux-guerres : Lagrange parle ainsi de se renseigner, dans la presse, sur les chiffres d'affaires des grands magasins (Galeries Lafayette, Printemps, Bon Marché) pour permettre de construire des revendications pour le mouvement ouvrier<sup>970</sup>. On voit comment la connaissance du savoir-faire, puis de l'insertion du produit dans un ensemble plus global permet d'ouvrir la voie à la connaissance économique générale. Cependant, par cette approche, les syndicalistes s'adressent essentiellement à des militants, généralement d'une élite ouvrière, elle-même en mesure de fournir aux autres ouvriers des moyens d'émancipation. On a vu que la notion d'« émancipation » s'appuie sur différents aspects.

---

967 *Ibid*, p. 411.

968 *Ibid*.

969 *Ibid*, p. 413.

970 Lagrange, « L'habillement parisien », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 11.

Cette connaissance économique n'est pas le seul point d'entrée à l'éducation des militants et de la classe ouvrière. La dimension artistico-culturelle apparaît aussi dans les volontés programmatiques des différents auteurs. Les anarchistes de la première génération s'inspirent, notamment, du modèle des Étudiants Syndicalistes Révolutionnaires Internationalistes qui proposent des groupes de réflexions autour des problématiques sociales et auquel Delesalle a appartenu<sup>971</sup>. D'autres initiatives libertaires se mettent en place à la même période notamment le mouvement des Causeries populaires fondées par les individualistes Libertad et Paraf-javal<sup>972</sup>. Ce modèle de la causerie et des études est visible par voie de presse avec les réunions en fin de semaine pour les travailleurs. *Les Temps nouveaux* rapporte ces événements en région parisienne :

« Les Libertaires du XIIIe. — Réunion le samedi 7 mars, salle Bénéfaud, 50, avenue des Gobelins, à 8 h. 1/2 du soir. Causerie par un camarade sur Autorité et Liberté. Les contradicteurs sont invités.

Jeunesse libertaire du XIVe. — Dimanche 8 mars, à 2 heures de l'après-midi, 11, avenue d'Orléans, matinée familiale. Causerie sur le Patriotisme par le camarade Jules Bard. Chants. Entrée libre.

Les Libertaires du VIe. — Réunion le lundi 9 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 14, rue Mabillon (Marché Saint-Germain). Question à l'étude : La Propagande abstentionniste. Les contradicteurs sont invités.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIIe — Samedi 7 mars, à 9 heures précises, réunion au local habituel. »<sup>973</sup>

Les thématiques abordées sont généralement variées concernant des questions morales, d'hygiène ou de créations artistiques<sup>974</sup>. Cette pratique s'inscrit dans cette volonté éducative d'éléments de la classe ouvrière.

La création de la C.G.T., et surtout son essor au début du XXe siècle, donne l'occasion aux anarchistes d'exprimer une opinion sur le contenu de sa valeur éducative. Ne pouvant pas faire du politique en fonction des différentes tendances, elle ne peut qu'encourager les initiatives éducatives d'ordre économique et scientifique. Toutefois, Paul Delesalle, en précisant le rôle de la CGT, n'explicite pas si elle pourrait proposer des approches artistico-culturelles mais la porte n'apparaît pas fermée : « Étant donné que tous les éléments qui constituent la Confédération doivent se tenir en dehors de toute école politique, les

---

971 Jean Maitron, *Le syndicalisme révolutionnaire : Paul Delesalle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1952, p. 45.

972 Gaetano Manfredonia, *Libertad et le mouvement des Causeries Populaires*, Chou blanc Éditions, 1998, 39 p.

973 Anonyme, « Correspondance et communications », *Les Temps Nouveaux*, art. cit., p. 4.

974 Il faudrait, ici, proposer une compilation des intitulés et de la fréquence de cette pratique pour rendre compte de la capacité éducative du mouvement libertaire sous la Troisième République.

discussions, conférences, causeries organisées par le Comité Confédéral, ne peuvent porter que sur des points d'ordre économique ou d'éducation syndicale et scientifique »<sup>975</sup>. Peut-être une introduction du domaine artistico-culturel peut rajouter une dimension politique et philosophique d'une manière indirecte. Ce domaine occupe une place ambiguë dans le milieu syndicaliste. En effet, l'importance de la connaissance de la production est essentielle mais la dimension artistico-culturelle est un enseignement possible de connaissances, sans pour autant qu'il devienne un plaisir bourgeois d'oisifs. La distinction s'opère généralement quand elle s'effectue en parallèle du cadre productif et de connaissances syndicales essentielles.

Cette volonté théorique reste en vigueur jusqu'à la Première guerre mondiale avec la difficulté d'une traduction pratique. La possibilité de toucher un large public s'appuie sur la possibilité de créer un attrait de ce type de proposition syndicale ainsi que des réflexions sur le contenu à proposer. En effet, les bibliothèques et causeries touchent un public largement limité et pas nécessairement qu'ouvrier. Les années de l'entre-deux-guerres semblent s'enrichir en réflexions d'ordre moins générales et plus pratiques grâce à des échanges d'idées et d'expériences à l'échelle transnationale. Giauffret rapporte des expériences extra-européennes (??? en Angleterre, etc.). Les points centraux de la notion d'éducation pour les adultes sont les suivants : elle doit servir les intérêts des ouvriers, former des producteurs et ne pas proposer des savoirs de dilettantes. C'est ce qui est reproché aux conceptions bourgeoises du savoir destinées aux ouvriers :

« Mais ces tentatives aboutissent sans cesse à un échec, soit parce qu'elles s'adressent à un public ouvrier qui n'a point encore reçu les premiers rudiments d'instruction primaire, soit que la classe ouvrière sente obscurément qu'on lui offre une nourriture spirituelle qui ne lui convient pas et qu'elle pense avec Hodgskin qu'« *il serait préférable que les ouvriers fussent privés d'éducation plutôt que de la recevoir de leurs maîtres... Ils n'ont pas à se soucier des recherches du géologue et des savantes classifications du botaniste. Ils doivent déterminer pourquoi de toutes les classes de la société, ils ont toujours été la seule accablée de misère et de pauvreté.* »<sup>976</sup>

Dans le cadre français, *La Révolution prolétarienne* rapporte la création des collèges ouvriers de la C.G.T. où les cours ont commencé en novembre 1932 : « À plusieurs reprises, la R.P., notamment par les études de Giauffret, a attiré l'attention sur les institutions ouvrières d'enseignement existant à l'étranger. En France, il n'existait, jusqu'ici, rien de semblable. La

---

975 Paul Delesalle, *La Confédération générale du travail. Historique, constitution, but, moyens...*, op. cit., p. 10.

976 Baptistin Giauffret, « Pour une éducation ouvrière autonome. L'éducation ouvrière en Angleterre », n° 111, 5 novembre 1930, p. 19.

C.G.T. va combler cette lacune. C'est une excellente idée »<sup>977</sup>. À cette époque, Monatte est retourné à la C.G.T. et peut-être a-t-il contribué à cette initiative. Les cours sont ouverts à tous les syndiqués confédérés des deux sexes et de plus de dix-huit ans ayant le niveau du Cours Élémentaire Préparatoire (C.E.P.). Les structures d'accueil se font en fonction des connaissances de l'individu entre l'Institut Supérieur Ouvrier (enseignement supérieur) et les Collèges du Travail (enseignement moyen). Le premier est assuré tous les soirs de vingt à vingt-deux heures au 211, rue Lafayette à Paris et le second par correspondance. De cette manière, les Collèges du Travail peuvent être commencés n'importe quand. Les cours, divisés en leçons, correspondent à une semaine de travail, dont la fréquence peut être accélérée ou décélérée. Chaque étudiant est suivi par un correcteur, qui est un professeur confédéré pouvant rendre « vivant » l'enseignement en l'adaptant. L'Institut Supérieur Ouvrier peut se faire suivre dès que les enseignements primaires sont considérés comme acquis. Les programmes sommaires des cours donnent un aperçu des attentes et des contenus des savoirs attendus de cette élite ouvrière : « histoire économique », « géographie économique », « organisation ouvrière et patronale », « études juridiques et économiques », « histoire scientifique et technique de la production », « philosophie, arts et littérature ». Pour les Collèges du Travail, les cours se répartissent comme suit : « français. grammaire et rédaction. Cours élémentaire », « français cours avancé », « mathématiques : algèbre, géométrie et trigonométrie », « histoire économique », « géographie économique », « mouvement ouvrier », « droit usuel » et « économie »<sup>978</sup>. Ils sont essentiellement ouverts à des savoirs en lien avec le mouvement ouvrier sous différents aspects. Certains enseignements primaires pour les Collèges doivent obligatoirement être pris avant d'aborder les autres enseignements : français, histoire et géographie. Cet ensemble donne un aspect général mais il faudrait pouvoir approfondir en étudiant des cours pour saisir la méthodologie et le contenu précis des cours. La situation dans l'U.R.S.S. fait l'état de même initiative dans les « centres de culture » mis en place par le régime bolchevique. On retrouve les éléments en lien avec la production, la lecture ou les pratiques culturelles :

« La scène est tournante. Prix moyen des places : 3 roubles ; les billets sont souvent achetés par les Syndicats qui les distribuent à leurs membres ; les ouvriers viennent ainsi collectivement. Dans le hall, une collection de photos d'oudarniks (dimension, environ 30/20 cm.), changées tous les mois, me dit-on. On nous fait voir une très intéressante suite de salles destinées aux études géologiques ; des coupes du sol, en

---

977 Anonyme, « Faits et documents. Les Collèges ouvriers de la C.G.T. », *La Révolution prolétarienne*, n° 137, 10 octobre 1932, p. 19.

978 *Ibid.*



relief, permettent de comprendre facilement le mécanisme des forages. Sur un mur, le tableau d'honneur des inventeurs de la région, avec photo de l'inventeur et du dispositif trouvé, et calcul des économies réalisées. Bibliothèque : les livres sont expédiés à domicile ou pris sur place ; il existe une salle de lecture pour le soir. Le troisième étage est réservé aux différents cercles : art dramatique, musique, chant, etc. »<sup>979</sup>

Outre cette initiative d'une organisation ouvrière à portée nationale, la presse donne à voir d'autres initiatives plus modestes à travers des militants. C'est le cas d'Henry Poulaille qui partage cette conception de la construction d'une culture classiste à travers une éducation ouvrière. Un article sur ce militant indique que les contenus des manifestations et productions culturelles qu'il valorise parle de « littérature sociale », la vertu éducative du disque, l'histoire de l'imprimerie ou « l'âme noire et les diverses manifestations folkloriques des nègres » :

« L'activité de cet animateur ne connaît pas de bornes. Il organise une exposition de littérature sociale avec des livres, des autographes, des photos, des documents sur la vie et la création ouvrière dans le monde ; il publie un livre sur le disque à l'école, instrument d'éducation par excellence ; il organise une nouvelle exposition, mais cette fois-ci, sur l'histoire de l'imprimerie, sortant de sa documentation personnelle 5.000 reproductions de textes typographiques et xylographiques, de gravures, de planches et d'estampes. A peine cette exposition terminée, nous apprenons, stupéfaits, qu'il en prépare une troisième sur l'âme noire et les diverses manifestations folkloriques des nègres. »<sup>980</sup>

Le « Musée social » est aussi un lieu de rencontre où les usagers peuvent aussi se renseigner à partir des productions culturelles à disposition (photographies, lettres, journaux, revues, hebdomadaires, affiches, cartes postales, statistiques, etc.) sur les sujets qu'ils souhaitent comme la « guerre d'Espagne », « la littérature hongroise ou Scandinave » ou encore « la documentation sur l'industrie du bois »<sup>981</sup>. L'enseignement est un enseignement plus autodidacte et s'inscrit plutôt dans la dimension du militant.

### 3.2.2 Pensées directes de la production artistico-culturelle

#### *L'héritage théorique de l'artisanat*

L'approche de la production artistico-culturelle est étroitement liée avec l'idée que les syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes se font du compagnonnage et des

---

979 Paul Dhermy, « Carnet de route d'un délégué ouvrier français », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 12.

980 Sadi de Gorter, « Henry Poulaille », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 1.

981 *Ibid*, p. 2.

corporations. La corporation est un ensemble de compagnons avec des maîtres d'un même corps de métier regroupés autour de pratiques propres, de conceptions esthétiques et de divers rapports inter-personnels. Bien que ces dernières aient été interdites sous la Révolution, leur esprit imprègne toujours une représentation d'un rapport à la production hors des cadres de l'industrialisation notamment, en ce qui nous intéresse, auprès des artisans. Pour les syndicalistes, l'attitude à entretenir vis-à-vis d'eux est compliqué entre valorisation et dépréciation. Certains artisans entretiennent l'idée qu'ils sont la continuité de cet héritage social passé. Le changement historique du rapport des individus à la production change nécessairement le statut qu'ils possèdent malgré la même nomination. Avec la mise en place de la C.G.T. au tournant du siècle, les syndicalistes opèrent un changement de signification du terme lui-même. En effet, on trouve souvent, dans la presse, la notion de corporation ou d'« organes corporatifs » pour des métiers qui ne sont plus liés à l'artisanat. Par exemple, dans la *Vie ouvrière*, à partir de novembre 1912, on trouve une catégorie « À travers les organes corporatifs » qui renseigne sur divers corps de métiers aussi distincts que les chapeliers, les cheminots ou la Fédération de l'Éclairage<sup>982</sup>. La notion de corporation apparaît comme un ensemble large qui se comprend plutôt dans un sens de travail-productif avec une dimension particulière et des enjeux propres. Dans le corpus étudié, nous ne trouvons pas de références à cette notion d'« artisanat » dans un article qui exposerait cette conception comme d'une représentation à valoriser dans les années avant la Première guerre mondiale. Sans doute, trouve-t-on cette notion dans des organes de presse valorisant plus spécifiquement un type particulier de production culturelle.

Beaucoup de révolutionnaires européens se sont retrouvés en Angleterre pour échapper à différentes répressions tout au long du XIXe siècle, dont les anarchistes sous la Troisième République<sup>2983</sup>. Dans les années 1890, certains français découvrent le mouvement du trade-unionisme bien constitué en Angleterre. De plus, la tenue d'un Congrès socialiste international à Londres en 1896 permet la discussion de telles idées. En France, la circulation des idées est présente dans l'organe de la Fédération Nationale des Bourses du Travail donnant à voir des éléments sur la naissance du trade-unionisme anglais. Les deux premiers numéros proposent un article sur l'ouvrage de Paul de Rousiers sur le mouvement trade-

---

982 Anonyme, « À travers les organes corporatifs », *La Vie ouvrière*, n° 76, 20 novembre 1912, p. 290.

983 Constance Bantman, *The French anarchists in London, 1880-1914*, *op. cit.*

unionisme, « Le trade-unionisme en Angleterre » en 1897<sup>984</sup>. L'auteur voit trois facteurs à l'émergence du phénomène :

« Ce livre ramène à trois les causes qui ont rendu nécessaire le groupement syndical. La première est la substitution au petit atelier de l'usine gigantesque [...] La seconde cause est l'extension gigantesque des établissements à nombreux personnel, extension déterminée par l'accroissement de production dû aux progrès du machinisme et à l'ouverture de relations commerciales internationales. La troisième cause est la constitution de fabriques collectives, telles que les coutelleries de Sheffield, lesquelles ont substitué aux anciens et immédiats intérêts du travailleur et du patron, des intérêts de groupes qui appellent des discussions collectives. »<sup>985</sup>

Pelloutier s'appuie de la publication d'un ouvrage paru avec la collaboration d'autres auteurs<sup>986</sup>. L'analyse s'étale sur plusieurs numéros et c'est pourquoi, « nous étudierons successivement, avec M. de Rousiers, les *Unions d'ouvriers du bâtiment*, les *Unions d'ouvriers agricoles*, les *Unions de dockers*, les *Unions dans l'industrie minière*, les *Unions dans les constructions navales*, les *Unions de mécaniciens*, les *Unions dans l'industrie textile*, et enfin *l'Avenir du Trade-Unionisme en Angleterre* »<sup>987</sup>. L'analyse de l'auteur s'appuie sur les structures corporatives et leurs organisations par secteur d'activités. La question de l'organisation du trade-unionisme est corrélée avec la structuration du mouvement syndicaliste en France avec la FNBT et quelques années plus tard avec la CGT. La structuration du mouvement ouvrier anglais doit servir d'exemple pour reconstruire un mouvement ouvrier français. Quelques numéros plus tard, Georges Sorel rapporte lui aussi une histoire du trade-unionisme anglais à partir d'une traduction d'un autre ouvrage anglais<sup>988</sup>. En tant que syndicaliste révolutionnaire, il estime que « ce volume est bourré de faits, très intéressant, mais il doit être consulté avec une certaine prudence, parce que les auteurs sont souvent égarés par des préjugés de politiciens »<sup>989</sup>. La critique syndicaliste souligne la dimension politicienne des Webb pour un socialisme d'État, s'appuyant sur une connaissance de « Marx que par des journaux et des livres de vulgarisation aussi se trompe-t-il grossièrement chaque fois qu'il parle de l'auteur du *Capital* »<sup>990</sup>. Sorel perçoit le trade-unionisme et la coopération comme un moyen d'échapper à la politique comme Bernstein

---

984 [Fernand Pelloutier], « Le trade-unionisme en Angleterre », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., pp. 11-13 ;

[Fernand Pelloutier], « Le trade-unionisme en Angleterre », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 9

985 [Fernand Pelloutier], « Le trade-unionisme en Angleterre », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 11.

986 Paul de Rousiers, avec la collaboration de MM. de Carbonnel, Festy, Fleury et Wilhelm, *Le trade-unionisme en Angleterre*, Paris, Armand Colin, 1897, 356 p.

987 [Fernand Pelloutier], « Le trade-unionisme en Angleterre », *L'Ouvrier des deux mondes*, art. cit., p. 13.

988 M. et Mme Webb, *L'Histoire du trade-unionisme anglais*, Paris, Giard et Brière éditeurs, 1897, 613 p.

989 Georges Sorel, « L'histoire du trade-unionisme anglais », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 23, 1<sup>er</sup> décembre 1898, p. 1.

990 *Ibid.*

dans sa préface allemande du même ouvrage<sup>991</sup>. Sorel discute cet historique selon ce point de vue révolutionnaire en s'appuyant sur plusieurs autres auteurs socialistes comme Bernstein, Hamon, Sombart ou Lagardelle sur la direction du mouvement ouvrier européen. Cet ouvrage conséquent des Webb apparaît comme un ouvrage de référence pour les syndicalistes français puisqu'il existe même une brochure, *Les Syndicats ouvriers en Angleterre* par « le camarade typographe F[rançois]. Fagnot » résumé en une centaine de page<sup>992</sup>. La période étudiée s'étale de 1799 à 1895 avec différents chapitres : « Les origines du Trade-Unionisme. — La lutte pour l'existence. — La période révolutionnaire. — Nouvel esprit et nouveau modèle. — La junte et ses alliés. — Développement des unions. — L'ancien unionisme et le nouveau.— Le monde syndical. — La situation syndicale au 31 décembre 1895 »<sup>993</sup>. La vertu informative du document est invoquée dans la notice bibliographique afin de s'inspirer du modèle pour le mouvement français :

« nous ne saurions trop engager nos sociétaires à prendre également connaissance de ce travail qui leur donnera des idées précises et nombre de renseignements importants sur les puissants Syndicats ouvriers de l'Angleterre. Dans une curieuse préface, le camarade Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, apprécie sommairement le mouvement syndical anglais, et fait des observations sévères mais fort justes sur les causes qui, en France, retardent le développement des organisations ouvrières. »<sup>994</sup>

La circulation des idées entre les mouvements anglais et du reste de l'Europe apparaît comme un réalité via des brochures et des rencontres sociales. Cependant, il ne faut sans doute pas surestimer la diffusion au-delà des cercles militants traditionnels.

Le désintérêt terminologique du « compagnonnage » s'inscrit peut-être dans une représentation du monde marqué les changements de paradigme économique plus explicite dans les milieux ouvriers, sans doute à partir de la connaissance du mouvement anglais. Leur production artistico-culturelle possède donc possiblement un caractère politique suivant leurs représentations idéologiques. Pour enrichir la réflexion anarchiste de l'apport du syndicalisme, Delesalle explique que le syndiqué doit pouvoir rester libre dans son syndicat. Le syndicat n'emprunte plus pour modèle celui des Corporations de métier restrictives comme le Compagnonnage et apparaît comme un espace plus ouvert de lutte sur le plan économique :

---

991 Cette préface à la traduction allemande est traduite en français dans *Le Devenir social*, août-septembre 1897, p. 706.

992 Pour des renseignements biographiques sur ce militant, nous référons à la notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article86698>, notice FAGNOT François par Marie-Cécile Bouju, version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 9 novembre 2020. [Consulté le 09/05/2022]

993 [Fernand Pelloutier], « Bibliographie », *L'Ouvrier des deux mondes*, n° 23, 1<sup>er</sup> décembre 1898, p. 16.

994 *Ibid.*

« Sous l'ancien régime, pour pouvoir travailler, et pouvoir exercer un métier, il fallait la plupart du temps faire partie d'abord de la Corporation, y avoir été apprenti, puis compagnon, ou avoir été agréé comme tel, etc., etc. Aujourd'hui, rien de cela, c'est librement que l'on rentre dans le syndicat, et celui-ci n'a rien de l'aspect purement corporatif de l'ancienne Corporation. Le syndicat d'aujourd'hui est, avant tout un organisme de défense et de lutte contre l'exploitation capitaliste. L'esprit « corporatif » y tient une place aussi relative, que possible, et l'ouvrier ne devient un « syndiqué » que pour pouvoir, en régime capitaliste, mieux défendre son salaire ou en acquérir un plus rémunérateur ; sauvegarder sa dignité d'homme et faire que soit moins écrasante pour lui sa condition de salarié. »<sup>995</sup>

Cependant, cette référence à l'idée de la corporation suppose aussi qu'il adopte certains points de vue sur la production artistico-culturelle en tant qu'objet d'art de l'artisanerie. Elle apparaît comme un moyen de résistance face à un salariat patronal que l'on retrouve chez des anarchistes individualistes. La dimension artisanale de la production permet à l'ouvrier de se réapproprier sa production face à l'aliénation et la perte de sens du travail dans le capital de l'idéologie marxiste.

La continuité est présente durant la période de l'entre-deux-guerres. Dans une note bibliographique de 1928, Antoine Richard nous indique la conception qu'il se fait de la corporation. Avec l'accumulation de capitaux permis par la machine en Angleterre à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, les corporations se sont scindées dans une lutte interne avec des proto-syndicats de résistance. On retrouve la même idée quelques années plus tard sous la plume de Daniel Guérin<sup>996</sup>. La lutte des classes s'est transposé dans les anciennes structures sociales féodales du travail :

« Déjà, dans l'intérieur des corporations, le compagnon se sentait brimé. Ce fut pire quand il devint à peu près impossible à l'ouvrier de parvenir à la maîtrise : dès lors, les compagnons, qui ne participaient plus à la direction du travail, s'organisèrent à part en confréries spéciales, prototypes des sociétés de résistance et des syndicats du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce sont ces confréries qui organisèrent la plupart des grèves de l'Ancien Régime, ayant contre elles non seulement les associations purement patronales qui se formaient en face des compagnonnages, mais encore, le plus souvent les municipalités des villes et l'État. »<sup>997</sup>

On retrouve bien ici la filiation entre les « confréries » et l'organisation du trade-unionisme en Angleterre comme d'un stade pré-syndical ouvrier dans les années 1920. La lutte des classes entre les artisans et les compagnons est très présente dans cette note de lecture de Charlotte Chianéa, militante écrivant essentiellement pour la rubrique « À travers les livres ». Face à l'homogénéisation perçue par Michel Debré, elle applique le prisme de la lutte des classes

---

995 Paul Delesalle, *La Confédération générale du travail. Historique, constitution, but, moyens...*, op. cit., p. 19.

996 Daniel Guérin, « Le corporatisme fasciste », *La Révolution prolétarienne*, n° 212, 10 décembre 1935, p. 1.

997 A[n]toine. Richard, « À travers les Livres », *La Révolution prolétarienne*, n° 57, 1 mai 1928, p. 10.

dans ces organisations artisanales de production culturelle. Cette lutte est quotidienne et toujours présente :

« En un fort volume paru chez Dalloz, Michel Debré a réuni et commenté toutes les lois, tous les textes officiels relatifs aux artisans, faisant d'eux une classe sociale définie et presque homogène. Travail immense, fait minutieusement, exposé avec autant de clarté et de patience que l'ambiguïté des textes et la complexité de la question le permettent, mais travail décevant pour nous, parce que l'auteur semble ignorer qu'à côté des confédérations et des syndicats de maîtres-artisans, engendrés ou encouragés par les lois de telle ou telle date, des syndicats de compagnons se sont formés faisant participer, par le bien-fondé et la force de leurs revendications, par les moyens employés pour les faire aboutir, cet artisanat officiellement uni, à toutes les dissensions et aux luttes de la classe ouvrière et du patronat. L'artisan n'est pas un patron répond l'auteur ; c'est un travailleur manuel indépendant, propriétaire de son atelier, qui travaille directement pour la clientèle en se faisant aider par les membres de sa famille et, si besoin en est, par des apprentis et des compagnons qui, comme lui, ont droit au titre d'artisan. Entendu. Mais en examinant les droits et les charges de l'artisan en général, l'auteur a-t-il pensé que, dans la lutte de chaque jour, l'intérêt des compagnons est, dans une certaine mesure, opposé à l'intérêt du maître, comme celui de l'ouvrier est contrecarré par les prétentions du chef d'usine ? Voilà pour quoi cette thèse dont l'analyse va suivre, œuvre de chercheur et d'érudit, ne nous satisfait pas entièrement. »<sup>998</sup>

Cette lutte des classes implique une organisation qui prenne en compte les intérêts des compagnons et des apprentis. Même son de cloche chez les anarcho-sindicaliste du *Combat syndicaliste*, le but affiché est d'affaiblir les compagnonnages qui subsistent pour les incorporer les artisans-compagnons et apprentis dans les syndicats. Malgré les rituels propres, le compagnonnage n'en reste pas moins un espace d'exploitation :

« Le Compagnonnage c'est, en fait, l'accaparement de l'ouvrier par la patron. Les Patrons Compagnons cherchent à attirer les jeunes apprentis, les *lapins*, comme ils disent ; il leur font faire le tour de France. Le *lapin* se rend chez une « Mère » qui l'héberge mais qui touchera son salaire à sa place. Dès cet instant, le « lapin » a aliéné sa liberté, il est pris dans l'engrenage. Lorsque le lapin a terminé son tour de France, il doit accomplir son « chef d'œuvre ». il est alors reçu compagnon. Cette réception, qui fut décrite dans une brochure qui fit quelque bruit jadis : *Les Mystères du Compagnonnage*, est restée ce qu'elle était : une cérémonie idiote et dégoûtante. Mais cela serait peu de chose si, par ailleurs, les compagnons ne se trouvaient ensuite placés sous la tutelle absolue de leurs patrons, compagnons comme eux, mais dirigeant en fait le Compagnonnage. On comprend aisément combien il est difficile dans ces conditions, à faire participer les Compagnons à une action revendicatrice quelconque ; si c'est parfois possible dans les grandes villes, cela est pratiquement impossible dans les campagnes. Un fait qui démontrera combien les Compagnons sont exploités est le suivant : Lorsque le chômage sévit dans les villes, le patron envoie les jeunes Compagnons chez un confrère de province et celui-ci donne simplement de la nourriture à l'ouvrier en guise de salaire : il est vrai que l'on prétend parfaire ainsi les capacités professionnelles du Compagnon ! Il est bien d'autres faits dont nous parlerons dans un autre article ; mais ce qui précède est suffisant pour démontrer que le syndicalisme doit s'attacher à faire disparaître cette

---

998 Charlotte Chianéa, « L'artisanat, classe sociale », *La Révolution prolétarienne*, n° 195, 25 mars 1935, p. 14.

forme d'association des ouvriers et des patrons car elle ne peut être profitable qu'à ceux-ci. »<sup>999</sup>

Le syndicat reste donc l'espace privilégié de résistance face aux exploitations dans les compagnonnages.

Par contre, dans les années de l'entre-deux-guerres, la critique du compagnonnage et des corporations est portée au-delà de la dimension d'exploitation. Elle prend place dans un contexte de structuration de mesures par l'État républicain concernant les enseignements techniques et industriels. De plus, la presse syndicaliste se voit contrainte de lutter contre une recrudescence de l'usage terminologique dans les milieux réactionnaires et fascistes. L'article de Daniel Guérin expose synthétiquement ce point de vue : « « Le fascisme a mis — ou remis — à l'ordre du jour les mots : corporations, corporatisme, État corporatif. Jamais on ne les a tant employés que depuis ces dernières années. Mais, en même temps, la plus grande confusion règne en ce qui concerne leur signification véritable. C'est cette confusion que nous allons essayer de dissiper »<sup>1000</sup>. Cette idée de corporatisme doit permettre d'attirer au fascisme les « petits-bourgeois et [les] ouvriers à mentalité petit-bourgeoise » à partir de trois idées distinctes : premièrement, la promesse d'une « déprolétarisation » dans des corporations mixtes n'effaçant pas la distinction entre Capital et Travail ; deuxièmement, de brandir la corporation comme un espace permettant aux petits-bourgeois indépendants de ne plus subir la lutte contre les grands monopoles capitalistes ; troisièmement, de mettre en avant face à l'État parlementaire un État corporatif basé sur la production harmonieuse des intérêts. Cette triple conception est présente durant tout le XIXe siècle tant chez la petite-bourgeoisie réactionnaire que réformiste<sup>1001</sup>. Les réactionnaires veulent remettre en place les systèmes des conceptions médiévales fantasmées des corporations, comme temps d'harmonie entre le patron et les ouvriers. Les réformistes, socialistes comme Proudhon et Saint-Simon aussi, ont compris le changement de régime économique en train de se mettre en place mais n'arrivent pas à échapper à la conception du petit producteur indépendant pour mettre en avant la lutte des classes<sup>1002</sup>. Les réformistes non socialistes sont des corporatistes qui « veulent instaurer leur corporatisme  *dans le cadre du régime capitaliste*  »<sup>1003</sup>. Le « corporatisme fasciste » est un mélange à la fois d'un « corporatisme réactionnaire » et d'un « corporatisme réformiste » : il

---

999 Ch. Coudeyras, « En plein XXe siècle », *Le Combat syndicaliste*, n° 13, août 1928, p. 3. Le dictionnaire du Maitron ne possède pas de notice à ce nom de militant.

1000 Daniel Guérin, « Le corporatisme fasciste », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 1.

1001 *Ibid.*

1002 *Ibid.*, p. 2.

1003 *Ibid.*, p. 3.

est soumis à un État autoritaire politique avec des syndicats mis sous tutelle. La force du fascisme est qu'il collabore avec magnats industriels qui soutiennent les avances fascistes afin de détruire les avancées ouvrières obtenues dans les syndicats libres et donc plus généralement la lutte des classes. La valorisation fasciste de la corporation se fait en Italie et en Allemagne soit sous des formes concrètes comme, par exemple, la constitution corporative d'Annunzio à Fiume le 2 septembre 1920<sup>1004</sup> ou théorique comme dans l'ouvrage, *Le Troisième Reich* de Moellet van den Bruck publié en 1923<sup>1005</sup>.

Dans la deuxième partie de son article, Daniel Guérin analyse les acteurs qui soutiennent cette valorisation corporative fasciste que sont les « plébéiens fascistes »<sup>1006</sup>. Il s'agit d'hommes politiques nourrissant leur prestige par une « base sociale » qu'ils représentent mais de laquelle ils subissent une pression : « Tel est, notamment, le cas des plébéiens placés à la tête des « syndicats » fascistes »<sup>1007</sup>. Ce discours du « corporatisme » doit servir leurs intérêts afin d'obtenir des privilèges dans la société capitaliste :

« Mais un autre mobile les pousse à enfourcher le cheval de bataille du « corporatisme ». Ils ne veulent pas seulement conserver leur base sociale, ils veulent l'agrandir au maximum, empiéter si possible sur d'autres fiefs, afin d'acquérir, au sein du régime, une influence, une puissance supplémentaires. Et ils voient précisément dans le « corporatisme » un moyen de parvenir à leurs fins. A les entendre, aucune sphère de l'activité nationale ne devrait échapper à leur contrôle. Ils s'irritent de ce que seuls les syndicats ouvriers aient été « fascisés » et que les syndicats patronaux demeurent en dehors de leur emprise. Non pas qu'ils songent à s'attaquer réellement aux privilèges capitalistes, mais ils ont soif d'imposer leurs personnes et leurs services à ces messieurs de l'industrie, de se faire valoir ; ils veulent avoir leur mot à dire dans l'« Économie ». En un mot, ils rêvent d'absorber dans une organisation unique, dans une vaste « machine » corporative dont ils seraient les chefs tout désignés, à la fois le Capital et le Travail, les syndicats patronaux comme les « syndicats » ouvriers. »<sup>1008</sup>

C'est pourquoi, le corporatisme fasciste est toujours voué à l'échec car les le patronat résiste à toute tentative d'appropriation car « il désire rester maître chez lui, dans ses entreprises, dans ses cartels et trusts, dans ses associations professionnelles ». Il n'hésiterait pas se retourner contre les plébéiens fascistes s'il se sent menacé. Guérin analyse ensuite les étapes qui ont mené à l'écrasement des syndicats libres par cette rhétorique en Italie<sup>1009</sup> et en Allemagne<sup>1010</sup>. C'est pourquoi, les syndicalistes révolutionnaires doivent combattre cet héritage de la

---

1004 *Ibid.*

1005 *Ibid.*, p. 4.

1006 *Ibid.*, p. 5.

1007 *Ibid.*

1008 *Ibid.*

1009 *Ibid.*, pp. 5-7.

1010 *Ibid.*, pp. 7-9.



corporation fantasmée médiévale car « le corporatisme des syndicalistes révolutionnaires est un corporatisme *de classe*. Ils luttent pour l'instauration d'une *société corporative prolétarienne*, après l'abolition du salariat »<sup>1011</sup> :

« L'utopie corporatiste - qu'elle soit propagée par les réformistes ou par les démagogues fascistes - n'est pas seulement une utopie ; elle est une utopie malfaisante. Elle risque de détourner certains travailleurs de la lutte de classes : en les persuadant qu'il n'est pas besoin de faire la révolution ni d'abolir le salariat pour cesser d'être des prolétaires ; en leur affirmant que, dans le cadre du régime actuel, il leur est possible de se « déprolétariser », de vivre en petits bourgeois, de devenir, au sein de chaque profession organisée, les « collaborateurs » de leurs maîtres. Et c'est pourquoi nous devons combattre impitoyablement tout « corporatisme » de ce genre. »<sup>1012</sup>

### *La conception de la production artistique*

Cette dimension générale des discours varie selon les auteurs : il est évident que la connaissance des individus en matière de production artistico-culturelle participe de l'écriture de ces textes : les intentions et les buts poursuivis influencent leurs conceptions. Par exemple, les questionnements sur l'« Art social », face au mercantilisme et spectacle, dans l'*Ouvrier des deux mondes* ne traitent que des questions de littérature et de théâtre<sup>1013</sup>. C'est sans doute le point de vue de Pelloutier, sous son pseudonyme artistique, qui transparaît ici, malgré des remarques générales :

« En ce moment où l'Art Social, cette manifestation de la pensée libre et hautaine, par quoi s'affirme l'esprit de révolte et qui répond à une conception plus humaine et plus précise de la vie, [...] ayant pour but le renversement des vieilles doctrines, la destruction des antiques erreurs, la dérouté des préjugés, la ruine des legs du passé, la fin de toute tyrannie, un souffle nouveau — du Nord ou d'ailleurs — qui vivifie la littérature épuisée, une note d'art, en un mot, conforme aux aspirations vers un idéal de justice et de liberté. [...] Au surplus, nous estimons que l'idée de beauté est inséparable de l'idée d'affranchissement et que l'effort vers l'émancipation intellectuelle doit être parallèle, à l'effort vers l'émancipation économique. »<sup>1014</sup>

Chaque trajectoire des acteurs détermine des réflexions sur la place des Arts dans une société libertaire. De cette manière, Besnard, quand il parle d'une société anarchiste, explique en majorité l'organisation socio-économique sur le modèle syndicaliste. Cependant, il accorde un chapitre à l'art lui-même. Il est donc constitutif de la société libertaire souhaitée. La

---

1011 *Ibid*, p. 2.

1012 *Ibid* p. 10.

1013 Jean Réflec, « Art social », *L'Ouvrier des deux mondes*, n°14, 1<sup>er</sup> avril 1898, pp. 10-11.

1014 J[ean]. R[éflec]., « Art social », *L'Ouvrier des deux mondes*, n°13, 1<sup>er</sup> février 1898, p. 15.

dimension générale de certains discours permet de l'associer avec d'autres notions philosophiques. Chez Besnard, cette description d'une société anarchiste utopique associe l'idée de liberté avec celle « des Arts et des Sciences ». La manière de considérer l'art dans une société anarchiste s'oppose à un « Art mercantile » et qui, libéré du carcan de la société bourgeoise permettra de gagner en importance, de s'épanouir. L'artiste est considéré comme un « labeur utile », ce qui rejoint les conceptions des liens entre l'utile et l'agréable, du fond et de la forme comme pour l'art décoratif. Dans les années de l'entre-deux-guerres, les anarchistes-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires valorisent un « art décoratif » utilitaire et ne sont pas dans un anti-modernisme comme le peuvent être des approches traditionalistes. Ils perçoivent dans les années d'après-guerre des possibilités offertes par le monde mécanique de la société capitaliste :

« Disons de suite que cette Exposition des « Arts Décoratifs » constitue vraiment une belle expression de vie nouvelle, absolument intéressante. On paraît enfin avoir compris que tout art décoratif doit être le langage éloquent de la vérité, c'est-à-dire celui de la vie d'une société, telle qu'elle s'exerce avec ses besoins renouvelés et ses tendances progressives. [...] On a cru pendant longtemps que cet art devait ne s'appliquer qu'aux bibelots, aux frivolités, au superflu, et constituer de ce fait, une sorte d'étalage de richesses de mauvais goût dans les intérieurs plus ou moins cossus de la bourgeoisie moderne ; c'est un grand progrès déjà d'affirmer que notre recherche d'art décoratif est subordonnée à l'utilisation pratique et rationnelle de l'objet à embellir. Cette conception nous conduira à la disparition de cette habitude de copier en de mauvais pastiches les arts anciens, et à nous éloigner des copies serviles qui ne reflètent ni l'intelligence ni l'âme du passé. »<sup>1015</sup>

Cet appel à l'art décoratif permet d'élargir la définition de la production artistico-culturelle dans d'autres productions, mêlant à la fois la dimension artistique et la dimension artisanale :

« On a cru pendant longtemps que cet art ne devait s'appliquer qu'aux bibelots, aux frivolités, au superflu, et constituer de ce fait, une sorte d'étalage de richesses de mauvais goût dans les intérieurs plus ou moins cossus de la bourgeoisie moderne ; c'est un grand progrès déjà d'affirmer que notre recherche d'art décoratif est subordonnée à l'utilisation pratique et rationnelle de l'objet à embellir. Cette conception nous conduira à la disparition de cette habitude de copier en de mauvais pastiches les arts anciens, et à nous éloigner des copies servi les qui ne reflètent ni l'intelligence ni l'âme du passé. [...] À notre époque, l'art décoratif s'est enrichi de nombreuses applications industrielles, dans les tissus, les verreries, le bois, la céramique, dans l'apport de nouveaux matériaux de construction servant à l'habitation moderne. »<sup>1016</sup>

D'un point de vue théorique, l'art révolutionnaire ne pourra être qu'un art « libre » et donc « vrai » s'inspirant du milieu à la fois « bon et beau » :

---

1015 Léon Clément, « Une visite à l'Exposition des Arts décoratifs », *La Révolution prolétarienne*, art. cit., p. 15.  
1016 *Ibid*, p. 13.

« La libération des hommes doit avoir pour conséquence celle des Arts et des Sciences. Une révolution qui ne faciliterait pas de toutes ses forces leur développement ne serait qu'un avortement. Avec son avènement doit disparaître tout ce qui fait l'Art mercantile et la Science sans conscience. Comme la pensée si longtemps ligotée doit enfin s'épanouir, l'Art et la Science doivent prendre un essor magnifique et fécond. L'artiste, le chercheur, le savant, au même titre que tous les travailleurs, font un labeur utile dont bénéficient et jouissent la cité, la collectivité, l'individu. Il est donc naturel que ceux-ci leur donnent les moyens d'étudier, d'apprendre et de réaliser, pour le plus grand bien et la plus haute satisfaction de tous. Certes, entendons-nous bien. Il ne peut s'agir de créer, de toutes pièces, un Art et une Science révolutionnaires. Des qu'elles s'expriment librement, la beauté et la science sont elles-mêmes révolutionnaires, parce qu'elles sont vraies. Elles ne cessent de l'être que si on les ligote et les asservit. Laissons-les donc libres. Qu' il soit peintre, sculpteur, poète ou dramaturge, l'artiste sera inspiré par le milieu dans lequel il vivra. A nous de faire ce milieu bon et beau. »<sup>1017</sup>

Les propositions libérales des différents salons, comme le Salon des Indépendants, avec la fin du monopole d'État sont aussi un moyen de fournir un aperçu des créations contemporaines mais aussi l'occasion de combattre les systèmes de récompenses qui gangrènent les milieux artistiques : « En réunissant, dans une aile du Grand-Palais, des œuvres d'artistes disparus ou vivants qui, de 1884 à 1914, prirent part à ses trente premières expositions, la Société des Indépendants fut bien inspirée. Cette exposition, malgré les lacunes inévitables qu'elle comporte, permet, en effet, au visiteur impartial, de se rendre compte de la valeur des tendances, souvent contradictoires, qui s'affrontèrent et se heurtèrent au sein d'une société arborant fièrement la devise : « Ni jury, ni récompenses... »<sup>1018</sup>. Chez Pouget, on retrouve aussi l'idée de l'art qui se libérerait des contraintes de la société et des incarnations jugées négatives. Mais il ajoute une autre dimension : l'autre thème qui accompagne l'art dans la société libertaire est son processus d'humanisation et d'universalisation. « L'art de l'humanité » remplacerait les formes d'art associées aux critiques adressées par les anarchistes aux capitalistes, aux prêtres et aux rois. Cette « humanisation » permettrait d'étendre la dimension artistique des productions utilitaires à d'autres domaines pour le trouver dans différents types d'objet :

« Avant la révolution de 1789-93, l'art était surtout un privilège royal. Il devint ensuite le monopole du capital. Avec la révolution nouvelle, il allait s'universaliser, s'humaniser. Successivement, avaient dominé l'art des prêtres, l'art des rois, l'art des capitalistes l'heure de l'art de l'humanité sonnait ! L'art, doublé de la science, comblerait le vide laissé dans les âmes par la mort des religions. Celles-ci avaient maudit la vie, maudit la beauté, condamné les sens et leur expansion joyeuse, exalté l'abaissement et le renoncement. La vie allait prendre sa revanche ! L'être humain n'était plus rivé à la chaîne du salariat ; le but de son effort dépassait l'acquisition de ses moyens de subsistance. L'industrie n'était plus sa maîtresse, mais sa servante.

---

1017 Pierre Besnard, *Le Monde nouveau*, op. cit., pp. 109-110.

1018 M.R., « « Trente ans d'art indépendant ». De 1884 à 1914 », *La Révolution prolétarienne*, n° 15, mars 1926, p. 8.

Libéré de toutes entraves, il allait pouvoir s'épanouir sans contrainte. Et il n'y avait pas à redouter que le niveau d'art baissât en s'universalisant. Loin de là, il gagnerait en étendue et en profondeur. Son domaine serait illimité Il imprégnerait toutes les productions. Il ne restreindrait pas à peindre de grandes surfaces, à sculpter le marbre, à couler le bronze. L'art serait en tout ! Il serait dans le pichet à eau, comme dans les grandes décorations d'un Puits de Chavannes ; dans les moindres objets usuels, comme dans un groupe de Constantin Meunier. »<sup>1019</sup>

Cette esthétisation de la vie par l'humanité permet de combler « le vide laissé dans les âmes par les morts des religions ». On peut y voir ici une volonté que la production soit au service du plus grand nombre. Toujours chez Pouget, on trouve une conception plus précise de cette manière artistique. En effet, on trouve la description par une mise en scène d'une voyante de la société future. Chaque individu en ayant obtenu la conception anarchiste de la liberté pourrait participer à la production artistico-culturelle en parallèle d'une activité manuelle. Il évoque précisément le théâtre, la littérature et la peinture. On trouve une critique plus précise et spécifique pour la peinture de la société bourgeoise et capitaliste en critiquant le « respect du passé » et « l'enseignement des écoles » faisant référence aux attentes de la tradition classiciste des Beaux-Arts. Cette esthétisation complète permet une éducation globale des individus et une élévation du niveau intellectuel :

« Cette disparition du désœuvrement bourgeois a donné un rude élan à la vie artistique et intellectuelle. Il n'y a pas d'individu qui, outre une profession manuelle l'occupant quelques heures, ne s'adonne avec passion à une œuvre artistique. Sur les théâtres, magnifiquement aménagés, des troupes d'acteurs volontaires jouent des pièces démouchetées. De beaux bouquins, admirables comme impression, sont édités par des groupes – toujours recrutés par affinité. Des peintres qui, autrefois, n'auraient pas eu les moyens de se développer, donnent un libre essor à leurs aptitudes et accouchent de peintures mirobolantes. L'art officiel étant crevé avec son protecteur l'autorité, leur initiative n'est pas gênée dans les entourneurs par le respect du passé ou étouffée par l'enseignement des écoles. En toutes les branches le goût s'affine, et le niveau cérébral s'élève bougrement. Là où l'individu seul ne peut parvenir à créer son œuvre, il s'associe à d'autres et de ces groupements sortent de chouettes bricoles. Ainsi ont été fouillées et sculptées les pierres des monuments et couvertes de lumineuses décorations toutes les surfaces libres : aussi bien les murs des salles d'attente des gare que ceux des restaurants et des grands halls de réunion. C'est ça qui est rupin, les réunions ! Y en a partout et sur tout : littérature, sciences, art, améliorations sociales etc. »<sup>1020</sup>

On retrouve bien ici une approche intellectualiste et émancipatrice. Cette production artistico-culturelle suit le modèle de la libre association : les individus suivent leurs envies de

---

1019Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, pp. 285-287.

1020Émile Pouget [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896 – an 104* [« Farci de chouettes histoires, de galbeuses illustrations et d'une consultation sur l'avenir, dégoisée par une somnambule de la force de 36 chevaux de fiacre »], *op. cit.*, p. 31.

s'associer à d'autres sur le critère d'une affinité entre ces derniers. Les groupements notamment artistiques ne pourront en aucun cas être forcés et remettant en cause les rapports hiérarchiques entre les maîtres et les élèves. La multiplicité des groupements permettrait la variété des domaines de la production mais les objets artistiques garderont le statut d'objet de luxe et resteront d'ordre non prioritaires après la production des moyens de subsistance :

« Cette évolution se marqua par le développement que prirent les groupes d'affinité qui, – comme nous l'avons indiqué à propos du théâtre, se formèrent à côté des groupements professionnels et en dehors des besognes corporatives dont ils ne dispensaient pas. Il en naissait des quantités, qui se créaient dans les buts les plus divers. Les uns s'attachaient à une besogne artistique ou littéraire d'autres se consacraient aux recherches les plus variées, scientifiques, linguistique, historiques, archéologiques. Ces agrégats pullulaient tant qu'on pouvait prévoir le moment où, grâce à l'initiative, l'activité, l'effort de leurs affiliés, la majeure partie des fonctions d'art et de science perdraient le caractère professionnel et seraient assurées, une fois le travail social accompli, par des associations de volontaires qui y trouveraient agrément, délassément et satisfactions intellectuelles. »<sup>1021</sup>

Pelloutier spécifie le rôle que devront jouer ces organisations consenties suivant le modèle syndical et corporatif. Elles devront être capables de mettre en place les moyens de l'organisation des travaux collectifs même dans un cadre artistique. Les exemples de Pelloutier font preuve d'un caractère très concret puisqu'ils font écho à la programmation, aux techniciens en charge de la mise en place du spectacle et leur division du travail ou encore aux moyens productifs à mettre en place :

« V- Créer des associations librement consenties : « Quel doit être le rôle de ces associations ? Chacune d'elles a le soin d'une branche de la production : celle-ci, du logement ; celle-là, de l'alimentation ; cette autre, de l'art. [...] Combien de spectacles organisés ? Combien d'ouvriers, d'artistes sont nécessaires ? Combien de matériaux ou de producteurs faut-il demander aux associations voisines ? Comment faut-il diviser la tâche ? »<sup>1022</sup>

Outre la dimension de la production artistique, on trouve des réflexions plus proches des producteurs eux-mêmes et de leur rôle social dans cette société libertaire. La révolution entraîne avec elle les artistes qui subissaient le poids de la société capitaliste : « Des hommes de haute valeur, - dans les sciences, les arts, la littérature, - tous bénéficiaires de l'ancien régime, nourrissaient à son égard de tels sentiments d'aversion qu'ils furent ravis de son effondrement. Cet état d'âme aida à la chute du capitalisme : sa ruine était tant souhaitée, si attendue, que ses désirs impatients formèrent une atmosphère favorable à la révolution »<sup>1023</sup>.

---

1021Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, p. 272.

1022Pelloutier Fernand, *L'Organisation corporative et l'anarchie*, Paris, Publications du groupe L'Art social, s.d. [1896], pp. 15-16.

1023Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution, op. cit.*, pp. 216-217.

La place des artistes dépend aussi de la manière dont certains sont perçus par les auteurs des textes. Les artistes sont généralement divisés entre les artistes sincères dans leur recherche et les opportunistes qui profitent du système bourgeois. Par exemple, dans le milieu de la peinture, lors de l'exposition rétrospective sur les Indépendants, M.R. valorise certains noms de la période avant 1914. Il cite ainsi les noms d'Alfred Le Petit, Seurat, Cross, Signac, Angrand, Luce, Petitjena, Schuffenecker, Lucie Cousturier, Selmersheim-Desgranges, Édouard Fer, Maufra, Henry Mauret, Lempereur, Paul Madeline, Henri Person ; Artistes comme Toulouse-Lautrec, Steinlen, Willette, Jean Baffier, etc. La création contemporaine des années 1920 est aussi mise en avant. Les « sincères » estimés sont : Albert André, Anquetin, Boudot-Lamotte, Charlot, Chénard-Huché, Deltombre, Dufrénoy, Victor Dupont, Igounet de Villers, Kleinmann, Laprade, Lebasque, Ludovic-Rodo, Mestrallet, Paviot, Lucien Pissaro, Gaston Prunier, Claude Rameau, Rysselberghe, Urbain, etc<sup>1024</sup>. Ils sont comparés aux mouvements d'avant-gardes comme les cubistes jugés comme des pédants et des opportunistes. Pour revenir à la société libertaire, le processus révolutionnaire va stopper la production artistique considérée comme un « luxe ». Elle n'exprime pas pour Pouget une dimension première et utile ; ne peut acquérir son utilité qu'après le moment révolutionnaire passé et les besoins commandés à ces producteurs :

« Quand fut acquise la certitude que le nécessaire abonderait, que chacun mangerait à sa faim, on se reprit à songer à l'agrément de la vie qu'est le luxe. Il avait été négligé aux premières heures. Les ouvriers d'art avaient délaissé leurs professions pour s'adonner à des besognes plus immédiatement utiles. La crise passée, ils revenaient à leurs occupations, au fur et à mesure que se produisaient les demandes. »<sup>1025</sup>

Toutefois, comme Besnard, il est important de noter que, pour Pouget, le besoin « d'art et de luxe » ne peut pas être négligé. Ainsi, sa vision du caractère révolutionnaire ne se limite pas uniquement à une dimension politique et économique. Mais, il estime qu'il faut que l'art se « vulgarise », non dans son acception péjorative mais dans celui dans une largesse d'accès :

« Les ouvriers des diverses industries de luxe, ceux œuvrant les métaux rares, les bijoutiers, les orfèvres, tinrent aussi des congrès. Ils examinèrent quelle proportion d'utilité pouvait être attribuée à leurs travaux. Tout en considérant que leur savoir-faire ne pouvait être dédaigné, car les besoins d'art et de luxe devaient être satisfaits, - vulgarisés et non éliminés, - ils conclurent que, momentanément, leur effort devrait se reporter sur des productions de plus urgent besoin. »<sup>1026</sup>

---

1024M.R., « Trente ans d'art indépendant ». De 1884 à 1914 », *La Révolution prolétarienne*, n° 15, mars 1926, pp. 8-9.

1025Émile Pouget, Émile Pataud, *Comment nous ferons la révolution*, op. cit., p. 262.

1026Ibid, p. 157.

L'objectif fixé, par cette visibilité à un public large et non plus privé, est un but esthétique et émotionnel. Cette description en termes de ressenti prolonge cette intériorisation personnelle de la production artistique dans les discours sur l'esthétique :

« En la plupart des cas, les palais somptueux des millionnaires avaient été transformés en maisons de santé ou de vieillesse. Et, sans pourtant les démeubler, il était naturel qu'on réservât pour les musées les œuvres d'art qui les ornaient. Là, elles seraient rendues à leur destination, car elles n'avaient pas été conçues pour être encagées, mais bien pour faire la joie des yeux, évoquer des émotions, être admirées. »<sup>1027</sup>

Cette expropriation au profit des musées devrait être en mesure de changer les sentiments artistiques. La généralisation de l'accès permettrait d'affiner le goût en gagnant en « simplicité, vérité et pureté » : cette remarque attaque des visions élitistes de l'art et des soupçons permanents de « commercialisme » de la société bourgeoise et capitaliste : « Le soin avec lequel il fut procédé à ces opérations dénota l'essor nouveau qu'allaient prendre les sentiments d'art en se généralisant ils s'affineraient, gagneraient en simplicité, vérité et pureté, - et ne seraient plus altérés par les préoccupations de commercialisme qui, anciennement, les dévoyaient ou même les dominaient »<sup>1028</sup>. Malgré la disparition progressive souhaitée du caractère professionnel, certains individus conserveront un statut d'artiste ou d'ouvriers d'art en capacité de pouvoir répondre favorablement à des demandes spécifiques : « Outre ces industries, qui conservaient encore un fonds d'utilité, les ouvriers d'art s'adonnaient, suivant les demandes, à des travaux de luxe, œuvrant pour la joie des yeux, pour satisfaire aux goûts variés d'une population de plus en plus affinée »<sup>1029</sup>. Ce statut de l'artiste ne lui permet pas d'avoir une place privilégiée comme cela pouvait l'être pour les artistes au service des différents régimes politiques étatiques. Malgré leur « fabrication d'objets de luxe », ils ne recevront pas de bons de consommation supplémentaires pour leur travail, équivalent d'un salaire échangeable en denrées. Chaque individu, quelque soit sa profession, sera l'égal des autres interdisant la possibilité d'une hiérarchie sociale des métiers : « Cette fabrication d'objets de luxe et rationnés n'impliquait pas, pour les ouvriers qui y collaboraient, une rémunération différente de celle dévolue à tous ils recevaient, comme les autres travailleurs, leur carte de gratuité et leur carnet de bons pour la consommation rationnée »<sup>1030</sup>. Les groupements notamment artistiques et artisanaux seront fondés sur la même logique des

---

1027 *Ibid*, p. 285.

1028 *Ibid*, p. 284.

1029 *Ibid*, pp. 263-264.

1030 *Ibid*, p. 264.

affinités. La dimension isolée et solitaire du travail de l'artisan ne sera pas négligée puisqu'elle correspond à une aspiration individuelle :

« Il n'y eut pas de formule rigide et sectariste dans les méthodes de réorganisation du travail : il fut tenu compte des tempéraments et des affinités. Il y eut des variantes, selon qu'on se trouva en présence, soit de grandes ou moyennes usines, soit de survivances de l'artisanerie. Une fois la prise de possession opérée, lorsque certains compagnons manifestèrent le désir de travailler en artisans, isolément, il ne fut pas fait opposition à leurs préférences. »<sup>1031</sup>

On retrouve ici une petite dimension individualiste n'obligeant pas certains à travailler en commun dans des espaces dédiés à une activité spécifique mais dans son propre espace, éventuellement sa propre habitation. Finalement, la société libertaire ne prétendra pas organiser les méthodes du travail par des structures déterminantes et directrices.

---

1031 *Ibid*, p. 153.



## IV Conclusion

Pour conclure, nous avons mis en lumière différents usages que pouvaient avoir les discours sur la production artistique et les pratiques culturelles pour les anarchistes-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires sous la Troisième République. Ces discours sont transmis par le biais de brochures, la presse syndicale et libertaire sur des problématiques contemporaines aux auteurs, des ouvrages et des bibliographies. De cette manière, nous avons tenté de fournir une variété de contenus et faire dialoguer les différentes approches en soulignant les points communs ainsi que les variations des acteurs à travers leurs textes. L'idée centrale de cet essai était de mettre en avant la manière dont l'aspect matériel de la « culture » ressort dans les représentations qui découlent de leurs usages et de leurs connaissances dans les milieux anarcho-syndicalistes. Chaque médium répond à des critiques particulières mais, pour éviter les approches sectorielles, il fallait rendre compte d'un ensemble de productions capable de rendre compte d'une « culture » en général. Nous voulions éviter à tout prix les approches individuelles et d'un médium qui enferment la connaissance d'un tel sujet dans un cadre qui a tendance à exclure les acteurs de la vie sociale et culturelle dans son ensemble. Certes, un individu peut avoir une connaissance approfondie uniquement sur la littérature, ce qui ne l'empêche pas d'avoir d'autres avis moins fournis sur d'autres médiums. Cette connaissance relative peut même être analysée d'un point de vue social. Cependant, nous n'omettons pas que nous avons aussi construit cette réflexion autour d'une conception déterminée de la « culture », malgré notre volonté d'élargissement.

Dans un premier temps, les discours sur les productions artistico-culturelles servent à soutenir des positionnements et un usage politique de nature critique. En effet, les différentes productions peuvent être critiquées pour souligner des points de désaccords sociaux sur des thématiques particulières comme l'État, la religion ou la société capitaliste. Les différents médiums des productions artistiques mettent en valeur des conceptions idéologiques bourgeoises et des conséquences concrètes de la société sur la vie des ouvriers dans laquelle les anarchistes-syndicalistes évoluent. Certains médiums, avec leur contexte social de production et consommation, s'accordent plus facilement avec certaines critiques. Par exemple, la statuaire et la photographie s'accordent mieux à une critique des « grands hommes », tandis que la critique de la « bourgeoisie » passe plutôt par une critique des

pratiques et des contenus culturels. Chaque expression artistique ou pratique culturelle peut s'adapter avec différents points de l'idéologie anarchiste dont le caractère analogique permet de dénoncer, ce qu'ils considèrent comme, les travers de cette société. La fonction propagandiste de ces discours permet la dénonciation des iniquités du monde capitaliste et plus généralement des systèmes politiques à tendance autoritaire. Cependant, la manière d'aborder de tels sujets, varient selon les auteurs. En effet, les anarchistes-syndicalistes partagent une idéologie en partie commune qui influence la représentation et la définition de la « culture ». Les trajectoires sociales des acteurs, à une échelle individuelle et de groupes sociaux, déterminent aussi des pratiques sociales, des productions culturelles, leurs connaissances et représentations. Ces différents éléments constituent des déterminismes dans les processus cognitifs et des manières d'écrire avant la constitution du contenu lisible et diffusé dans les milieux anarchistes-syndicalistes.

Dans un second temps, nous avons montré que la production artistique et les pratiques culturelles possèdent, dans l'idéologie syndicaliste, un revers à la dimension « bourgeoise » de la « culture ». Chez les anarchistes-syndicalistes, la critique de la représentation et définition bourgeoise de la « culture », des pratiques et des contenus culturels, s'accompagne aussi d'une approche constructive, autonome et émancipatrice. Cette vision est aussi le fruit d'un processus historique au sein même du mouvement ouvrier et du syndicalisme. À travers la démonstration, nous avons essayé de montrer que cette définition « positive » était un mélange entre des éléments de pratiques sociales culturelles et populaires, des éléments empruntés à l'approche économique et productive des discours syndicaux, la constitution contemporaine d'une histoire et mémoire ouvrière déterminant des théories artistico-culturelles ou d'ensembles intellectuels nourrissant des pratiques ou productions ainsi que la représentation de ces dernières. L'en-dehors du cadre productif s'inscrit dans des logiques urbaines et de pratiques culturelles spécifiques à des individus et groupes sociaux. La logique économique de la « culture » accompagne généralement les discours syndicaux et productif par le biais des histoires des techniques et des corporations, des producteurs, des lieux de productions et des productions elles-mêmes. Quant à elle, la vision émancipatrice et autonomiste est soutenue généralement par une approche intellectualiste, qui sert de base à des lieux, pratiques et contenus culturels spécifiques. Cette capacité est attribuée aux bibliothèques, aux musées sociaux ainsi qu'aux cercles d'enseignements économiques ou culturels. Les anarchistes-syndicalistes se distinguent par ces réflexions d'approches d'autres

tendances comme les éducationnistes par une volonté d'un outil au service du prolétariat mis en place par lui-même. Cette approche n'empêche pas la création d'une « élite ouvrière » intellectuelle qui est sous-jacente à travers leurs discours. Cette notion est aussi à nuancer car les syndicalistes se considèrent plus comme des « militants » : le terme « élite » est plutôt associé à la bourgeoisie, aux réformistes ouvriers et au pédantisme artisan. Toute cette conception culturelle a amené comme réponse possible celle de la proposition d'une « culture prolétarienne » dans les années 1920, une culture de classe nourrie des éléments énoncés à divers degrés : des éléments à conserver dans le populaire et le bourgeois mais aussi des éléments à dénoncer dans les deux classes. Cette évolution historique donne des éléments sur l'accès des anarchistes-syndicalistes aux diverses consommations culturelles, notamment sur des productions artistiques et des pratiques culturelles : la peinture, la littérature ou la musique. Des problématiques spécifiques émergent de cette approche et mettent en lumière des buts et des attentes par rapport au fond et aux formes des productions : manière d'écrire, représentations, reconnaissance de groupes sociaux, etc.

À partir de ce travail, il faudra approfondir les points mis en valeur dans cet exposé en ajoutant des brochures, des ouvrages et des titres de presse non consultés. Éventuellement, l'approfondissement des recherches pourra mettre en lumière d'autres sous-parties voir parties au plan proposé. Cependant, il paraît être assez représentatif des manières de penser et d'intellectualiser les éléments des discours qui définissent et représentent la « culture » chez les militants anarchistes-syndicalistes sous la Troisième République. De plus, les titres de presse permettront d'étoffer ces approches en lui conférant une dimension plus éloignée d'une approche considérée comme théorique en accumulant plus de fragments de textes. Il faudrait être en mesure de fournir un cadre historique plus fin à la réception et aux processus d'écriture par l'ajout d'analyses et d'éléments historicisant toutes ces productions et pratiques, éléments nécessaires pour analyser toutes les prises de position au prisme du contexte socio-historique de ces productions écrites. Le plus d'exhaustivité possible permettrait de décortiquer les points de convergence entre les auteurs mais aussi les points de divergence. Pour fournir une finesse dans l'analyse, il faudrait être en mesure de déterminer les points communs et les divergences dans la manière de traiter tel sujet culturel grâce aux mobilisations des trajectoires des auteurs ressortant indirectement dans leurs manières de produire un discours écrit. Par exemple, dans la critique du latin, il faudrait être en mesure d'appréhender les divers éléments : la date de la publication, son médium et les éléments

lexicographiques constitutifs de la critique écrite grâce à une analyse de discours et de méthode. De cette manière, chez deux militants anarchistes contemporains, la critique des « latinistes » dans un article sur l'enseignement primaire par un instituteur recoupe, mais n'est pas identique, à la critique dans un ouvrage, de références comme Cicéron, Virgile et l'*Énéide* par un agrégé de lettres classiques.

Par ailleurs, l'évolution la plus envisageable pour améliorer le contenu de l'essai serait l'usage d'une méthode quantitative des textes. Il faudrait mettre en place une méthodologie informatique via une analyse lexicométrique pour conférer des approches quantitatives à cette approche qualitative : mise en place d'un corpus, mise en forme des textes pour une analyse logicielle. L'idéal serait la capacité de décomposer un article ou un ouvrage dans un enchaînement d'idées ou d'arguments pour en fournir une profondeur : peut-être cette hypothèse sera nourrie par l'usage des sommaires. Par exemple, il faudrait mettre en lumière par des ensembles de contenus ; pour parler de littératures créer une arborescence comme suit : « Texte – Littérature – Auteur – Critique positive ». La mise en place d'un corpus doit permettre de faciliter la mise en rapport des mêmes éléments dans les textes via des termes. En effet, les analyses des textes, avec un contenu important, risquent de noyer l'information dans leur aspect numéraire si elles sont non traitées et non organisées. L'aspect informatique devrait faciliter le traitement des données pour mettre en place des approches comparatives, tout en ne perdant pas la dimension historique. La connaissance et la circulation des idées fournissent un élément susceptible de bien rendre compte du caractère historique : la même idée peut ainsi se retrouver trente ans plus tard via une brochure particulière. La dimension la plus certaine d'une telle approche reste la citation, notamment dans les rubriques de critiques littéraires.



## V Sources

### *Sources imprimées*

- BASTIEN Georges, *La Société libertaire*, Amiens, Éditions de Germinal, 1926, 32 p. Pa BN : 8° R. Pièce 16917 ;  
Pa IFHS : Fonds Armand 14 AS 190
- BASTIEN Georges, *Anarchisme et coopération*, Paris, La Brochure mensuelle, 1929, 36 p. Archives personnelles
- BASTIEN Georges, *Pour la rénovation du syndicalisme*, Amiens, Syndicat autonome des tisseurs, s.d., 16 p.
- BESNARD Pierre, *Syndicalisme et autorité*, Paris, Publication mensuelle de « L'Anarchie », 1928, 8 p.
- BESNARD Pierre, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, Paris, Éditions de la CGT-SR, 1930, 344 p. Pa BN : 8° R. 38890
- BESNARD Pierre, *La Responsabilité*, Paris, La Brochure mensuelle, 1933, 21 p.
- BESNARD Pierre, *L'Éthique du syndicalisme*, Limoges, Éditions de la CGT-SR, 1938, 139 p. Pa BN : 8° R. 44680  
Archives personnelles
- BESNARD Pierre, *Pour assurer la paix, comment organiser le monde*, Paris, Éditions sociales, 1942, n.p.
- BESNARD Pierre, *Anarcho-syndicalisme et anarchisme* [« Rapport présenté au congrès anarchiste international de 1937 »], Paris, Éditions des Amis du Monde nouveau, s.d., 15 p. Archives personnelles
- BESNARD Pierre, *Le Monde nouveau. Son plan, sa constitution, son fonctionnement*, s.l [Limoges ?], Éditions de la CGT-SR, s.d. [ca. 1934], 144 p. Pa BN : 8° R. 42751
- DELESALLE Paul, *Les Conditions du travail chez les ouvriers en* Pa BN : 8° R. 16326 (1)

- instruments de précision de Paris*, Paris, s.ed., 1899, 35 p.
- DELESALLE Paul, *Aux travailleurs. La grève !*, Paris, Aux bureaux des « Temps nouveaux », 1900, 15 p. Pa BN : 8° R. 16326 (2)  
Pa IFHS : Fonds  
Monatte 14 AS 170
- DELESALLE Paul, *Rapport sur la question de l'unité ouvrière présenté aux congrès des bourses du travail, à Alger et corporatif, à Montpellier, en 1902 par l'Union des syndicats de la Seine*, Paris, s.ed., 1902, n.p. Archives personnelles
- DELESALLE Paul, *Les Deux Méthodes du syndicalisme*, Puteaux, La Cootypographie, 1903, 22 p. Pa BN : 8° R. 16326 (5)
- DELESALLE Paul, *La Confédération générale du travail. Historique, constitution, but, moyens...*, Paris, La Publication sociale, 1907, 31 p. Archives personnelles
- DELESALLE Paul, *Paris sous la Commune, documents et souvenirs inédits*, Paris, Bureau d'éditions, 1937, 100 p. Archives personnelles
- DELESALLE Paul, *Boycottage et sabotage (sic) [« rapport de la commission du boycottage au congrès corporatif tenu à Toulouse en septembre 1897 »]*, Paris, s.ed., s.d., 17 p. Archives personnelles
- DELESALLE Paul, *Le Premier Mai. Historique, résultats, buts*, Paris, La Publication sociale, s.d. [1911], 16 p.
- DELESALLE Paul, *Les Bourses du travail et la CGT*, Paris, Éditions Marcel Rivière, s.d. [1911], 63 p. Archives personnelles
- DELESALLE Paul, *L'Action syndicale et les anarchistes [« conférence faite à la Bibliothèque d'éducation libertaire de Belleville, le 17 mai 1900 »]*, Paris, Éditions de l'Éducation libertaire, s.d. [ca. 1900], 16 p. Pa BN : 8° R. 16326 (3)  
Pa IFHS : 14 AS 134
- DELESALLE Paul, *Le Mouvement syndicaliste*, Paris, La Publication sociale, s.d. [ca. 1913], 16 p. Archives personnelles

- DELESALLE Paul, RÉMY Léon, *Les Révolutionnaires au congrès de Londres (L. Rémy). - Conférences anarchistes (P. Delesalle)*, Paris, Publications des « Temps nouveaux », 1896, 23 p. Pa BN : 8° R. 15263
- DELESALLE Paul, RÉMY Léon, *Réformes ou Révolution*, s.l., s.ed., 1896, n.p.
- DELESALLE Paul, RÉMY Léon, *Les Anarchistes et les Syndicats*, s.l., s.ed., 1898, n.p.
- DELESALLE Paul, RÉMY Léon, *La Grève générale*, s.l., s.ed., 1901, n.p.
- DELZANT Charles, *Le Travail de l'enfance dans les verreries*, Paris, Publications des « Temps nouveaux », 1912, 20 p. Pa BN : 8° R. 15263  
Pa IFHS : 14 AS 136
- MAYOUX François, MAYOUX Marie, *Les Instituteurs syndicalistes et la guerre*, Dignac, s.ed., 1917, 16 p.
- MAYOUX François, MAYOUX Marie, *Notre affaire*, Épône, s.ed., 1918, 24 p.
- MONATTE Pierre, *Pour la propagande minoritaire*, Paris, Librairie du travail, 1921, 31 p. Archives personnelles
- MONATTE Pierre, *Les Commissions syndicales*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1924, 16 p. Archives personnelles
- MONATTE Pierre, *Lettre aux membres du Parti communiste*, s.l., s.ed., 1924, 19 p. Archives personnelles
- MONATTE Pierre, *Réflexions sur l'avenir syndical*, Paris, Éditions de la bibliothèque du travail, s.d. [1921], 34 p.
- PELLOUTIER Fernand, *L'Art et la révolte [« Conférence faite le 30 mai 1896 à Paris »]*, Paris, Publications du groupe L'Art social, 1896, 32 p. Pa BN : 8° Lb<sup>57</sup> 1177  
Pa IFHS : 14 AS 136



- PELLOUTIER Fernand, *Les Syndicats en France*, Paris, Librairie ouvrière, 1897, 32 p. Pa BN : 8° R. 46437 (1)
- PELLOUTIER Fernand, *Le Congrès général du parti socialiste français, 3-8 décembre 1889, précédé d'une « Lettre aux anarchistes »*, Paris, P.-V. Stock, 1900, 72 p. Pa IFHS : 14 AS 136
- PELLOUTIER Fernand, *Histoire des bourses du travail*, Paris, Schleicher frères, 1902, 232 p. Pa BN : 8° R. 17822
- PELLOUTIER Fernand, *L'Organisation corporative et l'anarchie*, Paris, Publications du groupe L'Art social, s.d. [1896], 20 p. Pa BN : 8° Lb<sup>57</sup> 11725  
Pa IFHS : 14 AS 136 ;  
Fonds Monatte 14 AS  
170
- PELLOUTIER Fernand, *Méthode pour la création et le fonctionnement des bourses du travail*, s.l., Édité par la Fédération des Bourses du travail, s.d. [ca. 1895], 16 p.
- PELLOUTIER Fernand, PELLOUTIER Maurice, *Les Soirées de Ville-es-Martin*, s.ed., Librairie du Petit Journal, 1889, n.p.
- PELLOUTIER Fernand, PELLOUTIER Maurice, *La Vie ouvrière en France*, Paris, Schleicher, 1900, 344 p. Pa BN : 8° R. 15173
- PELLOUTIER Fernand, PELLOUTIER Maurice, *Lettre sur la guerre*, Nantes, Imprimerie de E. Guittard, 1919, 18 p. Pa BN : 8° G. Pièce  
1362
- POUGET Émile, *L'ABCD de la révolution [Père Peinard]*, Londres, s.ed., 1894, 28 p.
- POUGET Émile, *La Confédération générale du travail*, Paris, M. Rivière, 1908, 67 p. Pa BN : 8° 22095 (2)
- POUGET Émile, *L'Organisation du surmenage (le système Taylor)*, Paris, Librairie M. Rivière, 1914, 70 p.
- POUGET Émile, *L'Action directe*, Paris, Éditions de La Guerre sociale, [1910], 28 p. Pa BN : 8° R. 46437 (5)

- POUGET Émile, *La Calotte internationale. Roman social inédit en 24 brochures*, Paris, Éditions Ferenczy, s.d., n.p. Pa IFHS : 14 ASP 262
- POUGET Émile, *Variations guesdites [« Recueillies et annotées par Émile Pouget »]*, Paris, Bibliothèque de La Sociale, s.d. [1896], 36 p. Pa BN : 8° Lb<sup>57</sup> 11770 et 12760
- POUGET Émile, *Les Bases du syndicalisme*, Paris, Éditions de La Guerre sociale, s.d. [1910], 24 p.
- POUGET Émile, *Le Sabotage*, Paris, M. Rivière, s.d. [1911], 68 p.
- POUGET Émile, *Le Syndicat*, Paris, Chez l'auteur – Bourse du travail, s.d. [ca. 1904], 24 p. Pa BN : 8° R. 43437 (3)
- POUGET Émile, *Le Parti du travail*, Paris, Éditions de La Guerre sociale, s.d. [ca. 1905], 28 p. Pa BN : 8° R. 46437
- POUGET Émile [Principalement], *Almanach du Père Peinard [« Farci de galbeuses histoires et de prédictions épatarouflantes pour 1894 – an 102 »]*, Paris, Aux bureaux du « Père Peinard », s.d. [1893, d'après le dépôt légal], 56 p. Pa BN : 8° Lc<sup>22</sup> 839
- POUGET Émile [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1896 – an 104 [« Farci de chouettes histoires, de galbeuses illustrations et d'une consultation sur l'avenir, dégoisée par une somnambule de la force de 36 chevaux de fiacre »]*, Paris, Aux bureaux de « La Sociale », s.d. [1895], 64 p. Pa BN : 8° Lc<sup>22</sup> 839
- POUGET Émile [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1897 – an 105 [« Farci de chouettes histoires et de galbeuses illustrations, indispensable pour se tenir la rate en bonne humeur et se décrasser les boyaux de la tête »]*, Paris, Aux bureaux du « Père Peinard », s.d. [1896], 64 p. Pa BN : 8° Lc<sup>22</sup> 839
- POUGET Émile [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour 1898 – an 106 [« Farci de chouettes histoires et de galbeuses illustrations, indispensable pour se tenir la rate en bonne humeur et*

*se décrasser les boyaux de la tête »], Paris, Aux bureaux du « Père Peinard », s.d. [1897], 64 p.*

- POUGET Émile [Principalement], *Almanach du Père Peinard pour l'année 107 (année 1899 du calendrier crétin) [« Farci de chouettes histoires et de galbeuses illustrations, indispensable pour se tenir la rate en bonne humeur et se décrasser les boyaux de la tête »], Paris, Aux bureaux du « Père Peinard », s.d. [1898], 64 p.* Pa BN : 8° Lc<sup>22</sup> 839

- POUGET Émile, PATAUD Émile, *Comment nous ferons la révolution*, Paris, Librairie Jules Tallandier, 1909, 298 p. Pa BN : 8° Lb<sup>57</sup> 14585  
Pa IFHS : Fonds  
Fournière B 1591

- POUGET Émile, PRESSENSÉ Francis de, un juriste, *Les lois scélérates de 1893-1894*, Paris, Éditions de la Revue Blanche, 1899, 62 p. Archives personnelles (réédition)

Méthode :

Toutes ces sources ont été lues entièrement exceptés les titres suivants :

- DELESALLE Paul, RÉMY Léon, *Réformes ou Révolution*, s.l., s.ed., 1896, n.p.

- DELESALLE Paul, *Le Premier Mai. Historique, résultats, buts*, Paris, La Publication sociale, s.d. [1911], 16 p.

- PELLOUTIER Fernand, PELLOUTIER Maurice, *Les Soirées de Ville-es-Martin*, s.ed., Librairie du Petit Journal, 1889, n.p.

- POUGET Émile, *L'Organisation du surmenage (le système Taylor)*, Paris, Librairie M. Rivière, 1914, 70 p.

- POUGET Émile, *La Calotte internationale. Roman social inédit en 24 brochures*, Paris, Éditions Ferenczy, s.d., n.p.

*Presse*

- Le Combat Syndicaliste. Organe officiel de la Confédération Générale du Travail – Syndicaliste Révolutionnaire :* Pa BN : Jo 30 637  
Pa CHS : PC/3
- L'Ouvrier des deux mondes. Revue mensuelle d'économie sociale [puis] Organe officiel de la Fédération des Bourses du Travail de France et des colonies* Pa BN : 4° R 1408
- Le Père Peinard :* Pa BN : 8° LC<sup>2</sup> 5377 (1889-1890),  
Fol Lc<sup>2</sup> 5377 (1891-1894 et 1896-1900), Gr Fol Lc<sup>2</sup> 5377 (n° du 16 mars 1902)
- La Révolution Proletarienne. Revue [bimensuelle, mensuelle] syndicaliste révolutionnaire :* Pa BN : 4° R 4609  
Pa BDIC 4° P 3070  
Pa CHS
- La Vie ouvrière. Revue bimensuelle officielle de la CGT :* Pa BN : 8°R 23 972 (1909-1914) et  
Jo 30 393 (1919-1928)

Méthode :

Nous avons effectué un dépouillement systématique avec lecture de tous les numéros de *L'Ouvrier des deux Mondes*, du *Monde Ouvrier*, des numéros de *La Vie Ouvrière* jusqu'en 1912 inclus et des numéros du *Père Peinard* jusqu'en 1894 inclus.

Pour les autres titres, le dépouillement partiel des années 1895-1900 du *Père Peinard* a été effectué avec sélections d'articles que nous estimions en lien avec notre sujet. Même méthode pour le dépouillement du *Combat syndicaliste* qui a été complète sur les numéros disponibles à la BNF avec sélections d'articles.

*La Révolution prolétarienne* a été dépouillée en mêlant les sommaires avec la recherche de mots-clefs spécifiques : « art », « artiste », « artistique », « monument », « littérature », « peinture », « vêtement », « habillement », « uniforme », « cinéma », « photographie », etc.

## VI Bibliographie

### Histoire du mouvement ouvrier et syndical sous la Troisième République :

- ANDOLFATTO Dominique, LABBÉ Dominique, *Histoire des syndicats, 1906-2006*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, 376 p.
- BRANCIARD Michel, *Histoire de la CFDT : soixante-dix ans d'action syndicale*, Paris, La Découverte, 1990, 365 p.
- CHAMBELLAND Colette, MAITRON Jean (dir.), *Syndicalisme révolutionnaire et communisme: les archives de Pierre Monatte, 1914-1924*, Paris, François Maspero, 1968, 462 p.
- DELALANDE Nicolas, *La lutte et l'entraide : l'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Éditions du Seuil, 2019, 358 p.
- DOLLÉANS Édouard. *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1953, 364 p.
- DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT : cent ans de syndicalisme en France*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, 407 p.
- DOMMANGET Maurice, *Histoire du drapeau rouge : des origines à la guerre de 1939*, Paris, Éditions Librairie de l'Étoile, 1967, 502 p.
- GEERKENS Éric, HATZFELD Nicolas, LESPINET-MORET Isabelle, VIGNA Xavier, *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine : entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, 455 p.
- JULLIARD Jacques. *Autonomie ouvrière : études sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Gallimard, 1988, 298 p.
- LEFRANC Georges. *Le mouvement syndical sous la Troisième République*. Paris, Payot, 1967, 452 p.
- PERROT Michelle. *Les ouvriers en grève : France, 1871-1890*. 2 vol, Paris, Mouton, 1973, 900 p.

- RANCIÈRE Jacques, *La nuit des prolétaires : archives du rêve ouvrier*, Paris, Pluriel, 2012, 451 p.
- REBÉRIOUX Madeleine, *Les ouvriers du livre et leur fédération : un centenaire, 1881-1981*, Paris, Temps actuels, 1981, 237 p.
- SCHÖTTLER Peter, *Naissance des bourses du travail : un appareil idéologique d'État à la fin du XIXe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, 294 p.

### Histoire sociale et politique sous la Troisième République :

- ALBERT Anaïs, *La vie à crédit : la consommation des classes populaires à Paris (années 1880-1920)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021, 388 p.
- BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal, VERGÈS Françoise, *La république coloniale:essai sur une utopie*, Paris, Albin Michel, 2003, 172 p.
- CHARLE Christophe, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Paris, Éditions Points, 2015, 410 p.
- CHARLE Christophe, *Paris, « capitales » des XIXe siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 2021, 651 p.
- CHESSEL Marie-Emmanuelle, *La publicité : naissance d'une profession, 1900-1940*, Paris, CNRS Éditions, 1998, 252 p.
- CORBIN Alain, *Le miasme et la jonquille : l'odorat et l'imaginaire sociale, XVIIIe-XIXe siècles*, Paris, Flammarion, 2016, 429 p.
- DALISSON Rémi, *Célébrer la nation : les fêtes nationales en France de 1789 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009, 543 p.
- DAUMAS Jean-Claude, *La révolution matérielle : une histoire de la consommation*, Paris, Flammarion, 2018, 593 p.
- DAY Charles R., BARDOS Jean-Pierre, *Les Écoles d'art et métiers : l'enseignement technique en France, XIXe siècle*, Paris, Belin, 1991, 429 p.

- MASSARD-GUILBAUD Geneviève, *Histoire de la pollution industrielle : France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2010, 403 p.
- MAYEUR Françoise, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. Tome III, De la Révolution à l'École républicaine, 1789-1930*, Paris, Perrin, 2004, 777 p.
- MAYEUR Françoise, *L'éducation des filles en France au XIXe siècle*, Paris, Perrin, 2008, 373 p.
- MEYER Jean, TARRADE Jean, REY-GOLDZEIGUER Annie, THOBIE Jacques, *Histoire de la France coloniale*, Malakoff, Armand Colin, 2016, 846 p.
- MONNEYRON Frédéric, *La frivolité essentielle : du vêtement et de la mode*, Paris, Presses universitaires de France, 2001, 216 p.
- NOIRIEL Gérard, *Les ouvriers dans la société française : XIXe-XXe siècle*, Paris, Éditions Points, 2002, 321 p.
- NOIRIEL Gérard, *Le creuset français : histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, 447 p.
- NOIRIEL Gérard, *Une histoire populaire de la France : de la guerre de Cent Ans à nos jours*, Marseille, Agone, 2019, 829 p.
- PERROT Michelle, *Histoire des femmes en Occident, t. 4, Le XIXe siècle*, Paris, Perrin, 2002, 764 p.
- SCHROEDER-GUDEHUS Brigitte, RASMUSSEN Anne, *Les fastes du progrès : le guide des expositions universelles, 1851-1992*, Paris, Flammarion, 1992, 253 p.
- SCHWEITZER Sylvie, *Les femmes ont toujours travaillé : une histoire de leurs métiers, XIXe-XXe siècle*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2002, 329 p.
- STÉBÉ Jean-Marc, *Le logement social en France : 1789 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2013 127 p.
- STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Fayard, 2000, 436 p.
- TERROT Noël, *Histoire de l'éducation des adultes en France : la part de l'éducation des adultes dans la formation des travailleurs, 1789-1971*, Paris, L'Harmattan, 1997, 345 p.

- VERLEY Patrick, *La Révolution industrielle*, Paris, Gallimard, 1997, 543 p.
- VIGNA Xavier, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Paris, Éditions Perrin, 2021, 462 p.
- WEBER Florence, *Brève histoire de l'anthropologie*, Paris, Flammarion, 2015, 353 p.

Histoire et sociologie des pratiques culturelles et des champs artistiques :

- AGULHON Maurice, *Marianne au pouvoir : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 2001, 447 p.
- AGULHON Maurice, *Les métamorphoses de Marianne : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1914 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2001, 320 p.
- AIMONE Linda, OLMO Carlo, OLIVIER Philippe, *Les expositions universelles : 1851-1900*, Paris, Belin, 1993, 317 p.
- AMAR Pierre-Jean, *Histoire de la photographie*, Paris, Presses universitaires de France, 2020, 125 p.
- BECKER Howard Saul, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988, 379 p.
- BELLANGER Claude, GODECHOT Jacques, GUIRAL Pierre, *Histoire générale de la presse française, 3, De 1871 à 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, 687 p.
- BOURDIEU Pierre, BOLTANSKI Luc, CASTEL Robert, CHAMBOREDON Jean-Claude, *Un art moyen : essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1965, 360 p.
- BOURDIEU Pierre, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, 670 p.
- BOURDIEU Pierre, « Mais qui a créé les créateurs ? », *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, 268 p.
- BOURDIEU Pierre, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Édition du Seuil, 1992, 558 p.



- CHARLE Christophe, *La crise littéraire à l'époque du naturalisme : roman, théâtre et politique, essai d'histoire sociale des groupes et des genres littéraires*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1979, 207 p.
- CHARLE Christophe, *La république des universitaires : 1870-1940*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, 505 p.
- CHARLE Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle : essai d'histoire comparée*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, 369 p.
- CHARLE Christophe, *Paris, fin de siècle : culture et politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, 319 p.
- CHARLE Christophe, *Le siècle de la presse : 1830-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 399 p.
- CHARLE Christophe, *Théâtres en capitales : naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne, 1860-1914*, Paris, Albin Michel, 2008, 572 p.
- CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités : XIIIe-XXIe*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, 334 p.
- CHIMÈNES Myriam, *Mécènes et musiciens : du salon au concert à Paris sous la IIIe République*, Paris, Fayard, 2004, 776 p.
- CORBIN Alain (dir.), *L'avènement des loisirs : 1850-1960*, Paris, Flammarion, 2009, 626 p.
- COUTY Daniel, *Histoire de la littérature française*, Paris, Larousse, 2000, 1522 p.
- DELPORTE Christian, *Histoire du journalisme et des journalistes en France : du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, 129 p.
- GOETSCHER Pascale, LOYER Emmanuelle, *Histoire culturelle de la France : de la Belle-Époque à nos jours*, Malakoff, Armand Colin, 2018, 285 p.
- GOETSCHER Pascale, *Une autre histoire du théâtre : discours de crise et pratiques spectaculaires*, Paris, CNRS éditions, 2020, 413 p.
- GRIGNON Claude, PASSERON Jean-Claude, *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard, 1989, 260 p.

- GUMPCOWICZ Philippe, *Les travaux d'Orphée : deux siècles de pratique musicale amateur en France, 1820-2000*, Paris, Aubier, 2001, 339 p.
- HOGGART Richard, *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1970, 420 p.
- HOGGART Richard, *33 Newport Street : autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Paris, Éditions Points, 2013, 380 p.
- JEANCOLAS Jean-Pierre, *Histoire du cinéma français*, Paris, Armand Colin, 2011, 127 p.
- JOYEUX-PRUNEL Béatrice, *Les avant-gardes artistiques, 1918-1945 : une histoire transnationale*, Paris, Gallimard, 2017, 1186 p.
- KALIFA Dominique, *La culture de masse en France*, Paris, Éditions la Découverte, 2001, 122 p.
- KALIFA Dominique, RÉGNIER Philippe, THÉRENTY, Marie-Ève, VAILLANT Alain (dir.), *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, 1764 p.
- LAHIRE Bernard, *Dans les plis singuliers du social : individus, institutions, socialisations*, Paris, La Découverte, 2013, 173 p.
- LOYER François, *Histoire de l'architecture française*, Paris, Mengès, 1999, 498 p.
- MAGRI Susanna, TOPALOV Christian (dir.), *Villes ouvrières, 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1990, 239 p.
- MARREY Bernard, *Les grands magasins : des origines à 1939*, Paris, Picard, 1979, 269 p.
- MOLLIER Jean-Yves, *L'argent et les lettres : histoire du capitalisme d'édition*, Paris, Fayard, 1988, 549 p.
- MONNIER Gérard, *L'art et ses institutions en France : de la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1995, 462 p.
- PASLER Jann, *La République, la musique et le citoyen, 1871-1914*, Paris, Gallimard, 2015, 679 p.
- PERROT Philippe, *Les dessus et les dessous de la bourgeoisie : une histoire du vêtement au XIXe siècle*, Paris, Fayard, 1981, 344 p.

- PLUET-DESPATIN Jacqueline, LEYMARIE Michel, MOLLIER Jean-Yves, *La Belle-Époque des revues : 1880-1914*, Paris, Éditions de l'IMEC, 2002, 439 p.
- POLIAK Claude F., *La vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan, 1992, 253 p.
- POULAIN Martine, *Histoire des bibliothèques française : 1914-1990*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2009, 1187 p.
- POULOT Dominique, *Une histoire des musées de France: XVIIIe-XXe siècle*. Paris, La Découverte, 2008, 195 p.
- PROCHASSON Christophe, *Paris 1900 : essai d'histoire culturelle*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, 348 p.
- RIOUX Jean-Pierre, SIRINELLI Jean-François, *La culture de masse en France : de la Belle-Époque à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2002, 461 p.
- ROBIN Régine (dir.), *Masses et culture de masse dans les années trente*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1991, 234 p.
- ROBIN Régine, *Le réalisme socialiste : une esthétique impossible*, Paris, Payot, 1986, 347 p.
- THIESSE Anne-Marie, *Le roman du quotidien : lecteurs et lectures populaires à la Belle-Époque*, Paris, Le Chemin vert, 1984, 270 p.
- VAISSE Pierre, *La Troisième République et les peintres*, Paris, Flammarion, 1995, 475 p.
- VARRY Dominique, *Histoire des bibliothèques françaises : 1789-1914*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2009, 922 p.
- WHITE Cynthia A., WHITE Harrison C., *La carrière des peintres au XIXe siècle : du système académique au marché des impressionnistes*, Paris, Flammarion, 1991, 166 p.

## Histoire du mouvement anarchiste antérieure à 1945 :

### Histoire transnationale :

- BANTMAN Constance, BERRY David, *New perspectives on anarchism, labour and syndicalism. The individual, the national and the transnational*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2010, 228 p.
- BANTMAN Constance, *The French anarchists in London, 1880-1914*, Liverpool, Liverpool University Press, 2013, 219 p.
- BANTMAN Constance, BERT Altena, *Reassessing the transnational turn. Scales of analysis in anarchist and syndicalist studies*, New York, Routledge, 2015, 240 p.
- GUÉRIN Daniel, *L'anarchisme : de la doctrine à la pratique*, Paris, Gallimard, 1987, 298 p.
- GUÉRIN Daniel, *Ni Dieu ni maître : anthologie de l'anarchisme*, Paris: La Découverte, 2012, 768 p.
- MANFREDONIA Gaetano, *Histoire mondiale de l'anarchie*, Textuel-Arte, Paris – Issy-les-Moulineaux, 2014, 287 p.
- NETTLAU MAX, *Histoire de l'anarchie*, Paris, Artefact, 1986, 301 p.

### Histoire du territoire français :

- BERRY David, *Le mouvement anarchiste en France : 1917-1945*, Saint-Georges d'Oléron, Éditions Libertaires, 2014, 452 p.
- BIANCO René, *La Presse anarchiste dans les Bouches-du-Rhône, 1880-1914*, Éditions Culture et Liberté, Marseille, 1972, 237 p.
- BIANCO René, *Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône, 1880 – 1914*, 2 tomes, CIRA, Marseille, 1978, 438 et 80 p.

- BIANCO René, *Un siècle de presse anarchiste d'expression française : 1880-1983*. Thèse non reproduite, Université de Provence, 1987, 3493 p. [Disponible en ligne : <https://bianco.ficedl.info/>]
- COLSON Daniel, *Anarcho – syndicalisme et communisme. Saint-Étienne, 1920-1925*, Atelier de création libertaire – Centre d'études foréziennes, Lyon – Saint-Étienne, 1986, 222 p.
- COMBY Louis, « Histoire du mouvement anarchiste », *Les Cahiers de l'histoire*, n° 96, Paris, 1972, 127 p.
- MAITRON Jean, *Le mouvement anarchiste en France. 1. Des origines à 1914*, Paris, Gallimard, 1992, 485 p.
- MAITRON Jean, *Le mouvement anarchiste en France. 2. De 1914 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1992, 439 p.
- MANFEDONIA Gaetano, *Anarchisme et changement social. Insurrectionnisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2007, 348 p.
- RIDLEY Frederik Fernand, *Revolutionary syndicalism in France : the direct action of its time*, Cambridge, University Press, 1970, 288 p.
- SONN Richard David, *Anarchism and cultural politics in « fin-de-siècle » France*, Londres, University of Nebraska Press, 1989, 365 p.
- VILETTE Raoul, *La guerre sociale : un journal « contre », la période héroïque 1906-1911*, Paris, Les Nuits rouges, 1999, 381 p.

#### Biographies d'anarchistes en lien avec le syndicalisme :

- CHAMBELLAND Colette, *Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste*, Paris, Les Éditions de l'atelier, 1999, 191 p.
- ENCKELL Marianne, DAVRANCHE Guillaume, DUPUY Rolf (dir.), *Les anarchistes : dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, Les Éditions Ouvrières, 2014, 527 p.

- GOUSTINE Christian (de), *Pouget : les matins noirs du syndicalisme*. Paris, Éditions de la Tête de Feuilles, 1972, 246 p.
- GUEGNANT Jean-Yves, *Nous ferons la grève générale : Jules Le Gall, les anarchistes et l'anarcho-syndicalisme à Brest et en Bretagne*, Rennes, Éditions Goater, 2019, 248 p.
- JULLIARD Jacques, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Éditions du Seuil, 1971, 556 p.
- MAITRON Jean, *Le syndicalisme révolutionnaire, Paul Delesalle*, Paris, Fayard, 1985, 205 p.

#### Mémoires et autobiographies :

- FAUCIER Nicolas, *Dans la mêlée sociale. Itinéraire d'un anarcho-syndicaliste*, Quimperlé, La Digitale, 1988, 237 p.
- MAYOUX François, *Marie et François Mayoux, instituteurs pacifistes et syndicalistes. Mémoires*, Chamalières (Puy-de-Dôme), Canope, 1992, 363 p.

#### **Liens entre des anarchistes et la production artistique :**

##### Approche générale :

- Colloque « Les dix ans de Radio Libertaire », *Art et anarchie*, Marseille, Via Valeriano, 1993, 187 p.
- EGBERT Donald Drew, *Social radicalism and the arts : Western Europe : a cultural history from the French revolution to 1968*, Londres, G. Duckworth, 1970, 821 p.
- HALPERIN Joan Ungersma, *Félix Fénéon : art et anarchie dans le Paris fin de siècle*, Paris, Gallimard, 1991, 439 p.
- HERBERT Eugenia W., *The artist and social reform : France and Belgium, 1885-1898*, New Haven, Yale University Press, 1961, 236 p.

- WIND Edgar, *Art et anarchie*. Paris, Gallimard, 1988, 211 p.

### Littérature :

- AUBÉRY Pierre, *L'Anarchisme des littérateurs au temps du symbolisme*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1969, 34 p.

- AUBÉRY Pierre, « L'anarchisme des littérateurs au temps du symbolisme », *Le Mouvement social*, n° 69, Octobre-Décembre 1969, pp. 21-34.

- BÉROUD Sophie, RÉGIN Tania, *Le roman social : littérature, histoire et mouvement ouvrier*

- FRIGERIO Vittorio, *Nouvelles anarchistes : la création littéraire dans la presse militante (1890-1946)*. Grenoble, ELLUG, 2012, 267 p.

- FRIGERIO Vittorio. *La littérature de l'anarchisme : anarchistes de lettres et lettrés face à l'anarchisme*. Grenoble, ELLUG, 2014, 390 p.

- GRANIER Caroline, *Les briseurs de formules : les écrivains anarchistes en France à la fin du XIXe siècle*, Œuvres, Ressouvenances, 2008, 469 p.

- LECERCLE Jean-Pierre, *Littérature, anarchies : essai sur le fait littéraire et l'anarchie, fin XIXe siècle*, Paris, Éditions Place d'armes, 2007, 184 p.

- MAURICOURT Thierry, *Histoire de la littérature libertaire en France*, Paris, Albin Michel, 1990, 491 p.

- MONFÉRIER Jacques, « Symbolisme et anarchie », *Revue d'histoire littéraire de la France*, Avril-Juin 1965, pp. 233-238.

- RAGON Michel, *Histoire de la littérature prolétarienne en France : littérature ouvrière, littérature paysanne, littérature d'expression populaire*, Paris, Albin Michel, 1974, 315 p.

- VIGNA Xavier. *L'espoir et l'effroi: luttes d'écritures et luttes de classes en France au XXe siècle*, Paris, La Découverte, 2016, 318 p.

### Éducatons et formations :

- BRUCY Guy, LAOT Françoise, LESCURE Emmanuel, *Mouvement ouvrier et formation : genèses*, Paris, L'Harmattan, 2009, 150 p.
- CHRISTEN Carole, BESSE Laurent, *Histoire de l'éducation populaire : 1815-1945*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017, 430 p.
- MERCIER Lucien, *Les universités populaires : 1899-1914*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1986, 188 p.
- RICHTER Noë, *L'éducation ouvrière et le livre : de la Révolution à la Libération*, Le Mans, Bibliothèque de l'Université du Maine, 1982, 112 p.

### Peinture, Art graphique, Presse :

- DARDEL Aline (dir.), « *Les Temps nouveaux* » : 1895-1914 : *un hebdomadaire anarchiste et la propagande par l'image*, Paris, Éditions de la Réunion des musées nationaux, 1987, 64 p.
- DARDEL Aline, *Maximilien Luce : peindre la condition humaine*, Paris, Somogy, 2000, 96 p.
- DIXMIER Élisabeth, DIXMIER Michel, *L'Assiette au beurre, revue satirique illustrée, 1901-1912*. Paris, F. Maspero, 1974, 383 p.
- HUTTON John Gary, *Neo-impressionism and the search for a solid ground : art, science and anarchism in fin-de-siècle France*, Baton Rougey, Louisiana State University Press, 1994, 276 p.
- KLEIN Anne. *Émile Pouget et l'image comme véhicule de l'idéologie : le Père Peinard et La Voix du peuple, 1890-1908*, Mémoire de maîtrise, dir. P. Pigenet, 2 vol. Université Paris 1, 2004, 167 p.



## Musique :

- BRÉCY Robert. *Autour de la Muse rouge : groupe de poètes et chansonniers révolutionnaires*, Saint-Cyr-sur-Loire, C. Pirot, 1991, 254 p.
- MANFREDONIA Gaetano, *La Chanson anarchiste en France, des origines à 1914*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, 445 p.
- MANFREDONIA Gaetano, « La chanson anarchiste dans la France de la Belle-Époque », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, n° 26, Février 2007, pp. 101-121.
- MANFREDONIA Gaetano, *Libres ! Toujours... Anthologie de la chanson et de la poésie anarchistes du XIXe siècle*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2011, 181 p.

## **Philosophie et histoire des idées et pratiques anarchistes :**

### - Approche générale :

- ARVON Henri, *L'Anarchisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1951, 128 p.
- BAILLARGEON Normand, *L'ordre moins le pouvoir : histoire et actualité de l'anarchisme*, Marseille, Agone, 2008, 217 p.
- COLSON Daniel, *Petit lexique philosophique de l'anarchisme : de Proudhon à Deleuze*, Paris, L.G.E., 2001, 378 p.
- GRAHAM Robert, *Anarchism : A Documentary History of Libertarian Ideas. Volume 1 : From Anarchy to Anarchism (300 CE to 1939)*, Montréal/New York/Londres, Black Rose Books, 2005, 519 p.
- GUÉRIN Daniel, *L'anarchisme : de la doctrine à la pratique*, Paris, Gallimard, 1987, 286 p.
- MANFREDONIA Gaetano, *Anarchisme et changement social : insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2007, 347 p.
- WOODCOCK George, *Anarchism : an history of libertarian ideas and movements*, New York, The World Publishing Compagny, 1962, 505 p.

- Sur l'« art » :

- BERTHET Dominique, *Proudhon et l'art. Pour Courbet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, 120 p.

- RESZLER André, *L'esthétique anarchiste*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, 113 p.